

Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Questions 28 à 35

Avril 2010



Québec 

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande #28

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios et/ou analyses produits et/ou comptes rendus en 2009-2010 par le MAMROT à ce sujet. Actions à venir pour 2010-2011.

Divers intervenants du milieu municipal ont fait valoir qu'ils considéraient les municipalités québécoises trop dépendantes de l'impôt foncier. L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a constitué une première réponse à cette demande. L'Entente a prévu des mesures consistant en une augmentation des transferts gouvernementaux (en particulier le remboursement de la TVQ), d'autres visant à consolider la taxation foncière (taxation des immeubles des sociétés d'État et des centrales thermiques) et, enfin, d'autres se traduisant par un accès à de nouvelles sources de revenus. Il s'agit en particulier du pouvoir d'imposer des droits aux exploitants de carrières et de sablières et de l'imposition d'une taxe municipale pour le financement des centres 9-1-1, mesures qui sont entrées en vigueur en janvier et en décembre 2009.

D'autres événements ont également une incidence en matière de diversification des revenus municipaux. Ainsi, le projet de loi 22, adopté en juin 2008 et le projet de loi 45, adopté en juin 2009, ont élargi les moyens de financement dont dispose la Ville de Montréal. Celle-ci a commencé à s'en prévaloir en 2010. De plus, un comité, constitué de représentants des associations municipales, du MAMROT et du MFQ, a entrepris de se pencher à nouveau sur les avenues de diversification des revenus municipaux. Il a tenu deux réunions jusqu'à présent, en août 2009 et en février 2010, mais aucun compte rendu n'a été produit par le MAMROT. Les travaux réalisés à ce jour ont consisté à documenter l'évolution de la situation financière des municipalités et de leur endettement. Une mise à jour du document gouvernemental de décembre 2004 (Repenser les relations avec les municipalités) sur la situation fiscale et financière des municipalités a été remise aux participants en vue de la réunion de février (copie jointe). L'analyse sur l'endettement devrait être complétée à l'été 2010.

OBJET : GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVERSIFICATION DES
REVENUS DES ORGANISMES MUNICIPAUX : MISE À JOUR
DES DONNÉES FINANCIÈRES

N° dossier : CFOU2010-00002

Dossier DGF : 2.13

DATE : Le 18 janvier 2010

1. INTRODUCTION

À la TQM du 1^{er} mai 2009, les associations municipales et la Ville de Montréal ont sollicité la participation du gouvernement à un comité devant se pencher sur la diversification des sources de revenus municipales. La première rencontre de ce comité a eu lieu en août 2009. Au terme de cette rencontre, il a été convenu de procéder, dans un premier temps, à une mise à jour des données financières présentées dans le document « Repenser les relations avec les municipalités », publié en 2004 par le gouvernement du Québec.

Cette note complète et commente la compilation des données transmises aux représentants des associations municipales le 22 décembre 2009. Elle établit plusieurs comparaisons entre les années 2007 (ou 2008) et 2002, soit la dernière année à laquelle fait référence le document « Repenser les relations avec les municipalités ». Le lecteur pourra se référer à la compilation de décembre 2009 pour obtenir plus de précisions sur la source des données utilisées et pour prendre connaissance des mises en garde d'usage. Néanmoins, rappelons qu'il est important de noter que des modifications ont été apportées à la présentation des états financiers des organismes municipaux en 2007 et que les résultats de cette année ne sont pas parfaitement comparables à ceux des années antérieures. Parmi les modifications importantes, notons l'élargissement du périmètre comptable et les règles de comptabilisation des transferts visant les immobilisations.

2. LES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX

2.1 Les dépenses des organismes municipaux et leur répartition selon les domaines de responsabilité

Les dépenses consolidées des organismes municipaux incluent les dépenses de fonctionnement et d'investissement et excluent les remboursements de capital. Elles ont atteint 14,4 G\$ en 2007 et représentaient 4,8 % du PIB du Québec. Entre 2002 et 2007, les dépenses des organismes municipaux ont crû plus rapidement (+6,4 % par an) que le revenu personnel disponible (+4,4 % par an). Tous les postes de dépenses, à l'exception des frais de financement, ont augmenté en valeur, mais leur répartition est demeurée relativement stable, les principaux postes demeurant la voirie, l'hygiène du milieu et la sécurité publique.

Les variations observées dans la répartition des dépenses sont principalement dues à la baisse des frais de financement qui sont passés de 9,3 % (soit 984 M\$) en 2002 à 6,4 % (921 M\$) en 2007 (**tableau 1**). Les dépenses relatives à l'hygiène du milieu ont connu la croissance annuelle la plus marquée (8,9 % entre 2002 et 2007) et leur part relative, établie sur le total des dépenses consolidées excluant les frais de financement, est passée de 15,9 % (soit 1,5 G\$) à 17,1 % (soit 2,4 G\$)¹.

Les « autres dépenses », incluant les dépenses en logement, sont demeurées stables à 1,3 %, lorsqu'on exclut du total des dépenses consolidées les frais de financement, alors que les dépenses relatives aux loisirs et à la culture ont été réduites de 13,8 % en 2002 à 13,5 % en 2007.

¹ Près de la moitié de cette hausse est attribuable aux dépenses d'investissement.

**Tableau 1. Répartition des dépenses consolidées des organismes municipaux –
Années 2002 et 2007 comparées**

(Avec les OPT et sans les CS)	2002	2007	Sans les frais de financement	
			2002	2007
Voirie	16,6 %	17,9 %	18,3 %	18,4 %
Hygiène du milieu	14,4 %	16,2 %	15,9 %	17,1 %
Sécurité publique	16,0 %	15,5 %	17,6 %	17,1 %
Loisirs et culture	12,5 %	13,0 %	13,8 %	13,5 %
Administration	13,4 %	12,5 %	14,7 %	14,8 %
Transport collectif	12,0 %	11,3 %	13,2 %	12,6 %
Frais de financement (intérêts sur la dette)	9,3 %	6,4 %	-	-
Aménagement, urbanisme, développement	4,6 %	5,6 %	5,1 %	5,1 %
Autres dépenses	1,2 %	1,6 %	1,3 %	1,3 %
DÉPENSES TOTALES CONSOLIDÉES	100 %	100 %	100 %	100 %
DÉPENSES TOTALES CONSOLIDÉES	10 576 M\$	14 389 M\$		
Dépenses consolidées / PIB	4,4 %	4,8 %		
Dépenses consolidées / Revenu personnel disponible	7,0 %	7,6 %		
Dépenses consolidées / RFU	3,2 %	2,5 %		
Dépenses consolidées per capita	1 421 \$	1 872 \$		

Source : **tableau 2A** du document « Mise à jour des données financières » transmis par la DGF aux associations municipales le 22 décembre 2009.

Dépenses d'investissement

Entre 2002 et 2007, les dépenses d'investissement ont augmenté de 1,90 G\$ à 3,26 G\$, une hausse annuelle de 11,5 %, beaucoup plus rapide que celle des dépenses de fonctionnement établie à 5,1 %, ou à 4,5 % si on leur ajoute les remboursements de capital.

Incidences de la modification des règles comptables en 2007

Les modifications comptables de 2007 ne semblent avoir eu qu'un impact marginal sur le taux de croissance annuel de l'ensemble des dépenses municipales, puisque celui-ci s'élève à 6,21 % entre 2002 et 2006 et à 6,35 % entre 2002 et 2007. Toutefois, l'élargissement du périmètre comptable des organismes municipaux a entraîné en 2007 une augmentation plus prononcée de certains types de dépenses. Ce phénomène affecte notamment les dépenses en aménagement, urbanisme et développement et celles en loisirs et culture, qui ont augmenté respectivement de 10,1 % et de 12,1 % en 2007, soit deux fois plus rapidement que les dépenses totales (+ 6,0 %). On estime que la hausse des premières résulte, entre autres, de la consolidation des résultats des CLD à ceux des MRC et des sociétés de développement économique à ceux des municipalités et celle des secondes, de la consolidation des résultats des sociétés de développement culturel, qui ne faisaient pas partie du périmètre comptable des organismes municipaux avant 2007.

2.2 Les dépenses consolidées de Montréal

Étant donné que le statut de la Ville de Montréal a été modifié au cours de la période d'observation, les données financières des 15 municipalités reconstituées ont été consolidées à celles de la Ville de Montréal (incluant la STM) en 2007 et celles de la STM ont été consolidées aux résultats de la ville unifiée en 2002, afin de reconstituer des entités semblables (**tableau 2**). Malgré tout, les deux entités ainsi définies (Montréal 2002 et Montréal 2007) ne sont pas parfaitement comparables, parce qu'en plus de tenir compte des résultats de la STM, les résultats consolidés de la Ville de Montréal en 2007 incluent aussi ceux de huit autres organismes sous son contrôle².

La répartition des dépenses municipales sur l'île de Montréal est demeurée relativement stable entre 2002 et 2007. Lorsqu'on compare Montréal à l'ensemble du Québec, on constate en 2007, comme en 2002, que la part des dépenses relatives au transport collectif demeure la plus élevée (soit 19,7 % à Montréal contre 11,3 % pour l'ensemble du Québec). Les dépenses en voirie, suivies par les autres dépenses et celles relatives à l'hygiène du milieu, ont connu les plus fortes progressions. Toutefois, la part des dépenses relatives aux loisirs et à la culture a diminué à Montréal, alors qu'elle a augmenté dans l'ensemble du Québec.

² Les organismes contrôlés par la Ville de Montréal en 2007 sont : la Société de transport de Montréal, la Société d'habitation et de développement de Montréal, le Technoparc Saint-Laurent, la Société du parc Jean- Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, la Société de gestion NauBerges de Lachine et Anjou 80.

Les dépenses municipales per capita sont nettement plus élevées sur l'île de Montréal (2 671 \$ en 2007) que dans l'ensemble du Québec (1 872 \$). Ainsi, le transport collectif coûte 314 \$ de plus par habitant à Montréal, la sécurité publique 178 \$ de plus, les intérêts sur la dette 118 \$ de plus et l'administration 69 \$ de plus. Seules les dépenses en hygiène du milieu sont moindres à Montréal (-34 \$) que dans l'ensemble du Québec.

Tableau 2. Répartition des dépenses - Montréal comparée à l'ensemble du Québec

Dépenses consolidées	Montréal unifiée + STM 2002	Montréal + STM + 15 VR 2007	Québec 2007	Sans les frais de financement		
				Montréal unifiée + STM 2002	Montréal + STM + 15 VR 2007	Québec 2007
Transport collectif	19,0 %	19,7 %	11,3 %	21,6 %	21,6 %	12,1 %
Sécurité publique	18,1 %	17,5 %	15,5 %	20,6 %	19,2 %	16,5 %
Voirie	10,7 %	13,3 %	17,9 %	12,2 %	14,6 %	19,1 %
Loisirs et culture	12,5 %	11,7 %	13,0 %	14,3 %	12,8 %	13,9 %
Administration	11,5 %	11,3 %	12,5 %	13,1 %	12,4 %	13,3 %
Hygiène du milieu	9,3 %	10,1 %	16,2 %	10,6 %	11,1 %	17,4 %
Frais de financement	12,1 %	8,9 %	6,4 %	-	-	-
Aménagement, urbanisme, développement	4,2 %	4,4 %	5,6 %	4,7 %	4,9 %	6,0 %
Autres dépenses	2,5 %	3,1 %	1,6 %	2,9 %	3,4 %	1,7 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
DÉPENSES TOTALES CONSOLIDÉES	4 047 M\$	5 004 M\$	14 389 M\$			
Dépenses per capita	2 203 \$	2 671 \$	1 872 \$			

Source : **tableau 2B** du document « Mise à jour des données financières » transmis par la DGF aux associations municipales le 22 décembre 2009.

2.3 Comparaison avec l'Ontario et le reste du Canada

Les comparaisons avec l'Ontario et le reste du Canada ont été établies à partir de données publiées par Statistique Canada et ne tiennent pas compte des organismes publics de transport (OPT) ni des commissions scolaires (CS).

Tableau 3. Répartition des dépenses des organismes municipaux: le Québec, l'Ontario et le reste du Canada en 2008

2008 (Sans les OPT)				Sans les dépenses en santé et en services sociaux		
	Québec	Ontario	Canada sans QC et ON	Québec	Ontario	Canada sans QC et ON
Administration	11,5 %	7,7 %	11,0 %	12,1 %	11,0 %	11,6 %
Sécurité publique	15,5 %	16,8 %	16,2 %	16,3 %	24,1 %	17,0 %
Transports et communications	26,0 %	17,0 %	23,8 %	27,4 %	24,3 %	25,0 %
Hygiène du milieu	18,8 %	14,1 %	20,3 %	19,8 %	20,2 %	21,3 %
Aménagement, urbanisme et développement	4,6 %	3,0 %	4,7 %	4,8 %	4,3 %	4,9 %
Loisirs et culture	13,3 %	9,3 %	15,6 %	14,0 %	13,4 %	16,4 %
Santé, services sociaux, logement et autres dépenses	5,0 %	30,2 %	4,6 %	-	-	-
Service de la dette	5,3 %	1,9 %	3,7 %	5,6 %	2,7 %	3,9 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dépenses totales / PIB	5,4 %	5,5 %	3,6 %	5,2 %	3,8 %	3,4 %
Dépenses totales per capita	2 119 \$	2 506 \$	2 018 \$	2 014 \$	1 748 \$	1 925 \$

Source : **tableau 7** du document « Mise à jour des données financières » transmis par la DGF aux associations municipales le 22 décembre 2009.

En 2008, comme en 2002, les municipalités québécoises avaient des responsabilités moindres que celles de l'Ontario. Le **tableau 3** indique qu'en 2008 :

- les dépenses en santé et en services sociaux (incluant le logement social) ont représenté 30 % du total des dépenses municipales en Ontario, alors qu'elles n'atteignaient que 5 % au Québec;
- les dépenses totales per capita étaient moindres au Québec (2 119 \$) qu'en Ontario (2 506 \$) tout comme le ratio des dépenses totales par rapport au PIB, qui était de 5,4 % au Québec et de 5,5 % en Ontario;
- toutefois, lorsque les dépenses en santé et en services sociaux sont exclues, le ratio des dépenses municipales par rapport au PIB est nettement plus élevé au

Québec (5,2 %) qu'en Ontario (3,8 %), tout comme les dépenses per capita, qui sont de 2 014 \$ au Québec et de 1 748 \$ en Ontario.

3. LES REVENUS DES ORGANISMES MUNICIPAUX

Entre 2002 et 2007, les revenus consolidés des organismes municipaux ont crû au taux annuel de 6,4 % (6 % pour les revenus autonomes), plus rapidement que le PIB (4,2 %) et que le revenu personnel disponible (4,4 %), mais moins rapidement que la RFU (11,2 %). La hausse plus prononcée des revenus en 2007, établie à 9,7 %, s'explique principalement par les modifications comptables, expliquées dans ce qui suit.

3.1 Les sources municipales de revenus

En 2007, les revenus des organismes municipaux ont atteint 14,4 G\$, alors qu'ils étaient de 10,6 G\$ en 2002. Entre 2002 et 2007, les revenus municipaux ont progressé constamment, passant de 4,4 % à 4,9 % du PIB du Québec et de 1 423 \$ à 1 875 \$ per capita. Toutefois, le ratio des revenus municipaux sur la richesse foncière uniformisée (RFU) a suivi la tendance inverse, diminuant de 3,2 % en 2002 à 2,5 % en 2006 et 2007.

La répartition des revenus municipaux est demeurée relativement stable entre 2002 et 2007. La part des revenus autonomes sur les revenus totaux a progressé de 87,6 % en 2002 à 88 % en 2006 pour ensuite glisser à 86,2 % en 2007. Cette baisse apparente s'explique en bonne partie par les nouvelles règles applicables à la comptabilisation des transferts relatifs aux immobilisations (voir la section 3.1.2).

Tableau 4. Répartition des revenus des organismes municipaux – Années 2002 et 2007 comparées

Répartition des revenus autonomes	Organismes municipaux (avec les OPT)			
	2002		2007	
Impôts fonciers et taxes d'affaires	60,6 %		58,3 %	
Compensations tenant lieu de taxes	5,5 %		5,9 %	
Tarification et vente de biens et services	24,2 %		22,8 %	
Autres revenus de sources locales	9,7 %		13,0 %	
	100 %		100 %	
Revenus autonomes	9 271 M\$	87,6 %	12 425 M\$	86,2 %
Transferts	1 318 M\$	12,4 %	1 988 M\$	13,8 %
Revenus totaux	10 589 M\$	100 %	14 412 M\$	100 %
Revenus / PIB	4,4 %		4,9 %	
Revenus / Revenu personnel disponible	7,0 %		7,7 %	
Revenus / RFU	3,2 %		2,5 %	
Revenus per capita	1 423 \$		1 875 \$	

Source : **annexe 1** du document « Mise à jour des données financières » transmis par la DGF aux associations municipales le 22 décembre 2009.

3.1.1 Les revenus autonomes

Impôts sur la valeur foncière ou locative

La part des impôts fonciers et des taxes d'affaires sur les revenus autonomes a régressé progressivement de 60,6 % à 58,3 % entre 2002 et 2007 (**tableau 4**). Le taux de croissance annuelle de ce type de revenus a été de 5,2 % entre 2002 (5,6 G\$) et 2007 (7,2 G\$), mais la croissance annuelle des taxes spécifiques aux immeubles non résidentiels a atteint 10,4 %, alors que celle des impôts fonciers généraux et sectoriels n'a été que de 3,9 %.

Compensations tenant lieu de taxes et de tarification

Entre 2002 et 2007, le taux de croissance annuelle des compensations tenant lieu de taxes et de tarification a été de 7,7 %. Elles ont culminé à 746 M\$ en 2006 et régressé à 736 M\$ en 2007, une diminution due aux plus faibles compensations versées pour les immeubles fédéraux et les « autres immeubles ».

Tarification et vente de biens et services

Entre 2002 et 2007, les revenus tirés de la tarification et de la vente de biens et services ont augmenté annuellement de 4,8 %, moins rapidement que l'ensemble des revenus autonomes (+6 %), de sorte qu'ils ne représentent plus que 22,8 % du total des revenus autonomes en 2007, alors que leur part était de 24,2 % en 2002.

Entre 2002 et 2007, on constate que :

- les revenus de **tarification des services municipaux** ont augmenté annuellement de 3,5 %, malgré une diminution de 3,3 % en 2007, attribuable principalement à la réduction des revenus provenant de la tarification de l'eau (- 92 M\$ pour Montréal seulement).

Précisons que la taxe d'eau et de service sur la valeur locative perçue par Montréal était incluse dans la tarification des services municipaux avant 2007 et qu'elle a été remplacée en partie par une taxe prélevée sur les immeubles non résidentiels;

- les revenus provenant de la **tarification du service de la dette** ont diminué annuellement de 2,4 %;
- la **vente de biens et de services** a progressé annuellement de 9 % et de 17 % en 2007 seulement. Cette hausse marquée s'explique en partie par l'élargissement du périmètre comptable des organismes municipaux en 2007 et, plus particulièrement, par la consolidation des résultats de certains organismes, tels que les CLD et les organismes oeuvrant dans les domaines des loisirs et de la culture. En effet, les revenus de services ayant connu les plus fortes augmentations en 2007 sont ceux associés aux loisirs et à la culture (+55 M\$ ou +35 %) et à l'aménagement, à l'urbanisme et au développement (+25 M\$ ou +26 %). Les revenus de services reliés à la voirie ont aussi connu une augmentation importante de 23 % (+23 M\$) en 2007.

Autres revenus de sources locales

Les autres revenus de sources locales ont atteint 1,61 G\$ en 2007. La croissance annuelle a été de 12,4 % entre 2002 et 2007 et de 18,2 % en 2007. Les droits de mutation immobilière ont crû annuellement de 10,8 % entre 2002 et 2007 et les autres droits, permis, redevances et amendes de 10 %. Cependant, ce sont les « intérêts » et les « autres revenus » qui ont progressé le plus rapidement.

- Les **revenus d'intérêts** ont atteint 286 M\$ en 2007, une augmentation de 48 M\$, ou 20,1 %, par rapport à 2006.

Cette hausse substantielle reflète une réelle augmentation des revenus d'intérêts, mais elle est amplifiée par l'élargissement du périmètre comptable en 2007. Ainsi, les revenus d'intérêts de la Ville de Montréal, excluant les organismes sous son contrôle, ont réellement augmenté de 12,6 % en 2007 (+14,7 M\$), mais la hausse exceptionnelle rapportée par les MRC (+156 % ou +5,5 M\$) semble résulter de la consolidation des revenus d'intérêts perçus par les CLD sur les prêts consentis aux entreprises de leurs portefeuilles.

- Les **autres revenus** ont augmenté de façon encore plus substantielle pour atteindre 368 M\$ en 2007, une augmentation de 173 M\$ par rapport à 2006.

Encore une fois, cette hausse prononcée est largement attribuable à la Ville de Montréal et peut être expliquée par l'élargissement de son périmètre comptable, qui incluait en 2007, mais non en 2006, la Société d'habitation et de développement de Montréal et le Conseil des arts de Montréal. En 2007, ces deux organismes ont rapporté respectivement des revenus de 83 M\$ et de 10 M\$, qui n'étaient pas considérés dans les résultats de 2006 et ni dans ceux des années antérieures.

3.1.2 Les transferts

Les transferts versés aux organismes municipaux ont atteint 1 988 M\$ en 2007. Leur croissance annuelle a été de 8,6 % entre 2002 et 2007 et de 26,2 % en 2007.

- La croissance annuelle des **transferts inconditionnels** s'est établie à 3,2 % entre 2002 et 2007. Toutefois, cette évolution reflète une diminution en 2005, une stabilité entre 2005 et 2006 et une augmentation de 5,3 % en 2007. Cette dernière résulte notamment de l'entrée en vigueur de l'Entente 2007-2013 sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités.
- Entre 2002 et 2007, les **transferts conditionnels** ont augmenté annuellement de 6,2 % et les transferts pour le transport collectif de 20,7 %. En 2007 seulement, les transferts conditionnels ont augmenté de 11 % et ceux pour le transport collectif de +114 %.

La croissance marquée des transferts conditionnels en 2007 s'explique principalement par la modification des règles comptables et par les écritures de redressement qui en ont résulté, plutôt que par l'augmentation des dépenses d'investissement. En effet, les transferts conditionnels et les transferts pour le transport collectif ont crû de 397 M\$ par rapport à 2006, alors que les dépenses d'investissement n'ont augmenté que de 295 M\$.

Avant 2007, les transferts gouvernementaux relatifs à l'acquisition d'immobilisations étaient constatés à l'état des activités financières au moment de leur encaissement. Les règles comptables de 2007 exigent que les transferts soient comptabilisés à l'état des activités financières dès que les dépenses admissibles ont été engagées et non plus, en fonction des modalités de versement, ce qui a pour effet d'en réduire l'étalement dans le temps. Citons à titre d'exemple, les transferts constatés par la STM. Ceux-ci ont connu une hausse exceptionnelle de 324 M\$ en 2007, alors qu'ils n'étaient que de 74 M\$ en 2006.

L'élargissement du périmètre comptable en 2007 a aussi contribué à la hausse des transferts conditionnels. Ainsi, les augmentations prononcées des transferts pour la promotion et le développement économique (+ 26 M\$ ou + 34 %) et pour les loisirs et la culture (+ 30 M\$ ou + 35 %) peuvent s'expliquer, dans le premier cas, par la consolidation des résultats des CLD et des sociétés périmunicipales de développement économique et dans le second, par celle des organismes de loisirs et de culture contrôlés par les municipalités.

3.2 Comparaison avec l'Ontario et le reste du Canada

Les comparaisons établies entre le Québec et le reste du Canada à partir de données publiées par Statistique Canada ne tiennent pas compte des organismes publics de transport, de sorte que la tarification aux usagers et les transferts pour le transport collectif ne sont pas considérés dans les revenus des organismes municipaux. Ceci explique en grande partie les écarts observés entre les répartitions établies à partir des données financières publiées par le MAMROT et celles publiées par Statistique Canada.

Répartition entre les revenus autonomes et les transferts gouvernementaux

La répartition entre les revenus autonomes et les transferts varie d'une province à l'autre en fonction des responsabilités que les municipalités ont à assumer et des compensations qu'elles reçoivent des gouvernements pour ce faire (**tableau 5**).

- Les transferts versés aux municipalités de l'Ontario, qui ont à assumer des dépenses importantes en santé et en services sociaux (soit 30 % du total de leurs dépenses), ont représenté 27 % du total de leurs revenus en 2008.
- La part des transferts versés aux municipalités du Québec en 2008 n'a atteint que 14 % de leurs revenus totaux.

Revenus autonomes

Les revenus autonomes constituent une base de comparaison plus juste que les revenus totaux lorsqu'il s'agit de comparer les municipalités du Québec à celles des autres provinces du Canada. Ainsi, en 2008 :

- les **revenus autonomes per capita** étaient nettement moins élevés au Québec (1 500 \$) qu'en Ontario (1 996 \$) et qu'ailleurs au Canada (1 623 \$);
- les **impôts fonciers et les taxes d'affaires** représentaient 67 % des revenus autonomes des municipalités au Québec et 54 % en Ontario.

Les impôts fonciers et les taxes d'affaires per capita sont moindres au Québec (1 004 \$) qu'en Ontario (1 083 \$), qu'on y ajoute ou non les taxes scolaires (avec taxes scolaires : 1 190 \$ au Québec et 1 596 \$ en Ontario)

Toutefois, la part des impôts fonciers et des taxes d'affaires sur le PIB est plus élevée au Québec (2,6 %) qu'en Ontario (2,4 %) et que dans le reste du Canada (1,5 %);

- bien que l'impôt foncier demeure la principale source de revenus pour l'ensemble des municipalités canadiennes, les municipalités des autres provinces tirent des revenus beaucoup plus importants de la **tarification (incluant la tarification fiscale) et de la vente de biens et de services** que celles du Québec.

En 2008, les revenus provenant de la tarification et de la vente de biens et de services ont représenté 29 % des revenus autonomes des municipalités ontariennes, mais seulement 19 % de ceux des municipalités québécoises.

Les municipalités canadiennes hors Québec tirent également une plus large part d'autres sources de revenus. Ainsi en 2008, les prélèvements sur terrains (i.e. les contributions des promoteurs) et les revenus de placement ont représenté respectivement 5 % et 6 % des revenus autonomes des municipalités hors Québec, alors que ces deux types de revenus n'ont atteint que 1 % et 2 % au Québec.

Tableau 5. Répartition des revenus municipaux : le Québec comparé à l'Ontario et au reste du Canada

2008 (Sans les OPT et sans les CS)	Québec	Ontario	Canada sans QC et ON
Dépenses			
Santé, services sociaux et autres	5 %	30 %	5 %
Ensemble des autres dépenses	95 %	70 %	95 %
Revenus			
Transferts	14 %	27 %	17 %
Revenus autonomes	86 %	73 %	83 %
Répartition sur les revenus autonomes			
Impôts fonciers et taxes d'affaires	67 %	54 %	51 %
Compensations tenant lieu de taxes	5 %	2 %	2 %
Tarification et vente de biens et services	19 %	29 %	32 %
Autres revenus de sources locales	9 %	15 %	15 %
Total des revenus autonomes	100 %	100 %	100 %
Revenus totaux / PIB	4,5 %	6,0 %	3,5 %
Revenus totaux per capita	1 742 \$	2 746 \$	1 959 \$
Revenus autonomes per capita	1 500 \$	1 996 \$	1 623 \$
Impôts fonciers et taxes d'affaires per capita			
taxes municipales	1 004 \$	1 083 \$	825 \$
taxes scolaires	186 \$	512 \$	125 \$
Total	1 190 \$	1 596 \$	950 \$
Total des taxes foncières municipales / PIB	2,6 %	2,4 %	1,5 %
Total des taxes foncières / PIB	3,1 %	3,5 %	1,7 %

Source : **tableau 7** du document « Mise à jour des données financières » transmis par la DGF aux associations municipales le 22 décembre 2009.

4. ENDETTEMENT DES ORGANISMES MUNICIPAUX

Au 31 décembre 2007, la dette brute de l'ensemble des organismes municipaux s'élevait à 17,7 G\$ et l'endettement total net à long terme (ETNLT) à la charge des contribuables des municipalités à 14,1 G\$ (**tableau 6**).

Tableau 6. Endettement total net à long terme des organismes municipaux

(en M\$)	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2007	taux de croissance annuelle
ETNLT de l'ensemble des organismes municipaux	10 311	11 624	11 881	12 950	13 438	14 124	6,5 %
Montants à pourvoir dans le futur de l'ensemble des OM	2 283	1 287	1 251	791	315	2 189	-0,8 %
	12 594	12 911	13 131	13 741	13 753	16 313	5,3 %
Service de la dette							
Frais financiers (intérêts)	984	926	926	896	842	921	-1,3 %
Remboursements de capital	1 269	1 268	1 365	1 441	1 551	1 286	0,3 %
Total	2 253	2 194	2 291	2 338	2 392	2 207	-0,4 %
en % des revenus totaux	21 %	20 %	19 %	19 %	18 %	15 %	

Source : **tableau 15** du document « Mise à jour des données financières » transmis par la DGF aux associations municipales le 22 décembre 2009.

L'ETNLT des organismes municipaux a augmenté fortement entre 2002 (10,3 G\$) et 2005 (13 G\$). Cette forte hausse est principalement attribuable à la Ville de Montréal, qui a entrepris, en 2003, de refinancer le déficit actuariel de certains de ses régimes de retraite. Entre 2003 et 2005, la Ville de Montréal a effectué à cette fin des emprunts totalisant près de 1,48 G\$, une somme qui est venue grossir l'ETNLT et réduire les montants à pourvoir dans le futur. Notons que l'élargissement du périmètre comptable,

en 2007, n'a pas eu d'incidence majeure sur l'ETNLT, puisque ce poste tenait déjà compte des dettes des organismes périmunicipaux.

Service de la dette

Les remboursements de capital de la dette à long terme ont culminé en 2006 à 1 551 M\$ pour régresser à 1 286 M\$ en 2007 (un effet des modifications comptables). Les paiements d'intérêts, qui avaient diminué progressivement entre 2002 (984 M\$) et 2006 (842 M\$), ont connu une hausse de 9 % en 2007 pour s'établir à 921 M\$.

5. TRAVAUX À VENIR

La DGF compte analyser dans les mois à venir, et avec l'aide des directions du Ministère concernées, les incidences des programmes courants d'infrastructures sur l'endettement des organismes municipaux. Les résultats de ces travaux seront déposés auprès du groupe de travail sur la diversification des revenus municipaux dès qu'ils seront disponibles.

Note d'information complémentaire

OBJET : GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVERSIFICATION DES
REVENUS DES ORGANISMES MUNICIPAUX : SERVICE DE
LA DETTE À LA CHARGE DES ORGANISMES MUNICIPAUX

Dossier DGF : 2.13

DATE : Le 8 février 2010

1. INTRODUCTION

Cette note fait suite à la note d'information transmise par la DGF au groupe de travail sur la diversification des revenus municipaux en janvier 2010 et présente des données financières relatives au service de la dette à la charge des organismes municipaux.

2. SERVICE DE LA DETTE À LA CHARGE DES ORGANISMES MUNICIPAUX

Les remboursements de la dette à long terme constatés à l'état consolidé des activités financières de fonctionnement et d'investissement des organismes municipaux ont culminé à 1 551 M\$ en 2006 pour régresser à 1 286 M\$ en 2007 (voir la section 4 de la note d'information de janvier 2010). Cette diminution substantielle ne reflète pas une réduction du service de la dette à la charge des organismes municipaux, mais s'explique plutôt par la modification des règles comptables. Avant 2007, les remboursements de la dette à long terme constatés à cet état financier incluaient les remboursements à la charge des organismes municipaux et ceux à la charge de tiers, alors que seuls les remboursements de capital à la charge des organismes municipaux sont considérés à compter de 2007.

Ainsi, lorsqu'on considère le service de la dette à la charge des organismes municipaux, on constate que celui-ci a progressé de 3,6 % par année, passant de 1,7 G\$ à 2 G\$ entre 2003 et 2008 (tableau 1). Malgré cette progression, le ratio du service de la dette à la charge des organismes municipaux sur leurs revenus autonomes était moins élevé en 2008 (soit 15,7%) qu'en 2003 (17,5 %). À titre de comparaison, notons que le ratio du service de la dette sur les revenus autonomes du Québec s'est élevé à 15,2 % pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009 (soit 8,13 G\$ sur 53,46 G\$).

Tableau 1. Service de la dette à la charge des organismes municipaux

(en M\$)	2003	2004	2005	2 006	2 007	2008 ⁽¹⁾	Taux de croissance annuel
Remboursements de capital ⁽²⁾	1 024	1 091	1 149	1 173	1 319	1 337	5,5%
Intérêts sur la DLT	678	678	655	654	625	698	0,6%
Total - service de la dette	1 701	1 769	1 805	1 827	1 944	2 035	3,6%
Revenus autonomes	9 725	10 343	10 870	11 562	12 425	12 982	5,9%
Service dette / revenus autonomes	17,5%	17,1%	16,6%	15,8%	15,6%	15,7%	

(1) 15 municipalités, représentant 15 296 personnes, n'avaient pas déposé leurs rapports financiers au moment de la compilation.

(2) Correspond au poste «remboursement de la dette à long terme» à la charge des organismes municipaux de 2003 à 2006 et à l'addition de la variation du fonds d'amortissement au poste «remboursements de capital» pour les années 2007 et 2008. Avant 2007, les variations du fonds d'amortissement étaient comptabilisées au poste «remboursement de la dette à long terme».

Source : Rapports financiers des organismes municipaux, données consolidées publiées sur le site web du MAMROT, sauf 2008 (compilation effectuée par la DGF).

CHANTIER SUR LA DIVERSIFICATION DES REVENUS DES ORGANISMES MUNICIPAUX

MISE À JOUR DES DONNÉES FINANCIÈRES DU DOCUMENT:

«REPENSER LES RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS»

publié en décembre 2004 par le gouvernement du Québec dans le cadre des discussions sur la décentralisation et sur le renouvellement du pacte fiscal

DGF, MAMROT, 19 décembre 2009

À la TQM du 1^{er} mai 2009, les associations municipales et la Ville de Montréal ont sollicité la participation du gouvernement à un comité devant se pencher sur la diversification des sources de revenus municipales. La première rencontre de ce comité a eu lieu en août 2009. Au terme de cette rencontre, il a été convenu que le comité devrait se réunir à nouveau au début de l'année 2010, lorsqu'une mise à jour des données financières consolidées des organismes municipaux aurait été complétée par les représentants du gouvernement.

Une première compilation des données relatives aux revenus et aux dépenses des organismes municipaux a été complétée et est présentée dans ce classeur. D'autres données, notamment sur l'endettement des municipalités, seront compilées et diffusées lorsque disponibles.

NOTES aux tableaux

En général, les numéros des tableaux font référence à ceux du document *«Repenser les relations avec les municipalités»* publié en 2004 par le MAMROT, bien qu'ils présentent dans leur ensemble plus de détails ainsi que les données de base, qui ont été utilisées pour établir la répartition des dépenses et des revenus des organismes municipaux. Toutes les données compilées l'ont été à partir de sources publiques (i.e. Statistique Canada, Institut de la Statistique du Québec et site web du MAMROT à la section *«Information financière / publications électroniques / rapports financiers»*).

Les écarts observés pour l'année 2002 entre les tableaux du document *«Repenser les relations avec les municipalités»* et les tableaux ci-joints sont principalement dus aux nombres différents d'organismes municipaux considérés lors de la compilation de 2004 ainsi qu'au fait que des prévisions budgétaires avaient été utilisées pour certaines municipalités, qui n'avaient pas déposé leur rapport financier au moment de la compilation de 2004.

Modification des règles comptables. Il est important de noter que plusieurs modifications ont été apportées à la présentation des états financiers des organismes municipaux en 2007, de sorte que les résultats de cette année ne sont pas parfaitement comparables à ceux des années antérieures. Parmi les modifications importantes, notons l'élargissement du périmètre comptable et les règles de comptabilisation des transferts visant les immobilisations.

- TAB.1 Le tableau 1 présente 4 notions de surplus différentes. Il est important de noter que les «*surplus*» annuels dégagés par les organismes municipaux ne constituent pas nécessairement une bonne mesure de leur santé financière et qu'ils doivent être interprétés avec prudence. Les organismes municipaux sont tenus de présenter des budgets équilibrés et l'ampleur des surplus résulte d'abord des décisions de financement prises par ces derniers. Notons que (i) les *surplus d'opération* dégagés annuellement par les organismes municipaux ne tiennent pas compte des revenus ou des autres fonds transférés aux activités d'investissement, (ii) les *surplus avant affectations* sont obtenus après déduction des sommes transférées aux activités d'investissement et sont nettement inférieurs aux *surplus d'opération* dégagés annuellement par les organismes municipaux, (iii) les décisions prises par les organismes municipaux pour financer certaines dépenses actuelles ou futures ont un effet marqué sur les écarts observés entre les *surplus avant affectations* et les *surplus de l'exercice*.
- TAB.2A Le tableau 2A présente les dépenses consolidées des organismes municipaux et leur répartition pour la période comprise entre 2000 et 2007.
- TAB.2B Le tableau 2B compare la répartition des dépenses des villes de l'île de Montréal à celles de l'ensemble des organismes municipaux du Québec pour les années 2002, 2005 et 2007. Les écarts observés pour l'année 2002 entre le tableau 2B du document «*Repenser les relations avec les municipalités*» et le tableau 2B ci-joint s'expliquent par (i) la consolidation des dépenses d'administration de la STM au poste *transport collectif* plutôt qu'au poste *administration* de la colonne *Île de Montréal* et (ii) le nombre différent d'organismes municipaux considérés lors de la compilation de 2004 pour l'ensemble du Québec.
- TAB.4 La tableau 4 compare la part des dépenses municipales sur le total des dépenses provinciales au Québec et en Ontario.
- TAB.5 Le tableau 5 compare la variation annuelle moyenne des dépenses des organismes municipaux à celles du gouvernement du Québec.
- TAB.6 La tableau 6 compare la rémunération des employés des municipalités à celle des employés du secteur public québécois.
- TAB.7 Les tableaux 7A, B, C, D et E comparent les revenus de l'ensemble des administrations locales du Québec à celles de l'Ontario et à celles du Canada sans l'Ontario et le Québec à l'aide des données tirées du tableau 385-0024 de Statistique Canada. Il est important de noter que ces données financières sont compilées à partir de prévisions budgétaires et qu'elles ne tiennent pas compte des organismes publics de transport (i.e. les revenus provenant de la tarification aux usagers et les transferts gouvernementaux aux organismes publics de transport ne sont pas considérés).
- Les tableaux 7F et 7G comparent les dépenses des administrations locales du Québec à celles de l'Ontario et à celles du Canada sans l'Ontario et le Québec à l'aide des données tirées du tableau 385-0024 de Statistique Canada.
- Le tableau 7H est un tableau synthèse; il compare les revenus et les dépenses des administrations locales au Québec, en Ontario et dans le reste du Canada à l'aide des données tirées des tableaux 7A à 7G.
- TAB.8 Le tableau 8 compare l'importance relative des revenus tirés de la tarification par les organismes municipaux des différentes provinces du Canada. La part de la tarification est établie à partir du poste *tarification et vente de biens et services* du tableau 7D.

ANNEXE 1 L'évolution et la répartition des revenus des organismes municipaux pour l'ensemble du Québec sont présentées à l'annexe 1 pour les années comprises entre 2002 et 2007. Il est important de noter que les revenus des organismes publics de transport sont considérés dans l'annexe 1 alors qu'ils ne le sont pas dans les tableaux 7 et 8.

Notons aussi que les données de l'année 2002, contrairement à celles des années 2003 à 2007, sont tirées de l'annexe 1 du document «*Repenser les relations avec les municipalités*». Les données 2002 de l'annexe 1 n'ont pas pu être recalculées à partir des données diffusées par le MAMROT, parce que les données consolidées de l'année 2002 et des années précédentes ne sont pas aussi détaillées que celles des années 2003 à 2007. La différence entre l'univers des organismes municipaux de 2002 considérés à l'annexe 1 et celui considéré au tableau 1 explique l'écart observé entre les revenus consolidés totaux rapportés dans les deux tableaux pour l'année 2002 (soit 10,54 G\$ au tab.1 et 10,59 G\$ à l'annexe 1). Le taux de croissance annuelle des revenus consolidés des organismes municipaux s'élève à 6,5 % si on considère des revenus de 10,54 G\$ plutôt que des revenus de 10,59 G\$, tels que rapportés à l'annexe 1.

GRAPH.1 Le graphique 1 illustre la répartition des revenus des organismes municipaux pour l'année 2007 à partir des données consolidées de l'annexe 1.

TAB.14 Le tableau 14 présente la compilation de certains indices de référence pour le Québec pour les années comprises entre 1982 et 2008. Ce tableau ne fait référence à aucun tableau du document «*Repenser les relations avec le municipalités*».

GRAPH.3 Le graphique 3 illustre l'évolution de la RFU, de l'assiette de la TVQ, du PIB et du revenu personnel disponible à partir des données compilées au tableau 14.

TAB.15 A Le tableau 15A présente l'endettement total net à long terme (ETNLT) de l'ensemble des organismes municipaux. On observe des hausses marquées de l'ETNLT en 2003 et 2005 attribuables principalement à la ville de Montréal, qui a entrepris en 2003 de refinancer le déficit actuariel de certains de ses régimes de retraite. Ainsi, la ville de Montréal a effectué à cette fin des emprunts totalisant 1,48 G\$, une somme qui est venue grossir l'ETNLT et réduire les montants à pourvoir dans le futur. D'ailleurs, notons que pour évaluer avec plus de justesse la croissance de l'ETNLT, il peut être opportun d'y ajouter les montants à pourvoir dans le futur, qui risquent de venir grossir la dette nette des organismes municipaux dans les années à venir.

TAB.15B Le tableau 15B présente l'évolution du service de la dette des organismes municipaux pour la période comprise entre 2000 et 2007.

TAB.15C Le tableau 15C compare l'évolution des dépenses d'investissement à l'ETNLT pour la période comprise entre 2000 et 2007.

TAB.16 Le tableau 16 présente la conciliation entre les données publiées par Statistique Canada (utilisées pour établir les tableaux 7 et 8) et celles publiées par le MAMROT (utilisées pour établir l'annexe 1).

TAB.17 Le tableau 17 présente un exemple de calcul illustrant la façon dont l'annexe 1 a été établie à partir des données financières consolidées des organismes municipaux publiées par le MAMROT.

Les tableaux 15, 16 et 17 ne font référence à aucun des tableaux du document «*Repenser les relations avec les municipalités*».

TABEAU 1. Situation financière consolidée des organismes municipaux - années 2000 à 2007

(000 \$)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
État des activités financières								
Revenus consolidés avant								
+ transferts	10 633 762	10 661 503	10 723 205	11 269 329	12 095 850	12 681 809	13 336 037	14 630 152
- dépenses d'électricité	179 228	174 633	180 048	189 720	196 983	194 798	198 770	217 758
Total des revenus consolidés								
= avant transferts ⁽¹⁾	10 454 533	10 486 870	10 543 157	11 079 609	11 898 867	12 487 012	13 137 268	14 412 394
Dépenses courantes brutes								
Dépenses de fonctionnement ⁽²⁾	8 388 421	8 491 229	8 679 759	9 104 630	9 561 837	10 145 888	10 490 964	11 127 629
Remboursement de la dette à long terme	1 259 129	1 301 005	1 268 938	1 268 300	1 364 760	1 441 361	1 550 552	1 286 264
- Dépenses courantes brutes	9 647 550	9 792 233	9 948 697	10 372 930	10 926 597	11 587 249	12 041 517	12 413 892
= Surplus d'opération (avant affectations et transferts)	806 983	694 637	594 459	706 678	972 271	899 763	1 095 751	1 998 502
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement						-487 390	-577 138	-1 088 260
Autres transferts aux activités d'investissement						-242 412	-289 364	-55 381
Ajustement des revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement						-3 537	-2 435	
- Total des transferts aux activités d'investissement	-527 648	-581 800	-498 174	-621 759	-754 842	-733 338	-868 937	-1 143 641
= Surplus avant affectations	279 335	112 837	96 285	84 920	217 428	166 424	226 814	854 861
- Affectations	141 336	293 683	175 119	-1 024 912	149 071	-230 572	152 771	-417 750
= Surplus avant financement à long terme des activités financières	420 672	406 520	271 404	-939 993	366 499	-64 148	379 585	437 111
+ Financement à long terme des activités financières	34 627	19 493	102 690	1 285 874	111 622	545 783	169 690	140 085
= Surplus de l'exercice	455 299	426 012	374 094	345 882	478 121	481 635	549 275	577 196

Notes:

(1) Les revenus incluent les revenus des réseaux d'électricité nets de leurs dépenses de fonctionnement.

(2) Les dépenses courantes sont composées des dépenses de fonctionnement et des remboursements de capital; elles excluent les dépenses de fonctionnement des réseaux d'électricité.

Source des données: rapports financiers des organismes municipaux, disponibles sur le site web du MAMROT.

TABEAU 1.
 «Repenser les relations avec les municipalités»

TABLEAU 2A1. DÉPENSES CONSOLIDÉES DES ORGANISMES MUNICIPAUX (avec OPT)

source: MAMROT

(dépenses de fonctionnement et d'investissement) (000\$)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	taux de croissance annuelle entre 2000 et 2007
Administration générale	1 270 244	1 331 977	1 413 418	1 547 638	1 605 822	1 772 138	1 777 894	1 797 986	5,1%
Sécurité publique	1 562 145	1 627 991	1 691 584	1 777 905	1 895 808	1 991 957	2 071 136	2 223 812	5,2%
Transport collectif	1 043 022	1 087 973	1 265 367	1 318 525	1 417 160	1 483 531	1 543 349	1 627 790	6,6%
Voirie (transport - autres)	1 716 680	1 859 078	1 756 405	1 923 569	2 159 244	2 315 195	2 394 478	2 576 570	6,0%
Hygiène du milieu	1 367 798	1 506 651	1 525 419	1 778 040	1 887 457	2 155 063	2 240 209	2 337 315	8,0%
Aménagement, urbanisme	510 956	511 309	487 276	532 204	660 145	718 719	723 818	809 360	6,8%
Loisirs et culture	1 181 697	1 356 276	1 323 820	1 411 049	1 521 208	1 633 257	1 650 164	1 869 238	6,8%
Autres dépenses (incl santé)	98 652	118 807	128 519	137 020	143 542	173 737	214 509	226 339	12,6%
Intérêts sur la dette	1 009 555	975 150	984 280	925 690	926 048	896 262	841 772	920 794	-1,3%
DÉPENSES TOTALES CONSOLIDÉES	10 008 445	10 375 211	10 576 087	11 351 641	12 216 434	13 139 859	13 457 327	14 389 204	5,3%
- total des dépenses d'investissement	1 620 023	1 883 983	1 896 328	2 247 011	2 654 597	2 993 971	2 966 362	3 261 576	
dépenses courantes nettes (fonctionnement)	8 388 421	8 491 229	8 679 759	9 104 630	9 561 837	10 145 888	10 490 964	11 127 629	4,1%
+ remboursements de capital	1 259 129	1 301 005	1 268 938	1 268 300	1 364 760	1 441 361	1 550 552	1 286 264	0,3%
DÉPENSES COURANTES BRUTES*	9 647 550	9 792 233	9 948 697	10 372 930	10 926 597	11 587 249	12 041 517	12 413 892	3,7%
PIB (en M\$)	224 928	231 624	241 448	250 752	262 761	271 059	281 521	296 692	4,0%
Revenu personnel disponible (RPD en M\$)	139 159	145 505	151 871	158 823	165 791	171 108	178 224	188 320	4,4%
RFU (en M\$)	312 430	317 359	333 587	352 921	387 423	450 392	523 793	566 517	8,9%
population	7 356 951	7 396 331	7 441 076	7 485 838	7 535 929	7 581 911	7 631 552	7 686 038	0,6%
Dépenses consolidées / PIB	4,4%	4,5%	4,4%	4,5%	4,6%	4,8%	4,8%	4,8%	
Dépenses consolidées / RPD	7,2%	7,1%	7,0%	7,1%	7,4%	7,7%	7,6%	7,6%	
Dépenses consolidées / RFU	3,2%	3,3%	3,2%	3,2%	3,2%	2,9%	2,6%	2,5%	
Dépenses consolidées per capita	1 360 \$	1 403 \$	1 421 \$	1 516 \$	1 621 \$	1 733 \$	1 763 \$	1 872 \$	4,7%

TABLEAU 2A2. PARTS RELATIVES DES DÉPENSES CONSOLIDÉES DES ORGANISMES MUNICIPAUX

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Administration générale	13,0%	12,8%	13,4%	13,6%	13,1%	13,5%	13,2%	12,5%
Sécurité publique	16,0%	15,7%	16,0%	15,7%	15,5%	15,2%	15,4%	15,5%
Transport collectif	10,7%	10,5%	12,0%	11,6%	11,6%	11,3%	11,5%	11,3%
Voirie (transport - autres)	17,6%	17,9%	16,6%	16,9%	17,7%	17,6%	17,8%	17,9%
Hygiène du milieu	14,0%	14,5%	14,4%	15,7%	15,5%	16,4%	16,6%	16,2%
Aménagement, urbanisme	5,2%	4,9%	4,6%	4,7%	5,4%	5,5%	5,4%	5,6%
Loisirs et culture	12,1%	13,1%	12,5%	12,4%	12,5%	12,4%	12,3%	13,0%
Autres dépenses (incl santé)	1,0%	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,6%	1,6%
Intérêts sur la dette	10,3%	9,4%	9,3%	8,2%	7,6%	6,8%	6,3%	6,4%
DÉPENSES TOTALES CONSOLIDÉES	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Notes: Les dépenses de fonctionnement et d'investissement des réseaux d'électricité ne sont pas considérées dans ce tableau. Les dépenses de fonctionnement constatées au poste «administration» des RF des OPT sont incluses au poste «transport collectif» dans ce tableau. Les contributions au Fonds spécial de financement des activités locales (FSFAL) de l'année 2000 sont exclues. Source des données: rapports financiers des organismes municipaux, site web du MAMROT.

TABLEAU 2B1. RÉPARTITION DES DÉPENSES CONSOLIDÉES (fonctionnement et investissement) DES ORGANISMES MUNICIPAUX (avec OPT)
MONTREAL comparée au Québec dans son ensemble

ILE de MONTREAL (avec STM)				QUÉBEC			taux de croissance annuelle entre 2002 et 2007	
ville unifiée		Montréal + 15 VR						
(000\$)	2 002	2 005	2 007	2 002	2 005	2 007	Montréal	Le Québec
Source	MAMROT - RF ⁽¹⁾			MAMROT - RF ⁽¹⁾				
Administration générale	466 126	625 446	567 122	1 413 418	1 772 138	1 797 986	4,0%	4,9%
Sécurité publique	733 578	771 309	875 208	1 691 584	1 991 957	2 223 812	3,6%	5,6%
Transport collectif	767 215	946 901	985 016	1 265 367	1 483 531	1 627 790	5,1%	5,2%
Transport - voirie et autre	434 717	554 576	666 051	1 756 405	2 315 195	2 576 570	8,9%	8,0%
Hygiène du milieu	376 360	452 354	505 787	1 525 419	2 155 063	2 337 315	6,1%	8,9%
Aménagement, urbanisme, développement	167 964	222 130	222 622	487 276	718 719	809 360	5,8%	10,7%
Loisirs et culture	507 609	613 883	583 480	1 323 820	1 633 257	1 869 238	2,8%	7,1%
Autres dépenses ⁽²⁾	102 695	139 621	153 585	128 519	173 737	226 339	8,4%	12,0%
Intérêts sur la dette	490 631	452 197	444 788	984 280	896 262	920 794	-1,9%	-1,3%
DÉPENSES - TOTAL	4 048 894	4 778 417	5 003 660	10 576 087	13 139 859	14 389 204	4,3%	6,4%
population ⁽³⁾	1 837 072	1 871 774	1 873 513	7 441 076	7 581 911	7 686 038		
dépenses per capita	2 203 \$	2 553 \$	2 671 \$	1 421 \$	1 733 \$	1 872 \$		

TABLEAU 2B2. PARTS RELATIVES DES DÉPENSES CONSOLIDÉES
MONTREAL comparée au Québec dans son ensemble

	ILE de MONTREAL (avec STM)			QUEBEC		
	ville unifiée		Montréal + 15 VR			
	2 002	2 005	2 007	2 002	2 005	2 007
Administration générale	11,5%	13,1%	11,3%	13,4%	13,5%	12,5%
Sécurité publique	18,1%	16,1%	17,5%	16,0%	15,2%	15,5%
Transport collectif	19,0%	19,8%	19,7%	12,0%	11,3%	11,3%
Transport - voirie et autre	10,7%	11,6%	13,3%	16,6%	17,6%	17,9%
Hygiène du milieu	9,3%	9,5%	10,1%	14,4%	16,4%	16,2%
Aménagement, urbanisme, développement	4,2%	4,6%	4,4%	4,6%	5,5%	5,6%
Loisirs et culture	12,5%	12,8%	11,7%	12,5%	12,4%	13,0%
Autres dépenses ⁽²⁾	2,5%	2,9%	3,1%	1,2%	1,3%	1,6%
Intérêts sur la dette	12,1%	9,5%	8,9%	9,3%	6,8%	6,4%
DÉPENSES - TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Notes:

(1) Rapports financiers déposés sur le site du Bureau municipal: (i) pour les années 2002 et 2005, les données financières de la Société de transport de Montréal ont été consolidées à celles de la ville de Montréal unifiée, (ii) pour l'année 2007, les données financières des villes reconstituées ont été consolidées à celles de la ville de Montréal [Montréal globale (agglomération + locale) incluant la STM]. On notera que les règles comptables de présentation de l'information financière ont été modifiées en 2007 et que le périmètre comptable de la ville de Montréal a été élargi, de sorte que les données 2007 ne sont pas parfaitement comparables à celles des années 2002 et 2005 (i.e. depuis 2007, les résultats des sociétés et des organismes sous contrôle de la ville doivent être consolidés aux résultats de la ville de Montréal).

(2) Les dépenses du réseau d'électricité de la ville de Westmount ne sont pas considérées dans ce tableau.

(3) Population de l'île de Montréal selon les décrets de population aux 01/01/2002 (Montréal), 01/01/2005 (Montréal) et 01/01/2007 (Montréal + villes reconstituées).

TABLEAU 4. DÉPENSES MUNICIPALES PAR RAPPORT AU TOTAL DES DÉPENSES PROVINCIALES ET MUNICIPALES: QUÉBEC ET ONTARIO

	Dépenses municipales Québec			Dépenses municipales Ontario		
	en % des dépenses municipales et provinciales	en % du PIB	en \$ de 2002 par habitant	en % des dépenses municipales et provinciales	en % du PIB	en \$ de 2002 par habitant
1988	16,3	4,9	1 412	23,1	4,6	1 666
1993	17,2	5,7	1 517	25,1	6	1 938
1998	15,8	4,7	1 388	24,6	5,2	1 876
2003	16	4,8	1 561	24,8	5,1	1 993
2006	15,1	4,7	1 580	25,2	5,3	2 118

Source: Statistique Canada (n.b. ces données ne sont compilées que depuis 1988).

TABLEAU 5. VARIATION ANNUELLE MOYENNE DES DÉPENSES DE 1988 À 2005: ORGANISMES MUNICIPAUX ET GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	Organismes municipaux dépenses excluant les		Gouvernement du Québec dépenses excluant les	
	dépenses totales	intérêts sur la dette	dépenses totales	intérêts sur la dette et les dépenses de santé et de services sociaux
de 1988 à 2000	2,6%	3,0%	3,1%	2,4%
de 2000 à 2005	5,6%	6,3%	4,8%	4,1%

Sources: Statistique Canada et rapports financiers des organismes municipaux (incluant les sociétés de transport).

TABLEAU 6. RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS DES MUNICIPALITÉS DE 25 000 HABITANTS ET PLUS ET CELLE DES EMPLOYÉS DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS

	Écart de salaire	Écart de rémunération globale
1991	14,0%	25,0%
1995	17,8%	27,3%
1999	18,5%	29,4%
2001	15,4%	24,9%
2006	15,1%	n.d. (1)
2009	12,9%	24,7%

Sources: Institut de recherche sur la rémunération (IRIR) et Institut de la statistique du Québec (ISQ).

(1) L'ISQ n'a pas mesuré l'écart de rémunération globale en 2006, mais on peut présumer qu'il est demeuré à peu près au même niveau qu'en 2001 et 2009.

Les tableaux 4, 5 et 6 ont été compilés par le MFQ.

**TABLEAU 7A. COMPARAISON DES REVENUS DES ADMINISTRATIONS LOCALES (sans les commissions scolaires et sans les OPT):
le Québec, l'Ontario et le reste du Canada**

(000\$)	QUÉBEC			ONTARIO			CANADA sans QC et ON		
	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008
Source	Statistique Canada - tableau 385-0024 ⁽¹⁾			Statistique Canada - tableau 385-0024			Statistique Canada - tableau 385-0024		
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires									
Impôts fonciers généraux	4 371 198	5 963 500	7 258 876	10 232 811	12 345 018	13 928 258	6 139 035	7 154 269	8 857 904
Impôts fonciers particuliers	479 126	521 039	467 361	58 577	50 461	42 333	226 835	280 983	318 142
Taxes d'affaires	862 381	62 619	36 318				404 570	443 377	533 061
Autres impôts fonciers et impôts connexes	36 703	59 544	20 311	37 189	33 966	32 140	357 989	493 709	706 261
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	5 749 408	6 606 702	7 782 866	10 328 577	12 429 445	14 002 731	7 128 429	8 372 338	10 415 368
2 Compensations tenant lieu de taxes									
Gouvernement du Canada	105 494	130 891	131 788	268 258	279 669	283 491	123 696	119 481	118 126
Gouvernement du Québec (et autres OM)	364 730	422 447	452 689	193 390	237 105	239 494	302 648	289 155	371 146
2 Compensations tenant lieu de taxes	470 224	553 338	584 477	461 648	516 774	522 985	426 344	408 636	489 272
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾									
Vente de biens et services à d'autres administrations publiques		239	236				25 179	28 428	30 283
Eau	569 662	634 515	473 335	1 104 893	1 327 486	1 649 417	1 172 836	1 190 135	1 527 262
Locations, ventes	5 616	4 676	4 996	266 785	309 703	373 156	203 276	248 423	286 115
Concessions et franchises	12	6	1	29 309	34 004	40 960	59 156	125 278	149 589
Autres ventes de biens et services	1 187 900	1 411 620	1 691 256	4 160 556	4 399 071	5 294 610	2 856 276	3 587 408	4 508 130
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾	1 763 190	2 051 056	2 169 824	5 561 543	6 070 264	7 358 143	4 316 723	5 179 672	6 501 379
4 Autres revenus de sources locales									
Prélèvements sur terrains	91 159	182 660	159 413	849 344	1 160 902	1 316 306	301 167	515 251	741 962
Droits de cession immobilière	234 207	334 707	284 030			175 000	25 550	39 900	45 009
Taxes à la consommation							96 387	103 693	116 306
Revenus de placements	205 326	184 116	218 736	923 594	1 347 922	1 596 583	1 132 037	1 209 738	1 404 902
Autres impôts (licences et permis)	40 072	52 246	47 293	309 695	319 313	358 318	245 237	356 473	476 214
Autres impôts divers							24 734	45 174	57 789
Amendes et autres pénalités	231 625	250 146	359 422	247 583	282 144	339 385	136 193	168 431	201 571
Diverses recettes de sources propres	14 709	23 756	19 936	80 892	90 634	132 468	31 568	39 843	55 168
4 Autres revenus de sources locales	817 098	1 027 631	1 088 830	2 411 108	3 200 915	3 918 060	1 992 873	2 478 503	3 098 921
5 REVENUS AUTONOMES (1+2+3+4)	8 799 920	10 238 727	11 625 997	18 762 876	22 217 398	25 801 919	13 864 369	16 439 149	20 504 840
6 Transferts									
Transferts inconditionnels	271 680	275 284	249 092	670 857	993 932	1 300 109	531 698	724 589	927 549
Transferts conditionnels	985 082	1 157 799	1 627 532	4 501 254	6 397 421	8 404 059	1 141 937	2 188 093	3 317 541
6 Transferts ⁽¹⁾	1 256 762	1 433 083	1 876 624	5 172 111	7 391 353	9 704 168	1 673 635	2 912 682	4 245 090
7 TOTAL DES REVENUS (5+6)	10 056 682	11 671 810	13 502 621	23 934 987	29 608 751	35 506 087	15 538 004	19 351 831	24 750 030

**TABLEAU 7B. PARTS RELATIVES DES REVENUS DES ADMINISTRATIONS LOCALES (sans les commissions scolaires et sans les OPT):
le Québec, l'Ontario et le reste du Canada.**

	QUEBEC			ONTARIO			CANADA sans QC et ON		
	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires									
Impôts fonciers généraux	43,5%	51,1%	53,8%	42,8%	41,7%	39,2%	39,5%	37,0%	35,8%
Impôts fonciers particuliers	4,8%	4,5%	3,5%	0,2%	0,2%	0,1%	1,5%	1,5%	1,3%
Taxes d'affaires	8,6%	0,5%	0,3%				2,6%	2,3%	2,2%
Autres impôts fonciers et impôts connexes	0,4%	0,5%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	2,3%	2,6%	2,9%
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	57,2%	56,6%	57,6%	43,2%	42,0%	39,4%	45,9%	43,3%	42,1%
2 Compensations tenant lieu de taxes									
Gouvernement du Canada	1,0%	1,1%	1,0%	1,1%	0,9%	0,8%	0,8%	0,6%	0,5%
Gouvernement du Québec (et autres OM)	3,6%	3,6%	3,4%	0,8%	0,8%	0,7%	1,9%	1,5%	1,5%
2 Compensations tenant lieu de taxes	4,7%	4,7%	4,3%	1,9%	1,7%	1,5%	2,7%	2,1%	2,0%
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾									
Vente de biens et services à d'autres administrations publiques		0,0%	0,0%				0,2%	0,1%	0,1%
Eau	5,7%	5,4%	3,5%	4,6%	4,5%	4,6%	7,5%	6,1%	6,2%
Locations, ventes	0,1%	0,0%	0,0%	1,1%	1,0%	1,1%	1,3%	1,3%	1,2%
Concessions et franchises	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,4%	0,6%	0,6%
Autres ventes de biens et services	11,8%	12,1%	12,5%	17,4%	14,9%	14,9%	18,4%	18,5%	18,2%
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾	17,5%	17,6%	16,1%	23,2%	20,5%	20,7%	27,8%	26,8%	26,3%
4 Autres revenus de sources locales									
Prélèvements sur terrains	0,9%	1,6%	1,2%	3,5%	3,9%	3,7%	1,9%	2,7%	3,0%
Droits de cession immobilière	2,3%	2,9%	2,1%			0,5%	0,2%	0,2%	0,2%
Taxes à la consommation							0,6%	0,5%	0,5%
Revenus de placements	2,0%	1,6%	1,6%	3,9%	4,6%	4,5%	7,3%	6,3%	5,7%
Autres licences et permis	0,4%	0,4%	0,4%	1,3%	1,1%	1,0%	1,6%	1,8%	1,9%
Autres impôts divers							0,2%	0,2%	0,2%
Amendes et autres pénalités	2,3%	2,1%	2,7%	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%	0,9%	0,8%
Diverses recettes de sources propres	0,1%	0,2%	0,1%	0,3%	0,3%	0,4%	0,2%	0,2%	0,2%
4 Autres revenus de sources locales	8,1%	8,8%	8,1%	10,1%	10,8%	11,0%	12,8%	12,8%	12,5%
5 Revenus autonomes (1+2+3+4)	87,5%	87,7%	86,1%	78,4%	75,0%	72,7%	89,2%	84,9%	82,8%
6 Transferts									
Transferts inconditionnels	2,7%	2,4%	1,8%	2,8%	3,4%	3,7%	3,4%	3,7%	3,7%
Transferts conditionnels	9,8%	9,9%	12,1%	18,8%	21,6%	23,7%	7,3%	11,3%	13,4%
6 Transferts ⁽¹⁾	12,5%	12,3%	13,9%	21,6%	25,0%	27,3%	10,8%	15,1%	17,2%
7 TOTAL DES REVENUS (5+6)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

TABLEAU 7C. REVENUS DES ADMINISTRATIONS LOCALES: le Québec, l'Ontario et le reste du Canada - tableau synthèse

(sans les CS et sans les OPT)

(000\$)	QUEBEC			ONTARIO			CANADA sans QC et ON		
	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	5 749 408	6 606 702	7 782 866	10 328 577	12 429 445	14 002 731	7 128 429	8 372 338	10 415 368
2 Compensations tenant lieu de taxes	470 224	553 338	584 477	461 648	516 774	522 985	426 344	408 636	489 272
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾	1 763 190	2 051 056	2 169 824	5 561 543	6 070 264	7 358 143	4 316 723	5 179 672	6 501 379
4 Autres revenus de sources locales	817 098	1 027 631	1 088 830	2 411 108	3 200 915	3 918 060	1 992 873	2 478 503	3 098 921
5 Revenus autonomes (1+2+3+4)	8 799 920	10 238 727	11 625 997	18 762 876	22 217 398	25 801 919	13 864 369	16 439 149	20 504 940
6 Transferts ⁽¹⁾	1 256 762	1 433 083	1 876 624	5 172 111	7 391 353	9 704 168	1 673 635	2 912 682	4 245 090
7 TOTAL DES REVENUS (5+6)	10 056 682	11 671 810	13 502 621	23 934 987	29 608 751	35 506 087	15 538 004	19 351 831	24 750 030
PIB (en M\$)	241 448	271 059	301 479	477 763	536 844	587 905	433 694	564 723	713 090
Revenu personnel disponible (en M\$)	151 871	171 108	197 588	284 156	319 753	372 964	257 983	302 917	381 870
population ⁽²⁾	7 441 076	7 581 911	7 750 504	12 090 980	12 528 500	12 929 000	11 821 600	12 134 798	12 631 885
Revenus totaux / PIB	4,2%	4,3%	4,5%	5,0%	5,5%	6,0%	3,6%	3,4%	3,5%
Revenus totaux / RPD	6,6%	6,8%	6,8%	8,4%	9,3%	9,5%	6,0%	6,4%	6,5%
Revenus totaux per capita	1 352 \$	1 539 \$	1 742 \$	1 980 \$	2 363 \$	2 746 \$	1 314 \$	1 595 \$	1 959 \$
Revenus autonomes per capita	1 183 \$	1 350 \$	1 500 \$	1 552 \$	1 773 \$	1 996 \$	1 173 \$	1 355 \$	1 623 \$
Impôts fonciers per capita									
taxes municipales	773 \$	871 \$	1 004 \$	854 \$	992 \$	1 083 \$	603 \$	690 \$	825 \$
taxes scolaires ⁽⁴⁾	146 \$	169 \$	186 \$	478 \$	489 \$	512 \$	112 \$	119 \$	125 \$
	918 \$	1 040 \$	1 190 \$	1 333 \$	1 482 \$	1 596 \$	715 \$	809 \$	950 \$
Total des taxes foncières municipales / PIB	2,4%	2,4%	2,6%	2,2%	2,3%	2,4%	1,6%	1,5%	1,5%
Total des taxes foncières / PIB	2,8%	2,9%	3,1%	3,4%	3,5%	3,5%	1,9%	1,7%	1,7%

TABLEAU 7D. PARTS RELATIVES DES REVENUS DES ADMINISTRATIONS LOCALES: le Québec, l'Ontario et le reste du Canada

(sans les CS et sans les OPT)	QUEBEC			ONTARIO			CANADA sans QC et ON		
	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	57,2%	56,6%	57,6%	43,2%	42,0%	39,4%	45,9%	43,3%	42,1%
2 Compensations tenant lieu de taxes	4,7%	4,7%	4,3%	1,9%	1,7%	1,5%	2,7%	2,1%	2,0%
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾	17,5%	17,6%	16,1%	23,2%	20,5%	20,7%	27,8%	26,8%	26,3%
4 Autres revenus de sources locales	8,1%	8,8%	8,1%	10,1%	10,8%	11,0%	12,8%	12,8%	12,5%
5 Revenus autonomes (1+2+3+4)	87,5%	87,7%	86,1%	78,4%	75,0%	72,7%	89,2%	84,9%	82,8%
6 Transferts ⁽¹⁾	12,5%	12,3%	13,9%	21,6%	25,0%	27,3%	10,8%	15,1%	17,2%
7 TOTAL DES REVENUS (5+6)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

TABLEAU 7E. PARTS RELATIVES DES REVENUS AUTONOMES DES ADMINISTRATIONS LOCALES: le Québec, l'Ontario et le reste du Canada

(sans les CS et sans les OPT)

	QUEBEC			ONTARIO			CANADA sans QC et ON		
	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	65,3%	64,5%	66,9%	55,0%	55,9%	54,3%	51,4%	50,9%	50,8%
2 Compensations tenant lieu de taxes	5,3%	5,4%	5,0%	2,5%	2,3%	2,0%	3,1%	2,5%	2,4%
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾	20,0%	20,0%	18,7%	29,6%	27,3%	28,5%	31,1%	31,5%	31,7%
4 Autres revenus de sources locales	9,3%	10,0%	9,4%	12,9%	14,4%	15,2%	14,4%	15,1%	15,1%
5 Revenus autonomes (1+2+3+4)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Notes: (1) Les données financières de Statistique Canada (tableau 385-0024) sont compilées à partir des prévisions budgétaires; elles n'incluent pas les sociétés de transport et ne tiennent donc pas compte de la tarification aux usagers du transport collectif ni des transferts gouvernementaux versés aux sociétés de transport. (2) Population selon Statistique Canada. (3) PIB et RPD tirés du tableau 384-0013 de Statcan. (4) Tiré du tableau 385-009 de Statcan.

**TABLEAU 7F. COMPARAISON DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS LOCALES (sans les commissions scolaires et sans les OPT):
le Québec, l'Ontario et le reste du Canada**

(000\$)	Québec			Ontario			CANADA sans QC et ON		
	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008
Administration générale	1 322 478	1 701 835	1 889 813	1 987 875	2 156 132	2 495 571	1 854 786	2 386 950	2 808 806
Sécurité publique	1 804 182	2 241 228	2 547 777	3 570 191	4 359 345	5 443 417	2 722 092	3 267 020	4 133 054
Transports et communications	2 247 954	3 020 819	4 271 099	3 723 937	4 703 765	5 494 757	3 273 812	4 069 487	6 077 460
Hygiène du milieu	1 509 804	2 195 180	3 091 933	3 041 578	4 370 242	4 560 968	2 881 466	3 689 122	5 173 746
Aménagement, urbanisme et développement	471 761	760 120	751 610	722 879	824 176	964 049	646 581	794 502	1 192 331
Loisirs et culture	1 243 760	1 704 145	2 179 426	2 197 561	2 805 983	3 025 041	2 309 831	3 028 883	3 984 321
(A) Santé, services sociaux et logement et autres dépenses	472 091	592 457	815 471	7 669 970	8 861 784	9 798 145	703 426	858 835	1 172 984
Service de la dette	868 611	774 326	877 127	515 747	549 778	618 058	906 960	888 545	943 578
DÉPENSES - TOTAL	9 940 641	12 990 110	16 424 258	23 429 738	28 631 205	32 400 006	15 298 954	18 983 344	25 486 280

**TABLEAU 7G. PARTS RELATIVES DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS LOCALES (sans les commissions scolaires et sans les OPT):
le Québec, l'Ontario et le reste du Canada**

	Québec			Ontario			CANADA sans QC et ON		
	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008	2 002	2 005	2 008
Administration générale	13,3%	13,1%	11,5%	8,5%	7,5%	7,7%	12,1%	12,6%	11,0%
Sécurité publique	18,1%	17,3%	15,5%	15,2%	15,2%	16,8%	17,8%	17,2%	16,2%
Transports et communications	22,6%	23,3%	26,0%	15,9%	16,4%	17,0%	21,4%	21,4%	23,8%
Hygiène du milieu	15,2%	16,9%	18,8%	13,0%	15,3%	14,1%	18,8%	19,4%	20,3%
Aménagement, urbanisme et développement	4,7%	5,9%	4,6%	3,1%	2,9%	3,0%	4,2%	4,2%	4,7%
Loisirs et culture	12,5%	13,1%	13,3%	9,4%	9,8%	9,3%	15,1%	16,0%	15,6%
(A) Santé, services sociaux, logement et autres dépenses	4,7%	4,6%	5,0%	32,7%	31,0%	30,2%	4,6%	4,5%	4,6%
Service de la dette	8,7%	6,0%	5,3%	2,2%	1,9%	1,9%	5,9%	4,7%	3,7%
DÉPENSES - TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: tableau 385-0024 de Statcan.

**TABEAU 7H. COMPARAISON DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS
LOCALES en 2008: le Québec, l'Ontario et le reste du Canada - tableau synthèse**

REVENUS

(sans les CS et sans les OPT)	QUÉBEC	ONTARIO	CANADA en moyenne
Revenus autonomes	86,1%	72,7%	82,8%
Transferts	13,9%	27,3%	17,2%
TOTAL DES REVENUS	100%	100%	100%
Revenus autonomes			
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	66,9%	54,3%	50,8%
2 Compensations tenant lieu de taxes	5,0%	2,0%	2,4%
3 Tarification et vente de biens et services ⁽¹⁾	18,7%	28,5%	31,7%
4 Autres revenus de sources locales	9,4%	15,2%	15,1%
Revenus autonomes (1+2+3+4)	100%	100%	100%
Revenus totaux / PIB	4,5%	6,0%	3,5%
Revenus totaux per capita	1 742 \$	2 746 \$	1 959 \$
Revenus autonomes per capita	1 500 \$	1 996 \$	1 623 \$
Impôts fonciers per capita			
taxes municipales	1 004 \$	1 083 \$	825 \$
taxes scolaires	186 \$	512 \$	125 \$
	1 190 \$	1 596 \$	950 \$
Total des taxes foncières municipales / PIB	2,6%	2,4%	1,5%
Total des taxes foncières / PIB	3,1%	3,5%	1,7%

DÉPENSES

(sans les CS et sans les OPT)	QUÉBEC	ONTARIO	CANADA en moyenne
(A) = Santé, services sociaux, logement et autres dépenses (voir TAB. 7G)	5,0%	30,2%	4,6%
Total des dépenses - (A)	95,0%	69,8%	95,4%
Total des dépenses - (A) = 100%			
Administration générale	12,1%	11,0%	11,6%
Sécurité publique ⁽²⁾	16,3%	24,1%	17,0%
Transports et communications	27,4%	24,3%	25,0%
Hygiène du milieu	19,8%	20,2%	21,3%
Aménagement, urbanisme et développement	4,8%	4,3%	4,9%
Loisirs et culture	14,0%	13,4%	16,4%
Service de la dette	5,6%	2,7%	3,9%
	100%	100%	100%
Dépenses totales / PIB	5,4%	5,5%	3,6%
[Total des dépenses - (A)] / PIB	5,2%	3,8%	3,4%
Dépenses totales per capita	2 119 \$	2 506 \$	2 018 \$

Notes: (1) Les données financières de Statistique Canada (tableau 385-0024) sont compilées à partir des prévisions budgétaires et elles n'incluent pas les sociétés de transport. (2) Les dépenses des services de police et de la lutte contre les incendies sont nettement plus élevées en Ontario qu'au Québec.

**TABLEAU 8. Importance relative de la tarification dans les
revenus totaux des administrations locales au Canada**

(sans les commissions scolaires et sans les OPT)

	2008
Colombie-Britannique	31,5%
Manitoba	26,1%
Alberta	25,2%
Nouveau-Brunswick	24,1%
Saskatchewan	21,5%
Ontario	20,7%
Nouvelle-Écosse	19,0%
Québec	16,1%
Terre-Neuve	15,8%
Ile du Prince Edouard	13,9%
Canada dans son ensemble	21,7%

Source: Tableau 385-0024 de Statistique Canada (soit la vente de biens et services sur le total des recettes tel qu'établi au tableau 7D). Le tableau 385-0024 ne tient pas compte des revenus de la tarification chargée aux usagers du transport collectif ni des transferts gouvernementaux aux organismes de transport public.

**ANNEXE 1. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES REVENUS CONSOLIDÉS DES ORGANISMES MUNICIPAUX (incluant les OPT) -
2002 à 2007**

Revenus (M\$)	2002 ⁽²⁾	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	taux de croissance annuelle entre 2002 et 2007
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires							
Impôts fonciers généraux et sectoriels	4 594,3	4 743,7	4 956,6	5 040,7	5 370,4	5 561,7	3,9%
Taxes spécifiques aux immeubles non résidentiels	1 024,1	1 054,0	1 160,1	1 362,5	1 371,0	1 680,7	10,4%
Sous-total	5 618,4	5 797,7	6 116,7	6 403,2	6 741,4	7 242,4	5,2%
2 Compensations tenant lieu de taxes							
Immeubles gouvernementaux							
Gouvernement du Québec	374,7	389,0	443,0	507,7	540,6	544,0	7,7%
Gouvernement du Canada	105,1	118,2	122,0	130,8	136,5	133,6	4,9%
Autres immeubles ⁽¹⁾	28,8	44,9	48,9	65,8	68,4	57,9	15,0%
Sous-total	508,6	552,2	613,9	704,3	745,5	735,5	7,7%
3 Tarification et vente de biens et services							
Tarification des services municipaux	964,4	999,8	1 053,7	1 101,2	1 174,7	1 143,6	3,5%
Tarification service de la dette	226,0	212,4	217,6	217,2	203,3	199,9	-2,4%
Ventes de biens et services	547,6	644,3	667,4	698,1	719,5	843,0	9,0%
Transport collectif	510,1	518,2	567,3	591,9	616,5	650,9	5,0%
Sous-total	2 248,1	2 374,7	2 506,0	2 608,5	2 714,0	2 837,5	4,8%
4 Autres revenus de sources locales							
Droits de mutation immobilière	231,6	248,4	300,3	334,2	331,7	387,4	10,8%
Droits, permis, redevances et amendes	354,0	432,4	466,6	486,3	598,1	569,3	10,0%
Intérêts et autres revenus de sources locales	310,5	319,8	339,5	333,8	431,7	652,8	16,0%
Sous-total	896,1	1 000,5	1 106,4	1 154,4	1 361,5	1 609,5	12,4%
5 Total: Revenus autonomes (1+2+3+4) ⁽²⁾	9 271,2	9 725,1	10 343,1	10 870,4	11 562,4	12 424,8	6,0%
6 Transferts							
Transferts inconditionnels	264,3	293,0	307,4	297,4	294,0	309,6	3,2%
Transferts conditionnels	843,6	847,6	976,5	1 048,7	1 029,3	1 139,3	6,2%
Transferts transport collectif	209,9	213,9	271,9	270,6	251,6	538,7	20,7%
Sous-total	1 317,8	1 354,5	1 555,8	1 616,7	1 574,9	1 987,6	8,6%
7 Total: Revenus consolidés (5+6)	10 589,0	11 079,6	11 898,9	12 487,0	13 137,3	14 412,4	6,4%
PIB (en M\$)	241 448	250 752	262 761	271 059	281 521	296 692	4,2%
Revenu personnel disponible (RPD en M\$)	151 871	158 823	165 791	171 108	178 224	188 320	4,4%
RFU (en M\$)	333 587	352 921	387 423	450 392	523 793	566 517	11,2%
population	7 441 076	7 485 838	7 535 929	7 581 911	7 631 552	7 686 038	0,6%
Revenus / PIB	4,4%	4,4%	4,5%	4,6%	4,7%	4,9%	
Revenus / RPD	7,0%	7,0%	7,2%	7,3%	7,4%	7,7%	
Revenus / RFU	3,2%	3,1%	3,1%	2,8%	2,5%	2,5%	
Revenus per capita	1 423 \$	1 480 \$	1 579 \$	1 647 \$	1 721 \$	1 875 \$	5,7%

Sources: Revenus des organismes municipaux: rapports financiers des organismes municipaux, site web du MAMROT. PIB et RPD: tableau Statcan 384-0013. RFU: site web du MAMROT; population: ISQ.

Notes: (1): Incluant compensations pour TGE de 7,1 M\$ en 2002. (2) Le total des revenus consolidés correspond au total des «revenus avant transferts» du tableau 1 sauf pour l'année 2002, parce que l'univers «2002» des deux tableaux est différent, alors qu'il est identique pour les années 2003 à 2007. Les données de l'année 2002 rapportées ici sont tirées de l'annexe 1 du document «Repenser les relations avec les municipalités» parce que les données compilées par le MAMROT pour l'année 2002 et pour les années antérieures ne sont pas aussi détaillées que pour les années suivantes et qu'elles ne permettent pas de recalculer la colonne 2002 de l'annexe 1.

GRAPHIQUE 1. RÉPARTITION DES REVENUS DES ORGANISMES MUNICIPAUX (incluant les OPT) EN 2007

	2007	
	en M\$	en %
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	7 242,4	50,3%
2 Compensations tenant lieu de taxes	735,5	5,1%
3 Tarification et vente de biens et services	2 837,5	19,7%
4 Autres revenus de sources locales	1 609,5	11,2%
6 Transferts	1 987,6	13,8%
TOTAL	14 412,4	100,0%

**GRAPHIQUE 1. Répartition des revenus des organismes municipaux
(incluant les OPT) en 2007**

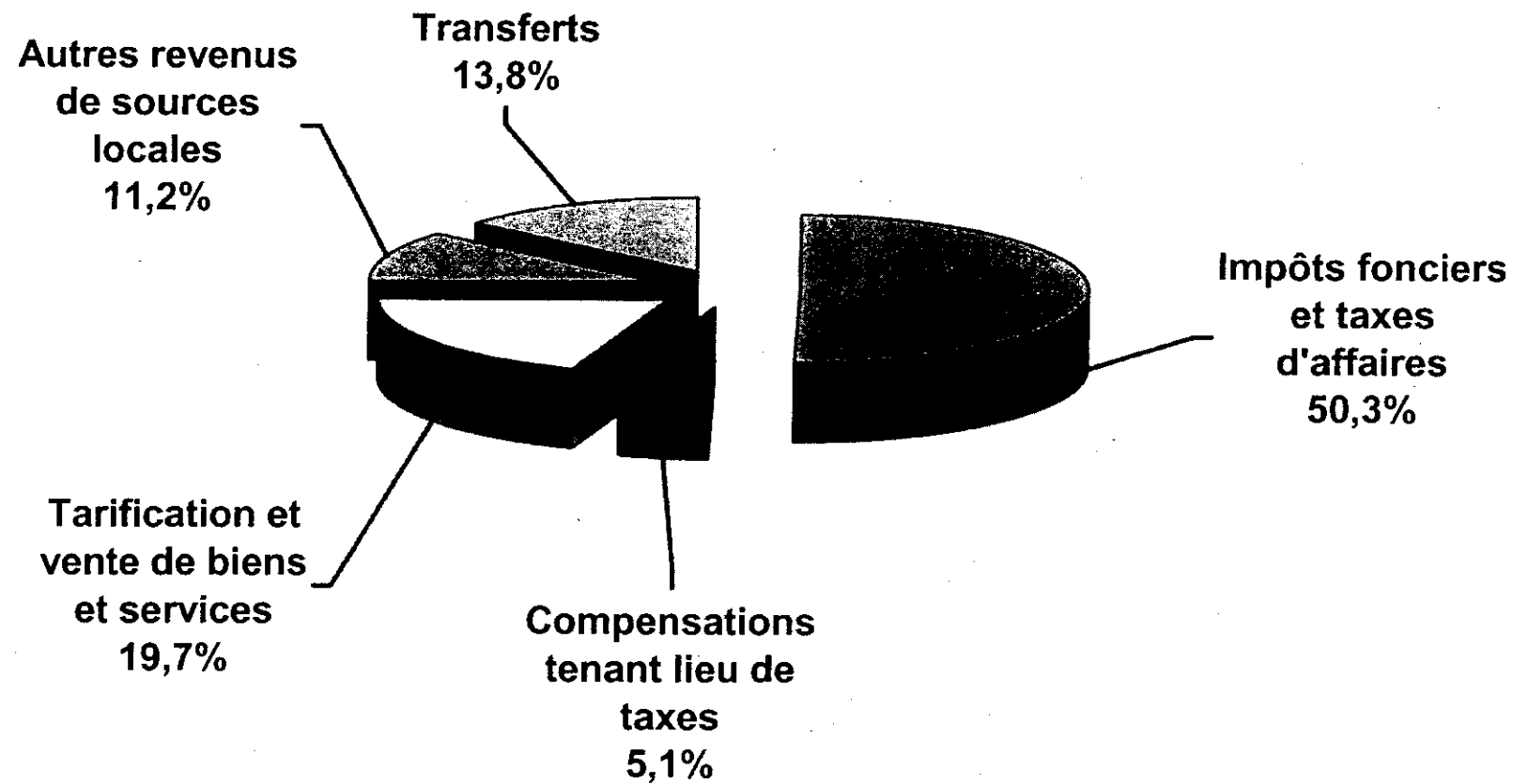


TABLEAU 14. Indices de référence pour le Québec.

1	2	3	4	5	6	7	8
	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Indice implicite de prix du PIB (2002=100)	PIB (dollars courants)	PIB «réel» (dollars enchainés 2002)	assiette de la TVQ	RFU population
	M\$	M\$		M\$	M\$	M\$	000\$
1982	75 957	61 237	57,0	85 218	149 611	28 034	118 144 658
1983	79 552	63 810	60,3	91 832	152 399	30 439	127 191 047
1984	87 081	70 124	63,1	100 292	158 970	34 980	133 936 868
1985	93 636	74 845	65,4	107 391	164 089	38 981	144 232 212
1986	100 220	78 973	70,0	117 156	167 354	42 588	156 305 158
1987	108 311	84 819	73,6	128 438	174 585	44 953	175 812 030
1988	117 090	91 103	77,2	140 845	182 548	49 459	211 185 551
1989	126 075	99 387	80,8	148 431	183 638	54 980	243 544 079
1990	135 840	105 125	83,2	153 330	184 297	55 207	270 060 091
1991	140 310	108 569	86,5	155 156	179 324	51 093	289 558 354
1992	143 451	110 254	87,9	158 362	180 068	53 420	302 527 009
1993	146 956	113 342	88,3	162 229	183 659	54 557	309 077 743
1994	149 299	114 606	88,9	170 478	191 774	57 966	313 702 057
1995	153 987	117 642	90,9	177 331	195 009	54 507	305 464 798
1996	156 999	119 859	91,7	180 526	196 932	59 446	309 351 658
1997	161 406	121 990	92,7	188 424	203 253	65 064	306 085 558
1998	167 432	125 486	93,6	196 258	209 715	67 838	302 723 390
1999	174 669	131 076	94,7	210 809	222 716	74 307	305 316 946 7 323 250
2000	187 089	139 159	96,8	224 928	232 378	78 583	312 430 307 7 356 951
2001	194 499	145 505	98,2	231 624	235 832	80 614	317 359 061 7 396 331
2002	199 482	151 871	100,0	241 448	241 448	84 339	333 586 612 7 441 076
2003	208 203	158 823	102,6	250 752	244 422	87 835	352 921 117 7 485 838
2004	217 925	165 791	104,7	262 761	251 028	93 215	387 423 202 7 535 929
2005	225 944	171 108	106,4	271 059	254 708	96 103	450 391 849 7 581 911
2006	236 091	178 224	108,7	281 521	259 032	99 608	523 793 335 7 631 552
2007	250 077	188 320	111,6	296 692	265 888	105 516	566 517 399 7 686 038
2008	258 915	197 588	112,2	301 479	268 609	105 326	616 715 698 7 750 504

Sources:

Colonnes 1, 2, 3, 4 et 5: tableau 384-0013 de Statistique Canada, mis à jour le 14 mai 2009 par Statcan.

Colonne 6: MFQ.

Colonne 7: MAMROT.

Colonne 8: Statistique Canada.

**GRAPHIQUE 3. Évolution de la RFU, de l'assiette de la TVQ, du PIB
(\$ courants) et du revenu personnel disponible (indice = 100 en 1982)**

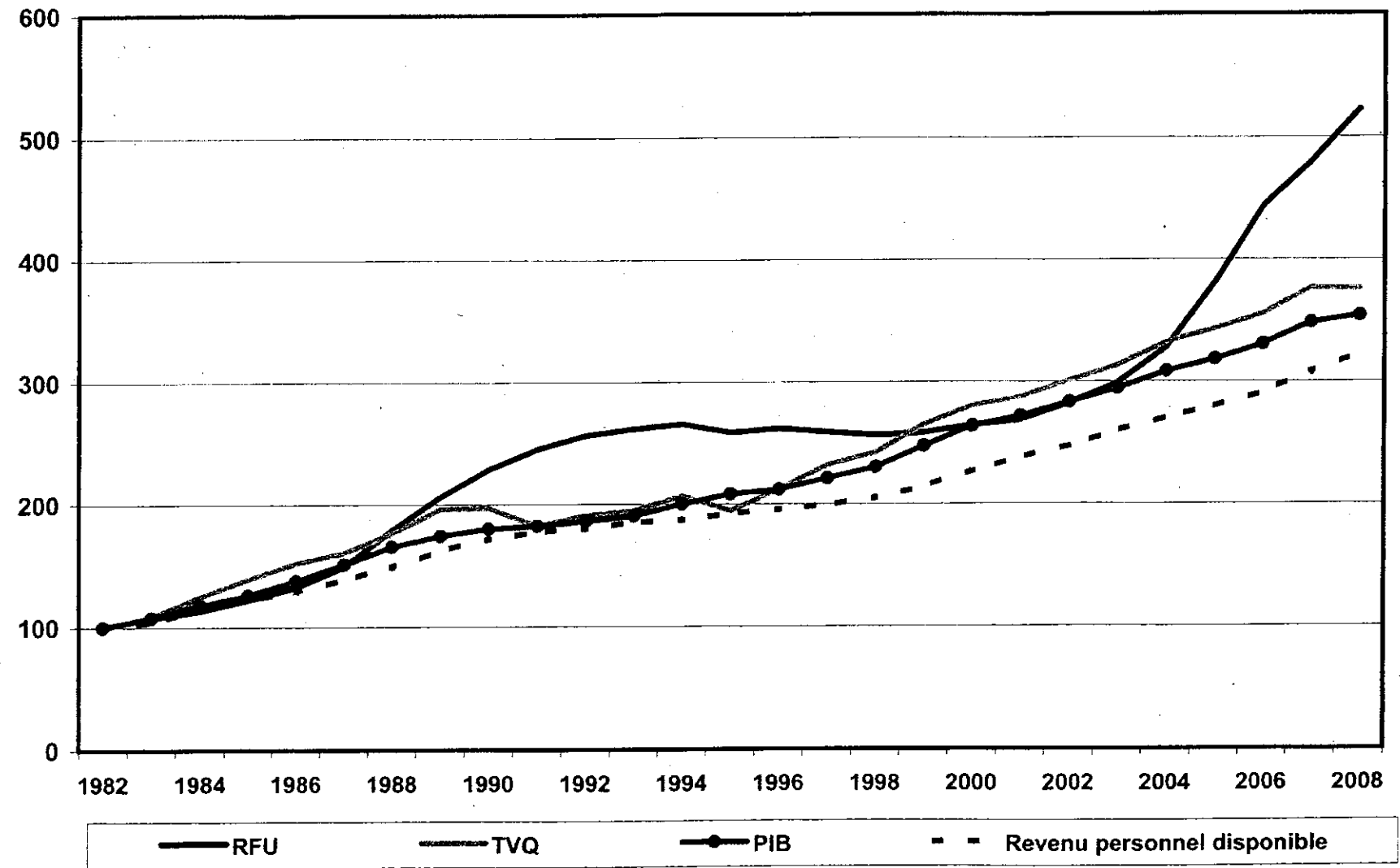


Tableau 15A . Endettement total net à long terme des organismes municipaux incluant les OPT (ETNLT)

(000\$)	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2007 *	taux de croissance annuelle
MUNICIPALITÉS									
<i>Dette brute</i>	10 489 242	10 468 541	12 627 190	13 470 248	13 790 423	14 377 244	15 366 492	17 655 014	7,7%
Endettement net à long terme (ENLT)	8 740 563	8 644 783	9 500 439	10 745 764	10 960 955	11 933 865	12 312 318	13 858 902	6,8%
QP dans l'ENLT d'autres OM									
MRC	67 229	68 443	49 633	58 735	69 255	74 722	104 558	121 846	
CM	732 287	730 522	152	0	1 341	12	0	2 307	
Régies	177 800	174 528	139 696	169 410	199 857	204 585	196 148	-	
OPT	-	-	299 017	339 479	388 468	439 578	536 127	-	
Autres OM	237 965	247 647	296 365	1 630	230 612	234 616	225 019	-	
Autres organismes	471 592	384 245	3 945	285 615	18 179	15 488	17 024	61 283	
ETNLT - Municipalités	a 10 427 434	10 250 170	10 289 246	11 600 632	11 868 666	12 902 865	13 391 194	14 044 338	4,3%
Autres organismes municipaux (ETNLT après éliminations inter-entités)	b 45 424	25 243	21 682	23 732	11 948	47 007	46 856	80 028	
ETNLT DE L'ENSEMBLE DES OM [c = a+b]	c 10 472 858	10 275 412	10 310 928	11 624 364	11 880 615	12 949 872	13 438 050	14 124 366	4,4%
<i>taux de croissance annuelle</i>	-	-1,9%	0,3%	12,7%	2,2%	9,0%	3,8%	5,1%	
Montants à pourvoir dans le futur de l'ensemble des OM	d 2 059 818	2 171 397	2 283 086	1 286 626	1 250 646	791 040	315 379	2 188 592	
ETNLT incluant les montants à pourvoir [c + d]	12 532 677	12 446 809	12 594 014	12 910 990	13 131 261	13 740 912	13 753 429	16 312 957	3,8%
<i>taux de croissance annuelle</i>		-0,7%	1,2%	2,5%	1,7%	4,6%	0,1%	18,6%	

Tableau 15B . Service de la dette des organismes municipaux (incluant les OPT)

(000\$)	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2007 *	taux de croissance annuelle
Frais financiers (intérêts)	1 009 555	975 150	984 280	925 690	926 048	896 262	841 772	920 794	-1,3%
Remboursements de capital	1 259 129	1 301 005	1 268 938	1 268 300	1 364 760	1 441 361	1 550 552	1 286 264	0,3%
TOTAL	2 268 684	2 276 154	2 253 218	2 193 990	2 290 807	2 337 623	2 392 324	2 207 058	-0,4%
<i>en % des revenus totaux</i>	21,3%	21,3%	21,3%	19,8%	19,3%	17,7%	18,2%	15,3%	

Tableau 15C . Dépenses d'investissement des organismes municipaux (incluant les OPT)

(000\$)	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2007 *	taux de croissance annuelle
Dépenses d'investissement	1 620 023	1 883 983	1 896 029	2 247 011	2 654 597	2 993 971	2 966 362	3 261 576	10,5%
Augmentation annuelle									
des dépenses d'investissement		263 959	12 046	350 982	407 586	339 375	-27 609	295 213	
de l'ETNLT		-197 446	35 515	1 313 436	256 251	1 069 257	488 179	686 315	
de l'ETNLT et des montants à pourvoir		-85 868	147 204	316 977	220 270	609 652	12 517	2 559 528	

Source: rapports financiers des organismes municipaux, disponibles sur le site web du MAMROT.

* Rapports financiers consolidés en 2007 et nouvelles règles comptables.

DGF - 19 décembre 2009

TABLEAU 16. CONCILIATION ENTRE LES DONNÉES PUBLIÉES PAR STATISTIQUE CANADA ET CELLES PUBLIÉES PAR LE MAMROT - ANNÉE 2005

STATISTIQUE CANADA - sans les OPT			MAMROT - sans les OPT		
tableau 385 - 0024 compilé à partir des prévisions budgétaires 2005			données compilées à partir des rapports financiers 2005		
données utilisées dans les tableaux 7 et 8			données utilisées à l'annexe 1		
En M\$					
IMPÔTS FONCIERS ET IMPÔTS CONNEXES					
Impôts fonciers généraux	5 964		1 256	Taxes foncières générales	
			4 711	Taxes spécifiques aux immeubles non résidentiels	
			5 967	51,5%	Autres taxes foncières générales
Impôts fonciers généraux	5 964	51,1%	Taxes foncières générales		
Prélèvements sur terrains	183	1,6%	183	1,6%	Contributions des promoteurs
			76	taxes générales spéciales	
			297	taxes de secteur	
			81	Tenant lieu - immeubles du gouvernement du Québec	
			14	Autres taxes - immeubles du gouvernement du Québec	
			7	Tenant lieu - organismes municipaux	
			15	Tenant lieu - autoconsommatrices et autres	
			-44	-a.208 - a.553 - a.231	
			44	+a.208 + a.553 + a.231	
			490	4,2%	
Impôts fonciers particuliers	521	4,5%	Compensations tenant lieu de taxes et de tarification		
Compensations tenant lieu de taxes			395	Gouvernement du Québec - immeubles des réseaux	
Gouvernement du Québec	422		3	Gouvernement du Québec - autres immeubles	
			15	Compensations pour terres publiques - gvt du Québec	
Gouvernement du Québec	422		413	Gouvernement du Québec	
Gouvernement du Canada	131		131	Gouvernement du Canada	
			543	4,7%	
Compensations tenant lieu de taxes	553	4,7%	Droits de mutation immobilière		
Droits de cession immobilière	335	2,9%	334	2,9%	
Taxes d'affaires	63	0,5%	63	0,5%	Taxes d'affaires
Autres impôts fonciers et impôts connexes	60	0,5%	45	0,4%	Autres taxes foncières spécifiques aux immeubles non résidentiels
TOTAL - IMPÔTS FONCIERS ET IMPÔTS CONNEXES	7 677	65,8%	7 624	65,8%	
AUTRES IMPÔTS					
Autres licences et permis	52	0,4%	52	0,5%	Licences et permis
VENTE DE BIENS ET SERVICES					
A d'autres administrations publiques	0,2				
A la collectivité					
			Eau - tarification des services municipaux		
Eau	635	5,4%	77	Traitement eaux usées	
Locations	5		563	Eau	
Concessions et franchises	0,01		640	5,5%	
Autres ventes de biens et services					
			79	Autres - tarification des services municipaux	
			301	Égouts	
			74	Matières résiduelles	
			217	Tarification des services municipaux - autres	
			7	Service de la dette	
			678	Tarification activités financières et d'investissement	
				Services rendus	
				[59 M\$ - revenus nets des réseaux d'électricité non comptés par Statcan]	
			536	Autres services rendus	
				Autres revenus	
			2	Droits - autres	
			103	Cession d'actifs à long terme	
			145	Autres revenus	
			250		
Autres ventes de biens et services	1 412	12,1%	1 464	12,6%	
				[570 M\$ - tarification transport collectif, non comptée par Statcan]	
VENTE DE BIENS ET SERVICES	2 051	17,6%	2 104	18,2%	
REVENUS DE PLACEMENT					
Intérêts	38		189	Intérêts	
Autres revenus de placement	147				
	184	1,6%	189	1,6%	
AUTRES RECETTES DE SOURCES PROPRES					
Amendes et autres pénalités	250	2,1%	250	Amendes et pénalités	
Diverses recettes de sources propres	24	0,2%	22	Contribution des automobilistes	
	274	2,3%	272	2,3%	
TOTAL DES TRANSFERTS					
Transferts à des fins générales	275	2,4%	297	2,6%	Transferts inconditionnels
Transferts à des fins particulières	1 158	9,9%	1 049	9,1%	Transferts conditionnels
				[271 M\$ - transferts transport collectif non comptés par Statcan]	
TOTAL DES TRANSFERTS	1 433	12,3%	1 346	11,6%	TOTAL DES TRANSFERTS
TOTAL DES REVENUS					
			59	Revenus nets des réseaux électriques	
			570	Tarification transport collectif (sans la contribution des automobilistes)	
			271	Transferts transport collectif	
			12 487	TOTAL DES REVENUS - ANNEXE 1	

TABEAU 17. ÉTABLISSEMENT DE L'ANNEXE 1 À PARTIR DES DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES PAR LE MAMROT

EXEMPLE DE CALCUL POUR L'ANNÉE 2005 - Données consolidées tirées des rapports financiers

DONNÉES TIRÉES DU TAB. 16 - colonne MAMROT

Revenus des organismes municipaux avec OPT (M\$)		DONNÉES TIRÉES DU TAB. 16 - colonne MAMROT	
		part sur les revenus totaux	
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires			
Impôts fonciers généraux et sectoriels	4 711	Autres taxes foncières générales	
	76	Taxes générales spéciales	
	297	Taxes de secteur	
	-44	-a.208 - a. 553	
	5 041		
Taxes spécifiques aux immeubles non résidentiels	1 256	Taxes spécifiques aux immeubles non résidentiels	
	45	Autres taxes foncières spécifiques aux INR	
	-0,3	-a.231	
	63	Taxes d'affaires	
	1 363		
Sous-total	6 403	51%	
2 Compensations tenant lieu de taxes			
Immeubles gouvernementaux			
Gouvernement du Québec	81	Tenant lieu - immeubles du gouvernement du Québec	
	14	Autres taxes - immeubles du gouvernement du Québec	
	15	Tenant lieu - autoconsommatrices et autres	
	395	Gouvernement du Québec - immeubles des réseaux	
	3	Gouvernement du Québec - autres immeubles	
	508		
Gouvernement du Canada	131	Gouvernement du Canada	
Autres immeubles	7	Tenant lieu - organismes municipaux	
	15	Compensations pour terres publiques - gvt du Québec	
	44	+a.208 + a.553 + a.231	
	66		
Sous-total	704	6%	
3 Tarification et vente de biens et services			
Tarification des services municipaux			
	563	Eau	
	77	Traitement eaux usées	
	79	Égouts	
	301	Matières résiduelles	
	74	Tarification des services municipaux - autres	
	7	Tarification activités financières et d'investissement	
	1 101		
Tarification service de la dette	217	Service de la dette	
Ventes de biens et services			
	59	Revenus nets des réseaux électriques	
	536	Autres services rendus	
	103	Cession d'actifs à long terme	
	698		
Transport collectif	570	Tarification transport collectif	
	22	Contribution des automobilistes	
	592		
Sous-total	2 608	21%	
4 Autres revenus de sources locales			
Droits de mutation immobilière	334	Droits de mutation immobilière	
Droits, permis, redevances et amendes			
	52	Licences et permis	
	250	Amendes et pénalités	
	2	Droits - autres	
	183	Contributions des promoteurs	
	486		
Intérêts et autres revenus de sources locales			
	189	Intérêts	
	145	Autres revenus	
	334		
Sous-total	1 154	9%	
5 Total: Revenus autonomes (1+2+3+4)	10 870	87%	
6 Transferts			
Transferts inconditionnels	297	Transferts inconditionnels	
Transferts conditionnels	1 049	Transferts conditionnels	
Transferts transport collectif	271	Transferts transport collectif	
Sous-total	1 617	13%	
7 Total: Revenus consolidés (5+6)	12 487	100%	

**ANNEXE 1. COMPOSITION ET EVOLUTION DES REVENUS CONSOLIDÉS DES ORGANISMES MUNICIPAUX (incluant les OPT) -
2002 à 2007**

Revenus (M\$)	2002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	taux de croissance annuelle entre 2002 et 2007
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires							
Impôts fonciers généraux et sectoriels	4 594,3	4 743,7	4 956,6	5 040,7	5 370,4	5 561,7	3,9%
Taxes spécifiques aux immeubles non résidentiels	1 024,1	1 054,0	1 160,1	1 362,5	1 371,0	1 680,7	10,4%
Sous-total	5 618,4	5 797,7	6 116,7	6 403,2	6 741,4	7 242,4	5,2%
2 Compensations tenant lieu de taxes							
Immeubles gouvernementaux							
Gouvernement du Québec	374,7	389,0	443,0	507,7	540,6	544,0	7,7%
Gouvernement du Canada	105,1	118,2	122,0	130,8	136,5	133,6	4,9%
Autres immeubles ⁽¹⁾	28,8	44,9	48,9	65,8	68,4	57,9	15,0%
Sous-total	508,6	552,2	613,9	704,3	745,5	735,5	7,7%
3 Tarification et vente de biens et services							
Tarification des services municipaux	964,4	999,8	1 053,7	1 101,2	1 174,7	1 143,6	3,5%
Tarification service de la dette	226,0	212,4	217,6	217,2	203,3	199,9	-2,4%
Ventes de biens et services	547,6	644,3	667,4	698,1	719,5	843,0	9,0%
Transport collectif	510,1	518,2	567,3	591,9	616,5	650,9	5,0%
Sous-total	2 248,1	2 374,7	2 506,0	2 608,5	2 714,0	2 837,5	4,8%
4 Autres revenus de sources locales							
Droits de mutation immobilière	231,6	248,4	300,3	334,2	331,7	387,4	10,8%
Droits, permis, redevances et amendes	354,0	432,4	466,6	486,3	598,1	569,3	10,0%
Intérêts et autres revenus de sources locales	310,5	319,8	339,5	333,8	431,7	652,8	16,0%
Sous-total	896,1	1 000,5	1 106,4	1 154,4	1 361,5	1 609,5	12,4%
5 Total: Revenus autonomes (1+2+3+4)	9 271,2	9 725,1	10 343,1	10 870,4	11 562,4	12 424,8	6,0%
6 Transferts							
Transferts inconditionnels ¹	264,3	293,0	307,4	297,4	294,0	309,6	3,2%
Transferts conditionnels	843,6	847,6	976,5	1 048,7	1 029,3	1 139,3	6,2%
Transferts transport collectif	209,9	213,9	271,9	270,6	251,6	538,7	20,7%
Sous-total	1 317,8	1 354,5	1 555,8	1 616,7	1 574,9	1 987,6	8,6%
7 Total: Revenus consolidés (5+6)	10 589,0	11 079,6	11 898,9	12 487,0	13 137,3	14 412,4	6,4%
PIB (en M\$)	241 448	250 752	262 761	271 059	281 521	296 692	4,2%
Revenu personnel disponible (RPD en M\$)	151 871	158 823	165 791	171 108	178 224	188 320	4,4%
RFU (en M\$)	333 587	352 921	387 423	450 392	523 793	566 517	11,2%
population	7 441 076	7 485 838	7 535 929	7 581 911	7 631 552	7 686 038	0,6%
Revenus / PIB	4,4%	4,4%	4,5%	4,6%	4,7%	4,9%	
Revenus / RPD	7,0%	7,0%	7,2%	7,3%	7,4%	7,7%	
Revenus / RFU	3,2%	3,1%	3,1%	2,8%	2,5%	2,5%	
Revenus per capita	1 423 \$	1 480 \$	1 579 \$	1 647 \$	1 721 \$	1 875 \$	5,7%

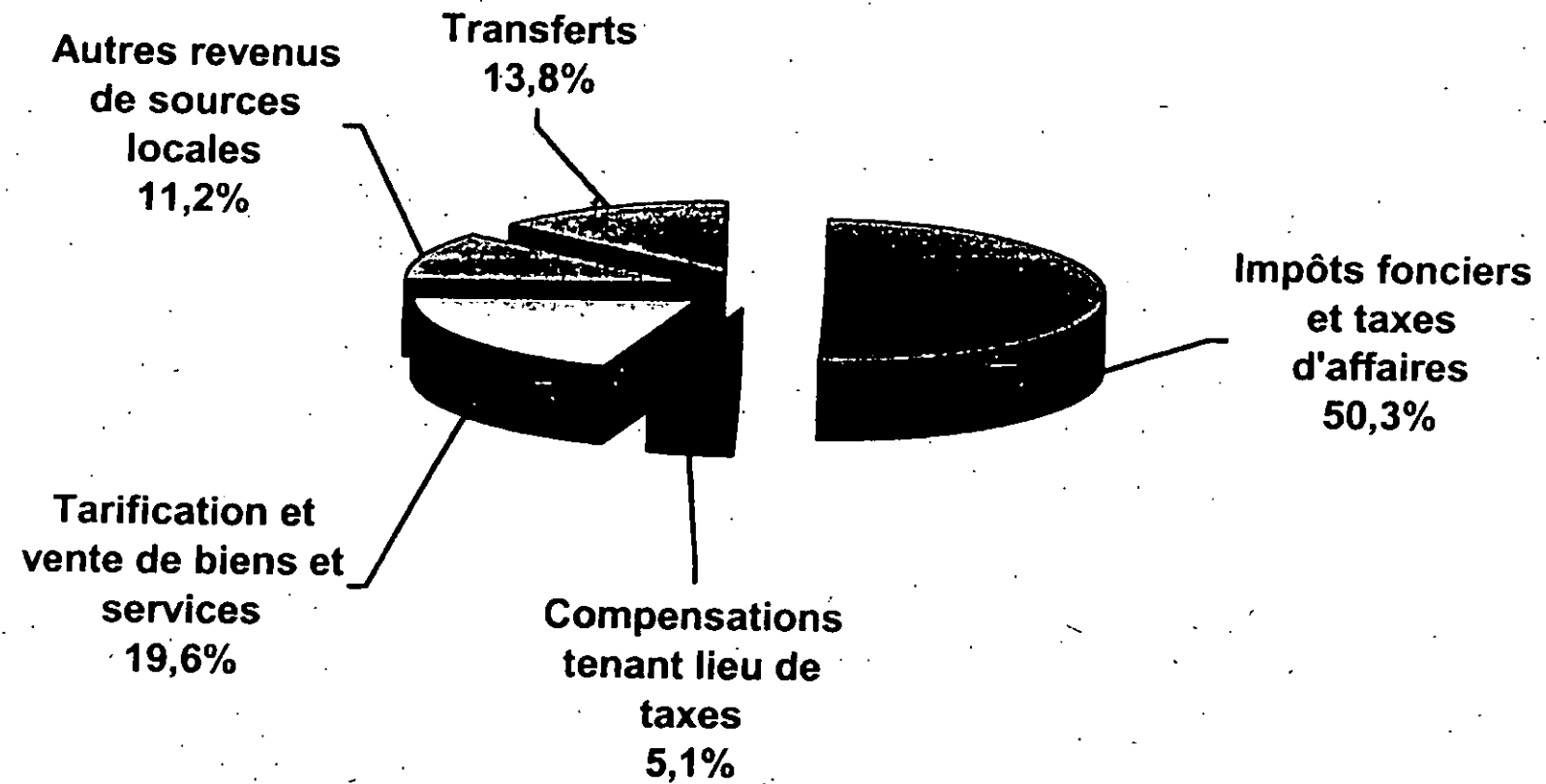
Sources: Revenus des organismes municipaux: rapports financiers des organismes municipaux, site web du MAMROT. PIB et RPD: tableau Statcan 384-0013. RFU: site web du MAMROT; population: ISQ.

Note (1): Incluant compensations pour TGE de 7,1 M\$ en 2002.

GRAPHIQUE 1. RÉPARTITION DES REVENUS DES ORGANISMES MUNICIPAUX (incluant les OPT) EN 2007

	2007	
	en M\$	en %
1 Impôts fonciers et taxes d'affaires	7 242,4	50,3%
2 Compensations tenant lieu de taxes	735,5	5,1%
3 Tarification et vente de biens et services	2 837,5	19,7%
4 Autres revenus de sources locales	1 609,5	11,2%
6 Transferts	1 987,6	13,8%
TOTAL	14 412,4	100,0%

**GRAPHIQUE 1. Répartition des revenus des organismes municipaux
(incluant les OPT) en 2007**



Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Cadre de prévention des risques naturels majeurs; 2 comités : Comité d'expertise sur les glissements de terrain Comité aménagement - risques naturels	2	Mise en œuvre d'un cadre de prévention sur les risques naturels. Assurer la cohérence des actions des ministères et organismes en matière de prévention, établir des priorités d'intervention, préciser les orientations et les attentes gouvernementales en matière de sécurité publique dans les zones exposées à certains risques naturels, élaborer les outils nécessaires aux MRC et aux municipalités locales pour assumer leurs responsabilités en cette matière, etc.	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF et MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Recommandations de projets de travaux de prévention et élaboration de normes et de critères de cartographie.
Chantier sur le développement durable du Comité interministériel sur la recherche et l'innovation (CIRI)	2	En matière de recherche et d'innovation contribuant au développement durable, faire le portrait des travaux en cours de réalisation ou prévus et établir les besoins à combler.	MDEIE, MDDEP, MAMROT, MAPAQ, MTQ, MRNF, MESL, MESS, MFQ, MSSS, MICC	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration de recommandations au CIRI.
Comité analystes eau potable MDDEP	2	Préparer les orientations de révision au Règlement sur la qualité de l'eau potable, s'entendre sur les modifications à apporter au Guide de conception des installations de production d'eau potable et sur le contenu du Guide pour les installations de petits débits.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des modifications ont été apportées au Guide des installations de production d'eau potable (G-1) sur le site web du MDDEP. Le Guide des petites installations (G-2) est en voie d'être complété. Des commentaires ont été émis sur le projet de modification du RQEP en voie d'élaboration.
Comité aviseur des Villages-Relais	3	Suivre la mise en œuvre de la mesure notamment en examinant les dossiers de candidature des municipalités et en étudiant les demandes de reconduction de l'appellation.	MTQ (coordonne ce comité), MAMROT (DDR), MTO, FQM, UMQ, SRQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La mesure des Villages-Relais est en place depuis fin 2006. Pour l'année 2009, le MTQ a reconnu 17 Villages-Relais et environ 14 autres seraient à prévoir pour 2010-2011.
Comité conjoint MAMROT-MDDEP pour les projets de mise aux normes	2	Faire le suivi des projets de mise aux normes des installations de production d'eau potable ciblées par le MDDEP.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le suivi des différents dossiers est assuré par le comité. Les projets, selon l'article 53 du RQEP, doivent être autorisés par le MDDEP. Un plan d'action est en préparation.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité conjoint sur l'aménagement du territoire et l'encadrement des développements domiciliaires à l'extérieur des périmètres d'urbanisation	1	Élaborer un cadre d'aménagement des développements domiciliaires à l'extérieur des périmètres d'urbanisation en remplacement des normes minimales de lotissement actuellement en vigueur.	MDDEP, MAMROT(DGP-DGR)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité nouvellement mis en place.
Comité conjoint UMQ/FQM sur la démocratie municipale	3	Le comité analyse différentes problématiques relatives à la démocratie municipale et formule des recommandations aux instances des deux regroupements de municipalités et du gouvernement du Québec.	UMQ, FQM, MAMROT, Directeur général des élections, Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ), Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ), Ville de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	L'année 2009 ayant été une année d'élection, ce comité n'a tenu aucune réunion à ce jour au cours de l'exercice 2009-2010.
Comité consultatif du secteur public pour le développement de la Porte continentale et du corridor de commerce Québec-Ontario	3	Participer à l'élaboration de la stratégie de développement de la Porte continentale et du corridor de commerce Québec-Ontario. Identifier et proposer des mesures ayant trait à l'harmonisation des processus d'évaluation des impacts sur l'environnement, à la durabilité des corridors et aux éléments d'une vision à long terme. Identifier et proposer des mesures visant à protéger la fonctionnalité des grandes infrastructures de transport aux fins du commerce international.	MTQ, MAMROT, Transports Canada, ministère des Transports de l'Ontario et ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Recommandations au Comité consultatif du secteur public quant à la protection de la fonctionnalité des grandes infrastructures de transport aux fins du commerce international.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur le développement durable de la Porte continentale	3	Participer à l'élaboration de la stratégie de développement de la Porte continentale et du corridor de commerce Québec-Ontario. Identifier et proposer des mesures ayant trait à l'harmonisation des processus d'évaluation des impacts sur l'environnement, à la durabilité des corridors et aux éléments d'une vision à long terme. Identifier et proposer des mesures visant à protéger la fonctionnalité des grandes infrastructures de transport aux fins du commerce international.	MTQ, MAMROT, Transports Canada, ministère des Transports de l'Ontario et ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Recommandations au Comité consultatif du secteur public quant à la protection de la fonctionnalité des grandes infrastructures de transport aux fins du commerce international.
Sous-groupe de travail concernant la protection des corridors	3	Participer à l'élaboration de la stratégie de développement de la Porte continentale et du corridor de commerce Québec-Ontario. Identifier et proposer des mesures ayant trait à l'harmonisation des processus d'évaluation des impacts sur l'environnement, à la durabilité des corridors et aux éléments d'une vision à long terme. Identifier et proposer des mesures visant à protéger la fonctionnalité des grandes infrastructures de transport aux fins du commerce international.	MTQ, MAMROT, Transports Canada, ministère des Transports de l'Ontario et ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Recommandations au Comité consultatif du secteur public quant à la protection de la fonctionnalité des grandes infrastructures de transport aux fins du commerce international.
Comité consultatif sur la sécurité incendie	3	Le comité consultatif en sécurité incendie donne avis au ministère de la Sécurité publique sur toute question relative à la sécurité incendie. Il donne également avis sur toute question que le ministre lui soumet.	MSP, MAMROT, FQM, UMQ, Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ), Association des directeurs municipaux du Québec (ADGMQ) et associations représentatives des intervenants en sécurité incendie	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a tenu deux réunions. Aucun suivi particulier n'a été requis de la part du MAMROT.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité consultatif sur les finances municipales (CCFM)	3	Comité permanent où sont abordées diverses questions et problématiques relatives à la présentation de l'information financière municipale et à différents aspects des finances municipales.	Ordre des comptables agréés (OCAQ), Ordre des comptables généraux licenciés (CGA Québec), Corporation des officiers municipaux agréés (COMAQ), Association des directeurs municipaux (ADMQ), Association des gestionnaires financiers municipaux (AGFMQ), Union des municipalités (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Association des directeurs généraux des MRC (ADGMRCQ), Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Évolution en matière de présentation de l'information financière municipale et des finances municipales en accord avec le milieu.
Comité consultatif sur les municipalités et les administrations locales de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)	3	Conseiller l'Observatoire de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sur la mise en oeuvre et le suivi d'enquêtes statistiques sur les dépenses et les activités des administrations municipales dans le domaine de la culture et du patrimoine.	Observatoire de la culture et des communications du Québec de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), municipalités, UMQ et FQM, organisme Les Arts et la Ville, chercheurs universitaires	240 \$	Publication de la première enquête annuelle sur les dépenses de fonctionnement des municipalités en matière de culture pour l'année 2007.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité d'élaboration du classeur de gestion intégrée des infrastructures	3	Élaboration de fiches descriptives du classeur de gestion intégré des infrastructures urbaines.	CERIU, MAMROT, Consultants spécialités Universitaires	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration d'un classeur de gestion des infrastructures comprenant les 5 grandes sections suivantes : inventaire et caractérisation des réseaux; bilan de l'état et diagnostics des réseaux; plan d'intervention; plan d'investissement et programme de financement.
Comité d'évaluation de la Politique de lutte contre la pauvreté et à l'exclusion sociale Comité d'évaluation sur le renouveau urbain intégré (RUI)	2	À titre de membre du comité, le MAMROT assure un rôle conseil afin d'atteindre les objectifs suivants : Comprendre les conditions favorisant le recours à une approche intégrée et observer les premiers changements dans la dynamique des mises en œuvre des deux ententes.	MESL, MAMROT, MDEIE, MSSS, SHQ, MFA, MESS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Évaluation de la Politique de Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
Comité d'évaluation de la Politique nationale de l'eau (PNE)	2	La Politique nationale de l'eau, adoptée par le gouvernement du Québec en novembre 2002, doit faire l'objet d'une évaluation aux termes des cinq premières années de sa mise en œuvre, tel que prévu par l'engagement 57. Afin de répondre à cet engagement, la Table interministérielle sur la PNE a adopté un mandat d'évaluation. Le MAMROT est responsable de 14 engagements, mais a fait un bilan évaluatif de 7 d'entre eux.	MDDEP, MAMROT, MAPAQ, MRNF, Ministère du Tourisme	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Évaluation de la Politique nationale de l'eau.
Comité d'évaluation des Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 (TICQ-2000)	1	Le comité de gestion de l'entente sur le Programme Travaux d'infrastructure Canada-Québec 2000 doit voir à la réalisation d'une évaluation de ce programme comme prévu à l'article 91 de cette entente. Pour accomplir ce qu'exige cet article, le comité de gestion a créé un sous-comité d'évaluation comme le lui permet l'article 3.4 de l'entente.	MAMROT, DEC, MTQ, Mandat réalisé par l'ÉNAP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Évaluation des Travaux d'infrastructures Canada-Québec-2000.
Comité d'évaluation du Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD)	2	Le mandat prévoit la rédaction d'un cadre d'évaluation 2009-2010 et la production d'un rapport en 2012. Une possible collaboration est envisagée avec le MDEIE pour les actions à venir.	MAMROT, MDEIE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les documents produits sont un mandat et un cadre d'évaluation.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité d'évaluation du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	1	En 2007-2008, l'unité d'évaluation a collaboré avec la DGI afin de produire un rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR). En 2009-2010, il est proposé que la collaboration avec la DGI se poursuive afin de débiter les travaux relatifs à l'évaluation finale du FIMR, dont le rapport sera à remettre au plus tard en mars 2011.	MAMROT, DEC	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Évaluation du Fonds sur l'infrastructure rurale municipale.
Comité d'évaluation du Programme régional d'intégration	2	Évaluer le Programme régional d'intégration du ministère de l'Immigration et Communautés culturelles (MICC) pour appuyer la prise de décision quant à la pertinence du programme. Proposer une analyse sur la mise en œuvre du programme. Analyser le programme afin d'en faire ressortir les forces et les faiblesses. Outiller les décideurs pour reformuler le programme.	MICC, MAMROT à titre d'observateur	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Discussions sur la méthodologie à utiliser pour procéder à l'évaluation du programme.
Comité de concertation - Accès aux rives (CCAR)	3	Gestion concertée entre différents intervenants pour assurer une gestion efficace des interventions et des ressources.	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, MDDEP, MAMROT, MTO, Env. Can, Parcs Canada, MRNF, Féd. Qué. Chasse Pêche, Pêches et Océans Canada, MTQ, Santé Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le MAMROT a participé à deux rencontres en 2009-2010. La méthode pour faire l'inventaire des accès aux rives est en discussion.
Comité de conservation et d'utilisation efficace de l'eau des Grands lacs	2	Formuler des objectifs de conservation et d'utilisation efficace de l'eau qui guideront par la suite l'élaboration des objectifs et programmes de conservation de l'eau de chaque gouvernement.	MAMROT, MDDEP, MCE, MRNF, MAPAQ, MDEIE, MRI, MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Commentaires transmis et acceptation des objectifs généraux. Modalités de mise en œuvre en voie d'élaboration par le MDDEP.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de coordination (ComCo) du Comité interministériel sur la recherche et l'innovation (CIRI)	2	Comité technique du CIRI. Concerner les interventions gouvernementales en matière de recherche et d'innovation.	MAMROT, MAPAQ, MCCCCF, MDDEP, MDEIE, MELS, MESS, MFQ, MFA, MICC, MJ, MRQ, MRI, MRNF, MSG, MSSS, MSP, MTQ, MTRAV	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Actions gouvernementales davantage concertées.
Comité de coordination de l'Université rurale du Québec	3	Faire le choix des lieux et des thématiques de l'Université rurale québécoise qui se tient tous les deux ans et assurer le suivi général de la tenue et de l'évaluation de l'évènement.	Représentants des différentes constituantes de l'Université du Québec, CLD, SADC, SRQ et MAMROT (DDR)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	L'Université rurale 2009 s'est tenue au Lac-Saint-Jean dans trois MRC sur une période de cinq jours et a rejoint plus de 350 personnes. La prochaine Université rurale québécoise se tiendra en septembre 2011.
Comité de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	2	Assurer le suivi du plan d'action en matière de violence conjugale de même que celui du plan d'action en matière d'agression sexuelle.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), Justice, MSSS, MSP, MESS, MELS, MFA, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), MICC	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni à cinq reprises à Québec et a organisé, à Québec, une journée de sensibilisation sur l'exploitation sexuelle.
Comité de coordination nationale de l'Engagement jeunesse	2	Identifier, analyser et classer des éléments de problématiques de mise en œuvre de l'Engagement jeunesse comme les bonnes pratiques de celui-ci.	Secrétariat à la jeunesse (SAJ), MELS, MESS, MICC, MSSS, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni à deux reprises. Il a examiné les résultats de l'Engagement jeunesse dans les différentes régions du Québec et a préparé la rencontre du Comité interministériel de l'Engagement jeunesse, composé des sous-ministres adjoints des ministères impliqués.
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Montréal – Eau potable)	3	Assurer la gestion de l'entente.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructures Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion s'est réuni le 13 novembre 2008 et le 17 juillet 2009.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de gestion de l'entente Canada-Québec sur le FCIS (Ville de Québec – rivière Saint-Charles)	3	Assurer la gestion de l'entente.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructures Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion s'est réuni le 23 mai 2008 et le 24 février 2009.
Comité de gestion du Programme de redistribution aux municipalités des redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles	3	Veiller à la mise en œuvre du programme de redistribution aux municipalités de 85 % des redevances à l'élimination perçues en application du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles.	MDDEP, Recyc-Québec, FQM, UMQ, CMM, Ville de Montréal, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les modalités de versement du programme ont été déterminées.
Comité de liaison sur l'Entente de développement culturel	2	Actualiser le cadre de référence pour un partenariat durable avec le milieu municipal.	MCCCF, UMQ, FQM, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de liaison examine les éléments conceptuels, les modalités de gestion et convient des ajustements à apporter au cadre de référence.
Comité de normalisation BNQ* 1809-300 * Bureau de normalisation du Québec	3	Assurer la mise à jour du devis intitulé «Travaux de construction – Clauses techniques générales – Conduites d'eau potable et d'eaux usées ».	ACRGTQ, AICQ, AIMQ, BNQ, MAMROT, MDDEP, MTQ, OIQ, RÉSEAU environnement, Ville de Québec, Ville de Montréal, Représentants des différents fabricants	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Aucune activité en 2009-2010. Le comité demeure et une révision pourrait être amorcée en 2010-2011.
Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal	3	Partager l'information sur les grandes orientations en matière de transport et identifier les besoins d'intervention et les modes de collaboration. Trois comités techniques dépendent de ce comité : le Comité technique sur les structures municipales, le Comité technique sur le transport adapté des personnes et le Groupe de travail sur la sécurité routière en milieu municipal.	MTQ, MAMROT, UMQ, FQM, Ville de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité ne s'est pas réuni.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de pertinence de la Société de gestion pour la promotion des saines habitudes de vie	3	Faire des recommandations sur les projets devant faire l'objet d'un soutien financier, sur l'ampleur et la durée de ce soutien ainsi que sur les conditions s'y rattachant.	Fondation Lucie et André Chagnon, MELS, MSSS, CRÉ, MAMROT, Université de Montréal, INSPQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Lors de la dernière année, il y a eu un appel de projet. Quatre projets ont été acceptés par le conseil d'administration de la société.
Comité de pilotage « Enjeux municipaux » PACC-26 – Ouranos	3	Le comité de pilotage assure le développement harmonieux et cohérent de la programmation scientifique de la thématique « Enjeux municipaux » du PACC-26. Il fournit avis, conseils et expertise. Il est chargé de suivre les étapes de réalisation des projets, d'en assurer la coordination, d'en faire rapport au comité directeur et de lui formuler des recommandations.	MAMROT, MDDEP, Ouranos	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les réunions du comité sont tenues au besoin sur la base des projets présentés. Il y a eu quatre rencontres en 2009-2010. 6 projets ont été analysés. Un projet a obtenu la recommandation du comité et a été adopté par le CA d'Ouranos; un deuxième a été recommandé et est en processus d'analyse par un comité technique pour adoption subséquente par le CA; 4 projets ont fait l'objet de demandes de modifications ou de précisions.
Comité de pilotage OURANOS	3	Formuler les axes de recherche prioritaires pour la thématique « Enjeux municipaux » en lien avec les changements climatiques.	OURANOS, MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Formuler les axes de recherche prioritaires : systèmes de production et de distribution d'eau potable; réseaux de collecte et de traitement des eaux usées; portrait des impacts et vulnérabilités liés aux pratiques actuelles d'aménagement du territoire. Cinq rencontres déjà tenues.
Comité de prévention des principaux risques naturels	2	Assurer la planification et la réalisation de moyens et d'outils de communication prévus par la stratégie de communication gouvernementale et des priorités d'action identifiées par le Comité interministériel de prévention (sous-ministres). Assurer la cohérence et la complémentarité des actions de communication ministérielles. Consigner et faire le suivi des actions de communication gouvernementales et ministérielles.	MSP, MAMROT, MTQ, MDDEP, MRNF, Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Approbation de la Stratégie gouvernementale. Élaboration de lignes de presse. Validation de documents produits par des partenaires.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de programmation d'Ouranos sur l'environnement côtier maritime du Québec	3	Formation d'un comité de programme multidisciplinaire et multi-institutionnel dans le but d'élaborer une programmation 2010-2014 sur l'environnement côtier maritime du Québec.	Ouranos, MAMROT, MSP, MTQ, MDDEP, MRNF, UQAR, Pêches et Océans Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité nouvellement mis en place.
Comité de programme Infrastructures et enjeux municipaux - Impacts et Adaptation Ouranos	2	Faciliter l'adaptation aux changements climatiques de l'environnement bâti dans le sud du Québec grâce au développement d'études de cas représentatifs, reproductibles et impliquant le milieu municipal.	Ouranos, MAMROT, MDDEP, MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni à trois reprises. Des propositions de recherche ont été examinées. Un cadre d'analyse a été élaboré.
Comité de programme OURANOS « environnement bâti – sud du Québec »	3	Conseiller OURANOS sur les objectifs des programmes et évaluer la pertinence des projets de recherche.	OURANOS, MAMROT, MTQ, Consultants et Villes	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Proposition pour l'initiative de collaboration pour l'adaptation régionale (ICAR).
Comité de réalisation d'initiative de lutte contre la malversation et la corruption	3	Documenter les stratagèmes de malversation, proposer des solutions législatives et réglementaires et faciliter les échanges entre les partenaires.	MRQ, MTQ, MSPQ, MJQ, CCQ, MAMROT, SQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Quatre rencontres déjà tenues.
Comité de sélection du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée	3	Sélectionner des projets déposés et-suivi, en partenariat avec le MRI, du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée.	MRI, MAMROT, Délégation générale du Québec à Paris, Consulat général de France à Québec, Ministère des Affaires étrangères et européennes (France), Association des Régions de France	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Lors de l'appel de projets 2009, 21 projets ont été déposés et 19 projets ont été acceptés. Un nouvel appel de projets sera lancé au printemps 2010 pour les années 2010-2012.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de sélection du prix sécurité routière	3	Analyser les propositions soumises pour recevoir le prix.	AQTR, MAMROT, MTQ, SAAQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Aucune participation du MAMROT en 2009 et en 2010.
Comité de suivi de l'application du taux de taxe distinct aux immeubles agricoles.	3	Assurer le suivi de l'application par les municipalités du taux de taxe distinct aux exploitations agricoles afin d'atténuer les déplacements fiscaux affectant ces dernières.	MAMROT, MAPAQ, UPA, UMQ, FQM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les deux réunions du comité (2009-06-25 et 2010-02-05) ont permis de discuter du projet de rapport sur l'application du taux agricole distinct par les municipalités en 2009 et au cours de la période 2007-2009. Le rapport est en validation auprès des participants.
Comité de suivi du projet de recherche sur l'aménagement du territoire et la gestion durable de la ressource eau souterraine	2	Assurer le suivi des travaux de recherche portant sur l'aménagement du territoire et la gestion durable de la ressource eau souterraine.	MDDEP, MAMROT(DGP-DGR), AARQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité nouvellement mis en place.
Comité de suivi en matière de médiation contractuelle dans le secteur municipal	3	Promouvoir l'inclusion d'une clause de médiation dans les contrats municipaux.	MAMROT, UMQ, FQM, ADGMQ, ADGMRCQ, ADMQ, AIMQ et Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ), Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration d'un système de médiation facultatif adapté pour le secteur municipal au Québec. Le projet est en voie d'achèvement.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de suivi et d'évaluation de l'entente de principe sur la décentralisation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	Assurer la mise en œuvre de l'entente de principe et examiner toute problématique y afférente. Coordonner les étapes et les activités préalables à la délégation (canevas d'entente avec les MRC, guides, normes et procédures, développement d'interfaces, plan de transfert, plan de communication, canevas de rapport, etc.). Évaluer l'entente à l'issue de ses deux premières années d'application.	MAMROT, MRNF, Finances et Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des premières ententes de délégation ont été signées avec les MRC de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean en février 2010.
Comité de suivi et d'évaluation de la Stratégie d'action jeunesse	2	Pour la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, collecter et rendre disponibles les résultats d'évaluation, contribuer à l'analyse de ces résultats et assurer le suivi des évaluations et de l'état de réalisation des mesures.	Tous les ministères et organismes qui sont responsables d'au moins une mesure du Secrétariat à la jeunesse (SAJ)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Aucune rencontre n'a été tenue au cours de l'année financière 2009-2010.
Comité de travail diversification et circuits courts de commercialisation en agro-alimentaire	2	Élaborer des stratégies et un programme visant à développer des circuits courts pour la mise en marché des produits agricoles et appuyer la diversification des entreprises de transformation et de distribution alimentaires.	MAPAQ (coordonne ce comité), MSSS, MAMROT (DDR)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les travaux de ce groupe ont débouché sur un nouveau programme du MAPAQ « Diversification et circuit court en région ». Le programme a été lancé en mai 2009. Une représentante de la DDR siège sur le comité d'évaluation des projets de portée Québec (projet touchant plus d'une région). Le comité s'est rencontré deux fois en 2009-2010.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité de travail sur la gouvernance et le financement du transport collectif métropolitain	3	Instaurer un mode de financement métropolitain du transport collectif, dans une perspective de simplification, de manière à le rendre plus transparent et équitable. Apporter des modifications à la gouvernance du transport collectif métropolitain dans une perspective de renforcement de l'imputabilité des élus municipaux.	Mandataire, Réal Mireault, Ministères et organismes gouvernementaux, AMT, MTQ et MAMROT, Municipalités, Montréal, Laval et Longueuil, Municipalités régionales de comté, Table des préfets et des élus de la couronne Nord, MRC L'Assomption, MRC Les Moulins et MRC Roussillon, Sociétés de Transport, STM, STL et RTL, Conseils intermunicipaux de transport, ACIT, CIT Vallée-du-Richelieu et CIT Laurentides, CMM et RCGT, autres	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Deux rencontres du comité technique : 15 avril 2009 et 21 avril 2009. Trois rencontres du comité technique restreint: 3 juillet 2009, 29 juillet 2009 et 21 août 2009. Deux rencontres avec les élus municipaux : 7 mai 2009 et 4 février 2010. Un rapport intérimaire a été déposé en octobre 2009 faisant état de l'avancement des travaux du comité. Lors de la rencontre du 4 février 2010, les membres du comité des élus sont parvenus à une position consensuelle sur le financement et à un rapprochement sur la gouvernance.
Comité de travail sur le projet de règlement d'application de l'article 32 de la LQE	2	Élaboration d'un projet de règlement d'application de l'article 32 visant à soustraire à l'autorisation certains projets d'aqueduc et d'égouts et à regrouper certaines demandes d'autorisation dans un plan directeur sur 5 ans, et élaboration d'un guide de mise en œuvre de ce projet de règlement.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Projet de Règlement et Guide d'application élaborés en fonction des orientations du comité directeur ci-dessus. Règlement prépublié pour consultation publique.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité des partenaires de la ruralité	3	Conseiller le ministre dans la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et assurer une synergie dans les actions menées par les différents partenaires ainsi que faciliter la diffusion de l'information et la promotion de la ruralité.	Présidé par le ministre et composé des présidents de : Solidarité rurale du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Association des CLD et du premier vice-président de l'Union des municipalités du Québec	200,37 \$	Le Comité a tenu quatre rencontres. Il y a eu aussi trois rencontres du comité technique qui soutient les travaux du Comité.
Comité des répondants de l'article 54 de la Loi sur la Santé publique	2	Voir à ce que les impacts éventuels sur la Santé publique soient analysés lors de l'élaboration des mesures prévues par des lois ou des règlements.	MSSS, MAMROT, SCT, MDDEP, MAPAQ, MCE, MCCCCF, MELS, MESS, MFQ, MDEIE, MRI, MTRAV, MJQ, MSP, MICC, MTQ, MRNF, MESS, MFA, MTQ, MRQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Une réunion a eu lieu en 2009. Les participants ont reçu des informations du MSSS expliquant les dispositions de la loi.
Comité des répondants ministériels sur les saines habitudes de vie	2	Assurer la mise en œuvre des actions du plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie, afin d'atteindre les objectifs à l'intérieur du délai prévu.	MSSS, MELS, MAPAQ, MFA, MAMROT, MESS, MTQ, INSPQ, OPC, SAJ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Suivi du plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie.
Comité directeur d'initiative de lutte contre la malversation et la corruption	3	Documenter les stratagèmes de malversation, proposer des solutions législatives et réglementaires et faciliter les échanges entre les partenaires.	MTQ, MJQ, MSPQ, SQ, MAMROT, RBQ, MRQ, CCQ, MFQ, SCT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Une rencontre déjà tenue.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité directeur du projet l'École éloignée en réseau	3	Structurer, soutenir et financer le fonctionnement d'une centaine d'écoles éloignées en réseau dans plus de 30 commissions scolaires. Le projet sert à accompagner techniquement et professionnellement les expériences en favorisant le transfert d'expertise et en réalisant une évaluation.	Le MELS préside ce comité (un sous-ministre adjoint), Confédération des syndicats du Québec, Cefrio, MAMROT (DDR), Fédération des commissions scolaires du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	En continu.
Comité directeur du service de la gestion des adresses municipales (SGAM)	3	Sous la gouverne du MSG, développer un registre d'adresses commun pour les opérations des différents ministères.	DGEQ, MRNF, MAMROT, MTQ, MSG, MSP, Sûreté du Québec, MSSS, Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration d'un plan d'affaires pour la gestion des adresses municipales.
Comité directeur québécois sur la gestion environnementale des sels de voirie	3	Élaborer la stratégie québécoise pour une gestion environnementale des sels de voirie.	MTQ, MAMROT, MDDEP, UMQ, FQM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un projet de stratégie a été élaboré. Des discussions sont en cours quant aux préparatifs nécessaires à la mise en oeuvre de celle-ci.
Comité directeur sur le projet de règlement d'application de l'article 32 de la LQE	2	Orienter l'élaboration et valider le projet de règlement d'application de l'article 32 visant à soustraire à l'autorisation certains projets d'aqueduc et d'égouts et à regrouper certaines demandes d'autorisation dans un plan directeur sur 5 ans, ainsi que le guide de mise en œuvre.	MAMROT, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les orientations ont été définies, transmises au comité de travail et les documents produits par le comité de travail ont été validés.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité exécutif et conseil d'administration de Solidarité rurale du Québec	3	Promouvoir la revitalisation et le développement du monde rural, de ses villages et de ses communautés, de manière à renverser le mouvement de déclin et de déstructuration des campagnes québécoises.	Fédération des cégeps, Assemblée des évêques catholiques du Québec, Cercles de fermières, CSP, FTQ, CSN, Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent Fédération des Caisses Desjardins du Québec, UPA, Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux, Union des municipalités du Québec, Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec, Université du Québec, Union paysanne, Table nationale des Corporations de développement communautaire et MAMROT (DDR-observateur)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Veiller à la bonne gestion de l'organisme. En 2009-2010, le Comité exécutif s'est réuni quatre fois et le Conseil d'administration quatre fois.
Comité interministériel (de nature technique), institué à l'initiative du MAPAQ, pour définir les suites au rapport Ouimet	2	Proposer des pistes de solution dans l'esprit des recommandations du mandataire (M. Bernard Ouimet) désigné par le ministre du MAPAQ.	MAPAQ et MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni pour définir les suites à donner au rapport Ouimet les 30 septembre et le 3 novembre 2009, ainsi que le 8 février 2010. Les résultats pourront prendre plusieurs formes dont la modification de lois, d'orientations gouvernementales en aménagement, de programmes, etc.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel ACCORD	3	Analyser les stratégies et les plans d'action de chacun des créneaux d'excellence dans le cadre du projet ACCORD. Identifier et préciser, au besoin, les contributions possibles du ministère et les projets ou actions les plus déterminantes pour la mise en œuvre des plans d'action.	MAMROT, MDEIE, ministères sectoriels concernés, comités régionaux ACCORD	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Analyse de la stratégie et du plan d'action de 41 créneaux d'excellence.
Comité interministériel Baie Missisquoi	2	Faire le suivi des actions requises pour améliorer la qualité de l'eau du bassin versant de la baie Missisquoi.	MAMROT, MDDEP, MAPAQ, MSSS, FAPAQ, MTQ, CBVBM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Rapport annuel préparé par le MDDEP. Le MAMROT est en support au MDDEP.
Comité interministériel concernant la gestion des niveaux et des débits des eaux du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent	2	Suivre les travaux de révision par la Commission mixte internationale Canada-États-Unis de l'ordonnance relative à la régularisation des niveaux et des débits d'eau entre le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent, jusqu'à la prise de décision des gouvernements canadien et américain. Conseiller le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs sur les positions à prendre.	MDDEP, MTQ, MAMROT, MRNF, MSP, MRI, MDEIE, MCE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a continué de collaborer pour le suivi de la position du gouvernement du Québec concernant les « Options en matière de gestion des niveaux et débits du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent » proposée par la Commission mixte internationale (CMI) sur la gestion des débits et niveaux des eaux du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent, telle qu'exprimée au gouvernement fédéral en juin 2008.
Comité interministériel d'Adresses Québec	3	Maintenir à jour une géobase d'adresses civiques pour tout le territoire municipalisé; une entente de production a été signée à l'automne 2004 en se basant notamment sur les rôles de l'évaluation foncière des municipalités du Québec.	MTQ, DGE, MRNF, MAMROT	104 000 \$	Mise à jour annuelle de la géobase d'adresses civiques pour les opérations des différents ministères et organismes.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011

Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel de communication Montréal-Nord	2	Faire circuler l'information, connaître et partager toutes les initiatives ministérielles, préparer des lignes de presse ainsi que les sorties publiques des ministres.	MAMROT, MSP, MESS, MICC, SHQ, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les membres du comité se sont rencontrés le 26 novembre 2009. Le gouvernement est toujours en attente du dépôt du plan d'action de Montréal en santé, bien qu'un plan d'action de l'arrondissement ait déjà été déposé. Étant donné que la situation est stationnaire et qu'il n'y a pas d'annonces publiques à l'horizon, il n'y a pas lieu de tenir une nouvelle rencontre des membres du comité de communication. Dès qu'un ministère sera à nouveau interpellé pour participer à une annonce publique, le comité tiendra une rencontre pour préparer des lignes de presse à la lumière des nouveaux développements et avec une mise à jour de l'information.
Comité interministériel de coordination en économie sociale	1	Veiller à ce que les acteurs régionaux et locaux soient en mesure d'utiliser efficacement les outils mis à leur disposition dans le cadre du plan d'action en vue de leur permettre de répondre aux enjeux et aux défis auxquels ils doivent faire face : faire le point sur la mise en oeuvre du plan d'action ; assurer une intervention coordonnée, efficace et uniforme du gouvernement dans le soutien et la mise en valeur de l'économie sociale au Québec ; échanger sur des problématiques et des enjeux sectoriels ou transversaux liés au développement de l'économie sociale ; prendre connaissance de l'information relative aux travaux des groupes de travail et des comités interministériels.	MAMROT, MESS, MCCCCF, MDEIE, MFA, MICC, MSSS, SAA et SAJ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Partage des informations concernant les activités de la dernière année et validation d'un tableau de bord. Il a été convenu de tenir deux rencontres par année pour assurer le suivi du plan d'action.
Comité interministériel de la Route verte	2	S'assurer de l'harmonisation des différents programmes afin de faciliter la réalisation de la Route verte. Analyser et accepter les tracés et les ajouts à la Route verte. Recommander au gouvernement les mesures, les programmes ou les dépenses susceptibles d'assurer la réalisation de la Route verte, sa promotion et sa mise en marché.	MTQ, MAMROT, MRNF, MESS, MDEIE, MELS, Tourisme, MDDEP, MAPAQ, Secrétariat à la jeunesse, Vélo Québec Association	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Suivi de l'état d'avancement de la Route verte.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	2	Informar les différents ministères de l'évolution des travaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Coordonner les contributions des différents ministères. Valider les orientations, politiques ou mesures développées.	MESS, MELS, MICC, MFA, MAMROT, Travail, OPHQ, Finances, MSSS, SHQ, MDEIE, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat aux aînés, Emploi-Québec et Secrétariat aux affaires autochtones	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les membres de ce comité ont été appelés, dans le cadre des travaux menant à l'élaboration du deuxième plan d'action gouvernementale, à commenter les documents de consultation ; à recenser les instances de concertation existantes; à identifier les montants investis, par ministère, en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à proposer des mesures nationales.
Comité interministériel de mise en oeuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands-Lacs et du fleuve Saint-Laurent.	2	Élaborer un plan d'action contribuant à la mise en oeuvre du cadre de gestion des prélèvements d'eau comprenant notamment l'interdiction des dérivations d'eau hors bassin, l'élaboration de politiques et programmes de conservation et d'utilisation efficace de l'eau et l'évaluation des impacts cumulatifs des prélèvements d'eau.	MDDEP, MAMROT, MDEIE, MRNF, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité s'est réuni à deux occasions. Des propositions pour l'élaboration du plan d'action y sont présentement discutées.
Comité interministériel de suivi de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées	2	Dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées, échanger de l'information sur les mesures prises par les différents ministères, identifier et analyser les problématiques rencontrées lors de la mise en oeuvre de cette Stratégie.	MESS, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), MAMROT, MELS, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), SCT, MFA, MDEIE, MSSS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni à cinq reprises : le 29 août 2008, le 20 janvier 2009, le 21 avril 2009, le 9 septembre 2009 et le 18 février 2010. La Direction générale des politiques a été présente le 18 février; la Direction des communications y siégeait auparavant. Ce comité a examiné l'avancement des mesures des différents ministères présents et a présenté des faits nouveaux concernant l'emploi des personnes handicapées.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	2	Comité interministériel d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Son rôle est d'accompagner le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 et favorise la coordination et l'harmonisation des interventions des différentes organisations composant l'administration publique.	MDDEP, ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Adoption des orientations, mécanismes et outils de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 : mécanismes de suivi et de rapports de la Stratégie; projet d'une première liste d'indicateurs de développement durable; suivi du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels; premier rapport annuel (2008-2009) de mise en œuvre de la Stratégie.
Comité interministériel du Portail gouvernemental avec une thématique environnement	2	Rédiger un dossier d'affaires permettant de définir l'envergure et l'architecture informationnelle du Portail gouvernemental avec une thématique environnement	MDDEP (porteur du dossier), MAPAQ, MRNF, MTQ, MAMROT, CSPQ, MSG, Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Terminé à l'automne 2009, à tout le moins, en ce qui concerne la participation de l'équipe de contributeurs.
Comité interministériel pour le prolongement de la route 138 en Basse-Côte-Nord	2	Déterminer une Stratégie gouvernementale pour la réalisation de la route 138 en Basse-Côte-Nord.	MTQ, MAMROT, MDDEP, SAA, MTO, MESS, MRNF	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité a débuté ses travaux en décembre 2009. Les travaux ont jusqu'à maintenant consisté à recueillir et à synthétiser des informations en provenance des m/o participants.
Comité interministériel rivière Yamaska	3	Faire le suivi des actions requises pour améliorer la qualité de l'eau du bassin versant de la rivière Yamaska.	MAMROT, MDDEP, MFF, MSP, RRSSS, MAPAQ, MSSS, MDEIE, MTQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Deux rencontres par année. La DGI est en support à la direction régionale du MAMROT. Mandat axé principalement sur l'identification des risques de pénurie d'eau potable occasionnée par le faible débit d'étiage de la rivière.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur l'accessibilité Web	2	Élaboration de standards sur l'accessibilité Web (capacité d'un site Web à être utilisé par une personne handicapée, peu importe ses incapacités et les moyens utilisés pour les atténuer) s'appliquant aux sites Web des ministères et organismes, aux documents téléchargeables et au multimédia, qu'il soit public, sur intranet ou sur extranet.	MSG, OPHQ, MAMROT, MCE, SCT, MESS, MSSS, CSPQ, RRQ, MRNF, MDEIE, MSP, MFA, MELS, MTQ, MJQ, BANQ, Services Québec, Revenu Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	3 projets de standards sur l'accessibilité Web ont été élaborés et commentés : Standard sur l'accessibilité d'un site Web; Standard sur l'accessibilité d'un document téléchargeable; Standard sur l'accessibilité du multimédia dans un site Web.
Comité interministériel sur l'accord de la qualité de l'Eau des Grands Lacs	2	Suivre les travaux de la Commission mixte internationale sur la révision de l'accord sur la qualité de l'eau des Grands Lacs et conseiller le MDDEP sur les positions à adopter par le Québec sur les 11 sous-comités chargés de réviser l'accord.	MAMROT, MDDEP, MTQ, MRNF, MCE, MAPAQ, MRI	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Commentaires transmis sur la position du Québec en vue d'une révision. Suivi à effectuer lorsqu'un projet d'entente révisé sera soumis par la CMI.
Comité interministériel sur l'action communautaire	2	Assurer la transparence et l'harmonisation des pratiques administratives gouvernementales en ce qui concerne les organismes communautaires. Répondre à des mandats particuliers, notamment collaborer à la détermination d'orientations gouvernementales en matière d'action communautaire.	MESS, MELS, SHQ, MDDEP, MCCCCF, MSSS, MICC, MCE, Finances, Justice, MSG, MDEIE, OPHQ, MFA, SAAQ, MRI, MSP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les rencontres ont permis au comité de se donner des orientations en matière d'action communautaire: notamment le soutien à l'adoption de bonnes pratiques de reddition de comptes et le réseautage interministériel dans la mise en oeuvre de programmes adaptés à la réalité des organismes sur le terrain.
Comité interministériel sur l'itinérance	2	Élaborer un plan d'action interministériel en matière de lutte à l'itinérance.	MSSS, MESS, MELS, MJQ, MSP, MAMROT, SHQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Quatre rencontres tenues. Un plan d'action interministériel réalisé.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur la diversité biologique (CIDB)	2	Préparer et superviser l'élaboration de la Stratégie québécoise sur la diversité biologique 2010-2015.	MDDEP, MAMROT, MRNF, MAPAQ, MTO, MDEIE, MTQ, MELS, MSP, MSSS, MCE, MRI	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Production d'une version préliminaire de la stratégie. Le MAMROT a participé à trois rencontres en 2009-2010.
Comité interministériel sur la problématique des changements climatiques au Nunavik et particulièrement au Village de Salluit	1	Procéder au suivi des interventions du MAMROT (porteur du dossier) en vue de répondre aux différents mandats octroyés par le conseil des ministres relativement aux changements climatiques et à l'impact de la fonte du pergélisol au Nunavik. Pour le village de Salluit : caractériser les sols, l'état du pergélisol et le climat ; évaluer la possibilité de réutiliser des sites déjà construits ; étudier des scénarios d'intervention et réaliser des mesures ponctuelles de mitigation. Pour l'ensemble des villages nordiques : faire un examen de la problématique de la fonte du pergélisol et réaliser un guide de bonnes pratiques de construction sur pergélisol et de gestion municipale.	MAMROT, MDDEP, SAA, MSSS, MRNF, MTQ, MSP, MELS, SHQ, Hydro-Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les rencontres ont permis de mettre à profit les connaissances et l'expertise technique et scientifique de chaque membre, de mieux arrimer les différents projets des ministères et organismes à Salluit et dans les autres villages, d'octroyer des contrats (d'ingénierie, de forages, de suivi scientifique, d'aménagement) et de connaître les besoins de chaque membre en matière d'aménagement et d'infrastructures.
Comité interministériel sur la recherche et l'innovation (CIRI)	2	Concierter les interventions gouvernementales en matière de recherche et d'innovation.	MAMROT, MAPAQ, MCCCCF, MDDEP, MDEIE, MELS, MESS, MFQ, MFA, MICC, Justice, MRQ, MRI, MRNF, MSG, MSSS, MSP, MTQ, MTRAV	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Actions gouvernementales davantage concertées.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur la régionalisation de l'immigration	3	Concerter les principaux partenaires concernés par la régionalisation de l'immigration et considérer toutes les préoccupations pertinentes.	Fédération des chambres de commerce du Québec, FQM, Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, Conférences régionales des élus, UMQ, MAMROT, MESS, MICC	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Mise en place du comité et définition du mandat.
Comité interministériel sur la stratégie d'achat public socioresponsable	3	Élaborer et voir à la mise en œuvre d'une stratégie visant la promotion de l'achat public socioresponsable, c'est-à-dire de l'approvisionnement, par les organisations publiques, parapubliques et municipales, de biens et de services provenant des entreprises d'économie sociale.	MAMROT, SCT, MELS, CSPQ, MESS, MSSS et MDEIE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La dernière rencontre a été tenue le 23 mars 2009. Les travaux seront relancés prochainement visant la réalisation et le déploiement d'une stratégie d'achat public socioresponsable.
Comité interministériel sur les changements climatiques (CICC)	2	Échanger et prendre des décisions sur des sujets (stratégie ou plan gouvernemental, entente, événements, etc.) provinciaux, canadiens ou internationaux relatifs aux changements climatiques (CC) et qui concernent plusieurs ministères et organismes. Élaborer des stratégies gouvernementales d'intervention.	MDDEP, MAMROT, MSP, MAPAQ, MDEIE, MFQ, MRI, MRNF, MSSS, MTQ, Agence de l'efficacité énergétique, SAAQ, MCE, MTO	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Élaboration du plan d'action 2006-2012 de lutte contre les changements climatiques. Meilleure concertation interministérielle sur la négociation d'ententes avec le gouvernement fédéral. Diffusion de l'information stratégique relative aux changements climatiques dans tous les ministères et organismes. Sensibilisation accrue des ministères et organismes sur la nécessité de la réduction des gaz à effet de serre (GES) et de l'adaptation aux changements climatiques.
Comité interministériel sur les espèces exotiques envahissantes	2	Favoriser le maillage et la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement du Québec dans les domaines de la prévention, de la détection, du contrôle et de l'éradication des espèces exotiques envahissantes.	MDDEP, MTQ, MRNF, MTO, MSP, MAPAQ, MDEIE, SEPAQ, MRI, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité se réunit de trois à quatre fois l'an. Le comité a notamment fourni les informations concernant l'agrile du frêne, ce qui a permis l'adoption de mesures diverses pour contrer la propagation de cette espèce d'insecte.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité interministériel sur les portraits régionaux des entreprises d'économie sociale en aide domestique	1	Sur la base des portraits de la situation des entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD), formuler des recommandations au gouvernement en vue d'optimiser les interventions dans ce domaine.	MAMROT, MESS, MCCCCF, MDEIE, MFA, MICC et MSSS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Mise en place du comité et définition du mandat. Des portraits régionaux sont en cours d'élaboration.
Comité interministériel sur les risques technologiques	2	Étudier la question de la contribution de l'aménagement du territoire à la gestion des risques technologiques et mettre en place des outils pour assurer une plus grande prise en compte de ces risques dans les documents de planification territoriale.	MDDEP, MSSS, MSP et MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Développement de critères d'acceptabilité des risques industriels majeurs. Réalisation en cours d'un guide de sensibilisation aux risques industriels majeurs destiné aux municipalités.
Comité interministériel sur les véhicules hors route	2	Faire le suivi des mesures adoptées par le Conseil des ministres à la suite de la Commission parlementaire sur les VHR et de l'application de la Loi sur les véhicules hors route.	MTQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MSSS, MDEIE, MELS, MSP, MRNF, Tourisme Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un rapport concernant la mise en œuvre des mesures adoptées en 2006 a été déposé à l'Assemblée nationale par le ministre délégué aux Transports. La plupart des mesures ont été mises en œuvre. Plusieurs sont maintenues dont la planification régionale par les CRÉ.
Comité interministériel technique sur la ruralité	1	Faciliter la mise en œuvre des 54 engagements ministériels inscrits à la Politique nationale de la ruralité 2007-2014, participer au suivi des engagements, et selon le cas, aux groupes de travail et laboratoires ruraux et participer à la démarche visant à identifier les problématiques et pistes de modulation de l'action gouvernementale pour tenir compte des spécificités des milieux ruraux.	MAMROT (DDR), MTQ, MESS, MRNF, MELS, MICC, SHQ, MSSS, MAPAQ, MCCCCF, Ministère du Tourisme, Secrétariat à la jeunesse, MDDEP, MDEIE, MSG, MFA, ministère des Finances et Financière agricole	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité interministériel de la ruralité est en place depuis l'élaboration de la première politique. Son mandat est de nature continue. Pour la Politique nationale de la ruralité 2007-2014, outre avoir participé à préparer le tableau de suivi des 54 mesures inscrites à la politique et suivre la mise en oeuvre de celles-ci au sein de chaque ministère ou organisme, en 2009-2010, le comité a été sollicité dans le cadre de l'examen de la Politique nationale de la ruralité par l'OCDE, dans le suivi des mesures et les laboratoires ruraux.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité ministériel sur les saines habitudes de vie	2	Effectuer le suivi des orientations du plan d'action gouvernemental et du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie : Québec en forme – C.A ; Société de gestion du Fonds pour la promotion des SHV ; Comité des SMA ; Comité d'évaluation ; Fonds Québec-enfant.	DSP, MELS, MAPAQ, INSPQ, MAMROT, MTQ, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Adoption d'un cadre normatif et des orientations dans le cadre du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie. Mise en œuvre du plan d'action gouvernemental sur les saines habitudes de vie.
Comité organisateur et technique INFRA 2009 (CERIU)	3	Organisation du congrès annuel.	Ville de Québec, ETS, INRS, CIMA+, Roche, Dessau, BPR Tubécon, Université Laval, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le congrès du CERIU se tient annuellement en novembre. Cette année, il a eu lieu à Mont-Tremblant du 16 au 18 novembre 2009.
Comité permanent de liaison environnement – municipalité (COPLEM - technique)	3	Participer à l'élaboration de la stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipaux mise de l'avant par le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	MAMROT, MDDEP, FQM, UMQ, Montréal, Laval, Longueuil, Gatineau, Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des commentaires ont été formulés au CCME à la suite d'une consultation publique visant à orienter le comité d'élaboration de la stratégie.
Comité permanent de liaison environnement – municipalité (COPLEM)	3	Traiter des différentes problématiques qui touchent l'environnement et les municipalités (Q-2, r.8, RCES et formation des opérateurs, plan de gestion des matières résiduelles, etc.)	MAMROT, MDDEP, UMQ, FQM	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le suivi des différents dossiers a été assuré.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Listé de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité permanent de liaison environnement-municipalités formé du COPEM et du COPEM technique	3	Diffuser l'information et assurer la concertation sur des problématiques environnementales, ainsi que sur les politiques et projets du MDDEP impliquant le milieu municipal. Le COPEM s'intéresse surtout aux grands enjeux et orientations, tandis que le COPEM technique met l'accent sur les aspects techniques et de mise en œuvre, de même que sur l'identification de problématiques.	MDDEP, UMQ, FQM, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les réunions du COPEM (formé des sous-ministres du MAMROT et MDDEP et DG des associations municipales) et du COPEM technique (formé de professionnels du MAMROT et MDDEP et ceux des associations municipales) sont tenues sur une base statutaire depuis plusieurs années. Ceux-ci traitent de tous les dossiers impliquant le MDDEP et les municipalités. Le premier s'est réuni à deux occasions tandis que le second s'est réuni à quatre reprises. Le COPEM a assuré l'échange d'informations sur les problématiques et les solutions principalement sur la gestion des matières résiduelles, les différents programmes qui s'y appliquent ainsi que les dossiers impliquant une réglementation municipale (industrie porcine, gestion des eaux usées, navigation de plaisance).
Comité permanent du suivi sur les eaux usées de la Ville de Montréal	3	Suivi de l'avancement des travaux d'assainissement sur l'Île de Montréal.	Ville de Montréal, MAMROT, MDDEP, plusieurs ZIP Ville Marie, ZIP Jacques Cartier, CRE, STOP, AIEM (industriels de l'Est de Montréal)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Rencontre régulière (4/an) pour le suivi.
Comité permanent sur les infrastructures (issu de la TQM)	1	Assurer la communication entre les parties, permettre une bonne compréhension des programmes d'aide financière et de leur cadre de gestion, et être une tribune de diffusion vers le milieu municipal.	Ville de Montréal, UMQ, FQM, MAMROT	173,75 \$	En 2009-2010, trois rencontres ont été tenues et ont permis aux membres d'échanger sur les problématiques des infrastructures et au Ministère de diffuser l'information.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité pour l'implantation de la norme unique en sécurité dans les bâtiments	2	Élaborer une solution concernant l'application du chapitre Bâtiment du code de sécurité.	Régie du bâtiment, MSP, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Comité s'est réuni à environ cinq occasions. Une proposition a été élaborée. Des modifications législatives sont en préparation.
Comité pour le Prix du MAMROT d'innovation en infrastructures (CERIU)	3	Déterminer la municipalité gagnante du prix du MAMROT.	UMQ, FQM, AIMQ, MAMROT, CERIU, média spécialisé et un représentant scientifique	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Prix du MAMROT a été remis en 2009 lors du Congrès annuel à la ville de Saint-Hyacinthe.
Comité promotion/communication du programme jeunesse en sécurité civile	2	Assurer la planification et la réalisation d'outils et de moyens de promotion et de communication liés au programme. Collaborer à la mise en œuvre du programme.	MSP, MAMROT, MELS, Secrétariat à la jeunesse (MCE)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Mise en place du comité. Suivi momentanément suspendu par le MSP en raison du contexte budgétaire à l'égard des projets de développement.
Comité réviseur des développements sur la modernisation des dossiers d'évaluation	3	En application d'un objectif visé à son plan stratégique 2009-2013, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) est en voie de moderniser et d'assouplir les dispositions réglementaires régissant le contenu des dossiers d'évaluation foncière que chaque évaluateur municipal est tenu de constituer et de tenir à jour. À la suite d'une large consultation des praticiens de l'évaluation foncière municipale, divers travaux de recherche et de développement ont concrétisé la modernisation annoncée. Pour valider ces travaux, il a été retenu de réunir divers praticiens professionnels représentatifs du milieu de l'évaluation municipale québécoise, pour former un comité réviseur des développements proposés par le MAMROT quant à la modernisation projetée. Le mandat de ce comité consiste, d'une façon générale, à commenter la pertinence et l'applicabilité des développements proposés par le MAMROT, au fur et à mesure de leur élaboration et avant leur insertion dans la réglementation.	Villes, MRC, firmes privées, Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ), MAMROT	1 359,20 \$	À ce jour, les travaux du Comité réviseur ont consisté à tenir 21 journées d'échanges, échelonnées de février 2007 à janvier 2010. Ils ont porté sur divers développements préalablement élaborés par la Direction de l'évaluation foncière du MAMROT (ex : dossiers résidentiels, multirésidentiels, commerciaux, agricoles, etc.). Quatre ateliers de ce Comité ont eu lieu au cours de l'année financière 2009-2010, ce qui a permis d'apporter de nombreuses améliorations aux projets qui lui ont été soumis. De plus, ces travaux ont déjà permis aux organisations concernées de se familiariser avec le contenu de la modernisation projetée et de prévoir les adaptations nécessaires, ce qui favorisera l'implantation des nouvelles règles, à compter de 2010.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité réviseur des développements sur la modernisation des dossiers d'évaluation (Suite)		D'une façon plus particulière, ce comité sert de lieu d'échange pour bonifier les propositions de modernisation élaborées par le MAMROT en visant à optimiser le fonctionnement du système québécois d'évaluation foncière, à formuler toute proposition alternative de développement pouvant être élaborée dans le contexte de la modernisation projetée et à jouer un rôle d'« éclairer » quant aux écueils à éviter, à la fois dans la conception des changements à apporter et dans leur instauration dans les pratiques.			
Comité sectoriel Emploi & Main-d'œuvre / Formation opérateurs	3	Favoriser la formation des opérateurs municipaux en eau potable (article 44 du RQEP)	Emploi Québec, MDDEP, MAMROT, Enviro Compétences	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La formation des opérateurs se poursuit. Le Comité s'assure d'identifier les besoins de formation des municipalités.
Comité sur l'annexe 1 de la Charte des Grands Lacs	2	Conseiller le gouvernement sur le contenu de l'accord établissant les règles d'encadrement pour les nouveaux prélèvements et les nouvelles dérivations d'eau ainsi que pour les augmentations de prélèvement et de dérivation.	MAMROT, MCE, AGR, MRNF, MDEIE, MTQ, MRI, MDDEP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Annexe 1 adoptée. En réévaluation pour remplacer l'actuel comité pour l'élaboration de l'entente par un comité de mise en œuvre.
Comité sur la gestion des eaux pluviales	3	Élaboration d'un guide de bonnes pratiques sur la gestion des eaux pluviales.	MAMROT, MDDEP, RÉSEAU environnement	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La version finale du guide est déposée.
Comité sur les infrastructures municipales de voirie	3	Discussions avec les unions municipales sur le financement de la voirie locale et des ponts municipaux.	MTQ, FQM, UMQ, MAMROT (observateur)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le MTQ a décidé de reprendre à sa charge l'entretien des structures des ponts municipaux.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité sur les nouvelles technologies de traitement d'eaux usées (CNTTEU)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies en traitement des eaux usées.	MDDEP, MAMROT, Universités (Coordination par MDDEP)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site WEB du MDDEP.
Comité sur les stratégies locales en prévention de la criminalité	3	Prévention de la criminalité.	MSP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni une fois en 2009. Un rapport d'évaluation des stratégies locales a été déposé.
Comité sur les technologies de traitement en eau potable (CTTEP)	3	Favoriser et encadrer la reconnaissance des nouvelles technologies en traitement de l'eau potable.	MDDEP, MAMROT, Chaire de l'eau potable (coordination par MAMROT)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Production de fiches techniques sur les technologies. Ces fiches sont disponibles sur le site WEB du MDDEP.
Comité technique Sous la responsabilité du Comité de liaison sur l'Entente de développement culturel	2	Actualiser le cadre de référence pour un partenariat durable avec le milieu municipal.	MCCCF, UMQ, FQM, MAMROT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Préparation du contenu des discussions préalables à chaque réunion du comité de liaison.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comité technique MAMROT-MSP-ARK-Village de Salluit-Villages nordiques sur la problématique des changements climatiques et d'instabilité des sols au Nunavik Sous la responsabilité du Comité interministériel sur la problématique des changements climatiques au Nunavik	3	Suivre les mandats sur la problématique des changements climatiques et sur l'instabilité des sols particulièrement au Village de Salluit et accompagner le village dans les choix de scénarios d'intervention.	MAMROT, MSP, Administration régionale Kativik, un représentant du Village de Salluit et un représentant des autres villages nordiques	27 500 \$	Les rencontres en personne et par conférence téléphonique ont permis de planifier les différentes interventions relatives à la réalisation des mandats. Une présentation des différents scénarios d'intervention ainsi qu'une consultation publique ont été réalisées en juillet 2009. En février 2010, le comité technique s'est rendu à Salluit pour entreprendre divers ateliers de travail avec la population.
Comité-conseil sur l'élaboration d'une stratégie carburants et combustibles	2	Cette stratégie a pour cible une réduction de deux millions de tonnes équivalent pétrole à l'horizon 2015.	Agence d'efficacité énergétique, MAMROT, MDDEP, MDEIE, MRNF, MTQ, MAPAQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité nouvellement mis en place.
Comités de gestion de l'entente Canada-Québec sur le programme d'infrastructure de loisirs	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, MELS, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions.
Comités de gestion de l'entente Canada-Québec sur les volets Collectivités et Grandes Villes du Fonds Chantiers Canada-Québec	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructure Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Comités de gestion des ententes Canada-Québec sur le volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructure Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions.
Comités de gestion, de communication, de vérification et d'évaluation de l'entente Canada-Québec sur l'infrastructure (programme TICQ-2000)	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, MTQ, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructure Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions. Le comité de communication coordonne les événements d'information sur les projets subventionnés et produit un rapport d'activités. Le comité d'évaluation a fait réaliser l'évaluation formative (intermédiaire) et l'évaluation sommative (finale). Le comité de vérification supervise les travaux annuels de vérification. Le comité d'environnement a travaillé sur l'harmonisation des procédures environnementales des deux gouvernements.
Comités de gestion, de communication, de vérification et d'évaluation de l'entente Canada-Québec sur l'infrastructure (programme FIMR)	3	Assurer l'accomplissement des exigences de l'entente en matière de gestion, de communication, de vérification, d'évaluation et d'environnement.	MAMROT, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (DEC) et Infrastructure Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit trois à quatre fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions. Le comité de communication coordonne les événements d'information sur les projets subventionnés et produit un rapport d'activités. Le comité d'évaluation a fait réaliser l'évaluation formative (intermédiaire). Le comité de vérification supervise les travaux annuels de vérification. Le comité d'environnement a produit un rapport sur l'harmonisation des procédures environnementales des deux gouvernements.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conférence administrative régionale (CAR) de Laval	1-3	À l'égard du soutien à l'action des clientèles et des partenaires :: coordonner, le cas échéant, l'action gouvernementale requise dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan quinquennal de développement de la CRÉ; déterminer les problématiques locales et régionales qui nécessitent la contribution de plusieurs ministères, les conditions favorables à la signature d'ententes et à la réalisation de projets ; véhiculer au sein du gouvernement et de ses organismes les préoccupations, les besoins et les attentes exprimés par les milieux locaux et régionaux ; favoriser, par la consultation et la concertation avec la Conférence régionale des élus, l'adhésion de partenaires locaux et régionaux à toute démarche significative en faveur du projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale.	MAMROT, ASSS, CSF, MAPAQ, MCCCCF, MDDEP, MDEIE, MELS, MESS, MFA, MICC, MRNF, MRQ, MSP, MTQ, SERVICES QUÉBEC, OPHQ, SHQ, SIQ, TOURISME, CRÉ, VILLE de Laval	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Suivi régulier du plan d'action : quatre rencontres en 2009-2010; deux rencontres du Comité sur la RUI et quatre rencontres du Comité sur les saines habitudes de vie.
Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal	1-3	À l'égard de l'activité gouvernementale : contribuer à toute opération gouvernementale de régionalisation et de déconcentration dans une perspective de plus grande accessibilité des services pour les citoyens, de simplification, de regroupement et d'amélioration des services ainsi que d'un meilleur support au développement régional et à la création d'emplois dans la région; formuler des recommandations concernant l'organisation des services gouvernementaux destinés à soutenir le développement régional et la création d'emplois ainsi que l'amélioration de l'ensemble des services offerts aux citoyens en région ; assurer la présence, en région, des conditions favorisant le dialogue entre le gouvernement et la Conférence régionale des élus.	MAMROT, ASSS, CSF, MAPAQ, MCCCCF, MDDEP, MDEIE, MELS, MESS, MFA, MICC, MRI, MRNF, MRQ, MSP, MTQ, SERVICES QUÉBEC, OPHQ, SHQ, TOURISME, CRÉ, VILLE de Montréal	1 500 \$	Suivi régulier et actualisation du plan d'action : quatre rencontres en 2009-2010; trois réunions du Comité Graffiti de la CAR de Montréal; quatre réunions du Comité gouvernement-Ville de Montréal sur les grands projets; trois réunions du Comité de la CAR sur la revitalisation urbaine intégrée et deux réunions du Comité sur les saines habitudes de vie.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conseil d'administration de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	2	Donner avis au gouvernement des prises de position de l'Office sur toute matière intéressant les personnes handicapées. Formuler les politiques générales de l'Office. S'assurer que les budgets et les programmes reflètent les orientations, les politiques générales et les priorités de l'Office. Approuver le rapport annuel et l'organisation de l'Office. Pour les membres d'office : assurer un arrimage, à un niveau élevé, entre l'Office et les huit ministères dont le secteur d'activité touche particulièrement l'amélioration des conditions de vie et la participation sociale des personnes handicapées.	MAMROT, MCC, MELS, MESS, MFACF, MSSS, MTQ, ministère du Travail et Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Tenue de quatre rencontres. Permet une meilleure compréhension mutuelle et une collaboration entre le milieu des personnes handicapées, l'Office et les M/O.
Conseil d'administration Maison familiale rurale (MFR)	3	Soutenir le développement de maisons familiales rurales sur le territoire rural québécois par l'élaboration d'outils de promotion et de support aux activités des MFR locales.	Fédération des Commissions scolaires du Québec, MELS, MAMROT (DDR), MFR-Lac Mégantic, MFR-Maskinongé, MFR-Granit, MFR-Les Plateaux, MFR-Laurentides, MFR-Ontario et MFR-Mashteuiatsh	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Six rencontres ont été tenues au courant de l'année 2009-2010 sur l'élaboration d'outils de promotion et de support. Le protocole liant MFR-Québec au MAMROT prendra fin en septembre 2010.
Conseil permanent chaussées et ouvrages d'art (CERIU)	3	Le Comité a pour mission de proposer des solutions novatrices afin d'assurer le développement des techniques de gestion, d'auscultation (collectes de données, diagnostic, planification stratégique...), d'entretien et de réhabilitation ainsi que l'optimisation de ce type d'infrastructures.	MAMROT, MTQ, CERIU, Villes de Montréal, Laval, Longueuil, entreprises de génie-conseil, entrepreneurs	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Conseil permanent a pour mission de proposer des solutions novatrices afin d'assurer le développement des techniques de gestion, d'auscultation, d'entretien et de réhabilitation ainsi que l'optimisation de nos infrastructures.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Conseil permanent formation (CERIU)	3	Conseil permanent sur la formation veut satisfaire les exigences de pointe du personnel technique et celles des responsables municipaux qui doivent développer une compréhension globale et pratique de la gestion des infrastructures.	MAMROT, MTQ, Université Laval	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des formations portant notamment sur les méthodes de réhabilitation des conduites et des chaussées sont offertes tout au long de l'année.
Conseil permanent gestion des infrastructures (CERIU)	3	Le Conseil permanent sur la gestion des infrastructures urbaines a pour mission d'appuyer et soutenir le développement de l'expertise en matière de gestion intégrée, de formation, de recherche et de normalisation concernant les infrastructures urbaines.	MAMROT, CERIU, Villes de Montréal, Laval, Terrebonne, Longueuil, Aquadata (Gaz Métro), Dessau-Soprin, Harfan, CIMA +	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Mise à jour du classeur sur la gestion des infrastructures, qui regroupe les meilleures pratiques en gestion des infrastructures municipales.
Conseil permanent infrastructures souterraines (CERIU)	3	Le conseil permanent accordera la majorité de son attention au dossier de la réhabilitation des infrastructures souterraines, tout spécialement aux nouvelles technologies et façons de faire.	MAMROT, MTQ, CERIU, École Polytechnique, Villes de Montréal, Laval, Longueuil, Québec, Salaberry-de-Valleyfield, WSA, Dessau-Soprin, Harfan technologies, Aqua Data, CT-Zoom, Sanexen, Insituform, Soleno	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le conseil permanent accordera la majorité de son attention au dossier de la réhabilitation des infrastructures souterraines, tout spécialement aux nouvelles technologies et façons de faire. Uniformisation des techniques d'inspection par caméra.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Développement durable et environnement	2	Planification, élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication. Chaque ministère s'est doté d'un plan d'action ministériel de développement durable.	MAMROT, MDDEP, MAPAQ, MTOUR, MTQ, MCE, MRNF, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité lancé en janvier 2008. Deux rencontres ont eu lieu en 2008-2009. Un plan de communication concernant la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 a été déposé et approuvé par les membres du comité. Ce plan a été adopté par les ministères participants et intégré dans la mise en œuvre de leur stratégie de communication liée à chacun des plans d'action ministériel de développement durable. Aucune rencontre en 2009-2010.
Énergie et ressources naturelles	2	Analyser tous les aspects de la communication du gouvernement pour ce dossier, incluant le Plan Nord. Développer des stratégies de communication globales, uniques et concertées. Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des activités de communication gouvernementales et ministérielles de ces dossiers : congrès mondial de l'énergie, nouveau régime forestier, stratégie minérale, véhicules électriques, énergies renouvelables, évaluations environnementales stratégiques, Plan Nord.	MRNF, MDEIE, MDDEP, MAMROT, MESS, MTQ, MRI, MCE et MTO	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un tableau de suivi de ces dossiers a été élaboré. L'information circule entre les différents ministères (coupures de presse, communiqués, etc.) Selon le dossier traité, le MAMROT participe aux rencontres (participation à deux rencontres en 2009.
Groupe de recherche en loisir rural	3	Accompagner la réalisation d'une étude sur les pratiques de loisir en milieu rural réalisée à la demande du MELS par le Laboratoire en loisir et vie communautaire de l'Université du Québec à Trois-Rivières.	MELS, URLS, FQM, MAMROT (DDR), municipalités	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le Groupe de recherche en loisir rural a pris fin au printemps 2009. Une présentation des résultats a eu lieu à Québec lors du Congrès mondial du loisir.
Groupe de travail conjoint MAMROT - partenaires municipaux pour déterminer les mesures nécessaires en vue d'améliorer la capacité du milieu municipal à réaliser un développement plus durable	1	Recenser les thématiques les plus appropriées permettant la prise en compte des principes du développement durable en aménagement du territoire et en urbanisme. Proposer ensuite des mesures pour améliorer la prise en compte des principes de développement durable en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme.	MAMROT, AARQ, Association des urbanistes municipaux du Québec (AUAMQ), CMM, CMQ, FQM, Ordre des urbanistes du Québec (OUQ), UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité nouvellement mis en place. Le comité s'est réuni la première fois le 9 mars 2010. Les partenaires ont entrepris d'identifier les thématiques pour lesquelles il y aura besoin d'accompagnement du milieu municipal.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel pour la rédaction du rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques	2	Définir les grandes orientations du rapport quinquennal sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques et collaborer à leur mise en œuvre.	Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ), MDDEP, MAMROT, MRNF, MSSS (non-exhaustif)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Soutenir la rédaction du Rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques.
Groupe de travail interministériel sur l'accompagnement conseil en paysage	1	Groupe de travail de niveau technique mis sur pied dans le cadre des travaux de la TACOM et coordonné par le MAMROT et le MCCCCF. Son mandat est d'explorer, sur une base interministérielle, les outils d'accompagnement en matière de paysage qui pourraient être développés à l'intention des intervenants régionaux et locaux qui interviennent de façon particulière en aménagement du territoire.	MAMROT, MCCCCF, MAPAQ, MRNF, MTQ, Tourisme	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Mise sur pied du groupe de travail et début des travaux. Une réunion a été tenue en décembre 2009. Les partenaires ont convenu de répertorier leurs initiatives respectives, réalisées ou financées, qui ont trait au paysage.
Groupe de travail interministériel sur les Ententes sur les répercussions et les avantages (ERA) conclues avec des communautés autochtones	2	Faire un état de situation sur les ERA. Évaluer la pertinence et la faisabilité d'imposer des balises à la conclusion d'ERA. Déterminer, le cas échéant, des outils de soutien appropriés pour les entreprises et les communautés autochtones.	SAA, MAMROT, MDDEP, MTQ, MRNF, MJQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Un projet de rapport a été soumis aux sous-ministres de m/o participant au groupe de travail en février 2010.
Groupe de travail interministériel sur les véhicules électriques	2	Élaborer un plan d'action orienté sur les thèmes suivants : les mesures incitatives pour accélérer l'électrification des transports; la planification de l'infrastructure de recharge des véhicules électriques et intégration au réseau électrique ; le développement de la filière industrielle du véhicule électrique au Québec et des créneaux en recherche et innovation et l'adaptation de la réglementation.	MAMROT, MDDEP, MDEIE, MFQ, MRNF, MTQ, Hydro-Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Plan d'action sur les véhicules électriques routiers à venir.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail pour la sensibilisation et la formation des personnels à la démarche de développement durable	2	Groupe de travail interministériel constitué dans le cadre de la mise en œuvre de la première activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Ce groupe de travail, composé de représentants de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux, a pour mandat de contribuer à la mise en opération du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation à la démarche de développement durable.	MDDEP, MAMROT et plusieurs ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Mise en œuvre du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels à la démarche de développement durable : outils de sensibilisation et sa mesure; balises et contenus de référence; partage d'outils et d'expertise.
Groupe de travail sur l'amélioration des services en transport adapté, scolaire et spécialisé	2	Dresser un état exhaustif en matière de transport public adapté (transport adapté, taxis et autocars interurbains accessibles, réseaux de transport en commun et de transport collectif dans les régions rurales), de transport scolaire et de transport spécialisé au Québec (cette étape inclut l'analyse de l'évolution des besoins de la clientèle et des différents modes de prestation des services). Faire un diagnostic de la situation et élaborer des scénarios pour améliorer l'offre de service en transport public adapté, scolaire et spécialisé au Québec.	OPHQ, MTQ, MSSS, MAMROT, MELS, MESS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Tenue de cinq rencontres. Diagnostic réalisé. Scénarios en élaboration.
Groupe de travail sur l'encadrement des consultations sur les projets d'élevage porcin	1	Déterminer les moyens appropriés pour favoriser une meilleure cohabitation en zone agricole entre les usages de nature urbaine et les établissements d'élevage porcin.	MAPAQ, MDDEP, MAMROT et MSSS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Production de recommandations aux autorités des ministères concernés à venir.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur l'intervention territoriale Sous la responsabilité du Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	2	Encadrer la tenue des consultations régionales et formuler des recommandations au comité interministériel à l'égard de l'intervention territoriale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le MAMROT et le MESS ont piloté ce groupe de travail.	MESS, MAMROT, MDEIE, MSSS, MELs, MFA, MICC, MTQ, OPHQ, SHQ, Emploi-Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la condition féminine et Secrétariat aux aînés	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le groupe de travail a collaboré à la rédaction du cahier conçu en vue des consultations régionales qui se sont déroulées à l'automne 2009. Il a également élaboré un rapport faisant état de recommandations qui visent à s'assurer de la réussite des interventions territoriales. Une présentation de ce rapport a été faite au comité interministériel.
Groupe de travail sur la communication et la présentation sommaire de l'information financière municipale	3	Proposer des solutions pour améliorer la communication et la compréhension de l'information financière municipale et particulièrement des formulaires financiers pour fins de reddition de comptes.	Ordre des comptables agréés (OCAQ), Ordre des comptables généraux licenciés (CGA Québec), Corporation des officiers municipaux agréés (COMAQ), Association des directeurs municipaux (ADMQ), Association des gestionnaires financiers municipaux (AGFMQ), Union des municipalités (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM),	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Améliorations apportées au formulaire du rapport financier. Élaboration et mise en ligne d'un sommaire au rapport financier.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur la communication et la présentation sommaire de l'information financière municipale (Suite)			Association des directeurs généraux des MRC (ADGMRCQ), Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)		
Groupe de travail sur la désuétude externe de marché dans le domaine de l'évaluation des immeubles industriels	3	Le mandat du groupe de travail consiste globalement à examiner les problématiques reliées à la détection et à la quantification de la désuétude externe de marché dans le domaine de l'évaluation municipale et à proposer des actions pouvant les atténuer ou les supprimer. Plus précisément, les éléments à réaliser dans le cadre de ce mandat consistent à : procéder à l'analyse des documents publics déjà publiés au sujet de la désuétude externe de marché; faire une synthèse des pratiques actuelles en cette matière dans le domaine de l'évaluation des immeubles industriels; décrire les pratiques souhaitables permettant de résoudre la problématique de la quantification de la désuétude externe de marché; produire un rapport énonçant des recommandations qui permettraient de bonifier les pratiques actuelles des évaluateurs agréés, afin d'encadrer davantage la détection et la quantification de la désuétude externe de marché dans le contexte de l'évaluation foncière.	MAMROT, UMQ, Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ), FQM, Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ)	805,50 \$	Au terme de cinq rencontres qui se sont échelonnées entre le 29 avril et le 11 novembre 2009, le groupe de travail a procédé à l'élaboration d'un rapport dans lequel il y expose le fruit de ses travaux. Ce rapport sera rendu public prochainement.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur la présentation de l'information financière municipale	3	Répondre aux interrogations soulevées à la suite de l'application des normes de l'Institut canadien des comptables agréés.	Ordre des comptables agréés (OCAQ), Ordre des comptables généraux licenciés (CGA Québec), Corporation des officiers municipaux agréés (COMAQ), Association des directeurs municipaux (ADMQ), Association des gestionnaires financiers municipaux (AGFMQ), Association des directeurs généraux des MRC (ADGMRCQ), Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Préparation de documents didactiques pour fins de formation des membres par les associations. Déposer sur le site Web du Ministère de la documentation traitant de divers sujets liés à la comptabilité municipale.
Groupe de travail sur la réduction du coût de la vie au Nunavik	3	Dresser une liste de l'ensemble des mesures et programmes mis en place relativement à la réduction du coût de la vie au Nunavik ainsi que d'établir un bilan quant à leur efficacité et leur efficience. Formuler des recommandations quant au maintien, à l'amélioration ou à l'abandon de ces mesures et programmes.	Administration régionale Kativik, Société Makivik, MFA, MRQ, MTQ, SAA, MAMROT, MFQ, Université Laval	250 \$	Les résultats du groupe de travail se déclinent en trois étapes. La première consistait à collecter et à analyser de façon sectorielle les données. La deuxième étape, soutenue par une première version du rapport, consistait à valider les données et à les analyser dans leur ensemble. La troisième étape consistait dans la préparation des recommandations et la rédaction du rapport final.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur la rétroinformation	2	Proposer des pistes d'amélioration en matière de rétroinformation.	MAMROT, MFQ, MCE, MRI	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Réduction importante des coûts en rétroinformation au MAMROT.
Groupe de travail sur le développement de la Stratégie gouvernementale sur l'adaptation aux changements climatiques	2	Collaborer à la mise en place de la Stratégie gouvernementale sur l'adaptation aux changements climatiques.	MDDEP, MAMROT(DGP-DI), INSPQ, H-Q, MTQ, MRNF, MDEIE, MELS, MTO, MAPAQ, MSP, MSSS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité nouvellement mis en place.
Groupe de travail sur les indicateurs de gestion	3	Réaliser divers travaux concernant les indicateurs de gestion, entre autres, l'utilisation et l'interprétation des indicateurs ainsi que l'identification de nouveaux indicateurs.	Ordre des comptables agréés (OCAQ), Ordre des comptables généraux licenciés (CGA Québec), Corporation des officiers municipaux agréés (COMAQ), Association des directeurs municipaux (ADMQ), Association des directeurs généraux des municipalités (ADGMQ), Association des gestionnaires financiers municipaux (AGFMQ),	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Publication d'un guide d'implantation et d'utilisation des indicateurs pour la clientèle. Implantation d'un nouvel outil électronique pour faciliter la consultation des indicateurs de gestion. Mise en place de différents moyens de communication pour sensibiliser la clientèle.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe de travail sur les indicateurs de gestion (Suite)			Union des municipalités (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Association des directeurs généraux des MRC (ADGMRCQ), Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)		
Groupe de travail sur les modes de transport actifs-alternatifs (marche, vélo, autres)	2	Formuler des recommandations à la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) ayant trait à la promotion des modes de transport actifs-alternatifs tout en visant l'amélioration du bilan routier impliquant ces usagers de la route.	MTQ, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le comité au MAMROT pour le MAMROT	Le groupe de travail s'est réuni à quatre reprises en 2009. Celui-ci a remis ses recommandations à la Table au printemps.
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programmes (GRAEP)	2	Le GRAEP a pour objectifs : d'instaurer un réseau de partage d'expertise et des expériences en évaluation de programme entre les M/O ; de jouer un rôle de représentation et de conseil auprès des organismes centraux ; de promouvoir et d'organiser des forums d'échange sur les questions reliées à l'évaluation de programmes ; de soutenir les dirigeants des M/O dans l'implantation des fonctions de suivi de gestion et d'évaluation de programmes.	Les gestionnaires des unités d'évaluation de programmes des M/O du Gouvernement du Québec	200 \$	Activité, soutien, réseautage.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Groupe interministériel de soutien à la consultation des Autochtones	2	Soutenir les ministères dans l'application du guide intérimaire en matière de consultation des Autochtones.	MAMROT, SAA, MRNF, MTQ, MDDEP, MJQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Gestion en continu des cas soumis. Élaboration d'outils d'aide à la décision.
Infrastructures	2	Élaboration d'un plan de communication pour encadrer les annonces dans chacune des sphères d'activités. Assurer la cohérence du message, vision globale des communications.	MAMROT, MDDEP, MSP, SHQ, MTQ, MCE, FINANCES, MELS, JUSTICE, MDEIE, MCCC, MRNF, MSSS, SCT	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité lancé en février 2009. Élaboration d'une proposition et d'une logistique d'affichage pour les panneaux de chantier. Implication dans la création et l'alimentation du site Web infrastructures.gouv.qc.ca.
Mission communication sur la Grippe A(H1N1)	2	Identifier des outils et des vecteurs de communication pour quiconque ne recourt pas aux sources d'information grand public pour divers motifs : non accès pour causes économiques, éloignement, déficiences diverses, etc.	MAMROT, Service Québec, MSSS, MESL, OPHQ, Curateur Public, MCE, Sécurité publique Canada, Santé Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les clientèles ciblées ont reçu l'information appropriée lors de la crise de la Grippe A(H1N1).
Refonte Q-2, r.8 - Encadrement réglementaire de l'assainissement des eaux usées des résidences isolées	3	Dans le cadre du plan d'action gouvernemental sur les algues bleu-vert 2007-2017, l'action 2.1 consiste à renforcer le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r-8). À cet effet, un Comité interministériel responsable de la refonte du Q-2, r-8 a été mis sur pied.	MDDEP, MAMROT (DGP-DGI), FQM, UMQ, Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ), Association des entreprises spécialisées en eau du Québec, Association des ingénieurs conseil du Québec, Bureau de normalisation du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité interministériel n'a tenu aucune rencontre avec participation du MAMROT en 2009-2010.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Refonte Q-2, r.8 - Encadrement réglementaire de l'assainissement des eaux usées des résidences isolées (Suite)			Corporation des officiers municipaux du Québec, Ordre des ingénieurs du Québec, Ordre des technologues professionnels du Québec, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec, Réseau environnement, Enviro-Septic, Premier tech Environnement, Système Écobox, Technologie Bionest, Roseau épurateur		
Réseau de répondantes et répondants en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2	Commencer les travaux visant le renouvellement du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), MESS, MELS, MFA, MDEIE, SHQ, MSP, Justice, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), MICC, MTRAV, CSST	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni à deux reprises. À l'issue de ces réunions, les partenaires préparent des propositions pour l'élaboration du Plan.
Réseau de répondantes et répondants pour la politique familiale	2	Contribuer aux travaux visant la réalisation du bilan de la politique familiale.	MFA, SCF, Justice, OPHQ, Travail, MESS, MSSS, MICC, CFE, ministère des Finances, SAA	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni une fois. Le MAMROT a fourni des renseignements concernant deux laboratoires ruraux s'inscrivant dans la réalisation du bilan des activités gouvernementales en faveur des familles.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP)	2	Stimuler la veille dans les ministères et organismes et favoriser la mise en commun de l'information, notamment au moyen d'une plate-forme électronique d'échanges (extranet).	MCE, Bureau de la Capitale Nationale, CSPQ, Conseil de gestion de l'assurance parentale, Conseil permanent de la jeunesse, Curateur public du Québec, Institut de la statistique du Québec, MAPAQ, MELS, MESS, MICC, MCCCCF, MFA, Justice, MSSS, MSP, MAMROT, ministère des Finances, MRI, MRNF, MSG, MTQ, MDDEP, MDEIE, MTO, MTRAV, Office de la protection du consommateur, Revenu Québec, SCT, SHQ	1 750 \$	Production de documents de veille.
Réseau des répondants ministériels jeunesse	2	Dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, échanger de l'information relativement aux programmes et enjeux jeunesse concernant l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement.	Secrétariat à la jeunesse (SAJ), MAMROT, MAPAQ, MCCCCF, MDDEP, MDEIE, MELS, MESS, MFA, MFQ, MICC, MRI, MSSS, MSP, MTRAV, Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA) et autres organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le réseau ne s'est pas encore réuni pour la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Table des ministères et organismes gouvernementaux)	1	Les membres de ce comité sont principalement chargés de voir à la prise en compte des intérêts respectifs de leur organisation et de réagir aux propositions de modifications législatives soumises. Il leur est également loisible de suggérer des modifications législatives.	MDDEP, MRNF, MAMR, MTQ, MCCC, MESL, SHQ, MAPAQ, MSP, HQ, Commission de la Capitale nationale du Québec, Tourisme, SIQ, MDEIE, MSSS, CMQ, Agence métropolitaine de transport (AMT)	240 \$	Les autorités du Ministère ont rencontré les membres de ce comité incluant la présence de sous-ministres en janvier 2009 afin de présenter ses intentions relativement au Bloc III portant sur les mécanismes d'intervention de l'État en matière d'aménagement du territoire. Une prochaine rencontre à ce sujet est convoquée pour le mois de mars 2010 afin de finaliser les discussions à ce sujet.
Révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme Table des associations professionnelles et des organismes spécialisés	3	Les membres de ce comité sont principalement chargés de voir à la prise en compte des intérêts respectifs de leur organisation et de réagir aux propositions de modifications législatives soumises. Il leur est également loisible de suggérer des modifications législatives.	Ordre des urbanistes du Québec (OUQ), Corporation des officiers municipaux du Québec (COMBEQ), Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ), Association des urbanistes et des aménagistes municipaux du Québec (AUAMQ), Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ), Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec (ADGMRCQ), Association québécoise d'urbanisme, Barreau du Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les autorités du Ministère ont rencontré les membres de ce comité en mai 2009. Cette rencontre a permis de discuter du Bloc II soit, les modifications législatives envisagées portant sur la participation des citoyens et le processus référendaire. Une prochaine rencontre est convoquée pour le mois de mars 2010 afin de discuter des propositions de modifications législatives envisagées dans le cadre des travaux portant sur le Bloc III portant sur les mécanismes d'intervention de l'État en matière d'aménagement du territoire.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme : Table des municipalités et « comité d'orientation »	3	Ce comité constitue l'une des trois tables de travail formées dans le cadre de l'exercice de révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU). En plus de conseiller le Ministère, de soumettre des propositions législatives et de réagir à celles soumises, cette table joue également le rôle de « comité d'orientation » et, à cet égard, occupe une position particulière lorsqu'il s'agit de valider les choix faits par les autorités du Ministère.	UMQ, FQM, Communauté métropolitaine de Québec, Communauté métropolitaine de Montréal et les villes de Montréal et de Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Les autorités du Ministère ont rencontré les membres de ce comité en avril 2009. Cette rencontre a permis de discuter du bloc II des modifications législatives envisagées portant sur la participation des citoyens et le processus référendaire et d'entamer des discussions relativement au Bloc III portant sur les mécanismes d'intervention de l'État en matière d'aménagement du territoire. Une prochaine rencontre est convoquée pour le mois de mars 2010 afin de finaliser les discussions au sujet du Bloc III et de présenter les intentions du ministère relativement aux Blocs IV et V relativement au contenu des schémas d'aménagement et les plans d'urbanisme.
Sous-comité à la communication et à la reddition de comptes de l'entente Canada-Québec sur le transfert de la taxe fédérale sur l'essence et de la contribution du Québec	3	Conseiller et appuyer le comité de suivi de l'entente dans l'acquittement de ses obligations issues de l'entente, notamment en ce qui concerne l'élaboration, la mise en œuvre et la révision annuelle d'un plan de communication, les mécanismes de partage de renseignements, la gestion de l'information et l'évaluation des résultats des communications.	MAMROT, MTQ Infrastructures Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité de gestion se réunit quatre à cinq fois par année aux fins du suivi de l'entente et produit des comptes rendus de ses décisions. Le comité de communication coordonne les événements d'information sur les projets subventionnés.
Sous-comité des partenaires québécois de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent (Phase 5)	2	Élaborer une proposition d'entente de la part du gouvernement du Québec à l'intention du gouvernement du Canada.	MDDEP, MAMROT, MRNF, MTQ, MTO, MAPAQ, MSSS, MSP	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité (phase 5) mis en place à l'automne 2009. Le comité a élaboré une proposition d'entente qui sera présentée aux autorités des ministères partenaires québécois pour validation.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Sous-comité permanent de planification en cas d'inondation	2	Compléter et assurer la pérennité du Plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) qui a pour but de préciser les contributions des divers intervenants québécois qui ont un rôle à jouer à l'égard de ce risque, en cohérence avec le Plan national de sécurité civile.	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MAPAQ, MTQ, CEHQ, Hydro-Québec, MSSS, SHQ et Services Québec	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Identification de pistes d'amélioration du PGRI.
Sous-comité sur la prévention des intoxications au monoxyde de carbone	2	Formuler des recommandations techniques relatives aux pratiques de sauvetage en milieu résidentiel et proposer des mesures législatives et réglementaires pour assurer leur mise en œuvre.	MSSS, MDDEP, MTQ, MSP, MAMROT, Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et CSST	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Réalisation en cours d'un guide technique destiné aux entrepreneurs et d'outils de sensibilisation destinés aux municipalités.
Sous-comité sur la résilience des systèmes essentiels au Québec	3	Participer à la démarche gouvernementale de résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MDDEP, MFQ, MAMROT, SQ, MDEIE, CSPQ, SHQ, MTQ, MSSS, AMF, Service-Québec, HQ, MAPAQ, SCT, SIQ, MRNF	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Plusieurs réunions ont été tenues en 2008-2009 pour définir un cadre de référence pour la démarche et mettre sur pied des tables sectorielles.
Sous-comité technique sur l'adaptation aux changements climatiques (SCTACC)	2	Faciliter la coordination parmi et entre les ministères des activités techniques et scientifiques concernant l'adoption aux changements climatiques. Soutenir l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques, règlements et activités des ministères impliqués entre autres par la participation à l'élaboration de la Stratégie gouvernementale sur l'adaptation aux changements climatiques.	MDDEP, MAMROT, INSPQ, MRI, MSP, MDEIE, MTO, MRNF, MTQ, MAPAQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Précision des mandats du comité. Échanges d'information sur l'adaptation aux changements climatiques. Le MAMROT a participé à trois rencontres en 2009-2010.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011

Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table d'accompagnement conseil auprès des organismes municipaux	1	Comité interministériel constitué dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Sous la coordination conjointe du MAMROT et du MDDEP, ce comité a le mandat de produire et de mettre en œuvre un plan comprenant des actions concrètes d'accompagnement des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.	MAMROT, MDDEP, MAPAQ, MCCCCF, MRNF, MSP, Tourisme, MTQ, Recyc-Québec, Agence d'efficacité énergétique	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Début de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour l'accompagnement conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable (2009-2013), adopté par le CIDD en mars 2009. Trois réunions tenues en 2009-2010.
Table de concertation du Mont-Royal	3	Établir des consensus sur l'accessibilité, la protection et la mise en valeur du territoire et mettre en œuvre des actions visant une gestion et un développement harmonieux de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal. Conseiller et soutenir le bureau du Mont-Royal et la Ville en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan de mise en valeur du Mont-Royal.	MAMROT, MCCC et ministère de la Défense nationale du Canada	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Publication du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal en avril 2009. Dans le cadre du Pacte patrimonial du Mont-Royal, planification concertée en cours avec les propriétaires institutionnels. L'analyse paysagère de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal est en cours. Le dépôt de la version préliminaire de cette étude est prévu au cours de janvier-février 2010. Création du parc du Troisième sommet du Mont-Royal annoncé publiquement le 14 septembre 2009. Depuis l'automne 2008, le MAMROT avait suspendu sa participation à la Table de concertation du Mont-Royal. Il a repris sa participation en décembre 2009.
Table de travail – Agglomération de Montréal prévue dans l'Entente pour améliorer le fonctionnement de l'agglomération de Montréal	3	La Table de travail doit poursuivre les travaux d'amélioration de l'agglomération de Montréal, au-delà de ce qui a été réalisé avec l'adoption du projet de loi n° 22 en 2008. Cette Table doit notamment traiter « des enjeux liés au centre-ville, des divers processus en soutien à la prise de décision et de la mise en place d'entités paramunicipales distinctes. »	Représentants du MAMROT, de la Ville de Montréal et des municipalités reconstituées de l'agglomération de Montréal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La Table de travail s'est réunie en mai et en août 2009. Des discussions ont eu lieu relativement au dossier du centre-ville de Montréal, à l'égard des dépenses qui devraient continuer d'être à la charge de l'agglomération. La Table de travail a entamé des discussions sur la mise en place éventuelle d'une entité autonome responsable de la gestion de l'eau potable et des eaux usées dans l'agglomération, et sur le financement des dépenses relatives à l'eau.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011 **Demande de renseignements particuliers**

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table de travail – Ville de Montréal prévue dans l'Entente pour une reconnaissance du statut particulier de Montréal	3	La Table de travail a pour mandat général de « simplifier les relations gouvernement-métropole; de reconnaître plus d'autonomie à la Ville et de revoir certaines contraintes et certains contrôles qui nuisent à son efficacité; et d'examiner tout autre enjeu sur lesquels les parties conviennent de discuter ». Plus particulièrement, la Table devait discuter d'un nouvel encadrement législatif permettant à la Ville de Montréal de prélever des redevances réglementaires.	Représentants du MAMROT et de la Ville de Montréal (représentants du ministère des Finances pour le dossier des redevances réglementaires)	Aucun coût pour le comité au MAMROT	À partir des discussions de la Table de travail, le Ministère a élaboré un encadrement législatif à l'hiver et au printemps 2009 permettant à la Ville de prélever des redevances réglementaires dans tout domaine relevant de sa compétence. Ces dispositions ont été intégrées dans la Charte de la Ville de Montréal et sont entrées en vigueur en juin 2009 avec l'adoption du Projet de loi n° 45.
Table des partenaires – femmes et politique municipale	1	Servir de forum de discussion et de concertation entre des partenaires nationaux et régionaux; favoriser la mise en réseau des organismes actifs sur cette question; soutenir l'action locale et nationale par divers moyens.	Secrétariat à la condition féminine (SCF), Conseil du statut de la femme (CSF), UMQ, FQM, Réseau des Tables de concertation des groupes de femmes, Réseau des élues municipales Montérégie-est, Femmes et politique municipale Estrie	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La Table est un mandat dont la responsabilité a été transférée de la DDRM à la DGP au 1 ^{er} janvier 2010. La première réunion présidée par la DGP va avoir lieu le 24 février 2010. Au total, trois réunions ont lieu durant l'année 2009-2010.
Table des partenaires femmes et politique municipale	1-3	Établir une stratégie commune selon trois axes d'intervention visant l'information et la formation, le réseautage et le mentorat et la sensibilisation des acteurs sociaux dont les médias. L'objectif est d'augmenter le nombre de femmes élues municipales aux élections de 2009.	MAMROT, UMQ, FQM, DGEQ, SCF, CSF, Groupe femmes politique et démocratie, Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec, Femmes et politique municipale de l'Estrie, Réseau des élues municipales de la Montérégie, Conseil des Montréalaises	23 000 \$	La Table a tenu 2 rencontres en 2009-2010. Un plan d'action en vue des élections municipales de 2009 a été élaboré et une rencontre élargie de la Table a été tenue en juin 2009. Un inventaire des mesures et activités menées dans chaque région pour augmenter la présence des femmes dans les instances électives a été réalisé.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table des partenaires femmes et politique municipale (Suite)			Comité femme CRÉ de Montréal, Centre de développement femmes et gouvernance		
Table gouvernementale de l'Approche de Coopération en Réseau pour l'information géographique (ACRIGéo)	3	Développer des partenariats interministériels pour la production et la mise à jour en réseau de données géographiques et de produits à valeur intégrée.	MRNF, MTQ, MSP, MAMROT, MDDEP, MSG, DGEQ, MAPAQ, MELS	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Définition d'une approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique.
Table permanente en transport collectif en milieu rural	3	Sensibiliser les intervenants; Promouvoir le développement du transport; Accompagner les organismes responsables des services de transport collectif; Répondre aux demandes de la ministre des Transports ou des membres de la Table; Donner son avis à la ministre sur tout sujet ayant un lien avec le transport collectif en milieu rural; Recommander à la ministre des modifications aux normes et règlements existants; Contribuer à la révision et à la préparation de la prochaine politique.	La Table est sous la responsabilité de deux coprésidents : M. Jean-Pierre Bastien, sous-ministre adjoint à la Direction générale des politiques et de la sécurité en transport (MTQ) et M. Pierre Gaudet, maire d'Aston-Jonction et 2e vice-président de la FQM, Elle compte 21 membres permanents, dont 15 membres en provenance des associations concernées par le développement du transport collectif en milieu rural et 6 membres des ministères et organismes gouvernementaux.	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Des rencontres ont eu lieu en juin et décembre 2009. Un plan de travail a été adopté et une rencontre est prévue en mars prochain.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table permanente en transport collectif en milieu rural (Suite)			De plus, des membres occasionnels siègent sur invitation des coprésidents selon les thèmes abordés		
Table québécoise de la sécurité routière / Groupe de travail sur les limites de vitesse en milieu municipal	3	Le mandat du groupe de travail consiste à : évaluer les expériences actuelles en matière de limites de vitesses inférieures à 50 km/h au Québec et ailleurs; définir les guides et outils techniques dont les municipalités pourraient s'inspirer pour gérer la vitesse des véhicules dans leur territoire. Les aspects examinés seraient notamment : la détermination des différentes limites de vitesse; les aménagements modérateurs de la vitesse; la signalisation des limites de vitesse; la surveillance policière ; amorcer un processus de suivi de l'application des dispositions introduites par le projet de loi n° 42 en matière de réglementation des vitesses.	MTQ, SAAQ, CSST, FQM, UMQ, CAA Québec, MAMROT, Ville de Montréal, Ville de Sherbrooke, Ville de Québec, École nationale d'administration publique (ENAP), Groupement des assureurs automobiles, Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Le comité s'est réuni trois fois en 2009.
Table québécoise en efficacité énergétique et énergies émergentes des collectivités	2	Cette table vise notamment à faciliter l'échange d'informations, le développement des connaissances et la réalisation d'études en lien avec la consommation énergétique des collectivités afin de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.	Agence d'efficacité énergétique, MAMROT, MDDEP, MTQ, UMQ, FQM, autres	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Comité nouvellement mis en place.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 29

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Type de comités	Mandats	Membres	Budget dépensé	Résultats atteints
Table québécoise sur la sécurité routière	3	Formuler des propositions en matière de sécurité routière visant à améliorer le bilan routier au Québec.	MTQ, représentants des usagers de la route, des milieux policier et municipal, des ministères et organismes gouvernementaux	Aucun coût pour le comité au MAMROT	La Table s'est réunie à quatre reprises. Elle a déposé un second rapport en novembre 2009.
Travaux avec le Vérificateur général du Québec	2	Le MAMROT assure la coordination et le suivi de travaux avec le Vérificateur général du Québec. Les travaux énumérés ci-dessous font aussi appel à une collaboration interministérielle : vérification des états financiers de la SOFIL ; Vérification de la Société québécoise de l'assainissement des eaux (SQAE) et plan de développement durable.	MAMROT, MFQ, VGQ	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Plan de suivis des recommandations.
Violence faite aux femmes	2	Responsable de la mise en œuvre du plan de communication 2007-2010 sur la violence faite aux femmes.	MAMROT, MCCCCF, MELS, MESS, MFA, MICC, JUSTICE, MSSS, MSP, MCE	Aucun coût pour le comité au MAMROT	Implication du MAMROT depuis l'automne 2009. Pour le volet sur la violence conjugale, des actions de communications ont été faites à l'interne et de l'information a été distribué à nos répondants en régions.

Type de comités :

- 1) Comités interministériels initiés par le Ministère
- 2) Autres comités interministériels
- 3) Comités impliquant d'autres partenaires externes

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 30

Liste des municipalités qui reçoivent une compensation financière par catégorie de programmes, en indiquant le montant reçu en 2009-2010 pour :

- A) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers;
- B) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux;
- C) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaire, secondaire, collégiale et universitaire);
- D) paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.

Voir documents en annexe

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES DES GOUVERNEMENTS DES AUTRES
PROVINCES ET DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

30 A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Ile de Montréal	188 355,00 \$
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	409,00 \$
Commission scolaire des Découvreurs	1 375,00 \$
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	29 685,00 \$
Commission scolaire Western Québec	4 621,00 \$
Paroisse de Saint-Colomban	1 542,00 \$
Ville de Gatineau	83 126,00 \$
Ville de Montréal	1 865 877,00 \$
Ville de Mont-Royal	26 474,00 \$
Ville de Québec	138 259,00 \$
Ville de Westmount	108 628,00 \$
Total au 12 mars 2010	2 448 351,00 \$

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES
DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

30 B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton de Cleveland	50 089,00 \$
Canton de Hinchinbrooke	3 148,00 \$
Canton de Low	1 623,00 \$
Canton de Shefford	5 877,00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	2 545,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-l'Or	997,00 \$
Municipalité Saint-Hippolyte	5 742,00 \$
Municipalité d'Adstock	10 961,00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	6 238,00 \$
Municipalité d'Ascot Corner	2 628,00 \$
Municipalité de Baie-James	5 978,00 \$
Municipalité de Beaumont	2 095,00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	188 758,00 \$
Municipalité de Boischatel	6 584,00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	852,00 \$
Municipalité de Brigham	12 084,00 \$
Municipalité de Campbell's Bay	16 026,00 \$
Municipalité de Cantley	4 933,00 \$
Municipalité de Caplan	8 044,00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	49 544,00 \$
Municipalité de Chelsea	6 654,00 \$
Municipalité de Chertsey	8 644,00 \$
Municipalité de Compton	3 826,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	68 770,00 \$
Municipalité de Crabtree	5 138,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	20 578,00 \$
Municipalité de Dixville	19 516,00 \$
Municipalité de Fortierville	26 140,00 \$
Municipalité de Franklin	2 725,00 \$
Municipalité de Grande-Vallée	27 442,00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	17 056,00 \$
Municipalité de Grosse-Île	1 581,00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	181 388,00 \$
Municipalité de Hébertville	27 723,00 \$
Municipalité de Huberdeau	58 127,00 \$
Municipalité de Kazabazua	1 863,00 \$
Municipalité de la paroisse	1 048,00 \$
Municipalité de la paroisse de Notre-Dame des-Sept-Douleurs	524,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	9 231,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	59 732,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Sainte-Élisabeth	35 228,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	4 194,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Sainte-Ursule	2 160,00 \$
Municipalité de La Patrie	942,00 \$
Municipalité de La Pêche	90 772,00 \$
Municipalité de Labelle	21 463,00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	124 048,00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	10 042,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	221 272,00 \$
Municipalité de Lambton	15 540,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	5 189,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	9 588,00 \$
Municipalité de Lanoraie	39 895,00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	9 913,00 \$
Municipalité de Larouche	7 309,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	2 454,00 \$
Municipalité de L'Islet	38 880,00 \$
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	5 479,00 \$
Municipalité de Lorrainville	2 198,00 \$
Municipalité de Lyster	10 974,00 \$
Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	38 526,00 \$
Municipalité de Maria	356 659,00 \$
Municipalité de Matapédia	71 307,00 \$
Municipalité de McMasterville	26 078,00 \$
Municipalité de Morin-Heights	3 076,00 \$
Municipalité de New Carlisle	76 128,00 \$
Municipalité de Palmarolle	12 318,00 \$
Municipalité de Papineauville	5 841,00 \$
Municipalité de Piedmont	36 959,00 \$
Municipalité de Pierreville	24 457,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	2 879,00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	6 506,00 \$
Municipalité de Pontiac	1 812,00 \$
Municipalité de Rawdon	2 685,00 \$
Municipalité de Rigaud	21 814,00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	19 139,00 \$
Municipalité de Rivière-Bleue	45 954,00 \$
Municipalité de Rivière-Ouelle	5 010,00 \$
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	4 135,00 \$
Municipalité de Rougemont	2 040,00 \$
Municipalité de Roxton Pond	6 239,00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	8 650,00 \$
Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	2 395,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	28 950,00 \$
Municipalité de Saint-Amable	13 751,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-André-Avellin	130 013,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	37 903,00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	24 924,00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	16 012,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard	5 927,00 \$
Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	6 536,00 \$
Municipalité de Saint-Boniface	647,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno	10 577,00 \$
Municipalité de Saint-Calixte	8 292,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	73 369,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	1 122 821,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	2 938,00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	4 501,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	26 803,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	5 782,00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	3 220,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique	5 572,00 \$
Municipalité de Saint-Donat	35 022,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	19 970,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval	7 612,00 \$
Municipalité de Sainte-Claire	39 713,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	27 692,00 \$
Municipalité de Sainte-Germaine-Boulé	6 544,00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	18 928,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	6 790,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	4 130,00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	70 198,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	2 025,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	4 551,00 \$
Municipalité de Sainte-Thècle	28 808,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	4 630,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	1 550,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	84 254,00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	16 826,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	853,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	3 549,00 \$
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	3 882,00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	16 538,00 \$
Municipalité de Saint-Henri	2 414,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	5 303,00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	5 191,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	22 384,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	29 888,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	6 735,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	16 714,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-l'Ile-d'Orléans	3 137,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	90 531,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	62 389,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	7 638,00 \$
Municipalité de Saint-Liboire	4 109,00 \$
Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu	2 444,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	23 068,00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	50 469,00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	21 420,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	16 414,00 \$
Municipalité de Saint-Polycarpe	9 770,00 \$
Municipalité de Saint-Prime	5 900,00 \$
Municipalité de Saint-Prosper	27 444,00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	30 414,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	5 916,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Siméon	31 464,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvère	1 074,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	12 125,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	5 677,00 \$
Municipalité de Saint-Victor	3 955,00 \$
Municipalité de Shawville	160 129,00 \$
Municipalité de Stoke	1 329,00 \$
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil	1 958,00 \$
Municipalité de Val-des-Bois	1 037,00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	8 577,00 \$
Municipalité de Verchères	8 443,00 \$
Municipalité de Weedon	48 790,00 \$
Municipalité de Wotton	11 125,00 \$
Municipalité d'East Broughton	38 033,00 \$
Municipalité d'Eastman	3 179,00 \$
Municipalité des Bergeronnes	72 535,00 \$
Municipalité des Coteaux	9 081,00 \$
Municipalité des Escoumins	103 549,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-	244 352,00 \$
Municipalité des Iles-de-la-Madeleine	283 236,00 \$
Municipalité d'Henryville	4 299,00 \$
Municipalité d'Oka	2 178,00 \$
Municipalité d'Ormstown	61 804,00 \$
Municipalité du Bic	3 354,00 \$
Municipalité du village de la Guadeloupe	34 633,00 \$
Municipalité Saint-Pierre-de-l'Ile-d'Orléans	2 067,00 \$
Paroisse de Ragueneau	5 842,00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	768,00 \$
Paroisse de Saint-Antonin	25 492,00 \$
Paroisse de Saint-Colomban	19 724,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Denis-de-Brompton	4 051,00 \$
Paroisse de Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 473,00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	15 860,00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	22 324,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	32 680,00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	8 604,00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	12 230,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	23 778,00 \$
Paroisse de Saint-Martin	6 367,00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	2 318,00 \$
Paroisse de Saint-Michel	2 549,00 \$
Paroisse de Saint-Michel-du-Squatec	12 656,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	12 901,00 \$
Paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington	3 967,00 \$
Paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford	3 129,00 \$
Village d'Ayer's Cliff	6 013,00 \$
Village de Baie-Trinité	38 014,00 \$
Village de Grenville	8 781,00 \$
Village de Hemmingford	4 755,00 \$
Village de Laurier-Station	62 294,00 \$
Village de Napierville	8 197,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	19 928,00 \$
Village de Saint-Célestin	43 774,00 \$
Village de Sainte-Madeleine	7 564,00 \$
Village de Sainte-Pétronille	1 126,00 \$
Village de Val-David	7 592,00 \$
Ville d'Acton Vale	98 635,00 \$
Ville d'Alma	487 770,00 \$
Ville d'Amos	582 871,00 \$
Ville d'Amqui	151 507,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville d'Asbestos	157 819,00 \$
Ville de Baie-Comeau	769 059,00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	430 175,00 \$
Ville de Beaconsfield	111 319,00 \$
Ville de Beauceville	243 743,00 \$
Ville de Beauharnois	78 799,00 \$
Ville de Beaupré	327 845,00 \$
Ville de Bécancour	9 165,00 \$
Ville de Bedford	83 320,00 \$
Ville de Beloeil	80 596,00 \$
Ville de Berthierville	8 551,00 \$
Ville de Blainville	45 774,00 \$
Ville de Boisbriand	48 630,00 \$
Ville de Bois-des-Filion	15 038,00 \$
Ville de Bonaventure	24 003,00 \$
Ville de Boucherville	77 988,00 \$
Ville de Brossard	128 726,00 \$
Ville de Brownsburg-Chatham	4 831,00 \$
Ville de Cabano	6 300,00 \$
Ville de Candiac	36 388,00 \$
Ville de Cap-Chat	92 447,00 \$
Ville de Carignan	3 757,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	7 704,00 \$
Ville de Causapscal	5 776,00 \$
Ville de Chambly	295 380,00 \$
Ville de Chandler	426 937,00 \$
Ville de Chapais	39 287,00 \$
Ville de Charlemagne	10 880,00 \$
Ville de Châteauguay	1 303 596,00 \$
Ville de Chibougamau	278 316,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Clermont	60 206,00 \$
Ville de Coaticook	112 546,00 \$
Ville de Contrecoeur	30 306,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	5 469,00 \$
Ville de Coteau-du-Lac	46 802,00 \$
Ville de Côte-Saint-Luc	664 197,00 \$
Ville de Cowansville	285 563,00 \$
Ville de Danville	1 616,00 \$
Ville de Daveluyville	4 001,00 \$
Ville de Dégelis	9 233,00 \$
Ville de Delson	14 202,00 \$
Ville de Deux-Montagnes	7 571,00 \$
Ville de Disraeli	78 514,00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	510 539,00 \$
Ville de Dollard-des-Ormeaux	4 831,00 \$
Ville de Donnacona	166 853,00 \$
Ville de Dorval	147 779,00 \$
Ville de Drummondville	710 080,00 \$
Ville de Farnham	70 556,00 \$
Ville de Fermont	40 691,00 \$
Ville de Forestville	103 159,00 \$
Ville de Gaspé	455 032,00 \$
Ville de Gatineau	3 051 915,00 \$
Ville de Gracefield	21 097,00 \$
Ville de Granby	343 575,00 \$
Ville de Grande-Rivière	8 697,00 \$
Ville de Hudson	5 850,00 \$
Ville de Huntingdon	47 264,00 \$
Ville de Joliette	298 242,00 \$
Ville de Kirkland	49 400,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de La Malbaie	254 151,00 \$
Ville de La Pocatière	159 647,00 \$
Ville de La Prairie	60 100,00 \$
Ville de La Sarre	232 191,00 \$
Ville de La Tuque	385 800,00 \$
Ville de Lac-Brome	5 546,00 \$
Ville de Lachute	304 014,00 \$
Ville de Lac-Mégantic	335 648,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	27 853,00 \$
Ville de L'Assomption	225 332,00 \$
Ville de Laval	3 231 364,00 \$
Ville de Lavaltrie	12 386,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	50 424,00 \$
Ville de L'Épiphanie	12 777,00 \$
Ville de Lévis	1 364 680,00 \$
Ville de L'Île-Perrot	54 036,00 \$
Ville de Longueuil	3 160 142,00 \$
Ville de Lorraine	14 286,00 \$
Ville de Louiseville	217 236,00 \$
Ville de Macamic	187 377,00 \$
Ville de Magog	215 292,00 \$
Ville de Malartic	164 800,00 \$
Ville de Maniwaki	249 822,00 \$
Ville de Marieville	127 677,00 \$
Ville de Mascouche	46 752,00 \$
Ville de Matagami	88 658,00 \$
Ville de Matane	480 862,00 \$
Ville de Mercier	9 494,00 \$
Ville de Métabetchouan -Lac-à-la-Croix	136 923,00 \$
Ville de Mirabel	58 394,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Mont-Joli	562 847,00 \$
Ville de Mont-Laurier	230 426,00 \$
Ville de Montmagny	428 058,00 \$
Ville de Montréal	34 000 025,00 \$
Ville de Montréal (Agglomération)	2 335 309,00 \$
Ville de Montréal-Ouest	8 488,00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	21 271,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	17 484,00 \$
Ville de Mont-Tremblant (Agglomération)	11 791,00 \$
Ville de Murdochville	15 013,00 \$
Ville de Neuville	4 067,00 \$
Ville de New Richmond	4 194,00 \$
Ville de Nicolet	233 870,00 \$
Ville de Normandin	66 608,00 \$
Ville de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot	19 166,00 \$
Ville de Notre-Dame-des-Prairies	4 627,00 \$
Ville de Notre-Dame-du-Lac	209 311,00 \$
Ville de Paspébiac	47 515,00 \$
Ville de Pincourt	32 690,00 \$
Ville de Plessisville	106 696,00 \$
Ville de Pohénégamook	42 676,00 \$
Ville de Pointe-Claire	544 711,00 \$
Ville de Pont-Rouge	23 875,00 \$
Ville de Port-Cartier	286 601,00 \$
Ville de Prévost	21 726,00 \$
Ville de Princeville	10 206,00 \$
Ville de Québec	17 884 854,00 \$
Ville de Québec (Agglomération)	582,00 \$
Ville de Repentigny	720 599,00 \$
Ville de Richelieu	29 992,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Richmond	66 031,00 \$
Ville de Rimouski	1 268 347,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	559 930,00 \$
Ville de Rivière-Rouge	407 314,00 \$
Ville de Rivière-Rouge (Agglomération)	8 907,00 \$
Ville de Roberval	1 031 126,00 \$
Ville de Rosemère	56 860,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	1 101 190,00 \$
Ville de Saguenay	3 206 759,00 \$
Ville de Saint-Basile-le-Grand	16 889,00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	113 958,00 \$
Ville de Saint-Césaire	22 725,00 \$
Ville de Saint-Constant	33 609,00 \$
Ville de Sainte-Adèle	17 797,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	360 181,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	137 483,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	501 873,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	19 300,00 \$
Ville de Sainte-Catherine	14 778,00 \$
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	5 112,00 \$
Ville de Sainte-Julie	39 524,00 \$
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 350,00 \$
Ville de Sainte-Marie	179 940,00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	13 106,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	197 572,00 \$
Ville de Saint-Eustache	565 404,00 \$
Ville de Saint-Félicien	44 615,00 \$
Ville de Saint-Gabriel	63 685,00 \$
Ville de Saint-Georges	538 345,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	1 531 237,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	857 942,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	1 077 449,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	26 947,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	4 644,00 \$
Ville de Saint-Lambert	72 152,00 \$
Ville de Saint-Lazare	3 232,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	89 170,00 \$
Ville de Saint-Marc-des-Carières	106 018,00 \$
Ville de Saint-Pamphile	18 587,00 \$
Ville de Saint-Pascal	24 445,00 \$
Ville de Saint-Pie	6 878,00 \$
Ville de Saint-Raymond	165 527,00 \$
Ville de Saint-Rémi	48 328,00 \$
Ville de Saint-Tite	39 371,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	882 747,00 \$
Ville de Senneterre	63 804,00 \$
Ville de Sept-Iles	460 709,00 \$
Ville de Shawinigan	1 175 260,00 \$
Ville de Sherbrooke	4 731 166,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	728 518,00 \$
Ville de Stanstead	3 496,00 \$
Ville de St-Augustin-de-Desmaures	41 947,00 \$
Ville de Ste-Anne-de-Bellevue	7 645,00 \$
Ville de Sutton	36 462,00 \$
Ville de Témiscaming	46 642,00 \$
Ville de Terrebonne	1 927 373,00 \$
Ville de Thetford Mines	729 048,00 \$
Ville de Thurso	8 021,00 \$
Ville de Trois-Pistoles	159 797,00 \$
Ville de Trois-Rivières	2 936 912,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Valcourt	57 921,00 \$
Ville de Val-d'Or	507 281,00 \$
Ville de Varennes	99 090,00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	81 898,00 \$
Ville de Victoriaville	690 758,00 \$
Ville de Ville-Marie	78 561,00 \$
Ville de Warwick	27 464,00 \$
Ville de Waterloo	28 030,00 \$
Ville de Westmount	343 987,00 \$
Ville de Windsor	70 183,00 \$
Ville d'East Angus	35 819,00 \$
Ville d'Otterburn Park	16 998,00 \$
Total au 12 mars 2010	120 608 462,00 \$

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES DU RÉSEAU DE L'ÉDUCATION
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

30 C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton d'Amherst	2 479,00 \$
Canton d'Arundel	3 136,00 \$
Canton de Clermont	1 037,00 \$
Canton de Cleveland	3 874,00 \$
Canton de Cloridorme	5 333,00 \$
Canton de Godmanchester	14,00 \$
Canton de Gore	1 512,00 \$
Canton de Guérin	1 182,00 \$
Canton de Ham-Nord	3 364,00 \$
Canton de Hinchinbrooke	121,00 \$
Canton de Landrienne	3 133,00 \$
Canton de Launay	1 196,00 \$
Canton de Low	1 117,00 \$
Canton de Natashquan	12 280,00 \$
Canton de Nédélec	1 950,00 \$
Canton de Potton	2 049,00 \$
Canton de Saint-Camille	857,00 \$
Canton de Sainte-Cécile-de-Milton	4 604,00 \$
Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	1 804,00 \$
Canton de Saint-Godefroi	40,00 \$
Canton de Saint-Valérien-de-Milton	4 345,00 \$
Canton de Shefford	24,00 \$
Canton de Stratford	2 612,00 \$
Canton de Trécesson	1 517,00 \$
Cantons-Unis de Latulipe-et-Gaboury	6 621,00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	10 320,00 \$
Corporation de la Paroisse de Saint-David	2 267,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	12 891,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
M.R.C. de La Matapédia	513,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	1 085,00 \$
M.R.C. de Matawinie	10 221,00 \$
Municipalité Saint-Hippolyte	15 253,00 \$
Municipalité d'Adstock	3 589,00 \$
Municipalité d'Aguanish	3 321,00 \$
Municipalité d'Albanel	10 958,00 \$
Municipalité d'Albertville	1 106,00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	2 812,00 \$
Municipalité d'Armagh	3 336,00 \$
Municipalité d'Ascot Corner	4 568,00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	1 227,00 \$
Municipalité d'Auclair	2 964,00 \$
Municipalité d'Audet	1 799,00 \$
Municipalité d'Austin	20 679,00 \$
Municipalité d'Authier-Nord	1 346,00 \$
Municipalité de Baie-des-Sables	2 565,00 \$
Municipalité de Baie-du-Febvre	3 215,00 \$
Municipalité de Baie-James	4 819,00 \$
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	1 080,00 \$
Municipalité de Baie-Sainte-Catherine	2 372,00 \$
Municipalité de Barraute	28 489,00 \$
Municipalité de Batiscan	1 229,00 \$
Municipalité de Béarn	2 757,00 \$
Municipalité de Beaulac-Garthby	2 611,00 \$
Municipalité de Beaumont	5 150,00 \$
Municipalité de Bégin	4 388,00 \$
Municipalité de Berry	951,00 \$
Municipalité de Berthier-sur-Mer	3 000,00 \$
Municipalité de Biencourt	2 182,00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	32 951,00 \$
Municipalité de Blue Sea	656,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Boischatel	11 368,00 \$
Municipalité de Bois-Franc	1 590,00 \$
Municipalité de Bolton-Est	1 671,00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	25 447,00 \$
Municipalité de Bonsecours	1 150,00 \$
Municipalité de Bouchette	1 683,00 \$
Municipalité de Brigham	4,00 \$
Municipalité de Bury	1 150,00 \$
Municipalité de Cacouna	8 330,00 \$
Municipalité de Campbell's Bay	21 764,00 \$
Municipalité de Cantley	17 913,00 \$
Municipalité de Caplan	4 726,00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	9 002,00 \$
Municipalité de Cayamant	512,00 \$
Municipalité de Chambord	6 642,00 \$
Municipalité de Champlain	2 174,00 \$
Municipalité de Charette	4 422,00 \$
Municipalité de Chelsea	14 385,00 \$
Municipalité de Chénéville	4 160,00 \$
Municipalité de Chertsey	10 116,00 \$
Municipalité de Chesterville	2 516,00 \$
Municipalité de Chute-Saint-Philippe	616,00 \$
Municipalité de Clarendon	29,00 \$
Municipalité de Colombier	11 569,00 \$
Municipalité de Compton	14 187,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	40 026,00 \$
Municipalité de Crabtree	6 719,00 \$
Municipalité de Déléage	852,00 \$
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	5 856,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	3 039,00 \$
Municipalité de Dixville	2 201,00 \$
Municipalité de Dosquet	1 570,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Dudswell	1 324,00 \$
Municipalité de Dupuy	2 107,00 \$
Municipalité de Durham-Sud	715,00 \$
Municipalité de Ferland-et-Boileau	2 751,00 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	6 841,00 \$
Municipalité de Frampton	2 324,00 \$
Municipalité de Franklin	2 008,00 \$
Municipalité de Franquelin	3 111,00 \$
Municipalité de Frelighsburg	1 897,00 \$
Municipalité de Frontenac	11,00 \$
Municipalité de Fugèreville	1 699,00 \$
Municipalité de Gallichan	80,00 \$
Municipalité de Girardville	8 074,00 \$
Municipalité de Grande-Vallée	30 247,00 \$
Municipalité de Grand-Remous	1 440,00 \$
Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge	16 160,00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	14 219,00 \$
Municipalité de Grosse-Île	6 376,00 \$
Municipalité de Grosses-Roches	3 328,00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	50 250,00 \$
Municipalité de Hébertville	26 212,00 \$
Municipalité de Honfleur	242,00 \$
Municipalité de Hope Town	824,00 \$
Municipalité de Huberdeau	1 534,00 \$
Municipalité de Kamouraska	1 001,00 \$
Municipalité de Kazabazua	1 218,00 \$
Municipalité de Kiamika	752,00 \$
Municipalité de La Corne	1 307,00 \$
Municipalité de La Minerve	1 926,00 \$
Municipalité de La Morandière	2 686,00 \$
Municipalité de La Motte	953,00 \$
Municipalité de la paroisse	2 032,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de la Paroisse	2 521,00 \$
Municipalité de la paroisse de la Doré	6 696,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme	2 637,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	7 049,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Arsène	6 640,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	56 369,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Édouard-de-Fabre	2 254,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Sainte-Élisabeth	1 333,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	8 435,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Sainte-Ursule	3 219,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon	3 945,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Marc-de-Figuery	1 468,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	5 115,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	1 662,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Sulpice	7 038,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Télesphore	1 374,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval	2 189,00 \$
Municipalité de la Paroisse Saint-Jean-de-Cherbourg	1 189,00 \$
Municipalité de La Patrie	8 718,00 \$
Municipalité de La Pêche	24 098,00 \$
Municipalité de La Reine	32,00 \$
Municipalité de Labelle	2 860,00 \$
Municipalité de Labrecque	8 033,00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	4 772,00 \$
Municipalité de Lac-Beauport	13 511,00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	6 067,00 \$
Municipalité de Lac-des-Aigles	4 157,00 \$
Municipalité de Lac-des-Écorces	3 355,00 \$
Municipalité de Lac-Drolet	2 512,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	10 142,00 \$
Municipalité de Lacolle	5 451,00 \$
Municipalité de Lac-Sainte-Marie	1 084,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Lac-Supérieur	1 468,00 \$
Municipalité de Laforce	1 380,00 \$
Municipalité de Lamarche	3 007,00 \$
Municipalité de Lambton	3 029,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	4 345,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	7,00 \$
Municipalité de Lanoraie	8 353,00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	18 297,00 \$
Municipalité de Larouche	9 182,00 \$
Municipalité de L'Ascension	1 863,00 \$
Municipalité de Laurierville	2 755,00 \$
Municipalité de L'Avenir	561,00 \$
Municipalité de Laverlochère	2 061,00 \$
Municipalité de Leclercville	664,00 \$
Municipalité de Lejeune	1 364,00 \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti	7 569,00 \$
Municipalité de l'Île-de-Grand	1 189,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	7 199,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	9 193,00 \$
Municipalité de L'Islet	46 664,00 \$
Municipalité de L'Isle-Verte	12 845,00 \$
Municipalité de Longue-Pointe-de-Mingan	9 219,00 \$
Municipalité de Longue-Rive	6 691,00 \$
Municipalité de Lorrainville	38 331,00 \$
Municipalité de Lotbinière	943,00 \$
Municipalité de Lyster	2 065,00 \$
Municipalité de Mandeville	1 558,00 \$
Municipalité de Manseau	422,00 \$
Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	20 951,00 \$
Municipalité de Maria	14 878,00 \$
Municipalité de Martinville	1 099,00 \$
Municipalité de Maskinongé	2 613,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Matapédia	42 188,00 \$
Municipalité de McMasterville	65 873,00 \$
Municipalité de Messines	928,00 \$
Municipalité de Moffet	1 687,00 \$
Municipalité de Mont-Carmel	1 534,00 \$
Municipalité de Montcerf-Lytton	1 670,00 \$
Municipalité de Montebello	7 074,00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Grégoire	2 858,00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Michel	935,00 \$
Municipalité de Morin-Heights	3 912,00 \$
Municipalité de Namur	2 626,00 \$
Municipalité de Nantes	2 173,00 \$
Municipalité de New Carlisle	20 041,00 \$
Municipalité de Nominigue	1 093,00 \$
Municipalité de Normétal	8 915,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours	17 803,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci	447,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix	1 680,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette	2 830,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	6,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes	4 746,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban	4 911,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	867,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	1 535,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Monts	3 457,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge	1 483,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	1 275,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Nord	28 535,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	3 847,00 \$
Municipalité de Nouvelle	6 082,00 \$
Municipalité de Padoue	3 094,00 \$
Municipalité de Palmarolle	5 470,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Papineauville	69 020,00 \$
Municipalité de Péribonka	1 945,00 \$
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	3 325,00 \$
Municipalité de Petit-Saguenay	7 338,00 \$
Municipalité de Pierreville	6 129,00 \$
Municipalité de Plaisance	2 608,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	9 024,00 \$
Municipalité de Pointe-Calumet	22 702,00 \$
Municipalité de Pontiac	11 100,00 \$
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	15 467,00 \$
Municipalité de Portneuf-sur-Mer	8 635,00 \$
Municipalité de Poularies	2 608,00 \$
Municipalité de Preissac	921,00 \$
Municipalité de Racine	834,00 \$
Municipalité de Rapide-Danseur	19 125,00 \$
Municipalité de Rawdon	73 937,00 \$
Municipalité de Rigaud	82 518,00 \$
Municipalité de Ripon	2 776,00 \$
Municipalité de Rivière-à-Pierre	3 925,00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	8 031,00 \$
Municipalité de Rivière-Beaudette	792,00 \$
Municipalité de Rivière-Bleue	10 670,00 \$
Municipalité de Rivière-Éternité	4 812,00 \$
Municipalité de Rivière-Héva	1 253,00 \$
Municipalité de Rivière-Ouelle	293,00 \$
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	2 985,00 \$
Municipalité de Roquemaure	1 339,00 \$
Municipalité de Rougemont	3 635,00 \$
Municipalité de Roxton Pond	7 423,00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	5 332,00 \$
Municipalité de Saint-Adalbert	2 524,00 \$
Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	35,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Adrien	1 055,00 \$
Municipalité de Saint-Adrien-d'Irlande	6,00 \$
Municipalité de Saint-Agapit	49 914,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	2 272,00 \$
Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	956,00 \$
Municipalité de Saint-Alban	1 781,00 \$
Municipalité de Saint-Albert	1 742,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre	5 601,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	4 861,00 \$
Municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia	2 995,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse	3 325,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse de-Granby	6 800,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	4 088,00 \$
Municipalité de Saint-Amable	48 081,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	12 746,00 \$
Municipalité de Saint-André	2 576,00 \$
Municipalité de Saint-André-Avellin	10 636,00 \$
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	4 288,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	50 926,00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly	2 433,00 \$
Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu	5 429,00 \$
Municipalité de Saint-Apollinaire	8 427,00 \$
Municipalité de Saint-Armand	923,00 \$
Municipalité de Saint-Athanase	1 000,00 \$
Municipalité de Saint-Aubert	1 531,00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	10 838,00 \$
Municipalité de Saint-Barnabé-Sud	1 127,00 \$
Municipalité de Saint-Benjamin	1 631,00 \$
Municipalité de Saint-Benoît-Labre	3 256,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard	4 419,00 \$
Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville	816,00 \$
Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	3 092,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Bonaventure	1 173,00 \$
Municipalité de Saint-Boniface	845,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno	10 509,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	3 190,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Kamouraska	606,00 \$
Municipalité de Saint-Calixte	21 092,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	8 060,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	12 162,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bellechasse	25 913,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-de-Bourget	4 434,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu	2 015,00 \$
Municipalité de Saint-Chrysostome	8 897,00 \$
Municipalité de Saint-Claude	1 810,00 \$
Municipalité de Saint-Clet	3 464,00 \$
Municipalité de Saint-Côme-Linière	8 008,00 \$
Municipalité de Saint-Cuthbert	3 041,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	3 472,00 \$
Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover	5 886,00 \$
Municipalité de Saint-Damase	5 751,00 \$
Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	2 569,00 \$
Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	3 607,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique	3 383,00 \$
Municipalité de Saint-Dominique-du-Rosaire	1 273,00 \$
Municipalité de Saint-Donat	6 994,00 \$
Municipalité de Sainte-Agathe-de-Lotbinière	2 334,00 \$
Municipalité de Sainte-Angèle-de-Méridi	3 272,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1 370,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	3 232,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	1 952,00 \$
Municipalité de Sainte-Aurélie	1 181,00 \$
Municipalité de Sainte-Béatrix	2 567,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	5 163,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval	9 559,00 \$
Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley	1 915,00 \$
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton	1 992,00 \$
Municipalité de Sainte-Claire	9 400,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce	1 957,00 \$
Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	2 594,00 \$
Municipalité de Sainte-Croix	41 174,00 \$
Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines	1 914,00 \$
Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie	2 026,00 \$
Municipalité de Sainte-Eulalie	2 593,00 \$
Municipalité de Sainte-Félicité	1 441,00 \$
Municipalité de Sainte-Félicité	5 726,00 \$
Municipalité de Sainte-Florence	962,00 \$
Municipalité de Sainte-Françoise	1 702,00 \$
Municipalité de Sainte-Germaine-Boulé	2 539,00 \$
Municipalité de Sainte-Gertrude-Manneville	1 791,00 \$
Municipalité de Sainte-Hedwidge	1 544,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène	3 097,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	2 100,00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	78 572,00 \$
Municipalité de Sainte-Justine	17 507,00 \$
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	1 933,00 \$
Municipalité de Sainte-Luce	8 953,00 \$
Municipalité de Sainte-Lucie-de-Beauregard	3 517,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	2 272,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar	7 750,00 \$
Municipalité de Saint-Elzéar-de-Témiscouata	773,00 \$
Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 492,00 \$
Municipalité de Sainte-Marie-de-Blandford	1 403,00 \$
Municipalité de Sainte-Marthe	1 699,00 \$
Municipalité de Sainte-Martine	7 673,00 \$
Municipalité de Sainte-Mélanie	4 224,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Sainte-Monique	3 009,00 \$
Municipalité de Sainte-Monique	4 484,00 \$
Municipalité de Sainte-Paule	1 946,00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	3 988,00 \$
Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce	6 054,00 \$
Municipalité de Saint-Épiphane	2 907,00 \$
Municipalité de Sainte-Rita	3 772,00 \$
Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	1 714,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	20 035,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax	1 986,00 \$
Municipalité de Saint-Esprit	5 141,00 \$
Municipalité de Sainte-Thècle	6 242,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	5 796,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	1 012,00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 519,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène	700,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay	2 803,00 \$
Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues	2 280,00 \$
Municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth	2 322,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier	2 474,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey	1 368,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	58 529,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	4 214,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	5 014,00 \$
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	5 144,00 \$
Municipalité de Saint-Flavien	1 355,00 \$
Municipalité de Saint-François-d'Assise	4 298,00 \$
Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	6 514,00 \$
Municipalité de Saint-François-de-Sales	7 941,00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	5 701,00 \$
Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	1 267,00 \$
Municipalité de Saint-Fulgence	5 643,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Rimouski	4 290,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	11 584,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant	2 104,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon	4 887,00 \$
Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	4 339,00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Clarenceville	2 666,00 \$
Municipalité de Saint-Georges-de-Windsor	2 097,00 \$
Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	6 604,00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	11 641,00 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	2 020,00 \$
Municipalité de Saint-Guy	5,00 \$
Municipalité de Saint-Henri	16 904,00 \$
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	2 283,00 \$
Municipalité de Saint-Herménégilde	1,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	65 481,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	3 485,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Témiscouata	4 705,00 \$
Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	6 807,00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	2 059,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	3 399,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	3 131,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	41 758,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds	1 517,00 \$
Municipalité de Saint-Janvier-de-Joly	1 998,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste	8 085,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	9 898,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	6 247,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	7 052,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	3 304,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	7 975,00 \$
Municipalité de Saint-Jude	2 647,00 \$
Municipalité de Saint-Just-de-Bretenières	2 844,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Juste-du-Lac	4 545,00 \$
Municipalité de Saint-Laurent-de-l'Ile-d'Orléans	2 778,00 \$
Municipalité de Saint-Lazare-de-Bellechasse	3 506,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	30 021,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf	1 861,00 \$
Municipalité de Saint-Liboire	3 997,00 \$
Municipalité de Saint-Ludger	1 826,00 \$
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	1 976,00 \$
Municipalité de Saint-Magloire	4 726,00 \$
Municipalité de Saint-Malo	1 560,00 \$
Municipalité de Saint-Marcel	3 207,00 \$
Municipalité de Saint-Marcel-de-Richelieu	2 413,00 \$
Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu	3 519,00 \$
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	8 331,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu	3 176,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-d'Harricana	759,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	1 395,00 \$
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	23 910,00 \$
Municipalité de Saint-Médard	1 271,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	13 438,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	8 961,00 \$
Municipalité de Saint-Modeste	2 916,00 \$
Municipalité de Saint-Nazaire	8 323,00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	5 094,00 \$
Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	4 720,00 \$
Municipalité de Saint-Paul	7 558,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-l'Ile-aux-Noix	2 207,00 \$
Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy	16 368,00 \$
Municipalité de Saint-Paulin	5 416,00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	8 568,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	2 883,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets	30 595,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Placide	4 141,00 \$
Municipalité de Saint-Polycarpe	38 065,00 \$
Municipalité de Saint-Prime	10 646,00 \$
Municipalité de Saint-Prosper	47 228,00 \$
Municipalité de Saint-Raphaël	10 106,00 \$
Municipalité de Saint-René-de-Matane	7 359,00 \$
Municipalité de Saint-Robert-Bellarmin	1 474,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	47 296,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu	1 900,00 \$
Municipalité de Saint-Romain	3 846,00 \$
Municipalité de Saint-Sébastien	2 774,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	5 448,00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	3 948,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvère	2 011,00 \$
Municipalité de Saint-Sylvestre	2 867,00 \$
Municipalité de Saint-Théophile	1 351,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	3 130,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas-Didyme	4 399,00 \$
Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	6 798,00 \$
Municipalité de Saint-Ubalde	3 558,00 \$
Municipalité de Saint-Ulric	5 005,00 \$
Municipalité de Saint-Urbain-Premier	2 026,00 \$
Municipalité de Saint-Valère	2 039,00 \$
Municipalité de Saint-Vallier	2 652,00 \$
Municipalité de Saint-Vianney	1 945,00 \$
Municipalité de Saint-Victor	8 423,00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	3 651,00 \$
Municipalité de Saint-Zacharie	4 069,00 \$
Municipalité de Saint-Zénon	1 364,00 \$
Municipalité de Saint-Zotique	21 905,00 \$
Municipalité de Sayabec	23 969,00 \$
Municipalité de Scott	4 915,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Shannon	17 878,00 \$
Municipalité de Shawville	29 896,00 \$
Municipalité de Stoke	6 427,00 \$
Municipalité de Stornoway	1 602,00 \$
Municipalité de Taschereau	3 069,00 \$
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil	5 887,00 \$
Municipalité de Tingwick	2 338,00 \$
Municipalité de Tourville	1 154,00 \$
Municipalité de Val-Alain	1 975,00 \$
Municipalité de Val-Brillant	4 264,00 \$
Municipalité de Val-des-Bois	1 228,00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	19 845,00 \$
Municipalité de Vallée-Jonction	4 492,00 \$
Municipalité de Verchères	9 736,00 \$
Municipalité de Villeroy	834,00 \$
Municipalité de Weedon	4 055,00 \$
Municipalité de Wickham	4 333,00 \$
Municipalité de Wotton	2 161,00 \$
Municipalité de Yamachiche	6 154,00 \$
Municipalité de Yamaska	524,00 \$
Municipalité d'East Broughton	14 344,00 \$
Municipalité d'East Hereford	559,00 \$
Municipalité d'Eastman	2 666,00 \$
Municipalité d'Entrelacs	966,00 \$
Municipalité des Bergeronnes	45 595,00 \$
Municipalité des Cèdres	13 073,00 \$
Municipalité des Coteaux	8 347,00 \$
Municipalité des Éboulements	2 741,00 \$
Municipalité des Escoumins	8 113,00 \$
Municipalité des Hauteurs	2 134,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-	85 472,00 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	90 033,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité des Méchins	5 888,00 \$
Municipalité d'Escuminac	2 251,00 \$
Municipalité d'Esprit-Saint	1 364,00 \$
Municipalité d'Henryville	2 251,00 \$
Municipalité d'Inverness	2 971,00 \$
Municipalité d'Oka	28 727,00 \$
Municipalité d'Ormstown	32 676,00 \$
Municipalité d'Otter Lake	1 695,00 \$
Municipalité du Bic	9 712,00 \$
Municipalité du village de la Guadeloupe	7 308,00 \$
Municipalité du Village de Price	7 517,00 \$
Municipalité d'Upton	2 753,00 \$
Municipalité Saint-Pierre-de-l'Ile-d'Orléans	458,00 \$
Paroisse de Courcelles	2 483,00 \$
Paroisse de Hérouxville	2 704,00 \$
Paroisse de La Durantaye	3 102,00 \$
Paroisse de La Présentation	2 482,00 \$
Paroisse de La Rédemption	2 832,00 \$
Paroisse de Lac-aux-Sables	4 297,00 \$
Paroisse de L'Ascension-de-Notre-Seigneur	5 990,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	2 588,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes	1 374,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Pins	2 445,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	6 327,00 \$
Paroisse de Packington	4 042,00 \$
Paroisse de Parisville	1 080,00 \$
Paroisse de Plessisville	2 566,00 \$
Paroisse de Ragueneau	17 053,00 \$
Paroisse de Saint-Adelphe	4 171,00 \$
Paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	8 063,00 \$
Paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare	5 069,00 \$
Paroisse de Saint-Anicet	2 653,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Antonin	10 514,00 \$
Paroisse de Saint-Augustin	5 321,00 \$
Paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	2 806,00 \$
Paroisse de Saint-Barnabé	814,00 \$
Paroisse de Saint-Barthélemy	4 592,00 \$
Paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	1 615,00 \$
Paroisse de Saint-Camille-de-Lellis	5 480,00 \$
Paroisse de Saint-Charles-Garnier	1 966,00 \$
Paroisse de Saint-Clément	1 499,00 \$
Paroisse de Saint-Colomban	39 430,00 \$
Paroisse de Saint-Côme	1 705,00 \$
Paroisse de Saint-Cyprien	1 428,00 \$
Paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	2 129,00 \$
Paroisse de Saint-Damase	1 336,00 \$
Paroisse de Saint-Damien	2 132,00 \$
Paroisse de Saint-Denis	1 332,00 \$
Paroisse de Saint-Denis-de-Brompton	4 819,00 \$
Paroisse de Saint-Didace	936,00 \$
Paroisse de Saint-Donat	4 027,00 \$
Paroisse de Sainte-Angèle-de-Monnoir	3 434,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sorel	6 800,00 \$
Paroisse de Sainte-Apolline-de-Patton	2 384,00 \$
Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults	1 188,00 \$
Paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard	2 368,00 \$
Paroisse de Sainte-Christine	1 342,00 \$
Paroisse de Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	3 506,00 \$
Paroisse de Saint-Édouard	1 203,00 \$
Paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière	2 030,00 \$
Paroisse de Sainte-Françoise	1 677,00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	25 164,00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier	3 013,00 \$
Paroisse de Sainte-Hélène-de-Mancebourg	1 545,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Sainte-Hénédine	1 885,00 \$
Paroisse de Sainte-Irène	742,00 \$
Paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc	2 902,00 \$
Paroisse de Sainte-Justine-de-Newton	1 633,00 \$
Paroisse de Saint-Éloi	2 272,00 \$
Paroisse de Sainte-Louise	2 304,00 \$
Paroisse de Sainte-Marguerite	3 110,00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Salomé	1 724,00 \$
Paroisse de Sainte-Perpétue	1 676,00 \$
Paroisse de Sainte-Praxède	9,00 \$
Paroisse de Sainte-Rose-du-Nord	2 747,00 \$
Paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard	3 153,00 \$
Paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière	785,00 \$
Paroisse de Saint-Eusèbe	1 915,00 \$
Paroisse de Sainte-Victoire-de-Sorel	1 671,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien	5 031,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	3 094,00 \$
Paroisse de Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 689,00 \$
Paroisse de Saint-Frédéric	2 057,00 \$
Paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon	13 177,00 \$
Paroisse de Saint-Gilles	11 202,00 \$
Paroisse de Saint-Hilarion	2 789,00 \$
Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola	1 038,00 \$
Paroisse de Saint-Irénée	1 866,00 \$
Paroisse de Saint-Isidore	4 549,00 \$
Paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur	2 330,00 \$
Paroisse de Saint-Joachim	3 058,00 \$
Paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford	1 620,00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Kamouraska	1 204,00 \$
Paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage	8 879,00 \$
Paroisse de Saint-Justin	2 941,00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	9 227,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Léandre	2 406,00 \$
Paroisse de Saint-Léon-le-Grand	4 792,00 \$
Paroisse de Saint-Léon-le-Grand	1 891,00 \$
Paroisse de Saint-Liguori	2 082,00 \$
Paroisse de Saint-Louis	1 158,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague	2 996,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	5 669,00 \$
Paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham	4 185,00 \$
Paroisse de Saint-Malachie	2 794,00 \$
Paroisse de Saint-Marc-du-Lac-Long	1 915,00 \$
Paroisse de Saint-Martin	40 721,00 \$
Paroisse de Saint-Mathieu-de-Rioux	1 258,00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	4 555,00 \$
Paroisse de Saint-Michel	2 689,00 \$
Paroisse de Saint-Michel-du-Squatec	39 237,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	4 571,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 933,00 \$
Paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton	2 146,00 \$
Paroisse de Saint-Nérée	4 914,00 \$
Paroisse de Saint-Norbert	1 192,00 \$
Paroisse de Saint-Octave-de-Métis	1 626,00 \$
Paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	396,00 \$
Paroisse de Saint-Onésime-d'Ixworth	1 184,00 \$
Paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington	3 760,00 \$
Paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford	3 016,00 \$
Paroisse de Saint-Paul-de-la-Croix	1 126,00 \$
Paroisse de Saint-Philémon	2 256,00 \$
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	2 224,00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	1 588,00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	5 128,00 \$
Paroisse de Saint-Robert	2 652,00 \$
Paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies	1 969,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Saint-Rosaire	895,00 \$
Paroisse de Saint-Samuel	629,00 \$
Paroisse de Saints-Anges	2 296,00 \$
Paroisse de Saint-Sébastien	1 170,00 \$
Paroisse de Saint-Siméon	5 060,00 \$
Paroisse de Saint-Simon	2 038,00 \$
Paroisse de Saint-Simon	2 203,00 \$
Paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka	2 186,00 \$
Paroisse de Saint-Tharcisius	2 433,00 \$
Paroisse de Saint-Théodore-d'Acton	1 722,00 \$
Paroisse de Saint-Urbain	5 441,00 \$
Paroisse de Saint-Valérien	1 676,00 \$
Paroisse de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	1 023,00 \$
Village d'Ayer's Cliff	15 520,00 \$
Village de Baie-Trinité	13 995,00 \$
Village de Chute-aux-Outardes	17 117,00 \$
Village de Fort-Coulonge	22 114,00 \$
Village de Godbout	3 587,00 \$
Village de Grenville	12 911,00 \$
Village de Hébertville-Station	5 213,00 \$
Village de Hemmingford	6 051,00 \$
Village de Howick	12 846,00 \$
Village de Laurier-Station	8 839,00 \$
Village de Lawrenceville	768,00 \$
Village de Marsoui	9 499,00 \$
Village de Massueville	5 103,00 \$
Village de Napierville	24 519,00 \$
Village de Norbertville	3 313,00 \$
Village de North Hatley	2 738,00 \$
Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	2 518,00 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	8 035,00 \$
Village de Pointe-Lebel	10 328,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Village de Portage-du-Fort	819,00 \$
Village de Roxton Falls	6 604,00 \$
Village de Saint-Alexis	2 998,00 \$
Village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	7 083,00 \$
Village de Saint-Célestin	4 003,00 \$
Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	3 085,00 \$
Village de Sainte-Madeleine	8 746,00 \$
Village de Saint-Noël	3 311,00 \$
Village de Senneville (Ville de Montréal - arrondis)	258 709,00 \$
Village de Tadoussac	10 736,00 \$
Village de Tring-Jonction	3 345,00 \$
Village de Val-David	8 764,00 \$
Ville d'Acton Vale	55 537,00 \$
Ville d'Alma	614 687,00 \$
Ville d'Amos	216 824,00 \$
Ville d'Amqui	141 636,00 \$
Ville d'Asbestos	72 272,00 \$
Ville de Baie-Comeau	484 353,00 \$
Ville de Baie-D'Urfé	34 983,00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	66 346,00 \$
Ville de Beaconsfield	189 011,00 \$
Ville de Beauceville	73 863,00 \$
Ville de Beauharnois	104 539,00 \$
Ville de Beaupré	39 091,00 \$
Ville de Bécancour	53 541,00 \$
Ville de Bedford	33 375,00 \$
Ville de Belleterre	1 760,00 \$
Ville de Beloeil	131 007,00 \$
Ville de Berthierville	88 299,00 \$
Ville de Blainville	228 656,00 \$
Ville de Boisbriand	167 435,00 \$
Ville de Bois-des-Filion	52 556,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Bonaventure	61 448,00 \$
Ville de Boucherville	163 073,00 \$
Ville de Bromont	16 624,00 \$
Ville de Brossard	288 785,00 \$
Ville de Brownsburg-Chatham	10 028,00 \$
Ville de Cabano	79 849,00 \$
Ville de Candiac	47 115,00 \$
Ville de Cap-Chat	24 610,00 \$
Ville de Cap-Santé	7 719,00 \$
Ville de Carignan	9 992,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	101 888,00 \$
Ville de Causapscal	57 720,00 \$
Ville de Chambly	98 673,00 \$
Ville de Chandler	104 460,00 \$
Ville de Chapais	47 065,00 \$
Ville de Charlemagne	13 931,00 \$
Ville de Châteauguay	413 082,00 \$
Ville de Château-Richer	14 444,00 \$
Ville de Chibougamau	169 397,00 \$
Ville de Clermont	10 462,00 \$
Ville de Coaticook	100 095,00 \$
Ville de Contrecoeur	9 033,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	8 425,00 \$
Ville de Coteau-du-Lac	19 122,00 \$
Ville de Côte-Saint-Luc	276 889,00 \$
Ville de Cowansville	178 192,00 \$
Ville de Danville	8 858,00 \$
Ville de Daveluyville	22 377,00 \$
Ville de Dégelis	67 727,00 \$
Ville de Delson	38 813,00 \$
Ville de Desbiens	4 218,00 \$
Ville de Deux-Montagnes	142 807,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Disraeli	59 808,00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	255 328,00 \$
Ville de Dollard-des-Ormeaux	239 272,00 \$
Ville de Donnacona	134 398,00 \$
Ville de Dorval	174 174,00 \$
Ville de Drummondville	536 634,00 \$
Ville de Dunham	5 052,00 \$
Ville de Duparquet	3 520,00 \$
Ville de Farnham	68 494,00 \$
Ville de Fermont	60 164,00 \$
Ville de Forestville	51 200,00 \$
Ville de Gaspé	475 523,00 \$
Ville de Gatineau	3 603 294,00 \$
Ville de Gracefield	14 386,00 \$
Ville de Granby	325 524,00 \$
Ville de Grande-Rivière	176 830,00 \$
Ville de Hampstead	29 544,00 \$
Ville de Hudson	35 436,00 \$
Ville de Huntingdon	45 734,00 \$
Ville de Joliette	808 531,00 \$
Ville de Kingsey Falls	7 751,00 \$
Ville de Kirkland	62 427,00 \$
Ville de La Malbaie	162 672,00 \$
Ville de La Pocatière	454 002,00 \$
Ville de La Prairie	201 320,00 \$
Ville de La Sarre	168 891,00 \$
Ville de La Tuque	147 793,00 \$
Ville de Lac-Brome	14 026,00 \$
Ville de Lachute	202 175,00 \$
Ville de Lac-Mégantic	120 090,00 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	166 207,00 \$
Ville de L'Assomption	491 518,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Laval	3 814 410,00 \$
Ville de Lavaltrie	77 577,00 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	52 717,00 \$
Ville de L'Épiphanie	22 428,00 \$
Ville de Léry	279,00 \$
Ville de Lévis	1 977 867,00 \$
Ville de L'Île-Perrot	63 388,00 \$
Ville de Longueuil	2 766 349,00 \$
Ville de Longueuil (Agglomération)	2 731,00 \$
Ville de Lorraine	39 662,00 \$
Ville de Louiseville	95 333,00 \$
Ville de Macamic	26 655,00 \$
Ville de Magog	114 854,00 \$
Ville de Malartic	112 365,00 \$
Ville de Maniwaki	146 122,00 \$
Ville de Marieville	64 512,00 \$
Ville de Mascouche	229 578,00 \$
Ville de Matagami	107 154,00 \$
Ville de Matane	575 655,00 \$
Ville de Mercier	29 232,00 \$
Ville de Métabetchouan -Lac-à-la-Croix	57 927,00 \$
Ville de Métis-sur-Mer	3 667,00 \$
Ville de Mirabel	119 508,00 \$
Ville de Mont-Joli	155 457,00 \$
Ville de Mont-Laurier	154 448,00 \$
Ville de Montmagny	180 290,00 \$
Ville de Montréal	57 961 947,00 \$
Ville de Montréal (Agglomération)	3 904 793,00 \$
Ville de Montréal Est	9 536,00 \$
Ville de Montréal-Ouest	73 726,00 \$
Ville de Mont-Royal	171 731,00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	202 670,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Mont-Tremblant	31 661,00 \$
Ville de Mont-Tremblant (Agglomération)	21 347,00 \$
Ville de Murdochville	5 652,00 \$
Ville de Neuville	10 336,00 \$
Ville de New Richmond	25 080,00 \$
Ville de Nicolet	170 184,00 \$
Ville de Normandin	66 051,00 \$
Ville de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot	12 582,00 \$
Ville de Notre-Dame-des-Prairies	10 233,00 \$
Ville de Notre-Dame-du-Lac	9 109,00 \$
Ville de Paspébiac	57 932,00 \$
Ville de Percé	36 776,00 \$
Ville de Pincourt	109 999,00 \$
Ville de Plessisville	117 147,00 \$
Ville de Pohénégamook	62 243,00 \$
Ville de Pointe-Claire	336 738,00 \$
Ville de Pont-Rouge	34 064,00 \$
Ville de Port-Cartier	116 073,00 \$
Ville de Portneuf	8 770,00 \$
Ville de Prévost	25 334,00 \$
Ville de Princeville	25 957,00 \$
Ville de Québec	25 547 019,00 \$
Ville de Repentigny	621 981,00 \$
Ville de Richelieu	7 570,00 \$
Ville de Richmond	48 770,00 \$
Ville de Rimouski	1 995 557,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	674 368,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Rivière-Rouge	13 938,00 \$
Ville de Rivière-Rouge (Agglomération)	305,00 \$
Ville de Roberval	148 054,00 \$
Ville de Rosemère	104 978,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	1 251 002,00 \$
Ville de Saguenay	4 041 366,00 \$
Ville de Saint-Basile	4 525,00 \$
Ville de Saint-Basile-le-Grand	36 499,00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	229 797,00 \$
Ville de Saint-Césaire	43 839,00 \$
Ville de Saint-Constant	106 936,00 \$
Ville de Sainte-Adèle	56 274,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	102 245,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	39 131,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	5 721,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	112 123,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	86 874,00 \$
Ville de Sainte-Catherine	113 161,00 \$
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	66 798,00 \$
Ville de Sainte-Julie	179 502,00 \$
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	6 391,00 \$
Ville de Sainte-Marie	96 814,00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	74 803,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	863 564,00 \$
Ville de Saint-Eustache	141 321,00 \$
Ville de Saint-Félicien	456 990,00 \$
Ville de Saint-Gabriel	14 383,00 \$
Ville de Saint-Georges	627 143,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	1 955 592,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	934 478,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	1 046 852,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	54 979,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Joseph-de-Sorel	7 859,00 \$
Ville de Saint-Lambert	480 355,00 \$
Ville de Saint-Lazare	69 325,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	68 804,00 \$
Ville de Saint-Marc-des-Carrières	50 255,00 \$
Ville de Saint-Ours	4 123,00 \$
Ville de Saint-Pamphile	42 079,00 \$
Ville de Saint-Pascal	73 463,00 \$
Ville de Saint-Pie	14 974,00 \$
Ville de Saint-Raymond	64 133,00 \$
Ville de Saint-Rémi	27 812,00 \$
Ville de Saint-Sauveur	8 258,00 \$
Ville de Saint-Tite	41 724,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	768 129,00 \$
Ville de Schefferville	6 923,00 \$
Ville de Scotstown	1 841,00 \$
Ville de Senneterre	52 357,00 \$
Ville de Sept-Iles	416 293,00 \$
Ville de Shawinigan	1 131 206,00 \$
Ville de Sherbrooke	6 881 701,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	615 434,00 \$
Ville de Stanstead	63 648,00 \$
Ville de St-Augustin-de-Desmaures	966 211,00 \$
Ville de Ste-Anne-de-Bellevue	1 598 134,00 \$
Ville de Sutton	5 495,00 \$
Ville de Témiscaming	26 670,00 \$
Ville de Terrebonne	929 919,00 \$
Ville de Thetford Mines	773 030,00 \$
Ville de Thurso	13 891,00 \$
Ville de Trois-Pistoles	105 224,00 \$
Ville de Trois-Rivières	4 773 391,00 \$
Ville de Valcourt	25 688,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Val-d'Or	392 182,00 \$
Ville de Varennes	224 456,00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	203 114,00 \$
Ville de Victoriaville	759 239,00 \$
Ville de Ville-Marie	18 765,00 \$
Ville de Warwick	35 886,00 \$
Ville de Waterloo	48 763,00 \$
Ville de Waterville	30 958,00 \$
Ville de Westmount	1 680 392,00 \$
Ville de Windsor	74 969,00 \$
Ville d'East Angus	80 610,00 \$
Ville d'Otterburn Park	19 497,00 \$
Total au 12 mars 2010	159 926 634,00 \$

PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES À L'ÉGARD DES IMMEUBLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

30 D

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton d'Amherst	321,00 \$
Canton de Cleveland	388,00 \$
Canton de Cloridorme	125,00 \$
Canton de Godmanchester	723,00 \$
Canton de Potton	388,00 \$
Canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est	235,00 \$
Canton de Roxton	53,00 \$
Canton de Sainte-Cécile-de-Milton	54,00 \$
Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	456,00 \$
Canton de Shefford	18 072,00 \$
Canton de Stratford	373,00 \$
Canton de Trécesson	24 557,00 \$
Canton d'Orford	50 923,00 \$
Cantons-Unis de Stoneham-et-Tewkesbury	31 099,00 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	18 462,00 \$
M.R.C. de Charlevoix	8 373,00 \$
M.R.C. de Charlevoix-Est	961,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	1 620,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Gaspé	419,00 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	1 457,00 \$
M.R.C. de La Haute-Gaspésie	34 500,00 \$
M.R.C. de La Jacques-Cartier	6 247,00 \$
M.R.C. de La Matapédia	657,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	2 163,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	265,00 \$
M.R.C. de Matane	184,00 \$
M.R.C. de Mékinac	991,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
M.R.C. de Pontiac	314,00 \$
M.R.C. de Portneuf	3 609,00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	2 808,00 \$
M.R.C. du Fjord-du-Saguenay	7 717,00 \$
Municipalité d'Adstock	19 102,00 \$
Municipalité d'Aguanish	1 141,00 \$
Municipalité d'Ange-Gardien	290,00 \$
Municipalité d'Aston-Jonction	375,00 \$
Municipalité d'Austin	50,00 \$
Municipalité de Baie-du-Febvre	49,00 \$
Municipalité de Baie-James	64 057,00 \$
Municipalité de Batiscan	3 123,00 \$
Municipalité de Beaumont	592,00 \$
Municipalité de Bégin	303,00 \$
Municipalité de Blanc-Sablon	2 254,00 \$
Municipalité de Boischatel	620,00 \$
Municipalité de Bolton-Ouest	79,00 \$
Municipalité de Bonne-Espérance	131,00 \$
Municipalité de Brigham	220,00 \$
Municipalité de Cacouna	567,00 \$
Municipalité de Caplan	1 018,00 \$
Municipalité de Cap-Saint-Ignace	3 295,00 \$
Municipalité de Chambord	330,00 \$
Municipalité de Champlain	1 727,00 \$
Municipalité de Chelsea	13 988,00 \$
Municipalité de Chesterville	123,00 \$
Municipalité de Clarendon	13,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	59 894,00 \$
Municipalité de Deschaillons-sur-Saint-Laurent	88,00 \$
Municipalité de Deschambault-Grondines	38 699,00 \$
Municipalité de Durham-Sud	52,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Ferme-Neuve	15 088,00 \$
Municipalité de Grande-Vallée	224,00 \$
Municipalité de Gros-Mécatina	8 541,00 \$
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	7 776,00 \$
Municipalité de Kipawa	22 937,00 \$
Municipalité de La Martre	77,00 \$
Municipalité de la Paroisse	51,00 \$
Municipalité de la paroisse de la Doré	405,00 \$
Municipalité de la paroisse de Notre-Dame des-Sept-Douleurs	2 251,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	227,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland	84,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	159,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Sainte-Ursule	66,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon	47,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	4 001,00 \$
Municipalité de la paroisse de Saint-Sulpice	396,00 \$
Municipalité de La Patrie	1,00 \$
Municipalité de La Pêche	1 333,00 \$
Municipalité de Lac-au-Saumon	8,00 \$
Municipalité de Lac-Bouchette	173,00 \$
Municipalité de Lac-des-Aigles	19,00 \$
Municipalité de Lac-des-Écorces	8 638,00 \$
Municipalité de Lac-Etchemin	898,00 \$
Municipalité de Lacolle	283,00 \$
Municipalité de Lac-Supérieur	13 301,00 \$
Municipalité de Lambton	922,00 \$
Municipalité de L'Ange-Gardien	297,00 \$
Municipalité de Lanoraie	111,00 \$
Municipalité de L'Anse-Saint-Jean	969,00 \$
Municipalité de L'Ascension	1 464,00 \$
Municipalité de L'Avenir	300,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Lejeune	619,00 \$
Municipalité de L'Île-d'Anticosti	93 021,00 \$
Municipalité de L'Isle-aux-Coudres	2 451,00 \$
Municipalité de L'Islet	503,00 \$
Municipalité de Longue-Rive	956,00 \$
Municipalité de Maria	132,00 \$
Municipalité de Maskinongé	4 678,00 \$
Municipalité de Matapédia	2 083,00 \$
Municipalité de Mont-Saint-Michel	18,00 \$
Municipalité de Morin-Heights	1 493,00 \$
Municipalité de Nantes	1 743,00 \$
Municipalité de New Carlisle	319,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	330,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	413,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	1 007,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	1 264,00 \$
Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	3 297,00 \$
Municipalité de Nouvelle	51 858,00 \$
Municipalité de Padoue	28,00 \$
Municipalité de Papineauville	1 059,00 \$
Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	1 416,00 \$
Municipalité de Petit-Saguenay	3 963,00 \$
Municipalité de Pierreville	885,00 \$
Municipalité de Plaisance	27 184,00 \$
Municipalité de Pointe-à-la-Croix	2 423,00 \$
Municipalité de Pontiac	1 949,00 \$
Municipalité de Port-Daniel-Gascons	114,00 \$
Municipalité de Rapide-Daniseur	446,00 \$
Municipalité de Rigaud	1 046,00 \$
Municipalité de Rivière-à-Pierre	1 146,00 \$
Municipalité de Rivière-au-Tonnerre	1 840,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Rivière-Éternité	29 233,00 \$
Municipalité de Roxton Pond	126 209,00 \$
Municipalité de Sacré-Coeur	17 577,00 \$
Municipalité de Saint-Alban	241,00 \$
Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	155,00 \$
Municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia	18,00 \$
Municipalité de Saint-Alphonse de-Granby	238,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	37,00 \$
Municipalité de Saint-André	77,00 \$
Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	22,00 \$
Municipalité de Saint-Anselme	4 321,00 \$
Municipalité de Saint-Armand	5 098,00 \$
Municipalité de Saint-Augustin	16 385,00 \$
Municipalité de Saint-Benjamin	663,00 \$
Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	25 959,00 \$
Municipalité de Saint-Casimir	40,00 \$
Municipalité de Saint-Célestin	3 235,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-Borromée	44,00 \$
Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu	18,00 \$
Municipalité de Saint-Cuthbert	390,00 \$
Municipalité de Saint-Cyprien	53,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 502,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	1 032,00 \$
Municipalité de Sainte-Anne-du-Sault	2 939,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	151,00 \$
Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval	1 486,00 \$
Municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne	28,00 \$
Municipalité de Sainte-Eulalie	1 532,00 \$
Municipalité de Sainte-Hedwidge	1 176,00 \$
Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	9 777,00 \$
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	66,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Sainte-Luce	18 335,00 \$
Municipalité de Sainte-Madeleine-Riv.-Madel.	2 670,00 \$
Municipalité de Sainte-Perpétue	393,00 \$
Municipalité de Saint-Épiphane	75,00 \$
Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	200,00 \$
Municipalité de Sainte-Sophie	37,00 \$
Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	114,00 \$
Municipalité de Saint-Étienne-de-Beauharnois	41,00 \$
Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	23 505,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	747,00 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	1 099,00 \$
Municipalité de Saint-Ferdinand	205,00 \$
Municipalité de Saint-François-du-Lac	1 820,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Rimouski	176,00 \$
Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	370,00 \$
Municipalité de Saint-Gervais	47,00 \$
Municipalité de Saint-Guillaume	543,00 \$
Municipalité de Saint-Guy	1 362,00 \$
Municipalité de Saint-Henri	1 030,00 \$
Municipalité de Saint-Henri-de-Taillon	8 330,00 \$
Municipalité de Saint-Herménégilde	200,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré	102 745,00 \$
Municipalité de Saint-Honoré-de-Témiscouata	406,00 \$
Municipalité de Saint-Hugues	633,00 \$
Municipalité de Saint-Isidore	3 949,00 \$
Municipalité de Saint-Jacques	69,00 \$
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	1 050,00 \$
Municipalité de Saint-Joseph-des-Érables	937,00 \$
Municipalité de Saint-Laurent-de-l'Ile-d'Orléans	168,00 \$
Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	183,00 \$
Municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes	653,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	1 272,00 \$
Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu	572,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu	497,00 \$
Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil	24,00 \$
Municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis	23 433,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-de-Bellechasse	17 555,00 \$
Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	1 477,00 \$
Municipalité de Saint-Modeste	67 386,00 \$
Municipalité de Saint-Pacôme	615,00 \$
Municipalité de Saint-Philippe	560,00 \$
Municipalité de Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River	32,00 \$
Municipalité de Saint-Prime	68,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	488,00 \$
Municipalité de Saint-Roch-Ouest	1 058,00 \$
Municipalité de Saint-Siméon	4 847,00 \$
Municipalité de Saint-Stanislas	78,00 \$
Municipalité de Saint-Théophile	1 445,00 \$
Municipalité de Saint-Thomas	421,00 \$
Municipalité de Saint-Ubalde	53,00 \$
Municipalité de Saint-Ulric	57,00 \$
Municipalité de Saint-Valère	486,00 \$
Municipalité de Saint-Vallier	626,00 \$
Municipalité de Saint-Wenceslas	2 962,00 \$
Municipalité de Saint-Zénon	3 666,00 \$
Municipalité de Saint-Zotique	563,00 \$
Municipalité de Scott	325,00 \$
Municipalité de Stornoway	2 382,00 \$
Municipalité de Taschereau	4 385,00 \$
Municipalité de Trois-Rives	943,00 \$
Municipalité de Val-Brillant	162,00 \$
Municipalité de Val-des-Monts	1 563,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Val-Saint-Gilles	34,00 \$
Municipalité de Verchères	103,00 \$
Municipalité de Weedon	7 885,00 \$
Municipalité de Yamachiche	877,00 \$
Municipalité d'East Hereford	48,00 \$
Municipalité des Cèdres	3 458,00 \$
Municipalité des Éboulements	1 989,00 \$
Municipalité des Escoumins	1 885,00 \$
Municipalité des Iles-de-la-Madeleine	82 853,00 \$
Municipalité des Méchins	47,00 \$
Municipalité d'Oka	63 607,00 \$
Municipalité d'Ormstown	267,00 \$
Municipalité du Bic	66 308,00 \$
Municipalité du Village de Price	97,00 \$
Paroisse de Hérouxville	266,00 \$
Paroisse de La Durantaye	14,00 \$
Paroisse de Lac-aux-Sables	3 859,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	33,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-des-Pins	3 118,00 \$
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	1 257,00 \$
Paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	2 872,00 \$
Paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	3 184,00 \$
Paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	519,00 \$
Paroisse de Saint-Colomban	10,00 \$
Paroisse de Saint-Cyprien-de-Napierville	2 547,00 \$
Paroisse de Saint-Denis-de-Brompton	303,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	70,00 \$
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sorel	309,00 \$
Paroisse de Sainte-Barbe	96,00 \$
Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults	43,00 \$
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	3 458,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier	73 914,00 \$
Paroisse de Sainte-Hénédine	2 579,00 \$
Paroisse de Sainte-Marie-Madeleine	2 050,00 \$
Paroisse de Sainte-Praxède	12 247,00 \$
Paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière	6 599,00 \$
Paroisse de Saint-Eusèbe	111,00 \$
Paroisse de Saint-Fabien	677,00 \$
Paroisse de Saint-François-Xavier-de-Brompton	112,00 \$
Paroisse de Saint-Frédéric	1 043,00 \$
Paroisse de Saint-Germain	105,00 \$
Paroisse de Saint-Ignace-de-Stanbridge	83,00 \$
Paroisse de Saint-Isidore	1 280,00 \$
Paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur	424,00 \$
Paroisse de Saint-Joachim-de-Shefford	2 932,00 \$
Paroisse de Saint-Lambert-de-Lauzon	4 916,00 \$
Paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	144,00 \$
Paroisse de Saint-Marcellin	724,00 \$
Paroisse de Saint-Maurice	417,00 \$
Paroisse de Saint-Michel	1 402,00 \$
Paroisse de Saint-Narcisse	1,00 \$
Paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington	1 266,00 \$
Paroisse de Saint-Philippe-de-Néri	9 257,00 \$
Paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	23,00 \$
Paroisse de Saint-Roch-des-Aulnaies	28,00 \$
Paroisse de Saints-Anges	14,00 \$
Paroisse de Saint-Simon	78,00 \$
Village d'Angliers	5 166,00 \$
Village de Baie-Trinité	6 032,00 \$
Village de Godbout	106,00 \$
Village de Grandes-Piles	19 066,00 \$
Village de Howick	129,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Village de Mont-Saint-Pierre	989,00 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	43 146,00 \$
Village de Pointe-des-Cascades	1 565,00 \$
Village de Pointe-Fortune	425,00 \$
Village de Saint-Alexis	102,00 \$
Village de Tadoussac	42 340,00 \$
Village de Tring-Jonction	2 614,00 \$
Village d'East Farnham	106,00 \$
Village nord. de Kangisujauq	270 091,00 \$
Village nord. de Kuujuarapik	250 137,00 \$
Village nordique d'Akulivik	293 744,00 \$
Village nordique d'Aupaluk	116 627,00 \$
Village nordique de Kangisualujjuaq	287 388,00 \$
Village nordique de Kangirsuk	225 121,00 \$
Village nordique de Kuujjuaq	1 877 372,00 \$
Village nordique de Puvirnitua	953 295,00 \$
Village nordique de Quaqtua	203 297,00 \$
Village nordique de Salluit	629 530,00 \$
Village nordique de Tasiujaq	160 814,00 \$
Village nordique d'Inukjuak	681 687,00 \$
Village nordique d'Ivujivik	163 310,00 \$
Village nordique d'Umiujaq	185 397,00 \$
Ville d'Alma	750,00 \$
Ville d'Amos	91,00 \$
Ville d'Amqui	538,00 \$
Ville de Baie-Comeau	3 295,00 \$
Ville de Baie-D'Urfé	6 652,00 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	2 024,00 \$
Ville de Beauceville	6 472,00 \$
Ville de Beauharnois	21 775,00 \$
Ville de Beaufré	2 051,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Bécancour	10 998,00 \$
Ville de Beloeil	232,00 \$
Ville de Berthierville	1 230,00 \$
Ville de Blainville	890,00 \$
Ville de Boisbriand	3 011,00 \$
Ville de Bonaventure	34 173,00 \$
Ville de Boucherville	125 309,00 \$
Ville de Brossard	90 328,00 \$
Ville de Brownsburg-Chatham	611,00 \$
Ville de Candiac	95,00 \$
Ville de Cap-Chat	242,00 \$
Ville de Carignan	1 444,00 \$
Ville de Carleton-sur-Mer	1 630,00 \$
Ville de Causapscal	1 102,00 \$
Ville de Chambly	1 490,00 \$
Ville de Chandler	4 064,00 \$
Ville de Charlemagne	1 414,00 \$
Ville de Châteauguay	20 913,00 \$
Ville de Château-Richer	3 530,00 \$
Ville de Chibougamau	16 295,00 \$
Ville de Clermont	1 412,00 \$
Ville de Contrecoeur	115,00 \$
Ville de Cookshire-Eaton	1 625,00 \$
Ville de Coteau-du-Lac	6 740,00 \$
Ville de Danville	101,00 \$
Ville de Dégelis	5 449,00 \$
Ville de Delson	15 196,00 \$
Ville de Dolbeau-Mistassini	383,00 \$
Ville de Dorval	16 202,00 \$
Ville de Drummondville	456,00 \$
Ville de Farnham	401,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Forestville	6 864,00 \$
Ville de Gaspé	52 514,00 \$
Ville de Gatineau	56 754,00 \$
Ville de Gracefield	293,00 \$
Ville de Granby	1 921,00 \$
Ville de Grande-Rivière	36 859,00 \$
Ville de Huntingdon	55,00 \$
Ville de Joliette	114 268,00 \$
Ville de Kingsey Falls	147,00 \$
Ville de La Malbaie	1 176,00 \$
Ville de La Pocatière	176 426,00 \$
Ville de La Prairie	5 517,00 \$
Ville de La Tuque	4 093,00 \$
Ville de Lachute	2 705,00 \$
Ville de Lac-Mégantic	2 049,00 \$
Ville de Lac-Saint-Joseph	508,00 \$
Ville de Laval	261 463,00 \$
Ville de Lavaltrie	87,00 \$
Ville de Léry	1 052,00 \$
Ville de Lévis	73 280,00 \$
Ville de L'Île-Perrot	23 563,00 \$
Ville de Longueuil	8 848,00 \$
Ville de Louiseville	6 094,00 \$
Ville de Macamic	1 368,00 \$
Ville de Magog	1 515,00 \$
Ville de Malartic	837,00 \$
Ville de Maniwaki	372,00 \$
Ville de Marieville	1 575,00 \$
Ville de Mascouche	1 117,00 \$
Ville de Matagami	92 953,00 \$
Ville de Matane	110 513,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Mercier	10 094,00 \$
Ville de Métis-sur-Mer	103,00 \$
Ville de Mirabel	8 978,00 \$
Ville de Mont-Laurier	7 121,00 \$
Ville de Montmagny	2 731,00 \$
Ville de Montréal	7 985 510,00 \$
Ville de Montréal (Agglomération)	166 843,00 \$
Ville de Montréal-Ouest	711,00 \$
Ville de Mont-Saint-Hilaire	7 864,00 \$
Ville de Mont-Tremblant	4,00 \$
Ville de New Richmond	5 124,00 \$
Ville de Nicolet	865 649,00 \$
Ville de Normandin	28 098,00 \$
Ville de Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot	482,00 \$
Ville de Notre-Dame-du-Lac	1 187,00 \$
Ville de Paspébiac	1 499,00 \$
Ville de Percé	71 192,00 \$
Ville de Pincourt	1 772,00 \$
Ville de Pohénégamook	75,00 \$
Ville de Pointe-Claire	987,00 \$
Ville de Port-Cartier	8,00 \$
Ville de Portneuf	176,00 \$
Ville de Prévost	4 075,00 \$
Ville de Princeville	669,00 \$
Ville de Québec	3 839 730,00 \$
Ville de Repentigny	521,00 \$
Ville de Richelieu	199,00 \$
Ville de Richmond	412,00 \$
Ville de Rimouski	14 056,00 \$
Ville de Rivière-du-Loup	4 645,00 \$
Ville de Rosemère	611,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Rouyn-Noranda	13 886,00 \$
Ville de Saguenay	30 943,00 \$
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	54 613,00 \$
Ville de Saint-Basile	791,00 \$
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	16 828,00 \$
Ville de Saint-Constant	20 760,00 \$
Ville de Sainte-Adèle	3 667,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	519,00 \$
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts (Agglomération)	120,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	3 456,00 \$
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	74 408,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Monts	1 688,00 \$
Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	2 091,00 \$
Ville de Sainte-Catherine	1 134,00 \$
Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2 348,00 \$
Ville de Sainte-Julie	138,00 \$
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1 124,00 \$
Ville de Sainte-Marie	1 096,00 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	96,00 \$
Ville de Sainte-Thérèse	188,00 \$
Ville de Saint-Eustache	556,00 \$
Ville de Saint-Georges	361,00 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	639 862,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	1 862,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	840,00 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	4 996,00 \$
Ville de Saint-Lin-Laurentides	628,00 \$
Ville de Saint-Ours	159,00 \$
Ville de Saint-Pie	369,00 \$
Ville de Saint-Raymond	3 348,00 \$
Ville de Saint-Rémi	738,00 \$

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Saint-Sauveur	339,00 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	7 823,00 \$
Ville de Schefferville	2 369,00 \$
Ville de Scotstown	1 889,00 \$
Ville de Senneterre	2 027,00 \$
Ville de Sept-Iles	18 479,00 \$
Ville de Shawinigan	5 132,00 \$
Ville de Sherbrooke	20 203,00 \$
Ville de Sorel-Tracy	5 865,00 \$
Ville de Stanstead	341,00 \$
Ville de Témiscaming	73,00 \$
Ville de Terrebonne	4 084,00 \$
Ville de Thetford Mines	15 827,00 \$
Ville de Thurso	1 417,00 \$
Ville de Trois-Rivières	2 438,00 \$
Ville de Val-d'Or	23 646,00 \$
Ville de Varennes	644,00 \$
Ville de Vaudreuil-Dorion	18 897,00 \$
Ville de Victoriaville	5 242,00 \$
Ville de Ville-Marie	265,00 \$
Ville de Warwick	293,00 \$
Ville de Waterloo	3 076,00 \$
Ville de Westmount	14 923,00 \$
Ville de Windsor	265,00 \$
Ville d'East Angus	94,00 \$
Total au 12 mars 2010	23 614 563,00 \$

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 31

Pour 2009-2010, sommes allouées et détaillées dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement des MRC, prévisions pour 2010-2011.

Le programme d'aide aux municipalités régionales de comté (MRC) est pourvu d'une enveloppe de 9 157 400 \$ qui se détaille comme suit :

- Volet 1 : Aide financière aux MRC, municipalités ou villes admissibles

Sommes prévues : 9 006 260 \$

Sommes versées en 2009-2010 (Au 10 mars 2010): 8 868 255 \$ (voir tableaux détaillés ci-joints)

- Volet 2 : Aide financière aux tables de préfets

Versée à raison de 10 076 \$ par région administrative sauf pour les régions de Laval (13), du Nord-du-Québec (10) et de Montréal (06) et 10 076 \$ pour le regroupement des tables des préfets.

Sommes prévues : 151 140 \$

Sommes versées en 2009-2010 : 141 064 \$ (voir tableau détaillé ci-joint)

Pour l'exercice financier 2010-2011, voir les informations aux tableaux ci-joints.

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2009-2010
M.R.C. d'Abitibi	107 359,00 \$
M.R.C. d'Abitibi-Ouest	107 359,00 \$
M.R.C. d'Acton	109 727,00 \$
M.R.C. d'Antoine-Labelle	127 863,00 \$
M.R.C. d'Argenteuil	89 222,00 \$
M.R.C. d'Arthabaska	89 222,00 \$
M.R.C. d'Avignon	127 863,00 \$
M.R.C. de Beauce-Sartigan	89 222,00 \$
M.R.C. de Beauharnois-Salaberry	89 222,00 \$
M.R.C. de Bécancour	89 222,00 \$
M.R.C. de Bellechasse	89 222,00 \$
M.R.C. de Bonaventure	127 863,00 \$
M.R.C. de Brome-Missisquoi	89 222,00 \$
M.R.C. de Caniapiscau	77 030,00 \$
M.R.C. de Charlevoix	109 727,00 \$
M.R.C. de Charlevoix-Est	109 727,00 \$
M.R.C. de Coaticook	89 222,00 \$
M.R.C. de D'Autray	89 222,00 \$
M.R.C. de Deux-Montagnes	52 581,00 \$
M.R.C. de Drummond	89 222,00 \$
M.R.C. de Joliette	89 222,00 \$
M.R.C. de Kamouraska	109 727,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	89 222,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Gaspé	127 863,00 \$
M.R.C. de La Haute-Côte-Nord	127 863,00 \$
M.R.C. de La Haute-Gaspésie	127 863,00 \$
M.R.C. de La Haute-Yamaska	89 222,00 \$

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2009-2010
M.R.C. de La Jacques-Cartier	52 581,00 \$
M.R.C. de La Matapédia	127 863,00 \$
M.R.C. de La Mitis	127 863,00 \$
M.R.C. de La Nouvelle-Beauce	89 222,00 \$
M.R.C. de La Rivière-du-Nord	89 222,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	127 863,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-l'Or	107 359,00 \$
M.R.C. de La Vallée-du-Richelieu	52 581,00 \$
M.R.C. de Lac-Saint-Jean-Est	89 222,00 \$
M.R.C. de Lajemmerais	52 581,00 \$
M.R.C. de L'Assomption	52 581,00 \$
M.R.C. de L'Érable	89 222,00 \$
M.R.C. de L'Île-d'Orléans	85 645,00 \$
M.R.C. de L'Islet	109 727,00 \$
M.R.C. de Lotbinière	89 222,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	70 718,00 \$
M.R.C. de Maria-Chapdelaine	127 863,00 \$
M.R.C. de Maskinongé	89 222,00 \$
M.R.C. de Matane	127 863,00 \$
M.R.C. de Matawinie	89 222,00 \$
M.R.C. de Mékinac	109 727,00 \$
M.R.C. de Memphrémagog	89 222,00 \$
M.R.C. de Minganie	126 503,00 \$
M.R.C. de Mirabel	25 190,00 \$
M.R.C. de Montcalm	89 222,00 \$
M.R.C. de Montmagny	109 727,00 \$
M.R.C. de Nicolet-Yamaska	89 222,00 \$

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2009-2010
M.R.C. de Papineau	107 359,00 \$
M.R.C. de Pierre-De Saurel	89 222,00 \$
M.R.C. de Pontiac	127 863,00 \$
M.R.C. de Portneuf	89 222,00 \$
M.R.C. de Rimouski-Neigette	89 222,00 \$
M.R.C. de Rivière-du-Loup	89 222,00 \$
M.R.C. de Robert-Cliche	89 222,00 \$
M.R.C. de Roussillon	52 581,00 \$
M.R.C. de Rouville	52 581,00 \$
M.R.C. de Sept-Rivières	107 359,00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	97 283,00 \$
M.R.C. de Témiscouata	109 727,00 \$
M.R.C. de Thérèse-De Blainville	52 581,00 \$
M.R.C. de Vaudreuil-Soulanges	52 581,00 \$
M.R.C. des Basques	109 727,00 \$
M.R.C. des Chenaux	99 298,00 \$
M.R.C. des Collines-de-l'Outaouais	70 718,00 \$
M.R.C. des Etchemins	109 727,00 \$
M.R.C. des Laurentides	107 359,00 \$
M.R.C. des Maskoutains	89 222,00 \$
M.R.C. des Moulins	52 581,00 \$
M.R.C. des Pays-d'en-Haut	52 581,00 \$
M.R.C. des Sources	109 727,00 \$
M.R.C. des-Jardins-de-Napierville	89 222,00 \$
M.R.C. du Fjord-du-Saguenay	127 863,00 \$
M.R.C. du Granit	89 222,00 \$
M.R.C. du Haut-Richelieu	89 222,00 \$

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

VOLET 1 - AIDE FINANCIÈRE AUX MRC, MUNICIPALITÉS OU VILLES ADMISSIBLES

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT 2009-2010
M.R.C. du Haut-Saint-François	89 222,00 \$
M.R.C. du Haut-Saint-Laurent	89 222,00 \$
M.R.C. du Rocher-Percé	127 863,00 \$
M.R.C. du Val-Saint-François	89 222,00 \$
Municipalité de Baie-James	25 190,00 \$
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	25 190,00 \$
Municipalité régionale de comté des Appalaches	89 222,00 \$
Municipalité régionale de comté le Domaine-du-Roy	107 359,00 \$
Ville de La Tuque	117 475,00 \$
Ville de Laval	25 190,00 \$
Ville de Lévis	105 162,00 \$
Ville de Longueuil	52 581,00 \$
Ville de Rouyn-Noranda	107 359,00 \$
Ville de Saguenay	25 190,00 \$
Ville de Shawinigan	79 146,00 \$
Ville de Sherbrooke	89 222,00 \$
Ville de Trois-Rivières	25 190,00 \$

Total du volet 1 au 10 mars 2010

8 868 255,00 \$

PRÉVISIONS 2010-2011 : Les crédits prévus pour ce volet, pour l'exercice financier 2010-2011, sont de 9 006,3 k \$; toutefois la répartition par bénéficiaire n'est pas connue.

AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ (M.R.C.)
EXERCICE FINANCIER 2009-2010

VOLET 2 - AIDE FINANCIÈRE AUX ACTIVITÉS DES TABLES DE PRÉFETS

NOM DU BÉNÉFICIAIRE (M.R.C. DÉSIGNÉE)	RÉGION ADMINISTRATIVE	MONTANT 2009-2010
Conférence des préfets de MRC de Chaudière-Appalaches	Chaudière-Appalaches (12)	10 076,00 \$
M.R.C. de Bonaventure	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	10 076,00 \$
M.R.C. de La Côte-de-Beaupré	Québec (03)	10 076,00 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	Outaouais (07)	10 076,00 \$
M.R.C. de Lac-Saint-Jean-Est	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	10 076,00 \$
M.R.C. de Manicouagan	Côte-Nord (09)	10 076,00 \$
M.R.C. de Rimouski-Neigette	Bas-Saint-Laurent (01)	10 076,00 \$
M.R.C. de Témiscamingue	Abitibi-Témiscamingue (08)	10 076,00 \$
M.R.C. des Pays-d'en-Haut	Laurentides (15)	10 076,00 \$
Table de concertation des préfets de la Montérégie	Montérégie (16)	10 076,00 \$
Table des MRC de l'Estrie	Estrie (05)	10 076,00 \$
Table des préfets de Lanaudière	Lanaudière (14)	10 076,00 \$
Table des préfets du Centre-du-Québec	Centre-du-Québec (17)	10 076,00 \$
Ville de Shawinigan	Mauricie (04)	10 076,00 \$
Total du volet 2 au 10 mars 2010		141 064,00 \$
 PRÉVISIONS 2010-2011 : Les crédits prévus pour ce volet, pour l'exercice financier 2010-2011, sont de 151,1 k \$; toutefois la répartition par bénéficiaire n'est pas connue.		

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 32

Liste des municipalités et/ou MRC qui ont adopté un budget spécial pour l'année financière 2009 et les dépenses totales prévues pour chacun de ces budgets spéciaux.

Aucune municipalité ni MRC n'a adopté de budget supplémentaire pour l'année financière 2009.

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 33

Sommes engagées en 2009-2010 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2010-2011. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.

Nom	Sommes engagées 2009-2010	Sommes prévues 2010-2011	Moyens	Résultats
Programme de soutien – Table des partenaires – femmes et politique municipale. Budget régional inscrit au plan d'action de la nouvelle politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Ce programme a pour objectif de soutenir les activités de la Table afin de susciter des élues, des candidates et la population en général à l'importance d'encourager et d'accroître la présence des femmes au sein des instances électives municipales	38 000,00 \$	38 000,00 \$	Les directions régionales du Ministère ont soutenu les activités organisées par les groupes de femmes dans les régions ; ces activités visent l'information, la formation, le réseautage et le mentorat des élues municipales ou de futures candidates, ainsi que des actions de sensibilisation des acteurs sociaux dont les médias.	La proportion de femmes à la mairie est de 16 % et celle de conseillères est de 29% à la suite des élections de 2009. Dans plusieurs régions, les groupes de femmes et leurs partenaires du milieu (ex. : chambres de commerce) sont très actifs en vue des élections municipales de 2009. Leurs actions vont du réseautage des élues municipales afin de les soutenir dans leur rôle, à la formation des candidates, en passant par de nombreuses activités de sensibilisation à la politique municipale.
Stratégie de communication	426 230,43 \$	0 \$	La Direction des communications du Ministère a conçu, élaboré et a coordonné une stratégie globale de communication pour le projet « Élections 2009 ». Cette stratégie globale a visé l'ensemble des citoyens du Québec alors que des plans de communication ont visé spécifiquement des clientèles cibles, notamment les femmes et les jeunes. Le détail des publicités et autres dépenses en lien avec cette stratégie se trouve à la demande de renseignements généraux n° 3.	Le Ministère a visé à promouvoir l'exercice de la démocratie municipale, en favorisant la participation aux élections municipales (mises en candidature et participation aux scrutins).

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 34	Sommes versées aux MRC en 2009-2010 visant l'élection du préfet au suffrage universel.

Nom du bénéficiaire	Montant \$
M.R.C. de Kamouraska	19 370,93 \$
M.R.C. de La Haute-Gaspésie	16 666,67 \$
M.R.C. de La Vallée-de-la-Gatineau	15 970,46 \$
M.R.C. de Témiscouata	20 000,00 \$
M.R.C. des Basques	15 181,10 \$
M.R.C. des Pays-d'en-Haut	20 000,00 \$
M.R.C. du Granit	13 979,63 \$
M.R.C. du Haut-Saint-François	20 000,00 \$
Total en date du 12 mars 2010	141 168,79 \$

Étude des crédits 2010-2011
Demande de renseignements particuliers

Demande # 35	Liste des rencontres tenues par la CAR en 2009-2010.

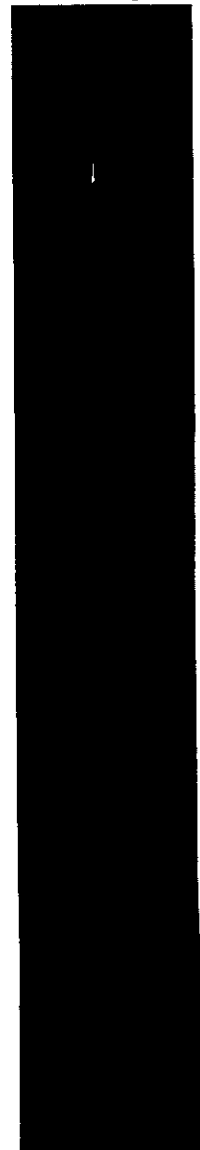
Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues (nombre et dates)
01 - Bas-Saint-Laurent	4 rencontres : 15 mai 2009, 2 octobre 2009, 4 décembre 2009 et 19 février 2010
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 rencontres : 11 mai 2009 et 28 octobre 2009
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale
04 - Mauricie	3 rencontres : 22 mai 2009, 23 octobre 2009 et 29 janvier 2010
05 - Estrie	3 rencontres : 29 mai 2009, 30 octobre 2009 et 5 février 2010
06 - Montréal	4 rencontres : 14 mai 2009, 17 septembre 2009, 26 novembre 2009 et 11 février 2010
07 - Outaouais	5 rencontres : 25 mai 2009, 25 juin 2009*, 21 septembre 2009, 30 novembre 2009 et 8 février 2010 * Rencontre spéciale de la CARO avec le ministre régional, à la demande des deux parties aucun procès-verbal n'a été produit pour cette rencontre
08 - Abitibi-Témiscamingue	2 rencontres : 24 avril 2009, 16 octobre 2009
09 - Côte-Nord	4 rencontres : 29 avril 2009, 3 septembre 2009, 4 novembre 2009 et 5 mars 2010
10 - Nord-du-Québec	3 rencontres : 4 juin 2009, 27 novembre 2009 et 3 mars 2010
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 rencontres : 17 juin 2009 et 16 novembre 2009
12 - Chaudière-Appalaches	3 rencontres : 29 mai 2009, 18 septembre 2009, 4 décembre 2009
13 - Laval	4 rencontres : 23 juillet 2009, 1 ^{er} octobre 2009, 7 janvier 2010 et 25 février 2010
14 - Lanaudière	5 rencontres : 18 février 2009, 20 mai 2009, 18 novembre 2009, 22 janvier 2010 et 9 février 2010
15 - Laurentides	2 rencontres : 22 mai 2009 et 12 mars 2010
16 - Montérégie	3 rencontres : 18 juin 2009, 10 novembre 2009 et 10 mars 2010
17 - Centre-du-Québec	5 rencontres : 24 avril 2009, 5 juin 2009, 2 octobre 2009, 4 décembre 2009 et 12 mars 2010

Les listes des participants, les ordres du jour et les procès-verbaux des rencontres de chacune des CAR figurent en annexe.

Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent, le 15 mai 2009, de 9 h à 12 h, à l'Hôtel Rimouski – Centre de congrès, à la salle Mgr-Blais

Ordre du jour

09 h	1.	<i>MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE</i>
09 h 05	2.	<i>LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR</i>
09 h 10	3.	<i>ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU 6 MARS 2009</i>
09 h 20	4.	<i>PROGRAMME DE CONCILIATION-TRAVAIL-FAMILLE (CTF) POUR LES MILIEUX DE TRAVAIL – VOLET ENTREPRISES ET VOLET ASSOCIATION</i> Madame Roxane Grenon, MFA
09 h 40	5.	<i>POINT D'INFORMATION RELATIF À LA GRIPPE H1N1</i> Madame France-Sylvie Loisel, MSP
10 h	6.	<i>POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ BSL</i> Monsieur Gérald Beaudry, CRÉ Bas-Saint-Laurent
10 h 20	7.	<i>DÉPLOIEMENT DE SERVICES QUÉBEC AU BAS-SAINT-LAURENT ET NOUVEAUX SERVICES OFFERTS</i> Madame Isabelle Blouin-Gagné, Services Québec
10 h 35		<i>PAUSE</i>
10 h 50	8.	<i>POINT D'INFORMATION EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</i> Monsieur Serge St-Louis, CSPQ Bas-Saint-Laurent
11 h 10	9.	<i>TOUR DE TABLE RELATIF AUX ENJEUX MINISTÉRIELS ET GOUVERNEMENTAUX</i>
11 h 50	10.	<i>AUTRES SUJETS</i>
11 h 55	11.	<i>PROCHAINE RENCONTRE</i>
12 h	12.	<i>LEVÉE DE LA RÉUNION</i>



Liste des présences

CAR – 15 mai 2009

9 h

Lieu : Hôtel Rimouski – Salle Mgr Blais

Sous la présidence de Gilles Julien

Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)		Informations supplémentaires
Allard, Geoffroy	SIQ		Oui ☒ Non ☐	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui ☒ Non ☐	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui ☒ Non ☐	
Bédard, Gérard	MELS		Oui ☐ Non ☐	
Bergeron, Mario	MTQ	(+) Lise Therriault	Oui ☒ Non ☐	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui ☐ Non ☒	
Blais, Josée	CQIASA		Oui ☐ Non ☐	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui ☐ Non ☐	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui ☒ Non ☐	
Caron, Mona	SAAQ		Oui ☒ Non ☐	
Cyr, Roger	MDEIE		Oui ☐ Non ☐	
Cyr, Viateur	Justice		Oui ☐ Non ☐	
Demers, Claude	OQLF		Oui ☐ Non ☒	
Denault, Bernard	MRI		Oui ☐ Non ☐	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui ☐ Non ☐	
Doyle, Yvon	MICC		Oui ☐ Non ☐	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui ☐ Non ☐	
Fournier, Christian	CNT		Oui ☒ Non ☐	
Grenon, Roxane	Min. Famille et Aînés		Oui ☒ Non ☐	
Hudon, Linda	Sécurité publique (Probation)		Oui ☐ Non ☐	
Hufty, Éric	Min. Famille et Aînés		Oui ☐ Non ☐	
Landry, Jean-François	Min. Tourisme		Oui ☐ Non ☒	
Landry, Louis	MCCCF		Oui ☒ Non ☐	
Latour, Chantal	MCE- Aff. Autochtones		Oui ☒ Non ☐	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui ☐ Non ☐	
Lévesque, Claude	ASSS		Oui ☐ Non ☒	
Loisel, France-Sylvie	Sécurité publique (séc. Civile)		Oui ☒ Non ☐	
Ouellet, Rosaire	Fin. agricole		Oui ☐ Non ☐	AM seulement
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui ☐ Non ☐	
Rioux, Christiane	Services Québec	Isabelle B.-Gagné	Oui ☒ Non ☐	
Robitaille, Pierre	MESS	Diane Vallières	Oui ☒ Non ☐	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui ☐ Non ☐	
St-Louis, Serge	CSPQ		Oui ☒ Non ☐	
Vacant	CSF		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie des rentes		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie du logement		Oui ☐ Non ☐	
Vézina, Luc	MAPAQ		Oui ☒ Non ☐	
Viau, Alain	MRNF		Oui ☒ Non ☐	

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 15 MAI 2009
À L'HÔTEL RIMOUSKI, SALLE MGR-BLAIS, DÈS 9 h**

Sous la présidence de :

Monsieur Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent

Ont participé :

ASSS, Monsieur Claude Lévesque CNT, Monsieur Christian Fournier CRÉBSL, Monsieur Gérald Beaudry CSPQ, Monsieur Serge St-Louis IQ, Madame Lucie Beaulieu MAPAQ, Monsieur Luc Vézina MCCCCF, Monsieur Louis Landry MDDEP, Monsieur Jean-Marie Dionne MDDEP, Monsieur Jules Boulanger MDEIE, Monsieur Roger Cyr	MFA, Madame Roxane Grenon MICC, Monsieur Yvon Doyle MJustice, Monsieur Viateur Cyr MRNF, Monsieur Alain Viau MSP, Madame France-Sylvie Loisel MTQ, Madame Mireille Parent MTQ, Madame Lise Therriault OPHQ, Madame Johanne Blanchette Services Québec, Madame Isabelle Blouin-Gagné SIQ, Monsieur Geoffroy Allard

Était aussi présente :

Madame Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

Ne pouvaient être présentes ou présents :

FADQ, Monsieur Rosaire Ouellet IQ, Monsieur Frédéric Bernier MAPAQ - CQIASA, Madame Josée Blais MCE, Madame Chantal Latour MELS, Monsieur Gérard Bédard MESS, Monsieur Pierre Robitaille MRevenu, Monsieur Michel Lepage MRI, Monsieur Bernard Denault	MSP, Madame Linda Hudon MTourisme, Monsieur Jean-François Landry OQLF, Monsieur Claude Demers Régie du bâtiment, Monsieur Charles Pineault Régie du logement, Monsieur René-Jean Banville RRQ, Monsieur Gilles Arsenault SAAQ, Madame Mona Caron Télé-Québec, Madame Diane Dubé

1. Mot de bienvenue

Monsieur Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes et à tous. Il souligne la présence de mesdames Isabelle Blouin-Gagné de Services Québec et Lise Therriault du MTQ.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Aucun autre sujet n'est ajouté. Le point 10 : *Autres sujets*, demeure ouvert.

3. Adoption du compte rendu du 6 mars 2009

Le compte rendu a été transmis, au préalable et est jugé conforme, si ce n'est un ajout au point 9, par madame Johanne Blanchette. Les points faisant l'objet d'un suivi seront abordés lors du tour de table relatif aux enjeux ministériels et gouvernementaux.

4. Programme de conciliation-travail-famille (CTF) pour les milieux de travail – volet entreprises et volet associations

Madame Roxane Grenon du MFA présente les deux volets (entreprises et associations) du *Programme de soutien financier aux milieux de travail en matière de conciliation travail - famille*. Elle rappelle que la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, rendue public en décembre 2006 comporte une orientation portant sur la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles. C'est donc dans ce contexte que le programme a été développé, il vise à améliorer la qualité de vie des travailleurs tout en tenant compte des réalités des milieux de travail. Le soutien financier appuie la mise en place de solutions concrètes en matière de conciliation travail - famille. L'enveloppe totale est de 2,3 M\$. L'aide, sous forme de subventions, peut atteindre 10 000 \$, volet entreprises, et 50 000 \$, volet associations. Elle peut permettre la réalisation de diagnostics, l'élaboration et la mise en place des mesures prioritaires, l'implantation de comités conjoints à la condition que ces activités s'inscrivent dans le cadre d'une démarche structurée, etc. Les projets peuvent être soumis au MFA en tout temps. Le programme, d'une durée d'un an, s'adresse aux PME légalement constituées (y compris les OBNL) de moins de 250 employés, en ce qui a trait au volet entreprises et à toute association patronale, syndicale, professionnels, sectorielle ou autre reconnue et établie au Québec pour ce qui est du volet associations. Enfin, notons que des démarches sont en cours afin d'évaluer la possibilité de mettre en place un ISO CTF. De plus, quatre chambres de commerces ont remis des prix à des entreprises pour récompenser les milieux de travail qui se démarquent par la qualité et le caractère innovateur de leurs mesures de conciliation. Il est possible de consulter les deux guides d'information 2009-2010, sur le site internet du Ministère, aux adresses suivantes :

http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/progr_CTF_entreprises.pdf

http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/progr_CTF_associations.pdf

5. Point d'information relatif à la grippe A(H1N1)

Madame France-Sylvie Loisel du MSP mentionne qu'au Bas-Saint-Laurent, des mécanismes ont été mis en place pour permettre aux intervenants de bien se préparer en cas de pandémie. Les municipalités, commissions scolaires et garderies ont reçu de l'information. Au Québec, quelques cas ont été rapportés, mais, une vigilance est maintenue. Le Secrétariat du Conseil du trésor a expédié aux ministères et organismes les mesures à respecter. Tous les ministères ont été appelés à maintenir à jour un plan d'intervention et à diffuser l'information à leurs réseaux respectifs. À titre d'exemples, le MAMROT a produit un *Guide pour l'élaboration d'un Plan particulier d'intervention en cas de pandémie d'influenza à l'intention des municipalités*, le MDEIE a élaboré un *Guide à l'intention des entreprises pour la planification de la continuité des opérations en cas de pandémie d'influenza*. Un *Guide – Mesures de prévention dans un contexte de pandémie d'influenza à l'intention des employeurs et travailleurs du Québec* a été produit de concert par le MSSS et la CSSST. Un *Guide – Prévention des impacts psychosociaux dans un contexte de pandémie d'influenza à l'intention des employeurs et travailleurs du Québec* a été produit également par le MSSS. Le MAPAQ suit la situation de près, les consommateurs de porcs ont eu des craintes, ce qui a nui à l'industrie. De son côté, la SIQ s'assure de maintenir les locaux propres. De plus, des distributrices de savon pour les mains seront installés. Des centres de coordination des services régionaux seront mis en place dans les différentes régions du Québec et des questions et réponses à l'intention de la clientèle sont disponibles sur internet. Chaque établissement hospitalier doit produire des rapports sur une base régulière. Le personnel est mobilisé et prêt à intervenir. Des cliniques de vaccination pourraient être tenues. Les membres de l'Organisation de la sécurité civile suivent la situation de près.

Pour plus d'information, consultez le site [Pandémie Québec](#).

6. Point d'information de la CRÉ BSL

La CRÉ souhaite, depuis plusieurs mois, que des dossiers tels *l'Entente spécifique visant à soutenir l'innovation au sein des entreprises des secteurs manufacturier et tertiaire moteur de la région du Bas-Saint-Laurent*, les crédits d'impôt aux régions ressources, le programme RENFORT, fassent l'objet d'un dénouement. En conséquence, elle a récemment pressé le gouvernement du Québec d'agir en dénonçant la lenteur avec laquelle s'adapte le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, aux réalités régionales. Monsieur Gérald Beaudry a tenu à préciser toutefois que cette intervention ne visait nullement le personnel de la direction régionale du MDEIE.

Le conseil d'administration de la CRÉ a réaffirmé l'importance de poursuivre les négociations sur *l'Entente spécifique sur la gestion de l'eau par bassin versant*.

Innovation maritime a effectué un sondage auprès de 1 600 personnes habitant dans les huit MRC du Bas-Saint-Laurent. Celui-ci a permis de constater que la région génère plus de 9 600 déplacements inter-MRC quotidiennement fait essentiellement pour le travail. Dès l'automne 2009, un Bureau régional du transport collectif sera créé. Il s'occupera de gérer la promotion du transport en commun. Il pourra mettre en place un service de transport collectif inter-MRC régulier complémentaire au transport interurbain.

Une nouvelle entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration est en élaboration. Dans ce contexte, il est notamment souhaité de mieux accueillir, encadrer et accompagner les personnes immigrantes. Par ailleurs, une stratégie sera élaborée de façon de tenir compte de la réalité de chacune des MRC.

Le processus de comblement du poste, laissé vacant à la suite du départ de monsieur Richard Savard, est en cours. Madame Geneviève Constancis assure l'intérim. Par ailleurs, madame Emma Savard, coordonnatrice de la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent, occupe maintenant la coordination de COSMOSS et madame Chantale Dumont, qui occupait le poste d'agente de participation citoyenne à la Commission jeunesse, devient coordonnatrice de cette même Commission.

Une tournée de consultation en prévision de la présentation d'un nouveau plan de lutte contre la pauvreté débutera en septembre et octobre dans toutes les régions du Québec.

Monsieur Beaudry mentionne que la CRÉ est très sollicitée et appelée à intervenir dans une multitude de dossiers divers. À titre d'exemple, il cite le dossier de l'économie sociale qui mobilisera des employés de la CRÉ, notamment pour élaborer un portrait régional des entreprises d'économie sociale en aide domestique.

Le projet ZAP (Zone d'accès public) Bas-Saint-Laurent est en cours. En fait, il s'agit de procurer un accès à Internet sans fil gratuit près de certains édifices publics. Au Bas-Saint-Laurent, il y a actuellement 10 950 ménages qui n'ont pas accès à Internet haute vitesse.

La Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) a le mandat de produire un *Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire* (PRDIRT). À cet effet, des consultations sur le diagnostic du PRDIRT ont été tenues. Cette étape est la première d'un processus de consultation devant aboutir à l'adoption du PRDIRT sur le territoire public du Bas-Saint-Laurent. Monsieur Beaudry mentionne qu'il est toutefois difficile de faire fi du territoire privé.

7. Déploiement de services Québec au Bas-Saint-Laurent et nouveaux services offerts

Madame Isabelle Blouin-Gagné de Services Québec fait le point sur le déploiement de Services Québec au Bas-Saint-Laurent. Elle souligne que la dernière année en fut une de déploiement intense et de bonification de l'offre de service. Elle rappelle que le réseau est constitué de Centres locaux de services (CLS) qui se déploient sur la base des emplacements actuellement occupés par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), de Points de services à partir des Bureaux de la publicité des droits (BPD) et de Points d'accès dans les Centres locaux d'emploi (CLE) où la clientèle peut y trouver un ordinateur et un téléphone.

Au printemps 2008, le personnel de Foncier Québec et la ligne d'affaires du BPD furent intégrés. À l'automne 2008, de nouveaux centres de services ont été déployés et à l'hiver 2008, de nouvelles lignes d'affaires furent ajoutées. Enfin au printemps 2008, les activités de communication et d'information furent réorganisées. Plus spécifiquement, le CLS de Matane a ouvert ses portes aux Galeries Vieux-Port, en octobre 2008. En novembre 2008, le Centre régional de services (CRS) de Rimouski a vu le jour. Il est situé sur la rue Léonidas Sud. Les services à la clientèle de Services Québec et du BRP y sont offerts. Les bureaux de la direction régionale demeurent au 337, rue Moreault. Considérant le contexte budgétaire actuel, le projet de CLS d'Amqui est suspendu jusqu'à nouvel ordre. Actuellement, des centres d'accès de Services Québec sont localisés dans les CLE de Cabano, Mont-Joli et La Pocatière. De plus, les CLS de Saint-Pascal, Rivière-du-Loup et Matane sont en opération. Un point de services à partir du BPD est à déployer à Amqui.

Les CLS offrent les services de renseignements sur les services et programmes gouvernementaux, d'aide à la navigation sur les postes Internet, les services du BPD, de changement d'adresse et d'assermentation pour tous les types de demandes, incluant celles relevant des M/O, du gouvernement fédéral, des organisations étrangères ainsi que pour des transactions de nature privée. Enfin, le CRS de Rimouski offre des services telles demande de certificat ou de copie d'acte de naissance, de mariage, d'union civile ou de décès, information générale relative aux documents du Directeur de l'état civil, de l'assistance pour compléter les formulaires, etc.

Madame Blouin-Gagné termine en indiquant que les autorités de Services Québec ont mené une réflexion visant à recentrer toutes les activités sur la mission première de l'organisme. Ainsi, celui-ci offre un guichet multiservice à l'intention des citoyens et des entreprises. De plus, il assure les communications gouvernementales en cas de situations d'urgence. Notons que Services Québec n'a plus comme mandat d'assurer les communications gouvernementales. Il est toutefois possible pour les M/O d'avoir accès à l'expertise de l'organisme pour réaliser diverses activités de communication ou d'information. Toutefois, celles-ci pourraient être tarifées. Des informations additionnelles à ce sujet, nous seront communiquées à l'automne.

8. Point d'information en matière de gestion des ressources humaines

• Ateliers du leadership

Le 17 avril 2009 se tenait à Rimouski un atelier du leadership sous le thème : *Développer votre crédibilité et vos habiletés relationnelles*. Cet événement fut très

apprécié des participants. La prochaine activité aura lieu, à Rimouski, le 19 septembre 2009. Le thème et le conférencier ne sont pas encore connus. Monsieur St-Louis transmettra, d'ici quelques semaines, le calendrier des prochaines activités.

- ***Sessions d'accueil gouvernemental***

À l'automne se tiendra une nouvelle session d'accueil gouvernemental à l'intention des nouveaux employés de la fonction publique. Monsieur St-Louis informera les gestionnaires.

- ***Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH)***

Quatre (4) projets ont été retenus au Bas-Saint-Laurent dans le cadre de ce programme dont deux (2) ont été présentés par le MAPAQ, un (1) par le MELS et un (1) par le Palais de justice à Amqui. Monsieur St-Louis note qu'il est difficile de combler ces postes puisque le nombre de candidats est restreint.

- **100 JOURS pour diriger une nouvelle équipe**

Le CSPQ offre du soutien en ce qui a trait à la formation *100 JOURS pour diriger une nouvelle équipe*, développée par la firme *Axxio inc.* Il s'agit d'un accompagnement offert aux nouveaux gestionnaires pour leur permettre de franchir plus aisément la période de la prise de fonction pour toute personne qui vient d'être nommée à un nouveau poste de gestion (premier poste, mutation ou promotion). Les gestionnaires intéressés doivent d'abord contacter leur Direction des ressources humaines puisque leur ministère ou organisme doit posséder une licence corporative afin de pouvoir profiter de cette formation.

Par ailleurs, il invite les membres de la CAR à lui communiquer tout besoin de formation.

- **Programme d'aide aux employés (PAE)**

Le CSPQ Bas-Saint-Laurent offrira sous peu ce service. Il sera principalement destiné aux personnes à l'emploi de petits ministères ou organismes. Monsieur St-Louis informera les membres de la CAR, à ce sujet, au cours de l'automne.

- **Portrait de l'effectif de la fonction publique**

Monsieur St-Louis a obtenu les données et sera donc en mesure de présenter le portrait de l'effectif de la fonction publique à la rencontre du 2 octobre prochain.

9. Tour de table relatif aux enjeux ministériels et gouvernementaux

Ministère de la Famille et des Aînés (MFA)

Madame Roxane Grenon mentionne que la *Semaine québécoise des familles* est en cours. Elle se déroule du 11 au 17 mai. Plusieurs activités se tiennent dans différentes municipalités du Québec pour souligner cette semaine thématique. À cette occasion, une lettre a été transmise aux partenaires du Ministère afin de souligner l'apport essentiel des organismes communautaires-famille.

Le projet de loi 51, *Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant et modifiant diverses dispositions législatives*, a été présenté cette semaine. Il devrait être adopté à la fin du mois de juin 2009.

Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)

Madame Johanne Blanchette rappelle que la politique intitulée *À part entière : pour l'exercice du droit à l'égalité* visant l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées, devrait être adoptée sous peu.

Par ailleurs, du 1^{er} au 7 juin 2009 se tiendra la semaine québécoise des personnes handicapées sous le thème « *Vivre à part entière* ».

Investissement Québec (IQ)

Madame Lucie Beaulieu mentionne que le vérificateur général entreprendra une enquête sur les investissements effectués par les FIER (*Fonds d'intervention économique régional*). De plus, un comité d'experts sera chargé de revoir les règles de gouvernance de ces fonds. Notons, qu'au Bas-Saint-Laurent, il y a deux FIER soit, le FIER Innov-Action et le FIER Témiscouatain.

Dans un autre ordre d'idées, madame Beaulieu siègera sur un comité chargé d'élaborer une politique de financement socialement responsable (FSR - éthique).

Certaines modalités relatives au programme RENFORT ont été modifiées. Notamment, cette mesure sera dorénavant accessible aux industriels de la forêt. RENFORT a été mis en place pour permettre aux entreprises de contrer les effets négatifs du resserrement du crédit. Rappelons qu'il y a quelques jours, la CRÉ pressait le gouvernement du Québec d'agir en ce qui concerne les leviers financiers en soutien à la

situation économique actuelle dénonçant notamment le fait que dans le cadre du programme RENFORT, les entreprises régionales, notamment celles oeuvrant dans le secteur forestier, ne répondaient pas aux critères d'admissibilité jugés trop sévères.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent (ASSS)

Monsieur Lévesque mentionne qu'une proposition sera soumise lors d'une prochaine rencontre de la CAR quant à un partenariat possible des instances concernées par l'offre d'un service d'interprétariat régional. Également, le point sur le *Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids* sera fait lors d'une prochaine réunion. La tournée des MRC a débuté. À cet effet, deux ont été vues et quatre devraient l'être sous peu. Les rencontres tenues à ce jour, ont été très positives. Par ailleurs, monsieur Lévesque nous informe que l'hôpital d'Amqui chauffera sous peu à la biomasse forestière.

Les relations entre le gouvernement et les syndicats des ambulanciers pourraient être tendues, au cours des prochaines semaines. En effet, le litige porte sur l'intégration à la nouvelle échelle salariale, en tenant compte du degré de scolarité et de l'expérience.

Enfin, le projet visant la mise en place d'un programme d'enseignement en médecine générale progresse bien.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)

Monsieur Luc Vézina souligne que *l'Entente spécifique visant la mise en œuvre du plan de développement stratégique de l'agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent 2009-2012* sera signée prochainement par la Fédération de l'UPA de la Côte-du-Sud, la Fédération de l'UPA Bas-Saint-Laurent, la Fédération des caisses Desjardins du Québec, la Table de concertation agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent, la CRÉ, le MESS, le MDEIE, le MAMROT et le MAPAQ.

Pour donner suite au rapport de la *Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois*, le MAPAQ commandait une étude au regard de la protection du territoire agricole. Le Ministère a pris connaissance du rapport intitulé *Protection du territoire agricole et développement régional - Une nouvelle dynamique mobilisatrice pour nos communautés*. Celui-ci rassemble des mesures que le Ministère pourrait proposer dans le cadre de la modernisation du régime de protection du territoire agricole. À titre d'exemple, monsieur Vézina souligne que le développement urbain, notamment en périphérie de la ville de Montréal, mérite que l'on s'attarde à la notion de protection du territoire agricole. Le Ministère prendra le temps nécessaire pour étudier chacune des mesures proposées dans ledit rapport.

Enfin, monsieur Vézina mentionne que le MAPAQ dispose de nouveaux programmes.

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)

Monsieur Roger Cyr espère que *l'Entente spécifique visant à soutenir l'innovation au sein des entreprises des secteurs manufacturier et tertiaire moteur de la région du Bas-Saint-Laurent* sera signée prochainement.

Il souligne que monsieur Denis Goulet, directeur régional par intérim au bureau du MDEIE de la Gaspésie – Île-de-la-Madeleine, occupera dorénavant de nouvelles fonctions à La Pocatière. En conséquence, monsieur Cyr, en plus de ses fonctions habituelles, assumera l'intérim de ce bureau. Par ailleurs, madame Carole Côté, conseillère au MDEIE, prendra sa retraite en juin prochain. Monsieur Cyr entreprendra les démarches nécessaires au comblement du poste.

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)

Monsieur Alain Viau mentionne que le mois de mai est le mois de l'arbre et des forêts. Durant cette période, le Ministère réalise différentes activités sur l'ensemble du territoire. Il y a notamment la distribution de plants d'arbres. Également, *La Fête de la pêche* se tiendra en juin prochain. À cette occasion, des activités visant à initier les jeunes et à leur transmettre cette passion seront organisées.

La crise forestière frappe une fois de plus. En effet, la Société d'Exploitation des Ressources de la Vallée (SERV) a annoncé la faillite de son usine de transformation MultiBois de Saint-Vianney. Notons que l'entreprise s'était placée sous la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Le Ministère suit la situation de près. Par ailleurs, le *Programme d'investissements sylvicoles* est reconduit pour l'exercice financier 2009-2010.

Les propriétaires de machineries forestières et les transporteurs de bois rond touchés par la crise forestière pourront dorénavant avoir accès à un tout nouveau programme qui leur permettra d'obtenir un remboursement des frais d'intérêts. Monsieur Viau rappelle que les programmes d'aide ne doivent pas enfreindre les dispositions de l'Accord sur le bois d'œuvre conclu avec les États-Unis.

La période de dépôt des candidatures pour l'attribution de la biomasse forestière a pris fin le 17 avril 2009. Les propositions soumises sont présentement analysées et le ministre devrait faire l'annonce de celles retenues d'ici deux à trois semaines.

En raison des accumulations de neige supérieures à la moyenne, le Ministère a procédé au nourrissage d'urgence du cerf de Virginie dans les ravages de l'est. Par ces actions, le cheptel devrait être maintenu. Par ailleurs, on retrouve une trop forte concentration d'originaux sur la Réserve faunique de Matane. À cet effet, des actions sont menées pour diminuer le cheptel et amoindrir les impacts sur le territoire.

En mars dernier, le Ministère a tenu des séances d'information à l'intention des personnes intéressées à exploiter une érablière à des fins acéricoles sur les terres du domaine de l'État.

Le processus de délégation des carrières et sablières vers les MRC est en cours. Des guides sont en préparation. À ce jour, six (6) MRC du Bas-Saint-Laurent ont signifié leur intérêt et une autre devrait le faire sous peu. Le *Décret sur la décentralisation de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier* devrait être adopté sous peu.

Une *Entente spécifique sur les modalités d'un soutien financier à la Chaire de recherche sur la forêt habitée de l'Université du Québec à Rimouski* est en élaboration. Elle vise notamment à réaliser des activités de recherche et de développement, d'essai, d'expérimentation et d'acquisition de connaissances sur le milieu forestier de la région du Bas-Saint-Laurent.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

Monsieur Yvon Doyle indique qu'une nouvelle entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration est en élaboration. Dans ce contexte, il est notamment souhaité de mieux accueillir, encadrer et accompagner les personnes immigrantes. Pour ce faire, les services d'un représentant basé à Montréal pourraient être retenus grâce à la collaboration d'Emploi-Québec. De plus, des arrimages entre les besoins de main-d'œuvre des entreprises et les compétences des personnes immigrantes seraient établis. Notons que l'*Entente spécifique de régionalisation de l'immigration* en vigueur depuis avril 2007 a pris fin le 31 mars 2009.

Par ailleurs, une nouvelle liste des secteurs d'activité prioritaires, pour le Québec, permettra une meilleure sélection à l'étranger des candidats. En terminant, monsieur Doyle mentionne qu'un colloque sur la régionalisation de l'immigration devrait avoir lieu à l'automne.

Société immobilière du Québec (SIQ)

Monsieur Allard rappelle l'importance de se laver les mains pour empêcher la transmission des infections.

Ministère de la Sécurité publique (MSP)

Madame Loisel mentionne que la Semaine de la sécurité civile 2009 s'est tenue du 3 au 9 mai. Par ailleurs, les nouveaux locaux du MSP seront inaugurés en juin prochain. Ils seront situés au 70, rue Saint-Germain est, à Rimouski. Enfin, des travaux sont en cours en vue de présenter un cadre de prévention de l'érosion des berges.

Ministère de la Justice

Monsieur Viateur Cyr rappelle que se tenait du 30 mars au 5 avril 2009, *Les Rendez-vous avec la justice*. À cette occasion, plusieurs activités se sont déroulées partout au Québec. Elles visaient à aider la population à mieux connaître et comprendre le système de justice québécois. Des activités se sont notamment tenues à Rimouski et Rivière-du-Loup. Celles-ci ont connu beaucoup de succès. Au cours des prochains mois, une évaluation de cette semaine thématique sera effectuée et la décision de renouveler ou non l'expérience sera prise.

Le Ministère a procédé à une modification de la structure organisationnelle. Ainsi, le réseau des services judiciaires comporte maintenant deux nouvelles directions territoriales (Directions générales associées) au lieu de 3. La *Direction des services judiciaires de la Capitale-Nationale et des régions* dessert treize (13) directions régionales dont celle du Bas-Saint-Laurent.

L'un des enjeux de la planification stratégique du Ministère, couvrant la période s'étendant du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2010, consiste à rendre accessible le système de justice. À cet effet, des modes alternatifs de règlement des conflits (médiation) sont encouragés tout comme une meilleure préparation des citoyens qui désirent se présenter en cour sans avocat.

Enfin, la communauté juridique du district de Rimouski est toujours en attente d'une annonce officielle du projet d'agrandissement du palais de justice de Rimouski.

Commission des normes du travail (CNT)

Les membres de la CAR sont invités à participer à un petit-déjeuner conférence sous le thème *Prévenir le harcèlement psychologique au travail : une mission à partager*. Cette activité se tiendra le mardi 9 juin prochain de 7 h 30 à 9 h 30 au Riotel Matane. À cette occasion, seront présentés les succès de la médiation, des cas concrets de jurisprudence, des outils de prévention, le témoignage et l'expérience d'un employeur pour qui la prévention dans son entreprise a été bénéfique. Par ailleurs, cet automne se tiendra un séminaire. Monsieur Fournier en informera les membres.

En cette période de crise économique, de plus en plus d'avis de licenciement collectifs sont transmis aux employés. Or, la CNT doit souvent intervenir puisque les employeurs ne respectent pas toujours les délais requis.

Ministère des Transports (MTQ)

Madame Mireille Parent souligne que la période de dégel prend fin et que les travaux routiers débutent.

Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)

Monsieur Louis Landry mentionne qu'un exercice de veille est en cours afin de surveiller l'impact éventuel de la crise économique sur les organismes culturels.

Il précise que dans le cadre du Programme québécois des infrastructures (PQI), le MCCCF dispose d'une enveloppe de 1,2 milliards pour permettre aux municipalités et organismes de procéder au maintien d'actif d'infrastructures existantes ce qui peut contribuer, entre autres, à l'essor culturel et économique de la région.

Le 24 avril dernier se tenait à l'église Saint-Pie X de Rimouski, un Colloque réunissant plus de 250 personnes, sur le Patrimoine religieux, afin d'amorcer une réflexion sur l'avenir des églises dans le Bas-St-Laurent.

Madame Nancy Robichaud précise que la Table Égalité de la CAR s'est rencontrée à trois reprises. La dernière rencontre a eu lieu le vendredi 8 mai dernier. À cette occasion, madame Nadia Morin, accompagnée de madame Ginette Bergeron, est venue présenter le FAIRE (*Fonds d'accompagnement et d'investissement régional pour entrepreneurEs*). Il s'agit d'un organisme qui soutient le démarrage, la consolidation et l'expansion de petites et moyennes entreprises dont les femmes sont majoritairement actionnaires en leur facilitant l'accès au financement, en fournissant une assistance technique et en favorisant le réseautage. Il a été question notamment du plan de visibilité du FAIRE, dont la promotion fait partie du plan d'action de *l'Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes*. Il a aussi été question de la difficulté d'obtenir des données ventilées selon les sexes en matière d'entrepreneuriat.

Mme France Paquet a fait une courte présentation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS). Ensuite, madame Catherine Lemieux, de la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, est venue présenter le *Recueil de données ventilées selon les sexes* produit par l'*Observatoire de la condition féminine en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine* dans le cadre de *l'Entente de collaboration en condition féminine pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine 2008-2011*. Il est possible de consulter le recueil à l'adresse suivante : http://www.femmesgim.qc.ca/images/stories/observatoire_gm_avril_2009.pdf

Il a aussi été question de la problématique du transport au plan national, régional et local notamment d'une étude d'ADS, réalisée par le MTQ, qui évaluera l'implantation des programmes d'aide au transport collectif. À cet effet, la possibilité d'intégrer l'ADS à un projet régional de transport collectif sera regardée. Enfin, des Journées Régionales Égalité (JRE) se déploieront dans toutes les régions du Québec d'ici mars 2010. Nous y serons possiblement conviés à l'automne.

Les comptes rendus, ayant été adoptés, seront transmis par courriel. La prochaine réunion se tiendra le jeudi 1^{er} octobre 2009. Les membres de la Table Égalité ont manifesté l'intérêt d'avoir une présentation de Cosmoss. En ce sens, il est proposé que cette présentation ait lieu lors de la prochaine CAR et réunisse tant les membres de la CAR et de la Table Égalité. Les professionnels des différents ministères et organismes concernés ou intéressés par ce sujet y seront aussi conviés.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement des Parcs (MDDEP)

Monsieur Jean-Marie Dionne rappelle que les autorisations environnementales nécessaires à la réalisation de travaux doivent être obtenues avant le commencement des projets soumis.

À l'approche de la période estivale, monsieur Jules Boulanger mentionne que le Ministère fera une campagne de sensibilisation visant à protéger les plans d'eau des algues bleu-vert. Des analyses seront effectuées afin de suivre de près les cas plus problématiques. Le Ministère pourra rencontrer les municipalités, sur demande.

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)

Monsieur Gilles Julien souligne qu'au Bas-Saint-Laurent, deux (2) projets de laboratoires ruraux ont été retenus, dans la première vague. Il s'agit du projet visant à mettre en place progressivement un modèle de forêt communale par le transfert d'une portion de territoire public (CAAF) à la Municipalité de Mont-Carmel et du projet présenté par la Coopérative forestière de la Matapédia visant à doter certains bâtiments institutionnels de la Matapédia des équipements requis pour le chauffage à la biomasse forestière. Le troisième et dernier processus d'appel de projets a pris fin récemment. Au Bas-Saint-Laurent, cinq (5) projets ont été soumis. Ils ont été présentés par des entreprises situées sur les territoires des MRC de La Matapédia, des Basques, du Kamouraska et de Témiscouata. L'analyse des dossiers est en cours et les projets retenus devraient être annoncés en juin 2009.

Récemment, madame Nathalie Normandeau annonçait une aide de 5,55 M\$ pour permettre de financer des projets relatifs au maintien et au développement des services de base pour la population d'une municipalité dévitalisée et pour permettre aux municipalités de se conformer aux normes gouvernementales. Cette aide découle du *Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées*. Des précisions additionnelles seront communiquées ultérieurement.

Enfin, monsieur Julien indique que les budgets attribués à chacune des MRC dans le cadre du *Fonds de soutien aux territoires en difficultés* ne sont pas encore connus.

10. Autres sujets

Aucun autre sujet n'est traité.

11. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre aura lieu, comme prévu, le vendredi 2 octobre 2009. Monsieur Gilles Julien demande aux participants de réserver la journée entière.

12. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h 20.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent
Le 26 mai 2009

Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent, le 2 octobre 2009, dès 9 h, à l'Hôtel Rimouski – Centre de congrès, à la salle Monseigneur Blais

Ordre du jour

09 h 00	1.	<i>MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE</i>
09 h 10	2.	<i>LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR</i>
09 h 15	3.	<i>ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU 15 MAI 2009 ET SUIVI</i>
09 h 20	4.	<i>PRÉSENTATION DE COSMOSS</i> Par : Marie-Josée Pineault (ASSS) et Emma Savard (CRÉ)
10 h 30		<i>PAUSE</i>
10 h 45	5.	<i>PRÉSENTATION DES PRODUITS ET CAS DE FINANCEMENT (CAPITALISATION ET SUBVENTION)</i> Par : Madame Lucie Beaulieu, Investissement Québec
11 H 45	6.	<i>TABLES DE LA CAR</i> <i>TABLE ÉGALITÉ DE LA CAR</i> <i>TABLE MUNICIPALITÉS DÉVITALISÉES</i>
11 h 55	7.	<i>AUTRES SUJETS</i>
12 H 05	8.	<i>PROCHAINE RENCONTRE</i>
12 h 15	9.	<i>LEVÉE DE LA RÉUNION</i>



**Liste des présences
CAR – 2 octobre 2009
9 h à 12 h 15**

Lieu : Hôtel Rimouski – Salle Mgr Blais
Sous la présidence de Gilles Julien
Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)	Oui ☒ Non ☐	Informations supplémentaires
Allard, Geoffroy	SIQ		Oui ☒ Non ☐	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui ☒ Non ☐	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui ☒ Non ☐	
Bédard, Gérard	MELS		Oui ☐ Non ☐	
Bégin, Nadine	Services Québec	Louise Vachon	Oui ☒ Non ☐	Remplacée
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui ☒ Non ☐	
Bergeron, Mario	MTQ	Lise Therriault	Oui ☐ Non ☐	Remplacé
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui ☐ Non ☐	
Blais, Josée	CQIASA		Oui ☒ Non ☐	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui ☐ Non ☐	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui ☒ Non ☐	
Caron, Mona	SAAQ		Oui ☐ Non ☐	
Cyr, Roger	MDEIE		Oui ☒ Non ☐	Sera en retard
Cyr, Viateur	Justice		Oui ☐ Non ☒	
Demers, Claude	OQLF		Oui ☐ Non ☒	
Denault, Bernard	MRI		Oui ☐ Non ☐	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui ☒ Non ☐	
Doyle, Yvon	MICC		Oui ☐ Non ☐	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui ☐ Non ☐	
Fournier, Christian	CNT		Oui ☒ Non ☐	
Grenon, Roxane	MFA		Oui ☐ Non ☒	
Hudon, Linda	Sécurité publique (Probation)		Oui ☐ Non ☒	
Hufty, Éric	MFA		Oui ☐ Non ☐	
Landry, Jean-François	Min. Tourisme		Oui ☐ Non ☐	
Landry, Louis	MCCCF		Oui ☒ Non ☐	
Latour, Chantal	MCE- Aff. Autochtones		Oui ☐ Non ☒	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui ☐ Non ☒	
Lévesque, Claude	ASSS		Oui ☐ Non ☐	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui ☐ Non ☐	
Robitaille, Pierre	MESS	Michel Rousseau	Oui ☒ Non ☐	Remplacé
Rousseau, Guylaine	Sécurité publique (séc. Civile)	Jacques Bélanger	Oui ☒ Non ☐	Remplacé
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui ☐ Non ☐	
St-Louis, Serge	CSPQ		Oui ☒ Non ☐	
Vacant	CSF		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie des rentes		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie du logement		Oui ☐ Non ☐	
Vézina, Luc	MAPAQ		Oui ☒ Non ☐	
Viau, Alain	MRNF	Nelson Fournier	Oui ☒ Non ☐	Remplacé

Également : Emma Savard, CRÉBSL
Marie-Josée Pineault, ASSS
Christiane Lussier, MCCCF
Michèle Grenier, SCF
Diane Vaillières, MESS

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 2 OCTOBRE 2009
À L'HÔTEL RIMOUSKI, SALLE MGR-BLAIS, DÈS 9 h**

Sous la présidence de :

Monsieur Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent

Ont participé :

ASSS, Monsieur Claude Lévesque CNT, Monsieur Christian Fournier CRÉBSL, Monsieur Gérald Beaudry CSPQ, Monsieur Serge St-Louis CQIASA, Madame Josée Blais FADQ, Monsieur Bruno Bélanger IQ, Madame Lucie Beaulieu MAPAQ, Monsieur Luc Vézina MAMROT, Madame Monique Bellavance MCCCF, Monsieur Louis Landry	MCCCF, Madame Michèle Grenier MCCCF, Madame Christiane Lussier MDDEP, Monsieur Jean-Marie Dionne MDDEP, Monsieur Jules Boulanger MELS, Monsieur Gérard Bédard MESS, Monsieur Michel Rousseau MICC, Monsieur Yvon Doyle MRNF, Monsieur Nelson Fournier MSP, Monsieur Jacques Bélanger MTQ, Madame Lise Therriault Services Québec, Madame Louise Vachon

Invitées :

Mesdames Emma Savard, CRÉBSL et Marie-Josée Pineault, ASSS

Était aussi présente :

Madame Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

Ne pouvaient être présentes ou présents :

IQ, Monsieur Frédéric Bernier MCE, Madame Chantal Latour MDEIE, Monsieur Roger Cyr MFA, Madame Roxane Grenon MJustice, Monsieur Viateur Cyr MRevenu, Monsieur Michel Lepage MRI, Monsieur Bernard Denault	MSP, Madame Linda Hudon MTourisme, Madame Brigitte Jomphe OQLF, Monsieur Claude Demers OPHQ, Madame Johanne Blanchette Régie du bâtiment, Monsieur Charles Pineault SAAQ, Madame Mona Caron SIQ, Monsieur Geoffroy Allard Télé-Québec, Madame Diane Dubé

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

Monsieur Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes et à tous. Il souligne la présence de monsieur Bruno Bélanger de la FADQ, de madame Emma Savard de la CRÉBSL, de madame Marie-Josée Pineault de l'ASSS, de monsieur Michel Rousseau du MESS, de monsieur Jacques Bélanger du MSP, de mesdames Michèle Grenier, présidente et Christiane Lussier, secrétaire de la Table égalité de la CAR.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Les points : *Information en matière de gestion des ressources humaines* et *L'École, j'y tiens!* sont ajoutés au point 7 *Autres sujets*. Celui-ci demeure ouvert. Les points 5 et 6 sont inversés.

3. Adoption du compte rendu du 15 mai 2009 et suivi

Le compte rendu a été transmis au préalable et est jugé conforme. Les suivis effectués sont :

- *Service d'interprétariat pour personnes sourdes et malentendantes*

Monsieur Claude Lévesque mentionne que des négociations ont cours actuellement en vue d'offrir des services d'interprétariat au Bas-Saint-Laurent. Il rappelle que dans les politiques gouvernementales, il y a une exigence de rendre accessibles les services des ministères et organismes gouvernementaux à cette clientèle. Ces services pourraient également bénéficier aux organismes communautaires.

- *Service internet Haute vitesse*

Monsieur Gérald Beaudry nous informe que dans le dossier Internet Haute Vitesse, la CRÉBSL a reçu deux (2) soumissions. Les services de l'entreprise Barrett Xplore ont été retenus. Cette dernière propose une couverture de 100 % des résidences identifiées par l'appel d'offres, et ce, à l'aide des technologies fixes sans fil et satellitaires.

Les demandes de financement seront déposées auprès des gouvernements provincial et fédéral, au cours de l'automne, afin d'obtenir une subvention pour le projet. Les travaux pourraient donc débuter au printemps 2010 et se terminer en décembre 2010.

- *Séminaire sur la prévention du harcèlement psychologique*

La Commission des normes du travail organise des séminaires sur la prévention du harcèlement psychologique. Au Bas-Saint-Laurent, le premier se tiendra le 21 octobre 2009 à Rimouski et le deuxième aura lieu, le 28 octobre 2009, à Rivière-du-Loup. Monsieur Christian Fournier convie les membres à y participer. Il transmettra le formulaire d'inscription aux membres de la CAR.

4. Présentation de COSMOSS

Mesdames Marie-Josée Pineault et Emma Savard présentent la démarche de concertation interministérielle COSMOSS (Communauté Ouverte et Solidaire pour un Monde Outillé, Scolarisé et en Santé). Il s'agit d'une démarche unique au Québec qui repose sur un regroupement de partenaires volontaires, issus de différents ministères et organismes de la région du Bas-Saint-Laurent (santé, éducation, emploi et solidarité sociale, CRÉBSL, milieux municipaux et communautaires). Ces partenaires se sont engagés à faire les choses autrement afin d'arrimer, d'optimiser et de bonifier les services offerts, et ainsi, présenter une solution adéquate et durable. L'initiative s'intègre dans une perspective plus globale de lutte à la pauvreté et aux inégalités sociales et de santé. Elle vise les jeunes de -9 mois jusqu'à 30 ans. Cette plate-forme existe au palier régional et se déploie également au palier local. L'action de COSMOSS est centrée sur la continuité des services et implique deux dimensions soit un continuum d'interventions structurées pour augmenter la portée des interventions existantes et l'offre d'un dispositif d'accompagnement et de soutien aux acteurs locaux pour qu'ils adoptent des modes de fonctionnement davantage intégrés autour des besoins de la clientèle ciblée. Une

première phase s'est déroulée de 2003 à 2006 et la deuxième phase a débuté en août 2007. La présentation de mesdames Pineault et Savard sera transmise aux membres de la CAR.

5. Tables de la CAR

▪ Table égalité de la CAR

Madame Michèle Grenier, directrice à la régionalisation au Secrétariat à la Condition féminine et présidente de la Table égalité de la CAR, souligne que le plan d'action découlant de la *Politique gouvernementale : Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, prendra fin en mars 2010. Les travaux visant à élaborer un nouveau plan d'action ont débuté. Il est souhaité que des actions de nature régionale fassent partie du prochain plan.

Par ailleurs, les travaux de la Table égalité se poursuivent. Quatre (4) rencontres ont été tenues à ce jour. Madame Grenier souligne qu'un projet pilote d'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) au transport collectif régional est en élaboration.

Enfin, se tiendra, le mercredi 9 décembre prochain à Rimouski, la Journée régionale égalité du Bas-Saint-Laurent (JRE). Des invitations seront transmises aux ministères et organismes gouvernementaux concernés.

▪ Table « Municipalités dévitalisées » de la CAR

Monsieur Julien dresse un résumé de la première rencontre de la Table avec les représentants de la MRC des Basques. Il souligne en premier lieu la présence de représentants de tous les ministères membres de ladite table et les remercie de leur collaboration. Les représentants de la MRC des Basques étaient au nombre de quinze (15) personnes, dont trois (3) consultants. Madame Francine Ouellet, mairesse de Sainte-Rita, agissait comme porte-parole du groupe.

Les thèmes suivants ont été abordés lors de la rencontre :

- Un soutien et un accompagnement de la part des ministères et organismes gouvernementaux;
- Une modulation et un assouplissement des normes et programmes gouvernementaux;
- La désignation d'une personne ressource par ministère et organisme;
- La reconnaissance du projet de parc naturel régional à titre d'expérience-pilote.

Les échanges ont permis de dégager les constats suivants :

Soutien et accompagnement :

- Tous les ministères assurent la MRC de leur soutien;
- Certains ont identifié une personne ressource;
- D'autres le feront selon les besoins exprimés ou les dossiers portés à leur attention.

Modulation et assouplissement :

- Tous feront le maximum pour aider la clientèle à l'intérieur du cadre qui leur est imparti;
- Les problématiques et préoccupations spécifiques du milieu seront communiquées au comité interministériel sur la situation économique des municipalités dévitalisées;
- On tentera, selon les cas et les possibilités, de trouver des assouplissements permettant de mieux répondre aux besoins.

Projet pilote :

Les représentants de la MRC souhaitent faire de leur projet de parc naturel régional, une expérience pilote. Or, après échanges, il n'est pas apparu que cette voie était celle à privilégier. Le projet avance bien depuis quelques années et plusieurs ministères et la CRÉ y ont contribué.

Réunion de la table sur les dévitalisées :

Monsieur Julien réunira, à nouveau, la table lorsque la tournée des MRC sera plus avancée. La prochaine rencontre portera notamment sur les préoccupations exprimées par le milieu, la capacité à y répondre régionalement, le fonctionnement de la table et le suivi des engagements de chacun des participants dans le *Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées*.

6. Présentation des produits et cas de financement (capitalisation et subvention)

Madame Lucie Beaulieu précise qu'Investissement Québec a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique et à la création d'emplois. Trois champs d'intervention sont prioritaires soient le financement, la prospection d'investissements étrangers et les mesures fiscales. La vice-présidence aux coopératives et autres entreprises de l'économie sociale offre des garanties de prêt, garantie de marge de crédit, programmes RENFORT et habitation, prêts à la capitalisation et subventions (Immigrants Investisseurs) à des entreprises d'économie sociale (coopératives ou organismes à but non lucratif). La présentation de madame Beaulieu sera transmise aux membres de la CAR.

7. Autres sujets

7.1 Information en matière de gestion des ressources humaines

Monsieur St-Louis précise que le calendrier détaillé des activités de développement n'est pas disponible pour l'instant. Notons que le 18 septembre 2009 se tenait à Rimouski l'atelier : *Attention, vos gestes vous trahissent*. Un total de 31 personnes y ont participé. Le prochain atelier devrait avoir lieu en avril 2010. Le CSPQ offre également une formation à la carte portant sur la performance organisationnelle. Elle se tiendra au Bas-Saint-Laurent, le 11 novembre 2009, et en Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine, le 13 novembre 2009. Cette activité est offerte au coût de 250 \$.

Le programme d'accueil gouvernemental devrait être offert en mars prochain. Notons que les contenus sont actuellement en révision. Par ailleurs, le portrait de l'effectif gouvernemental sera présenté en décembre prochain.

Au cours des prochaines semaines, en partenariat avec le CÉGEP de Rimouski, le CSPQ offrira deux types de formation, l'une portera sur le français de base et l'autre sur la rédaction. Si nécessaire, d'autres sessions pourraient être ajoutées.

D'ici le 30 octobre, les gestionnaires intéressés à accueillir un stagiaire peuvent présenter une demande dans le cadre du *Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées* (PDEIPH). Par ailleurs, le comité des intervenants en ressources humaines sera remis sur pied. Son objectif est de créer des liens entre les intervenants et d'identifier les besoins en terme de développement des ressources humaines au Bas-Saint-Laurent. Les membres de la CAR recevront sous peu une correspondance les invitant à désigner une personne.

Enfin, en cas de pandémie, le CSPQ redéploiera du personnel administratif vers le réseau de la santé.

7.2 L'École, j'y tiens!

Depuis plusieurs années, le gouvernement et le milieu scolaire consacrent des ressources importantes à la persévérance scolaire, mais trop de jeunes quittent encore l'école sans diplôme ni qualification. La hausse de la persévérance et la réussite scolaires ne sont pas seulement l'affaire de l'école, mais aussi des parents, de la communauté et du milieu de l'emploi. C'est dans ce contexte que la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport lançait, en septembre 2009, une stratégie composée de treize (13) voies de réussite mettant l'accent sur un accompagnement personnalisé à tous les moments cruciaux du cheminement de l'élève. Des informations additionnelles sont disponibles sur le site internet du MELS à l'adresse suivante : <http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/reussitescolaire>.

8. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre aura lieu, comme prévu au calendrier, le vendredi 4 décembre 2009. Monsieur Gilles Julien invite les participants à l'inscrire à l'agenda. À cette occasion, le portrait de l'effectif de la fonction publique pourra être présenté par monsieur Serge St-Louis.

9. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h 30.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent, le 4 décembre 2009, dès 13 h 30, à l'Hôtel Rimouski – Centre de congrès, à la salle Saint-Barnabé

Ordre du jour

13 h 30	1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE
13 h 35	2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
13 h 40	3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 2 OCTOBRE ET SUIVI
14 h	4. PORTRAIT DE L'EFFECTIF DE LA FONCTION PUBLIQUE M. Serge Saint-Louis, CSPQ
14 h 45	5. TRAVAIL DES INSPECTEURS DU CENTRE QUÉBÉCOIS D'INSPECTION DES ALIMENTS ET DE SANTÉ ANIMALE Mme Josée Blais, CQIASA
15 h 15	PAUSE
15 h 30	6. RENDEZ-VOUS DE LA SOLIDARITÉ Mme Diane Vallières, MESS
15 h 45	7. PANDÉMIE GRIPPE A(H1N1) Mme Guylaine Rousseau, MSP
16 h 05	8. TABLES DE LA CAR : • TABLE ÉCONOMIQUE M. Roger Cyr, MDEIE
16 h 15	9. ÉTAT DE SITUATION DES ACTIONS DU MFA Mme Roxane Grenon, MFA
16 h 20	10. AUTRES SUJETS
16 h 25	11. PROCHAINE RENCONTRE
16 h 30	12. LEVÉE DE LA RÉUNION



Liste des présences
CAR – 4 décembre 2009
13 h à 16 h 30
Lieu : Hôtel Rimouski – Salle Saint-Barnabé
Sous la présidence de Gilles Julien
Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)	Oui ☐ Non ☐	Informations supplémentaires
Allard, Geoffroy	SIQ		Oui ☐ Non ☐	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui ☐ Non ☒	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui ☒ Non ☐	
Bédard, Gérard	MELS		Oui ☐ Non ☐	
Bégin, Nadine	Services Québec	Louise Vachon	Oui ☒ Non ☐	Remplacement
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui ☐ Non ☒	
Bergeron, Mario	MTQ	+ Lise Thériault	Oui ☒ Non ☐	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui ☐ Non ☐	
Blais, Josée	CQIASA		Oui ☒ Non ☐	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui ☐ Non ☐	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui ☐ Non ☒	
Caron, Mona	SAAQ		Oui ☐ Non ☐	
Cyr, Roger	MDEIE		Oui ☒ Non ☐	
Cyr, Viateur	Justice		Oui ☐ Non ☒	
Demers, Claude	OQLF		Oui ☐ Non ☒	
Denault, Bernard	MRI		Oui ☐ Non ☐	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui ☐ Non ☒	
Doyle, Yvon	MICC		Oui ☐ Non ☒	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui ☐ Non ☐	
Fournier, Christian	CNT		Oui ☒ Non ☐	
Grenon, Roxane	MFA		Oui ☒ Non ☐	
Hudon, Linda	Sécurité publique (Probation)		Oui ☐ Non ☐	
Huffy, Éric	MFA		Oui ☐ Non ☐	
Jomphe, Brigitte	MTO		Oui ☐ Non ☒	
Landry, Louis	MCCCF		Oui ☒ Non ☐	
Latour, Chantal	MCE- Aff. Autochtones		Oui ☒ Non ☐	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui ☐ Non ☒	
Lévesque, Claude	ASSS		Oui ☐ Non ☐	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui ☐ Non ☐	
Robitaille, Pierre	MESS	Diane Vallières	Oui ☒ Non ☐	Remplacement
Rousseau, Guylaine	Sécurité publique (séc. civile)	+ Jacques Bélanger	Oui ☒ Non ☐	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui ☐ Non ☐	
St-Louis, Serge	CSPQ		Oui ☒ Non ☐	
Vacant	CSF		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie des rentes		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie du logement		Oui ☐ Non ☐	
Vézina, Luc	MAPAQ		Oui ☒ Non ☐	
Viau, Alain	MRNF		Oui ☒ Non ☐	

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 4 DÉCEMBRE 2009
À L'HÔTEL RIMOUSKI, SALLE SAINT-BARNABÉ, DÈS 13 H 30**

Sous la présidence de :

Monsieur Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent

Ont participé :

CNT, Monsieur Christian Fournier CSPQ, Monsieur Serge St-Louis CQIASA, Madame Josée Blais IQ, Madame Lucie Beaulieu MAPAQ, Monsieur Luc Vézina MESS, Madame Diane Vallières MCCCCF, Monsieur Louis Landry	MCE, Madame Chantal Latour MDEIE, Monsieur Roger Cyr MELS, Monsieur Gérard Bédard MFA, Madame Roxane Grenon MRNF, Monsieur Alain Viau MSP, Monsieur Jacques Bélanger Services Québec, Madame Louise Vachon

Était aussi présente :

Madame Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

Ne pouvaient être présentes ou présents :

ASSS, Monsieur Claude Lévesque CRÉBSL, Monsieur Gérald Beaudry FADQ, Monsieur Bruno Bélanger IQ, Monsieur Frédéric Bernier MDDEP, Monsieur Jules Boulanger MDDEP, Monsieur Jean-Marie Dionne MICC, Monsieur Yvon Doyle MJustice, Monsieur Viateur Cyr MRevenu, Monsieur Michel Lepage MRI, Monsieur Bernard Denault	MSP, Madame Linda Hudon MSP, Madame Guylaine Rousseau MTourisme, Madame Brigitte Jomphe MTQ, Madame Lise Therriault OQLF, Monsieur Claude Demers OPHQ, Madame Johanne Blanchette Régie du bâtiment, Monsieur Charles Pineault SAAQ, Madame Mona Caron SIQ, Monsieur Geoffroy Allard Télé-Québec, Madame Diane Dubé

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

Monsieur Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à tous. Il mentionne que monsieur Geoffroy Allard quittera sous peu ses fonctions et la région du Bas-Saint-Laurent. Ne pouvant être présent, il a demandé à monsieur Julien de transmettre à tous, ses salutations. Il sera remplacé par monsieur André Arsenault.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. *Les points suivants : Point d'information de monsieur Roger Cyr, point d'information de monsieur Luc Vézina et Rappel du mandat de Service Québec* sont ajoutés au point 7 *Autres sujets*. Celui-ci demeure ouvert.

3. Adoption du compte rendu du 2 octobre 2009 et suivi

Le compte rendu a été transmis, au préalable et est jugé conforme. Les suivis suivants sont effectués :

- *Service d'interprétariat pour personne sourdes et malentendantes*

Ne pouvant participer à la réunion de la CAR, les représentants de l'ASSS ont transmis à monsieur Julien quelques éléments d'information quant à l'avancement du dossier susmentionné. Rappelons que le service d'interprétariat vise à favoriser et permettre la communication entre les personnes sourdes, sourdes-aveugles ou malentendantes et les personnes entendant. Actuellement, la desserte de tout l'est du Québec, est assuré par le *Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec inc. (SRIEQ)*, dont les bureaux sont basés à Québec. Au fil des ans, et ce pour diverses raisons, l'offre de services d'aide à la communication et d'interprétariat au Bas-Saint-Laurent s'est fragilisée. En septembre dernier, les personnes sourdes ou malentendantes résidant au Bas-Saint-Laurent ont été conviées à une rencontre organisée par le SRIEQ et l'Agence. Plusieurs scénarios ont été étudiés et les décideurs ont opté pour l'embauche d'un(e) agent(e) d'aide à la communication à raison de 28 heures/ semaine pour débiter et il est souhaité que le service d'aide à la communication soit en opération dès le mois de janvier 2010. Les responsables de ce projet auront besoin de la collaboration des membres de la CAR en ce qui a trait au fonctionnement de ce service. Le fonctionnement du SRIEQ repose en partie, sur les fonds versés par chacune des agences des régions qu'il dessert. Ainsi, le budget de l'Agence sert à couvrir les services d'interprétariat qui ne relèvent pas de la responsabilité d'aucun organisme public. Comme les ministères, organismes et administrations publiques sont tenus de rendre leurs services accessibles à ces personnes, la source complémentaire de financement provient des honoraires professionnels versés pour des services d'interprétariat par ces organisations, comme c'est le cas actuellement. Enfin, le SRIEQ a pour priorité de desservir le maximum de secteurs d'activités tels Santé et services sociaux, Services publics et privés, Services et biens de consommation, Vie associative et communautaire, Formation et apprentissage, Soutien aux familles et travail. Seuls les services relatifs aux loisirs ne sont pas couverts. Diverses stratégies visant à fournir des informations supplémentaires sur le service d'aide seront bientôt déployées auprès des différents groupes concernés. Notamment, une présentation plus détaillée sera effectuée lors d'une prochaine réunion de la CAR. Pour de plus amples informations, les membres de la CAR sont invités à contacter madame Nicole Bernier à l'Agence au 418 727-4561.

- *Journée régionale égalité (JRE)*

Monsieur Julien rappelle que la JRE se tiendra le mercredi 9 décembre prochain, dès 9 h 30, à l'Hôtel Rimouski. Il invite les membres de la CAR à s'y inscrire. Pour ce faire, il s'agit de contacter madame Lucie Brault à la Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent, au 418 869-3357, d'ici le lundi 7 décembre à 12 h.

- *Municipalités dévitalisées*

Monsieur Louis Landry souhaite connaître l'état d'avancement des rencontres avec les représentants des municipalités dévitalisées. Monsieur Julien précise que les MRC de La Matapédia, du Témiscouata, de Rivière-du-Loup, de Rimouski-Neigette et des Basques ont été rencontrées. Après échanges, il est convenu de transmettre un document présentant un état de situation des rencontres effectuées jusqu'à maintenant. Rappelons que le MAMROT a établi des indices de développement à partir de variables socioéconomiques issues des données de recensement de Statistique Canada. Ces informations sont disponibles à l'adresse suivante :

4. Portrait de l'effectif de la fonction publique et points d'information en gestion des ressources humaines

- *Portrait de l'effectif de la fonction publique*

Monsieur Serge St-Louis présente l'évolution de l'effectif de la fonction publique de la région du Bas-Saint-Laurent de mars 2005 à mars 2009. D'emblée, il précise qu'il s'agit des personnes présentes sur la liste de paie au 31 mars 2009. Cette information est partielle puisqu'il s'agit d'une lecture à une date donnée. En conséquence, il serait plus significatif de présenter un portrait des ETC utilisés. Pour l'instant, monsieur St-Louis ne dispose pas de ces données et si c'était le cas, il devrait obtenir l'autorisation du SCT, avant de procéder à la diffusion de ces informations. Dans tel cas, celles-ci pourraient être présentées à la CAR.

L'effectif en place est passé de 1 721 personnes à 1 679 de mars 2005 à mars 2009 et la proportion d'employés occasionnels est passée, pour cette même période, de 24 % à 28 %. Les ministères comptant le plus d'employés au Bas-Saint-Laurent sont le MTQ, le MRNF, le MESS et le MAPAQ. La proportion du nombre de femmes a augmenté de mars 2005 à mars 2009 passant de 49 % à 52 %. La présentation est annexée au compte rendu.

- *Points d'information en gestion des ressources humaines*

Actuellement, il n'est pas possible de recruter des employés réguliers ou d'embaucher des employés occasionnels ou même de renouveler leur contrat, un gel total ayant été décrété.

Le programme d'accueil gouvernemental sera offert le 10 février prochain à Rimouski. Par ailleurs, monsieur St-Louis rappelle que le CSPQ peut également organiser des formations pour répondre à certains besoins spécifiques. À cet effet, il invite les gestionnaires à le contacter.

Le 26 mars 2010 se tiendra à Rimouski, un atelier du leadership sous le thème : *Le sens de la performance*. Cet atelier sera donné par monsieur Bruno Ouellet.

Sous peu, le personnel de la CARRA viendra rencontrer les personnes travaillant au 337, rue Moreault, au 212 avenue Belzile et 92, 2^e rue Ouest, à Rimouski. Des précisions nous seront communiquées ultérieurement.

Au cours des dernières semaines, en partenariat avec le CÉGEP de Rimouski, le CSPQ a offert deux formations, l'une portant sur le français correctif et l'autre sur le français rédactionnel. Au total, 85 personnes y ont participé.

Le CSPQ Bas-Saint-Laurent offre un service d'accueil et de référence dans le cadre du Programme d'aide aux employés. Ce nouveau service est principalement destiné aux personnes à l'emploi de petits ministères ou organismes et ceux-ci doivent avoir une entente avec la Direction des ressources humaines du CSPQ.

Monsieur St-Louis rappelle que le CSPQ offre du soutien en ce qui a trait à la formation *100 JOURS pour diriger une nouvelle équipe*. Les gestionnaires intéressés doivent d'abord contacter leur Direction des ressources humaines puisque leur ministère ou organisme doit posséder une licence corporative afin de pouvoir profiter de cette formation.

Enfin, en cas de pandémie, le CSPQ redéploiera du personnel administratif vers le réseau de la santé.

5. Travail des inspecteurs du Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale (CQIASA)

Madame Josée Blais présente le travail des inspecteurs du CQIASA, lequel a pour mission de contribuer à la protection de la santé publique et à l'amélioration de la santé animale en exerçant une surveillance de toute la chaîne bioalimentaire. Au Bas-Saint-Laurent, on compte dix (18) inspecteurs ayant la responsabilité de visiter 5 494 établissements. Au cours de la dernière année, 3 966 visites d'inspection ont été

effectuées et 43 rapports d'infraction ont été faits. La présentation est annexée au compte rendu.

6. Rendez-vous de la solidarité

Sous la présidence de madame Lise Thériault, ministre déléguée aux Services sociaux, le *Rendez-vous de la solidarité* s'est tenu, au Bas-Saint-Laurent, le lundi 30 novembre 2009 de 8 h à 15 h. En plus d'une trentaine de représentants des municipalités, des organismes communautaires et des entreprises, des représentants du MESS, de l'ASSS, du MCCCCF, de la CRÉ, du MICC, de l'OPHQ, du MELS et du MAMROT y ont participé. Préalablement à ces échanges, se sont aussi tenus, à l'échelle provinciale, une rencontre nationale avec les représentants de différents organismes nationaux, des focus groupes ainsi qu'une consultation en ligne. Les intervenants bas-laurentiens ont été appelés à se prononcer sur les priorités régionales, la connaissance des besoins des collectivités, les moyens existants et à privilégier, ainsi que la gouvernance. Notons que chaque organisme a d'abord énoncé des préoccupations liées à sa mission, puis a dégagé des préoccupations régionales, dont quelques faits saillants et problématiques, lesquels sont relatés ci-dessous. La faible participation des représentants d'entreprise a aussi été remarquée.

Quelques faits saillants

- Privilégier une approche territoriale intégrée;
- Favoriser l'action intersectorielle;
- Assouplir les normes et programmes pour tenir compte des particularités des milieux;
- Maximiser la déconcentration en vue d'accélérer la prise de décision.

Problématiques

- Se loger décentement à coût raisonnable;
- Se déplacer lorsque le transport collectif est à peu près inexistant;
- Assurer la sécurité alimentaire;
-

La région du Bas-Saint-Laurent compte 42 municipalités dévitalisées situées dans les huit (8) MRC, lesquelles présentent un développement inégal. En effet, les cinq (5) MRC situées le long du littoral, à l'exception de la MRC des Basques, sont en meilleure situation économique et sociale que les MRC de La Mitis, de La Matapédia et du Témiscouata. Par ailleurs, les personnes handicapées, les femmes, les jeunes et les aînés sont plus vulnérables.

Le premier *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* prendra fin en mars prochain et le nouveau plan devrait être lancé au printemps 2010. En terminant, madame Vallières invite les membres de la CAR à consulter le profil statistique régional du Bas-Saint-Laurent. Il est disponible à l'adresse suivante : http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_profil_bas_saint_laurent.pdf

7. Pandémie grippe A(H1N1)

Monsieur Jacques Bélanger rappelle l'importance de la collaboration de tous les ministères et organismes gouvernementaux dans la lutte contre cette pandémie. La deuxième vague de la grippe A (H1N1) a cessé de progresser au Québec. Toutefois, la possibilité d'une troisième vague n'est pas exclue. Il invite les gestionnaires à encourager la vaccination. Au Bas-Saint-Laurent, le taux de vaccination est de 40 % alors qu'il est souhaité atteindre un taux de 70 % à 80 %. Enfin, il profite de l'occasion pour souligner l'excellente collaboration de Service Québec.

8. Tables de la CAR

▪ **Table économique**

Monsieur Roger Cyr souligne qu'une rencontre de la Table économique de la CAR s'est tenue le 13 octobre 2009. Il fut, entre autres, question de la crise économique et de la crise forestière qui touchent, à l'instar d'autres régions du Québec, le Bas-Saint-Laurent.

À cet effet, une liste des entreprises en difficulté fut partagée. Des échanges sur le concept de parc naturel régional ont aussi eu lieu.

Un portrait global de l'entrepreneuriat au Bas-Saint-Laurent, réalisé par la Fondation de l'entrepreneurship, fut présenté. Celui-ci pourrait éventuellement être exposé, aux membres de la CAR et aux partenaires.

Par ailleurs, le plan d'action Créneau ACCORD écoconstruction a été approuvé. Celui-ci pourrait aussi être présenté aux membres de la CAR.

Il fut également question des programmes SERRÉ (*Programme de soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique*), FAMM (*Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles*), PSPE (*Programme de soutien aux projets économiques*) et Renfort et des mesures fiscales aux régions ressources.

Monsieur Cyr a mentionné que l'*Entente spécifique visant à soutenir l'innovation au sein des entreprises des secteurs manufacturier et tertiaire de la région du Bas-Saint-Laurent 2008-2011* a été signée en octobre 2009. Elle unit la CRÉ, le MDEIE et le MAMROT. Les objectifs de l'*Entente spécifique sur la mise en œuvre du plan de développement stratégique agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent 2009-2012* ont aussi été présentés.

Le compte rendu de cette rencontre sera transmis aux membres de la CAR lorsqu'approuvé par les membres de la Table économique.

9. État de situation des actions du MFA

Le Bas-Saint-Laurent compte 8 426 enfants âgés entre 0 et 4 ans. La région est desservie par 22 centres à la petite enfance (CPE) et garderies, 8 bureaux coordonnateurs et 568 responsables de service en milieu familial. Un total de 55,5 % des enfants fréquentent un service de garde.

Par ailleurs, madame Grenon précise qu'au Bas-Saint-Laurent, trois (3) projets ont été présentés dans le cadre du *Programme de soutien à des projets issus de la communauté en matière de conciliation travail - famille*. Les organisations intéressées avaient jusqu'au 9 octobre 2009, 16 h 30 pour soumettre une demande.

Le MFA souhaite encourager les municipalités ou MRC à se doter de politiques familiales. À ce jour, 59 municipalités bas-laurentiennes sur un total de 116 en ont adopté une, ce qui représente 51 %. Le Ministère souhaite aussi soutenir, en partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon, le développement global des enfants de 5 ans et moins en situation de pauvreté afin de favoriser la réussite de leur entrée scolaire et la poursuite de leur scolarité. Il compte également soutenir financièrement l'action communautaire « Famille » pour répondre à la diversité des besoins des familles. Dans la région, treize (13) organismes communautaires « Famille » sont financés.

Le Ministère soutient également des initiatives locales, régionales et nationales destinées aux personnes âgées. Par l'entremise du programme *Du cœur à l'action pour les aînés du Québec*, une aide financière a été octroyée, en 2008 – 2009, à trois (3) organismes du Bas-Saint-Laurent. Notons que pour l'année 2009 – 2010, deux projets ont été soumis. Les organisations intéressées avaient jusqu'au 18 septembre 2009 pour soumettre une demande. En ce qui concerne le programme *Soutien aux initiatives visant le respect des aînés (SIRA)*, une aide financière a été octroyée, en 2008 – 2009, à un (1) organisme du Bas-Saint-Laurent.

Madame Grenon rappelle qu'une *Entente spécifique – Adaptation des services et des infrastructures régionale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées 2007-2012*, a été conclue au Bas-Saint-Laurent en 2008. Le MFA, le MAMROT, la CRÉ, l'ASSS, l'Unité régionale de loisir et de sport (URLS) et la Table de concertation des aînés du Bas-Saint-Laurent (TCABSL) sont signataires de cette entente.

Le MFA soutient l'implantation de l'approche « Villes amies des aînés ». Au Bas-Saint-Laurent, les villes de Rimouski et de Rivière-du-Loup y ont adhéré. Notons que quatorze (14) municipalités élaborent actuellement leurs demandes afin d'être reconnues « Municipalités amies des aînés ».

L'état de situation présenté par madame Grenon sera joint au compte rendu.

Enfin, madame Grenon mentionne qu'elle sera absente, pour une période de six (6) mois, soit du 1^{er} janvier au 30 juin 2010. Durant son absence, monsieur Éric Huffy, directeur régional de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec participera aux rencontres de la CAR.

10. Autres sujets

10.1 Point d'information de monsieur Roger Cyr

Monsieur Cyr mentionne qu'il quittera, sous peu, la région du Bas-Saint-Laurent. En effet, à partir du 25 janvier 2010, il occupera les fonctions de directeur régional du MDEIE pour la région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine. Il sera remplacé par monsieur Denis Goulet. Les membres de la CAR lui souhaite beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions.

10.2 Point d'information de monsieur Luc Vézina

Monsieur Vézina mentionne qu'il quittera lui aussi ses fonctions, à la fin décembre. En effet, il occupera dorénavant le poste de directeur du Bureau de coordination du développement durable au MDDEP à Québec. Monsieur Michel Riendeau, le remplacera, de façon intérimaire, au poste de directeur régional du MAPAQ. Les membres de la CAR lui souhaite également beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions.

10.3 Rappel du mandat de Service Québec

Madame Louise Vachon mentionne que Service Québec peut soutenir les ministères et organismes gouvernementaux dans l'organisation d'activités de communication. Pour ce faire, une entente doit être conclue entre Service Québec et les ministères ou organismes intéressés. Notons que depuis le 1^{er} novembre 2009, ses services sont tarifés.

10.4 Occupation du territoire

Contrairement à ce qui avait été prévu en juin dernier, la rencontre entre les membres de la CAR et la sous-ministre adjointe responsable, au MAMROT, du dossier de l'occupation du territoire a été annulée et aucune autre rencontre n'est planifiée pour l'instant. Le Ministère poursuit ses travaux.

10.5 Tournée des municipalités dévitalisées

Les membres de la CAR souhaitent connaître les problématiques soulevées par les maires des municipalités dévitalisées lors des rencontres tenues au sein de chacune des MRC. Un document présentant les principales problématiques soulevées sera transmis.

11. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre aura lieu, comme prévu au calendrier qui a été transmis le 1^{er} décembre dernier, le vendredi 19 février 2010. Monsieur Gilles Julien invite les membres à noter ces nouvelles dates à leur agenda et à communiquer à madame Robichaud les sujets à inscrire à l'ordre du jour. Déjà, une présentation concernant le *Service d'interprétariat pour personne sourdes et malentendantes* pourrait être effectuée. Il souhaite à toutes et à tous un excellent temps des fêtes.

12. Levée de la réunion

La réunion est levée à 16 h 30.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent
Le 12 février 2010.

Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent,
le vendredi, 19 février 2010, dès 9 heures
Hôtel Rimouski – Centre de congrès, à la salle Mgr Courchesne - Mgr Parent

Ordre du jour

9 h	1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE
9 h 05	2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
9 h 10	3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 4 DÉCEMBRE ET SUIVI
9 h 30	4. SERVICES D'INTERPRÉTARIAT POUR PERSONNES SOURDES OU MALENTENDANTES (30 MINUTES) Mme Nicole Bernier, ASSS
10 h	5. POINT D'INFORMATION EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (15 minutes) M. Serge St-Louis, CSPQ
10 h 15	PAUSE
10 h 30	6. ACTIONS DU MRNF DANS LE DOSSIER MALÉCITE AU BAS-SAINT-LAURENT (40 MINUTES) M. Nelson Fournier, MRNF
11 h 10	7. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ (15 minutes) M. Gérald Beaudry, CRÉ
11 h 25	8. TOUR DE TABLE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES
11 h 50	9. AUTRES SUJETS
11 h 55	10. PROCHAINE RENCONTRE
12 h	11. LEVÉE DE LA RÉUNION



**Liste des présences
CAR – 19 février 2010
9 h à 12 h**

Lieu : Hôtel Rimouski – Salle Mgr Courchesne – Mgr Parent

Sous la présidence de Gilles Julien
Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)	Oui ☐ Non ☒	Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui ☐ Non ☒	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui ☐ Non ☐	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui ☒ Non ☐	
Bédard, Gérard	MELS		Oui ☐ Non ☐	
Bégin, Nadine	Services Québec		Oui ☐ Non ☐	
Bélanger, Bruno	Fin. Agricole (FADQ)	Jean-Yves Savoie	Oui ☒ Non ☐	Remplacement
Bergeron, Mario	MTQ		Oui ☐ Non ☐	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui ☐ Non ☐	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui ☐ Non ☐	
Boulanger, Jules	MDDEP-CCEQ		Oui ☒ Non ☐	
Caron, Mona	SAAQ	Léon Boivin	Oui ☒ Non ☐	Remplacement
Cyr, Viateur	Justice		Oui ☐ Non ☐	
Demers, Claude	OQLF		Oui ☐ Non ☐	
Dionne, Jean-Marie	MDDEP		Oui ☐ Non ☐	
Doyle, Yvon	MICC		Oui ☐ Non ☒	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui ☐ Non ☐	
Fournier, Christian	CNT		Oui ☒ Non ☐	
Goulet, Denis	MDEIE		Oui ☐ Non ☐	
Grenon, Roxane	MFA		Oui ☐ Non ☐	
Hudon, Linda	Sécurité publique (Probation)		Oui ☐ Non ☐	
Hufty, Éric	MFA		Oui ☐ Non ☐	
Jomphe, Brigitte	MTO		Oui ☐ Non ☐	
Landry, Louis	MCCCF	Euchariste Morin	Oui ☒ Non ☐	Remplacement
Latour, Chantal	MCE- Aff. Autochtones		Oui ☐ Non ☐	
Lepage, Michel	Min. Revenu		Oui ☐ Non ☐	
Lévesque, Claude	ASSS	+ Nicole Bernier	Oui ☒ Non ☐	
Ménard, Roger	MRI		Oui ☐ Non ☐	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui ☐ Non ☐	
Riendeau, Michel	MAPAQ		Oui ☐ Non ☐	
Robitaille, Pierre	MESS		Oui ☐ Non ☐	
Rousseau, Guylaine	Sécurité publique (séc. civile)	Jacques Bélanger	Oui ☒ Non ☐	Remplacement
Samson, Sylvie	CQIASA		Oui ☐ Non ☐	
Sirois, Guylaine	Attachée politique		Oui ☐ Non ☐	
St-Louis, Serge	CSPQ		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	CSF		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie des rentes		Oui ☐ Non ☐	
Vacant	Régie du logement		Oui ☐ Non ☐	
Viau, Alain	MRNF	Nelson Fournier	Oui ☒ Non ☐	Remplacement

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 19 FÉVRIER 2010
À L'HÔTEL RIMOUSKI, SALLE MGR COURCHESNE – MGR PARENT, DÈS 9 H**

Sous la présidence de :

Monsieur Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent

Ont participé :

ASSS, Monsieur Claude Lévesque ASSS, Madame Nicole Bernier CNT, Monsieur Christian Fournier CSPQ, Monsieur Serge St-Louis FADQ, Monsieur Jean-Yves Savoie IQ, Madame Lucie Beaulieu MCCCF, Monsieur Euchariste Morin MCE, Madame Chantal Latour	MDDEP, Monsieur Jean-Marie Dionne MDDEP-CCEQ, Monsieur Jules Boulanger MDEIE, Monsieur Denis Goulet MRNF, Monsieur Nelson Fournier MTQ, Madame Lise Therriault MSP, Monsieur Jacques Bélanger OPHQ, Madame Johanne Blanchette Services Québec, Madame Louise Vachon

Était aussi présente :

Madame Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

Ne pouvaient être présentes ou présents :

Attachée politique, Madame Guylaine Sirois CQIASA, Madame Sylvie Samson CRÉBSL, Monsieur Gérald Beaudry MAPAQ, Monsieur Michel Riendeau MELS, Monsieur Gérard Bédard MESS, Monsieur Pierre Robitaille MFA, Monsieur Éric Hufty MICC, Monsieur Yvon Doyle Min. Justice, Monsieur Viateur Cyr	Min. Revenu, Monsieur Michel Lepage MRI, Monsieur Roger Ménard MSP (probation), Madame Linda Hudon MTO, Madame Brigitte Jomphe OQLF, Monsieur Claude Demers Régie du bâtiment, Monsieur Charles Pineault SAAQ, Madame Mona Caron SIQ, Monsieur André Arsenault Télé-Québec, Madame Diane Dubé

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

Monsieur Gilles Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à tous. Il souligne la présence de monsieur Denis Goulet nouvellement nommé directeur régional du Bas-Saint-Laurent au MDEIE, de madame Nicole Bernier de l'ASSS et de monsieur Nelson Fournier du MRNF qui effectueront une présentation lors de la rencontre.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Aucun point n'est ajouté au point 9 - *Autres sujets*. Celui-ci demeure ouvert.

3. Adoption du compte rendu du 4 décembre 2009 et suivi

Le compte rendu a été transmis au préalable et est jugé conforme. Les suivis suivants sont effectués :

- *Journée régionale égalité (JRE)*

Monsieur Julien souligne qu'a eu lieu le 9 décembre dernier, à Rimouski, la JRE réunissant une cinquantaine de personnes. Y étaient présents des représentants de la CRÉ, des organismes oeuvrant auprès des femmes ainsi que du gouvernement du Québec.

- *Municipalités dévitalisées*

Monsieur Julien rappelle que les rencontres avec les maires des MRC du Bas-Saint-Laurent se poursuivent. Lorsque complétées, un bilan de ces réunions sera présenté aux membres de la Table « Municipalités dévitalisées ».

4. Services d'interprétariat pour personnes sourdes ou malentendantes

Madame Nicole Bernier de l'ASSS fait le point quant à l'état d'avancement de ce dossier. Elle rappelle que les ministères, organismes et administrations publiques sont tenus de rendre leurs services accessibles aux personnes sourdes, sourdes-aveugles ou malentendantes et aux personnes entendant. Près de 7 221 bas-laurentiens présentent une déficience auditive.

Le *Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec* permet à cette clientèle d'avoir accès aux services dont elle a besoin. Sous peu, un agent d'aide à la communication sera embauché à raison de 28 heures/semaine afin d'assister ces personnes.

Lorsque le service sera en fonction, l'information nécessaire sera transmise aux ministères et organismes. En attendant, il est possible d'obtenir des services d'urgence en téléphonant au 1 800 268-1037. Le taux horaire 2010 est de 55 \$/heure et inclut les frais d'honoraires et les déplacements. La présentation de madame Bernier est jointe au compte rendu.

5. Point d'information en gestion des ressources humaines

Monsieur Serge St-Louis mentionne que le *Programme d'accueil gouvernemental* a été offert, le 10 février dernier, à Rimouski. À cette occasion, 32 personnes y ont participé. Les thèmes abordés furent le gouvernement et son fonctionnement, la fonction publique : défis et perspectives, l'éthique et la carrière. L'activité a été particulièrement appréciée des personnes présentes.

Le prochain *Atelier de leadership* se tiendra, à Rimouski, le 26 mars 2010. Cette activité est organisée par le CSPQ en collaboration avec le *Centre de leadership et de développement des compétences*. C'est sous le thème « **Le gestionnaire : Athlète de haut niveau** » que monsieur Bruno Ouellette, psychologue depuis près de 20 ans, conseiller et accompagnateur d'athlètes et d'entraîneurs, entretiendra les participants. Cet atelier pourrait également se tenir à New Richmond, le vendredi 30 avril 2010. Les personnes intéressées sont invitées à s'inscrire, d'ici le 9 mars 2010. Cette invitation peut être transmise aux professionnels, aux gestionnaires d'entreprises ou

d'organismes à but non lucratif, aux gestionnaires des réseaux de la santé, de l'éducation, municipal ou autres.

Au cours des dernières semaines, en partenariat avec le CÉGEP de Rimouski, le CSPQ a offert deux formations, l'une portant sur le français correctif et l'autre sur le français rédactionnel. Au total, 167 personnes y ont participé. Ces formations seront également offertes en Gaspésie.

Monsieur St-Louis rappelle que des formations sur mesure peuvent être développées. À cet effet, un contenu portant sur la rédaction synthèse a été élaboré pour les professionnels du MESS. Si cette formation s'avère concluante, elle pourra être offerte à d'autres représentants de ministères ou organismes. Par ailleurs, à la demande du ministère de la Justice, la possibilité d'offrir un cours portant sur la prévention du suicide est présentement analysée. Monsieur Lévesque suggère qu'un groupe de travail identifie des besoins de formation. À cet effet, un sous-comité de la CAR pourrait être mis en place.

Un participant a suggéré de tenir une formation afin d'aider les gestionnaires à mobiliser et à motiver leurs équipes de travail dans un contexte de compression budgétaire.

6. Actions du MRNF dans le dossier malécite au Bas-Saint-Laurent

Monsieur Nelson Fournier fait état des relations entre le MRNF et la Première Nation Malécite de Viger, laquelle compte 781 membres et est la onzième nation autochtones et inuits du Québec. En 1969, le Livre blanc du gouvernement Trudeau exprimait le souhait de mettre fin à l'existence des réserves et au statut particulier des autochtones. Or, les protestations furent nombreuses et ce projet fut retiré en 1971. En 1990, dans l'arrêt Sparrow, la Cour suprême s'est penchée sur la portée de la loi qui reconnaît les droits ancestraux et a statué que ceux-ci n'étaient pas absolus. En 1997, la Cour suprême, dans le cadre de l'arrêt Delgamuukw, se prononce sur la nature et l'étendue des droits des Autochtones et sur les critères permettant d'en établir la validité. À cette même période, une *Entente concernant la pratique des activités de chasse et de piégeage à des fins alimentaires ou sociales* a notamment été conclue entre le Ministère et le Conseil de la Première Nation Malécite de Viger.

En novembre 2004, dans l'arrêt Haïda et Taku River, la Cour suprême confirme l'existence d'une obligation incombant à la Couronne de consulter et d'accommoder les communautés autochtones. En 2006, dans l'arrêt Sappier et Polchies et dans l'arrêt Gray, le droit de couper du bois sur les terres de la Couronne, à condition que celui-ci soit uniquement utilisé à des fins domestiques et sur un territoire géographique bien défini fut reconnu. La présentation de monsieur Fournier est jointe au compte rendu.

7. Point d'information de la CRÉ

Monsieur Gérald Beaudry étant absent, ce point sera reporté à une prochaine rencontre.

8. Tour de table des ministères et organismes

CSPQ

Monsieur St-Louis mentionne que le Secrétariat du Conseil du trésor prépare actuellement de nouvelles versions des examens de cadre 4, une nouvelle liste de déclaration d'aptitudes (LDA) pourrait être rendue disponible dès l'automne 2010.

MTQ

Madame Lise Therriault indique que le budget nécessaire à la réalisation des travaux routiers pour 2010-2011 sera connu sous peu. Celui-ci devrait être similaire à celui de l'an dernier.

CNT

Monsieur Christian Fournier souligne que le sous-financement des organismes à but non lucratif (OBNL) a un impact sur les conditions de travail offertes par ces

employeurs, lesquels font de plus en plus l'objet de plaintes. La CNT rencontre les membres des conseils d'administration afin de les informer et de les sensibiliser à l'importance d'une saine gestion des ressources humaines.

MSP

Monsieur Jacques Bélanger mentionne que les MRC de La Matapédia, de Matane et de La Mitis ont remporté une Mention d'honneur, dans la catégorie Municipalité, à l'occasion de la 14^e édition du Mérite québécois de la sécurité civile qui s'est déroulée à Saint-Hyacinthe, le 17 février 2010, pendant le Colloque sur la sécurité civile. Elles se sont vues décerner cette Mention d'honneur en reconnaissance de l'initiative du projet-pilote réunissant les municipalités de ces trois MRC afin de déterminer les actions à accomplir pour bénéficier d'une capacité d'intervention minimale. Ce projet-pilote permet aux municipalités concernées d'avoir une approche préventive et concertée en cas de sinistre et d'améliorer la protection des personnes et des biens ainsi que celle des équipements et des infrastructures sur leur territoire.

Afin de sensibiliser la population aux problèmes liés à l'érosion des berges, le MSP et la Zone d'intervention prioritaire (ZIP) du Sud-de-l'Estuaire de concert avec d'autres partenaires ont tenu, dans le Bas-Saint-Laurent, une série de rencontres d'information sur les impacts et les mécanismes de protection, afin de faire face aux risques d'érosion et de submersion.

À la suite du tremblement de terre survenu en Haïti, des employés de la direction régionale du Bas-Saint-Laurent/Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont été mobilisés afin de participer à l'accueil au pays des Haïtiens possédant la nationalité canadienne. De 2 000 à 3 000 personnes ont été accueillies et dirigées vers des organismes pouvant leur venir en aide.

À la suite du décès de deux randonneurs morts d'hypothermie après que la glace du fleuve eût cédé sous leurs pas, à la suite de la disparition, sous l'eau, d'un motoneigiste qui se rendait en direction de l'Isle-Verte et à la suite du repêchage, à Escuminac, d'une soixantaine de pêcheurs d'éperlans secourus après que la banquise, sur laquelle ils pêchaient, se soit détachée, le MSP souhaite soutenir davantage les municipalités avec l'aide des ministères faisant partie de l'Organisation régionale de sécurité civile (ORSC). De plus, le MSP souhaite que ce risque soit mieux connu afin de prévoir des mesures qui permettront de réduire le nombre de mésaventures et une meilleure intervention en cas d'accidents.

MDDEP

Monsieur Jean-Marie Dionne précise que pour réaliser des activités en milieux aquatiques, riverains ou humides, des autorisations sont requises. Or, à cette période-ci de l'année, peu nombreuses sont les demandes d'autorisation adressées au Ministère.

Monsieur Dionne invite les membres de la CAR à suggérer à leurs clientèles respectives d'adresser dès maintenant leurs demandes d'autorisation en prévision des travaux à réaliser ce printemps ou cet été.

OPHQ

Madame Johanne Blanchette souligne que la politique intitulée *À part entière : pour l'exercice du droit à l'égalité*, laquelle vise l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées, sera présentée aux membres de la CAR lors de la prochaine réunion. Notons que cette politique a été présentée le 13 novembre dernier.

ASSS

Monsieur Claude Lévesque souligne que le projet COSMOSS (*Communauté ouverte et solidaire pour un monde outillé, scolarisé et en santé*) sera prolongé de deux ans.

Par ailleurs, l'ASSS se dit prête à poursuivre son implication dans le projet visant l'embauche de travailleurs de rue au sein des huit (8) MRC du Bas-Saint-Laurent, à la condition que les autres partenaires financiers fassent de même.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) évalue les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin de diminuer les dépenses pour la prochaine année. À cet effet, plusieurs hypothèses sont sur la table.

MNRF

Monsieur Fournier souligne que l'étude du projet de loi # 57 - *Loi sur l'occupation du territoire forestier* se poursuit. Ce projet prévoit des changements majeurs en accordant notamment, une place accrue aux régions. De plus, il accorde au Ministère la responsabilité de la planification forestière. Ce nouveau régime devrait s'appliquer en 2013.

Par ailleurs, les travaux visant la délégation, en faveur des MRC, de la gestion foncière pour les baux de villégiature et les carrières et sablières se poursuivent. Cette délégation devrait être effective au cours des prochains mois.

IQ

Madame Lucie Beaulieu souligne que des modifications récentes ont été apportées aux crédits d'impôt applicables dans les régions ressources et aux crédits d'impôt à l'investissement. Le crédit d'impôt pour les activités de transformation dans les régions ressources, qui devait prendre fin le 31 décembre 2010, sera prolongé de cinq (5) ans pour les régions éloignées et de deux (2) ans pour les autres régions déjà visées par ce crédit. Le taux du crédit sera de 20 % en 2010 et de 10 % par la suite. Les entreprises des secteurs de la tourbe et de l'ardoise, situées dans les régions maritimes, seront dorénavant admissibles au crédit d'impôt pour la Gaspésie. Ainsi, elles auront droit, jusqu'en 2015, à un crédit d'impôt de 20 % sur la croissance de la masse salariale observée depuis 2000. Madame Beaulieu souligne que ces mesures sont importantes en ce sens qu'elles font souvent, pour les entreprises, la différence entre un profit et une perte.

Par ailleurs, le budget du programme Renfort a été bonifié de près de 1 MM\$, le budget est maintenant de l'ordre de 2,2 MM\$. Rappelons que cette mesure vise à aider des entreprises performantes, y compris les organismes à but non lucratif et les coopératives, afin qu'elles poursuivent leur croissance et leur développement en cette période de crise économique. L'aide est sous forme de prêt ou de garantie de prêt et vise à accroître les liquidités des entreprises. Notons que les besoins financiers des entreprises sont actuellement importants.

SAA

Madame Chantal Latour mentionne que, le 9 mars 2010, le ministre responsable des Affaires autochtones, monsieur Pierre Corbeil, viendra rencontrer des représentants de la Première Nation Malécite de Viger.

MCCCF

Monsieur Euchariste Morin mentionne que madame Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, a présenté le 18 février, à l'Assemblée Nationale, le projet de loi 82. La nouvelle législation devrait remplacer la *Loi sur les biens culturels*, qui date de 1972. Si elle est adoptée, son champ d'application serait plus large. Notamment, cette proposition permettrait d'inclure des pratiques et des savoir-faire fondés sur la tradition (patrimoine immatériel) et de désigner des paysages culturels patrimoniaux. Le projet de loi est disponible à l'adresse suivante : <http://www.assnat.qc.ca/fra/39legislature1/Projets-loi/Publics/10-f082.htm>.

Un communiqué a été émis, il est disponible à l'adresse suivante : <http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Fevrier2010/18/c3034.html>

Services Québec

Madame Louise Vachon mentionne que Services Québec organisera des séances d'information à l'intention des personnes âgées du Bas-Saint-Laurent. Celles-ci se dérouleront un peu partout sur le territoire et se tiendront en février, mars et avril 2010. Le but de ces rencontres est de faire connaître les services offerts aux aînés par le gouvernement du Québec.

FADQ

Monsieur Jean-Yves Savoie mentionne que le processus de renouvellement de la convention de la FADQ est en cours. Pour les cinq (5) prochaines années, la FADQ sera dotée d'une enveloppe annuelle fermée de 630 M\$. Il s'agit d'une diminution de 111 M\$ comparativement à l'année précédente.

La FADQ mettra en œuvre un plan de redressement permettant de maintenir et d'ajuster le *Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles* (ASRA). Plus spécifiquement, le calcul des paiements sera basé sur les résultats des entreprises efficaces (25 % des entreprises les moins rentables en seront exclues). Il y aura un plafonnement des unités assurées, dans tous les secteurs, quoiqu'un soutien à la croissance de la production sur de nouvelles bases sera assuré. Le coût des primes d'assurance sera modulé afin que les grandes entreprises en supportent une plus grande part. En ce qui a trait à la production porcine, seulement sept (7) millions de porcs pourront dorénavant être assurés comparativement à 7,8 millions qui l'étaient en 2008 et en 2009. De plus, des mesures incitatives relatives au retrait volontaire de l'ASRA seront instaurées. Pour la production ovine, le plafond sera fixé à 193 000 têtes. Actuellement, ce plafond n'est pas atteint ce qui permet aux entreprises de prendre de l'expansion ou à de nouvelles de voir le jour. Or, tous ces changements créent de l'incertitude chez les producteurs.

De plus, un nouveau programme financé conjointement par les producteurs (3 % des ventes) et par le gouvernement de manière équivalente (3 % des ventes des producteurs) sera mis en place en 2010. Celui-ci sera similaire au programme fédéral, Agri-investissement.

MDEIE

Monsieur Denis Goulet mentionne que le plan d'action Créneau ACCORD écoconstruction a été approuvé par le comité régional. Les ministères et organismes interpellés seront consultés tant au niveau régional que national. De plus, une présentation du dossier sera effectuée lors de la prochaine rencontre de la Table économique de la CAR qui se tiendra le 16 ou 23 avril. Les membres de cette Table ont été consultés à cet effet.

Compte tenu de la crise économique et de la crise forestière qui perdurent, plusieurs entreprises connaissent des difficultés. En ce sens, le MDEIE est très interpellé. Il effectue une veille afin de percevoir les effets du ralentissement économique sur les entreprises de façon à être proactif et à intervenir rapidement en cas de problématiques particulières.

L'actuelle *Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation* tirant à sa fin, sa mise à jour est en cours.

Le 25 mars prochain, le MDEIE et le CSPQ tiendront une séance d'information sur le processus d'appel d'offres publics.

Enfin, une présentation sur les meilleures pratiques d'affaires sera organisée à Matane, le 11 mars 2010, de concert avec la *Corporation régionale de promotion des exportations du Bas-Saint-Laurent* (CORPEX).

MAMROT

Monsieur Gilles Julien mentionne qu'un plan d'action concerté sur l'occupation du territoire, bâti à partir d'une vision et d'un diagnostic, sera élaboré. Plusieurs partenaires ont été ou seront interpellés dans cette démarche qui est nouvelle. Cinq (5) comités seront mis en places soit : gouvernance, démographie, vitalité, aménagement et développement durable et municipalités dévitalisées. L'objectif est de déposer une première version en juin 2010.

9. Autres sujets

Aucun autre sujet n'est traité.

10. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre aura lieu, comme prévu au calendrier des réunions 2010, le vendredi 21 mai 2010. Monsieur Julien invite les membres à communiquer à madame Robichaud les sujets à inscrire à l'ordre du jour. Rappelons qu'à cette occasion, la

Politique à part entière : Pour une véritable exercice du droit à l'égalité pourra être présentée.

11. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent
Le 2 mars 2010

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

Lundi 11 mai 2009 – 12 h

Holiday Inn Saguenay, salle Ouananiche

Projet d'ordre du jour

Accueil des participants - Dîner

1. Mot de bienvenue – Mme Lison Rhéaume
2. Mot du ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean,
M. Serge Simard
3. Échanges et discussions entre le ministre responsable de la région
et les membres de la CAR

Pause

4. Lecture et adoption de l'ordre du jour
5. Adoption du compte-rendu de la rencontre du 25 février 2009
6. Crise forestière : cellule de crise régionale et plan d'action (20 min)
(M. Marc Dubé, directeur général de la CRÉ)
7. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées :
la Municipalité de Petit-Saguenay (45 min) :
 - 7.1 Présentation par les représentants de la municipalité
 - 7.2 Échanges entre les membres de la CAR
8. Régionalisation de l'immigration et planification du MICC (30 min)
(M. Yvon Doyle, MICC)
8. Ententes spécifiques
(Mme Lison Rhéaume, MAMROT)
9. Affaires nouvelles :
 - 9.1 _____
 - 9.2 _____
 - 9.3 _____
10. Fin de la rencontre

**LISTE DES MEMBRES DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR)
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

NOM	MINISTÈRE/ORGANISME
	Régie du logement
Beaulieu, Caroline	Secrétariat aux affaires autochtones
Beaulieu, Suzie	Relations internationales
Bélanger, François	Société immobilière du Québec
Bélanger, Mario	Justice
Bessette, Jean-Luc	Tourisme
Caron, François	Ressources naturelles et Faune – Direction de l'expertise (Énergie, Faune, Forêts, Mines et Territoire)
Caron, Mona	Société de l'assurance automobile
Carrier, Alain	Office de la protection du consommateur
Chabot, Christine	Conseil du Statut de la femme
Claveau, Guylaine	Commission des normes du travail
Couture, Martine	Agence de Santé et des Services sociaux
Darveau, Denis	Développement économique, Innovation et Exportation
De Nicolini, Hubert	Société d'habitation du Québec
Delisle, Réal	Sécurité publique – Sécurité civile
Denis, Sylvie	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Dessureault, Céline	Revenu
Doyle, Yvon	Immigration et Communautés culturelles (Michel Thibault)
Dubé, Marc	Conférence régionale des élus
Émond, Lyne	Sécurité publique - Services correctionnels
Faucher, Johanne	Famille et Aînés
Fleury, Yvon	Emploi-Québec (MESS)
Gagnier, Diane	Commission Santé et Sécurité au Travail
Girard, Karine	Centre de services partagés du Québec
Gosselin, Roger	Hydro-Québec
Goudreau, Réjean	Culture, Communications et Condition féminine
	Bureau du Curateur public du Québec
Groleau, Daniel	Sépaq – Parc national du Saguenay
Guérin, Régis	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Guillot, François	Sépaq
Harvey, Francine	Services Québec
Labrecque, Daniel	Développement durable, Environnement et Parcs – Centre Contrôle env.
Lacroix, Robert	Ressources naturelles et Faune – Direction des opérations intégrées
Larose, Diane	Ressources naturelles et Faune – Direction des affaires régionales
Lavoie, Robert	Office des personnes handicapées du Québec
Lefebvre, Yves	Financière agricole du Québec
Martel, Lucie	Éducation, Loisir et Sport
Paré, Roger	Éducation, Loisir et Sport
Rhéaume, Lison	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Roy, Claire	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Ruel, Laurent	Régie du Bâtiment du Québec
Thibeault, Alain	Ressources naturelles et Faune – Direction générale régionale
Tremblay, Édith	Développement durable, Environnement et Parcs -Analyse et expertise
Turgeon, Donald	Transports
Vallée, Martin	Investissement Québec
Vien, Margaret	Office québécois de la langue française

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale
du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 11 mai 2009

Hôtel Holiday Inn Saguenay

Sont présents :

- M^{me} Caroline Beaulieu, SAA
M. François Bélanger, SIQ
M^{me} Sylvie Bouchard, CSF
M^{me} Christine Chabot, Engagement jeunesse
M^{me} Dominique Chartier, Hydro-Québec
M^{me} Mireille Côté, CSPQ
M^{me} Louise Coulombe, Revenu Québec
M^{me} Martine Couture, Agence
M. Denis Darveau, MDEIE
M. Yvon Doyle, MICC
M. Marc Dubé, CRÉ
M. Yvon Fleury, MESS-Emploi-Québec
M^{me} Francine Harvey, Services Québec
M. Éric Hufty, MFA
- M. Daniel Labrecque, MDDEP
M. Yves Lefebvre, Financière agricole
M^{me} Lucie Martel, MELS
M. Jean-Pierre Potvin, MAPAQ
M. Michel Thibault, MICC
M. Alain Thibeault, MRNF
M^{me} Édith Tremblay, MDDEP
M. Donald Turgeon, MTQ
M^{me} Lison Rhéaume, MAMROT
M. David Dufour, MAMROT
M. Gilles Gauthier, MAMROT
M. Benoît Poulin, MAMROT
M. Daniel Tremblay, MAMROT

Sont invités :

- M. Serge Simard, ministre responsable de la région
M. Johnny Simard, attaché politique

Sujet	Suivi
1. Mot de bienvenue La réunion débute à 12 h 15. M^{me} Lison Rhéaume souhaite la bienvenue à tous les membres. Un dîner est servi sur place.	
2. Mot du ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, M. Serge Simard M. Simard salue les membres de la CAR. Il souligne le travail important réalisé par les membres de la fonction publique en région. À titre de ministre responsable de la région, il insiste sur l'importance du partenariat entre lui, les ministères et les organismes gouvernementaux en région, afin d'être en mesure de répondre adéquatement aux enjeux, défis et problématiques de la région. À ce titre, il s'engage à travailler de concert avec les ministères et organismes sur les dossiers régionaux. À ce chapitre, la CAR constitue un forum important réunissant l'expertise gouvernementale. Il invite les membres à communiquer avec M^{me} Lison Rhéaume, présidente de la CAR, pour tout dossier nécessitant une concertation entre des ministères et des organismes gouvernementaux et le ministre.	
3. Échanges et discussions entre le ministre responsable de la région et les membres de la CAR Le ministre et les membres de la CAR échangent sur le thème de la décentralisation des pouvoirs ainsi que la déconcentration, la régionalisation et la desserte des services gouvernementaux. Certains exemples et cas de figure sont présentés au ministre par les membres de la CAR :	

Sujet	Suivi
- Le maintien de la qualité des services constitue un défi majeur pour plusieurs ministères et organismes, et ce, même à court terme. Le ratio d'un remplacement pour 2 départs pourrait être porté à 1 pour 4 dès l'an prochain dans certains cas, ce qui ne sera pas sans entraîner des difficultés opérationnelles majeures dans le contexte de départ massif à la retraite. - Les nombreux départs à la retraite peuvent être abordés comme une opportunité de revoir certaines manières de faire déjà établies. En effet, la rationalisation des effectifs imposera de revoir certaines manières de faire, notamment au niveau de l'élaboration des programmes et leur mise en œuvre : la simplification des processus administratifs, l'évaluation des principes de subsidiarité, de délégation de pouvoir et d'imputabilité en vue de donner le meilleur service aux citoyens ainsi que les méthodes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre sont autant d'enjeux qui pourraient s'inscrire dans une dynamique efficace de rationalisation. Il serait notamment intéressant de se questionner sur le rôle des ministères et des organismes gouvernementaux dans le développement régional de chaque région, puisque chacune a sa propre identité et ses particularités. L'effritement de la fonction publique est aussi à craindre et sa valorisation devrait être une préoccupation, surtout dans un contexte économique qui rend plus que nécessaire le recours à son expertise. - Le comité de la CAR sur la desserte des services gouvernementaux a récemment préparé un rapport pour assurer une participation active de la région à la démarche de modernisation de l'État. Une recherche empirique est aussi en cours pour évaluer les problématiques touchant le recrutement du personnel de la fonction publique au Saguenay-Lac-Saint-Jean. M. Serge Simard : - Se dit bien conscient du défi d'assurer l'adéquation des services gouvernementaux et les besoins particuliers des régions. Il invite les membres à communiquer avec lui afin de lui proposer des modèles à suivre en regard de la prestation des services en région, qui pourraient alimenter les travaux du comité interministériel sur l'occupation du territoire. Le ministre quitte à 13 h 40. 4. Crise forestière : cellule de crise régionale et plan d'action (M. Marc Dubé, directeur général de la CRÉ) (point devancé) M. Marc Dubé présente la cellule régionale de gestion de la crise forestière mise en place par la CRÉ. En plus de sa composition et des principaux éléments de synergie entre la cellule de crise et les autres instances (C. A. de la CRÉ, Équipe Canada-Québec, Comités conseils et techniques), M. Dubé discute des principaux dossiers chauds liés à la crise forestière (AbitibiBowater, SFK Pâtes, Lousiana Pacific), crise qui perdure maintenant depuis plus de 5 ans. Il souligne la collaboration de la communauté autochtone dans la recherche de solutions. Les membres soulignent les efforts en cours dans le contexte de la crise forestière en regard des travailleurs et des individus (Emploi Québec, ASSS). L'expertise des membres de la CAR peut être mise à contribution, au besoin, sur des éléments plus spécifiques. M. Yvon Fleury souligne, entre autres, la possibilité d'utiliser le Conseil régional des partenaires du marché du travail, qui regroupe les acteurs clefs du gouvernement et du milieu, pour discuter de problématiques plus précises. Le document <i>Composition de la cellule régionale de gestion de la crise forestière, CRÉ Saguenay-Lac-Saint-Jean</i> est remis aux personnes présentes. 5. Lecture et adoption de l'ordre du jour Le point <i>Crise forestière : cellule de crise régionale et plan d'action</i> est déplacé au point 4 et le sujet <i>Grippe H1N1</i> est ajouté à l'ordre du jour au point 6. L'ordre du jour est adopté tel que modifié.	

Sujet	Suivi
6. Grippe H1N1 M^{me} Martine Couture informe les membres que la situation préoccupante liée à la multiplication des cas de grippe <i>H1N1</i> a permis de tester le plan de lutte à la grippe aviaire, préalablement élaboré. Elle souligne que la population a bien reçu et utilisé les consignes sur la façon de consulter le réseau de la santé, de sorte qu'aucun engorgement imputable à la grippe n'a été observé. Cela a permis aussi à l'Organisme national de la santé publique de tester le plan en situation réelle. Les membres discutent des aspects médicaux liés au virus, ainsi que les consignes des ministères et organismes, notamment sur les déplacements et l'hygiène en milieu de travail. M. François Bélanger (SIQ) explique les actions de la SIQ, notamment pour la sensibilisation, l'entretien ménager et la disponibilité de produits antiseptiques. 7. Adoption du compte rendu de la rencontre du 25 février 2009 Le compte rendu est adopté tel que proposé. 8. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées : la Municipalité de Petit-Saguenay M^{me} Lison Rhéaume rappelle que 8 municipalités de la région (Lac-Bouchette, Lamarche, Notre-Dame-de-Lorette, Petit-Saguenay, Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, Saint-Edmond-les-Plaines, Saint-François-de-Sales, Saint-Stanislas, sont reconnues comme <i>dévitalisées</i> par le gouvernement. Le portrait de la Municipalité de Petit-Saguenay ainsi que ses enjeux et défis sont présentés aujourd'hui à la CAR. 8.1 Présentation par les représentants de la Municipalité M^{me} Thérèse Gaudreault, mairesse, et M. Jean Bergeron, agent de développement, présentent le portrait socio-économique de la municipalité, les opportunités et les faiblesses du milieu ainsi que les enjeux prioritaires identifiés par la population lors des activités de novembre 2008 et de mars 2009. Malgré les efforts historiques et récurrents pour maintenir et développer un milieu de vie dynamique, il apparaît que des problématiques structurelles affectent la municipalité et le milieu. La démographie constitue le défi majeur auquel est confronté le milieu. Afin d'agir, des enjeux prioritaires ont été ciblés : l'aménagement du territoire, la qualité de vie, le développement touristique ainsi que le développement économique et la mise en valeur des ressources du territoire. Sous la direction d'un comité de pilotage composé de leaders du milieu, des chantiers sont mis en place pour œuvrer à définir un plan d'action par enjeux prioritaires. M^{me} Martine Couture profite de l'occasion pour inviter, à titre de présidente d'honneur de l'activité, les membres au brunch-bénéfice du Centre récréopatrimonial de Petit-Saguenay pour la préservation et la mise en valeur de la rivière à Saumons. Les membres de la CAR échangent avec les représentants. Le document <i>Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées du Québec : Petit Saguenay – Portrait, enjeux et défis</i>. CAR-02, 11 mai 2009, est joint au présent compte rendu. 8.2 Échanges entre les membres de la CAR Les membres trouvent intéressants les constats présentés, et estiment pertinent de travailler sur des problématiques structurelles. La mise à profit de l'expertise gouvernementale en soutien aux efforts du milieu est importante. Cette étape pourra se faire lorsqu'un plan d'action préliminaire sera élaboré.	

Sujet	Suivi
9. Régionalisation de l'immigration et planification du MICC (M. Yvon Doyle) M. Yvon Doyle présente le Plan stratégique 2008-2012 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. (voir acétates) et lien web. M. Michel Thibault et M. Yvon Doyle présentent les grandes orientations du projet de la 3^e entente spécifique sur l'immigration. Cette entente entend développer l'attractivité du Saguenay–Lac-Saint-Jean, car les régions sont très compétitives entre elles. Pour cela, il sera important d'œuvrer en lien avec le marché caché de l'emploi. Les ententes précédentes oeuvraient surtout pour l'accueil des immigrants réfugiés, alors que des projets comme le laboratoire rural <i>Portes ouvertes sur le Lac</i>, qui fait du recrutement actif à Montréal, montrent la pertinence de travailler auprès des immigrants dits économiques. L'entente serait d'une durée de 5 ans, ce qui constituerait une première pour le ministère. M^{me} Mireille Côté présente les efforts du gouvernement du Québec pour recruter des immigrants. 10. Ententes spécifiques Les tableaux de suivi des ententes spécifiques sont déposés à titre d'information. 11. Affaires nouvelles Aucun point n'est ajouté. 12. Fin de la rencontre La réunion se termine à 16 h 10.	

Rédigé par Daniel Tremblay
Secrétaire exécutif de la CAR-02

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN**

Mercredi 28 octobre 2009 – 13 h 15

Holiday Inn Saguenay, salle Ouananiche

Projet d'ordre du jour

Accueil des participants

1. Mot de bienvenue - M^{me} Lison Rhéaume
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 11 mai 2009
4. Sondage sur les problématiques de recrutement du personnel de la fonction publique au Saguenay–Lac-Saint-Jean - M. Gilles Gauthier, MAMROT
5. Centraide - M. Martin Saint-Pierre
6. Dossiers autochtones :
 - 6.1 Présentation générale sur Mastheuiatsh - M^{me} Caroline Beaulieu, SAA
 - 6.2 Négociations en cours avec les Innus - M. Xavier Perron-Maranda, SAA
 - 6.3 Politique de consultation et obligation de la part des municipalités de consulter les communautés autochtones - MM. Patrick Brunelle, SAA et Jean Gagnon, MAMROT

Pause

- 6.4 Question métisse au Québec - M^{me} Chantal Latour et M. Patrice Pelletier-Rivest, SAA
7. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 28 octobre 2009

Hôtel Holiday Inn Saguenay

Sont présents :

M^{me} Caroline Beaulieu, SAA
M^{me} Édith Tremblay, MDDEP
M. Donald Turgeon, MTQ
M^{me} Catherine Larouche, MTQ
M^{me} Marie-Claude Lachance, Hydro-Québec
M. Martin Duval, MCCCCF
M^{me} Karine Girard, CSPQ
M^{me} Julie Besson, MSP
M^{me} Sylvie Denis, MAPAQ
M. Denis Darveau, MDEIE
M. Yvon Doyle, MICC

M. Jean-Marie Claveau, EQ
M. Clément Desbiens, EQ
M. Régis Guérin, BANQ
M^{me} Christine Chabot, CSF
M^{me} Hélène Gagné, MRNF
M^{me} Diane Larose, MRNF
M. Alain Thibeault, MRNF
M. Marc Dubé, CRÉ
M^{me} Lison Rhéaume, MAMROT
M. Gilles Gauthier, MAMROT
M. Benoît Poulin, MAMROT
M. Daniel Tremblay, MAMROT

Sont invités :

M. Partick Brunelle, SAA
M. Xavier Perron-Maranda, SAA
M. Jean Gagnon, MAMROT

M. Patrice Pelletier-Rivest, MJQ
M^{me} Chantal Latour, SAA

Sujet	Suivi
1. Mot de bienvenue M^{me} Lison Rhéaume souhaite la bienvenue aux personnes présentes. 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour L'ordre du jour est adopté tel que modifié : Point 3 – <i>Adoption reportée</i> Point 4 – <i>Retiré</i> 3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 11 mai 2009 Pour faciliter le déroulement de la réunion, au contenu très dense, l'adoption officielle du compte rendu est reportée à la prochaine CAR. 4. Sondage sur les problématiques de recrutement du personnel de la fonction publique au Saguenay–Lac-Saint-Jean – M. Gilles Gauthier, MAMROT En l'absence de M^{me} Francine Harvey, présidente du comité de la CAR sur la Desserte des services gouvernementaux en région, M. Gilles Gauthier fait le point sur l'état d'avancement des travaux : le sondage est complété et le comité travaille actuellement à l'analyse des données recueillies. Pour le moment, il est prématuré de tenter de présenter des constats, ce qui sera fait lors de la prochaine CAR. 5. Centraide – M. Martin Saint-Pierre M. Martin Saint-Pierre, vice-président de la campagne 2009, est accompagné de	

Sujet	Suivi
M. Martin Vallée, directeur général de Centraide Saguenay–Lac-Saint-Jean. Ils font la présentation du bilan des réalisations annuelles et des stratégies pour la campagne 2009. Ils présentent entre autres différentes activités de sensibilisation, comme des conférences témoignages. M. Martin Vallée présente plus particulièrement les résultats des trois dernières années auprès des « grands donateurs » ainsi que les objectifs visés. Les membres de la CAR sont notamment invités à faire part directement à monsieur Saint-Pierre des opportunités en milieu de travail pour des activités de sensibilisation. De même, ils sont invités à faire part, s'il y a lieu, de leur intérêt à participer aux travaux du comité régional d'attribution des fonds. Les membres discutent du contexte socio-économique régional, mis à mal par les crises forestières et financières et des impacts sur les individus et les ménages. Les gestionnaires sont invités à discuter de cette réalité dans leurs organisations respectives et à encourager, ou du moins faciliter les initiatives, au-delà de la perception à la source (dons des employés sur leur rémunération). Le document« <u>Présentation de Centraide Saguenay–Lac-Saint-Jean</u>. 28 octobre 2009 », est déposé aux membres de la CAR.	
6. Dossier Autochtones : M^{me} Lison Rhéaume présente les représentants du SAA. L'objectif de leur présence est de donner l'évolution générale des dossiers « autochtones », notamment les négociations territoriales, depuis le dernier passage du Secrétariat à la CAR, qui remonte à octobre 2007. 6.1. Présentation générale sur Mastheuiatsh – M^{me} Caroline Beaulieu, SAA M^{me} Caroline Beaulieu présente un portrait de la communauté qui compte 2055 personnes résidentes sur le territoire et 2 800 non résidentes, et où 27 % de la population a moins de 30 ans. Depuis la signature de l'entente de principe de 2004 et la tenue du forum socio-économique des Premières Nations en octobre 2006, cette communauté est très active en matière de développement social et économique et favorise la collaboration avec le milieu régional. Dans la foulée de l'entente et du forum, deux projets prioritaires sont en cours de réalisation : soit la mise en œuvre du projet de 1^{re} ligne Puamun Mashteuiatsh pour assurer le continuum en santé et services sociaux auprès de l'enfance et de la famille, ainsi que la réalisation d'un projet de développement de la formation et de l'employabilité, qui se fait dans le cadre de la construction de la route 175 en collaboration avec le MTQ. M^{me} Beaulieu rappelle que le SAA assure la gestion du Fonds d'initiatives autochtones, qui a pour objectif de soutenir les projets de développement (économique, communautaire, infrastructure) des communautés. 6.2. Négociations en cours avec les Innus – M. Xavier Perron-Maranda, SAA De manière générale, il existe trois tables de négociations : Mamuitun, (Essipit, Mashteuiatsh et Nutashkuan), Mamit Innuat (Mingan, La Romaine et Pakua Shipi) et Ashwanipi (Uashat-Maliotenam et de Matimekossh-Lac-John). Présentement, la seule table de négociation active est celle qui regroupe les communautés de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan. Toutefois, la communauté de Mashteuiatsh est nettement la plus avancée. Actuellement, les négociations sont à une étape charnière, en regard du principe de <i>participation réelle</i>. À ce titre, une expérience-pilote dans l'élaboration du Plan d'affectation des terres publiques, permet d'expérimenter ce qui est prévu à l'Entente de principe en matière de participation. Les négociateurs n'ont pas d'échéancier-cible, mais il apparaît évident que 2010 constitue une année importante dans la conclusion des négociations. M. Perron-Maranda n'est pas en mesure de donner plus de détails, en raison des négociations politiques actuellement en cours.	

Sujet	Suivi
Les membres et le représentant du SAA échangent sur de nombreux aspects des négociations. M. Perron-Maranda profite de l'occasion pour rappeler les principaux éléments prévus à l'Entente de principe qui couvre un ensemble de questions liées à la cohabitation sur le territoire visé : le territoire, l'autonomie gouvernementale, les activités traditionnelles, les mesures de développement et les règlements des différends. 6.3 Politique de consultation et obligation de la part des municipalités de consulter les communautés autochtones – MM. Patrick Brunelle, SAA et Jean Gagnon, MAMROT M. Patrick Brunelle rappelle que le Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones a été réalisé en 2006 par un comité interministériel. Bien que non accepté par les communautés autochtones, il constitue une référence pour appliquer une approche intérimaire pour mettre en oeuvre l'obligation qu'a la Couronne de consulter les communautés autochtones et, s'il y a lieu, de les accommoder. Toutefois son application est sujette à l'appréciation du contexte réel prévalant dans chaque cas. Évidemment, le SAA s'inscrit en support aux ministères et organismes au besoin. L'exemple du mécanisme de consultation mis en place dans la région de la Côte-Nord par la Conférence administrative régionale est exposé et monsieur Brunelle offre son concours dans l'éventualité où un mécanisme similaire était mis en place dans la région. Les membres échangent sur les difficultés rencontrées dans leurs efforts de consultation dans certains dossiers. Il apparaît que si le Guide est précis sur le processus, le manque d'exemples concrets concernant l'éventail des possibilités en matière de réponses, entre autres, constitue un écueil majeur. Concernant les organismes municipaux et les CRÉ, M. Jean Gagnon explique que ces derniers sont des tiers par rapport à l'État. Ils ne sont pas responsables de la consultation, mais sont concernés et associés aux aspects procéduraux. Un guide à leur intention est actuellement en rédaction, qui devrait définir leurs rôles et ceux du MAMROT. M. Gagnon souligne l'objectif de favoriser, pour les organismes municipaux et les CRÉ, l'établissement de passerelles d'échanges, de partenariats pour favoriser le rapprochement et la concertation pour l'émergence de projets. 6.4 Question métisse au Québec – M^{me} Chantal Latour et M. Patrice Pelletier, SAA M. Patrice Pelletier explique la définition du concept de « métis » et expose l'historique des métis au Canada, en particulier en regard de l'ethnogenèse. Il présente les principaux litiges actuellement en examen par les tribunaux ainsi que les grandes lignes des positions des différents acteurs majeurs. Actuellement, le gouvernement n'a aucune obligation de consulter, comme il doit le faire avec les communautés autochtones. M^{me} Chantal Latour présente un portrait général des organisations dites métisses au Québec. 7. Fin de la rencontre La rencontre a pris fin à 17 heures.	

Rédigé par Daniel Tremblay
Secrétaire exécutif de la CAR-02

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 22 mai 2009 de 8 h 45 à 12 h
Auberge Le Baluchon
St-Paulin

Salle Hunterstown (Auberge Damphousse)

8 h 45	Mot de bienvenue
8 h 50	Lecture et adoption de l'ordre du jour
8 h 55	Adoption du compte rendu de la réunion du 29 février 2009 et suivi
9 h 05	Le Plan d'action en santé publique de la Mauricie et du Centre-du-Québec Le point sur la grippe A (H1N1) ➤ M. Linda Milette, directrice intérimaire de santé publique de la Mauricie et du Centre-du-Québec, ASSSMCQ
10 h 15	Pause santé
10 h 30	Informations de la CRÉ Mauricie ➤ M. Christian Savard, directeur général
10 h 45	Points d'information ➤ Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées ➤ Politique nationale de la ruralité ➤ Congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)
11 h 10	Autres sujets ➤ ➤
11 h 15	La MRC de Maskinongé ➤ Robert Lalonde, Préfet de la MRC de Maskinongé ➤ Janyse L. Pichette, directrice générale de la MRC de Maskinongé ➤ Sylvie Fontaine, directrice générale du CLD de la MRC de Maskinongé
12 h	Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre

Présences à la CAR – 2009/2010

Nom Ministère—Organisme		22 mai 2009		23 octobre 2009		29 janvier 2010		
		Le Baluchon MRC et CLD de Maskinongé Santé publique Grippe A (H1N1)		Carrefour La Tuque Tourisme en Mauricie et Haute Mauricie Consultation autochtone Revendication territoriale		CRÉ Mauricie Profil socio-économique TGV Net Mun. dévitalisées Plan quinquennal		
Ste-Marie, Michel RRQ								
Rousseau, Patricia Services Québec		✓		✓		✓		
Bertrand, Daniel CNT								
Fugère, Jacques Jr CSPQ		✓		✓		✓		
Bourassa, Anne OPHQ						✓		
Carpentier, Marcel MTQ		✓				✓		
Hébert, Denis MDEIE				✓		✓		
Damphousse, Jacques Services correctionnels								
Désilets, Guy RBQ								
Beauchamp, Serge ASSS		✓						
Lussier, Chantal MICC		✓				✓		
Falardeau, Michel Justice								
Fournier, Jean Tourisme Québec								
Frost, Gary OPC								
Gendron, André MELS (loisirs et sport)								
Giroux, Lise Curateur public du Québec								

Nom Ministère—Organisme		22 mai 2009	23 octobre 2009	29 janvier 2010	
		Le Baluchon MRC et CLD de Maskinongé Santé publique Grippe A (H1N1)	Carrefour La Tuque Tourisme en Mauricie et Haute Mauricie Consultation autochtone Revendication territoriale	CRÉ Mauricie Profil socio-économique TGV Net Mun. dévitalisées Plan quinquennal	
Daneault, Bernard MRI					
Houle, Norman MAPAQ		✓	✓		
Cauchon, Nathalie MELS		✓			
Lanthier, Ginette Emploi Québec			✓	✓	
Lebleu, Christiane Revenu Québec		✓		✓	
Fillion, Isabelle OQLF				✓	
Bourgeois, Yvon CSST		✓			
Marceau, Denis SIQ					
Marcotte, Colette CSF					
Massicotte, Jean-Pierre FADQ Mauricie		✓		✓	
Mc Gee, Hélène MCCF			✓	✓	
Charland, Nancy SAA		✓	✓		
Raymond, Jacques MSP					
Robert, Pierre MAMROT		✓	✓	✓	
Simard, Alain MRNF		✓	✓		
St-Martin, Luc MDDEP		✓		✓	
St-Pierre, Rhéal					

Nom Ministère—Organisme	22 mai 2009 Le Baluchon MRC et CLD de Maskinongé Santé publique Grippe A (H1N1)	23 octobre 2009 Carrefour La Tuque Tourisme en Mauricie et Haute Mauricie Consultation autochtone Revendication territoriale	29 janvier 2010 CRÉ Mauricie Profil socio-économique TGV Net Mun. dévitalisées Plan quinquennal	
RLQ				
Talbot, Lucie Investissement-Québec			✓	
Phaneuf, Christine MFA			✓	

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre
tenue le 22 mai 2009
Auberge Le Baluchon – Saint-Paulin

Rédigé par Daniel Blain
Secrétaire de la CAR

Personnes présentes :

Nancy Bastien, MELS	Nancy Charland, SAA
Serge Beauchamp, Agence de la santé et des services sociaux	Jacques Jr. Fugère, CSPQ
François Beaudoin, Services Québec	Norman Houle, MAPAQ
Pierre Bonenfant, MICC	Christiane Lebleu, Revenu Québec
Yvan Bourgeois, CSST	Jean-Pierre Massicotte, FADQ
Marcel Carpentier, MTQ	Luc St-Martin, MDDEP
Guy Deschênes, MRNF	

Pierre Robert, MAMROT
Daniel Blain, MAMROT

Christian Savard, directeur général - CRÉ-Mauricie
Linda Milette, directrice intérimaire, Agence de la santé et services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Personnes excusées :

Suzanne Beauvais, CNT	Denis Hébert, MDEIE
Christiane Bonfanti, CSPQ	Ginette Lanthier, MESS
Anne Bourassa, OPHQ	Hélène Leclerc, MFA
Bernard Denault, MRI	Denis Marceau, SIQ
Roger DesChamps, Services correctionnels	Colette Marcotte, CSF
Michel Falardeau, Ministère de la Justice	Hélène McGee, MCCCCF
Jean Fournier, Tourisme Québec	Jacques Raymond, MSP
Gary Frost, OPC	Alain Simard, MRNF
Lise Giroux, Curateur public du Québec	Michel Ste-Marie, RRQ
	Lucie Talbot, Investissement Québec

01. Ouverture de la réunion

Le président de la CAR souhaite la bienvenue à tous les participants. Un tour de table est effectué afin de permettre les présentations.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Norman Houle (MAPAQ), appuyée par M. François Beaudoin (Services Québec).

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 29 février 2008

Le compte rendu de la réunion du 27 février 2009 est adopté sans modification sur la proposition de M. François Beaudoin (Services Québec), appuyée par M. Luc St-Martin (MDDEP).

04. Information de la CRÉ Mauricie

M. Christian Savard, directeur général de la CRÉ de la Mauricie fait le point sur divers dossiers d'actualité relatifs aux activités de son organisme.

Forum de la société civile

Le Forum de la société civile poursuit la tournée des territoires pour permettre aux délégués des 24 secteurs de partager, à tour de rôle, leurs enjeux respectifs en présence de représentants de la CAR et du conseil d'administration de la CRÉ. La prochaine rencontre aura lieu le 29 mai 2009 à la ferme La Bissonnière de Saint-Prosper où les 4 secteurs suivants seront présentés : enfance et famille, syndicat, agriculture et tourisme.

Activité de réseautage

L'activité annuelle de réseautage pour permettre les rencontres et les échanges entre les partenaires régionaux issus de la CRÉ, de la CAR et du Forum de la société civile devrait se tenir au mois de juin prochain.

Production d'un DVD promotionnel

Le tournage de la vidéo promotionnelle de la Mauricie est en cours et devrait être complété en juin prochain. M. Savard mentionne qu'une trame musicale a été créée spécifiquement pour cette vidéo par un artiste de la région. On prévoit un lancement d'envergure au cours des prochains mois.

Tableau de bord

La firme IPSE termine la conception de 10 indicateurs "croisés" pour suivre la mise en oeuvre du Plan quinquennal de développement régional 2005-2010. Une évaluation qualitative sera bientôt amorcée avec la contribution des ministères et organismes concernés. Par ailleurs, la démarche pour l'élaboration du prochain plan quinquennal 2010-2015 sera initiée au cours de l'automne.

Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)

Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) a confié à la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Mauricie la gestion du processus d'appels de propositions pour des unités d'aménagement de la Mauricie dans le cadre du Programme relatif à l'octroi d'un permis autorisant la récolte annuelle de biomasse forestière dans les forêts du domaine de l'État.

La CRÉ a donc lancé deux appels de propositions et 5 projets ont été soumis suite à ces appels.

Mission en Finlande

M. Savard et Mme France Beaulieu, présidente de la CRÉ, ont participé à une mission en Finlande sur l'invitation du Bureau de promotion des produits forestiers du Québec (Q-WEB) afin d'en apprendre davantage sur la valorisation de la biomasse forestière.

M. Savard mentionne que la Finlande est reconnue comme leader mondial en matière d'exploitation de la biomasse forestière et que le gouvernement finlandais a la préoccupation que le pays soit moins dépendant des énergies fossiles. Par conséquent, le pays favorise l'utilisation du bois comme ressource énergétique alternative et profite de cette opportunité pour fabriquer de nombreux produits dérivés (équipements, tuyaux, etc.). La biomasse forestière offre un potentiel très intéressant pour la diversification économique de notre région.

05. Le Plan d'action en santé publique de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Mme Linda Milette, directrice intérimaire de santé publique de la Mauricie et du Centre-du-Québec, présente le Plan d'action régional de santé publique 2009-2012 (PARSP). D'entrée de jeu, Mme Milette explique qu'en plus d'être un outil de planification, le plan permet d'établir une vision de ce qui doit être réalisé dans la région pour améliorer la santé et le bien-être de la population. Dans cette perspective, le plan précise la contribution attendue de l'Agence de santé et services sociaux et des différents partenaires impliqués dans la réalisation des 50 activités prioritaires (19 fiches) et stratégies d'action (3 fiches) inscrites dans le PARSP de la Mauricie.

Mme Milette dresse un portrait à partir des déterminants qui influencent les inégalités de santé au Canada. On y apprend que les conditions de santé de la population dépendent, non seulement de facteurs biologiques ou héréditaires mais également de déterminants tels le revenu, l'exclusion sociale, le logement, la scolarisation, l'emploi et la sécurité alimentaire.

Finalement, Mme Milette expose les résultats de la consultation effectuée auprès des intervenants du réseau de la santé (CSSS et établissements spécialisés à vocation régionale), de 7 ministères et de la Conférence régionale des élus. Cette consultation a permis de constater que tous les partenaires consultés se sentent interpellés par les actions identifiées dans le PARSP et sont prêts à collaborer. Cet engagement se manifeste d'ailleurs dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie (PAG) ainsi qu'en matière de développement social et de développement des communautés.

06. Le point sur la grippe A (H1N1)

Cette seconde présentation de Mme Milette a pour objectifs de faire mieux comprendre l'influenza et de dresser l'état de situation à l'égard du risque de pandémie qui menace la population à l'échelle mondiale.

Après avoir exposé les caractéristiques de l'influenza de type A, ses symptômes, ses modes de transmission, sa période de contagiosité et les différences avec un simple rhume, Mme Milette décline les conditions nécessaires au développement d'une pandémie. On y apprend que la pandémie se déploie en 6 phases à partir du moment où le nouveau virus est présent exclusivement chez les animaux jusqu'au stade où la transmission interhumaine devient soutenue.

Plusieurs mesures de santé publique (surveillance, prévention des infections, vaccination, etc) et de santé physique (services à domicile, services Info-Santé, services d'urgence, etc.) sont déjà développées pour intervenir adéquatement en cas de pandémie dans notre région. En date du 21 mai 2009, environ 10 000 cas ont été signalés dans les 40 pays actuellement touchés dont 5 710 cas aux États-Unis, 719 cas au Canada et 106 au Québec. Parmi ces cas, 85 personnes ont perdu la vie, dont une seule au Canada.

Mme Milette termine son exposé en expliquant les étapes de préparation du réseau de la santé face à une pandémie et elle donne des précisions quant aux actions à poser pour prévenir la maladie ou lorsque certaines personnes de notre entourage présentent des symptômes d'influenza de type A.

07. Points d'information

Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

M. Daniel Blain dresse l'état d'avancement des travaux à l'échelle régionale dans le cadre du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées. Il rappelle qu'en Mauricie, ce sont 3 municipalités de la MRC de Maskinongé (St-Alexis-des-Monts, St-Édouard-de-Maskinongé, Ste-Angèle-de-Prémont) et 3 municipalités de la MRC Mékinac (Notre-Dame-de-Montauban, St-Thécle, Trois-Rives) qui sont touchées par ce plan.

Il explique que la région expérimente une approche particulière à l'égard de ces municipalités grâce au partenariat entre le MAMROT, Emploi Québec, le MDEIE, la CRÉ et la Coopérative de

développement régional Centre-du-Québec/Mauricie (CDRCQM). Ainsi, une conseillère en entrepreneuriat collectif de la CDRCQM accompagne chacune des municipalités visées, notamment par la mise sur pied d'un comité de développement local chargé d'identifier au moins un projet d'entreprise créateur d'emplois.

Après avoir résumé l'état des travaux dans chacune des municipalités, M. Blain mentionne que le rythme d'avancement est fonction du contexte politique et économique propre à chacun des territoires mais aussi du degré de dévitalisation (indice de développement) constaté pour chacune des municipalités. Plus une municipalité est dévitalisée, dit-il, plus elle a de peine à "se mettre en mouvement".

Politique nationale de la ruralité

Impact financier

Un tableau présentant le financement accordé dans le cadre des différentes mesures de la Politique nationale de la ruralité (pacte rural, laboratoires ruraux, produits de spécialité, fonds d'initiatives pour l'avenir rural) est distribué aux participants.

Communautés rurales branchées

M. Blain explique la nouvelle mesure du MAMROT, Communautés rurales branchées, qui a été annoncée le 9 mars 2009 et qui prévoit une aide financière de 24 M\$ sur 5 ans pour étendre la couverture Internet haute vitesse (IHV) aux communautés rurales non desservies.

Cette mesure fait suite au programme Village branché lancé en 2002 qui visait à "brancher" les édifices publics d'une MRC ou d'une municipalité, les écoles et les bibliothèques situées dans les villages. On vise maintenant à appuyer des projets collectifs qui offrent à la population (entreprises et particuliers) un service IHV à un coût comparable à ce qui est offert en milieu urbain.

En Mauricie, l'organisme TGV net travaille actuellement avec plusieurs municipalités qui désirent obtenir un service IHV sur leur territoire. Des demandes d'aide financière sont présentement en élaboration pour les secteurs suivants : MRC des Chenaux, Wemotaci, La Croche, St-Mathieu-du-Parc, St-Élie-de-Caxton, St-Roch-de-Mékinac, Hérouxville, Notre-Dame-de-Montauban, St-Séverin, St-Tite et St-Boniface.

Dans un souci de cohésion régionale, le MAMROT a confié aux CRÉ le mandat de coordonner la mise en œuvre du programme dans leur région respective. À cet effet, chaque demande d'aide financière adressée au MAMROT doit être accompagnée d'une résolution d'appui de la CRÉ.

Congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)

M. Pierre Robert informe les membres que l'Union des municipalités du Québec (UMQ), qui en est à ses 90 ans d'existence, a tenu son congrès annuel du 13 au 16 mai 2009 à Gatineau. En plus des ateliers de formation qui sont offerts, ce congrès permet au gouvernement de rencontrer et d'échanger avec les principaux représentants du monde municipal.

Le premier ministre Jean Charest a ouvert l'événement en rappelant le partenariat qui caractérise l'approche gouvernementale envers les municipalités. Il a également souligné l'importance accordée aux investissements relatifs aux infrastructures hydroélectriques (ex. : la rivière Romaine), nordiques (ex. le plan Nord) et aux infrastructures municipales (ex. Chantiers Canada) ainsi que le pacte pour l'emploi, les nouveaux espaces économiques avec l'Europe et l'Ontario.

Mme Nathalie Normandeau, vice-première ministre et ministre du MAMROT, a pour sa part abordé la question de la fiscalité municipale, de l'augmentation des transferts financiers liés à la taxe d'accise sur l'essence et du nouveau focus gouvernemental sur l'occupation du territoire suite aux demandes formelles exprimées par les unions municipales.

M. Robert mentionne que plusieurs ateliers ont traité de sujets politiques d'actualité tels la crise économique et financière, le développement durable, la relève en agriculture, le développement social, la famille et les aînés, le nouveau régime forestier, le recyclage et le transport collectif.

08. La MRC de Maskinongé

M. Robert Lalonde et Mme Janyse L. Pichette, respectivement préfet et directrice générale de la MRC de Maskinongé ainsi que M. Éric Caya, conseiller en développement industriel au CLD de la MRC de Maskinongé présente leurs organismes aux membres de la CAR.

On y apprend, entre autres, que plusieurs projets sont à l'agenda de la MRC pour le présent exercice financier dont l'implantation d'un incubateur industriel, l'amélioration et le développement de la voie cyclable, la mise en œuvre d'un plan directeur de développement technologique et d'un plan de développement du territoire agricole, l'implantation d'un éco-centre et plusieurs autres.

Pour sa part, M. Caya présente la mission et l'équipe de travail du CLD puis il décrit les principaux axes d'intervention pour chacun des secteurs d'activité présents sur le territoire qui se caractérise, dit-il, par le développement agroalimentaire au sud et le développement touristique au nord.

09. Autres sujets

Offre de services du MAPAQ

M. Norman Houle (MAPAQ) informe les membres que le personnel du Centre de services de Saint-Narcisse devra probablement être rapatrié à Trois-Rivières à compter du 25 mai 2009 en raison de l'application du système d'attrition. Le territoire qui est actuellement desservi par ce bureau continuera toutefois à recevoir les mêmes services à partir du bureau de Trois-Rivières.

Écomarché

M. Houle (MAPAQ) souligne le démarrage de la nouvelle coopérative de solidarité Écomarché.ca qui, grâce à un logiciel de gestion de commandes, permet aux producteurs locaux d'exposer leurs produits disponibles et aux consommateurs d'acheter en ligne via le site WEB de l'organisme. Il invite les participants à devenir membres de cette coopérative dont les activités sont actuellement déployées dans la MRC des Chenaux et la Ville de Trois-Rivières mais qui projette de couvrir l'ensemble du territoire de la Mauricie au fil de son développement.

10. Date de la prochaine rencontre

La date de la prochaine rencontre de la CAR est fixée au 4 septembre 2009, l'endroit sera précisé ultérieurement.

11. Fin de la réunion

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h30.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 23 octobre 2009 de 10 h à 15 h 30
Carrefour La Tuque
La Tuque

10 h	Mot de bienvenue
10 h 10	Lecture et adoption de l'ordre du jour
10 h 15	Adoption du compte rendu de la réunion du 22 mai 2009 et suivi
10 h 20	Informations de la CRÉ Mauricie ➤ M. Christian Savard, directeur général
10 h 35	L'industrie touristique en Mauricie et son évolution depuis 2003 ➤ M. André Nollet, directeur général de Tourisme Mauricie
11 h 30	Le Tourisme en Haute-Mauricie – Portrait et perspectives ➤ Mme. Hélène Pelletier, directrice de Tourisme Haut-Saint-Maurice
12 h	Dîner
13 h 30	La consultation des Autochtones ➤ M. Patrick Brunelle, adjoint exécutif (SAA) La négociation de revendication territoriale globale avec les Atikamekw ➤ M. Barry Le Blanc, conseiller aux négociations (SAA) et Me Henri Grondin, négociateur spécial du Québec
15 h 15	Points d'information ➤ Table Québec Régions du 11 septembre 2009 ➤ Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées ➤ Politique nationale de la ruralité • Journée de la ruralité • Conférence annuelle de l'OCDE
15 h 25	Autres sujets ➤ ➤
15 h 30	Fin de la réunion et date de la prochaine rencontre

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre
tenue le 23 octobre 2009
Carrefour La Tuque

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire du MAMROT

Personnes présentes :

M. Jacques Fugère, CSPQ
Mme Hélène McGee, MCCCCF
M. Normand Houle, MAPAQ
Mme Ginette Lanthier, Emploi Québec
M. Denis Hébert, MDEIE
M. Alain Simard, MRNF
Mme Nancy Charland, SAA
Mme Patricia Rousseau, Services Québec

Pierre Robert, MAMROT
Daniel Blain, MAMROT

Personnes invitées

Christian Savard, directeur général - CRÉ-Mauricie
André Nollet, directeur général de Tourisme Mauricie
Hélène Pelletier, directrice de Tourisme Haut St-Maurice
Patrick Brunelle, adjoint exécutif (SAA)
Barry Le Blanc, conseiller aux négociations (SAA)
Me Henri Grondin, négociateur spécial de Québec

Personnes excusées :

Serge Beauchamp, ASSSS
Daniel Bertrand, CNT
Christiane Bonfanti, CSPQ
Bonenfant, Pierre MICC
Anne Bourassa, OPHQ
Yvan Bourgeois, CSST
Marcel Carpentier, MTQ
Nathalie Cauchon, MELS
Jacques Damphousse, Services correctionnels
Bernard Denault, MRI
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Isabelle Filion, OLF

Jean Fournier, Tourisme Québec
Frost, Gary, OPC
Lise Giroux, Curateur public
Christiane Lebleu, MRQ
Denis Marceau, SIQ
Colette Marcotte, CSF
Jean-Pierre Massicotte, FADQ
Christine Phaneuf, MFA
Jacques Raymond, MSP
Michel Ste-Marie, RRQ
Luc St-Martin, MDDEP
Lucie Talbot, Investissement Québec

01. Ouverture de la réunion

Le président de la CAR souhaite la bienvenue à tous les participants. Un tour de table est effectué afin de faire les présentations.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté avec un amendement sur l'horaire des présentations, sur la proposition de M. Denis Hébert (MDEIE) appuyée par M. Normand Houle (MAPAQ).

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 22 mai 2009 et suivi

Le président de la CAR fait un tour d'horizon des principales réalisations régionales en cours:

Incubateur industriel – MRC Maskinongé

Le 18 septembre 2009, lors d'une conférence de presse, un investissement de 525 000 \$ était annoncé pour l'implantation de l'incubateur industriel. L'aide gouvernementale se chiffrait à 135 000 \$.

Internet haute vitesse – communautés rurales branchées

À ce jour, dix demandes d'aide financière ont été présentées par l'organisme TGV Net dans le cadre du programme des communautés rurales branchées.

Le compte rendu de la réunion du 23 mai 2009 est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert (MDEIE) et appuyée par M. Norman Houle (MAPAQ)

04. Information de la CRÉ Mauricie

M. Christian Savard, directeur général de la CRÉ de la Mauricie, fait le point sur divers dossiers d'actualité relatifs aux activités de son organisme.

Internet haute vitesse

Concernant le branchement des communautés rurales à Internet haute vitesse, une étude est en cours et les résultats seront disponibles en novembre 2009. La CRÉ, qui a le mandat de coordonner la mise en œuvre du programme, entend mener ce dossier à terme avec prudence. Plusieurs possibilités sont envisagées et chaque dossier a ses particularités.

Activités de réseautage

L'activité annuelle de réseautage afin de permettre les rencontres et les échanges entre les partenaires régionaux, que ce soit la CRÉ, les M/O de la CAR et les membres du Forum de la société civile, devrait se tenir le 17 décembre prochain.

Plan quinquennal

Le plan quinquennal de la CRE se termine bientôt. La mise à jour de ce plan est prévue pour 2010-2015.

Plan de parrainage Bretagne/Normandie et le Québec

M. Robert Lalonde, préfet de la MRC de Maskinongé, a été délégué pour un projet de parrainage entre deux régions de France, soit la Basse-Normandie et la Bretagne, et deux régions du Québec, la Mauricie et Chaudières-Appalaches. Le préfet a fait état notamment de l'expertise des fonctionnaires français en région pour le transfert et la reprise d'entreprises fermées. Chaque région française possède un conseiller en reprise d'entreprises.

Production d'un DVD promotionnel

Faisant suite à l'annonce de la production de la vidéo promotionnelle de la Mauricie à la dernière réunion, elle sera finalement lancée, le 27 novembre 2009, au Cégep de Trois-Rivières.

Mission en Finlande

À la suite des échanges avec les représentants finlandais et Quebec Wood Export Bureau, la possibilité d'avoir un démarcheur en bois pourrait apporter un sérieux coup de pouce pour trouver de nouvelles avenues à l'utilisation du bois en Mauricie. Dans le dossier de la biomasse, aucun projet n'a été accepté pour l'instant.

05. Le tourisme en Haute Mauricie

Mme Hélène Pelletier, directrice de Tourisme Haut-Saint-Maurice, fait part à l'assemblée de la dernière réalisation touristique en Haute Mauricie. Il s'agit de l'érection d'une tour d'observation de 65 pieds de hauteur en bois recyclé au Parc des chutes de la Petite rivière Bostonnais, avec une thématique d'interprétation.

Les projets en cours de réalisation consistent en une exposition sur Félix Leclerc et encore le traçage de sentiers récréatifs (quads, motoneiges, vélos, pédestres). D'autres projets sont prévus : la route des rivières, le balisage de la rivière Saint-Maurice, l'accès à la route verte, les pistes de vélo, la remise à neuf du centre de ski municipal, un parc récréotouristique et le pont couvert sur le territoire de la municipalité de La Bostonnais.

Grâce au projet pilote sur l'utilisation des ultrasons, le lac Saint-Louis est désormais nettoyé des cyanobactéries. La plage devrait être ouverte à nouveau. Par ailleurs, l'aménagement d'une passerelle pédestre au-dessus de la rivière Saint-Maurice fait partie du projet du parc régional des Trois Sœurs. Finalement, un dernier projet pourrait être l'installation de sons et lumières au Parc des chutes de la Petite rivière Bostonnais.

06. L'industrie touristique en Mauricie et son évolution depuis 2003

Monsieur André Nollet, directeur général de Tourisme Mauricie, fait le bilan des six dernières années. Il fait état de l'augmentation des membres et de l'évolution du chiffre d'affaires. Il explique l'orientation, les outils et les actions mis en place pour promouvoir le tourisme en Mauricie. Il énumère les atouts de la région, soit : le territoire, les lacs, la rivière Saint-Maurice, la position centrale entre Montréal et Québec, les autoroutes qui la traversent, l'accès au fleuve Saint-Laurent, la présence urbaine et la proximité de la nature.

Selon M. Nollet, les valeurs sûres en tourisme sont : La Cité de l'énergie, le Parc national de la Mauricie, le Festival Western de Saint-Tite, l'Auberge Le Baluchon, l'Auberge du Lac à l'Eau Claire, la Pourvoirie du Lac Blanc et le spectacle Showtime à Trois-Rivières. D'autres attraits sont devenus intéressants pour les touristes venant d'ailleurs. Il s'agit de l'Auberge Sacacomie et de la Seigneurie du Triton qui accueillent les européens. Les pourvoiries des secteurs Gouin et La Tuque, et la motoneige attirent les touristes des Etats-Unis et de l'Europe, alors que la Cabane chez Dany et la Basilique Notre-Dame du Cap intéressent ceux des Etats-Unis et du Mexique.

D'autres produits ont leur importance: le Grand Prix de Trois-Rivières, la Bissonnière de St-Prosper, la Pourvoirie Nemiskau en Haute Mauricie, Hydravion Aventure à St-Etienne-des-Grès et le Sanctuaire des Braves à Shawinigan.

Tourisme Mauricie a développé une pochette publicitaire avec les réalisations et les cartes spécialisées pour attirer la clientèle. M. Nollet résume la situation du tourisme en expliquant que la concertation entre les régions est devenue la clé du succès. Il constate qu'effectivement les régions se parlent davantage. Il termine en mentionnant que la récession se fait toujours sentir et qu'il faut s'attendre à une baisse du tourisme pour l'année.

07. La consultation des autochtones

M. Patrick Brunelle du SAA, commente le contexte qui a amené la négociation de la revendication territoriale et d'autonomie gouvernementale avec la nation Atikamekw.

Il expose les conséquences de la jurisprudence consécutives aux décisions Taku et Haïda de novembre 2004 (Cour Suprême), soit l'obligation de consulter les autochtones et de trouver un

accommodement à leurs préoccupations, afin de limiter les effets préjudiciables aux droits revendiqués. Il explique le contenu de l'obligation de consulter, les principes applicables et l'obligation d'accommodement qui en découle.

Au Québec, il n'existe qu'un traité historique formellement reconnu et deux traités modernes. À ce jour, seules trois ententes intérimaires avec les innus ont été convenues. Un guide intérimaire de consultation (GIS) a été adopté pour respecter les exigences de la Cour Suprême. Il comprend le rôle du SAA qui coordonne la consultation, les lignes directrices sectorielles et le financement.

La consultation fait ressortir des interprétations différentes des revendications de part et d'autre. Toutefois, elle vise surtout à établir un dialogue. La pression grandissante des divers milieux sensibilisés à cette réalité exige que la consultation se poursuive et que des solutions soient trouvées.

08. La négociation de revendication territoriale globale avec les Atikamekw

Le 28 avril 2009, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et la nation Atikamekw se sont entendus sur le processus d'information destiné à la population non autochtone concernant le résultat éventuel de la négociation en cours. M. Barry Le Blanc, conseiller aux négociations (SAA) et M. Henri Grondin, négociateur spécial du Québec, présentent les principaux points de la négociation.

Ils expliquent les raisons qui ont amené la négociation de ce traité et où sont rendus les pourparlers. Il est question notamment du Kitaskino, le territoire ancestral d'environ 60 000 kilomètres carrés et de l'Aski, le territoire des réserves à l'intérieur du Kitaskino, sur lequel les Atikamekw auront une autonomie gouvernementale négociée.

Les négociations vont définir le Kitaskino, l'Aski, l'autonomie gouvernementale et la gouvernance qui l'accompagne. D'autres éléments feront partie de cette négociation : la contribution financière des gouvernements, les mécanismes de règlement des différends et les règles de mise en œuvre du traité. La préservation de la culture et du patrimoine Atikamekw, un régime forestier adapté, un système judiciaire et des règles de fiscalité sont également sous-jacents à cette entente.

Les étapes prévues pour conclure ce traité sont le dépôt de la revendication territoriale, la négociation d'une entente de principe, la négociation d'un traité et la mise en œuvre du traité. Le processus d'information est une première étape du plan de communication qui vise à informer la population pour établir un climat d'ouverture et de confiance.

09. Points d'informations

Table Québec Régions du 11 septembre 2009

La rencontre du Château Bromont a permis un premier échange entre le ministre Laurent Lessard et les présidents de CRÉ. Le ministre a effectué une consultation préliminaire sur l'occupation du territoire. Il entend travailler à déterminer un plan concerté en 2010. Lors de la rencontre, le branchement informatique des communautés rurales et le transport collectif dans deux régions ont été abordés.

Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

Le travail amorcé, depuis le début de l'année 2009, se poursuit avec les municipalités dévitalisées de la Mauricie. Une rencontre avec la chargée de projet de la Coopérative de développement régional Centre-du-Québec/Mauricie aura lieu lors d'une prochaine CAR.

Politique nationale de la ruralité

Journée de la ruralité – Acton Vale/Upton

La deuxième édition de la Journée de la ruralité a porté sur les réalisations des groupes de travail issus de la Politique nationale de la ruralité. Six thématiques ont été traitées : la complémentarité urbaine/rurale, les communautés rurales branchées, la multifonctionnalité rurale, la mise en marché des produits de spécialité, la production d'énergie et les milieux dévitalisés.

En soirée, l'événement a récompensé les MRC, organismes, promoteurs et agents ruraux qui ont fait leur marque en région dont «Le Temps des cerises» de Charette en Mauricie qui s'est mérité le prix Excellence. Au total, il y avait quatre prix : Mobilisation, Excellence, Organisme rural et Agent rural. Un hommage particulier a été rendu à l'émission télévisée « La Semaine verte » pour leur contribution exceptionnelle à la ruralité.

Conférence annuelle de l'OCDE

Deux cents membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (ruralité) se sont réunis à Québec pour discuter du milieu rural. Des visites sur le terrain avaient été prévues pour les membres qui le désiraient, dont une en Mauricie avec quinze participants. Ils ont visité quelques entreprises de la région reconnues pour leur dynamisme. La diffusion du reportage de «La Semaine verte» sur cette rencontre se fera le 1^{er} novembre 2009 à 12 h 30.

10. <i>Date de la prochaine rencontre</i>

La date de la prochaine rencontre de la CAR est fixée au 15 janvier 2010. L'endroit sera précisé ultérieurement.

11. <i>Fin de la réunion</i>

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 15 h 45.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 29 janvier 2010 de 8 h 45 à 12 h
CRÉ de la Mauricie
3450, boul. Gene-H. Kruger, bureau 200
Trois-Rivières

8 h 45	Mot de bienvenue
8 h 50	Lecture et adoption de l'ordre du jour
8 h 55	Adoption du compte rendu de la réunion du 23 octobre 2009 et suivi
9 h 00	Le profil socio-économique de la Mauricie ➤ Mme Ginette Lanthier, directrice régionale d'Emploi Québec
9 h 45	La couverture de l'Internet Haute Vitesse en Mauricie ➤ Mme Lucie Proulx, conseillère en développement à la CRÉ Maurice ➤ Mme Maryse Gervais, directrice générale de TGV Net Mauricie
10 h 30	Informations de la CRÉ Mauricie ➤ M. Christian Savard, directeur général
10 h 40	Pause
10 h 55	Le développement de l'emploi par l'entrepreneuriat collectif dans les municipalités dévitalisées ➤ Mme Marie-Christine Hudon, conseillère en entrepreneuriat collectif Coopérative de développement régional du Centre-du-Québec et de la Mauricie (CDRCQM)
11 h 30	Fonctionnement de la CAR - Mauricie
11 h 45	Points d'information ➤ Prochaine Table Québec-Régions ➤ Édition 2009 des élus municipaux ➤ Projet de recherche en développement durable
11 h 50	Autres sujets ➤ ➤
12 h	Fin de la réunion et date de la prochaine

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre
tenue le 29 janvier 2010
Bureau de la CRÉ de la Mauricie

Rédigé par Carmen Auger

Personnes présentes :

Pierre Bonenfant, MICC
Anne Bourassa, OPHQ
Marcel Carpentier, MTQ
Louise Dupuis, Services Québec
Isabelle Fillion, OQLF
Jaques Fugère Jr, Centre de services partagés
Denis Hébert, MDEIE
Ginette Lanthier, MESS – Emploi Québec
Line Drouin, Revenu Québec
Jean-Pierre Massicotte, FADQ - Mauricie
Hélène Mc Gee, MCCF
Christine Phaneuf, MFA, direction territoriale Sud

Lucie Talbot, Investissement Québec
Luc St-Martin, MDEPD

Pierre Robert, MAMROT
Daniel Blain, MAMROT

Personnes invitées

Christian Savard, directeur général - CRÉ-Mauricie
Lucie Proulx, CRÉ Mauricie
Maryse Gervais, TGV Net

Marie-Christine Hudon, CDRCQM
Mustapha Malki, CDRCQM

Personnes excusées :

Serge Beauchamp, ASSSS
Suzanne Beauvais, CNT
Christiane Bonfanti, CSPQ
Yvan Bourgeois, CSST
Nathalie Cauchon, MELS
Nancy Charland, SAA
Jacques Dampousse, Services correctionnels
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Jean Fournier, Tourisme Québec
Gary Frost, OPC

Lise Giroux, Curateur public
Norman Houle, MAPAQ
Chantal Lussier, MICC
Denis Marceau, SIQ
Colette Marcotte, CSF
Jacques Raymond, MSP
Alain Simard, MRNF
Michel Ste-Marie, RRQ

01. Mot de bienvenue et Ouverture de la réunion

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux personnes et les invitent à se présenter avant la prestation des personnes invitées.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Les personnes présentes prennent connaissance de l'ordre du jour. L'ordre du jour est adopté avec un amendement à «Autres sujets» concernant l'ajout «Les valeurs communes de la société québécoise» apporté par M. Pierre Bonenfant du MICC, sur la proposition de M. Denis Hébert (MDEIE), appuyée par Mme Ginette Lanthier (MICC).

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 23 octobre et suivi

Le président de la CAR fait un résumé du compte rendu de la dernière réunion.

Négociations avec les Atikamekw

M. Hébert précise que la nation Atikamekw a remercié son négociateur, interrompant les négociations en cours. Les négociateurs gouvernementaux sont dans l'attente d'une reprise des pourparlers.

Correction au compte rendu du 23 octobre 2009

M. Savard précise qu'une correction doit être faite au point 4 concernant la mission en Finlande. On devrait lire Québec Wood Export Bureau, au lieu de WAR Export Bureau à la première ligne.

Le DVD promotionnel de la Mauricie

M. Savard est très fier du DVD promotionnel de la Mauricie préparé par la CRÉ. Environ 200 personnes se sont déplacées pour assister à son lancement, le 27 novembre 2009. Les commentaires sont positifs de la part de tous les intervenants, même ceux de l'extérieur du Québec.

Le compte rendu de la réunion du 23 octobre est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert (MDEIE), appuyée par Mme Ginette Lanthier (Emploi Québec).

04. Le profil socio-économique de la Mauricie

Madame Ginette Lanthier, directrice régionale d'Emploi Québec, présente le profil socio-économique de la Mauricie pour la période de 2001 à 2006. Après un retour historique sur les événements qui ont marqué ces années, elle présente les statistiques touchant la démographie, le marché du travail et de l'emploi, les professions et secteurs d'activité, l'assistance sociale. Les informations de la Mauricie sont souvent comparées à celles du Québec. La région accuse un retard dans plusieurs volets, bien que la population ait légèrement augmenté. La récession mondiale et l'effondrement de l'industrie forestière ont eu beaucoup d'incidences dans la région.

Le portrait de la région a peu changé depuis 2001. Si les principaux défis que sont la diminution de la population active, le rehaussement du taux d'emploi, l'amélioration des entreprises et de la main-d'œuvre, la diversification de la structure économique régionale et l'augmentation de l'immigration sont toujours là, il faut aussi remplacer l'ancienne vision de développement liée aux grandes entreprises par des efforts plus soutenus envers l'entrepreneuriat.

M. Hébert ajoute que d'ici cinq ans le crédit d'impôt aux entreprises sera aboli. Il est donc urgent que les entreprises déjà en place soient rentables. Le soutien à la modernisation des entreprises existantes s'avère prioritaire pour sauvegarder les acquis.

05. La couverture de l'Internet Haute Vitesse en Mauricie

Mme Maryse Gervais, à la demande de la CRÉ de la Mauricie qui coordonne la mise en œuvre du programme «Communautés rurales branchées», expose les résultats de l'étude sur la couverture Internet Haute Vitesse en Mauricie. En gros, la couverture est plus forte en milieu urbain car les grands distributeurs sont présents.

La corporation TGV Net Mauricie est un organisme à but non lucratif qui a été créé en 2005, suite à la cession de fibres optiques excédentaires, par les commissions scolaires de la région. Elle a ainsi rendu le réseau plus disponible dans une optique de développement régional, en partenariat avec les entreprises locales et certains fournisseurs de service (Xittel, Écotel et autres).

Pour mener à bien les projets, TGV net Mauricie utilise le réseau de fibres optiques déjà en place et l'amène où sont les besoins. Dans le milieu rural, TGV net assure le déploiement du réseau, que ce soit par l'utilisation de la fibre optique ou par des tours de télécommunication. Plusieurs dossiers ont été déposés dans le cadre du programme «Communautés rurales branchées». Des démarches ont été faites également auprès du fédéral. Dans la MRC Les Chenaux, le projet piloté par le CLD est estimé à plus de 5 millions de dollars.

06. Informations de la CRÉ Mauricie

M. Christian Savard, directeur général de la CRÉ, donne les dernières nouvelles de la CRÉ.

- L'embauche d'un démarcheur de construction en bois, M. Normand Chouinard, qui aura pour mandat d'inventorier les possibilités d'utilisation du bois, en Mauricie et au Centre-du-Québec, sera annoncée bientôt. M. Savard rappelle les dernières réalisations en région concernant l'utilisation du bois. Il salue l'implication de Toitures mauriciennes et d'autres entreprises qui innovent en utilisant le bois pour leur construction. M. Carpentier fait remarquer l'utilisation d'une structure en bois pour l'édification d'un pont dans la MRC de Mékinac par le ministère de Transports.
- La révision du plan quinquennal de développement est en cours. Avec l'aide de la firme Raymond Chabot Grand Thornton, la préparation va bon train. La CRÉ a mis sur pied un comité de consultation dont fait notamment partie : M. Daniel Blain du MAMROT, Mme Ginette Lanthier d'Emploi Québec et M. Denis Hébert du MDEIE. Des états généraux sont prévus à Shawinigan, les 15 et 16 avril 2010, pour en arriver à un consensus sur les principaux enjeux de la région. L'adoption du plan quinquennal est prévue à l'été 2010.

07. Le développement de l'emploi par l'entrepreneuriat collectif dans les municipalités dévitalisées

Mme Marie-Christine Hudon, responsable du projet pilote de la Coopérative de développement régional du Centre-du-Québec et de la Mauricie, explique les modalités du projet et fait un tour d'horizon des réalisations du développement de l'emploi par l'entrepreneuriat collectif dans les municipalités dévitalisées de la Mauricie.

Elle explique l'approche préconisée dans chaque municipalité qui respecte leurs besoins et leur dynamisme. Certains projets sont très avancés, alors que d'autres sont à une étape préliminaire. Les projets sont multiples et dans différents domaines, tels que l'environnement, l'agriculture et l'agrotourisme. La création d'une coopérative dans une municipalité dévitalisée est un projet collectif qui demande l'appui et l'implication du milieu. Il n'y a pas de ligne directrice au départ. Un projet peut être de développer un service de proximité ou bien de soutenir une infrastructure en place. Le projet de la Coopérative de développement prévoit également un volet recherche qui est réalisé par une équipe de chercheurs de la firme Niska de Sherbrooke.

Madame Hudon présente son remplaçant, M. Mustapha Malki, qui continuera le projet à partir de février 2010.

08. Fonctionnement de la CAR - Mauricie

Le président de la CAR dresse un portrait sommaire des seize dernières rencontres. Les rencontres ont un caractère administratif et le directeur général de la CRÉ est invité systématiquement. La CAR comprend 34 membres et la moyenne de participation se situe à 16 personnes. Les rencontres se tiennent dans chacun des six territoires de la Mauricie. Parfois, la CAR a des invités qui viennent présenter leur organisation, leurs priorités régionales ou les actions gouvernementales. Les sujets abordés sont variés.

Le président invite les membres à réfléchir à nouveau sur le fonctionnement de la CAR, étant donné les nombreux changements de directeurs régionaux. En 2005, un consensus avait été établi sur les modalités. Un courriel en ce sens sera transmis aux membres et, le cas échéant, une discussion en groupe aura lieu.

09. Points d'informations

Prochaine Table Québec-Régions

La TQR rassemble le ministre du MAMROT et les présidents de CRÉ. Son rôle est de conseiller le ministre sur toute question soumise qui relève de sa compétence et sur les mandats dévolus aux CRÉ. C'est un lieu d'échanges pour favoriser le développement économique, social et culturel des régions. D'autres ministres peuvent participer. La dernière rencontre a eu lieu en septembre 2009 à Magog. La prochaine aura lieu à Québec, le 24 février 2010. Le Premier ministre sera présent. Les perspectives économiques et la prospérité durable sont à l'ordre du jour.

La TQR a un comité technique formé des directeurs généraux des CRÉ. La prochaine rencontre de ce comité est prévue le 8 février 2010.

Edition 2009 des élus municipaux

Les élections municipales sont un exercice démocratique qui permet d'élire des gouvernements locaux à date fixe. Un maire élu peut devenir préfet d'une MRC et siéger au conseil d'administration de la CRÉ. Voici les grandes lignes :

- le taux de participation en Mauricie fut de 45 %;
- quatre femmes ont été élues à la mairie
- 33 % des postes de conseillers sont occupés par des femmes et 7 % par des jeunes;
- plusieurs nouvelles personnes sont devenues membres des conseils dans les trois villes;
- 16 conseils municipaux ont une majorité de nouveaux élus .

Projet de recherche en développement durable

M. Daniel Blain représente les directions régionales du MAMROT au sein du comité de développement durable (DD) de ce ministère. Il informe les membres que le plan d'action de développement durable du MAMROT prévoit, entre autres, d'accompagner les CRÉ dans la prise en compte des principes de DD lors de la mise en œuvre et de la révision de leurs plans quinquennaux de développement. Ainsi, M. Blain supervise une équipe de 4 étudiants de l'Université de Sherbrooke dont le mandat est de dresser un état de situation sur l'intégration des 16 principes de DD dans les plans quinquennaux des CRÉ et de formuler des pistes de réflexion quant aux outils d'accompagnement qui pourraient être développés pour favoriser une meilleure intégration de ces principes.

10. Autres sujets

Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise

M. Pierre Bonenfant, du MICC, a présenté le texte de la Déclaration sur les valeurs communes de la société québécoise, ainsi que le dépliant intitulé : «Connaître, respecter, partager». Il explique que cette déclaration est présentée à tous les nouveaux arrivants lors des sessions d'information ou lors de rencontres avec les conseillers du ministère. Elle fait partie des actions précises mises en place à l'hiver 2008/2009 dans une démarche d'éducation et d'intégration.

Prix «À par entière»

Mme Anne Bourassa (OPHQ) indique que les mises en candidature pour ce prix sont sur le site de l'OPHQ. Le jury et les prix sont à déterminer.

11. Fin de la réunion

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h 20.

La date de la prochaine rencontre de la CAR est fixée au 9 avril 2010.

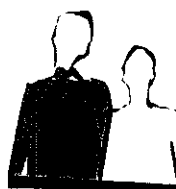
ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

29 mai 2009 - 9 h à 12 h

Jardins de Ville
4235, Boulevard Bourque
Sherbrooke (Québec)

Salle: La Closerie

9 h	Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour, du compte rendu et du suivi de la rencontre du 27 février dernier – Pierre Poulin
9 h 10	Fonds de soutien aux territoires en difficulté – les suites à donner
9 h 25	Calendrier des rencontres 2009-2010
9 h 30	Persévérance scolaire Roger Tremblay – Camil Gendron
10 h 15	Pause
10 h 30	Focus Groupe sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre Viviane Lepage, CSPQ
	Divers
	•
	•
	•
12 h	Levée de la rencontre



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 29 MAI 2009

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Baron	Michel	ARSSS
Dionne	Marie-France	Services Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi, Solidarité sociale/Emploi-Québec
Farhat	Élias	Régie du bâtiment
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Grieco	Émile	Dév. durable/Environnement/Parcs (contrôle)
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications, Condition féminine
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Paquin	Pierre	Dév. durable/Environnement/Parcs (analyse)
Parent	Sylvie	Revenu Québec
Poulin	Pierre	MAMROT
Tremblay	Roger	Éducation, du Loisir et du Sport (Éducation)
Vallée	Guy	Commission Santé et Sécurité du travail

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef d'équipe représentation publique)
Arpin	Serge	Justice
Bourrassa	Anne	Office des personnes handicapées
Cardinal	Jacques	Ressources naturelles, Faune (Forêts QC)
Carroll	Kathleen	MSP
Doré	Gaétan	Financière agricole
Ferdais	Marie	Hydro-Québec
Ferland	Louis	Transports Québec
Fournier	Jean	Tourisme
Fradette	Anne	Relations internationales
Gagnon	Michel	Sécurité publique (par intérim)
Garneau	Pierre	Société Assurance automobile
Lemay	André-B.	Ressources naturelles, Faune
Loubier	Claude	Contrôle routier
Migneault	Diane	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Ste-Marie	Michel	Régie des rentes
Leclerc	Hélène	MFA
Trudel	Denise	Société immobilière du Québec
		Conseil du statut de la femme

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Gendron	Camille	PREE
Morin	Michel	Attaché politique de la ministre responsable de la région de l'Estrie
Lamontagne	Robert	MAMROT
Michaud	Jacques	MAMROT

1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 27 février 2009

Pierre Poulin remercie les membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie pour leur présence. Il souhaite la bienvenue à monsieur Guy Vallée de la CSST. Il informe les membres que madame Rose-Mary Thonney du MFA a quitté ses fonctions pour la retraite. Les membres conviennent de l'ordre du jour proposé en laissant le point divers ouvert. Le compte rendu du 27 février 2009 est adopté.

Suivi du compte rendu :

Portail interministériel Estrie (PIE) (p.3)

Suite aux discussions tenues le 27 février, il a été convenu de ne livrer que de l'information sur le Forum de la fonction publique sur le Portail interministériel estrien. Le site sera en ligne l'automne prochain.

Réactivation du comité interministériel en GRH

La première rencontre du Comité interministériel en GRH aura lieu le 15 juin 2009.

2. Fonds de soutien aux territoires en difficulté

La région compte six contrats de diversification économique en lien avec le Fonds de soutien aux territoires en difficulté (toutes les MRC, sauf Sherbrooke). Trois contrats sont à renouveler pour deux années supplémentaires. Trois nouveaux contrats seront à signer (Memphrémagog, Le Val-Saint-François et Les Sources).

Une tournée des MRC aura lieu pour faire connaître les engagements des parties. Ensuite, les municipalités auront à faire un exercice de planification où des pistes d'action seront établies. Selon ces pistes d'actions, les M/O concernés iront rencontrer les municipalités. À cet effet, les M/O sont invités à identifier un professionnel responsable du dossier et seront appelés à intervenir vraisemblablement à l'automne. Un rappel sera fait par courriel par le MAMROT.

Suivi

3. Calendrier des rencontres 2009-2010

Les membres sont invités à ajouter à leur agenda, les dates de rencontres de la CAR en 2009-2010 : 30 octobre 2009, 5 février et 28 mai 2010. Ces dates tiennent compte du calendrier parlementaire et permettent la présence de la ministre responsable de la région de l'Estrie, si elle le désire.

4. Persévérance scolaire

Roger Tremblay précise que certaines personnes ont déjà entendu la présentation, et que la documentation est dans la pochette des participants. Il fait état de la performance alarmante, en ce qui a trait à la réussite et la persévérance scolaire en Estrie. Camille Gendron coordonnateur du projet PRÉE fait une présentation des travaux sur la mobilisation estrienne pour la persévérance et la réussite scolaire.

Suivi

Roger Tremblay invite les membres à consulter le site www.reussiteeducativeestrie pour plus d'informations sur le sujet.

5. Focus Groupe sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre

Viviane Lepage informe les membres que le CSPQ réalise un exercice de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre interministériel régional. Elle invite les membres à répondre à quelques questions pour connaître leur opinion. Il est à noter que ces informations demeurent confidentielles. Toutefois, les questions soumises se retrouvent dans la présentation Power point jointe à la présente.

Suivi

6. Divers

Tournoi de golf de la fonction publique

Le tournoi de golf de la fonction publique aura lieu le 5 juin à Coaticook. À ce jour, aucun gestionnaire n'est inscrit. Pierre Poulin rappelle qu'il s'agit d'un bon moment pour partager du temps avec son personnel. Il y a encore possibilité de s'inscrire.

Forum de la fonction publique

Le prochain Forum de la fonction publique aura lieu le 4 novembre 2009. Le thème est Réussir ensemble.

Prochaine rencontre

La prochaine réunion de la CAR est prévue le 30 octobre 2009.

7. Levée de l'assemblée

La réunion prend fin à 12 h 15.

Jacques Michaud
22 juin 2009

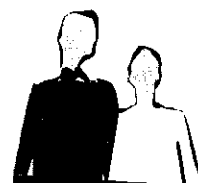
ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

30 octobre 2009 - 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, bureau 400 (3^{ième} étage)*
Sherbrooke (Québec)

* Faire le 437 à partir du téléphone dans le hall du 3^{ième} étage

- 9 h 00 Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour, du compte rendu et du suivi de la rencontre du 30 mai dernier – Pierre Poulin
- Fonds de soutien aux territoires en difficulté – Suite à donner
- 9 h 10 Portrait de l'électricité au Québec – Mythes et réalités, Marie Ferdaï et Claude Demers, Hydro-Québec
- 10 h 25 Nouveaux programmes de diversification et de transformation, Serge Roy, MAPAQ
- 10 h 35 Pause (visite de la salle multiservice)
- 10 h 50 Le tourisme d'ici : une certaine vision de notre avenir à partager et à construire – Impact de l'évaluation du Centre mondial d'Excellence sur les Destinations touristiques (CED) Alain Larouche, Tourisme Cantons-de-l'Est
- 11 h 20 Gouvernance territoriale renouvelée et partagée en milieu rural défavorisé, Bernard Lacroix, directeur général – Commission scolaire des Hauts-Cantons Nicole Robert, préfète – MRC Le Haut-Saint-François
- 11 h 50 Divers
- Forum – Pierre Poulin
 - Valeurs communes de la société québécoise – Chantal Lussier
 - Prochaine rencontre
- 12 h00 Levée de la rencontre



1



2



**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE
COMPTE RENDU
DE LA RENCONTRE DU 30 OCTOBRE 2009**

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Ancil	Manon	Curateur public (chef de service représentation publique)
Baillargeon	Rita	Conseil du statut de la femme
Bourrassa	Anne	Office des personnes handicapées
Cardinal	Jacques	Ressources naturelles, Faune (Forêts QC)
Éthier	Anne-Marie	Emploi, Solidarité sociale/Emploi-Québec
Farhat	Élias	Régie du bâtiment
Ferdais	Marie	Hydro-Québec
Ferland	Louis	Transports Québec
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Grieco	Émile	Dév. durable/Environnement/Parcs (contrôle)
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications, Condition féminine
Lapierre	Dorothée	Commission Santé et Sécurité du travail
Leroux	Yvan	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Poulin	Pierre	MAMROT
Roy	Serge	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Tremblay	Roger	Éducation, du Loisir et du Sport (Éducation)

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Arpin	Serge	Justice
Baron	Michel	ARSSS
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Caron	Yvon	Financière agricole du Québec
Carroll	Kathleen	MSP
Charrette	Mario	Sûreté du Québec
De Lision	Diane	Tourisme Québec
Dionne	Marie-France	Services Québec
Fradette	Anne	Relations internationales
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Gagnon	Michel	Sécurité publique (par intérim)
Garneau	Pierre	Société Assurance automobile
Lemay	André-B.	Ressources naturelles, Faune
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Loubier	Claude	Contrôle routier
Paquin	Pierre	Dév. durable/Environnement/Parcs (analyse)
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Phaneuf	Christine	Famille et aînés
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Ste-Marie	Michel	Régie des rentes

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Demers	Claude	Hydro-Québec
Forcier	Nicole	Attaché politique de la ministre responsable de la région de l'Estrie
Lacroix	Bernard	CSHC
Larouche	Alain	Tourisme Cantons-de-l'Est
Michaud	Jacques	MAMROT
Robert	Nicole	MRC Le Haut-Saint-François
Tessier	Jean-Guy	CSHC
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus de l'Estrie

1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 29 mai 2009

Pierre Poulin remercie les membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie pour leur présence. Il remercie madame Éthier pour son accueil dans les nouveaux locaux d'Emploi-Québec Estrie. Il mentionne qu'une visite des nouvelles installations du CLE de Sherbrooke aura lieu à la pause, pour les personnes intéressées. Le compte rendu du 29 mai 2009 est adopté.

Suivi du compte rendu :

Fonds de soutien aux territoires en difficulté (p.3)

Les M/O étaient invités à identifier un professionnel responsable du dossier du Fonds de soutien aux territoires en difficulté. Quelques uns n'ont pas encore été désignés. Par ailleurs, les contrats sont en voie de signature. Les MRC concernées seront bientôt rencontrées.

Persévérance scolaire (p. 3)

Le document a été envoyé avec le dernier compte rendu.

Focus groupe sur la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre (p. 3)

Vivianne Lepage fera un suivi à la prochaine rencontre.

Suivi

2. Portrait de l'électricité au Québec

Monsieur Claude Demers, communicateur scientifique d'Hydro Québec trace un Portrait de l'électricité au Québec, pour mieux comprendre nos différences. Notre portrait électrique est fort différent de ceux de nos voisins. La singularité du Québec s'illustre autant en production, en transport qu'à l'usage que nous faisons de l'électricité. Il est le seul endroit à utiliser massivement l'électricité pour le chauffage résidentiel et il possède 90 % de la production d'aluminium au Canada. Les enjeux des différentes filières qui peuvent assurer notre sécurité énergétique ont été brièvement expliqués.

Les membres ont reçu la documentation dans leur pochette.

3. Nouveaux programmes de diversification et de transformation du MAPAQ

Serge Roy, directeur adjoint à la Direction régionale du MAPAQ en Estrie fait une rapide présentation du programme de diversification et de commercialisation en circuit court en région. Il s'agit d'un programme que s'est donné le gouvernement du Québec à la lumière du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. Le dépliant est remis aux membres.

Monsieur Roy précise que le Volet 2 Appui aux initiatives individuelles de diversification des entreprises a débuté en été 2009. Le programme fonctionne sur appel. Le comité d'évaluation est composé de représentants de la Financière agricole, du MAMROT, de la CRÉ, de producteurs agricoles et du MAPAQ.

Une rencontre d'information aura lieu le 5 novembre au CEP d'argent. On y présentera 3 orientations, 9 programmes et une mesure.

Monsieur Roy profite de l'occasion pour promouvoir « La Nouvelle agricole » distribuée 4 fois par année dans la Nouvelle de Sherbrooke.

4. Le tourisme d'ici : une certaine vision de notre avenir à partager et à construire – Impact de l'évaluation du Centre mondial d'Excellence sur les Destinations touristiques (CED)

Alain Larouche, directeur général de Tourisme Cantons-de-l'Est, fait une présentation sur le sujet en titre.

Tourisme Cantons-de-l'Est vise à devenir une région référence en Amérique du Nord en ce qui a trait à l'art de vivre. Pour réaliser cette vision, Tourisme Cantons-de-l'Est concentre ses efforts sur trois axes du développement durable, soit un environnement naturel bien préservé et mis en valeur, des communautés locales fières et animées ainsi qu'une économie diversifiée et porteuse d'avenir avec des entreprises compétitives. Monsieur Larouche explique que le défi de son organisme est :

- D'intégrer les recommandations du Centre mondial d'excellence des destinations à nos plans d'action :
 - Faire adhérer la région à ces objectifs ;
 - Trouver le financement ;
 - Moduler les opérations en fonction des réalisations et du repositionnement de la vision.
- Renouveler le protocole avec Tourisme Québec ;
- Prolonger le partenariat du FDOT 2007-2012 ou, renégocier avec le gouvernement du Québec une nouvelle entente plus vaste qui permettra d'atteindre nos objectifs communs régionaux et touristiques.
-

La présentation power point « Le tourisme d'ici : Vision d'avenir... À partager et à construire, 30 octobre 2009 » était dans la pochette des membres.

5. Gouvernance territoriale renouvelée et partagée en milieu rural défavorisé

Messieurs Bernard Lacroix, directeur général à la Commission scolaire des Hauts-Cantons et Jean-Guy Tessier ainsi que Madame Nicole Robert, préfète à la MRC Le Haut-Saint-François ont présenté le projet de « Gouvernance territoriale renouvelée et partagée en milieu rural défavorisé ».

Il s'agit de documenter, sur la base des mesures ou des programmes ciblés par les 4 partenaires, les problématiques soulevées par la présence de certaines normes, l'utilisation d'indices de défavorisation et l'exigence d'outils de gestion complexes en vue de dégager, le cas échéant, soit des besoins supplémentaires de modulation de programmes, soit des nouvelles pratiques, soit des pistes de partenariat ou soit de nouveaux outils d'intervention, toujours dans le but de mieux répondre aux besoins de la population de la MRC du Haut-Saint-François et de favoriser un développement durable.

Le projet fait suite en 2007, à une démarche concertée avec la Commission scolaire et ses partenaires de la santé (CSSS), du développement local (CLD) et de l'emploi (CLE). La rigidité de certaines normes, ratios, indices de défavorisation, et la complexité de certains outils exigés pour le déploiement de certains programmes (analyse de situation, plan d'action et reddition de compte) peuvent constituer un frein à la desserte de services en milieu rural. En contre partie, les partenaires sont conscients que certains outils d'intervention déjà en place sur le territoire offrent des marges de manœuvre intéressantes, ce qui facilite la desserte des services selon les besoins exprimés. Les quatre (4) partenaires ont donc convenu d'entreprendre une documentation plus poussée; sur la possibilité d'envisager l'adaptation de certaines normes, le développement de nouveaux partenariats ou la conception de nouveaux outils d'intervention.

L'objectif recherché est de faire en sorte que le déploiement de tous les services et programmes disponibles puissent se faire sur l'ensemble du territoire de manière à pouvoir maintenir en vie nos milieux ruraux et en assurer un développement durable. Comment faire plus avec les mêmes moyens?

Un financement au fonds de développement régional volet - Étude et Recherche - de la Conférence régionale des élus de l'Estrie (CRÉE) a été obtenu pour réaliser le projet de documentation sur la modulation de programmes et de services.

Parmi les sujets traités ont retrouvé :

- Les services de garde en milieu scolaire
- L'aide aux devoirs
- L'approche globale intégrée (AGI)
- Programmes intégrés 0-5 ans Naître égaux-Grandir en santé (NEGS) et le programme Fluppy.
- École en santé
- L'approche territoriale intégrée (ATI).
- La restauration du pont couvert de Lingwick, et la tentative de mettre sur pied un centre de
- Conservation des archives à Eaton Corner

- Centre d'archives du Haut-Saint-François
- Les indices de défavorisation

Les promoteurs présentent rapidement les problématiques vécues dans chacun des sujets analysés.

Prochaines étapes

- Cibler des dossiers
- Identifier des solutions en collaboration avec les M/O concernés, sachant que les marges de manœuvre en région sont étroites.

Discussion en l'absence des promoteurs

Les MELS est ouvert aux discussions sur le dossier des services de garde, quant à la problématique de l'aide aux devoirs, celle-ci est généralisée aux milieux ruraux québécois et ce sujet doit être traité à un autre niveau.

Il est mentionné qu'il faudra une mobilisation locale pour amener le gouvernement à bouger. Il faut miser sur celle qui est en place dans le Haut-Saint-François.

Il serait opportun de cibler des volets où les mesures sont déjà modulées tel que le Fonds de soutien aux territoires en difficulté.

Dans l'ensemble, les membres sont prêts à accompagner le milieu dans la mesure de leur moyen et de leur disponibilité. La CRÉ avait déjà offert son soutien technique pour la suite des choses.

Pierre Poulin fera le suivi avec Bernard Lacroix.

Suivi

6. Divers

Forum de la fonction publique

Le prochain Forum de la fonction publique aura lieu le 4 novembre 2009. Le thème est Réussir ensemble. Pierre Poulin rappelle aux membres que les participantes et participants souhaitent et apprécient la présence des gestionnaires au Forum.

Valeurs communes de la société québécoise

Chantal Lussier remet aux membres le dépliant « Connaître respecter partager - Les valeurs communes de la Société québécoise. Des séances auront lieu sur l'appropriation des valeurs en novembre. Le Service d'aide aux Néo-Canadiens (SANC) est mandaté en Estrie pour tenir ces séances.

Il est souhaité que les Québécoises et les Québécois s'approprient ces valeurs et qu'ils sachent que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles fait en sorte que les immigrants se les approprient également.

Ce sujet sera à l'ordre du jour de la prochaine rencontre.

Suivi

Élias Farhat mentionne que les Québécoises et les Québécois ne doivent jamais renoncer à leurs valeurs et remercie le MICC pour le rôle important qu'il joue dans la société.

Office des personnes handicapées du Québec

Anne Bourassa informe les membres que la politique « À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité a été annoncé hier. Cette politique gouvernementale vise à accroître la participation sociale des personnes handicapées sur un horizon de dix ans. Ce sujet sera traité à la prochaine réunion.

Suivi

Pandémie influenza

Yvan Leroux explique qu'il y a trois semaines peu de gens voulaient se faire vacciner dans le cadre de la lutte au virus A H1N1. Depuis mercredi de cette semaine, la population réagit différemment et on doit faire appel au civisme. Les doses disponibles sont insuffisantes. L'ORSC se réunira en conférence téléphonique mardi, le 3 novembre à 15h00.

Roger Tremblay mentionne que le réseau scolaire se prépare à la pandémie depuis un an. Les services éducatifs seront maintenus, même au plus fort de la pandémie. Des ententes locales sont signées avec les syndicats pour suspendre les conventions collectives, si nécessaire. Un système de veille est en place à chaque jour à 11h00 et un portrait du taux d'absentéisme est dressé.

Quant à la vaccination des élèves, elle se fera dans 5 écoles (en milieu rural) de la CSRS. Les élèves des autres écoles de la CSRS devront se présenter au Centre de vaccination de masse aux Terrasses Rock Forest.

Prochaine rencontre

La prochaine réunion de la CAR est prévue le 5 février 2010.

7. Levée de l'assemblée

La réunion prend fin à 12 h 45.

Jacques Michaud
18 novembre 2009

ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

5 février 2010 - 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, salle King/Galt/Olivier, au 2^e étage*
Sherbrooke (Québec)

* Faire le 437 (ou le 245 s'il n'y a pas de réponse) à partir du téléphone dans le hall du 2^{ème} étage

9 h 00	Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour – Pierre Poulin	1
9 h 05	Échanges avec madame Monique Gagnon-Tremblay, ministre responsable de l'Estrie	
10 h 45	Pause	
11 h 00	Adoption du compte rendu et du suivi de la rencontre du 30 octobre 2009 – Pierre Poulin	2
11 h 05	Orientations gouvernementales en matière de gestion des risques agricoles - Nicol Lemieux (Financière agricole du Québec) et Serge Roy (MAPAQ)	
11 h 35	Divers • Journées de la persévérance - Roger Tremblay (MELS) • Situation en Haïti - Chantal Lussier • Paysage du Québec / Manuel de bonnes pratiques - Pierre Poulin • Prochaine rencontre	3
12 h00	Levée de la rencontre	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 5 FÉVRIER 2010

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Baillargeon	Rita	Conseil du statut de la femme
Baron	Michel	Agence régionale, Santé, services sociaux
Bourrassa	Anne	Office des personnes handicapées
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Éthier	Anne-Marie	Emploi, Solidarité sociale/Emploi-Québec
Farhat	Élias	Régie du bâtiment
Ferdais	Marie	Hydro-Québec
Ferland	Louis	Transports Québec
Fortin	Robert	Développement économique, Innovation et Exportation
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Grieco	Émile	Dév. durable, Environnement, Parcs (contrôle)
Jacques	Jocelyne	Culture, Communications, Condition féminine
Lacroix	Réal	Revenu Québec
Lemay	André-B.	Ressources naturelles, Faune
Lemieux	Nicol	Financière agricole du Québec
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement, Parcs (analyse)
Phaneuf	Christine	Famille et aînés
Poulin	Pierre	MAMROT
Roy	Serge	MAPAQ
Ste-Marie	Michel	Régie des rentes
Tellier	Luc	Ressources naturelles, Faune
Tremblay	Roger	Éducation, Loisir, Sport (Éducation)
Vallée	Guy	Commission Santé et Sécurité du travail

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service représentation publique)
Arpin	Serge	Justice
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Charrette	Mario	Sûreté du Québec
De Lisio	Diane	Tourisme Québec
Dionne	Marie-France	Services Québec
Fradette	Anne	Relations internationales
Gagnon	Michel	Sécurité publique (par intérim)
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société Assurance automobile
Lambert	Marie-Claude	Ressources naturelles, Faune (intérim)
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Leroux	Yvan	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Loubier	Claude	Contrôle routier
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Santucci	Anacleto	Régie du logement

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Forcier	Nicole	Attachée politique de la ministre responsable de la région de l'Estrie
Gagnon-Tremblay	Monique	Ministre responsable de la région de l'Estrie
Lamontagne	Robert	MAMROT
Michaud	Jacques	MAMROT

1. Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 29 mai 2009

Pierre Poulin souhaite la bienvenue à la ministre responsable de la région de l'Estrie. Il remercie les membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie pour leur présence. Il remercie madame Éthier pour son accueil dans les locaux d'Emploi-Québec Estrie. On procède à un tour de table afin que chacun se présente. Pierre Poulin précise que la rencontre se déroulera sans la présence de la CRÉ et que l'objectif principal de la réunion est de procéder à un échange ouvert avec madame Gagnon-Tremblay sur nos grands dossiers.

2. Échanges avec madame Monique Gagnon-Tremblay, ministre responsable de la région de l'Estrie

Madame Gagnon-Tremblay remercie les membres de la CAR pour leur présence. Avant d'échanger sur nos dossiers, elle souhaite faire une présentation sur les enjeux du gouvernement, elle traite :

1. de la situation économique;
2. des dépenses gouvernementales;
3. des négociations avec la fonction publique;
4. de l'enquête publique sur la collusion et la corruption en milieu municipal;
5. des infrastructures et des partenariats public-privé (PPP).

Tour de table

Les membres échangent avec la ministre responsable des défis et grands dossiers dans leur organisation.

La ministre est satisfaite des échanges. Elle souhaite revenir à la CAR aux six mois. Elle remercie les membres et doit quitter la rencontre.

Suivi du compte rendu :

On convient d'adopter le compte rendu de la rencontre du 30 octobre 2009.

Focus groupe sur la gestion prévisionnelle de la main-d'oeuvre (p.3)

Viviane Lepage ne pouvant être présente à la présente rencontre, le suivi du focus groupe est reporté.

Gouvernance territoriales renouvelée et partagée en milieu défavorisé (p. 4)

Pierre Poulin n'a pu faire le suivi auprès de la Commission scolaire des Hauts-Cantons. Il le fera dans les prochains jours.

Valeurs communes de la société québécoise (p. 5)

Le sujet est reporté à la prochaine rencontre.

Office des personnes handicapées du Québec (p. 6)

Le sujet est reporté à la prochaine rencontre.

3. Orientations gouvernementales en matière de gestion des risques agricoles

Serge Roy, directeur adjoint à la Direction régionale du MAPAQ, mentionne que le budget du MAPAQ sera augmenté en raison du programme de gestion des risques agricoles. Il ajoute que le dépôt d'une loi cadre sur le milieu agricole et agroalimentaire est prévue pour le printemps prochain.

Nicol Lemieux, nouveau directeur régional de la Financière agricole du Québec, présente les orientations gouvernementales en matière de gestion des risques agricoles.

La présentation Power point sera transmise aux membres.

4. Divers

Journées de la persévérance

Roger Tremblay informe les membres qu'à l'instar de sept autres régions, les Journées de la persévérance se dérouleront du 15 au 19 février. Il remet une pochette d'information sur cette semaine thématique. Il invite tout le monde à porter les rubans vert et blanc tout au long de la semaine, en guise d'appui.

De plus, il mentionne que l'activité Livre en cadeau aura lieu durant la même semaine. Il s'agit d'acheter un livre jeunesse neuf (0-12 ans). Le remettre dans la trousse de don. Le 200, rue

Belvédère aura un dépôt. D'autres édifices pourraient avoir leur dépôt, avec la collaboration des membres.

Situation en Haïti

Chantal Lussier explique que la ministre Yolande James a dévoilé des mesures exceptionnelles de parrainage humanitaire, pour Haïti, visant à permettre la venue au Québec de membres de la famille non visés par le programme régulier d'immigration familiale, qui sont gravement et personnellement affectés par le séisme.

Elle mentionne que le Québec ne connaît pas de cas de commerce d'enfants, mais que le gouvernement incite à la prudence.

Paysage du Québec /Manuel de bonnes pratiques

Pierre Poulin annonce le lancement du Manuel de bonnes pratiques en matière paysagère élaboré par Paysages estriens, le 16 février prochain. Le MAMROT enverra un exemplaire à chaque MRC et municipalité du Québec.

Prix à part entière

Anne Bourassa explique que le Prix À part entière vise à rendre hommage aux personnes ou aux organisations dont les réalisations ont contribué, de manière significative, à améliorer la participation sociale des personnes handicapées soit par un engagement exemplaire (sur une longue période), soit par la mise en œuvre d'un projet, d'une activité ou d'un ensemble d'activités ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2008. La période de mise en candidature se termine le 5 mars 2010.

Prochaine rencontre

La prochaine rencontre est prévue le 28 mai 2010.

7. Levée de la rencontre

La réunion prend fin à 12 h 15.

Jacques Michaud
15 février 2010

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 14 mai à 9 h
IATA
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle McCurdy

Ordre du jour

1.	Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour	9 h 00
2.	Présentation du programme de stage de l'ÉNAP <i>Par M^{mes} Christine Métayer et Marie-Pierre Busson, École nationale d'administration publique</i>	9 h 10
3.	Adoption des faits saillants de la rencontre du 12 février 2009 et suivis	9 h 25
4.	Échanges entre les membres - tour de table	9 h 30
5.	Suivi des comités de travail de la CAR	10 h 00
	– Saines habitudes de vie	ASSSM
	– Immigration	MICC
	– Grands projets	MAMROT
	– Graffiti	MAMROT
6.	Discussion de la proposition d'actualisation du plan de travail de la CAR	10 h 20
	<i>Pause</i>	10 h 40
7.	DOSSIER ÉCONOMIE SOCIALE	
	→ Présentation du portrait régional en économie sociale et du répertoire des entreprises d'économie sociale de Montréal <i>Par M^{me} Anyle Côté, Conférence régionale des élus de Montréal</i>	10 h 50
	→ Présentation : Partenariat en économie sociale pour un développement durable et solidaire <i>Par M^{mes} Johanne Lavoie et Martine Primeau, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine, Ville de Montréal</i>	11 h 10
	→ Suivi des actions prévues pour la métropole dans le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif <i>Par M^{me} Johanne Dumont, Direction du Développement régional et métropolitain, MAMROT</i>	11 h 35
	→ Entente spécifique en économie sociale – en cours de négociation <i>Conférence régionale des élus de Montréal et MAMROT</i>	11 h 45
8.	Fin de la rencontre	12 h 00

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 14 mai 2009

IATA
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle McCurdy

SONT PRÉSENTS

M^{me} Sylvie Bertrand, en remplacement de M. Normand Lapointe, Ville de Montréal
M^{me} Denise Beaudry, en remplacement de M^{me} Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
M^{me} Astrid Coulombe, Services Québec
M^{me} Louise Deschambault, Famille et Aînés (MFA)
M^{me} Johanne Dumont, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Louise-Esther Fortin, Relations internationales (MRI)
M^{me} Brigitte Jacques, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
M^{me} Jannick Lachapelle, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Marguerite Orban, en remplacement de M^{me} Ginette Sylvain, Emploi-Québec (MESS)
M^{me} Julie Poirier, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M. Jacques Brouillette, en remplacement de M. Yvan Leroux, Sécurité publique (MSP)
M. Bernard Caron, Transports (MTQ)
M. Gilles Lamirande, Éducation, Loisir et Sport (MELS)
M. François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M. Sylvain Provost, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M. Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)

SONT ABSENTS

M^{me} Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
M^{me} Mariangela Di Domenico, Conseil du statut de la femme (CSF)
M^{me} Nathalie Doyon, Société d'habitation du Québec (SHQ)
M^{me} Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
M^{me} Louise Royal, Revenu (MRQ)
M^{me} Ginette Sylvain, Emploi-Québec (MESS)
M^{me} Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M. Robert Allie, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
M. Louis Côté, Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)
M. Pierre Hébert, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
M. Alain Houde, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M. Normand Lapointe, Ville de Montréal
M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)
M. Yvan Leroux, Sécurité publique (MSP)
M. Stéphane Martinez, Tourisme Québec
M. Jean Séguin, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT) –
présidence

INVITÉS

M^{me} Marie-Pierre Busson, ÉNAP
M^{me} Anyle Côté, CRÉ de Montréal
M^{me} Johanne Lavoie, Ville de Montréal
M^{me} Christine Métayer, ÉNAP
M. Guy de Repentigny, Ville de Montréal
M. Jean Therrien, CRÉ de Montréal

1. Mot de bienvenue

En l'absence de M. Jean Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal, M^{me} Johanne Dumont, directrice du Développement régional et métropolitain anime la rencontre. Elle souhaite la bienvenue aux nouveaux membres :

- M^{me} Louise Deschambault, directrice régionale (MFA) en remplacement de M. Pierre Gaucher qui assurait l'intérim depuis le départ de M^{me} Annie Goudreault
- M. Bernard Caron, directeur régional (MTQ) en remplacement de M. Mario Turcotte

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

M^{me} Dumont souligne la retraite prochaine de M. Gilles Lamirande (MELS) et le remercie pour sa précieuse collaboration dans de nombreux dossiers et projets ayant contribué au développement de la métropole.

2. Présentation du programme de stage à l'ÉNAP.

M^{me} Métayer présente le programme de stage obligatoire de l'ÉNAP pour les étudiants en fin de parcours dans leur cheminement académique de maîtrise. Elle présente plusieurs exemples de mandats pouvant être confiés à ces étudiants sur une période de 15 semaines ainsi que les modalités de supervision du stage.

3. Adoption des faits saillants de la rencontre du 12 février 2009 et suivis

M^{me} Dumont invite les membres à prendre connaissance des faits saillants et à lui faire part de leurs commentaires d'ici la fin de la rencontre, sans quoi le document sera adopté tel quel. M^{me} Dumont fait un suivi sur le programme Jeunes Explorateurs présenté à la dernière rencontre. Le MCCCCF partage son expérience : la direction régionale a reçu six jeunes le 23 avril dernier qui se sont familiarisés avec la profession d'archéologue.

M^{me} Dumont fait aussi un bilan positif du Forum métropolitain des partenaires organisé par le MAMROT qui s'est tenu le 19 mars dernier et qui a traité des thèmes de l'itinérance et de la lutte aux gangs de rue.

4. Échanges entre les membres – tour de table

MAPAQ

- Une annonce est imminente concernant un nouveau programme pour un circuit court en agroalimentaire. Cela permettra l'aide à l'investissement aux entreprises.
- L'entente spécifique en bioalimentaire a été signée à Montréal récemment. Cette entente vise essentiellement à mettre en oeuvre le plan d'action de l'industrie bioalimentaire et confirme l'engagement financier du MAPAQ dans le secteur de la transformation. La première rencontre du comité de gestion est prévue pour le 21 mai.
- Dans le dossier de la pandémie : surveillance accrue des travailleurs mexicains et réseau de veille sur la santé animale.
- Dans le dossier du décrochage scolaire, le MAPAQ travaille à la valorisation des diplômes, l'aide à la relève et la reconnaissance des acquis.

ASSSM

- Il y a une mobilisation importante des ressources de l'Agence autour de l'éventuelle pandémie de Grippe A (H1N1).

MSP

- Tout comme à l'ASSSM, il y a une mobilisation importante autour de l'éventuelle pandémie. L'organisation régionale de sécurité civile travaille à des plans en prévision de cette pandémie (sites de soins non traditionnels, plans de relève, entreposage d'anti-viraux, opérations de communications, etc.) et la vigilance est accrue. L'enjeu actuellement est d'éviter la propagation du virus.

MELS

- La pandémie occupe aussi beaucoup de temps au MELS avec la préparation du point de presse quotidien et le fait que plusieurs milieux scolaires soient touchés.
- Lutte au décrochage scolaire : la ministre va annoncer le plan d'action dans les prochaines semaines.

Services Québec

- Mobilisation sur la réponse téléphonique pour la pandémie et sur les communications reliées à cette problématique.
- Ouverture d'un tout nouveau centre de services aux citoyens issus de la fusion de différents centres de renseignements. Cette initiative accroît la présence de Service Québec sur le territoire de Montréal.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

MFA

- Vigilance accrue pour la surveillance de la pandémie dans les services de garde. Le ministère demande aux CPE et aux services de garde d'avoir un plan de continuité des services.
- Dans la lutte au décrochage scolaire, le MFA s'inscrit en prévention.
- Le projet de loi pour les responsables des services de garde ouvre au droit à la négociation. Cela interpelle l'autonomie de ces travailleuses vs le droit à l'association.

Ville de Montréal

- La Ville de Montréal aura une obligation de code d'éthique d'ici la fin de l'année 2009.
- Trente stations de vélo Bixi sont en installation actuellement.

MTQ

- Des travaux de 400 M\$ sont prévus à Montréal cette année, ce qui implique un travail important de gestion de la circulation en coordination avec la Ville de Montréal.
- Les projets de l'échangeur Dorval et la rue Notre-Dame suivent leur cours.
- Transport collectif : il y a actuellement plusieurs projets avec l'AMT et la STM. En raison de la saturation du volume de circulation, nous n'avons pas d'autres choix que nous tourner vers le transport collectif et le co-voiturage.

MRI

- Rédaction du nouveau plan triennal de la politique internationale du Québec.

MDDEP

- Le Québec est maintenant découpé en 40 bassins versants, ce qui a entraîné la reconnaissance de 40 organismes responsables de la gestion de l'eau sur ces territoires.
- Discussions en cours avec la CMM sur la question de qualité de l'air et l'assainissement des eaux usées (Loi sur la qualité de l'environnement).

MCCCCF

- Révision de la Loi sur les biens culturels
- Programme d'aide aux immobilisations : équipements culturels, patrimoine, etc.

MICC

- Annonce du projet *Valorisation jeunesse – place à la relève*
- La négociation avec la CRÉ de Montréal pour l'entente spécifique en immigration va bon train. L'entente est entre les mains des directions des affaires juridiques de M/O impliqués.

MAMROT

- Le Fonds de développement de la métropole vit une période d'activité intense dans le volet Festivals et événements. Beaucoup d'idées ont germé dans la dernière année pour remplacer le Grand Prix de Formule 1.

5. Suivi des comités de travail de la CAR

- **Saines habitudes de vie** : Il y a actuellement une recension des actions déjà en cours dans ce secteur. Le comité envisage la présentation d'un plan d'action à l'automne.
- **Immigration** : Le comité se concentre essentiellement sur la négociation de l'entente spécifique
- **Grands projets** : Le comité s'est réuni à plusieurs reprises en 2008-2009 et a touché plusieurs sujets.
- **Graffitis** : M. Sylvain Provost (MAMROT) dépose le bilan des travaux du comité. Récemment, 600 jeunes ont été sensibilisés à la question via le procès-école et un théâtre d'intervention dans les écoles secondaires. Le MTQ présentera sous peu à la Ville de Montréal la technique développée avec succès de nettoyage des graffitis.

6. Discussion de la proposition d'actualisation du plan de travail de la CAR

M^{me} Dumont présente le bilan 2006-2008 des travaux de la CAR de Montréal. Les membres sont unanimes à l'effet que la CAR est un lieu unique pour avoir une vision d'ensemble des interventions et des actions du gouvernement. Ils souhaitent aussi que la CAR serve à renforcer le caractère intersectoriel des interventions.

Les participants conviennent de conserver quatre rencontres par année mais de les allonger au besoin, soit plus tôt le matin et finir après le lunch. Il est proposé de tenir des rencontres supplémentaires en cas de besoin. Le calendrier pour la prochaine année est adopté, les rencontres auront lieu aux dates suivantes :

- Jeudi 17 septembre 2009
- Jeudi 26 novembre 2009
- Jeudi 11 février 2010

Il est suggéré par les membres de planifier les thématiques à l'avance. Ceux-ci s'engagent à faire parvenir des suggestions de thématiques et de présentations à la secrétaire de la CAR.

M^{me} Jacques suggère, pour une prochaine rencontre, d'aborder la thématique du recrutement et de rétention des ressources humaines dans un contexte de rareté au sein des ministères et organismes gouvernementaux.

7. Dossier : Économie sociale

7.1 Présentation du portrait régional en économie sociale et du répertoire des entreprises d'économie sociale de Montréal

M^{me} Anyle Côté, accompagnée de M. Jean Therrien, de la Conférence régionale des élus de Montréal, présente le portrait réalisé par la CRÉ. Celui-ci est en ligne ainsi que le répertoire des entreprises d'économie sociale à Montréal. De courts extraits vidéos ont été réalisés par la CRÉ et sont en ligne sur le lien suivant : www.economiesocialemontreal.net

7.2 Présentation : Partenariat en économie sociale pour un développement durable et solidaire

M^{me} Johanne Lavoie, accompagnée de M. Guy de Repentigny, du Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal, présente les orientations et les cinq axes d'intervention de la Ville en matière d'économie sociale.

7.3 Suivi des actions prévues pour la métropole dans le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif

M^{me} Johanne Dumont informe les participants qu'un appel de projets a été réalisé pour le financement de projets en économie sociale à même l'enveloppe du Fonds de développement de la métropole. Les analyses sont actuellement en cours. Le MAMROT travaille aussi à la mise en place d'un service de 2^e ligne en économie sociale avec la Ville de Montréal, les organismes CLD de l'île de Montréal ainsi que le CLD de Longueuil.

7.4 Entente spécifique en économie sociale – en cours de négociation

La Conférence régionale des élus de Montréal et le MAMROT travaillent à l'élaboration des objectifs et des axes d'intervention de l'entente. La CRÉ est ouverte à l'ajout de partenaires à l'entente et prévoit faire des démarches en ce sens auprès des M/O du territoire.

8. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12h10.

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 17 septembre de 10 h 15 à 12 h 00

IATA

800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle Santos-Dumont

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour		10 h 15
2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 14 mai 2009 et suivis		10 h 20
3. Échanges entre les membres - tour de table		10 h 25
4. Adoption du plan de travail 2009-2010 et du calendrier thématique		11 h 00
5. Dossier <i>Valorisation Jeunesse: place à la relève</i> : bilan et résultats	① MICC et ministères participants	11 h 15
6. Suivi des comités de travail de la CAR		11 h 35
- Saines habitudes de vie	① ASSSM	
- Immigration	① MICC	
- Grands projets	① MAMROT	
- Graffitis	① MAMROT	
- RUI	① MAMROT	
7. Suivi des ententes spécifiques - à venir et en cours		11 h 50
8. Fin de la rencontre		12 h 00

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 17 septembre 2009

IATA
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle Santos-Dumont

SONT PRÉSENTS

M^{me} Luce Archambault, en remplacement de M^{me} Brigitte Jacques, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
M^{me} Sylvie Bertrand, en remplacement de M. Normand Lapointe, Ville de Montréal
M^{me} Danielle Bordeleau, en remplacement de M^{me} Louise Deschambault, Famille et Aînés (MFA)
M^{me} Myriam Chambron, en remplacement de M^{me} Ginette Sylvain, Emploi-Québec (MESS)
M^{me} Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
M^{me} Johanne Dumont, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Louise-Esther Fortin, Relations internationales (MRI)
M^{me} Jannick Lachapelle, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
M^{me} Lorraine Rochon, Conseil du statut de la femme (CSF)
M^{me} Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M. Robert Allie, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
M. Bernard Caron, Transports (MTQ)
M. Louis Côté, Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)
M. Alain Houde, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
M. Michel Letendre, en remplacement de M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)
M. François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M. Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
M. Jean Séguin, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT) – présidence

SONT ABSENTS

M^{me} Astrid Coulombe, Services Québec
M^{me} Louise Deschambault, Famille et Aînés (MFA)
M^{me} Nathalie Doyon, Société d'habitation du Québec (SHQ)
M^{me} Brigitte Jacques, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
M^{me} Gisèle Poirier, Éducation, Loisir et Sport (MELS)
M^{me} Louise Royal, Revenu (MRQ)
M^{me} Ginette Sylvain, Emploi-Québec (MESS)
M^{me} Francine Lacroix, Tourisme Québec
M^{me} Francine Lambert, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M. Normand Lapointe, Ville de Montréal
M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)
M. Yvan Leroux, Sécurité publique (MSP)

INVITÉS

M^{me} Julie Poirier, MAMROT
M^{me} Margaux St-Georges, MAMROT
M. Sylvain Provost, MAMROT
M. Yves Philie, MICC

1. Mot de bienvenue

M. Jean Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal souhaite la bienvenue aux nouveaux membres présents :

- M^{me} Lorraine Rochon en remplacement de Mariangela Di Domenico du Conseil du statut de la femme
- M. Alain Houde (auparavant au MAPAQ) en remplacement de M. Pierre Hébert au MDEIE

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 14 mai 2009 et suivis

M. Séguin invite les membres à prendre connaissance des faits saillants et à lui faire part de leurs commentaires d'ici la fin de la rencontre, sans quoi le document sera adopté tel quel. M^{me} Fortin demande une modification aux faits saillants concernant l'intervention du MRI pendant le tour de table.

3. Échanges entre les membres – tour de table

MAMROT

- Le MAMROT a publié récemment le *Bilan évaluatif du Fonds de développement régional 2004-2005 à 2007-2008*. Une copie du sommaire et des faits saillants pour Montréal est distribuée aux membres. S'ensuit une discussion sur l'effet de levier du FDR qui est moindre à Montréal que dans les autres régions ainsi que de la comptabilisation des dépenses de fonctionnement qui s'effectue différemment d'une CRÉ à l'autre.
- Le MAMROT prépare une journée sur la *Participation citoyenne en RUI* le 17 novembre prochain. Les membres de la CAR recevront une invitation prochainement.
- L'entente pour les services de 2^e ligne en économie sociale a été conclue entre les CLD et CDEC de Montréal et de Longueuil, la Ville de Montréal et le MAMROT.

MAPAQ

- En juin dernier, M. Claude Béchard a été nommé ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- M^{me} Francine Lambert est en poste depuis lundi à titre de directrice du développement des marchés et des exportations chez Transformation alimentaire Québec.
- Le nouveau programme Diversification et commercialisation en circuit court en région pour 2009-2013 a été lancé.
- Le 8 septembre dernier, le MAPAQ a procédé au lancement de la deuxième année de la campagne « *Mettez le Québec dans votre assiette!* ».

MCCCF

- En août 2009, M^{me} Sylvie Barcelo a été nommée sous-ministre.

Ville de Montréal

- La campagne électorale en cours ne limitera pas les annonces que la Ville de Montréal prévoit faire dans les prochaines semaines.
- La Ville participe au comité gouvernemental sur l'éthique.
- Le code d'éthique de Montréal sera vraisemblablement déposé pour adoption le 21 septembre au conseil municipal.

MFA

- Deux projets de lois sont actuellement en commission parlementaire : la loi 6 concernant les aidants naturels et la loi 7 concernant le Fonds pour le développement des jeunes enfants.
- Il y a eu une mobilisation importante au MFA dans le dossier du développement des nouvelles places en CPE.

MRNF

- En juin dernier, M^{me} Nathalie Normandeau a été nommée ministre des Ressources naturelles et de la Faune.
- Le MRNF procède à une consultation sur la refonte du régime forestier.
- On assiste à une mobilisation importante du ministère sur le problème de propagation du virus de la rage du raton laveur.
- Le MRNF exerce une surveillance accrue du problème de l'agrile du frêne.
- Le processus de demande d'autorisations est au ralenti au ministère en raison d'un nombre élevé de demandes. La solution proposée est d'agir en amont en intégrant les préoccupations environnementales et fauniques dans le processus.

CRÉ de Montréal

- Dans le contexte des élections municipales, les élus se retirent des activités de la CRÉ jusqu'à ce que de nouveaux élus soient nommés.
- La CRÉ procède actuellement au bilan du dernier plan quinquennal et à l'élaboration du plan

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

2010-2015.

- 2009-2010 est une année de transition relativement à la signature de nouveaux protocoles d'entente entre la CRÉ et le gouvernement du Québec.
- Occupation du territoire : la question est présentement débattue et analysée pour voir comment cela sera défini à Montréal et de quelle façon ce sera intégré dans les ententes entre la CRÉ et le MAMROT.
- La négociation de l'entente spécifique en immigration est actuellement en phase finale.
- La consultation sur le plan de lutte à la pauvreté aura lieu en novembre à Montréal.
- La CRÉ propose de présenter le projet *Leadership Montréal* à la prochaine rencontre de la CAR.
- Élaboration d'une entente portant sur la persévérance scolaire.

MICC

- Le MICC a annoncé la signature récente d'une déclaration commune entre la France et le Québec sur la coopération en matière de recrutement de la main-d'œuvre.
- Proposition d'adoption du principe du projet de loi no 16, Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle prévue pour fin septembre.
- On a souligné les 10 ans de l'entente entre le MICC et la Ville de Montréal pour l'intégration des personnes immigrantes.
- Défi Montréal : la 2^e vague de projets pour l'intégration en emploi des personnes immigrantes est prévue pour l'automne 2009.
- Valorisation Jeunesse > Place à la relève : le MICC fait un bilan positif dans l'ensemble. *Une présentation sur le sujet est à l'ordre du jour de cette rencontre.*

Emploi-Québec

- Il y a une mobilisation autour de la situation économique à Montréal. Le ministère exerce une vigie régionale mensuelle sur l'état du marché du travail – la région est passée à « l'alerte rouge » récemment.
- Des interventions sont prévues dans certains secteurs ciblés dans le cadre du plan de relance métropolitain.

MDEIE

- Une campagne de sensibilisation a cours auprès des entreprises concernant une éventuelle pandémie de Grippe A (H1N1).
- Les agences de publicité montréalaises se sont regroupées pour faire face au phénomène de centralisation des comptes d'entreprises dans de grandes agences à Toronto : <http://www.montreal.ad/fr>

MTQ

- Des investissements de l'ordre de 320 à 350 M\$ ont été consentis pour des travaux de réfection routière à Montréal en 2009. La planification 2010-2011 laisse entrevoir des investissements de la même ampleur que cette année.
- Le rapport concernant le Complexe Turcot a été remis à la ministre Line Beauchamp
- Le projet de la rue Notre-Dame est au ralenti, le contexte des élections municipales en est probablement la cause.
- Le ministère a annoncé récemment que 12 M\$ seront dédiés à des études pour le prolongement du métro de Montréal

MRI

- Le MRI annonce la mise en œuvre du nouveau plan triennal de la politique internationale du Québec et la signature d'une entente sur la mobilité de la main-d'œuvre entre la France et le Québec

ASSSM

- La campagne de vaccination contre la Grippe A (H1N1) prévue pour novembre 2009
- Plusieurs gestes et décisions de l'agence sont en relation avec une éventuelle pandémie de Grippe A (H1N1), notamment : l'identification des clientèles prioritaires pour la vaccination, retrait préventif des femmes enceintes, l'achat d'appareils additionnels (ex : assistance respiratoire), etc. Une rencontre des représentants du réseau de la santé de Montréal est prévue le 30 septembre 2009.
- Une nouvelle clinique réseau intégrée a vu le jour. Celle-ci est rattachée à l'Hôpital général Juif de Montréal. L'implantation d'autres cliniques réseaux est à prévoir.
- Le projet de construction d'un hôpital dans l'est de Montréal est en pourparlers.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

- L'agence a signé une entente avec la compagnie Telus pour informatiser tous les dossiers des patients de l'île de Montréal d'ici 2013. C'est un projet de 100 M\$.

MDDEP

- La Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection a été adoptée par l'Assemblée nationale le 11 juin 2009. Cette Loi confirme le statut juridique des ressources en eau comme faisant partie du patrimoine de la collectivité.
- Le MDDEP a relancé le défunt programme Revi-sol sur le site du Technoparc (11 M\$). Le programme s'appelle maintenant ClimatSol.
- Le MDDEP a annoncé la prolongation pour les 5 prochaines années des opérations au site d'enfouissement BFI à Terrebonne.
- Une discussion publique sur la gouvernance de l'eau du Saint-Laurent aura lieu prochainement.

OPHQ

- La politique À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité a été adoptée en juin dernier. Une présentation de cette politique est prévue le 20 octobre prochain à Montréal.

CSF

- Le CSF est intervenu récemment dans deux dossiers particuliers, celui de l'accès à l'avortement en cliniques privées et celui de la consolidation du régime de rentes du Québec.
- En plus d'avoir publié une étude sur le regard des jeunes sur l'égalité, deux autres études sont à paraître au CSF portant sur :
 - o les femmes et les conseils d'administration d'entreprises
 - o les femmes autochtones.

4. Adoption du plan de travail 2009-2010 et du calendrier thématique

→ Ce point est reporté à la prochaine rencontre.

5. Dossier Valorisation Jeunesse: place à la relève : bilan et résultats

M. Yves Philie et M^{me} Charlotte Poirier du MICC font une brève présentation de ce projet destiné à faciliter l'accès à l'emploi pour les jeunes des minorités visibles. 500 étudiants du secondaire ont été embauchés dans diverses organisations : OBNL, entreprises privées, ministères et organismes gouvernementaux, etc. L'an prochain, le MICC a pour objectif de placer 1000 étudiants dans le cadre de ce programme.

Les membres ayant participé au projet durant l'été sont invités à partager leur expérience. Dans l'ensemble, le bilan qu'en font les membres de la CAR est mitigé, pour les raisons suivantes :

- le temps investi pour la formation et l'encadrement des jeunes est important;
- la motivation des jeunes n'était pas nécessairement au rendez-vous;
- le délai de préparation pour les m/o a été trop court;
- certains problèmes d'organisation et de suivi ont aussi été soulevés;
- plusieurs jeunes ont démontré plus ou moins d'intérêt pour le travail clérical. Par contre, lorsque le travail était plus actif et « physique », la motivation était nettement plus grande.

À la suite de ces constats, il est proposé de :

- cibler des milieux de travail répondant au besoin de bouger des jeunes, notamment dans le secteur de l'économie sociale;
- offrir un guide d'accueil aux employeurs;
- prévoir un délai plus grand pour permettre aux employeurs de planifier adéquatement les tâches confiées aux étudiants;
- réduire la cible identifiée pour 2010.

Les membres conviennent qu'au besoin, la CAR de Montréal pourra fournir un avis au MICC sur cette question.

6. Suivi des comités de travail de la CAR

→ Ce point est reporté à la prochaine rencontre.

7. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12h10.

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 26 novembre à 9 h
IATA
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle McCurdy

Ordre du jour

<u>Rencontre de la CAR élargie</u>	9 h 00
1) Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour	9 h 00
2) PRÉSENTATION : Institut d'administration publique du Grand Montréal <i>Par Mme Nancy Chahwan, IAPGM</i>	9 h 10
3) Adoption des faits saillants de la rencontre du 17 septembre et suivis	9 h 20
4) État d'avancement des ententes spécifiques	9 h 30
- E.S. Bioalimentaire	
- E.S. Immigration	
- E.S. Persévérance scolaire	
- E.S. Économie sociale	
5) Suivi des comités de travail de la CAR	9 h 45
- RUI MAMROT	
- Grands projets MAMROT	
- Graffitis MAMROT	
PAUSE	10 h 15
6) État de situation par le Dr. Richard Lessard, Directeur de la santé publique	10 h 30
- Grippe A H1N1	
- Dossier des saines habitudes de vie	
- Dossier de la maturité scolaire	
7) PRÉSENTATION : À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité Politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées <i>Par Robert Allie, OPHQ</i>	10 h 55
8) PRÉSENTATION : Leadership Montréal <i>Par Caroline Rioux, CRÉ de Montréal</i>	11 h 25
9) Échanges entre les membres - tour de table	11 h 40
10) Fin de la rencontre	12 h 00

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Faits saillants de la rencontre du jeudi 26 novembre 2009

IATA
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
Salle McCurdy

SONT PRÉSENTS

M^{me} Astrid Coulombe, Services Québec
M^{me} Louise Deschambault, Famille et Aînés (MFA)
M^{me} Caroline Rioux en remplacement de M^{me} Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
M^{me} Johanne Dumont, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Jannick Lachapelle, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M^{me} Ginette Sylvain, Emploi-Québec (MESS)
M^{me} Lucie Tremblay, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
M. Robert Allie, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
M. Bernard Caron, Transports (MTQ)
M. Gérard Chagnon, en remplacement de M^{me} Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
M. Alain Houde, Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
M. Normand Lapointe, Ville de Montréal
M. Michel Letendre, en remplacement de M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)
M. François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M. Jean Séguin, Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT) – présidence

SONT ABSENTS

M^{me} Nathalie Doyon, Société d'habitation du Québec (SHQ)
M^{me} Marie-Claire Dumas, Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
M^{me} Louise-Esther Fortin, Relations internationales (MRI)
M^{me} Brigitte Jacques, Culture, Communications et Condition féminine (MCCCCF)
M^{me} Francine Lacroix, Tourisme Québec
M^{me} Francine Lambert, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
M^{me} Charlotte Poirier, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
M^{me} Gisèle Poirier, Éducation, Loisir et Sport (MELS)
M^{me} Lorraine Rochon, Conseil du statut de la femme (CSF)
M^{me} Louise Royal, Revenu (MRQ)
M. Pierre Robert, Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
M. Louis Côté, Agence de Santé et de Services sociaux de Montréal (ASSSM)
M. André B. Lemay, Ressources naturelles et Faune (MRNF)
M. Yvan Leroux, Sécurité publique (MSP)

INVITÉS

M^{me} Nancy Chahwan, IAPGM
M^{me} Margaux St-Georges, MAMROT
Dr. Richard Lessard, DSP Montréal
Dr. Maxime Roy, DSP Montréal
M. Sylvain Provost, MAMROT

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Jean Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR de Montréal souhaite la bienvenue aux membres. Un point est ajouté à l'ordre du jour concernant les Rendez-vous de la solidarité. Il sera traité après la présentation de Mme Chahwan.

2. Présentation : Institut d'administration publique du Grand Montréal

Mme Nancy Chahwan, présidente de l'IAPGM présente la mission et les activités de l'organisation qui offre des activités de formation et de réseautage aux gestionnaires du secteur public (provincial, fédéral et municipal) et aux étudiants universitaires. M^{me} Chahwan invite les membres de la CAR à se joindre aux activités de l'IAPGM.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

Pour Information : Nancy Chahwan au (514) 496-3739 www.iapgm.ca

3. Adoption des faits saillants de la rencontre du 17 septembre 2009 et suivis

M. Séguin invite les membres à prendre connaissance des faits saillants de la dernière rencontre et à lui faire part de leurs commentaires d'ici la fin de la réunion, sans quoi le document sera adopté tel quel.

4. Les journées de la solidarité

Johanne Dumont fait le point sur les Rendez-vous de la solidarité à Montréal le 23 novembre dernier. Elle transmet aux participants les faits saillants de la rencontre rédigés par le MAMROT. Voici les principaux :

- Le gouvernement devrait être le maître d'œuvre de la politique nationale de lutte à la pauvreté.
- Des lacunes importantes existent sur le plan du logement abordable.
- Les organismes communautaires sont incontournables en matière d'intervention de 1^{ère} ligne.
- Certains ont exprimé la crainte qu'un plan régional vienne nuire aux initiatives locales en cours (celles des arrondissements et des tables de vie de quartier). Il faut plutôt miser sur le soutien aux actions locales.
- La revitalisation urbaine intégrée est citée en exemple comme étant une solution intéressante à la lutte à la pauvreté.
- La présence des fondations privées dérange certains groupes en venant imposer leurs façons de faire. Il n'y a cependant pas unanimité sur la question.

5. État d'avancement des ententes spécifiques

BIOALIMENTAIRE 2008-2011

Cette entente vise, entre autres, à promouvoir le développement du secteur bioalimentaire à Montréal et à mettre en œuvre le plan stratégique du CIBIM. Parallèlement, des négociations se poursuivent pour la création d'une grappe bioalimentaire.

PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

L'entente sur la persévérance scolaire est en négociation. Trois axes ont été identifiés :

- Soutien à l'action du Réseau réussite Montréal;
- Expérimenter, développer et consolider des initiatives partenariales complémentaires à celles du Réseau réussite Montréal;
- Développer des occasions de mobiliser l'ensemble des acteurs de la collectivité montréalaise autour de la priorité à accorder à l'éducation, à la persévérance scolaire et à la réussite éducative.

IMMIGRATION

La tournée des signatures ministérielles est amorcée. La ministre Yolande James souhaite que l'entente soit lancée en janvier.

ÉCONOMIE SOCIALE

L'entente spécifique en économie sociale est présentement en négociation. Quatre objectifs ont été identifiés dans la version préliminaire :

- concerter et mettre en réseau;
- promouvoir l'économie sociale;
- soutenir la consolidation, l'expérimentation et le développement de nouveaux créneaux et projets;
- développer la relève en économie sociale.

Les partenaires actuels de l'entente sont : la CRÉ de Montréal, le MAMROT, le Forum jeunesse de Montréal et le CÉSÎM. Des discussions pour élargir les partenariats à l'entente s'amorceront sous peu.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

6. Suivi des comités de la CAR

REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE

Une première rencontre a eu lieu le 6 octobre 2009. Cette rencontre a permis de tracer l'historique de l'intervention du gouvernement dans les quartiers défavorisés de Montréal depuis 1999. Le comité technique est à l'œuvre pour dresser un tableau sommaire par ministère des manières de faire (indicateurs, territoires et programmes) et des balises à tenir en compte pour la production d'un bilan (période, durée et moyens).

Une rencontre est prévue le 7 décembre prochain pour une présentation du projet de l'îlot St-Pierre et une visite des lieux. Une prochaine rencontre du comité RUI est prévue début 2010.

GRANDS PROJETS

Plusieurs rencontres se sont tenues depuis la création de ce comité. Elles ont permis de :

- dresser la liste des grands projets, en cours de réalisation ou de planification à Montréal;
- échanger sur les enjeux et les préoccupations des membres du comité en lien avec ces projets;
- convenir d'un outil de suivi des grands projets qui permettra de raffiner notre connaissance de l'impact des projets et de favoriser des liens entre les différents intervenants (ministères, organismes publics, ville).

GRAFFITIS

Il est prévu de tenir une journée de réflexion et d'échange réunissant les 9 grandes villes québécoises dans le dossier de la lutte aux graffitis. L'objectif de cette journée est de dégager les meilleures pratiques en matière de réglementation, d'enlèvement des graffitis, de prévention et de sensibilisation. L'événement devrait avoir lieu en mars 2010.

7. État de situation par le Dr. Richard Lessard, Directeur de la Santé publique de Montréal

GRIPPE A H1N1

La campagne de vaccination contre la grippe A H1N1 a débuté à la fin du mois d'octobre. Les autorités de la santé publique visent un taux de vaccination de 75 % de la population québécoise. Actuellement, les malades chroniques et les femmes enceintes ne répondent pas aussi bien à l'appel qu'on aurait espéré.

SAINES HABITUDES DE VIE

L'objectif de la Table régionale des saines habitudes de vie est de créer des milieux de vie montréalais favorables à l'adoption et au maintien de saines habitudes de vie.

Les mandats du comité sont:

- d'identifier des pistes d'action en matière de promotion des saines habitudes de vie et de prévention de problèmes reliés au poids;
- de soutenir le déploiement de projets régionaux innovateurs;
- d'assurer la cohérence des actions des partenaires de la Table en matière de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids;
- d'émettre des avis concernant les projets de promotion nationaux et suprarégionaux présentés au Fonds pour la promotion de saines habitudes de vie.

D'ici décembre 2009, la Table a comme objectif de convenir d'orientations régionales et, pour chacune des orientations, identifier des pistes d'action potentielles.

MATURITÉ SCOLAIRE

Une étude réalisée l'an dernier a permis de constater que le degré de préparation des enfants à l'école varie de façon significative entre les territoires de l'île de Montréal qui présentent des profils socio-économiques différents. Un plan d'action a émergé de rencontres locales et d'un sommet régional. Plusieurs ministères et organismes sont interpellés par ce plan, d'où le défi de réaliser des actions cohérentes et coordonnées. Une demande a été déposée récemment au MAMROT pour une contribution financière dans ce dossier via le Fonds de développement de la métropole.

En conclusion à la présentation de Dr. Lessard, Jean Séguin propose de tenir une rencontre de la CAR en 2010 axée sur la gestion de crise, avec à l'appui les expériences de l'effondrement du viaduc de la Corcorde à Laval et de la pandémie de grippe A H1N1.

Conférence administrative régionale de Montréal (CAR)

8. Échanges entre les membres – tour de table

En raison de contraintes de temps, M. Séguin demande aux participants de réduire leurs interventions au minimum.

MICC

À l'initiative de la ministre Yolande James, l'Assemblée nationale procède à l'adoption du principe du projet de loi no 16, la Loi favorisant l'action de l'Administration québécoise à l'égard de la diversité culturelle.

MAMROT

- Projet de Loi 76 : Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux.
- Le groupe-conseil nommé pour élaborer le plan d'intervention relatif à l'octroi de contrats municipaux a été formé et ses travaux viennent de débiter.
- Le Forum métropolitain des partenaires se déroulera le 15 décembre prochain au Monument National avec pour thème la culture.

9. Présentation : À part entière - pour un véritable exercice du droit à l'égalité

M. Robert Allie, directeur de l'intervention collective régionale de l'ouest à l'OPHQ, présente la politique gouvernementale pour les personnes handicapées. Il met l'accent sur l'importance de renforcer les interventions intersectorielles et la responsabilisation vis-à-vis les personnes handicapées.

Les documents distribués lors de la rencontre seront aussi envoyés par courriel aux membres de la CAR dans les prochains jours afin que ceux-ci puissent identifier plus aisément les engagements de leurs m/o respectifs.

10. Présentation : Leadership Montréal

En raison de contraintes de temps, la présentation est reportée à la prochaine rencontre.

11. Fin de la rencontre

La rencontre est levée à 12h00

Conférence administrative régionale de Montréal

Jeudi, le 11 février 2010 à 8 h 30
800, rue du Square-Victoria, 11^e étage
IATA - Salle McCurdy

Ordre du jour

1) Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour	8 h 30
2) Adoption des faits saillants de la rencontre du 26 novembre et suivis	8 h 40
3) Échanges entre les membres - tour de table	8 h 50
4) État d'avancement des ententes spécifiques	9 h 35
5) Suivi des comités de travail de la CAR	9 h 45
- RUI	MAMROT
- Saines habitudes de vie	ASSSM
6) PRÉSENTATION : Leadership Montréal <i>Par M^{me} Caroline Rioux, directrice de la participation citoyenne CRÉ de Montréal</i>	10 h 00
Fauche sante	10 h 20
7) DOSSIER TRANSPORT	
Déploiement du plan de transport de Montréal et bilan 2008-2009 <i>Par M. Claude Carette, chef de division gestion des transports Ville de Montréal</i>	10 h 40
Le Plan de transport pour les aînés <i>Par M^{me} Suzanne Pion, Agente de développement famille et personnes aînées CRÉ de Montréal</i>	11 h 00
8) PRÉSENTATION : Plan d'action sur la persévérance scolaire <i>Par M. Francis Culée, directeur régional MELS</i>	11 h 30
9) Fin de la rencontre	12 h 00

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de Montréal du 11 février n'est pas disponible.

COMPTE RENDU DE LA CARO

DATE : Le 25 mai 2009
HEURE : 8h30
ENDROIT : Édifice Jos Montferrand
 Salle 5.02A, 5^e étage, 170 rue Hôtel-de-Ville, Gatineau
RÉDIGÉ PAR : Carol Morin, secrétaire de la CARO

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme Audet, Hélène, MELS	M. Larrivée, Lucien, Agence revenu Québec
M. Benoît, Jean, MRNF	M. Lévesque, Yves, MAPAQ
M. Céré, Jean-Bernard, SIQ	M. Ricard, Pierre, MAMROT
M. Bisson, Michel, Services Québec	M. Shaneen, Maroun, MTQ
Mme Descoeurs, Sylvie, Cabinet ministre N. MacMillan	Mme Viel, Réjeanne, Agence revenu Québec
M. Dubreuil, Marc, MDDEP	
Mme Gonthier, Hélène, CSPQ	
M. Hébert, Jean, CRÉO	

ÉTAIENT ABSENTS

M. Allie, Robert, OPHQ	M. Le Bel, Jean-François, Régie du bâtiment
Mme, Barbeau, Diane, MSP	M. MacHan, Jeffrey, MDEIE
Mme Beaudin, Christine, MFA	M. Mageau, Luc, MRNF –Expertise Faune-Forêt
M. Côté, Pierre, CNT	M. Martinez, Stéphane, Tourisme
Mme Coulombe, Astrid, Services Québec	M. Massicotte, Laurent, MRNF-Territoires
Mme Dubé, Danielle, MCCCCF	Mme Ménard, Suzanne, MICC
Mme Fortuna, Christine, CSST	M. Ménard, Pierre, MRNF-Forêt
Mme Fradette, Anne, Relations internationales	M. Paré, Roger, MELS
M. Germain, Denis, Services correctionnels	M. Raymond, Stéphane, Sûreté du Québec
M. Lance, Stéphane, SSSS	M. Richer, Pierre, Investissement Québec
M. Landry, Claude MESS	M. Turcotte, Gilles, Services judiciaires
Mme Lavallée, Denyse, CNT	M. Viger, Jacques, Sécurité civile

INVITES :

M. Yvan Moreau, MAMROT

DÉBUT DE LA RENCONTRE : 8 h 30

1. Mot de bienvenue

Le président, monsieur Pierre Ricard, souhaite la bienvenue aux membres de la CARO et présente M. Maroun Shaneen, directeur à la Direction régionale du ministère des Transports du Québec, et M. Yvan Moreau futur secrétaire de la CARO en remplacement de M. Carol Morin à partir de juillet 2009.

2. Adoption de l'ordre du jour

Le président donne lecture du projet d'ordre du jour. Plusieurs sujets sont ajoutés :

- 4.2 Résolution pour la composition du Comité économique de la CARO
- 4.3 Souhait de bonne retraite pour M. Luc Lafleur
- 4.4 Motion de remerciement pour le départ à la retraite de M. Claude Landry
- 4.5 Motion de remerciement pour M. Carol Morin, secrétaire de la CARO
- 4.6 Entraide 2009
- 4.7 Rencontre du 25 juin 2009 avec M. Norman MacMillan, ministre responsable de la région de l'Outaouais
- 6.1 Ressources humaines (H. Gonthier)
 - Programme 100 jours pour nouveaux fonctionnaires
 - Gestion prévisionnelle de main d'œuvre
 - Activité de leadership pour les gestionnaires le 12 juin 2009
- 12 Autres sujets :
 - Rencontre avec madame Paulette Lalande, préfet de la MRC de Papineau
 - Prochaine réunion de la CARO

Madame Hélène Gonthier, secondée par
Monsieur Marc Dubreuil

Propose d'adopter l'ordre du jour tel que modifié.

Adopté à l'unanimité

3. Adoption du projet de compte rendu du 2009

Le président passe en revue le projet de compte rendu.

Madame Hélène Audet, secondée par
Monsieur Jean Benoît

Propose d'adopter le projet de compte rendu tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

4. Rapport du président

Le président fait un retour sur plusieurs sujets :

- La TQR qui a eu lieu à Radisson les 19 et 20 février 2009; les représentants de CRÉ avaient manifesté, d'une façon générale, une insatisfaction envers le MDEIE
- Le nouvel organigramme du MAMROT: les directions régionales ne sont plus directement reliées au Sous-ministériat aux affaires régionales et municipales, mais à la Direction générale des régions.
- Congrès de l'UMQ à Gatineau en mai 2009
- Les élections municipales de novembre 2009
- L'importance de la pandémie sur la Grippe H1N1
- Lutte à la pauvreté : tournée régionale CRÉO, MESS et MAMROT
- L'occupation du territoire et implication du MAMROT : formation d'un comité interne et d'un comité interministériel, incluant les CRÉ.
- Volonté du préfet de la MRC des Collines-de-l'Outaouais pour rencontrer les directions des ministères régionaux dont la mission touche la révision des schémas d'aménagement de la MRC. Le préfet veut signaler les préoccupations de la MRC aux ministères régionaux et connaître leur réaction à la veille de cette révision. La MRC des Collines-de-l'Outaouais est la première à s'engager dans le processus de révision de son schéma d'aménagement qui devrait débiter dès l'automne 2009. Les autres MRC de la région devraient s'engager dans le processus de renouvellement de leur schéma d'aménagement en 2010.
- Retour sur la rencontre des membres de la CARO, le 11 mai 2009, avec monsieur Norman MacMillan, ministre responsable de la région de l'Outaouais.

4.1 Comité économique de la CARO

Vu l'absence de M. Jeffrey MacHan, responsable de ce comité, ce sujet est reporté à la prochaine réunion.

4.2 Résolution pour la formation du Comité économique de la CARO

Le président dépose un projet de résolution visant la composition du Comité économique de la CARO. Le projet de résolution est proposé par le président et secondé par monsieur Jean-Bernard Céré.

Vu l'absence du responsable du comité, M. Jeffrey MacHan, il est proposé par le directeur général du MRNF, monsieur Jean Benoît, et unanimement adopté, de déposer le projet de résolution jusqu'à la prochaine réunion régulière de la CARO.

4.3 Souhait de bonne retraite pour M. Luc Lafleur, commandant à la Sûreté du Québec

Monsieur Luc Lafleur, commandant à la Sûreté du Québec a pris sa retraite récemment.

Il est proposé par monsieur Marc Dubreuil, et secondé par monsieur Jean Benoît que le président achemine une lettre à M. Lafleur le remerciant de sa participation aux activités et discussions lors des réunions de la CARO. La proposition est adoptée à l'unanimité.

4.4 Motion de remerciement à M. Claude Landry, directeur au MESS

Suite au départ à la retraite de monsieur Claude Landry, directeur à la direction régionale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il est proposé par monsieur Jean Hébert et unanimement résolu que le président achemine à monsieur Landry une motion de remerciement pour ses participations assidues aux séances de la CARO, pour ses précieux commentaires sur les sujets discutés et aussi, lui souhaiter une très bonne retraite.

4.5 Motion de remerciement à M. Carol Morin, secrétaire de la CARO

Il est proposé par madame Hélène Audet, et unanimement résolu, de remercier Monsieur Carol Morin pour ses six années à titre de secrétaire de la CARO. Monsieur Morin prendra sa retraite sous peu.

4.6 Entraide 2009

M. Pierre Ricard annonce qu'il continuera d'assumer la responsabilité de représenter la fonction publique québécoise pour la Campagne Entraide 2009. Il informera les membres de la CARO de l'évolution des actions. La sollicitation devient de plus en plus difficile depuis que la campagne d'Entraide se déroule au profit de trois grandes familles : les Centraide du Québec, partenaire santé-Québec et la Société canadienne de la croix-Rouge.

4.7 Rencontre spéciale de la CARO

Le président informe qu'il y aura une **rencontre spéciale des membres de la CARO le jeudi 25 juin 2009**, en présence du ministre responsable de la région de l'Outaouais, monsieur Norman MacMillan, à la salle de l'Aéroport de Gatineau à 9h00. Le ministre veut s'entretenir avec les membres de la CARO des suites à donner à l'Étude d'impact de la concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale. Il veut connaître particulièrement la problématique des directions régionales à maintenir en place leurs employés et d'en recruter d'autres.

5. Rapport du directeur général de la CRÉO

M. Jean Hébert, directeur général de la CRÉO, entretient les membres sur les sujets suivants :

- Consultation parlementaire sur la forêt pour l'automne 2009. Le projet de loi devraient être adopté en décembre.
- Bref retour sur la réunion du Conseil d'administration du 11 mai 2009.
- L'assemblée générale de la CRÉO aura lieu le 11 juin 2009 en avant-midi, à la maison de l'Outaouais. En après-midi, il y aura réunion spéciale de tous les employés de la CRÉO pour s'entretenir des décisions qui auront été prises concernant les réalisations pour l'année 2009-2010.
- Annonce d'une étude en positionnement sur la persévérance scolaire à l'automne 2009.

6. Ressources humaines

Madame Hélène Gonthier, responsable régionale du Centre des services partagés, informe les personnes sur les sujets suivants:

- Programme de 100 jours pour les nouveaux gestionnaires

Le service est offert par le CSPQ en supplétif aux DRH des organismes et ministères. Au cours des premiers 100 jours de l'entrée en fonction d'un nouveau gestionnaire, 4 rencontres sont prévues afin de lui offrir un coaching et des outils lui permettant une réflexion et des pistes d'action dans l'intégration de son nouveau rôle et dans ses nouvelles fonctions.

- Gestion prévisionnel de la main d'œuvre

Madame Gonthier annonce que cet exercice est en cours et qu'il a comme objectif d'analyser quantitativement l'effectif disponible ainsi que de prévoir l'effectif requis et ce, pour les trois prochaines années.

➤ Activités de leadership pour les gestionnaires le 12 juin 2009

L'activité se déroulera au Relais Plein Air de Gatineau et monsieur Guy Tassé du Centre des ressources humaines sera présent. Veuillez vous inscrire auprès du Centre des Services partagés le plus tôt possible.

7. Les Commissions de la CRÉO

Les représentants de la CARO sur ces commissions font le point des travaux :

- Protection de l'environnement, aménagement du territoire et transport – M. Marc Dubreuil
- Développement social et santé – absent
- Culture, loisir et sports – Pierre Ricard
- Éducation, recherche et science – Hélène Audet
- Développement économique et emploi - absent
- Ressources naturelles et territoire public – Jean Benoît

Les sujets les plus discutés furent la problématique du réseau forestier et l'infrastructure routière, la fermeture d'usine, l'utilisation de la biomasse comme source d'énergie et la délégation de territoire public aux municipalités.

Le président remercie les représentants de la CARO pour leur présentation.

8. 45^e Finale des Jeux du Québec à Gatineau

La personne devant présenter ce sujet s'est désistée.

9. Formation d'un comité sur les municipalités dévitalisées

À titre informatif, le président demande de se référer au compte rendu de la réunion de la CARO du 2 février 2009 pour :

- ✓ de l'information sur le choix des municipalités dites dévitalisées
- ✓ le mandat du comité devant être formé pour assurer une bonne concertation avec ces municipalités. Onze municipalités sont dites dévitalisées en Outaouais, concentrées dans les MRC de Papineau, Pontiac et de la Vallée-de-la-Gatineau.

Le MAMROT présiderait ce comité constitué des ministères suivants : MAMROT, MESS, MELS, MDEIE, MRNF, MCCF, MTQ, MAPAQ et MFA.

L'objectif visé serait que chaque municipalité dévitalisée possède son portrait socio-économique et ainsi capitaliser sur des actions permettant d'améliorer leur impasse économique.

M. Ricard demande que les ministères mentionnés identifient une personne pour participer aux réalisations du Comité et de l'en informer.

10. Attraction et rétention de la main d'œuvre provinciale et municipale

Le président rappelle la rencontre de la CARO le 25 juin 2009, en présence du ministre responsable de la région de l'Outaouais, monsieur Norman Macmillan où ce sujet sera traité.

Le dossier continue d'évoluer et le groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises. Une firme sera embauchée pour produire un document synthèse pour fins de communication. On vise à créer une synergie régionale en intégrant les préoccupations du monde municipal dans le domaine de la santé et celles du milieu scolaire.

Une présentation au caucus des députés provinciaux de la région est toujours prévue à l'automne.

11. Politique nationale de la ruralité 2007-2014

M. Pierre Ricard informe sur les principales actions et aides aux MRC sur ce sujet. L'analyse de la dernière vague des projets de laboratoire rural est terminée, et le Comité technique remettra sous peu à la ministre du MAMROT une liste des projets recommandés pour subvention. Le choix des projets sera connu en juin.

Plusieurs personnes ont participé sur le plan régional à l'analyse de ces projets. Le président les remercie chaleureusement et souligne que la région de l'Outaouais mériterait qu'au moins deux projets soient retenus.

11. Liste des membres de la CARO

La conférence administrative régionale de l'Outaouais (CARO) est constituée de trente cinq membres provenant de ministères présents dans la région. La directrice ou le directeur de chaque direction régionale est membre d'office de la CARO ainsi que des personnes ressources de certaines divisions de ministères, telles le Loisir et le Sport, le Conseil du statut de la femme, le Tourisme, la Régie des bâtiments et autres. À chaque invitation, plusieurs personnes ne formulent aucune réponse quant à leur participation. Le président s'interroge sur l'intérêt de participer aux réunions.

Une discussion s'engage sur le sujet et les membres de la CARO mandate *le Président de s'informer de la motivation des membres à participer aux réunions et discussions de la CARO*. Une nouvelle liste sera alors produite.

12. Autres sujets

➤ Formation sur le rôle d'accompagnement pour les membres de la CARO

Le MAMROT a préparé une session de formation permettant d'explorer, de développer des attitudes, des connaissances, des habiletés et des comportements nécessaires à l'exercice du rôle d'accompagnement. Le président a l'intention de présenter cette formation aux membres de la CARO. De l'information sera bientôt disponible sur ce sujet.

➤ Semaine de la municipalité

La 21^e édition de la semaine de la municipalité se déroulera du 31 mai au 6 juin 2009. En plus des prix du Mérite municipal, un nouveau prix s'ajoute cette année soit *le prix Municipalité en santé*, accordé à la municipalité qui aura fait preuve de créativité dans un projet visant l'adoption et le maintien d'un mode de vie sain pour l'ensemble de ses citoyens. Les prix seront décernés le 5 juin lors de la cérémonie de clôture.

➤ Rencontre avec Mme Paulette Lalande, préfet de la MRC de Papineau

Le préfet de la MRC de Papineau demande de rencontrer les membres de la CARO, lors d'une réunion régulière. Le président informe qu'il invitera madame Lalande à la prochaine

➤ Prochaine réunion de la CARO

La prochaine réunion de la CARO se tiendra **le 21 septembre 2009, à la salle 5.02, 5^e étage 170 rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau**. Un projet de calendrier sera adopté lors de cette réunion.

La liste des sujets étant épuisée, l'assemblée est levée à 11h45.

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS
COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 21 SEPTEMBRE 2009**

Édifice Jos Montferrand
Salle 5.02A, 5^e étage, 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M ^{mes}	Chrétien, Cécile	OPHQ
	Dubé, Danielle	MCCCF
	Gendron, Claire	MESS
	Gonthier, Hélène	CSPQ
	Ménard, Suzanne	MICC
	Viel, Réjeanne	MRQ
MM.	Benoît, Jean	MRNF
	Bisson, Michel	Services Québec
	Dubuc, Daniel	MDDEP
	Hébert, Jean	CRÉO
	Lévesque, Yves	MAPAQ
	MacHan, Jeffrey	MDEIE
	Massicotte, Laurent	MRNF
	Ricard, Pierre	MAMROT
	Raymond, Stéphane	SQ
	Shaneen, Maroun	MTQ
	Vaillancourt, Dominic	MELS

ÉTAIENT ABSENTS :

M ^{mes}	Barbeau, Diane	MSP
	Beaudin, Christine	MFA
	Carignan, Sonia	MTOUR
	Fortuna, Christina	CSST
	Fradette, Anne	MRI
MM.	Céré, Jean-Bernard	SIQ
	Côté, Pierre	CNT
	Gamache, Alain	MRQ
	Germain, Denis	Services correctionnels
	Lance, Stéphane	SSSS
	Paré, Roger	MELS
	Richer, Pierre	IQ
	Turcotte, Gilles	Services judiciaires

INVITÉE :

M^{me} St-Onge, Marie-Hélène directrice générale, 45^e Finale des Jeux du Québec

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Mot de bienvenue	Le président de la CARO, monsieur Pierre Ricard, souhaite la bienvenue à madame Claire Gendron, directrice régionale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et à messieurs Stéphane Raymond et Dominic Vaillancourt, respectivement commandant de la Sûreté du Québec en Outaouais et directeur régional par intérim du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Monsieur Ricard mentionne qu'une rencontre avec monsieur Norman MacMillan, député de Papineau et ministre responsable de la région de l'Outaouais se tiendra en après-midi. La réunion portera notamment sur les difficultés de rétention de la main-d'œuvre dans la fonction publique québécoise. Sur proposition de monsieur Jeffrey MacHan, il est unanimement résolu de remercier madame Hélène Audet pour sa participation aux rencontres de la CARO.	
2. Adoption de l'ordre du jour	Sur proposition de monsieur Jeffrey MacHan, dûment appuyée par madame Hélène Gonthier, il est unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.	
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 25 mai 2009	Sur proposition de madame Hélène Gonthier, dûment appuyée par monsieur Jean Hébert, il est unanimement résolu d'adopter le compte rendu avec les modifications demandées.	
4. Rapport et suivi du président	Monsieur Pierre Ricard souligne la nomination de monsieur Laurent Lessard à titre de ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ainsi que la nomination de madame Julie Gosselin à titre de sous-ministre. Monsieur Ricard mentionne que le Plan stratégique 2009-2013 du Ministère est disponible depuis le 18 juin 2009 et que la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme devrait être terminée en 2010. Monsieur Ricard souligne également que la mise en candidature pour les élections municipales a débuté le 18 septembre 2009 et se terminera le 2 octobre 2009 à 16 h 30. Le Ministère souhaite un taux de participation de 50 % et une diminution d'élus par acclamation. Monsieur Ricard termine en disant que madame Paulette Lalande, présidente de la CRÉO, a souligné, lors de la dernière rencontre de la Table Québec-régions, le bon fonctionnement de la CRÉO ainsi que la qualité des interventions des directions régionales. Les présidents des conférences régionales des élus ont d'ailleurs demandé une	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
4.1 Comité économique de la CARO	augmentation des pouvoirs des directions régionales. Monsieur Jeffrey Machan précise que l'absence de rencontre de ce comité s'explique par son manque de disponibilité. Il n'a pas l'intention de tenir de rencontre régulière mais, plutôt de façon ponctuelle lorsque la situation l'exigera. Une multiplication des tables de développement économique et un certain chevauchement dans leur mandat amènent plusieurs questionnements sur le rôle du Comité économique de la CARO. Sur proposition de monsieur Jean Benoît, dûment appuyée par monsieur Yves Lévesque, il est unanimement résolu de maintenir ce comité pour des dossiers majeurs nécessitant une intervention transversale.	Les prochaines rencontres du Comité économique de la CARO auront lieu les 30 novembre 2009 et 15 mars 2010, de 14 h à 16 h 30.
5. Rapport du directeur général de la CRÉO	Monsieur Jean Hébert mentionne l'adoption, le 24 août 2009, d'un Avis régional à l'égard du projet de loi 57, Loi portant sur l'occupation du territoire forestier et sa présentation par la CRÉO, le 8 septembre 2009, devant la Commission sur l'économie et du travail. La CRÉO a demandé à la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, madame Nathalie Normandeau, de considérer la région de l'Outaouais pour la mise en œuvre d'un projet pilote d'aménagement écosystémique en forêt feuillue méridionale. Monsieur Jean Hébert souligne l'étroite collaboration entre la CRÉO et le MRNF dans l'application d'une entente fédérale-provinciale pour la restauration des ponts et ponceaux des chemins à vocation faunique et multiresources en territoire public de l'Outaouais. La prochaine rencontre de la CRÉO est reportée au 20 octobre 2009. Le 19 octobre 2009 se tiendra le Rendez-vous de la solidarité, journée de consultations en vue de préparer le prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette activité est présidée par la ministre déléguée aux Services sociaux, madame Lise Thériault.	
6. Commissions de la CRÉO – résumé des représentants de la CARO	Monsieur Jean Hébert juge nécessaire de revoir la composition des commissions afin de ne plus limiter le nombre de représentants gouvernementaux. Ainsi, les commissions bénéficieront davantage de l'expertise des intervenants. Il souhaite également la désignation d'un gestionnaire ou, à tout le moins, d'une personne ayant un pouvoir décisionnel. Développement économique et Emploi Monsieur Jeffrey MacHan note une évolution positive depuis un an. La composition reflète	Tenir une réunion afin de revoir la composition des commissions.

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	les intérêts de la région. Un Lac-à-l'Épaulé sera tenu le 1^{er} octobre 2009. Développement social et Santé Un comité de travail s'est penché, en mai dernier, sur le bilan des actions réalisées ainsi que sur les perspectives de développement 2009-2010. Une des conclusions de cette journée est la nécessité d'intervenir à plus petite échelle. Par exemple, on préconise l'approche par communauté pour l'approche territoriale intégrée et non par municipalité ou par région. Trois pistes seront proposées pour l'élaboration du plan de travail : prévention et promotion, lutte à la pauvreté, bilan et perspectives. Ressources naturelles et le Territoire Monsieur Jean Benoît mentionne que la crise forestière complexifie la situation. Un des enjeux majeurs est le bois sans preneur; près de 80 % de la biomasse demeure en forêt. On note une complémentarité entre la CRÉO et le MRNF dans la gestion du Fonds d'aide aux collectivités, programme qui aide les entreprises forestières à récupérer ce bois. Ainsi, alors que la CRÉO priorise les projets, les grandes orientations ont été établies par le MRNF. Le Plan régional de développement intégré des ressources naturelles devrait être déposé en décembre 2009. Un des défis est l'avancement à géométrie variable des tables locales de concertation dans chacune des MRC. Aucun suivi n'est fait pour les autres commissions.	
7. Ressources humaines	Madame Hélène Gonthier mentionne que la campagne de recrutement se tiendra prochainement dans les universités de la région. Elle souligne de plus que les examens pour le concours d'agent de bureau auront lieu les 3 et 4 octobre 2009. La liste des candidats, ayant réussi le concours, sera disponible le 16 novembre 2009. Madame Gonthier précise que l'échéance pour présenter des candidatures dans le cadre du PDEIPH est le 30 octobre 2009. Lors du stage, le salaire est défrayé par le Secrétariat du Conseil du Trésor. Madame Gonthier distribue de l'information relativement au programme 100 jours. Présentement, 29 ministères et organismes ont acquis la licence. Ce programme est supporté par les directions des ressources humaines en région et le CSPQ intervient à titre supplétif.	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	Concernant le Centre de leadership et de développement des compétences, un déjeuner-conférence aura lieu le 20 novembre 2009 sous le thème, <i>Attention, vos gestes vous trahissent</i>. Le taux de participation de la dernière activité de formation a été faible, soit 13 gestionnaires. Afin de pallier à cette situation, on compte inviter à l'avenir les gestionnaires des réseaux de l'éducation et de la santé. Le CSPQ va relancer le comité pour les besoins de formation des gestionnaires afin de mettre en place des activités qui répondent à leurs besoins. Le Cercle de gestion recommencera en octobre et la CARRA organise, en février 2010, une activité de préparation à la retraite.	
8. 45 ^e Finale des Jeux du Québec à Gatineau	Madame Marie-Hélène St-Onge, directrice générale, 45 ^e Finale des Jeux du Québec, présente l'état d'avancement des travaux, l'importance de l'implication bénévole et le soutien financier des différents acteurs du milieu.	
9. Politique nationale de la ruralité 2007-2014	Monsieur Pierre Ricard mentionne que 2 laboratoires ruraux supplémentaires ont été accordés à des organismes de la région lors du dernier appel de projets. Le premier projet a été présenté par le Centre de recherche et de développement technologique agricole de l'Outaouais et porte sur la réalisation du projet <i>Filière de production d'éthanol et d'alimentation bovine à partir du millet perlé sucré</i> . Le deuxième, présenté par la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais, vise la réalisation du projet <i>Centre d'excellence de formation en récréotourisme dans la forêt de l'Aigle</i> . Trois laboratoires ruraux ont donc été sélectionnés en Outaouais suite au trois appels de projets.	
10. Concurrence du gouvernement fédéral sur l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre provinciale et municipale	La rencontre avec monsieur Norman MacMillan, député de Papineau et ministre responsable de la région de l'Outaouais qui se tiendra à compter de 13 h 30, permettra de discuter des enjeux reliés au recrutement et à la rétention des ressources humaines.	Organiser une rencontre afin d'adapter les recommandations aux remarques du ministre.
11. Fonds de soutien aux territoires en difficulté	Monsieur Pierre Ricard mentionne que les professionnels de la Direction régionale du MAMROT ont rencontré la majorité des élus des municipalités dévitalisées en présence des agents ruraux. La période électorale entraînera une pause dans la suite des opérations.	Envoyer la liste des municipalités dévitalisées, le mandat du comité et les objectifs de la formation.
11.1 Comité sur les municipalités dévitalisées	Monsieur Ricard souligne l'importance de désigner des représentants pour le comité sur les municipalités dévitalisées. À ce jour, le MTQ et le MRNF ont soumis des noms. Au sein de	Ces informations ont été envoyées par courriel le 21 octobre 2009.

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
11.2 Formation accompagnateur pour les membres de la CARO	ce comité, les ministères suivants devraient être représentés : MCCCCF, MAPAQ, MDEIE, MELS, MESS, MRNF, MSSS, MSP, MTQ, MDDEP, MFA. Monsieur Ricard précise que le comité se réunira de façon ponctuelle, lorsque la situation l'exigera. Cette formation devrait être offerte aux membres du comité ainsi qu'à un représentant de la CRÉO au début du mois de novembre. Dorénavant, l'approche auprès des municipalités diffère, celles-ci assument le leadership alors que les représentants gouvernementaux l'accompagnent dans ses démarches.	
12. Liste des membres de la CARO	Monsieur Pierre Ricard mentionne qu'une lettre sera envoyée aux membres dont l'absence est régulière aux rencontres de la CARO afin de vérifier leur intérêt à continuer à participer.	Envoyer une lettre aux membres afin de vérifier leur intérêt à siéger à la CARO.
13. Entraide	Monsieur Pierre Ricard souligne qu'il lui sera impossible de continuer à assister aux rencontres de Centraide car, à titre de président de la CARO, il ne peut pas favoriser cet organisme au détriment d'un autre. L'objectif pour cette année, en région, est de 400 000 \$. Concernant la campagne d'Entraide, une sollicitation sera effectuée auprès des employés gouvernementaux lors du mois d'octobre.	
14. Projet de calendrier de réunions de la CARO	Un projet de calendrier pour les rencontres 2009-2010 est déposé pour approbation. Sur proposition de madame Danielle Dubé, dûment appuyée par monsieur Yves Lévesque, il est résolu d'adopter le projet de calendrier, tel que présenté.	
15. Autres sujets 15.1 ACCORD	Monsieur Jeffrey MacHan souligne que la région a identifié deux créneaux d'excellence : production et transformation du bois de type feuillu ainsi que l'industrie de la langue. Pour le premier créneau, la coordination des travaux est assurée par le Réseau des entreprises du secteur du bois de l'Outaouais (RESBO). Pour le deuxième créneau, l'Association de l'industrie de la langue – Language Industry Association (AILIA) est le lieu d'hébergement des principales activités, soit un projet informatique destiné aux traducteurs ainsi que l'attraction d'entreprises étrangères. Monsieur Jeffrey MacHan mentionne que le Grand rendez-vous des créneaux d'excellence aura lieu le 27 octobre 2009 en présence de monsieur Clément Gignac, ministre du	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et des présidents des créniaux des différentes régions du Québec.	

Rédigé par Yvan Moreau, secrétaire de la CARO
Octobre 2009

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS
COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 30 NOVEMBRE 2009**

Édifice Jos Montferrand

Salle RC-700 A et B, 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M ^{mes}	Gendron, Claire	MESS
	Mainguy, Florence	MFA
	Perreault, Viviane	MCCCF
	Pied, Marie-Danielle	SQ
	Viel, Réjeanne	MRQ
MM.	Bisson, Michel	Services Québec
	Dubreuil, Marc	MDDEP
	MacHan, Jeffrey	MDEIE
	Ricard, Pierre	MAMROT

ÉTAIENT ABSENTS :

M ^{mes}	Barbeau, Diane	MSP
	Carignan, Sonia	MTOUR
	Chrétien, Cécile	OPHQ
	Fortuna, Christina	CSST
	Fradette, Anne	MRI
	Gonthier, Hélène	CSPQ
	Ménard, Suzanne	MICC
MM.	Benoît, Jean	MRNF
	Céré, Jean-Bernard	SIQ
	Côté, Pierre	CNT
	Gamache, Alain	MRQ
	Germain, Denis	Services correctionnels
	Hébert, Jean	CRÉO
	Lance, Stéphane	SSSS
	Lévesque, Yves	MAPAQ
	Paré, Pierre	MELS
	Richer, Pierre	IQ
	Shaneen, Maroun	MTQ
	Turcotte, Gilles	Services judiciaires
	Vaillancourt, Dominic	MELS

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Mot de bienvenue	À 8 h 45, le président de la CARO, monsieur Pierre Ricard, souhaite la bienvenue aux membres de la CARO.	
2. Adoption de l'ordre du jour	Sur proposition de madame Viviane Perreault, dûment appuyée par madame Claire Gendron, il est unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour, tel que présenté.	
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 21 septembre 2009	Il est unanimement résolu d'adopter le compte rendu, tel que présenté.	
4. Rapport et suivi du président 4.1 Élections municipales 2009 4.2 Occupation du territoire 4.3 Entente spécifique portant sur l'économie sociale 4.4 Ressources humaines à la Direction régionale 4.5 Ruralité	Monsieur Pierre Ricard mentionne que les dernières élections municipales ont entraîné l'arrivée de plusieurs nouveaux maires et conseillers. Une réflexion est présentement en cours au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire sur ce sujet. On souhaite notamment préciser l'action de l'ensemble des intervenants présents sur le territoire. Des consultations auprès des partenaires régionaux pourraient également avoir lieu. Le ministre souhaite le dépôt d'un projet à l'automne 2010. La nouvelle mouture de la <i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> devrait être adoptée en décembre 2010. Il est possible qu'une nouvelle approche soit préconisée lors de la révision des schémas d'aménagement et de développement. Les travaux ont débuté en octobre en présence de la CRÉO et de plusieurs partenaires régionaux. Ceux-ci devraient se poursuivre en décembre. Monsieur Ricard souligne que 2 postes sont présentement disponibles à la Direction régionale. Des offres d'affectation et de mutation seront affichées dans les prochaines semaines. Monsieur Laurent Lessard, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a procédé à l'annonce de trois projets en région le 20 novembre	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	dernier, dont les deux derniers laboratoires ruraux.	
4.6 Saines habitudes de vie	Monsieur Ricard souligne qu'un comité régional prépare actuellement un projet afin de répondre à un appel de projets de la Fondation Chagnon. Une somme de 100 000 \$/année pour 2 ans est dédiée à la région. La clientèle visée est les jeunes âgés entre 0 et 17 ans. Par ailleurs, une somme de 1,2 M\$ est réservée à la région dans le cadre du programme Québec en forme.	
4.7 Fonds de soutien aux territoires en difficulté	Les contrats pour la deuxième génération ne sont toujours pas signés, la Direction régionale est en attente du bilan des premiers contrats avant de poursuivre les démarches. Quant au Fonds d'aide aux municipalités mono-industrielles (FAMM), géré par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), la totalité du Fonds a été dépensée dans la MRC de Papineau alors qu'il reste respectivement 80 % et 100 % pour la MRC de Pontiac et pour La-Vallée-de-la-Gatineau. Ce fonds est doté d'une enveloppe de 750 000 \$. Par ailleurs, il n'est pas possible de transférer ce fonds d'une MRC à une autre.	
4.8 Rétention et attraction de la main-d'œuvre	Monsieur Pierre Ricard mentionne que, suite à la rencontre avec monsieur Norman Macmillan, député de Papineau et ministre responsable de la région de l'Outaouais, il est nécessaire de redémarrer les travaux du comité. Sur proposition de madame Viviane Perreault, dûment appuyée par monsieur Marc Dubreuil, il est résolu de nommer les ministères et organismes suivants en tant que membre du comité : MESS, CRÉO, MELS, CSPQ, MAMROT, MICC, MRQ et MRNF.	Les ministères et organismes suivants siégeront au Comité sur la rétention et l'attraction de la main-d'œuvre : MESS, CRÉO, MELS, CSPQ, MAMROT, MICC, MRQ et MRNF.
4.9 Pandémie de la grippe A (H1N1)	Selon une directive du Conseil du Trésor, tous les ministères doivent identifier du personnel advenant une demande d'aide de l'Agence régionale de santé et de services sociaux.	
4.10 Départ de madame Danielle Dubé, directrice régionale du MCCCCF	Il est unanimement résolu de remercier madame Dubé pour sa contribution aux travaux de la CARO.	
4.11 Bulletin – Pacte pour l'emploi	Madame Claire Gendron mentionne que ce document est produit par le réseau des centres locaux d'emploi de l'Outaouais et qu'il sera dorénavant acheminé aux membres de la CARO.	
5. Comité économique de la	Monsieur Jeffrey MacHan mentionne qu'une rencontre du comité est prévue cet après-midi	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
CARO	et il fait une présentation de la situation de l'usine Papiers Fraser à Thurso. Il souligne également que le projet d'Organisme régional de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF) a été déposé dernièrement au MDEIE et que la région est présentement en attente d'une décision du Conseil du Trésor.	
6. Rapport du directeur général de la CRÉO	Monsieur Jean Hébert étant absent, ce point est reporté à la prochaine réunion.	
7. Planification stratégique – MRC des Collines-de-l'Outaouais	Monsieur Hugues Dupuy, directeur général du Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais, présente les grandes orientations du prochain Plan d'action local pour l'économie et l'emploi et souligne l'importance de participer à la rencontre du 2 décembre prochain.	
8. Commissions de la CRÉO – résumé des représentants de la CARO	Développement économique et Emploi Monsieur Jeffrey MacHan mentionne que le tableau de bord offre l'opportunité de suivre l'évolution des dossiers et que le développement du dossier identitaire préoccupe présentement les membres de la commission. Protection de l'environnement, aménagement du territoire et transport Lors de la rencontre du mois de septembre, un redécoupage des zones des bassins versants a été effectué, soit le bassin versant La Lièvre, Rivière Rouge et des Sept. Une révision du plan d'action 2009-2010 a été faite en novembre. Un budget est réservé à même le FDR pour des appels de projets. Il est question de 100 000 \$ pour 2009-2010, 80 000 \$ pour 2010-2011 et 60 000 \$ pour 2011-2012. Trois projets ont aussi été approuvés lors de cette réunion dont un visant le développement d'un outil de sensibilisation pour la connaissance des algues envahissantes. Culture, loisir, sport Le plan d'action a été déposé alors que plusieurs discussions ont eu lieu relativement aux ententes spécifiques, aux ressources disponibles dans les MRC ainsi que la confirmation d'un volet culturel lors des prochains Jeux du Québec. Aucun suivi n'est fait pour les autres commissions.	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
9. Autres sujets	Aucun sujet n'est ajouté.	
Fin de la réunion à 11 h 20		

Rédigé par Yvan Moreau, secrétaire de la CARO
Janvier 2010

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de l'Outaouais du 8 février 2010 n'est pas disponible.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



Le 24 avril 2009 de 9 h 30 à 16 h
Centre de congrès de Rouyn-Noranda
Salle La Papetière (#1)

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR
9 h 30	1. Ouverture de la rencontre
9 h 35	2. Examen de l'ordre du jour
9 h 40	3. Retour sur la rencontre du 31 janvier 2008
10 h 00	4. Information du Secrétariat aux affaires autochtones 4.1 Situation générale de l'algonquinie et état des discussions avec les communautés 4.2 État des lieux - Kitcisakik 4.3 Question métisse au Québec
12 h 00 à 13 h 00 DÎNER SUR PLACE	
13 h 00	5. Stratégie d'intégration en emploi en faveur des Premières Nations (projet pilote)
13 h 30	6. Les relations des membres avec les communautés autochtones – Tour de table
15 h 15	7. Identification des besoins de formation des membres et de leur équipe
15 h 30	8. Suivis à apporter à la présente rencontre
15 h 45	9. Autres affaires 9.1 9.2
16 h 00	10. Fin de la rencontre

Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

Présences confirmées - rencontre du 24 avril 2009

MINISTÈRE OU ORGANISME	NOM DU RESPONSABLE	PRÉSENT(E)
Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	Desgagnés, Nicole	☒
	Viennay, Annie	☒
Commission de la construction du Québec	Yergeau, Yvon	☒
	Gameau, Edith	☒
Conférence régionale des élus	Rioux, Martine	☒
Conseil du statut de la femme	Marcoux, Marie-Josée	☒
Emploi Québec	Rioux, Francis	☒
	Huot, Rachel	☒
Hydro-Québec - Direction régionale La Grande Rivière	Dignard, Nathalie	☒
	Duquette, Luc	☒
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Blodéau, Louise	☒
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	Duhaime, Monik	☒
	Perreault, Chantal	☒
Ministère de la Justice - Services judiciaires	Plante, Diane	☒
Ministère de la Sécurité publique - Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	Viger, Jacques	☒
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Moffet, Denis	☒
	Laforge, Gracia	☒
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Drolet Yves	☒
	Bélisle, Luc	☒
	Bouzid, Imed	☒
Ministère des Transports	Belanger, Yvon	☒

MINISTÈRE OU ORGANISME	NOM DU RESPONSABLE	PRESENT(E)
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Direction de l'analyse et de l'expertise régionale et des études économiques	van de Walle, Edith	☒
	Guimond, Danielle	☒
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Quintal, Gilles	☒
Office québécois de la langue française	Néveu, Claude	☒
Régie du bâtiment du Québec	Lapointe, Yves	☒
	Lebuis, Michel	☒
Services Québec	Lecours, Claude	☒
	Gagné, Lise	☒

INVITÉES - INVITÉS

Pierre Corbeil	Ministre responsable des Affaires autochtones	☒
	Ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec	☒
Aline Sauvageau	Bureau du ministre Pierre Corbeil	☒
Kesserwan, Karina	Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	☒
Charter, Mélanie	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	☒
Bourgeois, Martin	Secrétariat aux Affaires autochtones	☒
Latour, Chantal	Secrétariat aux Affaires autochtones	☒
Lacasse, Johanne	Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations	☒

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Compte rendu de la rencontre spéciale sur les affaires autochtones
Centre de congrès Rouyn-Noranda – 24 avril 2009

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S	
Bélanger Yvon	Ministère des Transports
Perreault, Chantal	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Riou, Francis Huot, Rachel	Emploi-Québec
Bélisle, Luc Drolet, Yves	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Quintal, Gilles	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Rioux, Martine	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Desgagnés, Nicole Vienney, Annie	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs – Direction de l'analyse et de l'expertise régionales Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Neveu, Claude	Office de la langue française
Yergeau, Yvon Gameau, Édith	Commission de la construction du Québec
Dignard, Nathalie Duquette, Luc	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Lapointe, Yves Lebuis, Michel	Régie du bâtiment du Québec

ÉTAIENT INVITÉ(E)S	
Bourgeois, Martin	Secrétariat aux affaires autochtones – Direction des relations et du suivi des ententes
Latour, Chantal	Secrétariat aux affaires autochtones – Direction des relations et du suivi des ententes
Lacasse, Johanne	Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec
Kesserwan, Karina	Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones
Chartier, Mélanie	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

1. OUVERTURE DE LA RENCONTRE

M. Denis Moffet souhaite la bienvenue et mentionne que le but de la rencontre est d'échanger de l'information concernant les relations entre les ministères et les différentes communautés autochtones.

Il invite chaque participante et participant à se présenter.

Pour cette rencontre spéciale, le Secrétariat aux affaires autochtones est représenté par M^{me} Chantal Latour et M. Martin Bourgeois de la Direction des relations et du suivi des ententes.

2. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR

M. Moffet fait lecture du projet d'ordre du jour. Celui-ci est accepté sans modification et demeure ouvert.

3. RETOUR SUR LA RENCONTRE DU 31 JANVIER 2008

M. Moffet effectue un bref survol des différents sujets abordés lors de la rencontre spéciale du 31 janvier 2008 et fait les suivis concernant la mise en place d'un comité gouvernement et CRÉ pour soutenir et accompagner la communauté de Kitcisakik, la constitution d'un comité de travail chargé d'identifier les besoins des directions régionales en questions autochtones et l'organisation d'une rencontre portant sur les problématiques spécifiques au Nord-du-Québec. M. Moffet mentionne que le départ de M^{me} Johanne Lacasse, responsable du dossier autochtone à la CRÉ, ainsi que différents éléments de contexte l'ont amené à retarder la mise en place des comités. Toutefois, avant le départ de M^{me} Lacasse, une vingtaine de sessions de sensibilisation à la réalité autochtone ont été offertes à différents partenaires.

4. INFORMATION DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Martin Bourgeois indique que depuis décembre 2008, il a repris les dossiers M. François-Xavier Perron-Maranda qui était, jusqu'à cette date, responsable de l'Abitibi-Témiscamingue. Il est principalement affecté aux dossiers touchant la Nation algonquine alors que M^{me} Chantal Latour est assignée aux dossiers touchant les autochtones hors réserve et les autres communautés telles que les Abénaquis, les Malécites, les Hurons et autres. M^{me} Latour traite également de la question métisse au Québec.

4.1 Situation générale de l'algonquie et état des discussions avec les communautés

M. Bourgeois donne quelques informations de base concernant neuf communautés algonquines. Sept d'entre elles sont localisées en Abitibi-Témiscamingue et deux dans l'Outaouais (Lac Barrière et Kitigan Zibi).

Situation générale de l'algonquinie

▪ Population

Avec une population de près de 9 500 personnes (résidents et non résidents), la nation algonquine est la 4^e nation en importance après les Mohawks, les Inuits et les Cris. (données 2007). En 2007, l'Abitibi-Témiscamingue comptait 6 169 résidents et non résidents.

▪ Langue

En région, les trois communautés utilisant le français sont : Lac-Simon, Pikogan et Kitcisakik. Les autres communautés utilisent l'anglais.

▪ Territoire

Six des neufs communautés bénéficient d'une réserve dont quatre sont situées en Abitibi-Témiscamingue : Timiskaming, Eagle Village, Lac-Simon, Pikogan.

Les trois communautés vivant sur des établissements sont situées en Abitibi-Témiscamingue : Winneway, Kitcisakik et Wolf Lake.

Cinq des communautés sur réserve, dont quatre en région, souhaitent (ou sont en processus de) modifier leur territoire : Timiskaming, Kipawa, Lac-Simon et Pikogan.

▪ Indice de bien-être de la collectivité (IBC) pour les régions du Québec

Le plus récent indice est de 2001 et a été élaboré par le Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC). Il combine les indicateurs suivants : revenu, degré de scolarité, participation au marché du travail, situation du logement.

L'IBC moyen pour les communautés autochtones des autres collectivités québécoises était, en 2001, de 0,79. En Abitibi-Témiscamingue, Wolf Lake a un indice identique à la moyenne québécoise, toutes les autres communautés ont un indice inférieur à l'indice moyen. Les communautés dont l'indice est le plus faible sont Winneway (0,60), Lac-Simon (0,56) et Kitcisakik (0,35).

▪ Représentation

La nation est politiquement divisée. Les communautés sont représentées par deux conseils tribaux : Le Secrétariat de la nation algonquine (SNA) et le Conseil de la nation algonquine (CNA).

Le CNA est constitué de Winneway, Kipawa, Pikogan, Lac-Simon, Kitcisakik et de Kitigan Zibi (Outaouais) et Wahgoshig (Ontario).

Le SNA est formé par Timiskaming, Wolf Lake et momentanément Lac-Barrière.

Le principal point de litige entre les communautés repose sur le chevauchement des prétentions territoriales, ce qui rend difficile la délimitation des zones de chasse et de lignes de trappe. De plus, la grande disparité entre les niveaux de vie ainsi que la dimension linguistique accroissent la fragmentation.

Le gouvernement du Québec veut favoriser un rapprochement politique avec la nation. Les ententes spécifiques font partie des outils de rapprochement. À ce jour, l'Abitibi-Témiscamingue a bénéficié d'une première entente et la deuxième chemine pour signature des différents partenaires.

Le gouvernement contribue aussi au développement socioéconomique des communautés en mettant à leur disposition des fonds dont les soldes sont parfois importants :

- Fonds de développement pour les autochtones (FDA) – Fonds visant à mettre en place les conditions facilitant le développement économique des communautés;
- Fonds d'initiatives autochtones (FIA) – Fonds constitué de plusieurs enveloppes distinctes dont une visant le soutien à la consultation;
- Programme d'aide pour embauche de coordonnateurs en sport, loisir et implication communautaire – Toutes les communautés algonquines bénéficient de ce programme.

Les principales difficultés entourant les mécanismes de consultation sont discutées avec les représentants du SAA.

- État des discussions par communauté située en Abitibi-Témiscamingue, à l'exception de Kitcisakik
 - *Winneway* : Les signatures d'une entente-cadre et de lettres d'entente en 2008 ont permis de réaliser des progrès, notamment en formation de la main-d'œuvre et en développement économique. Toutefois la problématique de la participation à la gestion des ressources naturelles demeure. La question portant sur l'assise territoriale est en attente de la communauté et les négociations concernant le projet d'entente policière tripartite sont arrêtées en raison de contraintes budgétaires et de juridiction.
 - *Timiskaming* : La reconnaissance du titre aborigène semble moins préoccupante. En ce qui a trait à la cohabitation des territoires de la réserve et de la municipalité de Notre-Dame-du-Nord, la communauté semble vouloir récupérer certains lots du bloc Z sans aborder la question de la route 101. Le CHSLD situé sur la réserve est toujours aux prises avec une problématique de financement.
 - *Lac-Simon* : La situation sociale et politique de cette communauté est préoccupante. La destitution du chef a amené beaucoup d'instabilité. Une demande de protection doit être faite pour ajouter des terres à la réserve. La négociation d'une entente-cadre a échoué parce que les montants alloués sur l'harmonisation forestière, le soutien aux trappeurs, les compensations et le fonctionnement d'un département des ressources naturelles ont été jugés insuffisants. Un projet est en attente d'un engagement de la communauté au chapitre du développement économique et de l'évaluation de la mise en place d'une maison pour personnes âgées dans le cadre du FIA.
 - *Pikogan* : La création possible d'une dixième communauté crie près de Pikogan fait planer une menace sur la communauté où habitent également de nombreux cris. Une entente-cadre a été signée en 2000. Sur une période de 10 ans, la réserve a triplée sa superficie. Le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador a dénoncé l'absence de consultation auprès des algonquins avant la conclusion de l'entente spécifique sur le développement durable des ressources en eau souterraine. À la suite de cette dénonciation, la communauté de Pikogan a été invitée à siéger au comité de suivi de l'entente.
 - *Eagle-Village/Kipawa* : Le dossier d'agrandissement de la réserve progresse bien. La signature en 2008 d'une entente dans le cadre du Fonds de développement pour les autochtones (FDA) a ouvert de nouvelles perspectives à la communauté. Les projets hydroélectriques Kipawa et Tabaret mobilisent la communauté. Celle-ci s'oppose fortement au projet Tabaret. Le chef ayant quitté ses fonctions, la communauté sera en élection en juin 2009.
 - *Wolf-Lake/Hunter's Point* : Cette communauté est un établissement où ne vivent qu'une fraction des membres de la communauté. Un projet de sylviculture générateur de crédit de carbone est actuellement en discussion avec le SAA. La communauté a reçu 120 000 \$ du Fonds d'initiative autochtones pour soutenir la consultation. La communauté s'oppose elle aussi fortement au projet Tabaret d'Hydro-Québec.

4.2 État des lieux – Kitcisakik

Cette communauté est la plus pauvre au Québec, sa situation particulière lui donne une visibilité et une résonance internationale. Québec, en collaboration avec Ottawa, soutient plusieurs projets visant à améliorer les conditions de vie de la communauté.

Le Québec a fait connaître au conseil de bande son intention de transférer 3 km de terres publiques au gouvernement fédéral dans le but de constituer une réserve sur laquelle serait érigé le futur village. Le gouvernement fédéral étudie présentement différents sites qui puissent répondre aux exigences techniques pour l'établissement d'une communauté de manière durable. L'option de la Baie-Parker soulève par ailleurs certaines interrogations.

Les relations entre le SAA et Kitcisakik sont particulièrement bonnes et soutenues.

M^{me} Annie Vienney de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue mentionne un certain progrès social grâce aux différentes mesures retenues par la communauté.

4.3 Question métisse au Québec

M^{me} Latour présente la situation concernant cette question. En préambule, elle souligne que l'identité métisse, au sens de peuple, est un phénomène plutôt récent et précise que :

- la notion de « peuple métis » réfère à un mode de vie
- le terme « métissage » réfère davantage à la présence d'autochtones dans la généalogie d'un individu.

Elle commente l'historique de la situation actuelle :

- 1982 – L'article 35 de la Constitution canadienne reconnaît les Indiens, les Inuits et les Métis.
- 1986 – La loi C-31 modifie la dynamique identitaire des différents groupes existants.
- 1996 – La Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones, créée après la crise d'Oka, vise à apporter une réponse aux problèmes autochtones.

2003 – Le Jugement Powley établit les critères déterminant le statut de métis :

- Le demandeur doit s'identifier comme membre de la communauté métisse;
- Le demandeur doit faire la preuve de l'existence de liens ancestraux avec une communauté métisse historique;
- Le demandeur doit prouver qu'il est accepté par la communauté actuelle dont la continuité avec la communauté historique constitue le fondement juridique du droit revendiqué.

Ce dernier jugement est à l'origine de l'effervescence que connaît le Québec en ce qui a trait aux revendications des groupes « métis », appelées « communautés » ou « clans ».

M^{me} Latour ajoute que le vocable « Métis », à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, ne vise pas toutes les personnes d'ascendance mixte indienne et européenne, mais plutôt des peuples distincts qui, en plus de leur ascendance mixte, possèdent leurs propres coutumes. Qui plus est, ce groupe doit faire la démonstration de la continuité historique de son existence.

Elle souligne l'importance de connaître ces critères pour éviter de commettre des impairs dans le traitement des dossiers et rappelle qu'aucune communauté ou organisation au Québec n'a obtenu, à ce jour, la reconnaissance « métisse ».

Le Québec compte près d'une centaine d'organisations (provinciales, régionales et locales) dites métisses. Leur présence est marquée dans les régions ressources et ces dernières se divisent en deux types : celles prétendant représenter les « Autochtones hors réserve » et les autres déclarant représenter les « Métis ». À quelques exceptions près, leur composition est la même et les membres sont des citoyens d'ascendance mixte recrutés au cours des dernières années.

Les organisations dites métisses réclament :

- La reconnaissance d'un statut de métis au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle canadienne (1982);
- Des droits et privilèges (chasse et pêche, fiscalité, ressources naturelles, territoires ancestraux);
- Une aide de l'État (logement, subsides divers).

En Abitibi-Témiscamingue, lors du recensement 2006, la population s'identifiant comme « Métis » s'élevait à 920 personnes. Cette donnée ne doit toutefois pas être considérée comme complète. Selon les organisations dites « métisses », le nombre de personnes qu'elles représentent est beaucoup plus important.

M^{me} Latour conclut en présentant les orientations du gouvernement :

- 1- Le gouvernement du Québec reconnaît certes que de nombreux citoyens québécois sont d'ascendance mixte, mais il ne reconnaît pas, à ce jour, la présence sur son territoire de communautés historiques métisses au sens de Powley.
- 2- Tous les Québécois ont le droit de se doter des organisations qu'ils estiment nécessaires à la défense de leurs intérêts. C'est la liberté d'association.
- 3- Cependant, le gouvernement du Québec ne peut développer des projets avec ces groupes s'ils disent agir au nom de communautés métisses historiques, pour la raison que l'existence de celles-ci n'a toujours pas été démontrée, aux yeux du gouvernement.
- 4- En conséquence, aucun M/O du gouvernement du Québec ne devrait fournir de l'aide ou développer des projets avec des groupes affirmant agir au nom de Métis ou de communautés métisses.
- 5- Néanmoins, le Québec n'exclut pas d'octroyer un jour cette reconnaissance si la démonstration formelle était faite, hors de tout doute, de la présence sur son territoire de communautés répondant de manière irréfutable aux critères de Powley.
- 6- Pour le moment, il importe que le gouvernement du Québec prenne toutes les dispositions nécessaires pour se défendre au tribunal devant les recours des organisations dites métisses par souci de cohérence.
- 7- Il importe de préciser que les membres des organisations dites métisses ont droit aux services offerts à l'ensemble de la population québécoise.
- 8- Enfin, il n'existe, pour le gouvernement du Québec, aucune obligation constitutionnelle de consulter les organisations prétendant représenter des Métis. Les jugements Taku River et Haïda n'ont ici aucune incidence.

À la suite de cette présentation, la question suivante est posée : *Dans un formulaire d'emploi, si une personne déclare être « autochtone », doit-on prendre pour acquis que cette personne est autochtone?* M^{me} Latour souhaite faire quelques vérifications avant de répondre à cette question.

5. STRATÉGIE D'INTÉGRATION EN EMPLOI EN FAVEUR DES PREMIÈRES NATIONS (PROJET PILOTE)

M^{me} Johanne Lacasse, coordonnatrice du Centre de services urbains de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, est invitée à présenter la Stratégie d'intégration en emploi en faveur des Premières Nations de l'Abitibi-Témiscamingue.

M^{me} Lacasse rappelle que la mise en place de la Stratégie d'intégration en emploi permet de concrétiser un engagement pris par l'Assemblée des Chefs des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) et le gouvernement du Québec lors du Forum socioéconomique des Premières Nations tenu en 2006. L'implantation de cette stratégie se fait à titre exploratoire dans seulement deux régions du Québec, soit la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue. M^{me} Lacasse souligne que l'Abitibi-Témiscamingue a toujours été une région modèle en ce qui a trait aux initiatives de rapprochement avec les Premières Nations.

Elle indique qu'en Abitibi-Témiscamingue, la ville de Val-d'Or compte le plus grand nombre de personnes ayant une origine autochtone (805) suivie de Rouyn-Noranda (770) et de Témiscaming (325). La ville de Senneterre compte pour sa part quelque 235 personnes ayant cette origine, soit une trentaine de plus que la Sarre. Enfin, à Malartic et Amos, 200 personnes ont déclaré une identité autochtone alors qu'on en retrouve plus d'une centaine à Notre-Dame-du-Nord et Barraute. Elle précise que la population autochtone de la région est relativement jeune. Les moins de 15 ans composent le tiers de la population alors que cette part n'est que de 18 % chez les non-autochtones. Par ailleurs, parmi les autochtones de la région qui ont entre 15 et 24 ans, 78 % ne disposent d'aucun certificat, diplôme ou grade, ce qui est pratiquement deux fois plus que le taux prévalant parmi la population non-autochtone (43 %).

Les enjeux pour la main-d'œuvre des Premières Nations sont importants. La population jeune représente 50 % de la population des Premières Nations et le taux de sans emploi est de 49 %. Il faudra accroître le financement pour préparer la clientèle autochtone à intégrer le marché du travail, accroître les investissements dans le développement économique des Premières Nations afin de créer des emplois durables et développer des programmes visant la rétention en emploi. Enfin, la méconnaissance des employeurs en ce qui a trait à la culture autochtone demeure un obstacle important à l'intégration en emploi.

Les éléments à l'origine de la stratégie sont les suivants :

- Vision : Atteindre la parité d'emploi avec la société québécoise.
- Mission : Accentuer le développement du marché du travail des sociétés des Premières Nations.
- Objectif : Établir des relations de travail avec les acteurs du marché du travail afin de faciliter la formation et le placement des citoyens des Premières Nations quel que soit leur lieu de résidence.

Pour ce faire, plusieurs cibles ont été définies :

- Développer, valider et implanter une stratégie d'intégration et de rétention en emploi, particulièrement pour les jeunes, de manière à accroître le nombre d'emplois pour les autochtones de l'Abitibi-Témiscamingue (sur et hors réserve);
 - Moyen : mobilisation et concertation des intervenantes et intervenants de la région autour de la stratégie;
- Soutenir les actions pour assurer l'actualisation des engagements du forum socioéconomique;
 - Moyen : représentation dans les instances oeuvrant en développement de l'employabilité et en développement régional;
- Valoriser les initiatives permettant aux membres des Premières Nations d'occuper des emplois gratifiants en reconnaissant les aspirations des autochtones;
 - Moyen : sessions d'information aux partenaires et employeurs visant à faire connaître les réalités et les défis en matière d'exclusion sociale de la clientèle autochtone;
- Démystifier et valoriser les connaissances, les valeurs et les façons de faire respectives afin de mieux saisir les réalités exprimées et vécues par chacun et chacune;
- Établir et créer des partenariats pour l'implantation d'entreprises d'insertion en emploi (économie sociale);

- Élaborer des indicateurs d'évaluation afin de s'assurer de la réussite de la stratégie d'intégration en emploi;
- Sensibiliser les leaders politiques et économiques à l'importance d'investir dans le développement des ressources humaines des Premières Nations;
- Favoriser la scolarisation de la population autochtone de l'Abitibi-Témiscamingue à tous les niveaux : formation générale, professionnelle, universitaire;
- Développer et soutenir des projets d'études supérieures répondant aux besoins de la population autochtone;
- Accroître le nombre de travailleurs accrédités sur le marché du travail dans les secteurs des mines, de la forêt et de la construction.

La mise en œuvre de la Stratégie nécessite d'établir et de développer une relation de confiance entre les organismes/instances des Premières Nations et la communauté locale/régionale afin de partager les expertises.

6. LES RELATIONS DES MEMBRES AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES – TOUR DE TABLE

MRNF

- Le ministère est interpellé dans tout ce qui touche les questions autochtones ce qui entraîne une responsabilité accrue pour les chefs d'unité de gestion, responsabilité qui dépasse largement un rôle normal de gestion. Il serait intéressant de mieux définir les responsabilités de chaque ministère.
- En ce qui a trait aux activités de chasse et de pêche, dans certains cas, la cohabitation entre les autochtones et les non-autochtones est difficile, les interventions des agents de la faune deviennent complexes.

CSF

- Les portraits régionaux qui seront déposés en novembre comprendront une section présentant des données sur les femmes autochtones.
- Quelques études portent sur la participation des femmes autochtones à la gouvernance.

OLQ

- Les réserves ne sont pas assujetties à la Charte de la langue française.
- Une expérience de francisation a été réalisée avec un groupe de jeunes inuits (20 à 30 ans) qui ont été invités à suivre un cours en immersion à Montréal dans le cadre d'un projet piloté par Mine Raglan. Quatorze des seize jeunes ont été embauchés par Mine Raglan.

MCCCF

- Le ministère entretient des relations harmonieuses avec les communautés.
- Des projets présentés par des communautés ou des autochtones sont actuellement financés par le MCCCF.

CCQ

- Les autochtones ont rarement la scolarité requise pour accéder à l'industrie de la construction.
- Un centre national de formation professionnelle devrait être annoncé prochainement. La région est mise à contribution pour constituer des groupes de 24 personnes.

EQ

- Emploi-Québec est en relation avec les communautés dans le développement des ressources humaines. Elle tient compte de cette clientèle dans les stratégies d'emploi et est signataire de l'entente spécifique concernant le rapprochement avec les communautés.
- L'offre de services d'EQ comprend l'aide et l'accompagnement et ces services peuvent être modulés selon les besoins.

MDDEP

- Le processus de consultation du MDDEP est en place. Un mécanisme a été établi pour déterminer les projets devant faire l'objet d'une consultation.
- Les projets de barrages suscitent beaucoup de questionnements.
- Le ministère relève des besoins criants de formation en ce qui a trait à la gestion de l'eau potable, des eaux usées et la gestion des matières résiduelles.
- Il est souhaitable que soit valorisé ce type d'emploi, principalement en ce qui a trait à la gestion de l'eau potable, et que soit favorisé l'embauche et le maintien en emploi, dans les communautés, des personnes qui ont été formées.

ASSSAT

- Dans les réserves, le dossier Santé et services sociaux relève du fédéral.
- Le roulement de personnel dans certaines communautés est un problème majeur.
- Cinq projets sont actuellement en cours dans les communautés :
 - Kipawa Eagle Village : soins à domicile, soirs et fins de semaine, service complet.
 - Winneway : toxicomanie et dépendance.
 - Témiskaming First Nation : amélioration du service de 1^{re} ligne.
 - Secrétariat de la nation algonquine : en collaboration avec l'UQAT, formation à l'intention du personnel de la santé sur la réalité autochtone.
 - Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or : projet pilote avec le CSSS pour les autochtones en milieu urbain.
- Beaucoup d'efforts sont mis sur le rapprochement avec les communautés, toutes les informations sont traduites pour les communautés anglophones.

RBQ

- Les démarches avec les communautés sont embryonnaires.
- Une première rencontre a eu lieu avec des représentants de la Nation crie.
- La Régie a participé à une conférence du Secrétariat aux alliances économiques.
- Un premier contact a été fait pour avoir accès aux réserves pour les aspects de qualité et de sécurité.
- À ce jour, les Cris ont exprimé une grande volonté de s'associer, les modalités de fonctionnement ont été arrêtées.
- Les ministères à interpeller seront éventuellement identifiés.

HQ

- Trois conseillers aux affaires autochtones.
- Les liens sont dans les enjeux de cohabitation.
- Hydro-Québec est très interpellé par la situation de Kitcisakik.
- La division « distribution » dispose d'un guichet unique à l'intention de la clientèle autochtone. Le centre d'appel est localisé à Rouyn-Noranda et le service est offert par des personnes connaissant la réalité autochtone.

MTQ

- Pikogan a demandé de travailler l'entrée sur la route 109, ce projet sera finalisé prochainement.
- Au Lac Simon, l'entente concernant la réfection de la route d'accès est en élaboration. Le ministère a confié la maîtrise d'œuvre au conseil (devis et entrepreneur). Le projet chemine très bien et devrait se réaliser en 2010.

SÉCURITÉ CIVILE

- La Sécurité civile n'intervient pas dans les communautés algonquines.
- Collabore avec le fédéral à la préparation d'un plan d'évacuation pour les Cris et avec les municipalités appelées à les accueillir en mesure d'évacuation.
- Préparation de plans de mesures d'urgence

CRÉ

- La deuxième entente spécifique est davantage centrée sur une stratégie d'emploi.
- Le Forum jeunesse est très préoccupé par la situation des jeunes autochtones. Beaucoup de tentatives de rapprochement ont eu lieu.

MAMROT

- Les municipalités ont souvent des ententes avec les communautés.
- Le ministère sert à l'occasion de médiateur dans des dossiers ou projets touchant les municipalités et les MRC (ex. Projet Tabaret).
- Problèmes environnementaux ou de santé tels que les fermetures de dépôts en tranchée dans certaines municipalités où les communautés utilisaient le service.
- Dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité, Kitcisakik a déposé un projet de produit de spécialité.
- Les mesures concernant les municipalités dévitalisées ne touchent pas les communautés, toutefois, dans certains cas, les communautés ont été invitées à titre d'observateur.

7. IDENTIFICATION DES BESOINS DE FORMATION DES MEMBRES ET DE LEUR ÉQUIPE

M^{me} Martine Rioux indique que la session de sensibilisation sur la réalité régionale et algonquine, préparée par la CRÉ, pourrait être rendue disponible.

M. Bourgeois mentionne que les conseillers du SAA ont soumis des projets de formation aux autorités et attendent une réponse. Il s'agit de « Autochtonie urbaine » et « Algonquinie ».

Il est mentionné qu'avec la venue du Plan Nord, les besoins de formation sont de plus en plus importants.

Besoins exprimés :

- Connaissance de la réalité autochtone, incluant la dimension culturelle, pour l'ensemble des ministères.
- Aspects juridiques, tenant compte des situations où la prudence s'impose, formation adaptée selon le ministère concerné.

Il est demandé au SAA de vérifier la possibilité que le comité interministériel mis en place pour les questions autochtones identifie les besoins et prépare une formation permettant aux ministères d'intervenir de façon uniforme.

Il est souligné que l'UQAT offre un microprogramme sur la question autochtone et qu'il serait intéressant d'examiner si celui-ci peut répondre à certains besoins. Il sera demandé à M^{me} Julie Lefevre de faire les vérifications qui s'imposent à ce sujet.

8. SUIVIS À APPORTER À LA PRÉSENTE RENCONTRE

Les membres souhaitent que soit organisée annuellement une rencontre d'échanges sur différentes thématiques, notamment les grandes conventions : Paix des braves, Convention de la Baie James, etc.

Il est suggéré que les ministères de la région alimentent le SAA et le fédéral pour qu'une décision soit enfin prise dans le projet de Kitcisakik. M^{me} Latour précise qu'une consultation a été faite auprès de la communauté et que celle-ci est intéressée à recevoir des appuis. Il faut toutefois déterminer la façon de faire. Le SAA examinera, avec la communauté, les besoins à cet effet.

Devant la volonté exprimée d'aider le gouvernement à prendre une décision dans ce dossier, M. Moffet propose de convoquer, dans un premier temps, un rencontre des ministères concernés afin de discuter de la question et de convenir des actions à entreprendre.

9. AUTRES AFFAIRES

Aucun sujet n'a été ajouté à l'ordre du jour.

10. FIN DE LA RENCONTRE

L'ordre du jour étant épuisé, la rencontre se termine à 16 h.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du 16 octobre 2009

de 9 h 30 à 15 h 30

Centre de congrès Hôtel Forestel de Val-d'Or - Salle # 4

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption et suivis du compte rendu de la rencontre du 9 janvier 2009		x	Denis Moffet	Joint
9 h 50	4. Adoption et suivis du compte-rendu de la rencontre spéciale du 24 avril 2009		x	Denis Moffet	Joint
10 h 00	5. Échanges avec monsieur Pierre Corbeil, ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec et ministre responsable des affaires autochtones	x		Denis Moffet Ministre Corbeil	
12 h 00	Dîner en présence du ministre Corbeil				
13 h 30	6. Suivis comités de la CAR 6.1 Table économique de la CAR 6.2 Comité sur la régionalisation	x x		Yves Drolet Denis Moffet	
13 h 45	7. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées	x		Denis Moffet	
14 h 00	8. Politique nationale de la ruralité 8.1 Communautés rurales branchées – état de situation 8.2 Laboratoires ruraux (projets) 8.3 Produits de spécialité (projets) 8.4 Tournée de l'OCDE et suites	x		Denis Moffet	Sur place
14 h 15	9. Projet de loi cadre sur l'occupation dynamique des territoires			Denis Moffet	
14 h 30	10. Dossier ressources humaines	x		Denis Moffet Julie Lefebvre	Sur place
14 h 45	11. Points d'information CSPQ	x		Julie Lefebvre	
15 h 10	12. Ententes spécifiques	x		Denis Moffet	Sur place
15 h 15	13. Autres affaires 13.1 13.2				
15 h 25	14. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
15 h 30	15. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

MEMBRES DE LA CARAT

LISTE DES PRÉSENCES

Rencontre du 16 octobre 2009

		OUI	NON
Allard, Mario	Ministère du Revenu - Direction régionale des services à la clientèle des entreprises Nord et Ouest du Québec	☐	☐
Allie, Robert	Office des personnes handicapées du Québec	☐	☐
Beaudin, Christine	Ministère de la Famille et des Aînés	☐	☒
Beauvais, Suzanne	Commission des normes du travail	☐	☐
Belanger, Monique	Commission de la santé et de la sécurité du travail	☐	☐
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	☒	☐
Bouchard, Lucien-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones	☐	☐
Carbonneau, Guy	SAAQ - Service du contrôle routier	☐	☐
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	☒	☐
Courtemanche, Réal R.	SAAQ - Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs	☐	☐
Coutu, Yves	Ministère des Transports	☐	☐
Desfosse, Michel	Hydro-Québec - Direction régionale La Grande Rivière	☒	☐
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec - Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos	☒	☐
Dignard, Nathalie	Hydro-Québec - Direction régionale La Grande Rivière	☒	☐
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique de l'Innovation et de l'Exportation	☒	☐
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	☒	☐
Ebacher, Ghislaine	Ministère de la Justice - Services judiciaires	☐	☒
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	☒	☐
Giroux, Lise	Curateur public	☐	☐
Hannaburg, Daniel	Société d'habitation du Québec	☐	☐
Iraca, Hélène	Ministère du Développement durable de l'Environnement et des Parcs - Centre de contrôle environnemental	☒	☐
Iraca, Jean	Ministère des Transports	☒	☐
Lacroix, Sylvain	Géologie Québec	☐	☐
Laforge, Gracia	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	☒	☐
Lapointe, Marcel	Office de la protection du consommateur	☐	☐
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment	☐	☐
Laveaux, Jean	Investissement Québec	☐	☐

		OUI	NON
Lecours, Claude	Services Québec	☐	☒
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés	☒	☐
Major, Claude	Hydro-Québec - Direction régionale La Grande Rivière	☒	☐
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme	☒	☐
Marquis, Robert	MRNF - Secteur Mines	☒	☐
Maril, Serge	Société des établissements de plein air du Québec - Réserve faunique La Verendrye	☐	☐
Ménard, Suzanne	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	☐	☐
Messier, Sylvie	Ministère de la Sécurité publique - Direction territoriale des services correctionnels	☐	☐
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	☒	☐
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec	☒	☐
Neveu, Claude	Office québécois de la langue française	☐	☒
Pare, Roger	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport - Secteur loisirs et sport	☐	☐
Quesnel, Stéphanie	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	☐	☐
Rioux, Francis	Emploi Québec	☒	☐
Rioux, Martine	Conférence régionale des élus	☐	☒
Santucci, Anacleto	Régie du logement	☐	☐
St-Amour, Lise	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	☐	☐
Ste-Marie, Michel	Régie des rentes du Québec - Service d'enquête de renseignement et d'accueil en région	☐	☐
Ste-Marie, Stéphane	Régie du bâtiment du Québec	☐	☐
van de Walle, Edith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction de l'analyse et de l'expertise régionale et des études économiques	☒	☐
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique - Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	☒	☐
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec	☒	☐

Invité(e)s

Ministre Pierre Corbett		☒	☐
Sauvageau, Aline		☒	☐

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Rencontre du 16 octobre 2009
Hôtel Albert, Salle Raglan
Rouyn-Noranda

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Étaient présent(e)s	
Charland, Line	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Drolet, Yves	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Gingras, Martin	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale du Centre de contrôle environnemental de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Iracà, Jean	Ministère des Transports
Laforge, Gracia	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Langlois, Francis	Investissement Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Marcoux, Marie-Josée	Conseil du statut de la femme
Marquis, Robert	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune – Géologie Québec
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Riou, Francis	Emploi-Québec
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de l'analyse et de l'expertise et des études économiques Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

Étaient invité(e)s	
Ministre Pierre Corbeil	Ministre responsable des affaires autochtones, ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et ministre responsable de la région Nord-du-Québec
Boucher, Johanne	Bureau de comté du ministre Corbeil
Sauvageau, Aline	Bureau de comté du ministre Corbeil

Étaient absent(e)s	
Allard, Mario	Ministère du Revenu – Direction régionale des services à la clientèle des entreprises Nord et Ouest du Québec
Allie, Robert	Office des personnes handicapées
Beaudin, Christine	Ministère de la Famille et des Aînés
Beauvais, Suzanne	Commission des normes du travail
Bélanger, Monique	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Bilodeau, Louise	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Bouchard, Lucien-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones
Carbonneau, Guy	Société de l'assurance automobile du Québec – Service du contrôle routier
Courtemanche, Réal R.	Société de l'assurance automobile du Québec – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs
Dignard, Nathalie	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière

Étaient absent(e)s	
Ébacher, Ghislaine	Ministère de la Justice – Services judiciaires
Giroux, Lise	Curateur public
Hannaburg, Daniel	Société d'habitation du Québec
Lacroix, Sylvain	Géologie Québec
Lapointe, Marcel	Office de la protection du consommateur
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lecours Claude	Services Québec
Major, Claude	Hydro-Québec – Direction régionale La Grande Rivière
Martel, Serge	Société des établissements de plein air du Québec – Réserve faunique La Vérendrye
Ménard, Suzanne	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Messier, Sylvie	Ministère de la Sécurité publique – Direction territoriale des services correctionnels
Montour, Eugène	Société immobilière du Québec
Neveu, Claude	Office québécois de la langue française
Paré, Roger	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, secteur loisir et sport
Quesnel, Stéphanie	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Rioux, Martine	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Santucci, Anacleto	Régie du logement
St-Amour, Lise	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Ste-Marie, Michel	Régie des rentes du Québec
Ste-Marie, Stéphane	Régie du bâtiment du Québec
Viger, Jacques	Ministère de la Sécurité publique – Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet souhaite la bienvenue et souligne la présence de M^{me} Hélène Iracà, nouvelle directrice régionale du Centre de contrôle environnemental.

Il rappelle que le ministre Corbeil sera présent à compter de 10 h. Un tour de table est prévu afin de permettre aux membres de présenter leurs principaux dossiers et, s'il y a lieu, de soumettre à son attention des cas problématiques.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avec l'avis de convocation.

Il est proposé par M^{me} Line Charland, appuyée par M^{me} Monik Duhaime, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

3. ADOPTION ET SUIVIS DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 9 JANVIER 2009

Le compte rendu du 9 janvier 2009 a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M. Jean Iracà, appuyée par M^{me} Édith van de Walle, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu.

Suivis du compte rendu de la CAR du 9 janvier 2009

- Politique d'achats en région : Un tableau a été réalisé afin de recueillir des informations permettant d'établir le volume d'achat potentiel. M^{me} Édith van de Walle indique toutefois qu'elle ne dispose plus des ressources nécessaires pour faire avancer le dossier. M^{me} Marie-Josée Marcoux propose ses services.
- Mise en place d'un comité de partenaires pour soutenir la communauté de Kitcisakik : M. Denis Moffet doit relancer le SAA concernant ce dossier.
- Problématique des coûts élevés des projets d'infrastructure : la situation doit être documentée. Il est suggéré d'identifier des projets concrets et de faire des comparatifs avec les autres régions. Le traitement de ce dossier est confié à la Table économique de la CAR.
- Régionalisation : M. Robert Sauvé a accepté de présenter le dossier à la Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT), toutefois, celle-ci ne s'est toujours pas réunie.

4. ADOPTION ET SUIVIS DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE SPÉCIALE DU 24 AVRIL 2009

Le compte rendu de la rencontre spéciale a été transmis avant la rencontre. Il est proposé par M. Yvon Yergeau, appuyée par M^{me} Édith van de Walle, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

Suivis du compte rendu de la rencontre spéciale de la CAR du 24 avril 2009

- Mise en place d'un comité de partenaires pour soutenir la communauté de Kitcisakik
- Besoins de formation sur la réalité algonquienne : M^{me} Julie Lefebvre a examiné, avec les représentants de l'UQAT et du SAA, les formations disponibles ainsi que celles pouvant être développées. Elle présente les grandes lignes des formations portant sur l'intervention (dynamiques et différences), les aspects politiques et juridiques, les enjeux (historique et traités) et les particularités régionales. Une personne ressource de la CCQ, de Géologie Québec et du MRNF sont désignées pour valider, avec M^{me} Lefebvre, les contenus de ces formations.

Les membres rappellent l'importance de distinguer les processus propres à chacune des nations, Algonquins et CRIS.

5. ÉCHANGES AVEC LE MINISTRE PIERRE CORBEIL

Dès son arrivée, le ministre Corbeil exprime sa satisfaction, à titre de ministre responsable de la région, de pouvoir échanger avec les membres de la CAR. Étant de plus ministre responsable des affaires autochtones, il invite les membres à lui souligner, lorsque requis, les liens qui doivent être faits dans certains dossiers avec les affaires autochtones. Il rappelle que les autochtones souhaitent faire partie du développement et qu'il est important de développer le réflexe de les associer à toutes les étapes des travaux réalisés dans les régions.

Il présente les membres de son personnel qui l'accompagne : M^{me} Aline Sauvageau, directrice et M^{me} Johanne Boucher, attaché politique.

Le sujet étant d'actualité, il est demandé au ministre, dans un premier temps, de situer le rôle de l'Abitibi-Témiscamingue dans le déploiement du Plan Nord.

M. Corbeil rappelle que le Plan Nord n'est pas un cahier de projets mais plutôt une vision d'un vaste et nouveau chantier de développement économique. Sachant que notre train de vie dépend en grande partie des marchés extérieurs, le gouvernement du Québec a déjà réalisé diverses actions pour soutenir le développement économique et la création d'emplois. M. Corbeil cite l'entente France-Québec sur la mobilité des travailleurs qui ouvre la porte au recrutement des meilleurs cerveaux à l'étranger et à l'alliance entre le Québec et l'Ontario sur le commerce et l'économie. Les deux provinces forment ainsi le 4^e pôle économique majeur en Amérique du Nord. Cette alliance aidera au commerce, améliorera la mobilité des travailleurs et aidera à accroître la compétitivité des deux provinces dans l'économie mondiale. Le Plan Nord s'inscrit en continuité de ces actions.

Le Nord québécois représente près de 60% de la superficie du Québec et comprend tout le territoire situé au nord du 49^e parallèle, ce qui représente plus d'un 700 000 km carrés. Les personnes qui y vivent sont réparties dans 66 localités. Les autochtones représentent la moitié des personnes vivant sur le territoire du Nord-du-Québec et proviennent de 4 nations : Cris, Inuits, Naskapis et Innus. Trois de ces nations sont conventionnées. La *Convention de la Baie James et du Nord-du-Québec* et l'accord de *La paix des braves* concluent avec les Cris et les Inuits ont mis en place une approche structurée du développement des territoires nordiques. Par ailleurs, la *Convention du Nord-Est* et la récente entente de partenariat économique et communautaire conclue avec les Naskapis devraient permettre à ces communautés d'améliorer leurs conditions économiques et sociales. L'argent sera investi dans la formation et l'éducation des jeunes, ce qui leur permettra de trouver de l'emploi dans la région du Nord où sont exploités les mines de fer.

Le gouvernement, avec la collaboration de certains ministères, a procédé à un exercice de réflexion visant à découvrir de nouveaux espaces économiques. Les ressources naturelles du Nord-du-Québec offrent un potentiel de développement énergétique, minier et forestier immense. Le ministre fait état des projets déjà en place. Il souligne par ailleurs que tous les projets à venir devront se faire en concertation et de manière respectueuse des populations et rappelle que le principe du développement durable est un incontournable pour réussir ce vaste chantier de développement.

Plusieurs enjeux sont rattachés au plan Nord. Parmi ceux-ci le ministre mentionne :

L'accès au territoire

Le MTQ est à faire l'analyse pour améliorer ou développer, lorsque requis, le réseau routier. Des investissements majeurs sont prévus pour la réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont et le prolongement de la route 167 de Chibougamau vers les monts Otish. De même, les installations aéroportuaires devront être améliorées afin de permettre un meilleur approvisionnement en vivres des populations éloignées. Entre autre, l'aéroport de Puvionituk devra pouvoir recevoir de gros porteurs.

La formation

Pour que les jeunes et les populations puissent prendre part au développement, la formation devra être offerte et modulée en fonction des secteurs en développement.

Le logement

Dans le Nunavik, la construction de 1000 unités de logement est prévue pour rattraper le retard dans ce secteur.

À ces enjeux économiques s'ajoutent

L'harmonisation des relations entre les nations et une desserte gouvernementale adaptée.

Il s'agit de grands projets, de plusieurs millions investis et de beaucoup de gens concernés dont, en premier lieu, les Premières Nations. L'Abitibi-Témiscamingue aura un rôle stratégique puisque, historiquement, la région a toujours entretenue de bonnes relations avec le Nord et ses communautés. Elle pourrait être en support pour la main-d'œuvre, la formation, la santé, l'expertise conseil, etc. Les fournisseurs, les entrepreneurs, les maisons d'enseignement et certains ministères seront interpellés. Inévitablement, il y aura des retombées pour l'Abitibi-Témiscamingue, toutefois, le ministre précise que la région n'aura pas de statut particulier. Le territoire étant trop vaste pour être desservi par une seule région, toutes les régions limitrophes (Abitibi-Témiscamingue, Mauricie, Saguenay-Lac-St-Jean et Côte-Nord) seront appelées à se positionner pour soutenir et participer à ce développement. Le 6 novembre prochain, la ministre Normandeau réunira des partenaires, principalement en provenance du Nord-du-Québec, afin d'examiner avec eux les meilleurs moyens pour développer ce territoire. M. Corbeil rappelle que le Plan Nord s'étendra sur une génération.

En lien avec l'exposé de M. Corbeil, les membres soulèvent brièvement la problématique actuelle du manque de ressources humaines dans les ministères de la région et s'inquiètent des effets du Plan Nord sur les directions régionales couvrant l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

L'importance du développement et la grandeur du territoire à couvrir laissent croire à la nécessité de prévoir des ressources additionnelles afin d'éviter d'accentuer un problème déjà fort aigu. Les membres demandent que cet aspect soit pris en considération et M. Corbeil s'engage à relayer l'information auprès des autorités concernées.

Par ailleurs, M. Corbeil rappelle que la quête d'autonomie des Nations qui habitent le territoire est très forte, surtout au Nunavik alors que ce territoire représente, à lui seul, la moitié du territoire visé dans le Plan Nord.

Il est souligné que, hormis les questions réglées par la convention de la Baie James, les problèmes vécus à l'intérieur des communautés algonquines ne sont toujours pas résolus et que, en raison de ces problèmes non résolus, la mobilisation pourrait être plus difficile pour ces communautés. D'autre part, est soulevé l'importance que toutes les communautés algonquines, du Nord comme du Sud, bénéficient des mêmes traitements et des mêmes retombées lors d'éventuelles négociations en lien avec le développement du Nord.

Début le tour de table. Quelques-uns des sujets abordés sont ici rapportés. L'exercice n'est pas exhaustif

Yvon Yergeau, CCQ

Les activités de construction vont relativement bien en Abitibi-Témiscamingue et sont de nature exceptionnelle sur le territoire de la Baie James.

La CCQ bénéficie des services d'un agent de liaison pour les questions autochtones. Celui-ci entretient d'excellentes relations avec les autochtones et principalement avec la nation crie.

La CCQ gère un Centre national de formation professionnelle pour les autochtones, deux cohortes sont actuellement en cours. La formation offerte permet d'ouvrir 6 bassins sur les 26 disponibles.

Marie-Josée Marcoux, CSF

Le CSF prépare le portrait de condition de vie des femmes de tous les territoires de CRÉ, incluant le Nord-du-Québec

L'Abitibi-Témiscamingue bénéficie actuellement d'une entente spécifique en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Cette entente porte sur trois volets : l'analyse différenciée selon les sexes, les femmes et les métiers traditionnellement masculins avec un projet où il y a implication des employeurs et les femmes et l'entrepreneuriat et un volet pour susciter la participation des femmes dans les différentes instances. À cet effet, une volonté a déjà été exprimée de réseauter les femmes autochtones puisqu'elles occupent des postes décisionnels mais ce n'est pas encore fait. Par ailleurs, dans la nation crie les femmes sont très impliquées.

Le bureau de la CSF couvre l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec avec deux ressources seulement pour les deux territoires, l'action est donc limitée

Francis Riou, EQ

L'effet de la crise se fait se sentir en Abitibi-Témiscamingue. Alors que l'an passé le taux de chômage se situait aux environs de 7,2%, il est cette année à 8,7%. Toutefois, ce taux demeure inférieur aux onze dernières années alors qu'il se situait aux alentours du 11%. Il n'y a donc pas d'effet direct encore sur le taux d'aide sociale.

La situation est particulière toutefois sur le territoire du CLE de Ville-Marie où le budget d'intervention est nettement supérieur aux années précédentes.

Une augmentation d'achalandage dans les mesures du Pacte pour l'emploi, la pression est plus forte que pour les années passées

Par ailleurs, trois sujets sont d'actualité : beaucoup de travail se fait avec les promoteurs de la minière Osisko qui a une stratégie d'embauche locale et un plan de formation; consultation en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la ministre Thériault et le ministre Corbeil participeront à cette consultation le 7 décembre prochain, environ 35 personnes ont été invitées. EQ est à compiler les données pour faire le portrait statistique régional

En ce qui a trait aux communautés autochtones, rencontre avec la responsable des ressources humaines des premières nations pour implantation de formation spécifique

Il est précisé que la minière Osisko est admissible à Projets économiques d'envergure. La Commission des partenaires du marché du travail fait l'analyse des projets qui ont été déposés.

Jean Iracà, MTQ

1. Le niveau d'investissement de l'année en cours est élevé en Abitibi-Témiscamingue. Le MTQ a donc contribué dans une certaine mesure à créer de l'emploi

Les difficultés du ministère pour doter les postes sont très inquiétantes pour la prochaine saison. L'essoufflement des ressources est réelle. Le MTQ a procédé à plusieurs campagnes de recrutement qui n'ont pas donné fruit. Certains projets de la région sont gérés par des ingénieurs de l'extérieur de la région

Certaines municipalités ne pourront pas bénéficier de projets d'infrastructure parce que les firme conseil n'ont pas de ressources. Les délais devraient être allongés pour permettre aux municipalités de profiter des budgets disponibles.

2. Route d'accès Lac Simon. Les travaux sont amorcés même si l'entente n'est pas encore signée toutefois le MTQ ne peut intervenir tant que l'entente ne sera pas signée. Signature prévue en janvier

3. MTQ en discussion avec la CRÉ pour entente de collaboration pour développer certains domaines du transport.

Le coût des travaux est majorée d'environ 35 % pour tenir compte du marché mais n'est pas le coût réel.

Yves Drolet, MDEIE

1. La grippe H1N1 est préoccupante pour la poursuite des opérations dans les entreprises

2. Créneaux d'excellence : L'entente MISA est à la fin de son cycle, ses besoins financiers sont très élevés pour pouvoir poursuivre sur sa lancée. SCISSA est en démarrage.

3. Dossier entreprises

4. Sont à bâtir avec EQ et la CRÉ une stratégie liée à l'innovation. Comment la recherche et développement peut attirer dans les entreprises

Lyne Charland, MAPAQ

1. Agroenvironnement

2. Innovation

3. transformation alimentaire

4. Appui aux jeunes pour qu'ils s'établissent

Demande de la région au gouvernement pour que

Accord – production bovine

Dans le Nord du Québec, les entreprises sont davantage de transformation, touche la chasse et la pêche et sauf pour quelques exceptions, la problématique d'entrepreneurship est très présente.

Un des éléments d'intérêt du Plan Nord est l'élément gastronomie à laquelle peut s'attendre le visiteur mais il y a là toute une chaîne à mettre en place, on part de très loin.

M. Corbeil indique que dans le dossier du soutien à la région, le CT a été signé au conseil des ministres du 20 – probablement livrable vers le 20 novembre

M. Corbeil aimerait approfondir dossier de l'abattoir mobile

Lyne indique que le dossier est extrêmement complexe et celui-ci demande de réunir plusieurs intervenants, ce qui n'est pas possible présentement. Vu le niveau de difficultés, il faut que tous les intervenants soient prêts à intervenir et promoteur doit être à l'affût pour alerter dès que problème se présente...

Julie Lefebvre, CSPQ

Le recrutement de la main-d'œuvre est difficile dans plusieurs ministères et par uniquement des postes spécialisés

Autre difficulté est la rétention

Le salaire n'est pas compétitif

Les ministères se voient comme des clubs écoles, ils forment la main-d'œuvre et la perd au profit du privé

La situation des occasionnelles; le nombre est en augmentation importante

Normalement 80% permanents, 20 % occasionnels

Actuellement 70 %, 30 % occasionnels

Le choix des organisations est de doter les postes permanents au central

0,5 de la main-d'œuvre se dit provenir d'une communauté autochtone, les personnes autochtones qui se forment retournent dans les communautés

Monik Duhaime, MCCCCF

Le ministère roule 4 fois l'ouvrage habituel avec le même personnel

Mise aux normes des infrastructures culturelles

Coûts sont astronomiques, construire une bibliothèque ailleurs coûte 600 000, ici 1 million, dépassement de 30 à 40 % des coûts moyens

Il faudrait questionner les appels de projets

Moffet : les coûts affectent plusieurs secteurs ex. CPE. Délai 31 mars met en péril les projets

Liens au niveau du tourisme culturel

Événements et manifestations culturelles sont actuellement tournés vers tourisme internationale mais devraient être ramenés à l'intérieur.

Entente spécifique Nord-du-Québec ne porte pas tant sur l'égalité que sur la sécurité des femmes
Marc Dickey, FAQ

Ralentissement dans le financement, 50 % des entreprises sont en difficulté???

intervention de l'état est très élevée

Volet assurance est lié à dame nature donc la saison actuelle étant très ordinaire, 30 à 40 % des récoltes pourraient ne pas être récoltées

Moral est bas

Problème de rétention et de recrutement est le même que pour les autres ministères

Robert Marquis, Géologie Québec

Géologie Québec poursuit son implantation à Val-d'Or

A stabilisé le financement

Ont terminé rénovation de l'édifice, peuvent accueillir environ 30 employés, 20 postes comblés, 10 autres à venir

A développé avec l'UQAT approche pour attirer les étrangers

Pour les communautés du Nord, 3 ententes spécifiques et 2 fonds miniers

Réalisation de projet; entente avec autre juridiction

Projet en lien avec le développement durable – projet observatoire de mine en contexte climatique

Qui va faire intervenir la population locale et des chercheurs internationaux : mesurer l'impact environnement dans un contexte de changement climatique –Voudrait conclure avec multi partenaires

Avec UQAT et UQAM – projet de développer une chaire en entrepreneuriat minier – basé en Abitibi-Témiscamingue pour attirer jeunes à venir faire des travaux ici

Centraide; a accepté présidence pour convaincre les mines de mettre dans leur service de paye

6. SUIVIS COMITÉS DE LA CAR

6.1 Table économique de la CAR

En poste depuis juin, le nouveau directeur régional du MDEIE prévoit réunir les membres de la Table économique à très court terme.

6.2 Comité sur la régionalisation

Ce sujet n'est pas traité.

7. PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL À L'INTENTION DES MUNICIPALITÉS DÉVITALISÉES

M. Denis Moffet indique que chacune des municipalités dévitalisées a été rencontrée. Le déploiement du plan d'action gouvernemental a toutefois été ralenti par un retard dans l'attribution des sommes accordées aux municipalités et par la campagne électorale municipale.

Un comité de la CAR devrait être mis en place pour supporter cette démarche.

8. POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ

8.1 COMMUNAUTÉS RURALES BRANCHÉES – ÉTAT DE SITUATION

Bien que le Témiscamingue semble prêt à le faire, présentement, aucun projet formel n'a été déposé.

8.2 LABORATOIRES RURAUX (PROJETS)

Le tableau présentant les trois laboratoires ruraux actuellement en cours est déposé et commenté.

8.3 PRODUITS DE SPÉCIALITÉS (PROJETS)

Le tableau présentant les six projets financés dans le cadre du volet « produits de spécialités » est déposé et commenté.

8.4 TOURNÉE DE L'OCDE ET SUITES

La délégation de l'OCDE a beaucoup apprécié la rencontre avec les représentants des ministères ainsi que l'opportunité qui leur a été offerte d'échanger avec des représentants de la SDT, organisme présentant la particularité de regrouper un organisme provincial et d'un organisme fédéral.

Leurs commentaires sur la Politique nationale de la ruralité sont très positifs. La présence des pactes ruraux et l'avantage qu'ils soient gérés par les territoires semblent être des éléments rares et ces particularités ont été fort appréciées.

9. PROJET DE LOI CADRE SUR L'OCCUPATION DYNAMIQUE DES TERRITOIRES

Le ministre Lessard s'est engagé à produire une Loi cadre sur l'occupation dynamique du territoire. À ce jour, la notion d'occupation dynamique du territoire reste à définir. Un comité de travail interministériel ainsi qu'un comité regroupant l'UMQ, la FQM, la Ville de Montréal, la Ville de Québec et les CRÉ, ont été constitués. L'échéance des travaux de ces comités est prévue en janvier 2011.

10. DOSSIER RESSOURCES HUMAINES

À titre d'information, une lettre de la CAR du Nord-du-Québec, datée du 8 octobre, est remise aux membres. Cette lettre, adressée à monsieur Normand légaré, secrétaire associé au Conseil du trésor, expose les problématiques spécifiques au Nord-du-Québec en matière de ressources humaines. Plusieurs des aspects traités rejoignent les préoccupations de l'Abitibi-Témiscamingue.

Mme Lefebvre souligne que, bien que les problématiques de la région soient toujours d'actualité, la façon de les présenter devraient peut-être être revue. Tout comme l'Abitibi-Témiscamingue, d'autres régions tentent de faire avancer ce dossier, sans succès. Par ailleurs, un nouveau processus visant à rendre la gestion de la LDA plus efficace devrait être mis en application en janvier. Les services d'une firme externe ont été retenus pour répondre aux besoins des ministères devant procéder à des appels de candidatures. Cette firme a par ailleurs reçu le mandat d'épurer les listes.

Après discussion, il est convenu de :

- mettre à jour l'état de situation de la région
- bonifier l'argumentaire en faisant ressortir, en plus des problématiques, les effets de ces problématiques. (ex. les coûts engendrés par le temps supplémentaire, la conciliation travail-famille, l'embauche à contrat, etc.)

M^{me} Lefebvre et M. Moffet assureront le suivi de ce dossier.

11. POINTS D'INFORMATION CSPQ (CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS)

Le programme de développement de l'employabilité pour personnes handicapées sera disponible à compter du 30 octobre 2009.

Le sujet de l'atelier sur le leadership du 6 novembre est « La communication non verbale ».

12. ENTENTES SPÉCIFIQUES - TABLEAU

Le tableau de suivi des ententes spécifiques est déposé et commenté par M. Moffet.

13. AUTRES AFFAIRES

Aucun sujet n'est apporté.

14. PROCHAINE RENCONTRE

La date de la prochaine rencontre sera fixée ultérieurement.

15. LEVÉE DE LA RENCONTRE

La rencontre se termine à 15 h 30.

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Mercredi, 29 avril 2009
Heure : 10 h 00 à 15 h 30
Endroit : Portail Pélagie-Cormier situé au 1010, Promenade des Anciens
Havre-Saint-Pierre

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

10 h 00	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences : 1.1 Accueil des nouveaux membres. 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 23 février 2009; 4. Suites au compte rendu : 4.1 Difficultés de recrutement des ministères; 4.2 Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées; 4.3 Soutien au développement de la Basse-Côte-Nord.
10 h 30	5. Le projet La Romaine et ses impacts en Minganie (Pierre Cormier, préfet MRC de Minganie et Martine Lapierre, Hydro-Québec) : 5.1 Impact financier pour les municipalités et les communautés autochtones; 5.2 Impact au niveau des infrastructures municipales; 5.3 Autres.
11 h 40	6. Conciliation travail-famille : volet entreprise et volet association (Lucie Daigle, MFA);
12 h 00	Pause pour le dîner (Réservation de groupe au restaurant « Chez Julie »);
13 h 30	7. Plan de diversification et de développement économique de l'ouest de la Minganie (Amory Le Boyer);
14 h 00	8. Présentation du plan d'action gouvernemental sur le développement durable (Alain Gaudreault, MDDEP);
14 h 30	9. Stratégie de commercialisation de la région dans le contexte d'attraction de la main-d'œuvre (Patrick Hamelin, CRÉ);
14 h 45	10. Forum régional sur l'uranium (Patrick Hamelin, CRÉ);
15 H 00	11. Réseaux express initiés par des promoteurs de projets : 11.1 Problématique et prise de position régionale.
15 h 15	12. Affaires nouvelles : 12.1 12.2 12.3
	13. Date et lieu de la prochaine réunion;
15 h 30	14. Fin de la rencontre.

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date :	Le mercredi 29 avril 2009
Heure :	9 h 00
Endroit :	Portail Pélagie-Cormier, 1010, Promenade des Anciens Havre-Saint-Pierre
Rédigé par :	_____
	Stéphane Boudreault

Étaient présents :

Mme Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports
Mme Marjolaine	Bessette	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Stéphane	Boudreault	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
M. Réal	Delisle	Ministère de la Sécurité publique
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Mme Roxane	Grenon	Ministère de la Famille et des Aînés
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
Mme Martine	Lapierre	Hydro-Québec
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
M. Éric	Marquis	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Sylvie	Michaud	Centre de services partagés du Québec
Mme Candide	Tremblay	En remplacement de M. Réginald Caron
		Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Invité(e)s :

Mme Sandra	Chiasson	Conseillère relations avec le milieu, Hydro-Québec
M. Pierre	Cormier	Préfet, MRC de Minganie
Mme Nathalie	De Grandpré	Directrice générale, MRC de Minganie
M. Lucien	Dupuis	Conseiller, Municipalité de Havre-Saint-Pierre
M. Dany	Jomphe	Directeur général, Municipalité de Havre-Saint-Pierre
M. Réal	Jomphe	Conseiller, Municipalité de Havre-Saint-Pierre
M. Amaury	Leboyer	Agent de diversification et de développement économique, MRC de Minganie

Étaient absents :

Mme Caroline	Beaulieu	Secrétariat aux Affaires autochtones
Mme Suzie	Beaulieu	Ministère des Relations internationales
M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Bruno	Caron	Commission des normes du travail
M. Cédric	Champagne	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Jean-Pierre	Dallaire	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
Mme Nicole	Demers	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
Mme Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec – Direction régionale de la Capitale Nationale et de l'Est du Québec
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
Mme Karine	Noël	Investissement Québec
Mme Françoise	Richard	Conseil du statut de la femme
M. Guy	St-Pierre	CSST Côte-Nord

Copie : aux membres de la CAR

Déroulement de la rencontre

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La réunion débute à 9 h 00.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants.

1.1 Accueil des nouveaux membres.

M. Jacques Tremblay, souligne la présence de madame Françoise Aubry, nouvellement directrice régionale du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

M. Gaétan Gauthier présente le projet d'ordre du jour.

M. Stéphane Boudreault demande l'ajout d'un point d'information concernant le suivi des activités du Comité de la CAR sur l'harmonisation des pratiques ministérielles de consultation des communautés autochtones.

L'ordre du jour est adopté avec cette modification.

3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 20 novembre 2008

M. Stéphane Boudreault présente sommairement les principaux points du compte rendu de la dernière réunion. Celui-ci est adopté sans modification.

4. Suites au compte rendu

4.1 Difficultés de recrutement des ministères

M. Jacques Tremblay fait part aux participants que le document du comité de travail de la CAR a été acheminé, tel que convenu, au sous-ministre du MAMROT et qu'il y a eu des échanges avec les autres CAR des régions éprouvant des problématiques de recrutement similaires. Il a cependant été convenu que les problématiques soulignées par chacune des CAR ne seraient pas traitées dans un document unique, tel que le proposait la CAR Côte-Nord.

4.2 Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

M. Gaétan Gauthier, à l'aide d'un document synthèse portant sur la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour la région Côte-Nord, fait état de l'évolution de la situation.

Une première rencontre avec les maires du territoire de la Basse-Côte-Nord s'est tenue au cours du mois d'avril. Ainsi, il ne reste que la MRC de Manicouagan, et les municipalités de Godbout et de Baie-Trinité, qui devront être rencontrées afin de compléter la tournée d'information; les municipalités dévitalisées ainsi que les MRC de La Haute-Côte-Nord et de la Minganie ayant déjà été rencontrées en février et mars.

Aussi, bien que les municipalités de Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent et de Blanc-Sablon situées en Basse-Côte-Nord, tout comme la municipalité de Baie-Johan-Beetz en Minganie, ne soient pas reconnues dévitalisées comme telles par le gouvernement, on indique cependant que celles-ci ont entrepris, en collaboration avec le comité de la CAR à l'intention des municipalités dévitalisées, la même démarche d'élaboration d'un plan d'action local.

Monsieur Gauthier informe les participants que le comité de la CAR sera mis à contribution pour la réalisation des plans d'action locaux dont l'élaboration sera initiée par ces milieux locaux.

4.3 Soutien au développement de la Basse Côte-Nord

M. Gaétan Gauthier informe les participants que, tel qu'il en avait été convenu, le document de travail a fait l'objet d'un dépôt auprès du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur Laurent Lessard. Selon la volonté affirmée du MAPAQ et dans un souci de convergence, les mesures de soutien à la Basse-Côte-Nord devraient faire l'objet d'un arrimage avec le « Plan Nord ».

Déroulement de la rencontre

5. Point d'information sur le projet La Romaine et ses impacts en Minganie

M. Pierre Cormier, préfet de la MRC de Minganie et maire de Havre-Saint-Pierre, accompagné de la directrice générale de la MRC ainsi que de représentants de la municipalité, présente les grandes lignes des impacts, pour la MRC et ses municipalités, du projet de construction du complexe hydroélectrique sur la rivière Romaine, impacts qui se voudront majeurs dans tous les secteurs d'activités, que ce soit économique, municipal, communautaire ou social.

En complément, Mme Sandra Chiasson, conseillère relations avec le milieu chez Hydro-Québec, expose, via une présentation, la synthèse des ententes intervenues dans le cadre du projet du complexe hydroélectrique de la rivière Romaine entre la Société d'État et les municipalités, ainsi qu'entre la Société d'État et les communautés autochtones.

5.1 Impact financier pour les municipalités et les communautés autochtones

Monsieur Cormier fait état, au bénéfice des participants, des impacts financiers pour les municipalités de la venue du projet et de la confirmation de sa réalisation.

Ainsi, un premier « Fonds de négociation » d'un montant de 1 M\$ a été consenti à la MRC pour couvrir les frais relatifs à la négociation et la ratification d'une entente avec Hydro-Québec. Un « fonds d'autorisations gouvernementales », de l'ordre de 6 M\$ a aussi été octroyé afin de soutenir la MRC dans ses activités de communication et d'information auprès des différents publics. À ceci s'ajoute aussi un « fonds d'insertion », de l'ordre de 6 M\$, pour permettre la mise en place de programme et d'initiatives favorisant l'acceptation sociale du projet.

Monsieur Cormier confirme que la MRC recevra des annuités de 2,5 M\$ à partir de 2014, année prévue pour la mise en service de la centrale Romaine-2, à laquelle s'ajoutera une seconde annuité de 3,7 M\$ à partir de 2018, lors de la mise en service de la centrale Romaine-4, et ce, pour une période de 50 ans. À ceci s'ajoute aussi une somme de 9 M\$, dont une première tranche sera octroyée lors du début des travaux de déboisement requis pour le raccordement des installations de Romaine-1 et 2, alors que la seconde tranche sera versée lors du début des travaux de déboisement pour Romaine-3 et 4. Ces montants totaliseront près de 685 M\$.

Selon les représentants de la MRC, ces annuités devraient garantir une certaine stabilité au plan économique à long terme. Bien que relativement importants, ces montants, pour les premières années, ne devraient permettre que la mise à niveau, voire un rattrapage, quant au développement des municipalités avec les municipalités d'autres régions.

On précise aussi que les fonds autochtones de développement, de formation et de préservation du patrimoine et de la pratique ancestrale autres que le « fonds d'intervention », seront gérés conjointement entre la communauté autochtone visée et Hydro-Québec, alors que les fonds et annuités non autochtones sont gérés par les instances municipales reconnues, MRC et municipalités.

5.2 Impact au niveau des infrastructures municipales

Monsieur Cormier informe les participants de l'existence d'un fonds pour les infrastructures municipales. Ce « fonds des travaux correcteurs », qui totalise 15 M\$ sur 5 ans, dont 12 M\$ seulement pour la Municipalité de Havre-Saint-Pierre qui subira des impacts plus importants. La municipalité faisait déjà état de besoins en infrastructures avant même l'annonce du projet.

Les besoins en infrastructures de base pour accueillir cette nouvelle clientèle totalisent aujourd'hui, seulement pour Havre-Saint-Pierre, des investissements de l'ordre de 30 M\$, dont 5 M\$ ont déjà été engagés. Ces besoins se traduisent, notamment, en 22 nouveaux lots de terrains privés et en 35 nouveaux lots d'unités de maisons mobiles. Aussi, des études sont actuellement en cours pour la mise aux normes des infrastructures d'aqueduc et d'égouts, auxquelles s'ajoutent des infrastructures pour l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Monsieur Cormier fait également état du port de Havre-Saint-Pierre, récemment rénové et réaménagé, avec l'aide du fédéral, qui constitue une infrastructure stratégique pour répondre adéquatement au besoin en terme de transport, notamment pour recevoir les équipements. À cet effet, certains soulignent d'ailleurs l'opportunité d'utiliser le transport maritime afin de rentabiliser ces investissements et ainsi, ménager le réseau routier nord-côtier. Il semble cependant qu'Hydro-Québec ne peut pas obliger ses sous-contractants à utiliser le transport maritime.

Déroulement de la rencontre

5.3 Autres

M. Cormier souligne aussi les diverses difficultés à gérer cette croissance, d'où la nécessité d'une aide et d'un soutien de la part des ministères. C'est pourquoi on demande, autant que faire se peut, d'accélérer le processus de traitement des dossiers, notamment quant aux demandes déposées dans le cadre des programmes existants.

En tout dernier lieu, M. Patrick Hamelin informe les participants que les activités de la « Coalition pour la réalisation du projet Romaine », créée en 2006, où siègent notamment la CRÉ, les CLD de la Côte-Nord et autres partenaires du milieu, se poursuivront tant que les menaces d'injonctions de la part de communautés autochtones seront présentes.

6. Conciliation travail-famille : volet entreprise et volet association

Mme Roxanne Grenon présente aux participants les divers programmes de soutien financier existant en vertu de la politique de conciliation travail-famille.

7. Plan de diversification et de développement économique de l'ouest de la Minganie

M. Amaury Leboyer présente l'état d'avancement du plan de diversification et de développement de la MRC de Minganie. C'est ainsi qu'après plus de deux années d'opération, la MRC fait le constat qu'on ne possède pas toutes les connaissances nécessaires quant aux ressources existantes et des opportunités de développement de ces ressources. On déplore le fait qu'il y a peu ou pas d'inventaire au plan économique, social ou culturel.

À cet effet, Monsieur Leboyer demande la collaboration des ministères, tant pour l'acquisition ou la transmission de données et d'informations, que pour un accompagnement, par les directions régionales des ministères, de la MRC dans ses démarches concernant les programmes d'aide.

8. Présentation du plan d'action gouvernemental sur le développement durable

M. Alain Gaudreault, via une présentation, fait part des modalités du plan d'action gouvernemental sur le développement durable et de la Loi sur le développement durable.

9. La Stratégie de commercialisation de la région dans le contexte d'attraction de la main-d'œuvre

M. Patrick Hamelin présente les grandes lignes de la stratégie de commercialisation de la région de la Côte-Nord. Cette stratégie découle de la concertation régionale autour de l'Entente sur le Retour des jeunes dans la région, le Renforcement de l'identité régionale et le Rayonnement de la Côte-Nord (Entente 3R) à laquelle on y retrouve les efforts concertés de la CRÉ, l'ASSS, le MESS et le Forum Jeunesse Côte-Nord.

M. Hamelin nous dévoile, par la même occasion, l'image de marque de la campagne « Trouvez votre espace », ainsi que ses différentes déclinaisons : « espace de vie », « espace de travail », « espace vert », etc.

10. Forum régional sur l'uranium

M. Patrick Hamelin, fait part des retombées découlant de la tenue du Forum sur l'uranium, les 21 et 22 mai dernier, à Sept-Îles. Ce sont plus de 500 participants qui ont pris part au Forum et qui ont pu s'informer sur les réels impacts des activités d'exploration et d'exploitation et de leurs conséquences sur les aspects sociaux, environnementaux et de la santé. L'objectif du Forum était de livrer une information scientifique, neutre et objective. Les séances et conférences devraient être diffusées sur Cogeco et sur les chaînes de télévisions communautaires régionales.

11. Réseaux express initiés par des promoteurs de projets :

11.1 Problématique et prise de position régionale

Déroulement de la rencontre

M. Jacques Tremblay se dit inquiet du nombre de « réseau express » récemment sollicités, parfois à l'initiative même des promoteurs, auxquels ont été conviées les directions régionales des ministères, causant une pression induite sur leur participation à ces rencontres et leur implication financière dans les projets présentés. Il serait souhaitable que les « réseaux express » entre des partenaires financiers, demeurent une prérogative des instances économiques reconnues (ministères, CLD, SADC et autres) et ne soit initiés que par ceux-ci.

La Table économique de la CAR devrait présenter une proposition à ce sujet.

12. Affaires nouvelles

12.1 Comité de la CAR sur l'harmonisation des pratiques ministérielles de consultation des communautés autochtones

M. Stéphane Boudreault fait part des derniers développements en regard des activités du comité de travail de la CAR sur l'harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones.

Monsieur Boudreault informe les participants que le comité de la CAR a convenu d'une orientation régionale en terme de consulter les communautés autochtones « par projet », en remplacement de « par émission de droit », comme cela se fait actuellement. Cette consultation « par projet » permettrait de tenir une seule consultation de la communauté, à l'étape de l'intervention initiale (ou de l'émission du droit initial) sur le projet dans son ensemble. Cette consultation y inclurait tous les droits directs et indirects, accessoires et connexes, découlant de la nature même du projet. Cela permettrait ainsi de tenir une seule consultation, par une direction ministérielle (en collaboration avec les autres directions concernées) au nom du gouvernement du Québec, sur l'émission simultanée de plusieurs droits, tous interreliés entre eux.

Il est proposé que cette orientation régionale fasse l'objet d'une présentation lors de la prochaine rencontre de la CAR.

13. Date et lieu de la prochaine réunion

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Tadoussac. Aussi, après vérification des disponibilités, un avis de convocation sera acheminé avec la date de la prochaine rencontre.

14. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 16 h 30.

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le jeudi 3 septembre 2009

Heure : 10 h 00 à 15 h 30

Endroit : Hôtel Tadoussac, Tadoussac

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

10 h 00	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences : 1.1 Accueil des nouveaux membres.
	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;
	3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 29 avril 2009;
	4. Suites au compte rendu : 4.1 Réflexion de la Table économique de la CAR sur les Réseaux-Express.
10 h 30	5. Harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones : (Membres du comité de travail de la CAR) 5.1 Rapport du comité de travail et prise de position de la CAR.
11 h 30	6. La position du gouvernement du Québec sur la question Métisse et l'information aux municipalités (Normand Laprise, MRNF);
12 h 00	Pause pour le dîner (Réservation de groupe à l'Hôtel Tadoussac) ;
13 h 15	7. Journée Égalité (Françoise Aubry, MCCCCF);
13 H 30	8. Présentation de l'étude d'impact de la construction d'un pont au dessus de la rivière Saguenay (Marc Larin, MTQ);
14 h 00	9. Le Plan Nord (Françoise Aubry, MCCCCF);
14 h 20	10. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées : (Gaétan Gauthier, MAMROT) - État de situation et prochaines étapes.
14 h 35	11. Entraide (Guido Morneau, MSSS) : 11.1 Information sur le décret gouvernemental.
15 H 05	12. Havre-St-Pierre et le projet La Romaine – Développement culturel; (Françoise Aubry, MCCCCF)
15 h 15	13. Affaires nouvelles : 13.1 13.2 13.3
	14. Date et lieu de la prochaine réunion;

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

15 h 25 15. Fin de la rencontre.

AUTRES ACTIVITÉS DE GROUPE

15 h 30 Visite des installations du Centre d'interprétation des mammifères marins (CIMM).

16 h 30 Golf ou croisière aux baleines selon les choix faits par les membres de la CAR.
(Activités optionnelles)

20 h 00 Souper de groupe au restaurant « La Galouine ».

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le jeudi 3 septembre 2009

Heure : 9 h 00

Endroit : Hôtel Tadoussac, 165, rue Bord de l'Eau
Tadoussac

Rédigé par : _____
Stéphane Boudreault

Étaient présents :

Mme Françoise	Aubry	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Mme Nadine	Bégin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports
Mme Marjolaine	Bessette	En remplacement de M. Alain Côté
		Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Stéphane	Boudreault	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Éric	Hufty	En remplacement de Lucie Daigle
		Ministère de la Famille et des Aînés
Mme Martine	Lapierre	Hydro-Québec
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Mme Sylvie	Michaud	Centre de services partagés du Québec
M. André	Prévost	En remplacement de Gaétan Garon
		Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
M. Guy	St-Pierre	CSST Côte-Nord
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Invité(e)s :

M. Laurent	Audet	Ministère des Transports (GIS – dossier autochtone)
M. Patrick	Brunelle	Secrétariat aux Affaires autochtones (GIS – dossier autochtone)
Mme Sonia	Burgess	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Mme Nathalie	Hovington	Ministère des Transports
M. Marc	Larin	Ministère des Transports
M. Guildo	Morneau	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale -- Emploi-Québec

Étaient absents :

Mme Caroline	Beaulieu	Secrétariat aux Affaires autochtones
Mme Suzie	Beaulieu	Ministère des Relations internationales
M. Bruno	Caron	Commission des normes du travail
M. Cédric	Champagne	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
M. Réal	Delisle	Ministère de la Sécurité publique
Mme Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec – Direction régionale de la Capitale Nationale et de l'Est du Québec
Mme Karine	Noël	Investissement Québec
M. Éric	Marquis	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Françoise	Richard	Conseil du statut de la femme

Copie : aux membres de la CAR

Déroulement de la rencontre

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La réunion débute à 10 h 00.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants.

1.1 Accueil des nouveaux membres.

M. Jacques Tremblay souligne la présence de Mme Nadine Bégin, à titre de directrice régionale, récemment nommée pour le ministère des Services gouvernementaux (Services Québec) ainsi que celle de M. André Prévost, en remplacement du président-directeur général de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord, M. Gaétan Garon.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

M. Gaétan Gauthier présente le projet d'ordre du jour en indiquant l'ajout d'un point d'information au point 4. Suites au compte rendu de la rencontre du 29 avril 2009, concernant les difficultés de recrutement des ministères et organismes.

On ajoute également aux affaires nouvelles, les points d'information suivants :

- Service de références du Centre de services partagés;
- Programme « 100 jours » du Centre de services partagés;
- Fonds de développement régional (FDR);
- Constitution d'une MRC sur le territoire de la Basse Côte-Nord;
- Ordre du jour de la prochaine rencontre du comité de la CAR sur l'aménagement du territoire;
- Stratégie des croisières internationales;
- Promotion de la politique « À part entière ».

L'ordre du jour est adopté avec ces modifications.

3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 29 avril 2009

M. Stéphane Boudreault présente sommairement les principaux points au compte rendu de la dernière rencontre. Celui-ci est adopté sans modification.

4. Suites au compte rendu

Plan de développement de la Basse-Côte-Nord

M. Patrick Hamelin indique, au bénéfice des membres de la CAR, qu'une correspondance de la CRÉ, à l'intention de M. Laurent Lessard, maintenant ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été transmise pour souligner les préoccupations régionales à l'égard de l'intégration du plan d'action pour la Basse-Côte-Nord au « Plan Nord ». On s'inquiète notamment des besoins pressants qui y sont manifestés et qu'ainsi, les mesures devraient être appliquées dès maintenant.

4.1 Réflexions de la Table économique de la CAR sur les « réseaux express »

M. Jacques Chiasson informe les participants que ce point sera abordé lors de la prochaine rencontre de la Table économique de la CAR prévue dès cet automne.

4.2 Difficultés de recrutement des ministères et organismes

M. Michel Bérubé informe les participants que, suite aux récents changements dans certains ministères, le « timing » actuel pourrait être propice pour faire valoir les propositions régionales au sein de nos ministères respectifs, ainsi qu'auprès de « Services Québec » et du Conseil du trésor.

5. Harmonisation des pratiques de consultation des communautés autochtones

Déroulement de la rencontre

Mme Sonia Burgess et M. Patrick Brunelle, accompagnés de Mme Nathalie Hovington ainsi que de MM. Laurent Audet et Stéphane Boudreault, membres du *Comité de travail de la CAR sur l'harmonisation des pratiques en matière de consultation des communautés autochtones*, font état des travaux, de l'orientation régionale retenue et des recommandations du comité.

Suite à la présentation, les membres de la CAR Côte-Nord décident d'adopter l'orientation régionale proposée, à savoir une approche interministérielle de consultation des communautés autochtones « par projet ». Les membres sont également d'accord pour prolonger le mandat du comité, avec l'accompagnement du groupe interministériel de soutien (GIS), pour la poursuite de ses activités, notamment pour :

- la mise en œuvre de l'orientation régionale dans le cadre d'une approche d'expérimentation ou d'un projet pilote (qui pourrait être la Table des véhicules hors route);
- l'opportunité d'inviter d'autres directions régionales des ministères à se joindre au comité actuel (notamment le MAPAQ).

Les points suivants ont également été soulevés en regard du mandat du comité, soit :

- amorcer une réflexion sur les projets régionaux qualifiés de « mineurs » (interventions et opérations quotidiennes des ministères) qui deviennent des projets régionaux « majeurs », ou « nationaux », (c.à.d. les études de pré faisabilité et de faisabilité des grands projets nationaux, tel celui de la rivière Romaine);
- amorcer une réflexion sur l'obligation de consulter les communautés autochtones, versus l'approbation par des ministères de projets au plan financier ou économique, dans le cadre d'une confirmation d'un investissement ou d'une aide financière;
- et éventuellement, après que l'on ait validé et démontré l'efficacité du mécanisme, informer les acteurs socio-économiques régionaux de l'existence du processus régional de consultation des communautés autochtones.

6. La position du gouvernement du Québec sur la question Métisse et l'information aux municipalités

M. Normand Laprise se dit préoccupé des résolutions prises par certaines municipalités à l'effet de reconnaître des « communautés métisses » et des impacts éventuels de ces reconnaissances, tant pour les municipalités que pour le gouvernement du Québec.

Les directions régionales des ministères ne peuvent tenir compte de ces reconnaissances par les instances municipales et doivent continuer à servir tous ceux qui se proclament « métis », au même titre et avec les mêmes droits que tout autre client ou promoteur, sans reconnaître ou prêter attention à toute revendication ou demande particulière.

Selon M. Patrick Brunelle, il semble qu'il y ait, notamment pour les régions de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean, confusion entre un peuple « Métis », au sens propre de la Loi constitutionnelle de 1982 (article 35), et une communauté où il y aurait pu y avoir métissage par le passé. Historiquement, dans les faits, les individus métissés se sont joints soit à l'une, soit à l'autre des communautés, autochtone ou non autochtone.

Le gouvernement du Québec ne reconnaît donc aucun peuple « Métis » sur son territoire, pas plus qu'aucune revendication de quelque groupe que ce soit qui se proclame comme tel. On se demande si, à cet effet, il n'y aurait pas lieu d'informer davantage les employés du gouvernement ainsi que les municipalités.

7. « Journée Égalité »

Mme Françoise Aubry distribue aux membres de la CAR le communiqué de presse du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine faisant la promotion de la *Journée régionale égalité, Ensemble, Faisons rayonner l'égalité*. Cette journée, pour la région de la Côte-Nord, se tiendra le jeudi 5 novembre, à Baie-Comeau.

8. Présentation de l'étude d'impact de la construction d'un pont au dessus du Saguenay

M. Marc Larin, chargé de projet pour la réalisation de l'étude d'impact de la construction d'un pont au-

Déroulement de la rencontre

dessus de la rivière Saguenay, présente les conclusions de l'étude récemment revue. Ce dernier insiste sur le fait que tous les aspects ont été abordés dans le cadre de cette étude, mais que certains aspects, vu les difficultés à les concrétiser ou les comptabiliser, ont dû être soit circonscrits, soit disqualifiés.

9. Le Plan Nord - MCCCCF

Mme Françoise Aubry fait part des questionnements de son ministère sur la pertinence de mettre en place un comité régional « Plan Nord » en fonction des différentes planifications actuellement en cours d'élaboration par les ministères sur le territoire nord-côtier.

M. Normand Laprise indique que c'est maintenant Mme Nathalie Normandeau, nouvellement ministre des Ressources naturelles et de la Faune, qui est la ministre responsable du « Plan Nord », dont l'un des mandats spécifiques est la mise en œuvre du plan. Ce plan, concentré initialement sur des bases économiques, est maintenant repositionné en haute priorité et devra inclure les aspects sociaux, communautaires et culturels qui s'arrimeront principalement autour du concept d'occupation du territoire. À cet effet, un comité interministériel devrait interpeller la CAR Côte-Nord, non seulement sur la vision actuelle du gouvernement, mais aussi sur la vision des milieux directement visés par ce plan et ce, pour une adaptation de celui-ci aux réalités des régions du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

M. Patrick Hamelin informe les participants que la CRÉ œuvre actuellement à un document d'orientation régionale concernant le « Plan Nord ». M. Hamelin dit souhaiter que la CRÉ puisse être partenaire à cette réflexion de départ sur ce que devrait être le « Plan Nord ».

10. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées :

M. Gaétan Gauthier présente, à l'aide d'un tableau récapitulatif, l'état de situation de la mise en œuvre, pour la région de la Côte-Nord, du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées. M. Gauthier informe les participants que dès que les plans d'actions locaux seront déposés, le comité de la CAR sur les municipalités dévitalisées sera sollicité pour en faire l'analyse et sera mis à contribution pour l'identification des pistes de solutions.

11. « Entraide »

M. Guido Morneau présente la campagne de solidarité « Entraide », qui se déroule actuellement au bénéfice des organisations de *Centraide*, de *Partenaire santé-Québec* et de la *Croix-Rouge*. La campagne à l'intention des employés du gouvernement se présente sous forme de contribution volontaire par des retenues à la source qui peuvent être versées à l'organisme de son choix.

12. Havre-Saint-Pierre et le projet de la rivière Romaine – Développement culturel

Mme Françoise Aubry, suite à la rencontre de la CAR du 29 avril 2009 à Havre-Saint-Pierre et en référence à de possibles problématiques reliées aux impacts du projet de la rivière Romaine et d'éventuelles demandes d'aide de la municipalité, s'informe à savoir si les directions régionales des ministères ont été interpellées pour intervenir.

Du côté du MAMROT, on indique que les projets d'infrastructures qui avaient été identifiés par la municipalité, de l'ordre de 30 M \$, étaient soit en cours de réalisation ou en phase d'obtention de financement. Le MTQ est actuellement en discussion avec la municipalité concernant les accès au village à partir de la route 138. L'OPHQ est en contact avec la municipalité sur la question des transports adaptés. De son côté, le MRNF devra se pencher sur l'émission de droits fonciers pour l'agrandissement de la municipalité et, dans le même ordre d'idées, le MDDEP s'attend à recevoir prochainement des demandes d'émissions de certificats d'autorisation environnementaux pour plusieurs de ces projets.

13. Affaires nouvelles

13.1 Service de références

Déroulement de la rencontre

Mme Sylvie Michaud distribue, au bénéfice des membres de la CAR, le communiqué faisant état de l'offre de service du *Centre de services partagés* en matière de référence des personnes inscrites sur les listes de déclaration d'aptitudes pour combler les postes disponibles au sein des ministères et organisations.

13.2 Programme « 100 jours »

Mme Sylvie Michaud informe les membres de la CAR de l'existence du programme « 100 jours ». Ce programme est mis à la disponibilité des gestionnaires nouvellement arrivés en fonction et se fait sous une forme de « Coaching », dans le cadre d'un accompagnement par le *Centre de services partagés*.

13.3 Fonds de développement régional (FDR)

M. Gaétan Gauthier dépose, à titre de document d'information, le bilan évaluatif du Fonds de développement régional (FDR), de l'année 2004-2005 à l'année 2007-2008. Le FDR a pour objectif de financer le fonctionnement des CRÉ, les mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques de régionalisation et toute autre activité exercée par les CRÉ dans le cadre de leur mandat.

13.4 Constitution d'une MRC sur le territoire de la Basse-Côte-Nord

M. Jacques Tremblay informe les participants que les consultations régionales dans le cadre de la constitution d'une MRC pour le territoire de la Basse-Côte-Nord se sont terminées le 28 août dernier. Les prochaines étapes seront l'analyse et la réponse à ces consultations régionales, suivies de la publication du décret de constitution de la MRC.

13.5 Ordre du jour de la prochaine rencontre du comité de la CAR sur l'aménagement du territoire

M. Jacques Tremblay dépose, à titre de document d'information, l'ordre du jour de la prochaine rencontre du comité de la CAR sur l'aménagement du territoire.

13.6 Stratégie des croisières internationales

M. Jean-Luc Bessette dépose, au bénéfice des membres de la CAR, le « Bilan de l'An 1 », de la mise en œuvre de la Stratégie de développement durable et de promotion des croisières internationales sur le Fleuve Saint-Laurent, 2008-2013.

13.7 Promotion de la politique « À part entière »

Mme Marilyn Émond informe les membres de la CAR de l'adoption, par le Conseil des ministres, le 4 juin dernier, de la politique intitulée *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité*, qui vise l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale. À cet égard, les directeurs régionaux seront invités aux rencontres d'information et de présentation de la nouvelle Politique qui pourrait également être présentée lors d'une rencontre prochaine de la CAR.

14. Date et lieu de la prochaine réunion

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Sept-Îles. Après vérification des disponibilités, un avis de convocation sera acheminé avec la date de la prochaine rencontre.

15. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 15 h 20.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le mercredi 4 novembre 2009

Heure : 10 h 00 à 16 h 00

Endroit : Musée Shaputuan

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

10 h 00	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences : 1.1 Accueil des nouveaux membres. 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour; 3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 3 septembre 2009; 4. Suites au compte rendu : 4.1 Réflexion de la Table économique de la CAR sur les Réseaux-Express; 4.2 Difficultés de recrutement des M/O gouvernementaux; 4.3 Information des municipalités sur la question « métisse ».
10 h 30	5. Résultat des élections municipales en région;
10 h 40	6. Plan de match régional pour lutter contre la grippe H1N1 (Sandra Morin, ASSS); 6.1 Présentation de l'Agence de santé et des services sociaux de la Côte-Nord; 6.2 Échange sur les collaborations attendues des M/O et sur l'état de la préparation des différents ministères en région.
11h 30	7. Positionnement de la Conférence régionale des élus dans le « Plan Nord » (Patrick Hamelin, CRÉ);
12 h 00	Pause pour le dîner (Réservation de groupe au restaurant St-Hubert);
13 h 30	8. Information sur le suivi en région de la Politique nationale de la ruralité (Stéphane Boudreault, MAMROT); 8.1 Pactes ruraux; 8.2 Programme « Produits de spécialités »; 8.3 Mesure « Laboratoire ruraux »; 8.4 Communautés rurales branchées.
14 h 15	9. Présentation du projet de la CRÉ sur le développement des services universitaires sur la Côte-Nord (Patrick Hamelin, CRÉ);
14 h 45	10. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées (Gaétan Gauthier, MAMROT); 10.1 État de situation; 10.2 Discussion sur les modalités de traitement des plans d'action locaux.
15 h 15	11. Processus de signature et d'annonce des ententes spécifiques (Gaétan Gauthier, MAMROT);
15 h 25	12. Affaires nouvelles : 12.1 12.2

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

12.3

13. Date et lieu de la prochaine réunion;

16 h 00

14. Fin de la rencontre.

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le mercredi 4 novembre 2009

Heure : 10 h 00

Endroit : Musée Shaputuan, Sept-Iles

Rédigé par : _____
Gaétan Gauthier

Étaient présents :

M. Julien	Beaulieu	Ministère de la Sécurité publique (En remplacement de Réal Delisle)
Mme Nadine	Bégin	Ministère des Services gouvernementaux (Services Québec)
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Mme Lucie	Daigle	Ministère de la Famille et des Aînés
Mme Diane	Douville	Ministère de la Justice du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
M. Éric	Marquis	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Sylvie	Michaud	Centre de services partagés du Québec
Mme Karine	Noël	Investissement Québec
Mme Françoise	Richard	Conseil du statut de la femme
Mme Julie	Samuel	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (En remplacement de Françoise Aubry)
M. Guy	St-Pierre	CSST Côte-Nord
Mme Candide	Tremblay	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec (En remplacement de Réginald Caron)
M. Jacques	Tremblay	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Étaient absents :

Mme Caroline	Beaulieu	Secrétariat aux Affaires autochtones
Mme Suzie	Beaulieu	Ministère des Relations internationales
M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Bruno	Caron	Commission des normes du travail
M. Cédric	Champagne	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
M. Jacques	Chiasson	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec – Direction régionale de la Capitale Nationale et de l'Est du Québec
Mme Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Gaétan	Garon	Agence de la santé et des services sociaux
Mme Martine	Lapierre	Hydro-Québec
M. Normand	Laprise	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Était invité:

Dr. Rénaud	Cloutier	Directeur régional de la santé publique Agence de la santé et des services sociaux

Copie : aux membres de la CAR

Déroulement de la rencontre

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La réunion débute à 10 h 20.

M. Jacques Tremblay, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants.

1.1 Accueil des nouveaux membres.

M. Jacques Tremblay souligne la présence de Mme Lucie Daigle qui participe à une première rencontre de la CAR à titre de répondante du MFA pour la région.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

M. Jacques Tremblay présente le projet d'ordre du jour. Il mentionne la nécessité, en l'absence de Stéphane Boudreault retenu à Baie-Comeau pour cause de maladie, de reporter à la prochaine rencontre le sujet prévu au point 8 traitant de la Politique nationale de la ruralité.

L'ordre du jour est adopté avec ce changement et l'ajout des éléments suivants aux affaires nouvelles :

- rapport d'activité du comité de la CAR sur l'aménagement du territoire;
- activités de développement du CSPQ;
- nouveaux mandats d'information à Service Québec;
- mot de Françoise Richard.

3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 3 septembre 2009

Gaétan Gauthier fait la présentation du compte rendu de la rencontre du 3 septembre 2009. Celui-ci est adopté avec la modification suivante :

- au point 4.2 du compte rendu : changer Services Québec par Centre de services partagés du Québec (CSPQ).

4. Suites au compte rendu

4.1 Réflexion de la Table économique de la CAR sur les Réseaux Express

M. Jacques Tremblay dépose le document « Le réseau express au service des entreprises nord-côtières » que lui a remis ce matin M. Jacques Chiasson, directeur régional du MDEIE. Ce dernier ayant dû s'absenter, M. Alain Côté, directeur régional du MAPAQ résume les orientations discutées lors de la dernière rencontre de la table économique.

Suite aux discussions, les membres de la CAR conviennent de retenir les orientations suivantes :

- les membres de la CAR reconnaissent la pertinence de la mise en œuvre de comités interministériels dits « réseaux express » pour faire face à des situations particulières vécues par les entreprises et les organismes de la région;
- afin d'assurer la crédibilité de la démarche, tout « réseau express » doit être justifié, initié et dirigé par un ministère porteur qui est généralement celui dont relève principalement le secteur d'activité visé par le projet ou la problématique nécessitant l'apport de plus d'un ministère ou organisme gouvernemental.

4.2 Difficultés de recrutement des M/O gouvernementaux

Gaétan Gauthier informe les membres de la CAR que le rapport adopté par la CAR Côte-Nord a été transmis par la direction régionale du MAMROT aux personnes suivantes :

- Mme Diane Jean, PDG, Centre de Services partagés du Québec;
- M. Normand Légaré, secrétaire associé, Sous-secrétariat à la fonction publique, Conseil du

Déroulement de la rencontre

Trésor;

- M. Denys Jean, Secrétariat, Conseil du Trésor.

Mme Sylvie Michaud assurera le suivi du dossier auprès de son organisation. En attendant les retombées de cette démarche, Mme Michaud propose la formation d'un comité régional interministériel dont le mandat sera d'analyser certaines problématiques régionales et de favoriser la mise en œuvre de solutions susceptibles de répondre aux besoins de la région. Elle invite les membres de la CAR à lui faire part de leur intérêt à participer à ce comité.

4.3 Information des municipalités sur la question « métisse »

Gaétan Gauthier résume les résultats des démarches effectuées par la direction régionale du MAMROT auprès du SAA et du MAMROT.

Il dépose et procède à la lecture d'un courriel reçu de la répondante du SAA à la CAR, Mme Caroline Beaulieu concernant les orientations du gouvernement du Québec relativement à la non reconnaissance de communautés métisses sur son territoire.

Quant à la nécessité d'une intervention auprès des municipalités, il présente brièvement l'état de la réflexion en cours au sein du MAMROT, celle-ci pouvant éventuellement conduire à l'envoi d'une note écrite aux municipalités. À ce jour, le ministère n'a pas terminé sa réflexion à cet égard.

5. Résultat des élections municipales en région

M. Jacques Tremblay résume les principaux changements engendrés par les élections du 1^{er} novembre au sein des municipalités de la région. 13 des 31 municipalités dirigées par un conseil municipal ont changé de maire soit 42 % des municipalités de la région dont celles de Forestville, Baie-Comeau, Sept-Îles et Havre Saint-Pierre. Il fait également mention des impacts de celles-ci à l'égard de la composition du conseil d'administration de la CRÉ compte tenu du retrait de la vie politique de quelques leaders régionaux et de la défaite électorale subie par quelques autres. Il souligne également l'arrivée d'un préfet élu dans la MRC de Minganie.

Une liste des municipalités et des coordonnées des maires est remise aux participants.

6. Plan de match régional pour lutter contre la grippe H1N1

Les membres de la CAR accueillent le docteur Rénauld Cloutier, directeur de la santé publique pour la Côte-Nord. À l'aide d'un document « powerpoint » celui-ci présente et commente le plan régional de lutte contre la grippe H1N1.

Mme Sylvie Michaud informe les participants du rôle du CSPQ à l'égard d'un déploiement éventuel du personnel de la fonction publique vers le réseau de la santé si nécessaire.

M. Alain Côté souligne la pertinence que les gestionnaires régionaux rencontrent leurs personnels pour assurer une information adéquate au sein des organisations.

7. Présentation du projet de la CRÉ sur le développement des services universitaires sur la Côte-Nord

M. Patrick Hamelin, directeur général de la CRÉ, présente à l'aide d'un document « powerpoint » le projet régional de mise en place d'une université autonome dans la région Côte-Nord.

M. Éric Marquis souligne la pertinence que ce projet reçoive l'appui de la table de concertation interordres de la région. M. Hamelin précise que ce projet est actuellement en cours de présentation à chacun des membres de cette table et que le processus de consultation régionale suit son cours.

M. Jacques Tremblay insiste sur l'importance de ce projet pour le développement de la région.

Mme Françoise Richard souligne la pertinence de consolider les organisations existantes jusqu'à la mise en place de l'organisation régionale projetée.

Les membres de la CAR demandent de recevoir par courriel le document support de présentation utilisé par M. Hamelin. Avec l'accord de ce dernier, Gaétan Gauthier s'assurera de transmettre la documentation appropriée.

Déroulement de la rencontre

8. Positionnement de la Conférence régionale des élus dans le « Plan Nord »

M. Patrick Hamelin, directeur général de la CRÉ, présente à l'aide d'un document « powerpoint » les orientations retenues par l'organisme à l'égard du Plan Nord.

Les membres de la CAR demandent de recevoir par courriel le document support de présentation utilisé par M. Hamelin. Avec l'accord de ce dernier, Gaétan Gauthier s'assurera de transmettre la documentation appropriée.

9. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées

Gaétan Gauthier présente à l'aide d'un document « Powerpoint » un état de situation de la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental ainsi qu'une proposition de traitement des plans d'action locaux qui seront déposés par les municipalités visées en région.

M. Michel Bérubé et Mme Candide Tremblay soulignent la pertinence de conclure avec chaque municipalité visée une entente claire de collaboration basée sur le principe d'accompagnement par l'appareil gouvernemental.

Les discussions font également ressortir la nécessité de ne pas multiplier les lieux de discussion sur différents dossiers déjà traités entre certains ministères et les municipalités.

Les membres de la CAR adoptent les orientations proposées par la direction régionale du MAMROT. Conformément au processus convenu, Gaétan Gauthier informe les membres de la CAR de la tenue prochaine d'une rencontre du comité de la CAR sur le plan d'action de la municipalité de Gros-Mécatina.

10. Processus de signature et d'annonce des ententes spécifiques

Gaétan Gauthier dépose et commente un document résumant les différentes étapes du processus de préparation, de signature et d'annonce d'une entente spécifique. Il insiste notamment sur la nécessité de ne pas diffuser le contenu des ententes tant que les signatures officielles n'ont pas été obtenues, l'annonce de ces ententes devant se faire par l'ensemble des partenaires concernés.

11. Affaires nouvelles

11.1 Rapport d'activité du comité de la CAR sur l'aménagement du territoire

Gaétan Gauthier remet aux participants un bref document préparé par le responsable du dossier à la direction régionale du MAMROT, M. Pierre-Antoine Morin. Il fait lecture des principaux éléments de ce rapport d'activité.

11.2 Activités de développement du CSPQ :

- Prochains ateliers de formation

Sylvie Michaud dépose et commente un bref document relatif aux prochaines activités de formation des gestionnaires organisées par le CSPQ en région.

- Regroupement des formations

Sylvie Michaud consulte les membres de la CAR sur leur intérêt quant au regroupement des ministères pour la réalisation de certaines formations en région. Les membres de la CAR se disent favorables à une telle approche. Mme Michaud réalisera un sondage d'intérêt auprès des directions régionales de façon à cibler quelques sujets d'intérêt commun.

11.3 Nouveau mandat d'information de Service Québec

Nadine Bégin informe les membres de la CAR du mandat d'information de Services Québec. Elle mentionne l'existence d'ententes de collaboration avec plusieurs ministères

Déroulement de la rencontre

relativement à la tarification des mandats.

Ne sachant si le MAMROT a conclu une telle entente, Jacques Tremblay demande à recevoir une liste des ministères et organismes ayant un contrat de collaboration avec Services Québec.

11.4 Mot de Françoise Richard

Mme Françoise Richard prend la parole pour mentionner qu'elle entend prendre sa retraite à la période des Fêtes. Elle remercie les membres de la CAR pour la collaboration reçue et souligne qu'elle a appréciée grandement l'esprit de respect et de collaboration qui prévaut à la CAR Côte-Nord.

Au nom des membres de la CAR, M. Jacques Tremblay remercie Mme Richard de son implication dans différents dossiers en région et de sa collaboration au bon cheminement des dossiers traités par la CAR. Il lui souhaite une bonne retraite.

11.5 Présence regroupée de certains ministères sur la route 389

M. Michel Bérubé fait part de la réflexion en cours dans son organisation relativement à une présence physique accrue sur la route 389. Il invite les ministères à lui faire part de leur intérêt en ce sens. Il verra à contacter la direction régionale du MRNF à cet égard.

12. Date et lieu de la prochaine réunion

Il est convenu que la prochaine réunion de la CAR se tiendra à Baie-Comeau vers la mi-février 2010. Après vérification des disponibilités, un avis de convocation sera acheminé avec la date de la prochaine rencontre.

13. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion se termine à 15 h 40.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le vendredi 5 mars 2010

Heure : 9 h 00 à 15 h 30

Endroit : Hôtel Motel Hauterive

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

9 h 00	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences : 1.1 Accueil des nouveaux membres.
	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour;
	3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 4 novembre 2009;
9 h 10	4. Suites au compte rendu : 4.1 Suivi du dossier « Attraction et rétention du personnel »;
9 h 25	5. Résumé des travaux de la table économique de la CAR ; (Jacques Chiasson, MDEIE)
9 h 55	6. Présentation du nouveau régime forestier; (Normand Laprise, MRNF)
11 h 00	7. Diagnostic régional; (Françoise Aubry, MCCCCF)
11 h 15	8. Portrait des interventions prévues sur la route 389; (Michel Bérubé, MTQ)
11 h 30	9. Informations sur 3 mesures : (Éric Hufty, MFA) 9.1 Fonds pour le développement des jeunes enfants; 9.2 Fonds de soutien aux proches aidants; 9.3 Programme de soutien aux politiques familiales municipales et à la démarche « municipalité amie des aînés ».
12 h 00	Pause pour le dîner (Réservation de groupe à la Brasserie Le Boucanier);
13 h 30	10. Information sur le suivi en région de la Politique nationale de la ruralité; (Stéphane Boudreau, MAMROT) 10.1 Pactes ruraux; 10.2 Programme « Produits de spécialités »; 10.3 Mesure « Laboratoire ruraux »; 10.4 Communautés rurales branchées.
14 h 45	11. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées : (Gaétan Gauthier, MAMROT) 11.1 État de situation et prochaines étapes.
15 h 00	12. Érosion des berges : état de situation du dossier; (Réal Delisle, MSP)
15 h 15	13. Affaires nouvelles :

ORDRE DU JOUR

Horaire prévu

- 13.1
- 13.2
- 13.3

14. Date et lieu de la prochaine réunion;

15 h 30

15. Fin de la rencontre.

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de la Côte-Nord du 5 mars n'est pas disponible.

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
Le 27 novembre 2009, Salle Domtar à l'hôtel Matagami

- 08 h 30 1. Ouverture de la séance
- 08 h 35 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 08 h 45 3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 4 juin 2009
- 09 h 00 4. Tour de table des ministères (tous)
- 10 h 00 **PAUSE**
- 10 h 15 5. Discussion avec le ministre responsable de la région du Nord-du-Québec,
M. Pierre Corbeil
- 11 h 00 6. Discussion sur le Plan Nord avec le sous-ministre des Ressources naturelles et de
la Faune, M. Robert Sauvé
- 12 h 00 **DÎNER SUR PLACE**
- 13 h 00 7. Table économique de la CAR
- 7.1 Vigie du MDEIE concernant la crise économique
7.2 Projet ACCORD
- 13 h 30 8. Projet pilote de champignons sauvages à très haute valeur commerciale, M. Alain
Coulombe (SDBJ)
- 14 h 00 9. Le point sur la pandémie de grippe A (h1N1) à la Baie-James, Mme Diane
Laboissonnière (CRSSSBJ)
- 14 h 15 **PAUSE**
- 14 h 30 10. Centre de services partagés du Québec
- 10.1 Les activités de développement
10.2 Stratégie de redéploiement en cas de pandémie: rôle du CSPQ,
Mme Karine Girard, CSPQ
- 15 h 00 11. DIVERS SUJETS
1.
2.
3.
4.
- 15 h 30 12. Date et lieu de la prochaine rencontre
- 15 h 40 13. Levée de l'assemblée
-

CAR NORD-DU-QUÉBEC
27 novembre 2009 à Matagami

Nom	27	Nolisé Québec
Baillargeon, Renée Claude - MESS	X	
Blais, Denis – Transports	X	Québec (aller seulement)
Bouthillette, Roger – HQ	X	
Brunet, André – CRÉBJ	X	
Corbeil, Pierre – MRNF (+ garde du corps) à confirmer	2 X	
Girard, Karine – CSPQ	X	Bagotville
Darveau, Denis – MDEIE	X	Bagotville
Coulombe, Alain – SDBJ	X	
Desjardins, Ghislain – MESS	X	
Desrosiers, Frédéric – SAA	X	Québec
Frenette, Yvon – MCE	X	
Hébert, Patricia – MAMROT	X	
Hétu, Guy – MRNF	X	
Laboissonnière, Diane – SSSS	X (le 27 seulement)	
Leclerc, Richard – MAMROT	X	
Mikhaïl, Mourad – MAPAQ	X	
Roy, Fernand – SAA	X	Québec
Saint-Onge, Véronique	X	
Séguin, Louise – Tourisme	X	Québec
Simard, Richard - HQ	X	
Thibault, Raymond - SDBJ	X	
Viger, Jacques - MSP	X (peut-être)	
Yassa, Adel - ARK	X	

Présents : 24

**Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 27 novembre 2009
à compter de 8 h 30, à la salle Domtar de l'Hôtel Matagami**

ÉTUDIANTS PRÉSENTS

Renée Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification - partenariat, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Denis Blais	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Roger Bouthillette	Adjoint au directeur régional La grande Rivière, Hydro-Québec (HQ)
Alain Coulombe	Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Denis Darveau	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Ghislain Desjardins	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Frédéric Desrosiers	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Karine Girard	Responsable régionale, Vice-présidence ressources humaines, Direction des services en région, centre de services partagés du Québec (CSPQ)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Guy Hétu	Directeur général, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Diane Laboissonnière	Présidente-directrice générale, centre Régional de Santé et de Services sociaux de la Baie-James (CRSSBJ)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Gaétan Lessard	Conseiller en sécurité, ministère de la Sécurité publique (MSP)
Mourad Mikhaïl	Directeur régional adjoint, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
Richard Simard	Conseiller – Relations avec le milieu, Direction régionale – La Grande Rivière et Direction – Production, Hydro-Québec (HQ)
Raymond Thibault	Président-directeur général, société de développement de la Baie-James (SDBJ)

PAR CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

Adel Yassa	Directeur pour le service de la recherche et du développement économique, Administration régionale Kativik (ARK)
Robert Sauvé (Plan Nord)	Sous-ministre, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)
Louise Séguin (Plan Nord)	Conseillère en partenariat touristique, ministère du Tourisme (Tourisme)

ÉTUDIANTS INVITÉS

André Brunet	Directeur général, conférence régionale des élus de la Baie-James (CRÉBJ)
Yvon Frenette	Attaché politique du ministre responsable de la région du Nord-du-Québec, ministère du Conseil exécutif (MCE)
Véronique St-Onge	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	M. Richard Leclerc souhaite la bienvenue aux participants.			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.			
3. Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 4 juin 2009	M. Raymond Thibault demande une modification au point 6. Au lieu de « a contracté un prêt », il faudrait lire « a l'intention de contracter ». - Le compte rendu est adopté avec la modification proposée.			
4. Tour de table des ministères et organismes	Chaque participant présente un état de la situation des dossiers importants pour leur organisation dans la région du Nord-du-Québec.			
5. Discussion avec le ministre responsable de la région du Nord-du-Québec, M. Pierre Corbeil	M. Yvon Frenette souligne que le ministre ne peut malheureusement être présent à cause de la fin de session intensive à l'Assemblée nationale.			
6. Discussion sur le Plan Nord avec le sous-ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Robert Sauvé	M. Sauvé se joint à la rencontre par conférence téléphonique. - Il fait un compte rendu de la rencontre du 6 novembre 2009 visant à partager l'information sur la démarche du Plan Nord. Cette rencontre tenue à Québec a réuni 215 élus et chefs autochtones. Une démarche a été retenue et 2 tables ont été mises sur pied : une table des partenaires et une table des partenaires autochtones qui se subdivise en quatre tables distinctes, soit une par nation. - Une rencontre réunissant environ 150 personnes est prévue en janvier avec les représentants d'entreprises des secteurs forestier, touristique, énergétique, etc. - Un représentant par ministère concerné sera nommé pour la démarche du Plan Nord. - Le MRNF se donne un an pour tout intégrer et présenter ce qui sera un plan ou une stratégie. Il s'agit d'une démarche qui sera exemplaire en matière de développement durable. - La question de la gouvernance sera intégrée dans le processus en collaborant avec toutes les communautés. Celle-ci évoluera en cours de route. M. Sauvé souligne qu'ils ont choisi de ne pas s'attaquer aux structures en départ, mais plutôt en parallèle. - La première priorité pour la ministre est que le Plan Nord profite aux communautés du Nord. - L'idée de scinder les gros contrats en plus petits pour favoriser les entreprises d'ici sera explorée.			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
7. Table économique de la CAR 7.1 Vigie du MDEIE concernant la crise économique 7.2 Projet ACCORD	7.1 M. Denis Darveau fait la présentation d'un diaporama ayant pour titre : Vigie MDEIE. Il est signalé qu'il serait intéressant d'avoir des statistiques pour le Nord-du-Québec. 7.2 M. Darveau fait la lecture d'un document : Accord Nord-du-Québec : État de situation.			
8. Projet pilote de champignons sauvages à très haute valeur commerciale	- Un projet est en cours dans le secteur de Chisasibi et M. Pierre Chevrier fait la présentation d'un diaporama et d'un petit film concernant le projet. - Il offre aux membres un panier cadeau contenant des échantillons de champignons.			
8. Le point sur la pandémie de grippe A (h1N1) à la BaieJames	- Mme Diane Laboissonnière fait la présentation d'un diaporama faisant le point sur la situation. - Elle signale que le vaccin de la grippe saisonnière devrait être disponible en janvier 2010.			
10. Centre de services partagés du Québec 10.1 Activités de développement 10.2 Stratégie de redéploiement en cas de pandémie: rôle du CSPQ	10.1 Mme Karine Girard informe les membres qu'il y aura deux formations pour les gestionnaires en mars et en mai, à Chibougamau. En avril, il y aura une session d'accueil des nouveaux employés. Elle demande aux membres les besoins en formation pour leurs employés. M. Leclerc suggère aux membres de lui faire parvenir les besoins en formation et celui-ci les fera parvenir au CSPQ. 10.2 Mme Girard informe les membres de la procédure de redéploiement des ressources en cas de pandémie. Elle précise que les centres de santé doivent aviser le CSPQ des besoins d'effectifs et celui-ci contacte les agents de liaison des ministères en fonction de la proximité des ressources.		Richard Leclerc	Février 2010
11. Divers sujets	M. Mourad informe les membres qu'une formation aura lieu en janvier ou février pour se préparer aux concours de classe II et IV.			
12. Date et lieu de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre devrait avoir lieu à la fin du mois de février ou au début du mois de mars.			
13. Levée de l'assemblée	L'assemblée s'est terminée à 16 heures.			

Date : Le 12 janvier 2010

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
Le 4 juin 2009, à Chibougamau
Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James, salle 123

- 08 h 30 1. Ouverture de la séance
- 08 h 35 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 08 h 45 3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 4 mars 2009
- 09 h 00 4. Tour de table des ministères (tous)
- 10 h 15 **PAUSE**
- 10 h 30 5. Présentation du film La Jamésie un milieu de vie naturel (Philippe Boivin)
- 11 h 30 6. Présentation du nouveau site web de la SDBJ
Présentation des principaux projets d'investissement de la SDBJ (Raymond Thibault et Alain Coulombe)
- 12 h 15 **DÎNER SUR PLACE**
- 13 h 00 7. Table économique de la CAR (Denis Darveau)
- 7.1 - Route des Monts Otish (Denis Blais)
- 7.2 - Plan Nord (Guy Héту)
- 7.3 – Eastmain 1-A
- 14 h 30 **PAUSE**
- 14 h 45 8. Pacte pour l'emploi PLUS (Renée Claude Baillargeon)
- 15 h 45 9. **DIVERS SUJETS**
- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 16 h 15 10. Date et lieu de la prochaine rencontre
- 16 h 20 11. Levée de l'assemblée
-

FORMATION CBJNQ
3 juin 2009 à Chibougamau
CAR NORD-DU-QUÉBEC
4 juin 2009 à Chibougamau

Formation CBJNQ, 3 mars 2009 (dîner inclus)	CAR du Nord-du-Québec, 4 mars (dîner inclus)
Baillargeon, Renée Claude - MESS	Baillargeon, Renée Claude - MESS
Bilodeau, Louise - MELS	Bilodeau, Louise - MELS
Blais, Denis – Transports	Blais, Denis – Transports
Transports, une personne à confirmer	Transports, une personne à confirmer
Coulombe, Alain - SDBJ	Coulombe, Alain - SDBJ
Darveau, Denis - MDEIE	Darveau, Denis - MDEIE
Frenette, Yvon - MCE	Frenette, Yvon - MCE
Hébert, Patricia – MAMROT	Hébert, Patricia – MAMROT
Hétu, Guy – MRNF	Hétu, Guy – MRNF
Laboissonnière, Diane – SSSS – 1 remplaceant – nom à venir	Laboissonnière, Diane – SSSS – 1 remplaceant – nom à venir
Leclerc, Richard - MAMROT	Leclerc, Richard - MAMROT
Mikhaïl, Mourad - MAPAQ	Mikhaïl, Mourad - MAPAQ
St-Onge, Véronique - MAMROT	
	Thibault, Raymond - SDBJ
Manon Cyr, MDEIE	
Sandra Fréchette, MESS	
Serge Boulanger, MESS	
Byanka Bolduc, MESS	
Alain Poirier, MESS	
Nathalie Bédard, MESS	

Souper seulement, le 3 juin : Mireille Côté

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 4 juin 2009
à compter de 8 h 30, au Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James*

ÉTAIENT PRÉSENTS

Renée Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification - partenariat, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Denis Blais	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Alain Coulombe	Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Denis Darveau	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)
Diane Laboissonnière	Présidente-directrice générale, Conseil régional de la Santé et des Services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Mourad Mikhaïl	Directeur régional adjoint, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)

ÉTAIENT INVITÉS

Yvon Frenette	Attaché politique du ministre responsable de la région du Nord-du-Québec, ministère du Conseil exécutif

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	M. Leclerc souhaite la bienvenue aux participants.			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.			
3. Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 4 mars 2009	Le compte rendu est adopté tel que proposé.			
4. Tour de table des ministères et organismes	- Chaque participant présente un état de la situation des dossiers importants pour leur organisation dans la région du Nord-du-Québec. - Il est proposé par M. Denis Blais que le ministre responsable de la région du Nord-du-Québec, M. Pierre Corbeil soit invité à venir rencontrer les membres de la CAR en septembre pour faire le point sur l'état d'avancement du Plan Nord.		Richard Leclerc	Septembre 2009
5. Présentation du film « La Jamésie un milieu de vie naturel »	M. Philippe Boivin, directeur général du Mouvement Jeunesse Baie-James, vient présenter le film, d'une durée d'environ 40 minutes, qui a préalablement été présenté dans la majorité des communautés jamésiennes. Ce film a notamment pour but d'attirer de nouveaux travailleurs dans la région. Le film a été apprécié de tous.		Aucun	
6. Présentation du nouveau site web de la Société de développement de la Baie-James et présentation des principaux projets d'investissement de la SDBJ	M. Thibault fait la présentation du tout nouveau site de la SDBJ www.sdbj.gouv.qc.ca. Un site complet qui sera régulièrement mis à jour. M. Alain Coulombe, directeur du développement économique, fait la présentation des principaux projets d'investissement de la SDBJ. Il présente le projet de rénovation du relais routier du Km 381 de la route de la Baie-James. La SDBJ finance 3 000 000 \$ et a contracté un prêt au montant de 1 500 000 \$. Une demande de subvention a été soumise au MAMROT. M. Thibault précise que la réhabilitation de la route de la Baie-James est un dossier prioritaire. M. Pierre Folco nous fait la présentation du <i>Fonds d'investissement minier</i> de la SDBJ. M. Leclerc demande à M. Thibault s'il aurait un intérêt à être présent sur le comité de relance de Lebel-sur-Quévillon. M. Thibault est d'accord et M. Leclerc vérifiera avec M. Robert Sauvé.		Richard Leclerc	Juillet 2009

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
7. Table économique de la CAR			Aucun	
7.1 Route des monts Otish	7.1 M. Denis Blais explique le plan de la route des monts Otish (sur papier). M. Blais dépose un tableau PPP (activités commerciales) – Description et scénario 1, 2, 3, 4.			
7.2 Plan Nord	7.2 M. Guy Héту étant absent, M. Darveau explique que le Plan Nord bénéficie d'un budget de 50 millions. Il explique la formule de financement.			
7.3 Eastmain 1-A	7.3 M ^{me} Renée Claude Baillargeon distribue le document <i>Suivi de l'efficacité des mesures incitatives de maximisation des dépenses régionales – Février 2009</i> . Elle explique qu'il y a pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans la région du Nord-du-Québec.			
8. Pacte pour l'emploi PLUS	M^{me} Renée Claude Baillargeon présentera son document à la prochaine CAR du Nord-du-Québec.			
9. Divers sujets			Richard Leclerc	Août 2009
9.1 Concours interministériel	9.1 Chaque ministère doit faire une demande à leur direction des ressources humaines pour la mise sur pied d'un concours interministériel, mais au bout du compte, c'est le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) qui établit les priorités. Il est suggéré d'écrire une lettre conjointe des membres de la CAR à la présidente-directrice générale du CSPQ pour expliquer les problématiques régionales et demander la création d'un concours interministériel pour le Nord-du-Québec.			
9.2 Salon de l'emploi	9.2 M. Leclerc informe les membres de la CAR à l'effet que le CSPQ était présent lors du Salon de l'Emploi-Formation 2009 qui s'est tenu à Chibougamau.			
9.3 Table de recrutement	9.3 La Table de recrutement est un projet d'une durée de 3 ans, issu du Comité régional des partenaires du marché du travail (CRPMT). Un coordonnateur vient d'être embauché et élaborera un plan d'action visant notamment à supporter les organisations qui ont des difficultés de recrutement.			
10. Date et lieu de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre devrait avoir lieu à la fin septembre à Matagami.			
11. Levée de l'assemblée	L'assemblée s'est terminée à 14 h 15.			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier

Date : Le 30 juillet 2009

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Denise Bérubé, technicienne en administration, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

NOTE

Le compte-rendu de la CAR du Nord-du-Québec du 3 mars n'est pas disponible.

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Auberge Madeli inn
Le 17 juin 2009 à compter de 9h30**

9h30	Ouverture de la rencontre
9h35	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la rencontre du 23 mars 2009
9h40	Points d'information /Tour de table • Évolution économique et perspectives : Pêches, Tourisme, Culture, Forêt, Agriculture, Énergie et mines, Transport ; • Évolution des enjeux sociaux et perspectives : Éducation, Environnement, Services sociaux...
11h	Entente de partenariat régional en tourisme Mme Danielle Marchand
12h	Dîner
13h30	Le Fonds de soutien des territoires en difficultés Michel Gionest
14h00	Préparation rencontre CAR\CRÉ du 18 juin au matin
15h00	Pause santé
15h15	Centre de services partagés du Québec Serge St-Louis
15h50	Le Fonds d'intervention stratégique régional GIM Michel Gionest /Robert Sauvé Sous-ministre associé
16h00	Affaires diverses
16h30	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Mercredi, 17 juin 2009
À l'Auberge Madeli Inn (Îles-de-la-Madeleine)**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Véronique Cyr	MAMROT
Suzanne Ferguson	Services Québec
Roxane Grenon	MFA
Chantal Langford	MAMROT
Ginette Lévesque	MAPAQ
France-Sylvie Loisel	MSP – Sécurité civile
Mireille Parent	Transports

Étaient présents :

Messieurs :

Donald Arseneau	MAPAQ
Luc Belzile	SQ
Jean Michel C. Samuel	MAMROT
Roger Cyr	MDEIE
Yvon Doyle	MICC
François Fortin	MDDEP
Michel Gionest	MAMROT
Marc Groleau	Emploi-Québec
Bernard Landry	MRNF
Danièle Marchand	Tourisme
Réjean Morissette	Affaires autochtones
Marius Petitpas	SAAQ
Bernard Racine	MAPAQ
Marcel Roussy	MAPAQ-DGR
Gilbert Scantland	CRÉ-GÎM
Walter Smith	MAMROT
Serge St-Louis	CSPQ
Marc Théberge	SQ

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Mercredi, 17 juin 2009
À l'Auberge Madeli Inn (Îles-de-la-Madeleine)
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 9 h 30 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec un ajout à l'ordre du jour : Table DR – Occupation du territoire.	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 23 mars 2009 et suivi	Le compte rendu est adopté tel que rédigé. Une correction a été cependant apportée à l'article 4.3 : Les termes « <i>MAPAQ - ÉOLIEN</i> » sont retirés.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table	<i>Évolution économique et perspectives</i> 4.1 <i>MAPAQ-Pêches</i> ➤ Trois programmes annoncés à ce jour. ➤ Plan d'action ministériel. ➤ Activités du secteur. • Fin de la pêche au crabe; • Crevette : La pêche continue. Technologie – recherche – développement 200 000 \$ - trois ans. ➤ Association avec le l'UQAR + Halieutec. ➤ Corporation à former d'ici à l'automne. 4.2 <i>SAAQ</i> (Statu quo) ➤ Développement du permis de conduire « <i>Plus</i> ». 4.3 <i>Sécurité civile</i> ➤ Protocole d'entente pour la mise en place d'un comité multidisciplinaire. ➤ Colloque sur la sécurité civile à Carleton-sur-Mer cet automne. ➤ Le sauvetage en milieu forestier. ➤ Problématique de la pandémie.	<i>Homard</i> : Secteur en trouble ➤ La pêche achève. ➤ Prix à la baisse. ➤ Volume à la baisse. ➤ Aides-pêcheurs en difficulté de se qualifier. ➤ Programme gouvernemental de support.

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.4 <i>Emploi-Québec</i> Prestation de services individus, entreprises. Prestation de dernier recours en profonde révision. ➤ Le défi des départs à la retraite. ➤ Opérations : Pacte pour l'emploi plus dans un contexte économique et social particulier. ➤ Intensification du réseau express. <i>Emploi</i> Préparation de la main-d'œuvre à la reprise économique. <i>Placement assisté</i> Recensement des besoins en emploi aux entreprises. Système de placement assisté. Écart entre GÎM et la moyenne provinciale – 20 points. <i>Cap sur l'avenir</i> Lancement de la consultation nationale sur la pauvreté et l'exclusion.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.9 Forêt (Cerf de Virginie) ➤ Augmentation du cheptel de 80 % depuis 2003. ➤ Cascapédia / St-Jules : Entente avec les autochtones. ➤ MRNF – CRÉ – Financement du consortium. ➤ Nouveau régime forestier. ➤ Projet de loi : Occupation du territoire. ➤ Sylviculture intensive. ➤ Loi sur la protection du territoire agricole. ➤ Politique cadre du développement de l'agriculture. ➤ Commercialisation du circuit court. ➤ Programme « <i>Cultivons l'avenir</i> ». ➤ Sirop d'érable, ça va bien. 4.10 MAPAQ – Agriculture Bernard Racine assume l'intérim ➤ Entente spécifique non finalisée. ➤ Suivi du rapport Pronovost. ➤ Rapport Michel St-Pierre. 4.11 MDEIE ➤ Denis Goulet transféré. ➤ Roger Cyr assume l'intérim. ➤ Françoise Joncas a pris sa retraite. Bureaux Chandler – New Carlisle – Gaspé. Secteurs : Éolien – créneaux d'excellence.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.12 CRÉ-GÎM (Principaux dossiers) Déploiement de l'action gouvernementale en région. Participe à la consultation sur la pauvreté et l'exclusion. Transport collectif : En appel d'offres présentement, service important et régulier. ➤ Partenaires transports CRÉ – MAMROT – MRC. ➤ Genest II – Plus d'emprise. ➤ CAAF non utilisés sont cédés au public. <i>Transport ferroviaire</i> (Relations CN–Régions) <i>Internet Haute Vitesse en développement</i> 95 % du territoire seront couverts. En développement important pour les prochaines années sur le plan de la haute technologie en matière de communication. – Plan de développement stratégique en révision par un « <i>Lac à l'épaule</i> ». – Entente spécifique sur le plan culturel. 4.13 S.Q. Développement au niveau administratif Intervention à la Côte-Nord ➤ Enquêtes criminelles : À partir de Montréal. ➤ Présence aux activités du 475^e à Gaspé. ➤ Les Îles-de-la-Madeleine : En lien avec le centre de gestion des appels de Pabos.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.14 Transport Plusieurs chantiers en cours, Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine 4.15 Services Québec ➤ L'évolution de la prestation de services. ➤ Développement des pôles de services. ➤ Gouvernement en ligne, voir également l'annexe 4.1.2. Nouvel outil de vulgarisation en développement ➤ Copie d'un communiqué déposée. E.Q. Oui, compression au niveau des effectifs. Transports Volume d'activités fortement augmenté d'où les budgets. (Effectifs + ressources financières augmentés). MAMROT Exclu de la politique maintien des effectifs. CRÉ (Enveloppes FDR) 21 CRÉ à la table. Nouveau partage de l'enveloppe qui pénalise notre région. 400 000 \$ en baisse à 71 000 \$.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.15 <i>Services Québec (suite)</i> <i>Contenu de Services Québec</i> Diffusion d'un communiqué du ministère des Services gouvernementaux et du ministère de la Famille et des Aînés traitant de l'accès aux technologies de l'information pour les personnes âgées du Québec : aide financière au Céfrio – (centre francophone d'informatisation des organisations) pour le projet Génération qui vise à comprendre la relation qu'entretiennent les aînés québécois à l'égard des technologies de l'information. Les conclusions du projet pourront contribuer à développer de nouvelles manières de donner accès à un contenu et à des services électroniques adaptés à leur réalité. Le Céfrio entreprend un chantier sur l'usage des technologies de l'information par les Québécois de 55 ans et plus etc. Programmes : Appui au passage à la société d'information et Soutien aux initiatives visant le respect des aînés. Sondage réalisé par la direction régionale de Services lors de la rencontre régionale des Aînés en septembre 2008. Les résultats pour 110 répondants : 42 % des aînés de la région utilisent Internet et 40 % ne savent pas utiliser Internet. L'équipe de Services Québec a produit des outils d'aide à la navigation pour ses clients aux comptoirs. Services Québec, réflexion en profondeur six chantiers en fonction d'ici l'automne. Multimode nouvelle approche intégrée.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
5. Évolution des enjeux sociaux et perspectives	5.1 <i>Environnement</i> ➤ Loi sur l'eau : contrôle des importants prélèvements d'eau. ➤ Mise en œuvre de l'entente des Grands Lacs. ➤ Deux règlements à venir (autodéclaration des exploitants et système de redevances).	
6. Entente de partenariat régional en tourisme (Mme Danielle Marchand)	<i>Entente de partenariat régional en tourisme</i> Entente cadre avec les associations touristiques régionales et Tourisme Québec. L'ATR-GÎM peut s'entendre avec d'autres organismes pour l'application de l'entente (enveloppes 300 000 \$) pour 1,0 M \$ sur trois ans. Financement : Taxe sur l'hébergement. \$ pour \$ / ministère – ATR. Pour les Îles-de-la-Madeleine, à venir puisqu'il n'y avait aucune taxe à l'hébergement. ➤ Une vingtaine de projets à l'étude présentement. ➤ Annonces attendues prochainement. <i>Le grand objectif</i> ➤ Renouvellement de l'offre touristique afin de contrer la concurrence.	– Projet majeur en Gaspésie : « <i>Cime Aventure</i> »

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
7. Le Fonds de soutien des territoires en difficulté (Michel Gionest)	<i>Le Fonds de soutien des territoires en difficulté (FSTD)</i> ➤ Rappel de l'origine de l'enveloppe consacrée aux territoires en difficulté. ➤ 12 M\$ pour la région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine (FSTD). ➤ Enveloppes attribuées aux MRC du territoire. ➤ 4 M\$ pour les deux prochaines années financières. ➤ 27 500 \$ par municipalité dévitalisée, maximum 75 000 \$, 100 000 \$ par année par MRC.	
8. Préparation de la rencontre CAR-CRÉ du 18 juin en matinée	<i>Préparation de la rencontre CAR-CRÉ du 18 juin en matinée</i> ➤ Rencontre antérieure en 2001. ➤ Présentations individuelles et rôle particulier. ➤ Rôle de la CAR. ➤ Perception par la CRÉ des intervenants gouvernementaux régionaux. ➤ Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. ➤ Occupation du territoire.	

Sujet	Commentaires	Suivi
9. Présentation du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) (Serge Saint-Louis)	<i>Présentation du Centre de services partagés du Québec (CSPQ)</i> <i>Au CSPQ</i> D'ici avril 2010, la vice-présidence - Ressources humaines du CSPQ devra dorénavant s'autofinancer, à titre d'exemple : actuellement, c'est le Conseil du trésor qui couvre directement les coûts reliés à tenue des concours. Dans l'avenir, les argents seront versés aux ministères et ceux-ci seront facturés par le CSPQ. À cet effet, le CSPQ est à analyser les produits qui pourraient être tarifés aux ministères et ceux qui pour lesquels il devra continuer de facturer au SCT. D'autre part, le CSPQ continue d'explorer l'éventualité d'avoir recours au privé quant à certaines activités, par exemple : l'admissibilité aux concours. Depuis avril, il est maintenant impossible de restreindre le territoire d'attraction lors d'un appel de candidatures du recrutement, cela est la conséquence de l'entente interprovinciale négociée récemment par le premier ministre. D'autre part, au CSPQ et pour plusieurs M/O, les candidats admis à un concours devront dorénavant se déplacer vers la région où les emplois seront disponibles. <i>Concours cadre 4</i> Le rapport de la Commission de la fonction publique du Québec. ➤ Pas de concours à court terme. ➤ Maximisation de l'utilisation des listes de déclaration d'aptitudes. ➤ Faciliter le repérage des personnes sur les listes de déclaration d'aptitudes. ➤ Faire la promotion de ces listes auprès des ministères. ➤ Repositionner le recrutement cadre 4 suite aux réflexions sous l'angle interministériel.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
9. Présentation du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) (Serge Saint-Louis) (suite)	<i>Présentation du Centre de services partagés du Québec (CSPQ)</i> (Suite) <i>Gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre (GPMO)</i> <i>Un premier exercice de GPMO devrait être réalisé au cours de la présente année pour la région de la Gaspésie.</i> ➤ Lecture du contexte. (Focus groupe). ➤ Analyse des données. ➤ Identification des écarts. ➤ Stratégie et perspectives. ➤ Le produit sera livré suite à l'autorisation du Secrétariat du Conseil du trésor. ➤ Calendrier des activités de développement sera livré au cours de l'automne. ➤ Nous avons tenu deux activités au cours des derniers mois. L'une parlant sur la créativité, l'autre sur la santé mentale. ➤ Les cercles de gestion auront lieu comme chaque année, vous devez vous inscrire à l'automne auprès de vos DRH. <i>Données au regard de l'effectif en GÎM</i> * 1 avril 2009 – 1059 dont 296 occ. (28 %) – GÎM. 75 dont 25 occ. – Îles-de-la-Madeleine soit 7 % de l'effectif.	
10. Le Fonds d'intervention stratégique régional GÎM (Robert Sauvé, sous-ministre associé) (Michel Gionest, directeur régional)	<i>Le Fonds d'intervention stratégique régional (FISR) GÎM.</i> 6 M\$ 2008–2009. Groupement d'employeurs créé par le MAMROT et EQ. 375 000 \$ ont été récupérés et rendus disponibles aux entreprises = versé FISR. Deux tableaux détaillés des bénéficiaires et des enveloppes attribuées sont remis à chaque participant.	À noter que plusieurs dossiers ont pour objet l'amélioration de l'offre de service touristique.

* Selon les employés (es) inscrits (es) à la paye du 1^{er} avril 2009

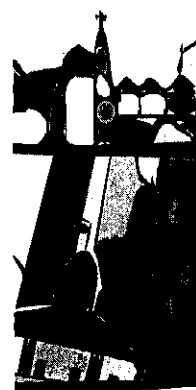
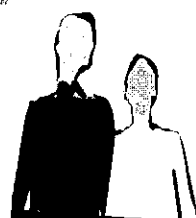
SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
10. Le Fonds d'intervention stratégique régional GÎM (Robert Sauvé, sous-ministre associé) (Michel Gionest directeur régional) (suite)	<i>Le Fonds d'intervention stratégique régional (FISR) GÎM.</i> (suite) Investissements générés 23,4 M\$ +. Le manque de fonds actuel est de 1 M\$. Rencontre prévue avec les autorités du ministère à ce sujet.	
11. Affaires diverses	À la prochaine rencontre de la CAR, une séance spéciale se tiendra au sujet du dossier autochtone. Une préparation d'outils de travail sera rédigée par le ministère des Affaires autochtones.	
12. Prochaine CAR	Date à déterminer.	
13. Fin de la rencontre	Fin de la réunion sur proposition du président.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT
Secrétaire de la rencontre

Rencontre de la Conférence administrative régionale À l'Hôtel Le Francis

Le 16 novembre 2009 à compter de 9h30

9h30	Ouverture de la rencontre
9h35	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la rencontre du 17 juin 2009
9h40	Points d'information / Tour de table - Évolution économique et perspectives : Pêches, Tourisme, Culture, Forêt, Agriculture, Énergie et mines, Services Québec, Transport ; - Évolution des enjeux sociaux et perspectives : Éducation, Environnement, Services sociaux...
11h	Mme Nathalie Normandeau, vice-première ministre, ministre des Ressources naturelles et de la Faune
12h	Dîner
13h30	Bilan Fonds d'intervention stratégique régional (FISR) et du Fonds d'aide au développement des territoires (FADT) Michel Gionest
14h00	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées – Comité de la CAR
14h30	Suivi du comité économique de la CAR Roger Cyr
15h00	Pause santé
15h15	Centre de services partagés du Québec Serge St-Louis
15h30	Rapport sur les ententes avec les autochtones Réjean Morrissette
16h15	Affaires diverses
16h30	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Lundi, 16 novembre 2009
L'Hôtel Le Francis de New Richmond**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Nathalie Normandeau	<i>Vice-première ministre, ministre des Ressources naturelles et de la Faune et ministre responsable de la région GÎM</i>
Marie-Jeanne Cotton	<i>Services Québec</i>
Roxane Grenon	<i>MFA</i>
Hélène Latérière	<i>MAF Condition féminine - MCCCCF</i>
Ginette Lévesque	<i>MAPAQ</i>
Lise Thériault	<i>MTQ</i>

Étaient présents :

Messieurs :

Geoffroy Allard	<i>Société immobilière du Québec</i>
Roland Auger	<i>Directeur général – Cégep Gaspésie et des Îles</i>
Mario Bergeron	<i>MTQ</i>
Louis Bigaouette	<i>MAPAQ - Agriculture</i>
Roger Cyr	<i>MDEIE</i>
Stéphane Cyr	<i>Attaché politique</i>
Sébastien Daignault	<i>MAMROT</i>
Jean-Marie Dionne	<i>MDDEP</i>
Steve Dufour	<i>Investissement Québec</i>
Christian Fournier	<i>Commission des lésions professionnelles - Normes du travail</i>
Michel Gionest	<i>MAMROT</i>
Marc Groleau	<i>Emploi-Québec</i>
Bernard Landry	<i>MRNF</i>
Réjean Morissette	<i>Affaires autochtones</i>
Gilles Pelletier	<i>Agence de la santé et des services sociaux</i>
Marcel Roussy	<i>MAPAQ-DGR</i>
Gilbert Scantland	<i>CRÉ-GÎM</i>
Walter Smith	<i>MAMROT</i>
Serge St-Louis	<i>CSPQ</i>

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Lundi, 16 novembre 2009
L'Hôtel Le Francis de New Richmond
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Monsieur Michel Gionest, président, ouvre la rencontre à 9 h 45 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec un ajout : H1N1 à affaires diverses	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 17 juin 2009 et suivi	Le compte rendu est adopté tel que rédigé, sauf certaines corrections apportées. Item 4.10 Forêt : les points suivants devraient se retrouver à l'item 4.11 MAPAQ-Agriculture. ➤ Politique-cadre du développement de l'agriculture; ➤ Commercialisation du circuit court; ➤ Programme « <i>Cultivons l'avenir</i> »; ➤ Sirop d'érable – Ça va bien.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 17 juin 2009 et suivi (suite)	Item 4.13 : ➤ Déploiement de l'action gouvernementale en région; ➤ Participation à la consultation sur la pauvreté et l'exclusion; ➤ Le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) non utilisé est cédé au « <i>ministère</i> ».	
4. Points d'information / Tour de table	<i>Évolution économique et perspectives</i> 4.1 <i>MAPAQ-Pêches</i> ➤ Entente entre le ministère et Halieutec sur le statut de transfert technologique; ➤ Création prévue de Corporation – Avril 2010; ➤ Intégration difficile; ➤ La démarche serait nécessaire avec le TechnoCentre éolien; ➤ Une entente spécifique peut-elle être envisagée ?; ➤ L'année a été difficile : • Homard - Diminution du volume et du prix • Crevette – Prix faible; ➤ Programme de développement; ➤ Rationalisation chez les pêcheurs de morue dans un but de rentabilité; ➤ Mariculture – Situation à étudier. 4.2 <i>Condition féminine</i> ➤ Implication des femmes en politique municipale; ➤ Communication; ➤ Culture : Permis Télé-Gaspé en vertu de la loi sur les liens culturels; ➤ Plan québécois d'infrastructure : Volume de travail augmenté.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.3 MDEIE Monsieur Roger Cyr assume toujours l'intérim à la direction régionale 4.4 Forêt <i>Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine : Ressources naturelles</i> Mesures pour l'année 2009-2010 <i>Mesures pour soutenir le secteur forestier de la région et pour amorcer la régionalisation de la gestion forestière</i> ➤ Programme d'aide à la mise en valeur des forêts privées : 2,1 M\$; ➤ Programme d'investissements sylvicoles : 2,9 M\$; ➤ Fonds d'adaptation des collectivités : 1,6 M\$; ➤ Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier : 4,1 M\$; ➤ Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État : 0,9 M\$; ➤ Programme de création d'emplois en forêt : 6,2 M\$; ➤ Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée : 0,7 M\$. <i>Investissement dans la réalisation des travaux sylvicoles en forêt publique dans la région en 2009-2010</i> ➤ Le budget de réalisation des travaux sylvicoles admissibles en paiement des droits est estimé à 7 M\$.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.4 (suite) <i>Réalisations concrètes dans le secteur forestier</i> ➤ Programme de création d'emplois en forêt : Plus de 2 000 hectares (ha) en forêt publique ont été traités principalement en éclaircie précommerciale, en travaux préalables à la préparation de terrain et en dégagement de la régénération naturelle, incluant 375 000 \$ pour les communautés autochtones. De plus, une partie des sommes d'argent a été consacrée à de l'aménagement multiressources. ➤ Programme d'investissements sylvicoles et Fonds d'adaptation des collectivités : Les efforts ont surtout été concentrés vers les travaux reliés aux dégagements de la régénération et à la remise en production de superficies mal régénérées comme la préparation de terrain et la plantation soit un total de plus de 3 000 ha en forêt publique et environ 800 ha en forêt privée. ➤ Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier. Volet I ➤ Un montant de 310 000 \$ a été attribué aux communautés autochtones pour la réalisation de projets en milieu forestier. Des projets de recherche et d'acquisition de connaissances seront réalisés pour un montant de 150 000 \$. Volet II ➤ Le programme délégué à la Conférence régionale des élu(e)s (CRÉ) permettra de réaliser 92 projets multiressources (3 670 000 \$).	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.4 (suite) <i>Mesures pour soutenir les affaires autochtones de la région</i> ➤ Protection des eaux québécoises dans l'estuaire de la rivière Ristigouche : 430 k\$; ➤ Encadrement des modalités de pêches autochtones sur la rivière Cascapédia : 413 k\$; ➤ La Levée des filets maillants sur la rivière Cascapédia : 400 k\$ (Conditionnel à l'approbation de l'entente par le Conseil des ministres); ➤ Programme de mise en œuvre du rapport sur la gestion de la forêt publique québécoise 400 k\$ (Volet soutien aux communautés autochtones). <i>Réalisations concrètes, Volet -Autochtones</i> ➤ Le protocole d'entente de pêche au saumon avec Gesgapegiag (413,7 k\$) définit les règles et les modalités de pêche des membres de la communauté, prévoit l'enregistrement des captures, met sur pied un comité de suivi et assure l'embauche de deux agents de protection de la faune autochtones sur une base occasionnelle. ➤ En 2009, une entente est intervenue pour la levée complète des filets maillants sur la rivière Cascapédia. Un montant de 400 k\$ serait versé à la communauté Gasgapegiag. Ce montant est conditionnel à l'approbation de l'entente par le Conseil des ministres. ➤ Le contrat de service avec Listuguj (430 k\$) permet à cette communauté de livrer au ministère des services de « protection des eaux québécoises de l'estuaire de la rivière Ristigouche dans la zone où pêchent les autochtones.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.4 (suite) <i>Mesures pour soutenir le secteur faune de la région</i> ➤ Programme d'aide pour la protection des rivières à saumon : 32 k\$; ➤ Immobilisation : 10 k\$; ➤ Programme de mise en valeur de cerf de Virginie : 15 k\$. <i>Réalisations concrètes dans le secteur de la faune</i> ➤ Programme d'aide pour la protection des rivières à saumon • Société de gestion de la rivière Cap-Chat : 3 285 \$; • Société de restauration et de gestion de la rivière Nouvelle : 6 000 \$; • Société de gestion de la rivière Grande-Rivière : 8 500 \$; • Société de gestion de la rivière Madeleine inc. : 6 000 \$; • Le regroupement de la restauration des trois Rivières Pabos : 8 500 \$. ➤ Budget d'immobilisation de 10 k\$ au refuge faunique de Pointe-de-l'Est aux Îles-de-la-Madeleine. ➤ Programme de mise en valeur du cerf de Virginie (15 k\$). Nourrissage d'urgence et contrôle de la prédation. <i>Mesures pour soutenir le secteur minier de la région et pour amorcer la régionalisation de la gestion minière</i> Réalisations concrètes dans le secteur minier.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.5 MAPAQ – Agriculture Deux dossiers : ➤ Renouvellement de financement à la Financière du Québec; ➤ (Déficit 1,4 Milliard) attribuable principalement à la production porcine; ➤ Fin novembre – budget prévu. Rapport Pronovost, un sentier en marche : ➤ Politique agricole et agroalimentaire au Québec. Dossier régional : ➤ PRDA 2,3 millions; ➤ Impact positif sur l'industrie laitière; ➤ Enveloppe financière attendue afin d'intervenir dans une cinquantaine de dossiers. Deux autres programmes en région : ➤ Relève agricole; ➤ Circuit court de commercialisation. Table de concertation en fonction : ➤ Agro-bioalimentaire. Ressources humaines : ➤ Mise en place de nouvelles ressources.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.6 <i>Transport : 1120 M\$ en Gaspésie</i> ➤ Protection des berges; ➤ Rivière-au-Renard; ➤ Nouveau budget attendu; ➤ A(H1N1) risque d'impact sur le déneigement des routes. 4.7 <i>CRÉ</i> Les élections municipales 2009 : ➤ 12 élus (cinq nouveaux élus); ➤ Rencontre 19 et 20 novembre; ➤ Changement assuré au niveau représentation de la Société civile (six représentants). Réseau collectif : ➤ En fonction HSPA; ➤ Population à desservir (95 % de couvertures prévues) en 2010. CEFRIO : ➤ Expérience en région – Projets pilotes; ➤ Nos aînés (es) sont les plus branchés (es) au Québec; ➤ Relation – Aînés (es) et petits enfants. « La Gaspésie se met au régime »	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.7 (suite) Dossier forestier : ➤ Le plan de structuration de l'industrie forestière; ➤ Argumentaire entre la CRÉ et les industriels régionaux et la nécessité d'une valeur ajoutée, augmentation de l'emploi. CEGEP : ➤ Rapport Boudreau attendu – Problématique de la démographie en région; ➤ Éolien – Rapport positif. 4.8 <i>Services Québec</i> Point H1N1 – Beaucoup de monde à l'information téléphonique et visite du site. CAR-GÎM : tour de table des ministères et organismes Point d'information du 16 novembre 2009 par : Service Québec Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Tarification des mandats d'information Depuis le 1er novembre, les services offerts par Services Québec, pour soutenir les ministères et organismes dans la tenue de toutes leurs activités de presse régionales, sont facturés. La carte des services 2009-2010 a été transmise à tous les ministères et organismes qui ont l'habitude de transiger avec Services Québec dans la région. De plus, une présentation a été faite aux directeurs des communications faisant partie des missions économiques et du développement durable, sous la coordination de monsieur Pierre Buies, et la représentation sociale, éducative et culturelle, sous la coordination de monsieur Daniel Gaudreau, ce qui représente 22 ministères et organismes.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.8 Tarification des mandats d'information (suite) Les mandats d'information continuent de se réaliser dans les directions régionales avec une nouvelle offre de service (carte des services 2009-2010). Deux coordonnatrices pour notre réseau, soit mesdames Mélanie Lavoie et Anne Mc Cann, transigent avec les répondants dans les ministères et organismes et voient au suivi concernant la réalisation des mandats par le biais de notre service des communications régionales avec madame Nancy Girard. Liste des ministères et organismes présentement sous entente avec Services Québec ➤ Régie des rentes du Québec; ➤ Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; ➤ Bureau du forestier en chef; ➤ Secrétariat à la jeunesse; ➤ Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles; ➤ Société d'habitation du Québec; ➤ Ministère du Tourisme; ➤ Bureau d'audiences publiques sur l'environnement; ➤ Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation; ➤ Curateur public. Trois autres ministères sont présentement en négociation.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI																
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.8 (suite) <i>Grippe A(H1N1) – Statistiques</i> Information livrée aux citoyens par le personnel du Centre de relations à la clientèle de Services Québec et ses partenaires pour ce dossier. <table><tr><th>Période</th><th>Site : Pandémie Québec</th><th>Téléphonie</th><th>Courriels</th></tr><tr><td>Septembre 2009</td><td>81 526 visites</td><td>573 appels</td><td>83 courriels</td></tr><tr><td>Octobre 2009</td><td>877 008 visites</td><td>58 819 appels</td><td>4 538 courriels</td></tr><tr><td>Novembre 2009 (en date du 12 novembre)</td><td>974 863 visites</td><td>109 856 appels</td><td>4 787 courriels</td></tr></table> Renseignements généraux : 1 877 644-4545 Site Internet : www.pandemiequebec.gouv.qc.ca 4.9 <i>Société immobilière du Québec</i> ➤ Le représentant de cet organisme monsieur Geoffroy Allard annonce son départ de la région et reçoit les meilleurs vœux de succès de la part des membres de la CAR.	Période	Site : Pandémie Québec	Téléphonie	Courriels	Septembre 2009	81 526 visites	573 appels	83 courriels	Octobre 2009	877 008 visites	58 819 appels	4 538 courriels	Novembre 2009 (en date du 12 novembre)	974 863 visites	109 856 appels	4 787 courriels	
Période	Site : Pandémie Québec	Téléphonie	Courriels															
Septembre 2009	81 526 visites	573 appels	83 courriels															
Octobre 2009	877 008 visites	58 819 appels	4 538 courriels															
Novembre 2009 (en date du 12 novembre)	974 863 visites	109 856 appels	4 787 courriels															

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
4. Points d'information / Tour de table (suite)	4.10 <i>Investissement Québec (I.Q.) – Mesures fiscales en 2010</i> ➤ Rempart : Afin de contrer les efforts de la crise économique; ➤ Les entreprises de transformation des produits marins. (Marges de crédit en révision).	
5. Évolution des enjeux sociaux et perspectives	5.1.1 <i>Éducation</i> ➤ Nos condoléances à notre collègue Gérard Bédard suite au décès accidentel de son beau-frère. 5.1.2 <i>Sécurité civile</i> ➤ Mobilisation contre le A(H1N1) conformément au plan national de sécurité civile, et de l'évolution de la situation; ➤ La situation est moins problématique dans notre région quant au fonctionnement. 5.2 <i>Environnement – La ministre vient d'annoncer une politique sur la gestion des matières résiduelles</i> ➤ Certaines ressources seront récupérées (ex. : Piles); ➤ Nombre important de demandes de permis; ➤ Allègements nécessaires et appliqués; ➤ Tarification vs municipalités dévitalisées.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
5. Évolution des enjeux sociaux et perspectives (suite)	5.3 <i>Services sociaux – Programme à mettre en place (Volet clinique) 1,2 M\$ budget</i> ➤ Les services hémodialyse en région en organisation – Les Îles et MRC Rocher Percé ciblés. Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ➤ A(H1N1) – Séquence de vaccination le pic a été atteint à la fin novembre; ➤ Importance des groupes cibles et l'ordre de priorité; ➤ Mise en place de dix lits (Côte-de-Gaspé) réanimation fonctionnelle intensive; ➤ Six lits (Baie-des-Chaleurs). Trois prix d'excellence dans notre région ➤ Prix du ministre; ➤ Initiative en déploiement des ressources humaines; ➤ Un comité de pilotage a été formé. 5.4 <i>Emploi Québec</i> Pacte pour l'emploi vise : ➤ L'intégration à l'emploi; ➤ Amélioration de la productivité des entreprises. GPMO : ➤ Remplacement des travailleurs qui s'en vont à la retraite; ➤ Veille active sur les entreprises; ➤ Intensification de la formation en emploi; ➤ Recensement des emplois disponibles; ➤ Entreprises (équilibre offre – demande).	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
5. Évolution des enjeux sociaux et perspectives (suite)	5.4 <i>Emploi-Québec</i> (suite) H1N1 : ➤ Plan ou mise en place d'un tableau de bord sur la présence du personnel vs livraison des services. 5.5 <i>Ministère de la Famille et des Aînés</i> (Voir texte 5.5 annexé)	
6. Présence de madame Normandeau	<i>Madame Nathalie Normandeau, vice-première ministre, ministre des Ressources naturelles et de la Faune et ministre responsable de la région GÎM</i> ➤ Mention de changements récents en politique municipale suite aux récentes élections; ➤ Renouvellement demandé des enveloppes des différents programmes; ➤ PRDA – Cheminement; ➤ Éolien – Certificat d'autorisation pour le projet « Les Plateaux »; ➤ Annonce prochaine – Entente fédérale, provinciale sur les infrastructures; ➤ Prochain budget – Difficile.	
7. Bilan des Fonds (FISR-FADT) (M. Michel Gionest)	<i>Bilan Fonds d'intervention stratégique régional (FISR) et du Fonds d'aide au développement des territoires (FADT)</i> Monsieur Gionest communique certaines statistiques à partir d'un document exhaustif qui malheureusement ne peut-être diffusé pour le moment, le travail étant à compléter. ➤ Projet en attente de 1,2 M\$.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
8. Municipalités dévitalisées Comité de la CAR	<i>Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées – Comité de la CAR.</i> ➤ Rencontre prévues prochainement (début janvier) MRC et municipalités locales; ➤ Contacts du besoin avec les ministères sectoriels.	
9. Comité économique de la CAR (M. Roger Cyr MDEIE)	<i>Suivi du comité économique de la CAR</i> ➤ Dernière rencontre le 20 octobre dernier; ➤ Plan d'avancement du programme dédié aux municipalités dévitalisées; ➤ Discussions sur les entreprises de ces régions du rapport Genest, du PRDA; ➤ Dossiers majeurs ou dossiers problèmes; ➤ Dossier autochtone; ➤ Confidentialité du document rédigé suite à cette rencontre.	
10. Centre de services partagés du Québec (M. Serge St-Louis)	<i>Centre de services partagés du Québec (CSPQ)</i> H1N1 – Entente concernant les ressources humaines (personnel administratif) et liste de disponibilités si nécessaire. Points d'information (CSPQ) : ➤ Le cercle de gestion de la GÎM a débuté récemment, si à court terme, des gestionnaires souhaitent y participer, ils peuvent contacter monsieur Serge St-Louis le plus tôt possible. ➤ Les deux dernières activités de développement, offerts aux cadres en région ont dû être annulées faute du nombre limité d'inscriptions.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
10. Centre de services partagés du Québec (M. Serge St-Louis) (suite)	Points d'information (CSPQ) : (suite) ➤ Le prochain atelier de leadership se déroulera le 20 avril à New Richmond. ➤ Actuellement le CSPQ offre au BSL de la formation s'adressant à l'ensemble du personnel de la fonction publique, un module porte sur le français correctif tandis que l'autre aborde la dimension rédactionnelle, le même approche serait mise en œuvre au début 2010 pour la région GÎM. Cadre 4 ➤ Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) annonce : qu'il est à travailler sur des moyens pour faciliter la référence des candidats déclarés aptes sur les listes existantes. ➤ D'ici l'automne 2010 de nouvelles listes de cadre 4 seront émises d'ici ce temps. ➤ Les ministères qui ont des besoins de tenir un concours de cadre 4 doivent obtenir l'autorisation de SCT. Pandémie / CSPQ ➤ Au besoin, le CSPQ assurera le redéploiement de personnel administratif nommé selon la loi sur la fonction publique, vers le réseau de la santé. SCT ➤ Protocole d'entente SCT / Ministère de la Santé; ➤ Interpelle les ministères et organismes (M/O); ➤ Banque de personnel disponible; ➤ Transmis au CSPQ; ➤ Plate-forme informatique;	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
	➤ Demande de l'installation.	
10. Centre de services partagés du Québec (M. Serge St-Louis) (suite)	Agence de santé ➤ CSPQ interpelle les M/O; ➤ Redéploiement vu le besoin; ➤ Personnel en demande lors du pic de vaccination. ++	
11. Rapport sur les ententes avec les autochtones (M. Réjean Morissette)	11.1 <i>Rapport sur les ententes avec les autochtones</i> ➤ Beaucoup d'expériences négatives avec les autochtones au cours des dernières années; ➤ nouveau cycle positif en vue; ➤ nouvelle entente sur le saumon. 11.2 <i>Situation avec les trois réserves</i> Gespeg : ➤ N'ont pas de réserve, les deux niveaux supérieurs de gouvernement (fédéral et provincial) n'y manifestent pas d'intérêts, on pense à « <i>Terre d'Assise</i> »; ➤ Problème avec MDDEP – Deux barrages orphelins à la charge des autochtones; ➤ Impact au niveau du ministère des Transports du Québec (MTQ). Gesgapegiag : ➤ Compensatoire à Baldwin; ➤ Entente sur le saumon – Rendu au Conseil des ministres.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
11. Rapport sur les ententes avec les autochtones (M. Réjean Morissette) (suite)	11.2 <i>Situation avec les trois réserves</i> (suite) Listuguj : ➤ Les Mic Macs veulent s'associer au développement éolien et négocient peu avec les personnes concernées ou en autorité en région; ➤ Discussions sur les échanges commerciaux avec la région; ➤ Projet mariculture – Évolue lentement; ➤ Agrandissement de la réserve – Dossier actif; ➤ Certaines initiatives peuvent se réaliser en collaboration avec Tourisme-Québec; ➤ Un fonds québécois sert à financer certaines activités à un niveau pouvant atteindre 50 % des coûts du projet. Des activités non financées ou supportées par le gouvernement fédéral.	
12. Affaires diverses	<i>Drapeau québécois</i> Consigne de prendre un plus grand soin aux drapeaux du Québec et les remplacer au besoin. Communiquez avec le centre d'appel de la Société immobilière du Québec. <i>A(H1N1)</i> Collaboration assurée de la Société immobilière du Québec. S.V.P. utiliser le centre d'appel au numéro de téléphone suivant : 1 877 747-9911.	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
13. Date et lieu de la prochaine rencontre	La prochaine CAR se tiendrait vers le 30 mars 2010, date à préciser. Prochaine CRÉ 18 et 19 mars – 17 et 18 juin / CAR - CRÉ aux Îles.	
14. Fin de la rencontre	La rencontre est levée à 15 h 15 sur proposition du président.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT
Secrétaire de la rencontre

Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Manoir de Tilly
2854, chemin de Tilly
Saint-Antoine-de-Tilly (Québec) G0S 2C0
Tél. : 418-886-2407

Rencontre régulière du vendredi 29 mai 2009

de 9 h à 12 h 15

9 h	1. Mot de bienvenue;
9 h 5	2. Adoption de l'ordre du jour;
9 h 10	3. Présentation des membres;
9 h 20	4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 20 mars 2009;
9 h 25	5. Affaires découlant du dernier compte rendu;
9 h 30	6. Nouvelles régionales (tour de table);
10 h	Pause-santé;
10 h 15	7. Présentation de la « Journée régionale Égalité de la Chaudière-Appalaches » - M ^{me} Sandra Shee – CSF;
10 h 30	8. Présentation « Pacte pour l'emploi Plus » - M ^{me} Andrée Morin – MESS;
11 h 15	9. Présentation « État de situation économique de la région » - M. Roch Delagrave – MDEIE;
11 h 30	10. Rôle du comité économique de la CAR – M. Roch Delagrave – MDEIE;
11 h 45	11. Présentation « Géomatique » - M ^{me} Renée Caron – MAPAQ;
12 h 00	12. Prochaines présentations;
12 h 5	13. Affaires nouvelles;
12 h 10	14. Prochaine rencontre;
12 h 15	15. Fin de la réunion.

Membres de la Conférence Administrative Régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR-CA)

Ministère	Nom	Adresse	Coordonnées
Agence de santé et de services sociaux de la Chaudière-Appalaches	Madame Dyane Benoit Secrétaire générale	363, route Cameron Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2	(418) 386-3504 (418) 386-3361 dyane.benoit@ssss.gouv.qc.ca
Commission des normes du travail <i>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</i>	Monsieur Raynald Gignac Directeur régional	1112, boulevard de la Rive-Sud, bureau 100 Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6	(418) 839-2603 (418) 839-5031 raynald.gignac@cnt.gouv.qc.ca
Conseil du statut de la femme <i>Bureau régional de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches</i>	Madame Sandra Shée Responsable du bureau régional de la Chaudière-Appalaches	800, place d'Youville, 3 ^e étage Québec (Québec) G1R 6E2	(418) 643-4326, poste 255 ou 1 (800) 463-2851 (418) 643-8926 sandra.shee@csf.gouv.qc.ca
Financière agricole du Québec <i>Centre de services de Lévis</i>	Monsieur Claude Girard Directeur régional	5410 boulevard de la Rive-Sud, bureau 079 Lévis (Québec) G6V 4Z2	(418) 833-7575 (418) 835-0587 claud.girard@faddq.qc.ca
Investissement Québec <i>Chaudière-Appalaches et Capitale nationale</i>	Madame Sonia Lambert Directrice de portefeuille principale	1200, route de l'Église, bureau 500 Sainte-Foy (Québec) G1V 5A3	(418) 646-5028 (418) 528-2063 sonia.lambert@invest-quebec.com
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine <i>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</i>	Madame Nicole Champagne Directrice régionale	51, rue du Mont-Marie Lévis (Québec) G6V 0E3	(418) 838-9886 (418) 838-1485 nicole.champagne@mcccf.gouv.qc.ca
Ministère de la Famille et des Aînés	Monsieur Éric Hufty Directeur des services à la Famille de L'Est	750, boulevard Charest Est, # 510 Québec (Québec) G1K 3J7	(418) 644-8027
	Madame Johanne Faucher		(418) 646-9342 eric.hufty@mfa.gouv.qc.ca johanne.faucher@mfa.gouv.qc.ca
Ministère de la Justice <i>Direction régionale des services judiciaires de la Chaudière-Appalaches</i>	Monsieur Louis G. Chassé Directeur régional	795, avenue du Palais Saint-Joseph de Beauce G0S 2V0	(418) 397-7912 (418) 397-7968 lgchasse@justice.gouv.qc.ca
Ministère de la Sécurité publique <i>Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie</i>	Madame France-Sylvie Loisel Directrice régionale	1122, Grande-Allée Ouest, bureau 200 Québec (Québec) G1S 1E5	(418) 528-0759 (418) 644-2080 france-sylvie.loisel@misp.gouv.qc.ca
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <i>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</i>	Madame Renée Caron Directrice régionale	675, route Cameron, bureau 100 Sainte-Marie (Québec) G6E 3V7	(418) 386-8121, p. 242 (418) 386-8345 renee.caron@mapag.gouv.qc.ca
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Monsieur Guy Larose Directeur régional	1020, route de l'Église, 3 ^e étage Sainte-Foy (Québec) G1V 3V9	(418) 643-7934, p. 3307 (418) 643-0972 guy.larose@mels.gouv.qc.ca
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport <i>Secrétariat au loisir et au sport</i>	Madame Diane Limoges Conseillère régionale en loisir et en sport Région Chaudière-Appalaches, Estrie et Centre-du-Québec	337, rue Moreau, bureau 2.04 Rimouski (Québec) G5L 0A5	(418) 727-3600, #4525 (418) 727-3557 diane.limoges@mels.gouv.qc.ca
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale <i>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</i>	Madame Thérèse Leclerc Directrice régionale	5130, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300 Lévis (Québec) G6V 9L3	(418) 838-2605, p. 400 (418) 837-5915 therese.leclerc@mesc.gouv.qc.ca
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles <i>Direction de la Capitale nationale et de l'Est du Québec</i>	Monsieur Yvon Doyle Directeur régional adjoint	930, Chemin Sainte-Foy Édifice Bois-Fontaine Québec (Québec) G1S 2L4	(418) 646-1605, p. 30070 (418) 646-4985 yvonne.doyle@mice.gouv.qc.ca

Ministère	Nom	Adresse	Coordonnées
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire <i>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</i>	Monsieur Pierre Drouin Directeur régional par intérim Madame Chrystine Huot Conseillère en développement régional	1100, boul. Frontenac Est, bureau 102 Thetford Mines (Québec) G6G 6H1	(418) 338-4624 (418) 338-1908 pierre.drouin@mamrot.gouv.qc.ca chrystine.huot@mamrot.gouv.qc.ca
Ministère des Relations internationales <i>Affaires institutionnelles et régionales</i>	Madame Suzie Beaulieu Conseillère en relations internationales	525, boulevard René-Lévesque Est, 4 ^e étage Édifice Hector-Fabre Québec (Québec) G1R 5R9	(418) 649-2343 (418) 649-2332 suzie.beaulieu@mri.gouv.qc.ca
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Madame Line Drouin Directrice générale régionale	1685, boul. Hamel, Bureau 1.14 Québec (Québec) G1N 3Y7	(418) 643-4680, #289 (418) 644-8960 line.drouin@mrf.gouv.qc.ca
Ministère des Transports <i>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</i>	Monsieur Richard Charpentier Directeur régional	1156, boulevard de la Rive-Sud Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6	(418) 839-5581, poste 2002 (418) 834-7338 richard.charpentier@mtq.gouv.qc.ca
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Centre de contrôle environnemental de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	Monsieur Jean-Marc Lachance Directeur régional	365, 55 ^e Rue Ouest Charlesbourg (Québec) G1H 7M7	(418) 644-8844, p. 222 (418) 646-1214 jean-marc.lachance@mddep.gouv.qc.ca
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Direction régionale de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches (Analyse et expertise)	Madame Isabelle Olivier Directrice régionale	675, route Cameron, bureau 200 Sainte-Marie (Québec) G6E 3V7	(418) 386-8000 (418) 386-8080 isabelle.olivier@mddep.gouv.qc.ca
Ministère du Développement économique de l'Innovation et de l'Exportation <i>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</i>	Monsieur Normand Giguère Directeur régional	1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1 Sainte-Marie (Québec) G6E 1M4	(418) 386-8677, p. 1550 (418) 386-8037 normand.giguere@mdeie.gouv.qc.ca
Ministère du Tourisme <i>Direction du partenariat et de l'intervention régionale</i>	Madame Brigitte Jomphe Conseillère en développement touristique	900, boul. René-Lévesque Est, Québec (Québec), G1R 2B5	(418) 643-5959, poste 3441 (418) 643-0549 brigitte.jomphe@tourisme.gouv.qc.ca
Office des personnes handicapées du Québec <i>Direction de l'intervention collective régionale de l'Est</i>	Monsieur Marc Savoie Conseiller	979, avenue de Bourgogne, bureau 400 Sainte-Foy (Québec) G1W 2L4	(418) 643-9097 ou (866) 680-1898 (418) 528-0277 / télécopieur (800) 567-1477 marc.savoie@ophq.gouv.qc.ca
Régie du bâtiment du Québec	Monsieur Gilles Lemieux Directeur régional	800, place D'Youville, 12 ^e étage Québec (Québec) G1R 5S3	(418) 643-7150 (418) 646-5430 gilles.lemieux@rbq.gouv.qc.ca
Régie du logement <i>Direction territoriale de l'Est</i>	Monsieur Pierre Grenier Directeur régional de l'Est	900, boul. René-Lévesque Est, bur. RC120 Québec (Québec) G1R 2B5	(418) 644-1949 pierre.grenier@rdl.gouv.qc.ca
Revenu Québec <i>Direction régionale des services à la clientèle des entreprises – Capitale Nationale et Est du Québec</i>	Madame Céline Dessureault Directrice régionale	3800, rue De Marly, secteur 1-2-5 Sainte-Foy (Québec) G1X 4A5	(418) 652-5726 (418) 646-8499 levis.sauve@mrq.gouv.qc.ca
Services Québec	Madame Suzie Émond Directrice régionale	400, boulevard Jean-Lesage, bureau 105 Québec (Québec) G1K 8W1	(418) 643-0599 (418) 643-4616 suzie.emond@servicesquebec.gouv.qc.ca
Société immobilière du Québec	Madame Sylvie Fournier Directrice immobilière	2875, boul. Laurier, Édifice 2, bureau A300 Québec (Québec) G1V 2M2	(418) 646-3100, #2510 (418) 646-3085 sfournier2@siq.gouv.qc.ca
Conférence régionale des Élus de Chaudière-Appalaches (CRÉ)	Monsieur Laurent Lampron Directeur général	25, boulevard Taché Ouest, bureau 102 Montmagny (Québec) G5V 2Z9	(418) 248-8488 (418) 248-4581 llampron@chaudiere-appalaches.qc.ca

Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches

tenue le 29 mai 2009

au Manoir de Tilly à Saint-Antoine-de-Tilly

de 9 h à 12 h 30

Etaient présent(e)s :M^{mes}

Andrée Morin – MESS
 (en remplacement de M^{me} Thérèse Leclerc)
 Sandra Shee – CSF
 Renée Caron – MAPAQ
 Céline Dessureault – Revenu Québec

MM

Jean Dionne – MAMROT
 Serge Lachance – MRNF
 (en remplacement de M^{me} Line Drouin)
 Richard Saint-Pierre – MCCCCF
 Roch Delagrave – MDEIE
 (en remplacement de M. Normand Giguère – MDEIE)
 Guy Larose – MELS
 Stéphane Petit – CNT
 (en remplacement de M. Raynald Gignac)
 Pierre Drouin – MAMROT
 Claude Girard – LFAQ
 Yvon Doyle – MICC

Etaient absent(e)s :M^{mes}

Dyane Benoit – ASSSS
 Sonia Lambert – IQ
 Hélène Chagnon – MSP
 Diane Limoges – MELS
 Suzie Beaulieu – MRI
 Johanne Faucher – MFA
 Suzie Emond – Services Québec
 Sylvie Fournier – SIQ

MM

Eric Huffy – MFA
 Louis G. Chassé – Justice
 Richard Charpentier – MTQ
 Jean-Marc Lachance – MDDEP
 Carl Bernier – MDDEP
 Jean-Luc Bessette – Tourisme
 Marc Savoie – OPHQ
 Gilles Lémieux – RBQ
 René Jean-Banville – Régie du Logement
 Laurent Lampron – CRE-CA

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des membres	Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 5 décembre 2008	La lecture du compte rendu est faite et celui-ci est adopté.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	aucune.	
6. Nouvelles régionales		
CNT (M. Stéphane Petit)	✓ Possibilité de formuler une plainte en ligne depuis le 20 avril 2009. ✓ Baisse des employés à la CNT (seulement quatre personnes sur 10 sont remplacées). Les régions ne sont pas touchées.	
CSF	✓ Portrait des femmes en Chaudière-Appalaches sera terminé en septembre. ✓ Gazette des femmes sera disponible gratuitement sur le site Internet de la CSF à partir de septembre en plus de la version papier.	Prochaine CAR.
LEAQ	✓ Le renouvellement de convention qui encadre toutes les activités de la Financière agricole ne sera pas fait avant que le gouvernement détermine les suites qu'il entend donner au Rapport St-Pierre.	
MCCCCF	✓ Au Colloque Arts et Villes, il devrait y avoir une discussion sur le nouveau cadre de référence sur le développement culturel dans les municipalités et les MRC (UMQ-FQM : 1^{er} en 1995). ✓ La Reconnaissance du Vieux-Lévis en tant qu'arrondissement historique (décret ministériel), les démarches suivent leur cours.	
MAPAQ	✓ Annonces : - Cultivons l'avenir : Nouvelle entente fédérale-provinciale pour le financement des services-conseils. - Centres d'expertise et de formation en gestion agricole. Annonce à venir. - Rapport St-Pierre (Sécurité du Revenu) et Rapport Ouimet (Protection du territoire agricole) ont été déposés dernièrement au gouvernement. L'UPA contestent des	Au cours d'une prochaine rencontre

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	recommandations contenues dans ces deux rapports. - Nouveau programme en appui aux circuits courts de distribution : - 14 M\$ sur cinq ans : 1^{re} vague à la fin août 2009 pour le dépôt des projets. - Mesures annoncées à l'automne : approche collective et individuelle de diversification dans une chaîne de valeur. - Mettez le Québec dans votre assiette : « Mon jardin, m'inspire » activité ayant cours le 6 juin 2009.	
MELS	✓ Pandémie ✓ Loi 88 sur la démocratie scolaire; présentation de son contenu. ✓ Persévérance scolaire : une entente spécifique sera en discussion au cours des prochains mois. ✓ Fondation Chagnon : Fonds Québec persévérance En voie de formation, informations à venir.	
MESS	✓ Invitation par l'ASSS le 26 juin 2009 : - On souhaite créer un réseau régional multisectoriel d'employeurs - Invitation lancée à environ 30 personnes (ministères, CLD, chambres de commerce; CRÉ). ✓ Tournée de sensibilisation pour mobiliser les acteurs régionaux à l'égard du Pacte pour l'emploi à l'automne 2009. ✓ 10 juin 2009 : lancement de l'Étude sur le bois d'œuvre (comité sectoriel).	
MICC	✓ Entente spécifique sur l'immigration : Tous les ministres qui sont partie à l'entente ont signé. ✓ Services à venir : - Entente entre le MESS et le MICC sur l'offre directe aux entreprises par le MICC. - Cours de francisation offerts à la clientèle existante en Chaudière-Appalaches.	Prochaines semaines. Prochains mois.
MAMROT	✓ Laboratoires ruraux : 3^e vague de projets annoncée en juin 2009, laboratoire sur les produits forestiers non ligneux : les ministères concernés ne seront pas interpellés avant septembre 2009. La Centaurée : travaille sur son plan d'affaires. Le MESS, le MAPAQ, la CRÉ, le MAMROT, le MDEIE et le MELS participeront en juin à une réunion de travail avec les représentants de la Centaurée pour faire le point. ✓ Entente Canada-Québec sur les infrastructures Au récent congrès de UMQ : plusieurs	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	municipalités ont souligné des délais de mises en œuvre importants. Plusieurs annonces à prévoir. ✓ Communautés rurales branchées : Pour le moment, nous n'avons pas reçu de projet. ✓ Municipalités dévitalisées : Le programme est maintenant disponible. Le MAMROT rencontre les municipalités dévitalisées. ✓ Aménagement des sentiers VHR : Le programme est maintenant lancé. ✓ Ententes spécifiques : - Mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Chaudière-Appalaches (CRRNT); - Plan stratégique agroalimentaire (PSA); - Régionalisation de l'immigration dans la Chaudière-Appalaches; - Égalité Homme-Femme; - Amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la Chaudière-Appalaches (lancement du programme); - Amélioration de l'accessibilité. De la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches; - Développement de l'économie sociale dans la Chaudière-Appalaches (addenda); - Développement d'un réseau régional de mentorat d'affaires. ✓ Actions jeunesse structurantes : - Prévention du suicide auprès de la clientèle des centres de formation professionnelle et d'éducation des adultes de la région de la Chaudière-Appalaches; - Migration des jeunes de la région de la Chaudière-Appalaches (lancement la semaine prochaine). ✓ Table des saines habitudes de vie (TSHV) : - 4 sous-comités; - décès du coordonnateur; - prochaine table le 3 juin 2009. ✓ Plan de lutte à la pauvreté : consultations régionales à l'automne.	
MRNF	✓ Projet de Loi sur l'occupation du territoire forestier (dépôt en juin 2009). ✓ Nouvelle structure organisationnelle des directions régionales qui comprendront : ○ Une Direction des affaires régionales : - suivi auprès des CRÉ - concertation ○ Une Direction de l'expertise ○ Une Direction des opérations intégrées	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	✓ Le Plan d'affectation des terres publiques est en préparation dans Chaudière-Appalaches. Deux tables seront créées : gouvernement-CRÉ; interministérielle. Un dépôt doit être fait d'ici deux ans.	
MDEIE	✓ Signatures ACCORD le 5 juin 2009 à 14 h 30 à Saint-Elzéar (Matériaux textiles techniques).	
Revenu Québec	De grandes difficultés à recruter pour les ministères. Tente de positionner Revenu Québec comme un employeur de choix. Beaucoup de ministères et organismes confirment vivre la même problématique.	
CRÉ	✓ Annulation de la rencontre avec le Conseil de presse sur la couverture médiatique en région car ce dernier est menacé de disparition. ✓ Annonce conjointe avec les ministères : la CRÉ demande d'être informée le plus tôt possible via M^{me} Sylvie Fortin. ✓ Rendez-vous des Générations : la CRÉ accepte d'être porteur du dossier s'il y a appui de tous les ministères. Ce qui est le cas. ✓ Prévisions budgétaires 2009-2010 : priorisation lors de la prochaine réunion du conseil; d'administration : ○ 300 000 \$ - ententes (17 ententes possibles donc il faudra faire des priorités); ○ 550 000 \$ pour des projets à incidence régionale - 14 projets totalisant une demande d'aide de 900 000 \$ sont en attente; ○ 2 nouvelles ententes pour le développement durable et le tourisme ont déjà fait l'objet d'accords de principe. ✓ Participation de la CRÉ dans les comités : il y aura de plus en plus de refus par manque de ressources humaines. ✓ Reddition de comptes des ententes : à discuter lors d'une prochaine CAR.	La CRÉ va prendre position.
Présentation « Journée régionale Égalité de la Chaudière-Appalaches »	La présentation est faite par M. Richard Saint-Pierre et M^{me} Sandra Shee. 160 organismes de partout au Québec ont été invités. Le premier colloque dans le Centre du Québec a eu lieu le 28 avril 2009 et le deuxième aura lieu le 15 juin 2009 dans la Chaudière-Appalaches. Animation : M^{me} Françoise Guénette.	
Présentation « Pacte pour l'emploi Plus »	La présentation est faite par M ^{me} Andrée Morin.	M ^{me} Andrée Morin fera le

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	- Pacte pour l'emploi Plus : Document fourni. Bulletin mensuel sur l'emploi dans la Chaudière-Appalaches : demande d'abonnement de groupe acceptée, les commentaires constructifs sont les bienvenus.	suivi.
Présentation « État de situation économique de la région »	La présentation est faite par M. Roch Delagrave. Présentation Power Point disponible.	
Rôle du comité économique et de l'occupation du territoire de la CAR Chaudière-Appalaches	Présentation faite par M. Roch Delagrave.	Commentaires attendu de la part des ministères et organismes.
Présentation « Géomatique »	La présentation est faite par M ^{me} Renée Caron. L'exemple de la région du Centre du Québec où une cinquantaine d'organismes partagent des données géomatiques via une agence régionale est cité.	Former un comité composé du MRNF de la CRÉ, du MAPAQ, du MAMROT, de la FAQ, pour évaluer la faisabilité d'une telle agence dans notre région. La CRÉ a accepté de convoquer ce comité.
6. Prochaines présentations	Présentation sur le fonctionnement de la CRÉ et sur le fonctionnement des ententes spécifiques.	
7. Affaires nouvelles	Aucune.	
8. Prochaine rencontre	Le 18 septembre 2009. L'endroit reste à déterminer.	
9. Fin de la réunion	La réunion est levée à 12 h 30.	

Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Hôtel L'Oiselière Lévis – Salle Hironnelle
165A, Route du Président Kennedy
Autoroute 20 / Sortie 325
Lévis (Québec) G6V 6E2
Tél. : 418-830-0878

Rencontre régulière du vendredi 18 septembre 2009

de 9 h à 12 h

9 h	1. Mot de bienvenue;
9 h 5	2. Adoption de l'ordre du jour;
9 h 10	3. Présentation des membres;
9 h 20	4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 29 mai 2009;
9 h 25	5. Affaires découlant du dernier compte rendu;
9 h 30	6. Nouvelles régionales (tour de table);
10 h	Pause-santé;
10 h 15	7. Présentation – Conférence régionale des élus (CRÉ) :
	✦ Ententes spécifiques en cours;
	✦ Ententes spécifiques en développement;
	✦ Fonctionnement et reddition de comptes;
	✦ Réorganisation en cours de structures de participations;
	✦ Liens entre la CRÉ et les M/O;
11 h 15	8. Projet de comité de la CAR sur le développement économique et le développement durable (suivi de la dernière rencontre);
11 h 45	9. Affaires nouvelles;
11 h 55	10. Prochaine rencontre;
12 h	11. Fin de la réunion.

Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le 18 septembre 2009
à L'Hôtel L'Oiselière de Lévis - Salle Hirondelle
de 9 h à 12 h

Etaient présents (es)

M^{mes}

Line Drouin - MRNF
Andrée Morin - MESS
en remplacement de M^{me} Thérèse Leclerc
Suzie Beaulieu - MRI
Sandra Shee - CSF
Johanne Faucher - MFA
Lucie Bernard - Services Québec
en remplacement de M^{me} Suzie Emond
Brigitte Jomphe - Tourisme

MM

Jean Dionne - MAMROT
Pierre Lemay - MAPAQ
en remplacement de M^{me} Renée Caron
Normand Giguère - MDEIE
Richard Charpentier - MTQ
Raynald Gignac - CNT
Laurent Lampron - CRE-C-A
David Dusseault - MAMROT
en remplacement de M. Pierre Drouin
Claude Girard - FADQ
Yvon Doyle - MICC

Etaient absents (es)

M^{mes}

Dyane Benoit - ASSSS
Sonia Lambert - IQ
France-Sylvie Loiselle - MSP
Diane Limoges - MELS
Céline Dessureault - Revenu Québec
Sylvie Fournier - SIQ

MM

Eric Hufty - MFA
Louis-G. Chassé - Justice
Guy Larose - MELS
Jean-Marc Lachance - MDDEP
Carl Bernier - MDDEP
Marc Savoie - OPHQ
Gilles Lemieux - RBQ

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des membres	Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 29 mai 2009	La lecture du compte rendu est faite et celui-ci est adopté après quelques corrections et ajouts.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	- <u>La Centaurée</u>: Il y a plusieurs ministères représentés. C'est un projet de laboratoire rural qui vise à implanter un cirque équestre servant de lieu de formation sur les arts du cirque et sur l'équitation. Il y a une collaboration avec le Ministère de l'Emploi. Le comité attend plus d'information sur le montage financier. Une autre rencontre aura lieu où des intervenants politiques seront invités et mis à contribution. - <u>Communauté rurales branchées</u> : 17 ou 18 projets ont été présentés en C.-A. Ils se situent dans les MRC des Appalaches, de Beauce-Sartigan et des Etchemins. Auparavant, ce n'était que les OBNI qui pouvait être demandeur dans le cadre du programme. Maintenant, les entreprises privées sont aussi admissibles. Il faut préciser que c'est Internet à haute vitesse qui est subventionné, et non pas le cadre ou autre technologie qui emprunte le même support (fil).	
6. Nouvelles régionales		
CNT	- Il y aura des séminaires organisés sur le harcèlement psychologique destinés aux employeurs. Les inscriptions sont possibles sur Internet.	
CSF	- Le portrait sur la situation des femmes en C.-A. sera bientôt disponible. Une conférence de presse est à venir en novembre. - Les élections municipales du 1^{er} novembre 2009 impliquent aussi des interventions du CSF.	
FADQ	- Convention : Actuellement, des discussions ont cours pour le renouvellement avec le MAPAQ. Le cœur des négociations est l'enveloppe de financement. Actuellement, c'est une entente de 305 M\$/an. La production porcine est interpellée dans les négociations. C'est une production importante pour la région. - Assurance stabilisation : Dans les bureaux de Sainte-Marie et de Lévis, les	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	paiements de stabilisation continus d'être importants. - Assurance récolte : L'an passé, la récolte n'a pas été facile. 21 M\$ en assurance récolte. Cette année, ce n'est pas beaucoup mieux.	
MFA	- Programme de conciliation travail-famille. Explication des trois volets du programme : communautaire, associatif, entreprise.	
MAPAQ	- Programme de diversification et de commercialisation en circuit court en région. Il y a eu 15 projets présentés pour un total de 400 000\$. Les projets sont analysés. L'enveloppe disponible est de 225 000 \$ annuellement. Le volet le plus populaire est celui destiné aux initiatives individuelles de diversification des entreprises.	
MESS	- Intervention régionale : 35 M\$ en services aux individus et entreprises. Il faut une gestion des priorités malgré l'augmentation des crédits budgétaires. - Augmentation de 35 % des chômeurs. Au niveau des entreprises : celles-ci demandent les services réguliers et spéciaux. Deuxième région à se servir des fonds disponibles. Un total de 103 entreprises ont demandé un total de 3,5 M\$. Domaines couverts : forêt, métallurgie, surtout au sud du territoire. - CRPMT : a mandaté un comité pour organiser une tournée régionale de mobilisation autour du Pacte pour l'emploi. La tournée s'étend du 14 novembre au 4 décembre 2009. - Rendez-vous de la Solidarité. Date : 16 novembre 2009 à Sainte-Marie ou aux alentours. Les cahiers de consultation seront transmis avec l'invitation : 35 à 40 invités, plus les observateurs. - On explique qu'avec la crise actuelle, les priorités d'intervention doivent être ajustées. Il y a les besoins qui découlent du contexte actuel, mais les autres interventions demeurent importantes, telles que les activités de formation et d'entraînement destinés aux PME qui n'ont pas de services de ressources humaines sur les moyens pour recruter et garder leurs employés.	
MICC	- Entente spécifique : une rencontre a eu lieu avec la CRÉ. Des régions n'ont pas de service en matière d'immigration. En Chaudière-Appalaches, Thetford Mines et Lévis en ont. Une entente permettrait de développer davantage ce service. La dernière ronde de signature de l'entente spécifique s'est déroulée en juillet. La Ministre Yolande James devrait l'annoncer dans les semaines à venir.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
MAMROT	- Election : Une campagne de sensibilisation est organisée afin de favoriser l'implication des femmes et des jeunes en politique municipale. - Toujours au niveau des élections municipales : Le Ministère souhaite une diffusion rapide des résultats. Un outil a été mis à la disposition des présidents d'élections. - Municipalités dévitalisées : Des montants substantiels sont encore disponibles. Il y aurait lieu d'en discuter lors d'un comité économique de la CAR. Actuellement, il y a les MRC de Montmagny, des Etchemins et des Appalaches qui en bénéficient. La MRC de Bellechasse a demandé d'avoir accès au Fonds de soutien aux municipalités dévitalisées. - Programme VHR : Projet priorisé par la CRÉ. Chaque région peut aller chercher 500 000 \$. - Communautés branchés : plusieurs projets exigent la fibre optique, arrimage avec le territoire. - Comité économique de la CAR : Des discussions entourent le fonctionnement du comité économique de la CAR. On propose de tenir le comité économique à la suite de la CAR régulière. Les sujets abordés doivent avoir une incidence régionale dans une perspective de développement économique. Il faut également que ce comité fonctionne en mode « travail » et non en mode « transmission de l'information ».	
MRI	- Plan d'action 2009-2014. Il y a des mesures spécifiques pour l'année 2009-2010. La tournée des chefs de poste aura lieu, cette année, dans la région de Montréal.	
MRNF	- Consultation sur le nouveau régime forestier : le problème est le financement. Nous allons vers un régime de gestion intégré, qui sera sous la responsabilité du MRNF. Un régime de gestion intégré est plus coûteux qu'un régime tel que celui que l'on connaît actuellement. - Révision de la Loi sur les Mines. Pas de précisions pour l'instant. - Dossier éolien : Ce sont sur des terres privées. Pour C.-A., l'intervention du MRNF n'est pas du même ordre que lorsqu'il s'agit de terre publique. - Kinnear's Mill : Les audiences du BAPE se sont déroulées la semaine dernière. La juridiction du MRNF se résume à évaluer les considérations pour la chauve-souris. - Parc du Massif du Sud : Quelques personnes s'y opposent, surtout des	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	personne du Réseau des Montagnes. Au niveau de la faune, il y a des mesures de mitigation qui devront être prises pour protéger la grive de Bicknell. - Il y a des millions de disponible pour le milieu forestier. Dans C.-A., 2M\$ de plus pour les terres privés. Il y a eu des annonces de perte de 550 emplois, en plus de tout ce qui a déjà été annoncé. L'objectif est de faire travailler les travailleurs sylvicoles en forêt publique pour réaliser des éclaircies pré-commerciales. Le problème, c'est qu'on ne sait pas quoi faire avec le bois. Il y a des risques important de perte. C'est du bois à pâtes et pour les scieries. C'est paradoxal puisque les scieries sont fermées. Il y avait une entente avec Kruger mais ça n'a pas fonctionné. - Ponts et ponceaux : maintien de l'accessibilité au territoire, ça ne représente pas beaucoup pour la région C.-A. puisque nous avons une petite superficie de terre publique.	
MTQ	- C'est 194 M\$ investi dans la région C.-A. en 2009. - Les caméras aux feux rouges sont maintenant en fonction et des amendes sont transmises aux contrevenants. - Le MTQ révisé actuellement le programme d'aide financière aux municipalités en matière de voirie locale. - Il est discuté d'augmenter les subventions pour l'amélioration du transport de personnes.	
MDEIE	- Nouveau ministre (M. Clément Gignac). Il a choisi la région Chaudière-Appalaches pour livrer son premier discours à une chambre de commerce. Dans son discours, M. Gignac a mentionné qu'il avait choisi notre région pour deux raisons : C'est une région économique active et parce qu'elle est particulièrement touchée par la problématique de l'aide aux régions ressources. Le député de la circonscription où est situé Saint-Georges, M. Robert Dutil est retourné en politique spécifiquement pour régler ce dossier. Le Ministre a mentionné vouloir améliorer la situation en trouvant une solution rentable et équitable. - ACCORD : signature de deux nouveaux créneaux d'excellence dans la région. Il y a un projet d'entente avec la CRÉ pour le soutien à ces créneaux (entente spécifique). Le projet viserait la mobilisation des industriels et l'engagement d'une ressource permanente.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	- Direction régionale, l'aide financière et l'aide technique représentent 80 % des activités. Il reste un 20 % d'énergie qui concerne les grands projets à incidence socio-économique : - École d'entrepreneurship en Beauce (possible d'en faire une école nationale). C'est une initiative de M. Marc Dutil du Groupe Canam. - Route 112. Des commerces sont touchés. Le MDEIE est touché comme ministère sectoriel dont la mission économique est le maintien de l'activité économique. Le MTQ précise qu'il travaille sur un projet de route de contournement qui emprunterait le tracé temporaire du chemin de fer. Les travaux devraient débuter début octobre et se terminer vers la fin novembre. La problématique avec la 112 est de la faire passer maintenant en dehors des zones sujettes à des glissements de terrains. - Le MDEIE a trois bureaux dans la région : Saint-Georges, Sainte-Marie et Montmagny. Le bureau de Montmagny déménagera, avec la collaboration d'Emploi-Québec, dans les locaux de la CRÉ.	
MTOU	- Entente spécifique : Les travaux se poursuivent avec les ADR et la CRÉ.	
Services Québec	- L'intégration du Bureau de la publicité des droits est en train de se faire. - En 2009, dans chaque point de service, on peut compter sur des commissaires à l'assermentation. - Directeur de l'état civil : Actuellement, pour la région C.-A., le service n'est disponible qu'au bureau de Lévis.	
CRÉ	- Conseil d'administration : On prévoit cinq nouveaux venus suite à l'arrivée d'un nouveau maire à Disraeli et le départ des maires de Saint-Georges, Beauceville, Lac-Échemin et Cap-Saint-Ignace. - L'élection des nouveaux préfets auront lieu entre le 25 et le 30 novembre 2009. - Il y a eu deux conseils d'administration depuis la dernière réunion de la CAR le 29 mai dernier. Il y a eu un exercice de priorisation des projets pour 2009-2010. - Entente spécifique : - Entente de partenariat en tourisme : Priorisé : 225 000 \$/3 ans. - Projet développement durable : 240 000 \$/4 ans. - ARDECA : Relève des entreprises. MDEIE est impliqué.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	- Protection de la grande oie des neiges. - Projet ACCORD : Entente cadre approuvée 570 000 \$ pour différents projets. - Il y a une liste de 9 ou 10 autres ententes spécifiques sont également sur la table. - Il y a une quinzaine de projet pour le programme Communautés rurales branchées. - Soirée 25^e anniversaire de la Région (CRCD et CRÉ). Il s'agit de faire le point sur l'avancement de la Région. Lieu : Centre des Congrès de Lévis. - Dans les prochains mois, la CRÉ sera impliqué dans deux projets : Gouvernance municipale et la relève des entreprises. - Rendez-vous des générations : Il y aura une participation financière de la CRÉ, et non pas d'un groupe-conseil. Cet événement implique aussi l'Institut du Nouveau Monde. Ce ne sont pas toutes les régions qui ont voulu embarquer dans le projet, mais Chaudière-Appalaches a décidé d'investir. - Révision de la Loi sur les Mines : Le président a participer à une rencontre. Il n'y a pas grand-chose qui transpire des travaux, mais nous pouvons avancer que le niveau d'acceptabilité social devrait se retrouver dans la Loi. - Créneau ACCORD : Matériaux composites et plastiques et la valorisation du bois dans l'habitation. La personne qui s'occupe des créneaux devrait être celle qui coordonne les comités. Ça prendrait un démarcheur auprès des donneurs d'ordres. L'idée est de partager une ressource avec l'Estrie. - Train à grande vitesse : Ça prend un accès rapide à la région de Québec. Les régions du sud du Québec se mobilisent pour l'obtenir.	
7. Présentation – Conférence régionale des élus (CRÉ)	M. Laurent Lampron a distribué deux documents relativement à la gouvernance de la CRÉ. Printemps dernier, il a réalisé une tournée des groupes-conseil dans le but de modifier la gouvernance et d'assurer une meilleure contribution de chaque partenaire à la gouvernance régionale. Il y a lieu de réaliser un portrait des groupes-conseil : il y en a 12 qui peuvent être regroupés sous 4 thèmes. Les groupes conseil varient beaucoup les uns des autres. Il serait possible d'en fusionner quelques uns. Des groupes conseil sont reconnus par d'autres instances, par exemple le CRPMT et la CRRNT.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	La nomenclature des organismes qui participent à des groupes conseils permet de constater que 70-75 organismes participent aux 12 groupes conseil. Certains dans plus d'un groupe. Les professionnels de la CRÉ participent à presque 120 comités. La gestion est de plus en plus difficile. La présentation faite aux groupes conseil a reçu un accueil positif en général, mais avec parfois des réticences. Certains ont fait le commentaire que les ministères ne devraient pas se retrouver sur les commissions. Cette proposition a été rejetée de l'analyse. Création de commission régionale : Régir la nomination des membres du conseil d'administration et la rationalisation de la contribution des partenaires. Assemblée générale en janvier-février 2010. Attente de la CRÉ à la CAR suite à la présentation du document : La prochaine étape est la présentation de la formation des commissions.	
8. Affaires nouvelles	Aucune.	
9. Prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 4 décembre 2009.	
10. Fin de la réunion	La réunion est levée à 12 h.	

Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Club de Golf Stastny
537, Marie-Victorin
Saint-Nicolas (Québec) G7A 2X6
Tél. : 418-836-3052

Rencontre régulière du vendredi 4 décembre 2009

de 9 h à 12 h

9 h	1. Mot de bienvenue;
9 h 5	2. Adoption de l'ordre du jour;
9 h 10	3. Présentation des membres;
9 h 20	4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 18 septembre 2009;
9 h 25	5. Affaires découlant du dernier compte rendu;
9 h 30	6. Nouvelles régionales (tour de table);
10 h	Pause-santé;
10 h 15	7. Présentation – Groupes de travail (6) de la Politique nationale de la ruralité (PNR) – (M. Martin Chiasson – MAMROT)
11 h 00	8. Présentation – Table des Saines habitudes de vie (TSHV) – (M ^{me} Linda Richard)
11 h 45	9. Affaires nouvelles;
11 h 55	10. Prochaine rencontre;
12 h	11. Fin de la réunion.

Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le 4 décembre 2009
à L' Hôtel Golf Stastny
Saint-Nicolas
de 9 h à 12 h

Etaient présents (es)

M^{mes}

Dyane Benoit - ASSS
Thérèse Leclerc - MESS
Sandra Shee - CSF
Brigitte Jomphe - Tourisme
Isabelle Olivier - MDDEP
Renée Caron - MAPAQ
Nicole Champagne - MCCCCF
Chrystine Huot - MAMROT

MM

Pierre Drouin - MAMROT
Roch Delagrave - MDEIE
en remplacement de M. Normand Giguère - MDEIE
Stéphane Petit - CNT
en remplacement de M. Raynald Gignac - CNT
Laurent Lampron - CRE-C-A
Yvon Doyle - MICC
Eric Hufty - MFA

Etaient absents (es)

M^{mes}

Sonia Lambert - IQ
France-Sylvie Loiselle - MSP
Diane Limoges - MELS
Céline Dessureault - Revenu Québec
Sylvie Fournier - SIQ
Suzie Beaulieu - MRI
Johanne Faucher - MFA
Suzie Emond - Services Québec
Line Drouin - MRNF

MM

Louis-G. Chassé - Justice
Guy Larose - MELS
Jean-Marc Lachance - MDDEP
Marc Savoie - OPHQ
Richard Charpentier - MTQ
Gilles Lemieux - RBO
Claude Girard - FADO
Pierre Grenier - RLQ

Invités

Maryse Drolet - MAMROT - CRE
Linda Richard - TSHV
Martin Chiasson - MAMROT

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M. Pierre Drouin souhaite la bienvenue aux membres et fait une présentation des membres de son équipe.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec un ajout du point suivant : - Affaires nouvelles : * Calendrier 2010.	
3. Présentation des membres	Chaque personne identifie le ministère qu'elle représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 18 septembre 2009	La lecture du compte rendu est faite et celui-ci est adopté après quelques corrections et ajouts. - MTOU : Entente de partenariat. - CRÉ : Suivi des annonces de la FADQ. Aussi on aurait dû lire : « Soirée 20 ^e anniversaire de la région de la Chaudière-Appalaches ».	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	- <u>La Centaurée</u>: Le projet a été recadré et il y a maintenant une bonne progression. L'AEC sera disponible à compter de janvier 2010. Le montage financier est à compléter. - <u>Communautés rurales branchées</u>: 15 projets ont été présentés en C.-A. Les projets reçus chez nous ont aussi été présentés à Industrie Canada. Les sommes allouées aux projets sont réservées jusqu'au 31 mars 2010. CSF : Le document concernant le portrait sera en retard. Il y aura une conférence de presse concernant l'annonce de sa disponibilité en février 2010. Aussi, un lien sera disponible sur le site Internet du Conseil. MDEIE : École d'entrepreneurship. Ce point sera discuté à la rencontre de la CAR Économique et de l'Occupation dynamique du territoire de cet après-midi.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
6. Nouvelles régionales		
ASSS	- Il y a jusqu'à maintenant un taux de participation de 47 % en C.-A. concernant la vaccination contre la Grippe A H1N1. Tous les ministères ont été interpellés en cas de pandémie potentielle. - Il y aura le dépôt du Rapport sur l'Amiante au cours de la semaine prochaine. - Le Plan stratégique 2010-2015 fera l'objet d'une présentation à la prochaine CAR.	
CRÉ	- Lors des dernières élections, il y a eu neuf nouveaux élus au Conseil d'administration de la CRÉ. MM Ghislain Hamel, Jean-Guy Desrosiers et Jean-Rock Veilleux sont les nouveaux préfets à la MRC des Appalaches, de Montmagny et Robert-Cliche. Il y a donc eu un remplacement de trois postes vacants au Conseil exécutif. - VHR : Le mandat est rencontré avec les attentes. Il y a maintien de la contribution annuelle. La personne responsable des dossiers est Madame Johanne Chouinard. L'implantation de sentiers Quad est difficile à raison d'une existence depuis 5 à 8 ans à comparer avec les réseaux de motoneiges qui comptent plus de 40 ans de fondation. - FDR : Il y aura un deuxième exercice de priorisation, car pour chaque dollar de demande, nous devrions dépenser 2 \$. - Il y a eu une recommandation favorable concernant les terres du domaine public. - Il y aura aussi un partenariat régional en tourisme. Les modalités et les prochaines clauses sont à venir.	
MICC	- Annonce de l'Entente en janvier 2010. L'établissement et la rétention des immigrants en région sont difficiles en raison du transport et de l'accès aux services. Il y aura un appel de projets visant à éviter l'isolement des femmes à la maison en collaboration avec les organismes communautaires d'ici la fin janvier 2010 en lien également avec un programme fédéral.	
MESS	- Rendez-vous de la Solidarité a eu lieu le 16 novembre dernier. Environ 40 personnes ont participé à l'événement. On déplore l'absence des milieux scolaires puisque cette	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	activité s'est déroulée au même moment que la campagne de vaccination massive contre la grippe A H1N1. - Le Plan de lutte à la pauvreté a été interpellé par le Plan de gouvernance et le Plan d'action national. - Il y a eu une très bonne participation à la Tournée du CRPMT (Conseil régional des partenaires du marché du travail). La dernière rencontre était ce matin, le 4 décembre 2009, à Saint-Georges. Un document sur le bilan de la tournée sera distribué au cours des prochains mois. - Augmentation de la demande de formation. Les gens qui perdent leur emploi retournent se recycler. - Programme SERRÉ; 103 entreprises ont adhéré à ce programme. Il prendra fin le 31 mars 2010. La région de la Chaudière-Appalaches est la plus touchée par le ralentissement économique avec près de 2 300 mises à pied dans la dernière année.	A présenter à une prochaine CAR.
MFA	- Il y a eu un projet de concertation du milieu avec les municipalités concernant les indices de dévitalisation. Un budget de 400 millions \$ sur 10 ans. - Un deuxième fonds pour les proches aidants afin d'offrir support et répit aux familles a été créé en collaboration avec la Fondation de la Famille Chagnon. Un budget de 200 millions \$. Un conseil permanent a été nommé et devrait débiter dans les prochaines semaines. - Le statut de responsable de services de garde en milieu familial représente le même statut que les travailleuses autonomes et elles seront couvertes par les mêmes protections que la CSST ou l'équivalent. L'accréditation représente une tâche énorme et 15 000 personnes en sont touchées. - Sept villes dans les secteurs de Lévis et Chaudière-Appalaches ont été mandatées par Carrefour Action Municipale. - Le taux d'absence des éducatrices touchées par le virus H1N1 (85 %) représente un aspect critique du taux de présences de celles-ci. Les services de garde possèdent un plan d'action en la matière. - Le développement de nouvelles places en services de garde va bon train.	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
CNT	- Dossier Pandémie. Les travailleurs ont le droit de se faire vacciner ou pas et de demeurer en milieu de travail. Les absences en entreprises privées sont non payées. Il y a eu beaucoup de questionnements en Chaudière-Appalaches.	
CSF	- Elections municipales du 1 ^{er} novembre 2009. 240 femmes ont été élues ce qui représente une augmentation de 25 % par rapport aux dernières élections. En 2005, 18 femmes et en 2009, 19 femmes ce qui représente une mairesse dans chaque MRC du Québec ainsi que 28 conseillères féminines. Aussi, 11 municipalités n'ont pas d'élues féminines par rapport à 19 en 2005.	
MAPAQ	- Quelques informations à propos de la Financière agricole du Québec en l'absence de M. Claude Girard : • Il y a une convention avec une enveloppe annuelle de trois millions de dollars, mais avec un déficit de 865 M\$. À ce jour, le déficit est maintenant de 630 M\$. Il y aura une rencontre avec l'UPA; • Le MAPAQ aura une enveloppe de 20 M\$ afin de trouver des mesures d'accompagnement pour les entreprises agricoles; • Il n'y aura plus de règlement d'emprunt. 75% des entreprises les plus performantes, seront choisies afin d'effectuer un échantillonnage avec compensation; • Une prime 1/3 pour les entreprises agricoles et 2/3 pour le gouvernement provincial afin de gérer 50 % du surplus; • Programme de retrait volontaire en production porcine; • Bonification du programme Agri-Investissement : 9 % pour le provincial et 6 % pour le fédéral. - Il y a aura une Politique agricole au cours de l'année 2010. - La planification stratégique prendra fin le 31 mars 2010. Un plan sera adopté pour la période 2010-2014. Une rencontre aura lieu le 28 janvier 2010 afin de solliciter des acteurs pour ce plan. - Programme de diversification et de commercialisation en circuit court en région. Il y a eu 10 projets présentés. L'enveloppe disponible est de 200 000 \$. Les projets	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	doivent être de nature collective. Une rencontre du comité aura lieu prochainement. - Neuf projets ont été retenus concernant la stratégie globale du Ministère.	
MCCCCF	- L'Entente spécifique sur l'égalité Hommes-Femmes prendra fin le 31 mars 2010. - Une demande de prolongation est en cours.	
MDDEP	- La ministre Beauchamps a annoncé une Politique de gestion des matières résiduelles: Il y aura une redevance de 10,30 \$ par tonne au Fonds vert. - Loi sur l'eau : il y a un règlement concernant le prélèvement de plus de 75 m ³ d'eau par jour. En exemple : un citoyen prélève deux à 3 m ³ par jour. Si c'est le cas, il y aura une redevance à payer, mais à l'exclusion des producteurs agricoles.	
MDEIE	- ACCORD : annonce en janvier 2010 du CRÉNEAU BOIS. ON devrait également connaître le nom du coordonnateur à ce moment. Il y aussi une demande d'intégrer d'autres régions dans CRÉNEAU ACCORD pour bonifier l'aide en région. Une rencontre a eu lieu avec le président de CRÉNEAU et il n'y aurait pas de problème pour l'intégration. - École d'entrepreneurship en Beauce (possible d'en faire une école nationale). Présentation par Madame Nathalie Riverain à la rencontre de la CAR-Comité économique de cet après-midi. Vue globale du programme de 1,5 M\$.	
MTOU	- Une campagne hivernale afin d'attirer les étrangers au Québec sera organisée et aura pour thème : « Campagne Cap sur l'Est ». - Un feuillet explicatif sur le virus de la grippe A H1N1 sera distribué aux touristes.	
MAMROT	- Election : 37 nouveaux maires sur les 136 municipalités en Chaudière-Appalaches. - FSTD (Fonds de soutien aux territoires en difficulté) : MRC de Bellechasse : il y a eu des consultations entre le MESS et le MDEIE. Élaboration du contrat de développement et de diversification. - Laboratoires ruraux : Il y a trois projets ayant des comités de suivi : PFNL, Hans Kai et La Centaurée. - Municipalités dévitalisées : Pas de détails pour le moment. quatre secteurs : L'Islet	Présentation des projets à la prochaine CAR.

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	Sud, Montmagny, Etchemins et Appalaches.	
7. Présentation – Groupes de travail de la PNR M. Martin Chiasson MAMROT	M. Martin Chiasson du MAMROT a fait circuler deux documents relativement au groupe de travail de la Politique nationale de la ruralité et informé les gens de la disponibilité d'un CD-Rom sur le sujet. Ce dernier sera disponible aux gens qui en feront la demande. <u>Références :</u> - « <i>BRANCHER, les citoyens, les organismes et les entreprises du Québec rural à Internet haute vitesse, Guide pratique d'accompagnement</i> ». Document produit par le Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées, Québec, le 9 mars 2009. - « <i>Rapport Juin 2009 : Les Communautés rurales, l'autre moteur économique du Québec, Performances et tendances économiques</i> », Le Conference Board du Canada, Pour y voir clair. - « <i>CD-Rom : Fiches-synthèses – Technologies et filières énergétiques – Groupe de travail sur le milieu rural comme producteur d'énergie</i> ». Avril 2009, une réalisation de Agrinova – Groupe AGÉCO.	
8. Présentation – TSHV M ^{me} Linda Richard	M^{me} Linda Richard de la Table des saines habitudes de vie a présenté le comité dont elle fait partie. Elle mentionne également qu'un projet d'envergure sera présenté à la Fondation Chagnon qui chapeaute la Table. <u>Référence :</u> - Adresse Internet du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012 : http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2006/06-289-01.pdf	
9. Affaires nouvelles	Aucune.	
10. Prochaine rencontre	Calendrier 2010 : les prochaines rencontres pour l'année 2010 auront lieu en mars, juin, octobre et décembre avec une rencontre de la CAR –Comité économique et de	

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	l'Occupation dynamique du territoire en après-midi. Le calendrier sera envoyé aux membres dès qu'il sera disponible. La prochaine rencontre aura en mars 2010.	
11. Fin de la réunion	La réunion est levée à 11 h 50.	

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 23 juillet 2009 à 10 h
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Ordre du jour

1.	Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour		10 h
2.	Adoption des faits saillants de la rencontre du 6 novembre 2008		10 h 05
3.	Dépôt du plan de travail de la CAR 2009-2010	① MAMROT	10 h 10
4.	Mise en place d'un comité de travail de la CAR sur les saines habitudes de vie	①  ASSSL / MAMROT	10 h 15
5.	<i>Rendez-vous de la solidarité</i> – État des lieux	①  Emploi-Québec / CRÉ	10 h 45
6.	Revitalisation urbaine intégrée – État de la situation ► Organisation d'une rencontre interministérielle	①  CRÉ / MAMROT	11 h
7.	Suivi des ententes spécifiques – à venir et en cours	①  MAMROT	11 h 15
8.	Échange entre les membres	①	11 h 30
9.	Fin de la rencontre		12 h

- | |
|---|
|  : tour de table |
| ① : point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe |
|  : discussion |

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre du jeudi 23 juillet 2009 à 10 h

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Lorraine Bélisle	Famille et Aînés (MFA) en remplacement de M ^{me} Christine Beaudin
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Johanne Dumont	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Chantal Gingras	Transports (MTQ)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Lorraine Rochon	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Mario Allard	Revenu (MRQ)
	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Yves Hamelin	Services Québec en remplacement de M. Steve Z. Djebali
	François Laverdure	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec) en remplacement de M. J.-Pierre Arsenault
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Yves Roux	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval en remplacement de M ^{me} Manon Caron
	Jean Séguin	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Diane Bélanger	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
MM.	Pierre Chabot	Société immobilière du Québec (SIQ)
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Yvan Leroux	Sécurité publique (MSP)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Marcel Tremblay	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres et souligne l'arrivée de M^{me} Lorraine Rochon, agente de recherche et responsable de la région de Laval au Conseil du statut de la femme, à titre de nouveau membre.

L'ordre du jour est adopté tel quel.

2. Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 26 février 2009

Les faits saillants de la rencontre du 26 février 2009 sont adoptés tels quels.

3. Dépôt du plan de travail de la CAR 2009-2010

M. Séguin et M^{me} Dumont déposent et présentent brièvement le plan de travail pour l'année 2009-2010. Le plan est adopté avec un changement terminologique au quatrième objectif : « Évaluer » est remplacé par « Témoigner de ». Ainsi, les objectifs doivent se lire de la manière suivante :

- Favoriser l'information et les échanges entre les membres;
- Assurer le suivi des dossiers majeurs pour le développement de la région;
- Coordonner les interventions gouvernementales dans la mise en œuvre des projets ayant un impact sur la région;
- **Témoigner de** la contribution des ministères dans la région.

M. Provost fera parvenir aux membres de la CAR une version corrigée du plan de travail.

4. Mise en place d'un comité de travail de la CAR sur les saines habitudes de vie

Suite au dépôt, lors de la CAR du 26 février dernier, d'un document de travail ayant pour but de mettre en place un comité interministériel sur la promotion des saines habitudes de vie et des problèmes reliés au poids, les membres s'entendent sur son adoption. Constitué de l'ASSSL, du MAMROT, du MAPAQ, du MELS, du MESS (Emploi-Québec), du MFA et du MTQ, le comité aura comme mandat de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des jeunes âgés de 0 à 25 ans et leurs familles en leur

Conférence administrative régionale de Laval

permettant de vivre dans des environnements favorisant l'adoption de saines habitudes de vie, soit un mode de vie physiquement actif et une saine alimentation.

La première rencontre est prévue pour le 9 septembre 2009 et chaque membre devra être accompagné d'un(e) professionnel(le).

5. Rendez-vous de la solidarité – État des lieux

Le gouvernement du Québec prépare actuellement le deuxième plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale afin d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé, soit de faire du Québec, d'ici 2013, l'une des nations industrialisées comptant le moins de personnes en situation de pauvreté.

C'est dans ce contexte que M. Laverdure rappelle qu'au cours de l'automne, les Rendez-vous de la solidarité 2009 se poursuivront avec des consultations dans les 17 régions du Québec. La date retenue pour Laval est le 9 novembre. La liste des 35 partenaires socio-économique identifiés par le MESS en collaboration avec la CRÉ, l'ASSSL et le MAMROT est en cours d'autorisation.

6. Revitalisation urbaine intégrée – État de la situation

M. Roux informe les membres de l'état d'avancement des travaux dans le cadre de l'entente de partenariat sur la revitalisation urbaine intégrée (RUI). Il souligne que le comité terrain a été mis en place en mai dernier et qu'il compte 15 représentants.

Organisation d'une rencontre interministérielle

Afin de dégager une compréhension commune des enjeux et d'identifier certaines mesures d'appui pouvant servir de levier de développement et d'intégration des personnes vulnérables du secteur, M^{me} Dumont invite les membres gouvernementaux interpellés par la démarche RUI à se rencontrer.

Pour ne pas surcharger indûment les agendas et compte tenu, qu'à peu de chose près, il s'agit des mêmes M/O, il est proposé de tenir cette réunion le 9 septembre prochain, en amont de celle du comité de travail sur les saines habitudes de vie.

7. Suivi des ententes spécifiques – À venir et en cours

M. Séguin présente brièvement le tableau des ententes spécifiques et de partenariats à venir et en cours.

M. Hamelin propose d'ajouter au tableau des éléments qualitatifs tel que les résultats atteints. De plus, les membres conviennent de tenir un point récurrent à l'ordre du jour de la CAR afin de permettre un véritable suivi des ententes.

Compte tenu des négociations dans le cadre du renouvellement prévu de certaines ententes (culture, immigration, etc.), M^{me} Dumont rappelle le rôle de concertation et de facilitateur du MAMROT en la matière, notamment dans l'approbation des services juridiques et le processus de signature.

8. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

ASSSL	▪ Grippe A (H1N1) : enjeux dans les prochains mois → Surveillance des cas dans l'hémisphère sud; → Évaluation du virus; → Vaccination de masse possible; → Affinage des outils d'intervention.
CSF	▪ À venir : profil socio-économique des femmes de Laval ▪ 29 octobre 2009 : journée de réflexion régionale sur l'égalité
MAMROT	▪ Nouveau ministre : Laurent Lessard ; nouvelle sous-ministre : Julie Gosselin ▪ <u>Éthique et démocratie municipale (rapport Gagné)</u> ▪ <u>Sécurité des piscines résidentielles</u> ▪ 11 juin 2009 : Tenue de la Rencontre élargie de la Table des partenaires femmes et politique municipale ▪ <u>Projet de loi 58</u> sur le partage des compétences en aménagement
MFA	▪ <u>Projet de loi 7</u> instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants

9. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 40. La prochaine rencontre aura lieu le 1^{er} octobre 2009.

M. Provost fera parvenir aux membres le calendrier des prochaines rencontres.

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 1^{er} octobre 2009 à 9 h 30
Agence de la santé et des services sociaux de Laval
800, boulevard Chomedey, Tour A
Salle 118

Ordre du jour

1.	Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour		9 h 30
2.	Adoption des faits saillants de la rencontre du 23 juillet 2009		9 h 35
3.	Échange entre les membres	()	9 h 40
4.	Bilan évaluatif du FDR 2004-2008 – Faits saillants pour Laval	① MAMROT	9 h 55
5.	Suivi des comités de travail de la CAR	① ASSSL / MAMROT	10 h 05
	▶ Saines habitudes de vie		
	▶ Rencontre interministérielle (RUI)		
6.	Caractérisation de la zone agricole périurbaine de Laval		
	▶ Présentation	① LAVAL TECHNOPOLE	10 h 15
	Par M ^{me} Nancy Guay, directrice Agropôle		
	▶ Question et commentaires		10 h 45
	<i>Pause</i>		11 h
7.	Suivi des ententes spécifiques et de partenariat	①	11 h 10
	▶ Culture – Rapport final et perspectives	MCCCCF	
	▶ Immigration – Bilan et renouvellement	MICC	
	▶ Culture scientifique et technique – Réalisations et état des lieux	MDEIE	
	▶ Aînés – Réalisations et état des lieux	MFA	
	▶ Économie sociale – État de la situation	MAMROT	
	▶ Développement agroalimentaire – Réalisations et état des lieux	MAPAQ	
8.	Fin de la rencontre		12 h

()	: tour de table
①	: point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe
	: discussion

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre du jeudi 1^{er} octobre 2009 à 9 h 30

Agence de la santé et des services sociaux
800, boulevard Chomedey, Tour A, salle 118

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Christine Beaudin	Famille et Aînés (MFA)
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Johanne Dumont	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Chantal Gingras	Transports (MTQ)
	Hélène Ouellette	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec) en remplacement de M. J.-Pierre Arsenault
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Michel Bury	Immigration et Communautés culturelles (MICC) en remplacement de M. Serge Tétreault
	Steve Z. Djebali	Services Québec
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Marcel Tremblay	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Diane Bélanger	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Manon Caron	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Josée Desjardins	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Lorraine Rochon	Conseil du statut de la femme (CSF)
MM.	Mario Allard	Revenu (MRQ)
	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Pierre Chabot	Société immobilière du Québec (SIQ)
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	Yvan Leroux	Sécurité publique (MSP)
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec
	Jean Séguin	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Serge Vaugois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M^{me} Dumont, directrice du développement régional et métropolitain, souhaite la bienvenue aux membres.

L'ordre du jour est adopté tel quel.

2. Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 23 juillet 2009

Les faits saillants de la rencontre du 23 juillet 2009 sont adoptés tels quels.

3. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

MAMROT	2 octobre 2009 : fin de la période de mise en candidature pour les élections municipales 2009 <u>Projet de loi 58</u> sur le partage des compétences en aménagement : au feuillet on cet automne <u>De la parole aux actes</u> : campagne de promotion sur les étapes pour devenir candidate ou candidat aux élections municipales 2009 17 novembre 2009 : journée RUI sur la participation citoyenne - Travaux en cours sur l'aspect de l'occupation du territoire 1^{er} octobre 2009 : date de tombée pour déposer une demande au Fonds de développement de la métropole – Volet économie sociale
MAPAQ	- Campagne de promotion <u>Mettez le Québec dans votre assiette</u> à Laval : <u>Saveurs de Laval</u> <u>Mon jardin m'inspire...les produits d'ici</u> : campagne de promotion des produits québécois de l'horticulture ornementale <u>Plan d'intervention sur les algues bleu-vert - Volet agricole</u> : appel de propositions

Conférence administrative régionale de Laval

- Suivi de la Commission Pronovost pour l'établissement d'une éventuelle politique agricole
- Programme Circuit court : aucune initiative à Laval
- MDDEP** ▪ Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau : adopté en juin 2009
- Projet de règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles et des sols contaminés
- MESS** ▪ 10 décembre 2009 : Rendez-vous de la solidarité 2009 à Laval
- Plan d'action 2009-2010 de Laval approuvé
- MFA** ▪ 24 septembre 2009 : adoption du Projet de loi 7 instituant le fonds pour le développement des jeunes enfants
- Grippe A (H1N1) : 80 % des services de garde ont un plan de continuité des services
- MICC** ▪ 28 septembre 2009 : Lancement de la campagne de promotion de l'apport de l'immigration au Québec L'immigration c'est bienvenue !
- Novembre 2009 : sessions d'information données à Laval sur les règles, mécanismes, valeurs et codes de la société québécoise
- MTQ** ▪ Octobre 2009 : réouverture du viaduc Sainte-Rose
- Serv. Qc** ▪ Services Québec est désormais un facilitateur pour les citoyens désirant remplir un formulaire de demande de certificat de naissance

4. Bilan évaluatif du FDR 2004-2008 – Faits saillants pour Laval

M^{me} Dumont et M. Provost présentent sommairement le bilan FDR 2004-2008 pour la région de Laval. En substance, on y apprend que :

- ▶ Le budget FDR de la CRÉ de Laval pour cette période a été de plus de 6,5 M\$, ce qui représente 4,2 % de l'enveloppe totale au Québec.
- ▶ Près de 40 % du budget FDR de la CRÉ de Laval fut consacré aux dépenses de fonctionnement, concertation, consultation et réseautage.
- ▶ Le bilan évaluatif national cite en exemple de succès, l'entente régionale relative au programme AVEC (Avenir-Viable-École-Communauté) à Laval qui a permis de mettre sur pied un programme offrant aux établissements scolaires une formation en développement durable et à l'écocitoyenneté tout en leur permettant de revitaliser leur environnement physique (la cour et ses abords).
- ▶ La CRÉ de Laval a conclu quatre ententes spécifiques et trois ententes administratives durant cette période.

5. Suivi des comités de travail de la CAR (rencontres du 9 septembre 2009)

Saines habitudes de vie

En l'absence de l'ASSSL, organisme porteur du dossier, M^{me} Dumont résume brièvement la rencontre. Elle rappelle que cette première rencontre fut l'occasion de prendre connaissance des activités gouvernementales qui se réalisent dans la région en lien avec les cibles du PAG, d'identifier des leviers propres aux M/O de la région de Laval et d'établir des regroupements possibles d'acteurs et d'activités complémentaires poursuivant des objectifs communs.

Rencontre interministérielle (RUI)

Le MAMROT a présenté aux membres de la CAR interpellés par la démarche RUI (ASSSL, MCCCCF, MELIS, MESS, MFA et MICC) le portrait diagnostic du secteur retenu et le bilan 2008-2009 de l'entente de partenariat de la RUI de Laval tel que déposé par la CRÉ en mars dernier.

D'emblée, tous les membres ont été très impressionnés par la grande qualité du portrait qui fait un tour d'horizon complet tout en mettant en exergue l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Néanmoins, ces derniers considèrent qu'il y a un décalage entre le diagnostic du secteur et les exemples mis de l'avant dans l'éventuel plan d'action qui relèvent uniquement de l'amélioration du cadre bâti. Aucune intervention directe sur les personnes ne semble proposée pour le moment.

Compte tenu que les membres sont surtout en mesure d'appuyer des interventions qui pourraient servir de levier de développement et d'intégration des personnes du secteur, le comité s'est entendu pour proposer à la CRÉ de présenter à la fin octobre une version préliminaire du plan d'action afin qu'il puisse tenir compte, dans sa version finale, de l'implication gouvernementale.

6. Caractérisation de la zone agricole périurbaine de Laval

Présentation de M^{me} Nancy Guay, directrice Agropôle de Laval technopole, sur la caractérisation de la zone agricole périurbaine de Laval. Cette étude propose, à partir d'une perspective statistique et anthropique, des pistes d'intervention pour la conservation et le développement de l'agriculture périurbaine à Laval. Ce portrait a été réalisé en février 2009 dans le cadre de l'entente spécifique en matière de développement agroalimentaire dans la région de Laval.

Conférence administrative régionale de Laval

7. Suivi des ententes spécifiques et de partenariats

Développement agroalimentaire	▪ 12 projets financés dont le plan de valorisation <i>Saveurs de Laval</i> , le Forum de l'innovation, un programme de formation pour la relève et des ateliers de validation et de commercialisation de produits.
Immigration	▪ L'entente de partenariat 2005-2008 a pris fin au cours du présent exercice. La trentaine de projets financés dans le cadre de cette Entente ont entraîné des investissements totaux de plus de 1,3 M\$.
Aînés	▪ 8 projets financés pour un total de 290 000 \$.
Culture scientifique	▪ <i>Quinzaine des sciences</i> : conférences et activités scientifiques s'adressant principalement aux étudiants de 5 ^e secondaire et du cégep. ▪ <i>Route des sciences</i> : élaboration d'un logo et d'un slogan pour cibler les entreprises et les organismes à caractère scientifique de la région de Laval.
Économie sociale	▪ Partenaires : MAMROT, CRÉ, CLD et Forum Jeunesse. Au total, 625 000 \$ sur 5 ans. Vient tout juste d'être signée, pas de projet en cours pour le moment. Première rencontre du comité de gestion de l'Entente à venir.

8. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 05. Comme la prochaine rencontre est en conflit d'horaire avec les Rendez-vous de la solidarité de Laval qui auront lieu le 10 décembre 2009, M. Provost fera parvenir aux membres une nouvelle date pour la prochaine rencontre.

Conférence administrative régionale de Laval

Jeudi, le 7 janvier 2010 à 10 h
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey
Salle internationale

Ordre du jour

1.	Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour		10 h
2.	Adoption des faits saillants de la rencontre du 1 ^{er} octobre 2009		10 h 05
3.	Échange entre les membres	()	10 h 10
4.	Retour sur les <i>rendez-vous de la solidarité</i> à Laval	① MESS	10 h 30
5.	Suivi du comité de travail de la CAR sur les saines habitudes de vie	① ASSSL	10 h 40
6.	Présentation du plan d'action préliminaire de la RUI de Laval	① CRÉ	10 h 55
	► Question et commentaires		11 h 15
7.	<i>Portrait statistique de Laval sur l'égalité entre les femmes et les hommes</i>		
	► Présentation	① CSF	11 h 30
	<i>Par M^{me} Lorraine Rochon, agente de recherche</i>		
	► Question et commentaires		11 h 50
8.	Fin de la rencontre		12 h

()	: tour de table
①	: point d'information ou présentation par l'organisme qui suit ce signe
	: discussion

Conférence administrative régionale de Laval

Faits saillants de la rencontre du jeudi 7 janvier 2010 à 10 h

Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, salle internationale

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Christine Beaudin	Famille et Aînés (MFA)
	Brigitte Bérubé	Développement durable, Environnement et Parcs (MDDEP)
	Francine Cloutier	Société d'habitation du Québec (SHQ)
	Johanne Dumont	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Chantal Gingras	Transports (MTQ)
	Lorraine Rochon	Conseil du statut de la femme (CSF)
	Lucie Tremblay	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
MM.	Alain Carrier	Agence de santé et de services sociaux de Laval (ASSSL)
	Éric Doneys	Sécurité publique (MSP)
	François Laverdure	Emploi et Solidarité sociale (MESS – Emploi-Québec) en remplacement de M. J.-Pierre Arsenault
	Gilbert Lepage	Culture, Communications et Condition féminine (MCCCF)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Sylvain Provost	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Yves Roux	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Laval en remplacement de M ^{me} Manon Caron
	Jean Séguin	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)
	Serge Tétreault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles et Faune (MRNF)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Diane Bélanger	Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)
	Diane Lambert	Ville de Laval
	Lauraine Langlois	Éducation, Loisir et Sport (MELS)
MM.	Mario Allard	Revenu (MRQ)
	Pierre Chabot	Société immobilière du Québec (SIQ)
	Steve Z. Djebali	Services Québec
	Stéphane Martinez	Tourisme Québec

INVITÉE

M ^{me}	Julie Poirier	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

M. Séguin, sous-ministre adjoint à la Métropole et président de la CAR, souhaite la bienvenue aux membres et souligne l'arrivée de deux nouveaux membres :

- ▶ M. Éric Doneys, directeur régional intérimaire à la Direction de Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides du Ministère de la Sécurité publique;
- ▶ M. François Perron, directeur régional adjoint à la Direction régionale de Montréal, Laval et Lanaudière du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

L'ordre du jour est adopté tel quel.

2. Adoption et suivi des faits saillants de la rencontre du 1^{er} octobre 2009

Les faits saillants de la rencontre du 1^{er} octobre 2009 sont adoptés tels quels.

3. Échange entre les membres

Les ministères et organismes gouvernementaux (m/o) informent les membres des actualités dans leur secteur :

ASSSL	▪ Grippe A (H1N1) : 2^e vague terminée ; période de débriefing entamée ▪ Février 2010 : sortie du rapport sur le colloque régional <i>Le vieillissement à Laval : Défi ou catastrophe ?</i> tenu le 2 juin 2009 ▪ Dépôt d'un mémoire au Rendez-vous de la solidarité intitulé <i>La pauvreté à Laval</i>
CSF	▪ Avis sur le renouvellement de la politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes ▪ Nouvelle direction territoriale : Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie
MAMROT	▪ <u>Projet de loi 76</u> modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux

Conférence administrative régionale de Laval

- Plusieurs remaniements au sein du Ministère dont la nomination de M. Marc Lacroix à titre de sous-ministre
- MAPAQ**
 - 5 novembre 2009 : participation record à la 25^e édition de la Journée d'information sur les cultures ornementales à Laval
 - 27 janvier au 23 février 2010 : 19^{es} Journées agricoles et agroalimentaires de Montréal, Laval et Lanaudière
 - Déménagement du bureau de Laval au 705, chemin du Trait-Carré
- MCCCF**
 - 30 octobre 2009 : Journée régionale Égalité à Laval
 - Entente spécifique en culture à Laval sur le point d'être finalisée
- MDDEP**
 - Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, 2010-2015
 - Cible québécoise de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2020 : réduction de 20 % sous les niveaux de 1990
- MESS**
 - 10 décembre 2009 : Rendez-vous de la solidarité 2009 à Laval
- MFA**
 - 30 novembre 2009 : création de la Société de gestion du Fonds pour le développement des jeunes enfants
- MICC**
 - 15 septembre 2009 : signature d'une déclaration commune entre la France et le Québec sur la coopération en matière de recrutement de la main-d'œuvre
 - Objectif 2010 : 55 000 nouveaux arrivants
 - Signature de l'entente de partenariat en immigration prévue au printemps 2010
- MNRF**
 - Projet de loi 57 sur l'aménagement durable du territoire forestier
- MSP**
 - 16 au 18 février 2010 : Colloque sur la sécurité civile 2010
 - Mise en place du comité régional sur les inondations printanières
- MTQ**
 - Le rapport du vérificateur général sur les dossiers à risque aura un impact sur les façons de faire au MTQ
- SHQ**
 - Février 2010 : retraite de M. Robert Madore, président-directeur général de la SHQ

4. Retour sur les *Rendez-vous de la solidarité* à Laval

M. Laverdure informe les membres sur les points marquants de l'événement.

Animée par les députés Alain Paquet et Vincent Auclair, cette journée de consultations a réuni quelque 35 groupes représentatifs de leur milieu. Toutefois, M. Laverdure déplore l'absence des entreprises à la rencontre.

La table ronde sur les enjeux régionaux a fait ressortir plusieurs éléments dont :

- ▶ l'augmentation du salaire minimum;
- ▶ l'aide accrue aux organismes du milieu;
- ▶ l'adoption d'un code du logement et un meilleur soutien au logement social;
- ▶ l'adaptation régionale des ressources, notamment celles destinées à l'intégration des immigrants.

Enfin, M. Laverdure rappelle que ce Rendez-vous régional de la solidarité s'inscrivait dans la préparation du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui sera déposé au printemps 2010.

5. Suivi du comité de travail de la CAR sur les saines habitudes de vie

M. Carrier informe les membres que la Société de gestion du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie dispose d'une enveloppe de 4M \$ à l'échelle provinciale, dont environ 200 000 \$ pour Laval, afin de concrétiser un projet régional.

À cet égard, un projet de mise en place d'une équipe régionale de soutien pour des environnements alimentaires sains sera déposé au comité de gestion lors de la prochaine rencontre qui aura lieu le 20 janvier 2010. Cette rencontre permettra aussi de faire le point sur l'adoption d'un plan d'action.

Par ailleurs, M. Carrier rappelle que trois projets locaux sont déjà en activité sur le territoire (RLP Marigot, Chomedey en forme, Jeun'«est» en forme). À cela s'ajoute l'initiative de Vélo Québec Mon école à pieds, à vélo ! à laquelle participe plusieurs écoles primaires lavalloises.

Enfin, M. Carrier invite les membres de la CAR sur les saines habitudes de vie à lui soumettre les noms des professionnels qui seront responsables du dossier.

6. Présentation du plan d'action préliminaire de la RUI de Laval

Compte tenu du manque de temps pour aborder ce point, il est convenu de tenir une rencontre de la CAR RUI de Laval le 15 janvier 2010 à 15 h, afin que les M/O puissent commenter le plan d'action préliminaire proposé par la CRÉ de Laval.

M. Provost se chargera, en collaboration avec Emploi-Québec, le MICC et le MFA, de trouver un lieu pour la tenue de cette rencontre.

Conférence administrative régionale de Laval

7. Portrait statistique de Laval sur l'égalité entre les femmes et les hommes

Mme Lorraine Rochon, agente de recherche et responsable régionale de la région de Laval au Conseil du statut de la femme, présente le portrait statistique de la situation des femmes et des hommes de Laval. Plus précisément, sept thèmes sont abordés : la démographie, l'éducation, l'économie et l'emploi, la conciliation des obligations professionnelles et personnelles, le revenu, l'intégrité physique et psychologique et, enfin, la participation des femmes au pouvoir.

M. Provost acheminera la présentation aux membres.

8. Fin de la rencontre

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h 10. La prochaine rencontre aura lieu le 25 février 2010.

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de Laval du 25 février n'est pas disponible.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE LANAUDIÈRE

Date et heure:
Réunion du 18 février 2009
9 h à 12h00 h

Lieu de la rencontre :
Club de golf Montcalm
1800 chemin Nadeau
Saint-Liguori
MRC Montcalm

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
1	Ordre du jour	Adoption de l'ordre du jour	MAMROT	Transmis par courriel	
2	Compte-rendu du 9 novembre 2008	Lecture et adoption du compte-rendu	MAMROT	Transmis par courriel	
3	Informations générales	- Connaître les changements organisationnels des M/O en région - Présenter et échanger sur les activités et projets d'intérêt pour les membres de la CAR	Tous les participants		
4	Nouvelle structure du MRNF (30 min.)	Présentation	André B. Lemay MRNF		
5	Présentation de la Table des partenaires en développement social de Lanaudière (TPDSL) (45 min.)	Présentation	Chantal Lalonde Denyse Ouellet TPDSL		
6	Stratégie du bois dans la construction (30 min.)	Présentation	Steve Gagnon MRNF		
7	Suivi des ententes spécifiques	Présentation du tableau de suivi	MAMROT	Transmis par courriel	
8	Divers				
9	Prochaine rencontre	Mercredi, 20 mai 2009			

Conférence administrative régionale Lanaudière
Réunion du 18 février 2009
Club de golf Montcalm

Compte-rendu

Étaient présents :

Jean Ouellet	Président CAR	Laurent Marcoux	ASSS	Lauraine Langlois	MELS
Marc Valade	CRÉ	Ghislain Laprise	MESS	André B. Lemay	MRNF
Nancy Charland	MCE	André Sanschagrin	MTQ		
Annette Bonamy	MFA	Benoît Picard	MTQ		
Anne Bourrassa	OPHQ	Steve Soulières	MRNF		
Marie-Hélène Perron	SHQ	Nathalie Breault	MDEIE		
Chantal Lalonde	TPDSL	Steve Gagnon	MRNF		
Denise Ouellet	TPDSL	Colette Marcotte	CSF		
Michel Thauvette	CNT	Claudette Larouche	MAMR		

N o	Sujets	Synthèse des discussions
1	Ordre du jour	Présentation de l'ordre du jour par le président de la CAR Accepté tel que présenté et le point divers est maintenu ouvert.
2	Compte-rendu du 9 novembre 2008	Lecture du compte-rendu. Ce dernier est accepté tel que présenté. Suivi : ✓ La présentation du MRNF est prévue dans le cadre de la présente rencontre. ✓ Un CT sera adopté dans les prochains jours pour le dossier des municipalités dévitalisées et suivra la signature d'une entente avec la MRC de D'Autray.
3	Informations générales	MELS : ✓ La loi sur la gouvernance des commissions scolaires sera modifiée de sorte à imposer le suffrage universel pour élire les commissaires. ✓ Une modification sera également apportée au niveau de la gouvernance post-secondaire afin de préserver les constituantes comme celle de Lanaudière. ✓ Des conventions de partenariat, telles gouvernement –commission scolaire, commission scolaire-établissement scolaire seront possible. ✓ Un protecteur de l'élève devant agir en toute neutralité sera nommé. On espère faire augmenter le taux de participation aux prochaines élections scolaires en les jumelant avec les élections municipales MESS : ✓ Afin d'aider les entreprises de Lanaudière visées par le ralentissement économique, une somme de 1,3 million est réservée jusqu'au 31 mars 2010. ✓ On compte conserver les emplois en optant sur la formation pendant les périodes creuses.

3	Informations générales (suite)	Agence : ✓ Une nouvelle direction des communications sera créée prochainement. MRNF : ✓ Un nouveau projet de loi d'ici la fin mars concernant la nouvelle stratégie forestière. On en prévoit l'adoption avant décembre 2009. MCE : ✓ Mme Charland propose de faire une présentation sur la question des Métis dans le cadre d'une future CAR. ✓ Le MRNF questionne sur la possibilité d'obtenir des informations concernant les négociations entreprises avec les Attikamek. Mme Charland propose d'inviter M. Barry Leblanc du MCE, pour la prochaine CAR. ✓ M. Valade propose également une discussion sur le contenu du traité. Il souligne le fait de ne pas être impliqué en amont de ces négociations. Il propose qu'on nous présente le plan de relations publiques et celui de communication. Mme Charland propose de répondre aux questions lors de la prochaine CAR. M. Ouellet propose de considérer la possibilité de faire une rencontre d'une journée afin de permettre les discussions concernant les autochtones. SHQ : ✓ Actuellement en attente de la reconduction du programme Accès-logis qui permettrait la construction au Québec de 3 000 unités par année pour 3 ans. ✓ Mise en place du Plan québécois des infrastructures pour des centres de services communautaires. ✓ À venir : Bilan santé, plan d'intervention et travaux. MAMROT : ✓ L'ajout de l'occupation du territoire dans les mandats du ministère découle d'une demande des Unions municipales. Des travaux sont en cours actuellement afin de définir les objectifs qui seront liés à ce nouveau mandat. Des discussions sont d'ailleurs prévues à ce sujet lors de la prochaine Table Québec-Région. M. Valade fait part des incertitudes quant au sens large et inclusif et à la mission attachés à ce mandat. ✓ Le programme concernant Internet haute vitesse sera annoncé prochainement. Il touche principalement les équipements qui permettront le branchement des secteurs ruraux. ✓ On prévoit également un programme pour les véhicules hors-route.
4	Nouvelle structure du MRNF	La direction régionale couvre actuellement 63 % de la population du Québec (De Saint-Michel-des- Saints à Mont Laurier jusqu'à Sherbrooke). Une restructuration s'est avérée nécessaire étant donné que pour le MRNF, le service à la clientèle demeure une grande préoccupation. De plus, afin de mieux servir la clientèle, les experts sont appelés à utiliser un même langage. Une seule porte d'entrée est prévue pour la clientèle En 2006, on optait pour une approche intégrée et régionalisée.

4	Nouvelle structure du MRNF (suite)	45 millions/5ans pour les Commissions. On mise sur une équipe multidisciplinaire pour trouver les meilleures solutions. Le nouvel organigramme prévoit une structure parallèle et indépendante pour le Protection de la faune étant donné son aspect judiciaire directement lié à Québec. Les décisions quotidiennes seront simplifiées. On limitera le nombre d'intermédiaires à une seule personne lors de la prise de décision et ce, dans la mesure du possible. On met en place une Gestion intégrée des ressources naturelles et du territoire (GIRNT). Aucune question supplémentaire. On nous avise que M. Daniel Soulières pourra répondre à toutes questions à venir. Un document PowerPoint a été remis aux membres de la CAR.
5	Présentation de la Table des partenaires en développement social de Lanaudière (TPDSL)	Mme Ouellet, présidente de la TPDSL présente la structure et les représentants. Mme Lalonde explique le travail intersectoriel de la Table ainsi que celui des comités multisectoriels. Trois ententes ont été signées, à ce jour. La CRÉ a autorisé la négociation d'une quatrième qui pourrait couvrir cinq ans. ✓ La première visait une équité interrégionale, les problèmes de transports et la création d'une Fondation. ✓ La deuxième a permis une augmentation des ressources financières et humaines et la poursuite des objectifs de la Table avec l'amélioration de son programme. La situation actuelle : ✓ Présentation d'un portrait sur l'alimentation dans Lanaudière et d'un Plan d'action sur la sécurité alimentaire. ✓ Discussion en cours en vue de créer un Fonds de dotation pour aider les projets de logements sociaux. ✓ Sensibilisation de la population à la philanthropie pour aider la Fondation communautaire. Commentaires : ✓ Mme Marcotte constate que la TPDSL est très avant-gardiste dans plusieurs projets. ✓ M. Marcoux souligne que les projets partent de besoins réels et apprécie que le focus soit maintenu sur des grands enjeux telle la sécurité alimentaire et que la Table laisse les actions au milieu afin d'en assurer une pérennité. M. Valade précise que la Table est un déclencheur de processus à partir de problématiques réelles et qu'elle travaille de façon à ce que les structures se mettent en place. Mme Ouellet complète en parlant du 10^{ième} anniversaire de la Table. Elle précise que ce sera un moment pour présenter tout ce qui a été fait et entendre les partenaires afin de bonifier les axes de développement qui seront alors proposés pour la prochaine entente.

5	Présentation de la Table des partenaires en développement social de Lanaudière (TPDSL) (suite)	Commentaires : ✓ Mme Perron constate que ça augure bien et que le programme de la prochaine négociation est chargé. Elle note toutefois qu'une durée d'entente de 5 ans n'est pas habituelle pour la SHQ. ✓ M. Laprise précise que la région demande au ministre d'utiliser ce qui existe dans la région et qu'une entente de 5 ans est également questionnable pour le MESS. Mme Ouellet explique que plusieurs axes prévus à l'entente pourraient être financés autrement que par l'entente. Mme Marcotte demande qui est responsable d'Engagement jeunesse. On répond que les directeurs des 5 directions régionales signataires sont coordonnateurs et ils ont mandaté la Table pour faire avancer le dossier. On annonce également le renouvellement de cette entente pour 2 années supplémentaires.
6	Stratégie du bois dans la construction	Cette stratégie fait suite au Sommet sur l'avenir du secteur forestier québécois qui a eu lieu en 2007 où on avait pris les engagements suivants : ✓ Promouvoir la construction d'édifices en bois. ✓ Développer et transformer l'industrie du bois. ✓ Instaurer une culture d'innovation. ✓ Certifier des territoires forestiers. La stratégie avait notamment pour but d'augmenter la consommation du bois dans la construction non conventionnelle pour compenser en partie les pertes d'emploi en première transformation et de réduire la dépendance envers le marché du bois d'œuvre des États-unis et pourrait permettre de répondre à la hausse de la demande de produits verts. La stratégie a donc pour objectifs de : ✓ Produire, d'ici 2014, 360 M. de pmp/an de plus. ✓ Réduire de 600 000 tonnes GES. ✓ Diversifier les produits et les marchés. ✓ Réduire la dépendance aux marchés des produits de base. ✓ Utiliser les édifices construits comme exemples du savoir-faire ✓ Accroître la fabrication de produits à haute valeur ajoutée. ✓ Créer des emplois en région. On compte entre autres, sur l'engagement des organismes gouvernementaux ou encore le développement de solution tout bois pour les habitations familiales financées par la SHQ. Les moyens d'action proposés pour le non-résidentiel, visent l'innovation, le développement d'outils pour accroître l'utilisation du bois et la mise en place d'une alliance québécoise du bois.

6	Stratégie du bois dans la construction (suite)	Pour ce faire, 16 millions sont prévus sur 6 ans, de 2008 à 2014, soit : ✓ 2,5 millions \$ pour les édifices municipaux et privés. ✓ 6 millions \$ pour la promotion de valeur écologique du bois. ✓ 5 millions \$ pour les technologies et produits pour la construction. ✓ 1 million \$ pour l'élimination des obstacles au bois (CECOBOIS). ✓ 0,5 million \$ pour l'administration et la gestion de l'alliance et la vérification de l'atteinte des cibles. ✓ 1 million \$ pour la promotion hors-Québec Commentaires : ✓ Mme Breault demande si les entreprises devront se certifier LEED, ce qui est reconnu mondialement et quels en seront les coûts? Elle ajoute qu'une réflexion sera nécessaire en ce qui concerne le créneau des structures métalliques. Rép. : Toutes les constructions dont les budgets relèvent du gouvernement du Québec seront orientées vers des solutions bois. Des démarches seront faites auprès des architectes qui ont perdu l'habitude de travailler avec le bois. Il est nécessaire de sortir des standards et d'encourager l'utilisation du bois d'apparence dans les constructions. Il a été démontré que le coût des constructions en bois est inférieur à celui d'un autre type de construction. Dans un premier temps, il serait préférable de développer des produits pour le commercial et ensuite aller vers le résidentiel. Steve Gagnon est la personne ressource pour la région et a pour mandat d'appuyer l'industrie. Une copie du document PowerPoint a été remise sur place.
7	Suivi des ententes spécifiques	L'entente sur l'économie sociale est en chantier. Des budgets sont prévus à cet effet au MAMROT. Des rencontres de négociation sont attendues dans les prochaines semaines. Le tableau des ententes spécifiques a été envoyé par courriel.
8	Divers	Rien à ajouter
9	Prochaine rencontre	Mercredi, 20 mai 2009

MAMROT 2009-04-01

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE LANAUDIÈRE

Date et heure:
Réunion du 20 mai 2009
9 h à 15 h

Lieu de la rencontre :
Club de golf Joliette
221 chemin du golf
Joliette (St-Charles-Boromée)

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
1	Ordre du jour	Adoption de l'ordre du jour	MAMROT	Transmis par courriel	
2	Compte-rendu du 18 février 2009	Lecture et adoption du compte-rendu	MAMROT	Transmis par courriel	
3	Le SAA et les Autochtones du Québec	Information	Nancy Charland, SAA		
4	La consultation des autochtones	Information	Patrick Brunelle Adjoint exécutif, SAA		
5	La négociation de revendication territoriale globale avec les Attikameks	Information	- Barry Le Blanc, SAA - Me Henri Grondin Négociateur spécial du Québec		
6	La question métisse au Québec et dans Lanaudière	Information	Chantal Latour, SAA		
	Dîner 12h00 à 13h00				
7	Informations générales	- Connaître les changements organisationnels des M/O en région - Présenter et échanger sur les activités et projets d'intérêt pour les membres de la CAR	Tous les participants		
8	Programme Internet Haute vitesse	Information	MAMROT ET CRÉ		
10	Suivi des ententes spécifiques	Présentation du tableau de suivi	MAMROT	Transmis par courriel	
11	Divers				
12	Prochaine rencontre	Mercredi, 16 septembre 2009			

Conférence administrative régionale Lanaudière
Réunion du 20 mai 2009
Club de golf Montcalm

Compte-rendu

Étaient présents :

Jean Ouellet	Président CAR	Laurent Marcoux	ASSSL	Chantal Latour	MCE
Marc Valade	CRÉ	Ghislain Laprise	MESS	Patrick Brunelle	MCE
André Sanschagrin	MTQ	Barry LeBlanc	MCE	Henri Grondin	MCE
Michel Thauvette	CNT	Gilbert Lepage	MCCCCF	Nancy Charland	MCE
Pierre Dupuis	Hydro-Québec	Jean-Philippe Détolle	MRNF	Marie-Josée Gauthier	MDDEP
Claudette Larouche	MAMROT	Jean-Pierre Corneault	MSG	Nathalie Breault	MDEIE
Christine Beaudin	MFA	Colette Marcotte	CSF	Marcel Tremblay	MAPAQ
Lauraine Langlois	MELS				

N o	Sujets	Synthèse des discussions
1	Ordre du jour	Lecture de l'ordre du jour par Jean Ouellet Chacun se présente
2	Compte-rendu du 18 février 2009	Compte rendu accepté avec correction dans le prénom de M. Soulières.
3	Le SAA et les Autochtones du Québec	➤ Nancy Charland présente le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et ses mandats. - Établir des liens entre le ministère, le gouvernement et les autochtones du Québec. - Travailler avec les coordonnateurs aux affaires autochtones de chaque ministère et organisme. - Assurer le suivi des ententes ➤ Informations générales - 11 nations reconnues dont plusieurs ont l'anglais comme langue seconde. - 6000 Attikameks au Québec dont 2000 à Manawan; 99 % de la population parle attikamek. - On explique que les territoires autochtones ont un statut historique tandis que les réserves n'ont pas encore de territoire déterminé par le fédéral. - On retrouve sur le site Internet du SAA : - la liste des coordonnateurs et professionnels liés aux dossiers des différentes nations - les informations sur les ententes cadre et autres ententes de financement signées dans le cadre du Fonds de financement autochtone. - la carte géographique des nations autochtones - la mission du SAA
4	La consultation des autochtones	➤ Présentation générale de M. Brunelle sur : - Enjeux des consultations - Enjeux des négociations - Portraits - Fondement du droit des autochtones - Évolution récente du droit des Autochtones qui amène une obligation de consulter - Particularité d'application du cadre de la CSS au Québec - Actions posées par le Québec - Approche autochtone - Enjeux et perspectives
4	La consultation des	- 10 % de la population du Québec est autochtone dont 40 % a moins de 25 ans

4 La consultation des	autochtones (suite) - Défis sociaux et économiques (isolement et autres) - Dépossession - Pression croissante ➤ Un programme de financement provenant du SAA de 25 millions de dollars sur 5 ans permet les négociations. ➤ Historique : - 1973 Début des droits ancestraux à la suite du décret Calder et le jugement Malouf et la rédaction de la première politique fédérale de négociation globale - 1980 Constitution des droits ancestraux qui tiennent compte les droits autochtones ▪ ne sont pas absolus et peuvent être limités ▪ divisés en quatre catégories pouvant être associées au territoire (chasse) ou non (langue) - 1982 Article 35 qui vise à concilier la préexistence des sociétés autochtones et la souveraineté de Sa Majesté - 1985 Reconnaissance par l'Assemblée nationale des Premières nations ➤ Des traités historiques ont été signés dans les Maritimes, l'Ontario et les provinces de l'Ouest. Au Québec, il y a le Traité huron et des traités modernes. Il existe toutefois peu de balises hors des conventions, ce qui rend plus complexe les différentes revendications de titres aborigènes qui sont nombreux au Québec. ➤ Actuellement l'approche par la consultation est peu fructueuse. Il y a une politique de consultation interne au gouvernement et un guide intérimaire dans lequel on fixe les grandes balises qui s'appliquent lorsqu'il n'y a pas d'entente, ni mesure intérimaire. ➤ Rôle du SAA : - Coordonner le groupe interministériel de soutien (GIS) qui développe les outils de consultation. Il est composé de représentants du SAA, MRNF, Justice, MTQ, MDDEP et MAMROT - Valider le processus de consultation - Services conseils auprès des ministres et Premières nations. - Éteindre les feux ➤ Quelques lignes directrices sectorielles du GIS : - MRNF : Faune, forêts, mines - MDDEP : parcs et aires protégées - MTQ : Nouvelles routes - MAMROT : responsabilités municipales - Autres : cas par cas ➤ Types d'outils créés par le GIS : - Fiches de positionnement : terres privées, types d'accommodements - Listing des droits - L'objectif est de créer une meilleure cohérence et faciliter l'autonomie des analystes. ➤ L'accès aux cartes est restreint et est déterminé par les membres du GIS. ➤ Une mise à jour d'un guide destiné aux fonctionnaires permettant d'assurer une cohérence entre les ministères et de développer un dialogue avec les Premières nations. ➤ Le positionnement des Premières nations : revendique le titre d'aborigène sur l'ensemble du territoire. Les attentes face aux négociations sont grandes. ➤ Embûches à prévoir - Déterminer clairement l'approche - Délai dans les efforts déployés. ➤ Perspectives : - Pression grandissante des milieux autochtones - Impacts sur la rentabilité des projets - Volonté politique de baliser les consultations On tiendra compte de l'expérience de la Côte-Nord dans le plan de communication avec la population en général.

	autochtones (suite)	
5	La négociation de revendication territoriale globale avec les Attikameks	➤ Me Grondin a le mandat de négocier une entente de principe pour obtenir un traité avec les Attikameks. Une entente de principe pourrait être possible étant donné la volonté très grande de régler avec les Attikameks La prochaine étape est de rencontrer la population pour expliquer la négociation. Un plan de communication est approuvé par le gouvernement du Canada, du Québec et les Attikameks. Chacune des négociations permet de régler des problèmes et de trouver des façons de vivre en harmonie. Le traité qui sera négocié est un précédant au Canada, il contient des particularités québécoises. ➤ Quelques définitions : - Réserves : Terres gérées par le gouvernement fédéral - Traité : élimine la Loi sur les Indiens, fait cesser la tutelle fédérale et permet aux Indiens de devenir autonomes administrativement. Il y a aussi l'intérêt de leur assurer un développement économique afin qu'il génère des revenus passibles d'imposition. Il permet également de régler les principes de droits ancestraux (chasse et pêche). La signature d'un traité implique que la communauté autochtone se développe un projet de société. ➤ On procède en trois étapes pour les discussions : - 1^{re} étape : Négociation d'une entente de principes - 2^e étape : Signature d'un Traité pour lequel le gouvernement fédéral cède un montant. Il tient compte de différents aspects, tels la justice, la culture, etc. - 3^e étape : Modalités d'opérations - Par la suite, les autochtones bénéficient du droit d'être consultés et accommodés, du droit de chasse et piégeage (réglementé et limites claires) ainsi qu'une redevance sur les ressources naturelles. ➤ Le territoire touché par la négociation avec les Attikameks tient compte des terres actuellement inoccupées ou peu. Très peu de chalets privés sont concernés. On considère également la protection des sites patrimoniaux. ➤ Lorsque les limites d'un territoire ASKI sont définies, des discussions avec les ministères concernés sont entreprises. On demande la discrétion des partenaires pour ne pas compromettre le plan de communication Questions et commentaires : ➤ MRNF : Les droits sur les contrats d'aménagement forestier (CAF) sur les ASKI seront transférés au gouvernement attikamek ➤ Hydro-Québec : La question des infrastructures publiques ex : Route est encore en discussion. ➤ CRÉ : Y a-t-il une forme de reddition de comptes prévue? - SAA : La constitution prévue sera étudiée par le gouvernement fédéral. On s'attend à ce qu'elle inclue une obligation de reddition de comptes envers sa communauté. ➤ Agence : La santé est un défi extrêmement important. Un volet santé est-il à l'entente? - SAA : Les lois du Québec dominant tant que leurs propres lois ne seront pas définies. Les pouvoirs cédés seront limités et certains volets seront transférés graduellement. Une aide sera assurée, particulièrement en santé et en éducation. ➤ MSG : De quelle façon les lois seront appliquées? - SAA : Le tribunal autochtone devra respecter les règles légales et avoir des juges certifiés ➤ CRÉ : Qui sont les bénéficiaires de traités? - SAA : Ceux qui habitent le territoire concerné par le traité. ➤ MRNF : Quels sont les impacts sur les droits et mandats déjà en discussion avec les ministères? - SAA : Les régions de la Mauricie et de Lanaudière sont concernées. ➤ MAMROT : Le plan de communication considère-t-il les intervenants régionaux tels CRÉ, Services Québec etc.? - SAA : La présentation à la CAR est une première étape. ➤ CRÉ : Qu'advient-il des gestionnaires de ZEC et pourvoirie pour lesquels des droits ont été consentis? - SAA : Des ententes auxiliaires suivront pour régler ces points spécifiques ➤ CRÉ : Y a-t-il une coordination entre SAA et MRNF ? - SAA : Il y a un projet pilote avec une région afin d'expérimenter des choses au terme de consultations.
5	La négociation de	

	revendication territoriale globale avec les Attikameks (suite)	Il y a aussi des discussions concernant les modalités d'application possibles. M. Leblanc conclut en rappelant qu'il est disponible pour répondre aux questions des coordonnateurs de dossiers autochtones. Il demande d'être avisé des cas particuliers à considérer dans le cadre des négociations. On prévoit actuellement des séances publiques dans les trois villages attikameks.
6	La question <i>métis</i> au Québec et dans Lanaudière	➤ C. Latour présente quelques données : - 87 000 amérindiens et Inuits au Québec - Phénomène récent : entre 60 000 et 70 000 revendiquent le statut de métis - Depuis 1982, différentes lois ou jugements reconnaissent l'identité métisse : l'article 35 → reconnaît Métis, la Loi C31, la Commission Royale d'enquête, le Jugement Powley qui n'est pas reconnu par l'Assemblée des Premières Nations. - Le QC ne reconnaît aucune organisation métisse historique. - Près de 109 organisations métisses au QC (provinciales, régionale et locales). Ces organisations réclament une reconnaissance du statut de métis en vertu de l'art 35 de la loi constitutionnelle de 1982 alors qu'au Québec il n'y a aucun droit autochtone métis, ce qui ne laisse aucun moyen de respecter cela. La reconnaissance du Québec est en lien avec le jugement Powley. Aucune cause actuellement en cour ne peut répondre à ces critères. - Jusqu'à maintenant, les métis ont les mêmes droits que les autres Québécois. - Le gouvernement du Québec n'a aucune obligation de consultation auprès des métis - Chaque lettre est utilisée pour revendiquer/ les médias/ les élus municipaux. - Dans Lanaudière, on compte environ 420 métis répartis dans Mascouche, Terrebonne, Joliette et Manawan. Le MRNF est souvent confronté à la situation lorsqu'il est question de territoire de chasse. ➤ Ce que le SAA peut faire : - Aider à comprendre la dynamique des organisations dans les régions - Accompagner les ministères lors des rencontres sollicitées par les organisations - Offrir des sessions d'information - Fournir des modèles de correspondances gouvernementales officiels - Le SAA fait affaire avec les nations autochtones et Inuit reconnues par le gouvernement du Canada
		Dîner 12 h 30 à 13 h 30
7	Informations générales	➤ Les gens ont apprécié la formule de réserver une demi-journée sur un thème. Le tour de table permet de commenter la présentation faite par le SAA. ➤ CRÉ M. Valade a participé à une mission en France avec la C.S. des Samares et le CDBL. Pointou-Charentes a été ciblée comme une assise potentielle pour un programme d'échange avec Lanaudière. La CRÉ prévoit maintenir les contacts pour un projet possible par le biais du Fonds Franco-Québécois. De plus, la CRÉ est membre du comité organisateur pour la prochaine rencontre qui aura lieu en 2010. Dans ce cadre, il serait possible d'organiser une tournée avec les entreprises orientées vers la transformation bioalimentaire, entre autres. Le projet du 2^e plan de mise en œuvre du plan quinquennal de la CRÉ est finalisé. Dans le cadre d'une consultation, on propose de recueillir les commentaires des ministères
7	Informations générales (suite)	➤ MFA - Dépôt de 3 projets de loi 1. Pour les aînés : soutien aux proches aidants, 200 millions sur 10 ans 2. Pour les familles : fonds pour les jeunes enfants défavorisés, 400 millions sur 10ans 3. Pour les CPE : Loi sur représentation des CPE (projet de Loi 51) présenté le 13 mai. Ce dernier présente les balises pour la prochaine négociation d'entente collective avec les CPE. Les bureaux de coordonnateurs auront maintenant une entité juridique indépendante des CPE. Ces deux entités ont pour impact d'amener une séparation dans le lien employeur – employé et touche 15 000 responsables de service de garde.

7	Informations générales (suite)	➤ CNT - Une centaine de plaintes reçues à la CNT pourront être résolues par la Loi 51. ➤ Hydro-Québec - On procède à l'inauguration des grands travaux sur la Romaine où on prévoit construire quatre centrales hydro-électriques qui apporteront des bénéfices de 3 milliards de dollars. ➤ MRNF - Information sur le 3^e Forum des commissions qui a eu lieu en avril dernier. - Le ministère compte déposer un projet de loi sur l'occupation du territoire forestier avant la fin de la session. On en prévoit l'adoption avant la fin de l'année. Cette dernière aura un impact sur la gestion des ressources régionales. ➤ L'Agence - On prévoit une stratégie régionale pour déployer PAG sur les saines habitudes de vie. Pour faciliter le déploiement, il est proposé de former un comité avec les sept gestionnaires de ministères partenaires pour assurer une meilleure cohésion. Ce comité gestionnaire fera en sorte que les préoccupations de la région seront acheminées dans les structures de chacun des Ministères. Le Plan comprend deux volets : Les actions des ministères et la Fondation Chagnon. On annoncera en septembre que la région recevra environ 1 million de dollars pour appuyer les différents projets sur les saines habitudes de vie. - L. Marcoux fait un état de situation sur le virus A(H1N1). Une surveillance est toujours nécessaire. On prévoit une recrudescence à l'automne. On travaille sur le développement d'un vaccin qui pourrait être disponible à l'automne. On répond aux questions des partenaires quant aux mesures exceptionnelles liées à ce virus ainsi qu'à son évolution. Le MDEIE sensibilise les grandes entreprises afin de prévoir la préparation de plans de continuité de service. Le MFA quant à lui, relance les CPE sur l'importance d'un plan de continuité de services. Le MAMROT invite toutes les municipalités à mettre à jour leur plan de continuité de services. ➤ MESS - Présentation du Pacte pour l'emploi + qui permettra de se préparer à une pénurie de main-d'œuvre prévisible même en ne considérant pas le contexte économique. On y prévoit une augmentation des allocations et une plus grande ouverture dans les programmes pour les individus. Avec ce Pacte, on veut diminuer les mises à pied pendant la récession en étant proactif. 2,6 millions de dollars seront consentis pour assurer la formation des employés pendant le ralentissement des activités des entreprises. - La mise en place de la ligne 1 888-Emploi pour aider les entreprises en les référant aux bons endroits soit, MDEIE, Services Canada ou CLD. On prévoit également la formation d'une équipe tactique pour aider les entreprises et répondre à leurs besoins. Ces mesures visent l'ensemble des entreprises. Actuellement, une majorité de petites et moyennes entreprises s'en prévalent. Ces mesures permettant de traverser la période de crise économique sont toutefois exceptionnelles et temporaires. Jusqu'à maintenant, il n'y a aucune indication de mise à pied massive dans Lanaudière. Le programme vise à amoindrir les conséquences de la crise. On constate toutefois une hausse des statistiques de chômage. ➤ CSF - Un portrait sur la réalité des femmes dans chaque région est en rédaction. - Dans le cadre du dossier Égalité de fait, une rencontre de la Table des partenaires Femmes et politique municipale aura lieu le 11 juin avec les différents intervenants qui travaillent à augmenter la participation des femmes aux prochaines élections municipales. Une deuxième rencontre est prévue après les élections afin de préciser le rôle de la Table. - Des journées Égalité sont prévues dans toutes les régions. L'organisation est confiée aux tables de concertation régionale. On prévoit le mois de janvier pour Lanaudière. Ces journées permettront de faire le bilan de ce qui se fait dans chacune des régions. - La Gazette des femmes a 30 ans. Le manque de subvention et l'impossibilité de s'autofinancer, obligera l'arrêt de la production papier en 2011. À partir de septembre, la revue sera disponible sur Internet à www.placealegalite.com. ➤ MTQ - Signature d'un décret consentant aux Attikamek, un contrat d'un an renouvelable sur deux ans pour l'entretien et les réparations de la route menant à Manawan.

		- Une rencontre liée au dossier des VHR a permis aux différents ministères de prendre note des préoccupations de la région. ➤ MAMROT - Annonce sous peu au sujet des budgets supplémentaires qui seront consentis aux MRC pour les municipalités dévitalisées. Par la suite une rencontre aura lieu avec la MRC et une autre avec les ministères concernés par la mise en œuvre du plan d'action. - Le ministère prévoit lancer une campagne pour susciter les mises en candidature pour les élections municipales du 1^{er} novembre 2009 ainsi que la participation au scrutin. Des publicités sont prévues à cet effet. - Internet haute vitesse : ✓ Le programme Communautés rurales branchées est maintenant en vigueur. Il s'adresse aux MRC, aux municipalités et aux organismes. 25 millions de dollars sont réservés pour la province et une limite de 1,5 millions de dollars est prévue par région. Un mandat est donné à la CRÉ afin d'obtenir leur avis sur les projets. Ces derniers sont déposés au MAMROT. M. Valade précise que l'analyse des projets est complexe parce que le territoire est morcelé et les techniques plus ou moins avancées ne répondent pas à la réalité de tous les territoires. La Table des préfets propose de présenter un projet régional et pour ce faire des discussions auront lieu avec le MAMROT et les organismes territoriaux. Il est proposé d'organiser une journée de réflexion afin de présenter une étude visant à évaluer le taux de pénétration de l'Internet haute vitesse dans la région produite en collaboration avec le MDEIE et compléter un état de situation. La CRÉ envisage une régionalisation du programme par le biais d'une entente spécifique qui permettrait de bonifier avec le Fonds de développement régional. Un moratoire est donc demandé pour la présentation de projets jusqu'à l'automne.
8	Programme Internet haute vitesse	Déjà discuté dans le point précédent.
9	Suivi des ententes spécifiques	Il y a eu une rencontre de négociation pour l'entente en économie sociale. Les partenaires présents ont confirmé leur participation et remettront un libellé de leurs engagements respectifs. On précise que l'objectif de l'entente est entre autres, de promouvoir l'économie sociale. Une invitation est lancée aux autres ministères intéressés à se joindre à l'entente. D'autres possibilités de renouvellements d'entente sont étudiées en Culture, Exportation ainsi que pour le CDBL.
10	Divers	
11	Prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le mercredi, 16 septembre prochain.

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
ET
TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CAR LANAUDIÈRE**

Date et heure:
Réunion du 18 novembre 2009
9 h à 12 h

Lieu de la rencontre :
Days Inn
760, rue Gadoury

Berthierville (Québec)

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

No	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents	Suivi
1	Ordre du jour	• Adoption de l'ordre du jour	MAMROT	Transmis par courriel	
2	Compte-rendu du 20 mai 2009	• Lecture et adoption du compte-rendu	MAMROT		
3	Informations générales	• Connaître les changements organisationnels des M/O en région • Présenter et échanger sur les activités et projets d'intérêt pour les membres de la CAR • Suivi des dossiers réguliers	Tous les participants		
4	Prochaine rencontre	• Présentation du calendrier 2009-2010	MAMROT	Transmis par courriel	
5	10 heures Pause et arrivée des membres de la Table économique de la CAR				
6	Évolution récente et prévisible de l'économie lanauoise	• Présentation	MESS		
7	Portrait économique du domaine forestier	• Présentation	MRNF		
8	Divers				

Conférence administrative régionale Lanaudière
Réunion du 18 novembre 2009
Days Inn Berthierville

Compte-rendu

Étaient présents :

Jean Ouellet	Président CAR	Laurent Marcoux	ASSSL	Roger Pedneault	MESS
Marc Valade	CRÉ	Nancy Charland	MCE		
Ghislain Laprise	MESS	Benoît Picard	MTQ	Table économique de la CAR	
André Sanschagrin	MTQ	Steve Djebali	MSG		
Pierre Dupuis	Hydro-Québec	Anne Bourassa	OPHQ	Jeoffrey Bouchard	LÉ
Serge Tétreault	MICC	Nathalie Breault	MDEIE	Carole Hart	DEC
Annette Bonamy	MFA	Colette Marcotte	CSF	Sylvain Savage	DEC
Daniel Soulières	MRNF	Claudette Larouche	MAMROT	Line Painchaud	CRÉ

No	Sujets	Synthèse des discussions
1	Ordre du jour	En préambule, J. Ouellet et N. Breault font un résumé des discussions ayant mené à l'organisation conjointe de la CAR et la Table économique de la CAR. Ils en expliquent également les avantages, dont celui de concilier les présentations communes à plusieurs Tables. Présentation de chaque participant. Présentation de l'ordre du jour par le président de la CAR Accepté tel que présenté.
2	Compte-rendu du 9 novembre 2008	Présentation du compte-rendu. G. Laprise et N. Charland demandent d'apporter quelques corrections. Ces derniers feront parvenir les corrections demandées par courriel à C. Larouche. Suivi : ✓ P. Dupuis demande où en sont rendues les négociations avec les Attikamek. N. Charland répond que des discussions sont en cours entre le sous-ministériat et le conseil de bande concernant le développement économique. - En plus de la rencontre d'information qui a eu lieu avec la CAR, des acteurs régionaux seront rencontrés. - D'autres présentations sont à venir.

3	Informations générales	Agence : ✓ En ce qui concerne le volet 1 du PAG sur les saines habitudes de vie (SHV), 826 000 ont déjà été consentis pour le volet action – développement de projets locaux à six regroupements de partenaires locaux répartis dans les six MRC de la région. La communauté de Manawan est actuellement supportée par le coordonnateur. Un autre appel d’offres est en cours. L’analyse des dossiers est prévue en février 2010. ✓ G. Laprise demande quels types de projet sont attendus. L. Marcoux indique, dans un premier temps que les projets durables ou qui font avancer d’autres projets sont bien reçus. Il fera parvenir des critères plus détaillés à C. Larouche qui les fera suivre aux membres de la CAR. ✓ Le volet 2, Promotion santé prévoit entre 100 000 \$ et 250 000 \$ par région. Une entente sera signée avec la CRÉ qui sera fiduciaire des sommes allouées dans Lanaudière. ✓ Le Comité des directeurs SHV coordonné par l’Agence n’est pas encore complètement formé. Ce comité doit être composé de personnes en position d’autorité qui suivront l’évolution des activités SHV dans la région. Certains ministères n’ont pas encore délégué de participant à ce comité. On demande de communiquer avec Donald Dessureault pour confirmer le nom du représentant. On invite les directions régionales couvrant plusieurs régions de faire part des problèmes de surcharge que cette situation pourrait occasionner afin de proposer des solutions. ✓ Dossier H1N1 , région de Lanaudière: - On prévoit que la vaccination sera complétée avant Noël pour une grande majorité de la population. Actuellement 20 % de la population est vaccinée. On s’attend à un pourcentage final élevé. - 80 % des professionnels de la santé sont déjà vaccinés. - Les jeunes de niveau secondaire pourront recevoir le vaccin à l’école. Les parents auront la responsabilité de ceux du niveau primaire. Hydro-Québec : ✓ Un protocole a été signé avec Énergie Nouveau-Brunswick. Si tout va bien, on espère une conclusion en mars 2010. Pour le moment, il est difficile de dire comment cela se traduira en terme de création d’emplois ou autres. ✓ Le plan stratégique 2009-2013 est discuté en commission parlementaire. ✓ Trans-Énergie Inc. investira 2 milliards d’ici 2013 afin d’accroître la capacité de transformation et entretenir les installations. ✓ Un projet visant les équipements est en cours à Terrebonne et Joliette. MESS : ✓ Lanaudière a participé aux consultations Rendez-vous de la solidarité visant la préparation du deuxième plan de Lutte contre la pauvreté. La ministre Thériault s’est montrée satisfaite de l’organisation. Elle a souligné la nature des interventions complémentaires ainsi que le renforcement et la reconnaissance entre les différents partenaires.

3	Informations générales (suite)	MESS : ✓ Mise en place du programme SERRE qui vise à éviter, autant que possible, les mises à pied. Le programme permet des subventions pour de la formation pour augmenter les compétences. Pour ce faire, le budget passe de 21 à 78 millions jusqu'au 31 mars. Dans la région de Lanaudière, 3.2 millions de dollars ont permis d'aider 51 entreprises et éviter la mise à pied de 1 400 employés. OPHQ : ✓ La nouvelle politique gouvernementale visant à favoriser l'intégration des personnes handicapées a été lancée. Une tournée d'information est en cours. Une prochaine rencontre de la CAR pourra faire l'objet d'une présentation de cette politique. MFA : ✓ Le Fonds de développement pour les jeunes enfants (0-5 ans) a été adopté en septembre dernier. Un montant de 15 millions provient du gouvernement et 25 millions proviennent du Fonds Chagnon. Une présentation est proposée pour une prochaine CAR. ✓ Un programme de déploiement des politiques familiales permettant des actions locales avec les aînés, etc, en soutien aux politiques familiales municipales et aînés. Il encourage un vieillissement actif. Aspect financier intéressant, les petites municipalités de moins de 3000 habitants passe d'une contribution financière de 50 % à une contribution de 3000 \$ en argent ou ressources humaines pour une aide gouvernementale maximum de 24 000 \$. Les municipalités de plus de 3000 habitants devront assurer une contribution de 12000 \$. Un accompagnement de 30 heures du Carrefour actions municipales est également proposé. Trois volets s'offrent aux municipalités : Volet Politique familiale, volet Municipalité amie des aînés et le volet qui combine les deux premiers. L. Marcoux propose une association avec la santé. Une alliance avec Québec-Enfants qui vise une même clientèle permettrait de briser les silos. À la demande du SAA, une vérification sera faite afin de savoir si les conseils de bande sont admissibles au programme. ✓ M. Valade se questionne sur le rapport entre l'État et la philanthropie lorsque le gouvernement s'associe à la Fondation Chagnon. CSF : ✓ C. Marcotte cherche à savoir dans quelle mesure les gens qui rédigent les Politiques sont guidés afin d'assurer une analyse différenciée selon les sexes (ADS). ✓ Un portrait sur l'égalité entre les hommes et les femmes sera publié en février. Cette analyse sera disponible sur le site Internet du CSF. MDEIE : ✓ Un projet d'organisme de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF) a été déposé au MDEIE par Lanaudière Économique. Le projet est actuellement à l'étude.

	Informations générales (suite)	MAMROT : ✓ Vingt nouveaux maires et mairesses ont été élu(e)s lors des élections municipales 2009. On constate toutefois un léger recul en ce qui concerne la présence des femmes. Plusieurs demandent qu'on leur fasse parvenir la liste. ✓ La direction régionale projette de rencontrer tous les nouveaux maires afin de leur donner de l'information sur le ministère. A. Bourassa demande s'il est possible de se concerter entre ministères pour planifier les rencontres avec les municipalités. Elle souligne que le MAMROT doit faciliter le transfert d'informations vers le milieu municipal. L. Marcoux est également intéressé par une cohésion des efforts entre les intervenants gouvernementaux dans le but de faciliter le transfert d'information vers les nouveaux maires et mairesses. Il est proposé que le MAMROT transmette la liste des nouveaux maires par courriel et procède à une consultation auprès des membres de la CAR pour organiser une rencontre commune avec nouveaux maires et mairesses. S. Tétreault souligne le fait que des acteurs importants dans le dossier immigration n'ont pas été réélus et que cela nécessitera de rencontrer les nouveaux élus afin de poursuivre avec le dossier. ✓ Une entente spécifique en économie sociale a été convenue avec les partenaires régionaux. Cette dernière est en processus de vérification dans les ministères. ✓ Les discussions en vue du renouvellement de l'entente en développement social sont en cours. ✓ Une nouvelle entente sur l'Internet haute vitesse est également en discussion entre le MAMROT et la CRÉ. M. Valade ajoute que le CA de la CRÉ a adopté une proposition d'entente. Cette entente spécifique permettrait à la CRÉ de contribuer à l'effort Internet haute vitesse par le FDR. De plus, la région pourrait ainsi prendre le temps de procéder à une bonne analyse de situation, de négocier avec les entreprises et présenter des demandes complètes, concertées et réalisables.
4	Prochaine rencontre	Une proposition de calendrier 2009-2010 des rencontres de la CAR est présentée. J.Ouellet précise que Mme Courchesne est la nouvelle ministre responsable de la région Lanaudière et qu'elle sera invitée à assister à une prochaine rencontre de la CAR qui pourrait se faire sous un thème particulier. La date prévue en février est sujette à changement en fonction d'une possible visite de la ministre.
	Arrivée des membres de la Table économique de la CAR	Après un tour de table, N. Breault explique la nouvelle association CAR- Table économique de la CAR.
5	Présentation de l'Évolution récente et prévisible de l'économie lanaudaise	R. Pedneault présente un exposé sur l'évolution récente et prévisible de l'économie lanaudaise. Quelques points traités : L'économie mondiale, le contexte économique et différentes données spécifiques à la région de Lanaudière, tels la démographie, la scolarité, les taux d'emploi, d'activité et de chômage, les principaux indicateurs, les investissements, les exportations. Le tout se termine par des perspectives régionales et sectorielles.
6	Portrait économique du domaine forestier	D. Soulières nous présente le portrait économique du domaine forestier. Après une mise en contexte, il nous informe sur les nouveaux programmes mis en place par le MRNF depuis 2006, soit : ❖ Programme investissements sylvicoles (PIS) (2006) ❖ Fonds d'aide aux collectivités (FAC) (2009) ❖ Programme de maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocation faunique et multiressource (2009) ❖ Programme d'aide pour les propriétaires de machineries (2009) En guise de conclusion, il nous fait part de quelques projets d'avenir.

8	Divers	Aucun point supplémentaire

MAMROT 2009-04-01

***Rencontre d'information Conférence régionale des élus (CAR) de Lanaudière
pour les nouveaux élus***

ORDRE DU JOUR

Heure et lieu de la rencontre : le 22 janvier 2010
de 9 h à 12 h 30
au Château Joliette
450, rue St-Thomas
Joliette

1. **Mot de bienvenue**
2. **Rôle et responsabilités de la Conférence administrative régionale (CAR)**
3. **Rôle et mandats de la Conférence régionale des élus (CRÉ)**
4. **Présentations :**
 - 4.1 **Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)**
La mission, les activités et les liens avec les municipalités.
 - 4.2 **Agence de la Santé et des services sociaux de Lanaudière (ASSSL)**
Planification des services de santé et services sociaux dans la région de Lanaudière
 - 4.3 **Hydro-Québec**
Hydro-Québec place ses directions régionales au service du monde municipal
 - 4.4 **Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)**
Loisirs culturels et programmes du ministère
 - 4.5 **Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)**
L'offre de services d'Emploi-Québec dans Lanaudière
 - 4.6 **Ministère de la Famille et des Aînés (MFA)**
*Le programme de soutien aux politiques familiales municipales et à la démarche
« Municipalité, amie des aînés »*
 - 4.7 **Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)**
Le rôle de l'OPHQ, Loi et programme gouvernemental
 - 4.8 **Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)**
*Le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en région :
Un partenaire de choix!*
 - 4.9 **Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)**
La mission, les rôles et les programmes du MAMROT
5. **Échanges et discussions**

Conférence administrative régionale Lanaudière
Réunion du 22 janvier 2010
Le Château de Joliette

Compte-rendu

Étaient présents :

Pour la CAR

Jean Ouellet	Président CAR	Laurent Marcoux	ASSSL	Lucie Tremblay	MAMROT
Marc Valade	CRÉ	Ghislain Laprise	MESS	Francis Lepage	MAMROT
Vincent Fortin	MDEIE	Pierre Robert	MDDEP	Manon Bonin	MAMROT
Pierre Dupuis	Hydro-Québec	Jérôme Gauthier	OPHQ	Claudette Larouche	MAMROT
Nathalie Roussel	Hydro-Québec	Elsy Maythee Lopez	MICC		
Annette Bonamy	MFA	Michel Thauvette	CNT		
Daniel Soulières	MRNF	François Perron	MAPAQ		

Pour les municipalités:

Bernard Grégoire	Berthierville	Sylvain Breton	Entrelacs	Louise T. Francoeur	L'Assomption
Lincoln Le Breton	Berthierville	David Doughty	Entrelacs	Martin Lelière	L'Assomption
Jean-Claude Gravel	Lavaltrie	Céline Geoffroy	ND de Lourdes	Louis-Charles Thouin	Saint-Calixte
Yvon Mousseau	Lavaltrie	Micheline Miron	ND de Lourdes	Liette Martel	Saint-Calixte
Robert W. Desnoyers	St-Alphonse Rodriguez	Pierre Roy	ST-Barthélémy	Atchez Arbour	Sainte-Émilie de l'Énergie
Jacques Y. Lachapelle	St-Alphonse Rodriguez	Francine Rivest	ST-Barthélémy	Brigitte Belleville	Sainte-Émilie de l'Énergie
Guy Desjarlais	Saint-Didace	Normand Montagne	Sainte-Béatrix	Jean-Luc Barthe	Saint-Ignace-de-Loyola
André Allard	Saint-Didace	Patricia Labbé	Sainte-Béatrix	Fabrice St-Martin	Saint-Ignace-de-Loyola
Marcel Jetté	Sainte-Julienne	Michel Brisson	Saint-Esprit	Yves Giard	Saint-Damien
Claude Arcoragi	Sainte-Julienne	Georges Locas	St-Roch-de-L'Achigan	Jean Gendron	Saibnt-Sulpice
Claude Landreville	Saint-Félix-de-Valois	André Lanoue	St-Roch-de-L'Achigan	Marie-Josée Masson	Saint-Sulpice
René Charbonneau	Saint-Félix-de-Valois	Jacques Beauregard	Rawdon		
Eddy St-Georges	Saint-Zénon				
Alain St-Vincent	Saint-Zénon				

No	Sujets	Synthèse des discussions
1	Mot de bienvenue	J. Ouellet souhaite la bienvenue à tout le monde et souligne la réponse unanime à la rencontre d'information. Les 20 maires et mairesses invités se sont présentés à la rencontre majoritairement accompagnés de leur directeur général.
2	Rôle et responsabilités de la Conférence administrative régionale (CAR)	J. Ouellet présente les rôle et responsabilités de la CAR.
3	Rôle et mandats de la Conférence régionale des élus (CRÉ)	M. Valade explique les rôles et mandats de la CRÉ.
4	Présentations	V. Fortin du MDEIE est invité à présenter la documentation qu'il remet aux représentants municipaux.
4.1	Ministère du développement durable, de l'environnement et des Parcs (MDDEP)	P. Robert présente les différents services et programmes offerts par le MDDEP
4.2	Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière(ASSSL)	L. Marcoux présente l'organisation et la planification des services de santé et des services sociaux. Il explique en quoi consiste le réseau de la santé et des services sociaux. Il explique les rôles de l'Agence, des centres de santé et de services sociaux et des autres établissements et partenaires. Il présente l'action intersectorielle et la planification stratégique de l'organisation.
4.3	Hydro-Québec	P. Dupuis et N. Roussel nous présentent l'entreprise en trois volets : Hydro-Québec aujourd'hui (portrait de l'entreprise), la direction régionale d'Hydro-Québec et son équipe : Relations avec le milieu (installations et services offerts dans la région) et pour terminer, Hydro-Québec dans Lanaudière.(présentation des dossiers régionaux).
4.4	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)	Le représentant du ministère ne pouvant être présent, des documents d'information sur le MCCCCF ont été envoyés par courriel à tous les participants.
4.5	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)	G. Laprise présente l'offre de services du MESS dans Lanaudière, soit l'équipe, les différents programmes et les coordonnées des différents bureaux locaux.
4.6	Ministère de la Famille et des Aînés (MFA)	A. Bonamy présente le programme de soutien aux politiques familiales municipales ainsi que la démarche <i>Municipalité amie des aînés</i> .
4.7	Office des Personnes handicapées du Québec (OPHQ)	J. Gauthier présente la mission, le rôle et les services offerts par l'OPHQ, le portrait régional, les formes de soutien offert par l'Office. Le tout se termine par une présentation de la Politique gouvernementale <i>À part entière</i> .
4.8	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)	F. Perron nous présentation le MAPAQ ainsi que la direction générale du développement régional et développement durable. Il précise les quatre priorités d'intervention, soit, pour les entreprises, le développement économique du secteur, la gestion durable des ressources et pour les intervenants, le développement régional et la mise en valeur du territoire et des activités agricoles. La présentation se termine par les différents programmes offerts par le ministère.
4.9	Ministère des Affaires municipales des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	Après un court historique, J. Ouellet présente la mission du MAMROT, les différents volets couverts par la direction régionale, soit affaires municipales / aménagement du territoire et le développement régional. Il présente les différents services et programmes offerts dans chacun des volets.
5	Échanges et discussions	Les participants à la rencontre ont eu la possibilité de questionner chacune des présentations offertes.

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE,
CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL
COMITÉ RÉGIONAL DU PACTE POUR L'EMPLOI DE LANAUDIÈRE
ET
TABLE ÉCONOMIQUE DE LA CAR LANAUDIÈRE**

Date et heure:

Réunion du 9 février 2010

9 h à 12 h

Lieu de la rencontre :

Salle La Distinction, Salle Soprano

1505, boul. Base-de-Roc

Joliette (Québec)

ORDRE DU JOUR

THÈME : LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE

1. **Accueil**
2. **Mot de bienvenue**
3. **Présentations :**
 - 3.1 **Conférence régionale des élus (CRÉ)**
Liens de la thématique avec les priorités régionales
 - 3.2 **Ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport (MELS)**
L'éducation dans la région de Lanaudière
 - 3.3 **Centre régional sur la valorisation de l'Éducation (CREVALE)**
Le CREVALE : Un initiateur de réflexion et d'actions concertées
4. **Échanges et discussions**

**Conférence administrative régionale Lanaudière
Conseil régional des partenaires du marché du travail
Comité régional du Pacte pour l'Emploi de Lanaudière
Table économique de la CAR de Lanaudière**

**Réunion 9 février 2010
La Distinction**

Compte-rendu

Étaient présents :

Jean Ouellet	Président CAR	Jean-Pierre Trépanier	ASSSL	Daniel Boutin	MDEIE
Line Painchaud	CRÉ	Nancy Charland	MCE	Claudette Larouche	MAMROT
Christine Beaudin	MFA	Annette Bonamy	MFA		
Ghislain Laprise	MESS	Benoît Picard	MTQ		
Luc Cossette	MTQ	Daniel Soulières	MRNF		
Lauraine Langlois	MELS	Anne Bourassa	OPHQ		
Luc Parent	MELS	Jérôme Gauthier	OPHQ		

Table économique de la CAR

Carole Hart	DEC
Jeffrey Bouchard	LÉ

CRPMT et Comité régional du Pacte pour l'Emploi

Roger Pedneault	MESS	Johanne Deschamps	FTQ	Michel Levesque	SERM
Annie Fortier	EQ	Lise Paquet	EQ	Louise Patry	C.S. Samares
Darllie Pierre-Louis	BAE	Claude Rivest	Féd. UPA	Daniel Tessier	prés. CRPMT
Denyse Thibault	SCFP	Alain Vézina	C.S. Affluents	Johanne McMillan	CREVALE

No	Sujets	Synthèse des discussions
1	Accueil	Rencontre sous le thème de la Persévérance scolaire.
2	Mot de bienvenue	J Ouellet et D. Tessier souhaitent la bienvenue à tous et présentent l'ordre du jour. J. Ouellet explique que la rencontre se fait conjointement avec le Conseil régional des partenaires du marché du travail. Le comité régional du Pacte pour l'Emploi et la Table économique de la CAR se sont joints à la rencontre. D Tessier explique le rôle du Conseil régional des partenaires du marché du travail. J. Ouellet explique le rôle de la CAR et présente L. Painchaud de la CRÉ.
3	Présentations :	
3.1	Conférence régionale des élus (CRÉ)	L. Painchaud explique le rôle de la CRÉ et présente les liens entre la thématique et les priorités régionales qui sont inscrites dans le Plan quinquennal de développement Lanaudière 2007 -2012 de la CRÉ. Elle ajoute que l'axe 2 du Plan, <i>Une communauté apprenante pour un développement participatif et inclusif</i>, comprend l'objectif visant à Valoriser l'éducation et la formation. De plus la CRÉ a signé une entente spécifique sur la valorisation de l'éducation dans Lanaudière et travaille en étroite collaboration avec le Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE) afin de mettre en œuvre les différents objectifs de l'entente.
3.2	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)	L. Parent nous fait une présentation sommaire de l'offre de service et des caractéristiques socio-éducatives de la population et des familles dans la région de Lanaudière. Il nous présente également un état de la situation de l'abandon scolaire et de la réussite scolaire. Il nous indique quels sont les facteurs qui y sont associés.
3.3	Centre régional sur la valorisation de l'Éducation (CREVALE)	J. McMillan nous présente le CREVALE comme étant <i>Un initiateur de réflexion et d'actions concertées</i>. Sa mission est d'accroître la diplomation et la qualification des jeunes et des adultes de Lanaudière en mobilisant sa communauté autour de la valorisation de l'éducation, en produisant des outils et des campagnes de sensibilisation et en stimulant la réflexion et la concertation. Elle nous trace ensuite un portrait de la situation dans Lanaudière. Elle explique que le décrochage scolaire est issu d'un long processus. Il est alimenté par divers facteurs de risque dont la composition varie selon l'individu. Ces facteurs sont liés, soit à la communauté, à l'école, à la famille ou encore au jeune. La situation du décrochage scolaire dans Lanaudière Différents outils sont développés afin de sensibiliser et de mobiliser tout le monde : • Campagne petite enfance : Du berceau au sac à dos • Campagne employeurs : OSER-JEUNES • Campagne Parent : J'aime ça quand tu m'encourages • Campagne jeune : Je gagne à me connaître, à connaître les emplois de ma région • Campagne retour aux études : Tes études? Ça compte pour nous! • Campagne communauté : Les journées de la persévérance scolaire En conclusion, elle annonce la semaine de la persévérance scolaire dans Lanaudière qui aura lieu du 15 au 19 février.
4	Échanges et discussions	Tous conviennent que le décrochage scolaire est l'affaire de tous et qu'il faut maintenir les efforts afin d'améliorer la situation.



Document communiqué en vertu de l'Accès à l'information

**Conférence administrative régionale (CAR)
Région des Laurentides
Réunion du 22 mai 2009, 9 h**

Hôtel de Région
161, rue de la Gare, salle A
Saint-Jérôme

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

Document communiqué en vertu de l'Accès à l'information

1. Ouverture de la réunion	Denise Lachance
2. Adoption de l'ordre du jour	Denise Lachance
3. Adoption du compte rendu de la réunion du 27 mars 2009	Denise Lachance
4. Rapport de la table de développement social de la CAR	Denys Charette Lise Julien
5. Municipalités dévitalisées et accompagnement des ministères et organismes	Robert Sauvé
6. Projet de développement du Kiamika	Déborah Bélanger François De Grandpré Miguel Gauthier
7. Divers	
8. Prochaine réunion	



**Liste des présences à la
Conférence administrative régionale (CAR)
des Laurentides du 22 mai 2009, 9 h**

Prés.	Participants	Abs.	Invités, participants et remplaçants
☒	Beaudin, Christine - MFA	☐	Suzy-Ann Morin
☒		☐	Beaudry, Sandy - MAMROT
☒	Boisclair, Michel - MAPAQ	☐	
☐	Caouette, Michel - MJ	☒	
☒		☐	Charette, Denys - MAMROT
☐	Cloutier, Francine - SHQ	☒	
☒		☐	Dicaire, Johanne - MAMROT
☒	Dubé, Gilles - MDEIE	☐	
☐		☒	Fortin, Johanne - MAMROT
☐	Fortin, Marc - ASSS	☒	
☐	Galarneau, Yves - MSP	☒	
☒	Gauthier, Marie-Josée - MDDEP	☐	Stéphane Tomat
☒	Julien, Lise - CSF - présentation	☐	
☒	Lachance, Denise - MAMROT	☐	
☒	Lambert, Pierre - MTQ	☐	Gérald Chartrand
☐	Landry, Jean-François - MTO	☒	
☒	Langlois, Lauraine - MELS	☐	
☐	Lemay, André B. - MRNF	☒	
☒	Lepage, Gilbert - MCCCCF	☐	
☐	Leroux, Yvan - MSP	☒	
☒	Paradis, Louise - MESS	☐	
☐		☒	Rioux-Hébert, Sophie - MAMROT
☐	Robinson, Benjamin - MELS	☒	
☒	Roussel, Natalie - HQ	☐	
☒	Tétreault, Serge - MICC	☒	Louise Trudeau
☒		☐	Vaillancourt, Geneviève - MAMROT
☐	Zouhayer-Djebali, Steve - SQ	☒	
☐		☐	
☒		☐	Bélanger, Déborah
☒		☐	De Grandpré, François
☒		☐	Gauthier, Miguel
☒		☐	Hotte, Roger
☒		☐	Pilon, Louis
☒		☐	Sauvé, Robert

22-05-2009

**Compte rendu de la réunion de la
Conférence administrative régionale des Laurentides (CAR)
tenue le vendredi 22 mai 2009 à l'hôtel de région de Saint-Jérôme**

Présents :	Denise Lachance, présidente	MAMROT
	Michel Boisclair	MAPAQ
	Gérald Chartrand	MTQ
	Gilles Dubé	MDEIE
	Lise Julien	CSF
	Lauraine Langlois	MELS
	Gilbert Lepage	MCCCCF
	Suzy-Ann Morin	MFA
	Louise Paradis	MESS
	Natalie Roussel	Hydro-Québec – Relation avec le milieu
	Stéphane Tomat	MDDEP
Absents :	Yves Galarneau	MSP – Services correctionnels
	Jean-François Landry	MTO
	Steve Zouhayer-Djebali	Services Québec
Excusés :	Michel Caouette	MJ
	Francine Cloutier	SHQ
	Marc Fortin	ASSS
	André B. Lemay	MRNF
	Yvan Leroux	MSP – Sécurité civile
	Benjamin Robinson	MELS – Loisir et sport
Invités :	Sandy Beaudry	Secrétaire de la réunion, MAMROT
	Déborah Bélanger	Présidente, Société de développement du Kiamika
	Denys Charette	Conseiller, MAMROT
	François De Grandpré	Consultant, Société de développement du Kiamika
	Johanne Dicaire	Agente de bureau, MAMROT
	Miguel Gauthier	Chargé de projet, Société de développement du Kiamika
	Roger Hotte	Directeur général, CRÉ des Laurentides
	Louis Pilon	Conseiller, CRÉ des Laurentides
	Robert Sauvé	Sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales, MAMROT
	Geneviève Vaillancourt	Conseillère, MAMROT

1. Ouverture de la réunion

Denise Lachance souhaite la bienvenue aux membres et présente les invités. De plus, elle explique les raisons du report de cette CAR.

2. Adoption de l'ordre du jour

La présidente présente l'ordre du jour aux membres. L'ordre du jour est accepté sans modifications.

3. Adoption du compte rendu de la réunion du 27 mars 2009

Denise Lachance demande aux membres si des modifications doivent être apportées au compte rendu de la réunion du 27 mars 2009. Le compte rendu est accepté sans modifications.

4. Rapport de la table de développement social de la CAR

Deux sujets importants sont traités : a) l'entente administrative hommes/femmes par Lise Julien et b) l'entente spécifique sur la consolidation et le développement de l'économie sociale par Denys Charette.

- a) Lise Julien présente le bilan des deux dernières années de l'entente administrative hommes/femmes :
 - les partenaires financiers de l'entente (CRÉ des Laurentides, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Emploi-Québec, Forum Jeunesse des Laurentides, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport) investiront 402 000 \$;
 - huit représentations d'une pièce de théâtre sur la présence des femmes et des jeunes en politique municipale ont été effectuées dans deux cégeps de la région et dans les polyvalentes;
 - un des objectifs de cette entente est d'avoir 10 % de plus de femmes et de jeunes aux élections municipales de 2009 qu'aux élections municipales de 2005;
 - le plan d'action d'Emploi-Québec sur les femmes au travail favorise la diversité des choix de formation;
 - le salon *Carrières au féminin* se tiendra bientôt; Emploi-Québec n'est pas en accord avec le concept. Toutefois, Emploi-Québec pourrait changer d'idée si le concept de ce salon est modifié;
 - les approches de santé selon les spécificités des femmes au niveau de la santé mentale sont visées par un possible plan d'action régional.
- b) Denys Charette donne de l'information sur l'entente spécifique sur la consolidation et le développement de l'économie sociale pour 2009-2014. Cette entente, qui régionalisera les actions, a trois buts principaux : consolider les entreprises d'économie sociale, concerter et réseauter ainsi que promouvoir le secteur de l'économie sociale.

La CRÉ des Laurentides sera le coordonnateur principal de l'entente. Les autres partenaires seront le Forum jeunesse des Laurentides, Laurentides économique, le pôle régional d'économie sociale ainsi que le ministre responsable de la région. Un montant de 250 000 \$ sera déboursé par le MAMROT. En totalité, plus de 500 000 \$ seront investis par les partenaires. Le comité de l'entente d'économie sociale vise la signature de cette entente en automne 2009.

Louise Paradis mentionne qu'une consultation nationale sur le plan de lutte contre la pauvreté se tiendra le 15 juin prochain. 17 consultations régionales suivront dont une dans la région des Laurentides à l'automne 2009. Le but de cette consultation sera d'élargir les volets dans les secteurs économique, social et communautaire.

5. Municipalités dévitalisées et accompagnement des ministères et organismes

Denise Lachance et Robert Sauvé font une présentation commune qui sera acheminée aux membres par courriel. Robert Sauvé distingue trois types d'indices pour aider les membres à comprendre les données de référence utilisées : l'indice de santé économique du MDEIE (basé sur les emplois industriels et les secteurs d'emploi), l'indice de développement du MAMROT (basé sur la Politique nationale de la ruralité) et l'indice sociosanitaire du MESS.

D'autre part, Denise Lachance mentionne que la rencontre interministérielle sur les municipalités dévitalisées de Lac-des-Seize-Îles et de L'Ascension se tiendra le 5 juin 2009 en après-midi à l'Hôtel de région. Un avis de convocation sera envoyé aux membres concernés.

6. Projet de développement du Kiamika

Miguel Gauthier, accompagné de François De Grandpré, présente le projet de développement du Kiamika. Le plan concept sur CD est remis aux membres. Une copie du contenu du CD sera acheminée aux membres absents et excusés.

7. Divers

Aucun point n'est ajouté.

8. Prochaine réunion

La date de la prochaine réunion est indéterminée. Elle se tiendra probablement en septembre ou en octobre prochain. Le calendrier des prochaines réunions sera acheminé dès que les dates seront fixées.

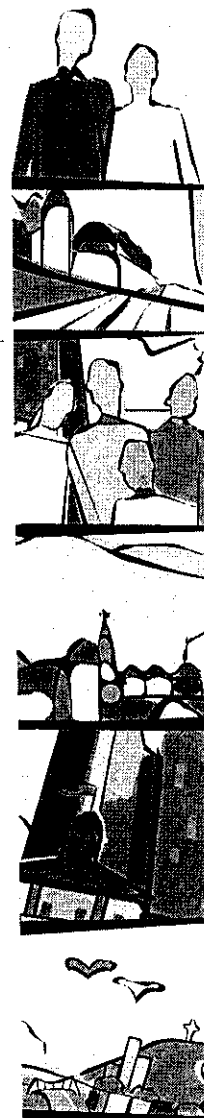


**Conférence administrative régionale (CAR)
Région des Laurentides
Réunion du 12 mars 2010, 9 h**

UQO de Saint-Jérôme
5, rue Saint-Joseph
Saint-Jérôme

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion	Denise Lachance
2. Adoption de l'ordre du jour	Denise Lachance
3. Le nouveau régime forestier, projet de loi 57	André B. Lemay Jean-Philippe Détolle
4. Tableau de bord des projets de la région	Serge Thériault
5. Démarche Accord	Serge Thériault
6. Alliance pour de saines habitudes de vie	Blandine Piquet-Gauthier
7. Plan de lutte à la pauvreté	Louise Paradis
8. Rapport sur la TQR du 24 février 2010	Denise Lachance
9. Affaires nouvelles	
10. Prochaine réunion	



Liste des présences à la
Conférence administrative régionale des Laurentides
du 12 mars 2010, 9 h

Personnes	M/O, mun.	Présents	Absents	Excusés
Beaudin, Christine	MFA			
Boisclair, Michel	MAPAQ			
Caouette, Miché	MJ			
Cloutier, Francine	SHQ			
Dicaire, Johanne	MAMROT			
Doneys, Éric	MSP			
Ferland, Denis	MAMROT			
Fortin, Johanne	MAMROT			
Fortin, Marc	ASSS			
Galameau, Yves	MSP			
Gauthier, Marie-Josée	MDDEP			
Jullien, Lise	CSF			
Lachance, Denise	MAMROT			
Cossette, Luc adjoint dg	MTQ			
Langlois, Lauraine	MELS			
Lapointe, Diane(i)	Bureau député Argenteuil			
Lemay, André B	MRNF			
Lepage, Gilbert	MCCCF			
Martinez, Stéphane	MT			
Paradis, Louise	MESS			
Rioux-Hébert, Sophie	MAMROT			
Robinson, Benjamin	MELS	(congé de paternité) sophie.labbe@mels.gouv.qc.ca		
Roussel, Natalie	Hydro-Québec			
Tétreault, Serge	MICC			
Thériault, Serge	MDEIE			
Vaillancourt, Geneviève	MAMROT			
Zouhayer-Djebali, Steve	Services Québec			
TOTAL				

Date 12 février 2010

NOTE

Le compte-rendu de la CAR des Laurentides du 12 mars n'est pas disponible.

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 18 juin 2009 à 9 h

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

201, place Charles-Le Moyne, 6^e étage

S.V.P., accédez à la salle par le corridor, porte 06.09.05

Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
1	Ordre du jour	Adopter un ordre du jour pour la réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
2	Présentation des participants	- Présenter tous les participants - Connaître les changements organisationnels des M/O en région - Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale - Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie	Tous les participants	
3	Dernière rencontre	- Adopter le compte rendu de la réunion du 10 février 2009 - Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
4	Table économique de la CAR	- État de situation des grands dossiers économiques - État de situation des travaux ACCORD	Jacques La Rue (MDEIE)	
5	Politique nationale de la ruralité	État de situation	Marie-Eve Perreault (MAMROT)	
6	Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids	État de situation	Jocelyne Sauvé (ASSSM)	
7	Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées	Présentation de la fonction d'accompagnement	Robert Sabourin (MAMROT)	
8	Mesures proposées pour dynamiser les actions de la CAR et favoriser la modulation des interventions gouvernementales en fonction des territoires de CRÉ	- Retour sur certaines mesures - Réaction de Robert Sauvé, sous-ministre associé du MAMROT - Présentation du projet d'Atlas	Robert Sabourin (MAMROT) Kossi Sokpoh (MAMROT)	

N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
9	La gestion des cours d'eau	• Discussion de la problématique de la gestion des cours d'eau	Robert Sabourin (MAMROT)	
10	GéoMont	• Présentation de l'Agence géomatique montréalaise et des possibilités qu'elle offre aux ministères et organismes de la région	Michel Letendre (MRNF) Marie-Eve Perreault (MAMROT)	
11	Journée de formation à l'automne 2009	• Validation de la pertinence de tenir une journée de formation et propositions de sujets liés aux préoccupations des membres de la CAR	Robert Sabourin (MAMROT)	
12	Varia			
	Fin de la réunion			

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE

Compte rendu de la réunion du 18 juin 2009

Membres présents : ▪ Bilodeau, Angèle, MAPAQ – Ouest ▪ Culée, Francis, MELS ▪ Farhat, Élias, RBQ ▪ Gagnon, Claire, MTQ (en remplacement de Sylvie Laroche) ▪ Gagnon, Guy, MICC ▪ La Rue, Jacques, MDEIE ▪ Letendre, Michel, MRNF ▪ Paquin, Pierre, MDDEP ▪ Rousseau, Patricia, Services Québec ▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR ▪ Sauvé, Jocelyne, ASSSM	Observateurs : ▪ Dubé, Marie-Josée, bureau de la ministre responsable de la Montérégie ▪ Ouellet, France, MAMROT ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT ▪ Sabourin, Patrick, CRÉ Montérégie Est ▪ Sokpoh, Kossi, MAMROT	Membres absents : ▪ Allie, Robert, OPHQ ▪ Béland, Joceline, MTQ ▪ Dumont, Johanne, MAMROT – DDRM ▪ Fortin, Louise-Esther, MRI ▪ Fournier, Jean, MTO ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Goudreault, Annie, MCCCCF ▪ Grieco, Émile, MDDEP ▪ Landriault, Diane, MESS ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est ▪ Migneault, Diane, MSP ▪ Morissette, Réjean, SAA ▪ Représentant(e) à nommer, CSF ▪ Représentant(e) à nommer, MFA Observateurs absents : ▪ Bienvenu, Michel, CRÉ de Longueuil ▪ Laberge, Jacques, CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ordre du jour ➤ Adopter un ordre du jour pour la réunion	M. Robert Sabourin fait la présentation de l'ordre du jour et celui-ci est adopté tel que présenté.	
2. Présentation des participants ➤ Présenter tous les participants ➤ Connaître les changements organisationnels des M/O en région ➤ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale ➤ Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie	Les participants se présentent à tour de rôle et font état des différents changements structurels, ainsi que des nouvelles politiques ou activités de leur organisation respective, le cas échéant. ➤ M. Patrick Sabourin (CRÉ ME) : La CRÉ est en période intensive de renouvellement d'ententes. Elle aimerait avoir terminé pour septembre en vue des élections municipales qui auront lieu à l'automne. La CRÉ est aussi en préparation d'une formation gratuite pour ses partenaires au sujet de sa charte du développement durable.	Lors de la prochaine rencontre, présentation par les M/O des plans d'action de leur organisme et des actions en région. Faire un parallèle avec la charte de la CRÉ. En vue de cette rencontre, il est demandé aux M/O de transmettre leurs documents au MAMROT.

- M. Élias Farhat (RBQ) : Présentation du mandat de la Régie du bâtiment - normalisation et standardisation du code de la construction et efficacité énergétique pour les nouvelles constructions.
- M. Michel Letendre (MRNF) : Consultations en cours pour décider des cibles de densité en vue d'un plan de gestion du cerf de Virginie (circulation routière).
- M. Jacques La Rue (MDEIE) : Il est le nouveau directeur du MDEIE. Le ministère s'efforce de soutenir les entreprises en raison du ralentissement économique. Plusieurs mesures sont mises en place.
- M^{me} Marie-Josée Dubé (bureau de la ministre responsable de la Montérégie) : Elle annonce le départ de M^{me} Emmanuelle Brière. Elle sera l'unique représentante du bureau de la ministre responsable de la Montérégie. L'été de la ministre Nicole Ménard sera chargé d'annonces, surtout en infrastructures. À cet effet, un nouveau site Internet est maintenant disponible : www.infrastructures.gouv.qc.ca.
- M^{me} Claire Gagnon (MTQ) : Il y a beaucoup de chantiers dans l'est de la Montérégie (350 chantiers – 265 M\$).
- M. Pierre Paquin (MDDEP) : Il mentionne qu'une annonce a été faite le 12 juin dernier concernant la gouvernance de l'eau. Il y a eu adoption à l'unanimité, par l'Assemblée nationale, de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection. Cette loi vient confirmer que les ressources en eau font partie du patrimoine de la collectivité et que l'État en est le gardien, au bénéfice des générations actuelles et futures.
- M^{me} Patricia Rousseau (Services Québec) : La situation financière de l'organisme est assez préoccupante. Selon sa loi constitutive, Services Québec doit s'autofinancer. L'organisme profite de ses 5 ans d'existence pour faire le point. Un plan de développement et une politique de tarification seront soumis au gouvernement d'ici décembre.
- M^{me} Angèle Bilodeau (MAPAQ) : Plusieurs nouveaux programmes sont à venir en lien avec la Commission sur l'avenir de l'agriculture.
- M^{me} Jocelyne Sauvé (ASSSM) : Le virus de la grippe A (H1N1) se répand rapidement, mais n'est pas très virulent pour l'instant. Une recrudescence est probable à l'automne.
- M. Francis Culée (MELS) : La grippe A (H1N1) a obligé les établissements scolaires à élaborer rapidement un plan d'urgence. Collaboration entre le milieu scolaire et la santé publique : c'est la santé publique qui ordonnera les fermetures d'école, s'il y a lieu. Préoccupation particulière du ministère pour le décrochage scolaire. La table interordre accueille 2 nouveaux membres : le MDEIE et l'ASSSM.
- M. Guy Gagnon (MICC) : Il y aura un appel de projets au début de l'automne pour le Programme *Action diversité* (PAD). C'est un programme d'aide

	financière à l'intention des organismes qui réalisent des projets structurants pouvant contribuer significativement à l'atteinte des objectifs du Ministère en matière de diversité, afin de favoriser la pleine participation des Québécois de toutes origines au développement de la société québécoise. ➤ M. Robert Sabourin (MAMROT) : Une tournée régionale aura lieu concernant les programmes d'infrastructures, qui sont très importants dans un contexte économique difficile. Occupation du territoire : la CAR devrait être sollicitée par la TGAT à ce sujet.	
3. Dernière rencontre ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 10 février 2009 ➤ Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion	Le compte rendu de la réunion du 10 février 2009 est adopté tel que présenté. Les points de suivi relatifs à cette réunion sont les suivants : ➤ En ce qui concerne l'entente de coopération en matière d'environnement, elle n'a pas encore été signée. La signature devrait probablement se faire en septembre, jumelée avec le 400^e de Champlain. ➤ Pour ce qui est de la présentation qui devait être faite par le MSP concernant les trois documents de doctrine lancés lors du Colloque sur la sécurité civile, elle sera faite ultérieurement étant donné l'absence de M^{me} Diane Migneault. ➤ Concernant la rencontre qui devait avoir lieu avec la ministre responsable de la région de la Montérégie, M^{me} Nicole Ménard, elle serait à mettre à l'ordre du jour d'une prochaine rencontre à l'automne. ➤ En ce qui concerne la présentation qui devait être faite par le MCCCCF concernant le fonctionnement d'une CAR Égalité, elle sera faite ultérieurement étant donné l'absence de M^{me} Annie Goudreault.	Prévoir une présentation lors d'une prochaine rencontre. Prévoir une rencontre d'environ une heure avec M^{me} Nicole Ménard lors d'une prochaine CAR. Le fonctionnement d'une CAR Égalité pourrait être expliqué lors d'une prochaine rencontre.
4. Table économique de la CAR ➤ État de situation des grands dossiers économiques ➤ État de situation des travaux ACCORD	Il n'y a pas eu de rencontre de la table économique récemment. ➤ M. Jacques La Rue présente rapidement les créneaux ACCORD de la Montérégie. ➤ Il y aura un plan d'action à la DR du MDEIE. Il pourrait être pertinent d'en discuter lors de la prochaine rencontre.	Le plan d'action de la DR du MDEIE pourrait être présenté lors d'une prochaine rencontre.
5. Politique nationale de la ruralité ➤ État de situation	M^{me} Marie-Eve Perreault présente les communiqués de presse des 2 laboratoires ruraux acceptés lors de la 2^e vague. Comme un des objectifs des labos est le transfert des connaissances, elle invite les membres de la CAR à diffuser l'information dans leur organisation. Les modalités du programme internet haute vitesse sont maintenant connues. Les CRÉ ont un rôle à jouer dans le processus. Aucun projet n'a encore été déposé.	
6. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes ➤ État de situation	M^{me} Annie Goudreault était absente lors de cette rencontre.	

7. Approche territoriale intégrée (ATI) ➤ État de mise en œuvre de l'ATI	Aucune nouvelle information sur ce point.	
8. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids ➤ État de situation	M ^{me} Jocelyne Sauvé nous informe des travaux du comité. Un plan d'action devrait être concocté avec les différents partenaires pour l'automne.	
9. Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées ➤ Présentation de la fonction d'accompagnement	M. Robert Sabourin remet ce point à une rencontre ultérieure, car bien que la DR du MAMROT ait les documents, elle ne peut pas les diffuser pour l'instant. ➤ Une discussion sur la fonction d'accompagnement suit cette annonce et nous apprenons que certains ministères connaissent et utilisent ce concept.	Prévoir une heure pour résumer la fonction d'accompagnement. Cela pourrait faire partie de la prochaine journée de formation/réflexion de la CAR.
10. GéoMont ➤ Présentation de l'Agence géomatique montréalaise et des possibilités qu'elle offre aux ministères et organismes de la région	M. Michel Letendre (MRNF) présente l'Agence géomatique montréalaise et les possibilités qu'elle offre aux ministères et organismes de la région.	Fiche résumant Géomont à intégrer au site Extranet de la CAR.
11. Mesures proposées pour dynamiser les actions de la CAR et favoriser la modulation des interventions gouvernementales en fonction des territoires de CRÉ ➤ Retour sur certaines mesures ➤ Réaction de M. Robert Sauvé, sous-ministre associé du MAMROT ➤ Présentation du projet d'Atlas	Les recommandations ont été présentées à la ministre qui les a trouvées intéressantes. Elles seront aussi déposées à la TGAT qui se rencontre le 23 juin. ➤ Parmi les mesures proposées par le MAMROT, il était question d'un atlas régional qui aurait pour but de mettre à la disposition des M/O le découpage administratif particulier de la Montérégie. M. Kossi Sokpoh, stagiaire en géomatique au MAMROT, vient présenter son travail à la CAR. L'atlas devrait se retrouver sur le site Extranet de la CAR ou le site Internet du ministère. La mise en ligne devrait être en septembre 2009. ➤ Le projet est bien accueilli par les membres de la CAR. Services Québec propose même qu'on étende l'initiative aux autres régions.	Prévoir la mise en ligne de l'atlas régional au mois de septembre.
12. La gestion des cours d'eau ➤ Discussion de la problématique de la gestion des cours d'eau	M. Pierre Paquin et M. Robert Sabourin expliquent la problématique de la gestion des cours d'eau. Le gouvernement a donné le mandat aux MRC qui remettent en question certains aspects de la loi. Une rencontre est prévue en après-midi avec les MRC.	Prévoir quelques minutes pour un compte rendu de la rencontre avec les MRC lors de la prochaine réunion.
13. Journée de formation à l'automne 2009 ➤ Validation de la pertinence de tenir une journée de formation et propositions de	M. Robert Sabourin propose la tenue d'une journée de formation pour les membres de la CAR. La formule serait semblable à celle de l'an passé. M. Robert Sauvé, sous-ministre associé au MAMROT, serait aussi intéressé à participer à une rencontre.	Organiser une rencontre pour discuter du sujet et de l'horaire de la journée de formation. Les membres du comité sont : M. Francis Culée

sujets liés aux préoccupations des membres de la CAR	➤ Plusieurs sujets pourraient être abordés lors de cette rencontre. Les sujets suivants sont proposés par les membres : concertation locale et régionale; diminution du temps consacré à la réflexion, car la concertation prend tellement de place; nombre de rencontres et difficulté de fixer des réunions (voire même des contacts téléphoniques); problématique du transfert d'expertise; départs à la retraite et réduction du personnel en région; partage des services. ➤ Un comité se rencontrera pour présenter un projet de déroulement de la journée aux membres de la CAR. Cette rencontre pourrait avoir lieu au mois d'octobre.	M. Élias Farhat M. Guy Gagnon M^{me} Marie-Eve Perreault M. Patrick Sabourin M. Robert Sabourin Il a aussi été suggéré de proposer à M^{me} Diane Landriault de se joindre au comité.
14. Varia	Aucun point dans varia.	

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 10 novembre 2009 à 13 h 30

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

201, place Charles-Le Moyne, bureau 101

Salle Les Appalaches

Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	• Adopter un ordre du jour pour la réunion • Proposer une nouvelle approche de fonctionnement des rencontres	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 35	2	Présentation des participants (40 min.)	• Présenter tous les participants • Connaître les changements organisationnels des M/O en région • Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant favoriser la concertation régionale • Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie	Tous les participants	
14 h 15	3	Dernière rencontre (5 min.)	• Adopter le compte rendu de la réunion du 18 juin 2009 • Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
14 h 20	4	Table économique de la CAR (40 min.)	• Relance des activités du volet économique de la CAR ○ Mise en contexte ○ Présentation des principales orientations du MDEIE en matière de développement économique en Montérégie ○ État de la situation du développement des créneaux d'excellence ACCORD en Montérégie ○ Développement économique au sein des CRÉ ○ Discussion et échanges concernant les suites à donner à la CAR économique (formule privilégiée, sujets à aborder, fréquence des rencontres)	Jacques La Rue (MDEIE)	
15 h 00	5	Politique nationale de la ruralité (5 min.)	• État de situation	Marie-Eve Perreault (MAMROT)	

Heure	N°	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
15 h 05	6	Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes (5 min.)	État de situation	Annie Goudreault (MCCCF)	
15 h 10		Pause			
15 h 25	7	Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids (5 min.)	État de situation	Jean-Pierre Landriault (ASSSM)	
15 h 30	8	Grippe A (H1N1) (15 min)	État de situation	Jean-Pierre Landriault (ASSSM) Yvan Leroux (MSP)	
15 h 45	9	Mesures proposées pour dynamiser les actions de la CAR et favoriser la modulation des interventions gouvernementales en fonction des territoires de CRÉ (15 min.)	- Présentation de l'Atlas - Proposition de calendrier régional	Robert Sabourin (MAMROT) Marie-Eve Perreault (MAMROT)	
16 h 00	10	Journée de réflexion (15 min.)	Propositions de sujets liés aux préoccupations des membres de la CAR	Robert Sabourin (MAMROT)	
16 h 15	11	Varia (5 min.)	- Jeunes explorateurs d'un jour - Remise du bilan évaluatif du FDR	Marie-Eve Perreault (MAMROT)	
16 h 20		Fin de la réunion			

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE

Compte rendu de la réunion du 10 novembre 2009

Membres présents : ▪ Béland, Joceline, MTQ ▪ Bilodeau, Angèle, MAPAQ – Ouest ▪ Blanchette, Bertrand, Services Québec (en remplacement de Patricia Rousseau) ▪ Bohbot, Reine, CSF ▪ Carignan, Sonia, MTO ▪ Dumont, Johanne, MAMROT – DDRM ▪ Gagnon, Guy, MICC ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Goudreault, Annie, MCCCCF ▪ La Rue, Jacques, MDEIE ▪ Landriault, Jean-Pierre, ASSSM (en remplacement de Jocelyne Sauvé) ▪ Laroche, Sylvie, MTQ ▪ Leroux, Yvan, MSP ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est ▪ Phaneuf, Christine, MFA ▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR	Observateurs : ▪ Bienvenu, Michel, CRÉ de Longueuil ▪ Dubé, Marie-Josée, bureau de la ministre responsable de la Montérégie ▪ Gagnol, Agnès, MDEIE ▪ Laberge, Jacques, CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ▪ Ouellet, France, MAMROT ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT	Membres absents : ▪ Allie, Robert, OPHQ ▪ Culée, Francis, MELS ▪ Farhat, Élias, RBQ ▪ Fortin, Louise-Esther, MRI ▪ Grieco, Émile, MDDEP ▪ Landriault, Diane, MESS ▪ Letendre, Michel, MRNF ▪ Morissette, Réjean, SAA ▪ Paquin, Pierre, MDDEP Observateur absent : ▪ Sabourin, Patrick, CRÉ Montérégie Est

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ordre du jour ➢ Adopter un ordre du jour pour la réunion ➢ Proposer une nouvelle approche de fonctionnement des rencontres	M. Robert Sabourin fait la présentation de l'ordre du jour et celui-ci est adopté tel que présenté. Afin de diminuer le nombre de rencontres des différents comités gravitant autour de la CAR, qui souvent regroupent les mêmes personnes au sein des M/O, il est proposé d'intégrer à nos rencontres régulières un point à l'ordre du jour concernant la Table économique de la CAR.	
2. Présentation des participants ➢ Présenter tous les participants ➢ Connaître les changements organisationnels des M/O en région ➢ Échanger brièvement sur toutes activités ou informations pouvant	Les participants se présentent à tour de rôle et font état des différents changements structurels, ainsi que des nouvelles politiques ou activités de leur organisation respective, le cas échéant. ➢ M. Michel Bienvenu (CRÉ L) : Plusieurs changements sont à venir au sein du conseil d'administration de la CRÉ, suite aux élections municipales du 1^{er} novembre dernier (4 nouveaux maires ont été élus sur les 5 faisant partie de	

favoriser la concertation régionale ➤ Présentation brève des travaux et des dossiers des 3 CRÉ de la Montérégie	l'agglomération de Longueuil, pour un total de 25 élus municipaux siégeant au conseil d'administration). Une vingtaine d'ententes sont en cours. Il y aura un bilan du plan quinquennal 2007-2012 qui sera fait en février 2010. Les M/O vont être interpellés dans le but de définir des moyens permettant d'optimiser les retombées des interventions de la CRÉ et de ses partenaires. ➤ M. Pierre Girouard (FADQ) : Il y aura une nouvelle entente budgétaire en novembre. Plus de détails suivront à la prochaine CAR. ➤ M^{me} Angèle Bilodeau (MAPAQ) : Dans le cadre de la Stratégie de soutien à la transformation alimentaire, une dizaine de programmes ont été mis en œuvre (TRANSAQ). ➤ M. Jean-Pierre Lessard (MAPAQ) : Il y aura une prochaine politique agricole, dont la sortie est prévue au printemps 2010. ➤ M. Jacques Laberge (CRÉ VHSL) : Un nouveau plan quinquennal est prévu au printemps. Trois priorités seront mises de l'avant : logistique à valeur ajoutée, transport collectif et réussite éducative et sociale des jeunes. ➤ M^{me} Sylvie Laroche (MTQ) : Ce fut une saison record en investissements. La définition des grandes orientations pour un projet territorial de mobilité durable est prévue au printemps 2010. ➤ M^{me} Reine Bohbot (CSF) : Elle est la nouvelle responsable régionale pour le CSF. Les portraits régionaux sur la condition de vie des femmes par territoire de CRÉ sortiront d'ici 2 semaines. ➤ M^{me} Johanne Dumont (MAMROT) : Elle invite les membres de la CAR au 5^e Forum métropolitain des partenaires, qui aura lieu le 15 décembre prochain. La thématique retenue pour ce Forum est la culture comme vecteur de développement territorial pour la grande région métropolitaine, dans toute sa diversité et son exceptionnelle vitalité. ➤ M^{me} Christine Phaneuf (MFA) : Elle est la nouvelle directrice du MFA, Direction territoriale Sud, depuis 7 semaines. Lors d'une prochaine réunion de la CAR, elle propose de faire une présentation concernant le Fonds pour le développement des jeunes enfants (ce fonds, qui découle d'un partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon, est l'une des mesures importantes pour donner aux enfants de milieux défavorisés toutes les chances de réussir et de prévenir le décrochage scolaire). ➤ M. Guy Gagnon (MICC) : Il y a eu lancement, au début du mois d'octobre, de la campagne de promotion de l'apport de l'immigration au Québec. Il y aura un appel de projets ciblé pour le Programme <i>Action diversité</i> dans les prochains jours. ➤ M^{me} Sonia Carignan (MTO) : Elle est la nouvelle représentante du MTO pour la région de la Montérégie depuis 10 semaines. ➤ M. Robert Sabourin (MAMROT) : Il y a eu une rencontre de la TGAT le 23 juin	Prévoir une présentation lors d'une prochaine rencontre.

	dernier. Le projet concernant l'implication des CAR dans le processus de consultation relatif à l'occupation du territoire est reporté. Un rapport préliminaire interne au ministère devrait être produit d'ici le 15 décembre concernant ce sujet.	
3. Dernière rencontre ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 18 juin 2009 ➤ Discuter de tous les suivis découlant des points à l'ordre du jour de cette réunion	Le compte rendu de la réunion du 18 juin 2009 est adopté tel que présenté. Les points de suivi relatifs à cette réunion sont les suivants : ➤ En ce qui concerne les plans régionaux en développement durable des M/O, il ne semble pas vraiment y en avoir au niveau régional. Il est donc suggéré que les M/O qui le désirent rendent disponibles les plans ministériels en développement durable sur le site Extranet de la CAR. M. Michel Bienvenu suggère de faire un lien avec le plan quinquennal des CRÉ. ➤ Pour ce qui est de la présentation qui devait être faite par le MSP concernant les trois documents de doctrine lancés lors du Colloque sur la sécurité civile, elle sera faite ultérieurement. ➤ Concernant la rencontre qui devait avoir lieu avec la ministre responsable de la région de la Montérégie, M^{me} Nicole Ménard, elle serait à mettre à l'ordre du jour d'une prochaine rencontre lorsqu'il y aura eu des développements au niveau de la définition de l'occupation du territoire. ➤ La rencontre concernant la problématique de la gestion des cours d'eau a eu lieu avec les MRC en juin dernier. Les MRC ont le pouvoir de gérer les cours d'eau (il y aura une refonte de la Fiche 19 pour éviter d'obtenir un certificat d'autorisation). Un comité a été mis sur pied et les discussions vont bien. La prochaine rencontre du comité est prévue en décembre.	Prévoir une présentation lors d'une prochaine rencontre. Prévoir une rencontre d'environ une heure avec M^{me} Nicole Ménard lors d'une prochaine CAR (le lundi ou le vendredi).
4. Table économique de la CAR ➤ Relance des activités du volet économique de la CAR ○ Mise en contexte ○ Présentation des principales orientations du MDEIE en matière de développement économique en Montérégie ○ État de la situation du développement des créneaux d'excellence ACCORD en Montérégie ○ Développement économique au sein des CRÉ ○ Discussion et échanges concernant les suites à donner à la CAR économique (formule privilégiée, sujets à aborder, fréquence des rencontres)	➤ M. Jacques La Rue présente les axes d'intervention et les objectifs du plan d'action du MDEIE. En voici les grandes lignes : ▪ Susciter et appuyer des projets d'investissement et favoriser la relance économique; ▪ Poursuivre le renforcement de l'action de la direction régionale en innovation; ▪ Poursuivre et accélérer la mise en oeuvre des créneaux ACCORD, ainsi que la réalisation des projets issus de leurs plans d'action; ▪ Supporter les entreprises qui connaissent des difficultés en raison de la crise économique; ▪ Amélioration continue; ▪ Développement régional et visibilité. ➤ Plusieurs actions spécifiques du plan d'action de la Direction régionale du MDEIE se réaliseront en collaboration avec les M/O de la Montérégie (CRÉ et autres directions régionales des ministères en particulier). ➤ M^{me} Agnès Gatignol explique les différents créneaux ACCORD de la Montérégie. Elle mentionne que le projet ACCORD (Action concertée de	Intégrer au site Extranet de la CAR les fiches résumant le plan d'action du MDEIE et les différents créneaux ACCORD de la Montérégie.

coopération régionale de développement) est une démarche de concertation soutenue depuis 2002-2003 pour déterminer des domaines stratégiques en région.

▪ Créneau d'excellence Chimie et Polymères dédiés aux structures souples avancées (Matériaux souples avancés)

Ce créneau est reconnu comme émergent pour la région de la Montérégie, il se caractérise par une base industrielle diversifiée et en développement. D'ici 2015, la Montérégie sera reconnue comme un pôle d'excellence technologique qui est au centre du développement de matériaux souples avancés et qui se démarque par la conception et la fabrication de matériaux innovateurs, son réseau collaboratif et sa démarche de développement durable.

▪ Créneau d'excellence en Microélectronique (Micro/Nano technologies pour l'électronique de pointe)

Une des forces de ce créneau est un système productif régional basé sur des entreprises de calibre mondial et de nombreux acteurs en R-D. D'ici 2015, l'axe Montréal-Sherbrooke sera la dorsale (reliée au Nord-Est des États-Unis) des microtechnologies à l'échelle nationale. Ce créneau fera de cet axe un pôle d'excellence encore plus fort pour mieux se positionner à l'international.

▪ Créneau d'excellence Technologies avancées de matériel de transport et Logistique

La principale force de ce créneau est sa capacité à travailler en concertation et en partenariat avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en oeuvre du plan d'action : Emploi-Québec, Transport, MELS, CRÉ, MICC, MDEIE, mais aussi les milieux de la recherche et universitaire. D'ici 2015, la Montérégie sera reconnue comme un pôle de compétitivité nord-américain en matière de fabrication de matériel de transport ainsi que l'un des pôles logistiques à valeur ajoutée des plus performants dans le nord-est du continent nord-américain.

▪ Créneau d'excellence Transformation des métaux ferreux et nouveaux matériaux associés

Une des forces de ce créneau est un système productif appuyé sur un tissu industriel dense. D'ici 10 ans, la Montérégie sera reconnue comme un pôle d'avant-garde en Amérique du Nord dans le domaine de la métallurgie. Elle se démarquera notamment par son système productif composé d'une masse critique d'entreprises innovantes dans le secteur de la métallurgie des poudres et des matériaux associés et d'un secteur de l'acier axé sur des produits de niche à haute valeur ajoutée ainsi que par son expertise de pointe en écologie industrielle et en développement durable.

▪ Créneau d'excellence en Bioalimentaire

	Le secteur du bioalimentaire a été reconnu comme un créneau d'excellence sur le territoire de la Montérégie et un créneau leader au Québec. La région s'est donnée comme objectif de positionner ce secteur sur les scènes nationale et internationale. Des travaux ont été menés pour caractériser le système productif, déterminer des axes de développement à prioriser, élaborer une stratégie et définir un plan d'action. La mission de ce créneau est de mobiliser et arrimer les compétences et les capacités du créneau tout en élevant le niveau de performance et de compétitivité à l'échelle internationale. ➤ Pour connaître l'implication des différents M/O au sein de chaque créneau ACCORD, il est possible de consulter les fiches de présentation qui seront déposées sur le site Extranet de la CAR.	
5. Politique nationale de la ruralité ➤ État de situation	M^{me} Marie-Eve Perreault fait un retour sur la Journée de la ruralité et la soirée des Grands Prix de la ruralité, qui ont eu lieu à Upton le 10 septembre dernier. En ce qui concerne le programme <i>Communautés rurales branchées</i>, aucune demande n'a été déposée à ce jour pour la région de la Montérégie.	
6. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes ➤ État de situation	M^{me} Annie Goudreault fait le point sur les Journées régionales Égalité. Les rencontres pour les CRÉ de Longueuil et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ont déjà eu lieu. Lors de ces rencontres, il y a eu une bonne réponse du milieu et beaucoup d'éloges de la part de M^{me} Thérèse Mailloux, sous-ministre adjointe au Secrétariat à la condition féminine du MCCCFC. La Journée régionale Égalité pour la CRÉ Montérégie Est est prévue pour le 17 novembre.	
7. Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids ➤ État de situation	M. Jean-Pierre Landriault mentionne que le plan de travail devrait être déposé en décembre (son élaboration est pratiquement terminée). Dans le cadre du PAG, il y a eu lancement, à la fin de septembre, du programme <i>Fruits et légumes en vedette</i>. Le programme est maintenant accessible à l'année et vise à accroître la présence des fruits et des légumes au menu. Il s'agit d'une belle collaboration entre les restaurateurs et les producteurs, puisqu'il permet aux restaurateurs d'offrir à leur clientèle des menus sains et équilibrés mettant en valeur les fruits et les légumes, en particulier ceux cultivés ici. M. Michel Bienvenu, de la CRÉ de Longueuil, soulève l'iniquité au niveau de l'enveloppe répartie aux CRÉ (3 CRÉ en Montérégie), puisque la division se fait par région administrative et non par territoire de CRÉ. M. Landriault lui mentionne que les modalités n'ont pas encore été déterminées.	
8. Grippe A (H1N1) ➤ État de situation	M. Jean-Pierre Landriault dresse un portrait de l'évolution de la pandémie de grippe A (H1N1). La Montérégie est la région la plus touchée, avec la Mauricie, le Centre-du-Québec et l'Outaouais, ce qui entraîne beaucoup de pression sur le réseau de la santé. En date du 8 novembre 2009, 130 000 personnes ont été vaccinées en Montérégie. Il mentionne également que la population s'informe	

	assidûment au sujet de la grippe, étant donné que le site Pandémie Québec a reçu pas moins de 500 000 visiteurs dans la dernière semaine.	
9. Mesures proposées pour dynamiser les actions de la CAR et favoriser la modulation des interventions gouvernementales en fonction des territoires de CRÉ ➤ Présentation de l'Atlas ➤ Proposition de calendrier régional	Le projet d'Atlas a été présenté à Québec. Il a reçu une réponse positive et sera même appliqué à l'ensemble du Québec. Un courriel sera envoyé aux membres de la CAR, afin qu'ils puissent accéder au site qui sera mis en place (site fantôme). Éventuellement, ce site devrait être accessible à tous par le biais du site Internet du MAMROT. M. Robert Sabourin propose qu'un calendrier régional soit mis en place par le biais du site Extranet de la CAR. Les rencontres à venir des directeurs pourraient y être insérées, afin de faciliter la concertation régionale (ex. : TQR, forums régionaux, CA-CE des CRÉ, etc.). Un projet de calendrier sera préparé pour la prochaine rencontre.	Envoyer un courriel aux membres de la CAR, afin qu'ils puissent accéder au site qui sera mis en place (site fantôme). Présenter un modèle de calendrier régional pour la prochaine rencontre.
10. Journée de réflexion ➤ Propositions de sujets liés aux préoccupations des membres de la CAR	Il y a eu une rencontre du comité concernant l'organisation de la journée de réflexion. Un contact sera fait avec M. Gérard Divay, de l'ÉNAP, afin qu'il puisse nous guider avec le thème de cette journée, qui sera l'hyperconcertation (difficulté d'arrimage au niveau de la concertation locale et régionale). Une prochaine rencontre du comité est à venir dans les prochaines semaines.	Contacter M. Gérard Divay, afin de planifier avec lui la journée de réflexion. Prévoir une prochaine rencontre du comité dans les prochaines semaines.
11. Varia ➤ Jeunes explorateurs d'un jour ➤ Remise du bilan évaluatif du FDR	Jeunes explorateurs d'un jour relance les membres de la CAR concernant son programme de stage pour les étudiants dans les M/O. L'organisme nous demande de vous faire parvenir un tableau ciblé des besoins en entreprise pour cette année, avec votre accord. Le bilan évaluatif du Fonds de développement régional 2004-2005 à 2007-2008 est remis aux membres de la CAR. En ce qui concerne la Table économique de la CAR, M. Jacques La Rue s'informe pour connaître l'intérêt des membres avec la formule présentée aujourd'hui. La formule semble avoir été appréciée et les membres souhaitent poursuivre de cette façon.	Envoyer par courriel aux membres de la CAR l'information concernant le programme Jeunes Explorateurs d'un jour.

NOTE

Le compte-rendu de la CAR de la Montérégie du 10 mars n'est pas disponible.

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 24 avril 2009, 9h00 à 12h00

Hôtel Le Dauphin
Salle Couronne BC
600, boul. Saint-Joseph, Drummondville
Tél. : (819) 478-4141

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Présentation de l'offre spécifique de formation de l'UQTR (M. Morin)
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 30 janvier 2009
5. Affaires découlant du compte rendu
 - 5.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
 - 5.2. Les nouvelles mesures sous la responsabilité de la direction régionale du MAMROT
 - › Communautés rurales branchées
 - › Municipalités dévitalisées
 - 5.3. Observatoire de la condition féminine du Centre-du-Québec
6. Période d'information et d'échanges
 - 6.1. Plan d'action régional de santé publique 2009-2012 (ASSS)
 - 6.2. Plan stratégique 2008-2012 du MICC (MICC)
 - 6.3. Budget 2009-2010 – Tour de table
7. Divers
 - 7.1. Programme de soutien financier aux milieux de travail en matière de conciliation travail-famille (MFA)
 - 7.2. Journée régionale de l'égalité au Centre-du-Québec (MCCCCF et CSF)
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU DE LA CAR CENTRE-DU-QUÉBEC

DATE : Vendredi 24 avril 2009, 9h00 à 12h00
ENDROIT : Hôtellerie Le Dauphin, Drummondville
819 478-4141

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs : Michel Beaulac (en remplacement de
Annie Lafrance FAQ)
Daniel Bertrand (CNT)
Vincent Bourassa (MDEIE)
Marcel Carpentier (MTQ)
Jacques Damphousse (MSP)
Jacques Fugère (CSPQ)
Claude Lamarre (MELS)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
Serge Rouleau (en remplacement de Luc
Couture MAPAQ)
Jean-François Ruel (E-Q)
Alain Simard (MRNF)
Luc St-Martin (MDDEP)

Mesdames : Martine Fréchette (ASSS)
Chantal Lussier (MICC)
Hélène McGEE (MCCCF)
Linda Milette (ASSS)
Isabelle Olivier (MDDEP)
Sandra Shee (CSF)

Ministère des Affaires municipales,
des Régions et de l'Occupation du territoire :
Gaétan Désilets, président
Michèle Doucet
Chantal Duford
Miguel Herrero
Céline Girard, secrétaire

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs : Serge Arpin (MJQ)
François Beaudoin (Services Québec)
Martin Bellerive (IQ)
Jean-Luc Bessette (MT)
Pierre Dufresne (SIQ)
Luc Martel (MICC)
Jacques Raymond (MSP-Sécurité civile)
Anacleto Santucci (RLQ)

Mesdames : Christiane Bonfanti (CSPQ)
Anne Bourassa (OPHQ)
Anne Fradette (MRI)
Nancy Hébert (Services Québec)
Christiane Lebleu (MRQ)
Diane Limoges (MELS)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 39^e rencontre de la CAR-17 et souligne la nomination officielle de monsieur Jean-François Ruel à titre de directeur régional d'Emploi-Québec du Centre-du-Québec.

2. Présentation de l'offre spécifique de formation de l'UQTR

Messieurs Michel Morin, agent de liaison et Sébastien Cloutier, coordonnateur, sont invités à présenter les services de la formation continue de l'UQTR.

L'offre de services comporte quatre formes d'activités :

Formations créditées sur mesure :

Pour des organisations; sous forme de microprogrammes ou programmes courts; partenariats avec certaines grandes organisations en cohortes fermées.

Formations créditées régulières :

Offre régulière de cours de l'UQTR.

Formations UEC sur mesure :

Pour des organisations; durée variable, souvent sur une journée; partenariats avec plusieurs organisations (petites ou grandes).

Formations UEC régulières :

Pour des individus ou employés; programme de formations publiques; durée variable, souvent sur une journée.

Les formations peuvent se donner sur place à l'UQTR, dans un centre hors campus, en ligne, en vidéoconférence, en milieu de travail ou en entreprise. Au Centre-du-Québec, l'UQTR est présente par l'entremise du Centre PME à Drummondville, ainsi qu'aux Cégep de Victoriaville et de Drummondville.

Messieurs Morin et Cloutier mentionnent leur disponibilité pour répondre aux divers besoins de formation de nos organisations respectives.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que lu avec l'ajout de l'élément suivant à l'item Divers :

7.3 Service de référence (CSPQ)

4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 30 janvier 2009

Le compte rendu est adopté sans modification.

5. Affaires découlant du compte rendu

5.1 Politique nationale de la ruralité 2007-2014

LABORATOIRES RURAUX

Divers documents sont remis aux membres, soit la liste des 14 projets de laboratoires ruraux retenus au Québec dans le cadre du 1^{er} appel, la liste des projets retenus et annoncés jusqu'à maintenant dans le cadre du 2^e appel et une liste descriptive des 7 projets déposés en région dans le cadre du 3^e appel.

Aucun projet n'a été retenu en région jusqu'à maintenant. En ce qui concerne le 3^e appel, le processus d'élaboration d'avis sectoriels régionaux est complété. On remercie les membres concernés, ainsi que leurs équipes, pour leur contribution et leur collaboration dans le cadre de ce processus. Du 11 au 13 mai prochain, les comités de sélection nationaux se rencontreront pour procéder à la présélection des meilleurs projets. On s'attend à une décision finale d'ici l'été 2009.

PRODUITS DE SPÉCIALITÉ

On dépose la liste des projets acceptés en région pour les années financières 2007-2008 et 2008-2009. L'enveloppe réservée au Centre-du-Québec pour 2009-2010 est de 125 000 \$.

5.2 Les nouvelles mesures sous la responsabilité du MAMROT

COMMUNAUTÉS RURALES BRANCHÉES

Le 9 mars 2009, le MAMROT procédait au lancement officiel du programme *Communautés rurales branchées*. Ce programme vise l'accès à un service Internet à haute vitesse (IHV) pour les citoyens, les organismes et les entreprises des communautés rurales du Québec qui ne bénéficient pas encore d'un tel service. Il est doté d'une enveloppe de 24 M\$ et s'échelonne sur une période de cinq ans. La contribution financière du MAMROT peut atteindre 1,5 M\$ par projet, mais ne peut excéder les deux tiers des coûts admissibles. Le cumul des aides gouvernementales est d'un maximum de 90 %.

Les promoteurs admissibles sont les MRC, les municipalités, les OBNL et les coopératives dont la mission est axée sur l'offre de service IHV et les conseils de bande.

On remet aux membres une fiche d'information à cet effet contenant les divers liens internet pour consulter le guide de demande d'aide

financière de ce programme ainsi que le guide pratique d'accompagnement *Brancher les citoyens, les organismes et les entreprises du Québec rural à Internet haute vitesse* réalisé par le Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées.

Actuellement, deux projets ont été déposés en région (MRC d'Arthabaska et de Bécancour), mais doivent être retravaillés en fonction des balises de ce nouveau programme. Afin d'avoir un état de situation plus juste de la desserte Internet haute vitesse en région et des projets potentiels à venir, une rencontre est prévue le 29 avril prochain avec la CRÉCQ et les directeurs généraux des MRC.

MUNICIPALITÉS DÉVITALISÉES

Le président mentionne que le MAMROT a complété sa tournée auprès des cinq municipalités dévitalisées de la région. Ces dernières sont maintenant à l'œuvre. La *Grille d'élaboration d'un plan d'action local*, développée par la direction régionale du MAMROT, a été utilisée et testée sur le terrain, et ce, plus particulièrement par la municipalité de Villeroy. Cette dernière, par l'entremise d'un chargé de projet, a complété la grille et élaboré son plan d'action local comprenant actuellement près de 73 actions. À cet effet, le président propose d'inviter le chargé de projet, lors de la prochaine rencontre de la CAR, à venir présenter ce plan et ainsi permettre aux membres de mieux connaître les intentions de développement de ces municipalités dévitalisées.

5.3 Observatoire de la condition féminine du Centre-du-Québec

Madame Céline Girard (MAMROT) informe les membres que faute de temps, elle n'a pu assurer un suivi convenable auprès des professionnels désignés de leurs équipes afin de procéder à la mise à jour de l'Observatoire.

Au cours du mois de mai, elle communiquera avec les professionnels concernés afin d'obtenir les données statistiques les plus récentes en fonction de la liste des indicateurs préalablement fournie. Elle pourra ainsi procéder, au cours de l'été, à la mise à jour de cet Observatoire.

6. Période d'information et d'échanges

6.1 Plan d'action régional de santé publique 2009-2012 (ASSS)

Madame Linda Millette, directrice intérimaire de santé publique de l'ASSS, est invitée à présenter le *Plan d'action régional de santé publique 2009-2012*.

Le rôle de la Direction de santé publique de l'ASSS est de coordonner l'ensemble des services de santé publique en Mauricie et au Centre-du-Québec et également d'informer régulièrement la population sur l'évolution de son état de santé, d'assurer l'expertise en promotion de la santé et en prévention de la maladie, d'exercer ses responsabilités professionnelles en matière de protection en lien avec les agents physiques, chimiques ou biologiques, de tenir compte des groupes les plus vulnérables dans la planification, l'implantation et l'évaluation des interventions et d'effectuer l'évaluation et le suivi des services offerts.

La *Loi sur la santé publique* exige la révision périodique des plans d'action régionaux et locaux. Ainsi, la mise à jour en 2008 du *Programme national de santé publique 2003-2012 (PNSP)* a été l'occasion de réviser le *Plan d'action régional de santé publique 2003-2006 (PARSP)*, en collaboration étroite avec les centres de santé et de services sociaux (CSSS). En identifiant les activités prioritaires en santé publique pour les quatre prochaines années, le PARSP 2009-2012

répond aux exigences du PNSP tout en demeurant en continuité avec les actions prioritaires du PARSP 2003-2006. Il oriente les CSSS dans la mise à jour de leurs plans d'action locaux, permettant ainsi de renforcer la place de la santé publique au sein de chaque réseau local de services, en collaboration avec leurs partenaires.

La structure du PARSP

Le PNSP 2003-2012 comprend 86 activités divisées en six domaines d'intervention :

1. le développement, l'adaptation et l'intégration sociale;
2. les habitudes de vie et les maladies chroniques;
3. les traumatismes non intentionnels;
4. les maladies infectieuses;
5. la santé environnementale;
6. la santé en milieu de travail.

Trois stratégies d'action sont également mises de l'avant dans le PNSP :

1. soutenir le développement des communautés;
2. soutenir l'action intersectorielle favorable à la santé et au bien-être;
3. promouvoir et soutenir les pratiques cliniques préventives.

Dans le PARSP 2009-2012, 40 des 86 activités du PNSP ont été priorisées, et ce, sous forme de 19 fiches d'activités. Trois fiches sur les stratégies d'action ont également été développées (Développement des communautés, Pratiques cliniques préventives, Bien communiquer pour mieux agir).

Les actions intersectorielles à développer ou à consolider d'ici 2012 sont les suivantes :

0-5 ans :

- Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) (ex. : parcs, politique familiale).

6-17 ans :

- Environnements favorables aux saines habitudes de vie (ex. : politique-cadre).

Adultes / personnes âgées :

- Promotion des saines habitudes de vie et prévention des maladies chroniques (ex. : pistes cyclables, entreprise en santé).

Maladies infectieuses :

- Maladies respiratoires sévères et infectieuses;
- Immunisation (ex. : influenza).

Santé environnementale :

- Chaleur accablante;
- Risques industriels.

Stratégies d'action :

- Développement des communautés (ex. : soutien à la création d'environnements favorables, SIPPE);
- Bien communiquer pour mieux agir (ex. : Saveurs santé, Fruits et légumes).

6.2 Plan stratégique 2008-2012 du MICC

Madame Chantal Lussier, directrice régionale du MICC, est invitée à présenter le *Plan stratégique 2008-2012* du ministère. Ce dernier expose la mission, la vision renouvelée de même que les orientations stratégiques et les objectifs que le MICC s'engage à atteindre au cours de ces quatre années. Ce plan encadre notamment les mesures gouvernementales annoncées en 2008 pour renforcer l'action du

Québec en matière de francisation et d'intégration en emploi des personnes immigrantes.

Les grands défis :

- Défi démographique (vieillessement et décroissance de la population).
- Défi de la main-d'œuvre (baisse de la population en âge de travailler, besoins de main-d'œuvre).
- Défi du recrutement (de plus en plus de pays sollicitent et recherchent une main-d'œuvre étrangère qualifiée, augmentation de la compétition entre les pays à cet effet).

Le plan comporte quatre enjeux et sept orientations stratégiques, dont notamment :

1^{er} Enjeu : L'engagement réciproque de l'immigrant et de la société québécoise

Orientation 1

Favoriser la pleine participation en misant sur l'ouverture à la diversité et le partage des valeurs communes.

- ⇒ Renforcer le message transmis aux personnes immigrantes sur les valeurs communes de la société québécoise (société de droit, liberté d'expression et d'association, égalité entre les femmes et les hommes, français langue officielle, état québécois laïque).
- ⇒ Signature, par les personnes immigrantes, d'un document officiel où elles déclarent vouloir vivre au Québec dans le respect de ces valeurs et apprendre le français si elles ne le parlent pas déjà.
- ⇒ Campagne d'information sur l'apport de l'immigration au développement économique, social et culturel du Québec.

2^e Enjeu : L'immigration au service du développement économique et démographique du Québec et de ses régions

Orientation 2

Recruter et sélectionner des personnes immigrantes qui répondent aux besoins du Québec.

- ⇒ Le MICC compte rehausser les volumes annuels d'immigration pour que ceux-ci se situent entre 52 400 et 55 000 en 2010.
- ⇒ Augmenter le nombre de travailleurs qualifiés répondant aux besoins prioritaires du marché du travail et accélérer leur arrivée au Québec.
- ⇒ Favoriser l'établissement au Québec d'un plus grand nombre de travailleurs temporaires et d'étudiants étrangers et faciliter leur transition vers le statut de résident permanent.

3^e Enjeu : La réussite de la francisation des immigrants et de leur intégration

Orientation 4

Enrichir l'offre de service en francisation et en accroître la portée auprès des personnes immigrantes.

- ⇒ Élargir de 40 % le réseau de partenaires en francisation à l'étranger pour que les personnes immigrantes parlent déjà le français dès leur arrivée au Québec.
- ⇒ Diversifier l'offre de service en francisation afin de répondre à la variété des besoins.

Orientation 5

Accroître le soutien aux personnes immigrantes dans leurs démarches d'intégration.

- ⇒ Mise en place de projets d'aide à l'intégration des immigrants qui sont à la recherche d'emploi.

- ⇒ Collaboration avec Emploi-Québec pour assurer un suivi personnalisé et systématique du parcours d'intégration en emploi des personnes qui ont besoin d'un soutien et d'un accompagnement accru.
- ⇒ Accentuer les activités de régionalisation de l'immigration en vue de l'établissement d'immigrants hors de la région métropolitaine de Montréal.
- ⇒ Accroître le financement, la conclusion et le renouvellement des ententes régionales et de partenariat (CRÉ, CAR, milieu).
- ⇒ Création de la *Passerelle pour l'emploi en région* afin de faciliter l'arrimage entre les offres d'emploi et les nouveaux arrivants chercheurs d'emploi à Montréal.

4^e Enjeu : Une organisation agile, engagée dans la transformation de ses façons de faire et résolument axée sur les résultats

Orientation 6

Accroître la performance organisationnelle

- ⇒ Amélioration des programmes, services et activités de soutien afin de mieux répondre aux besoins.

Madame Lussier remet aux membres une synthèse de ce *Plan stratégique 2008-2012*.

6.3 Budget 2009-2010 - Tour de table

Un bref tour de table volontaire est fait sur les mesures du Budget 2009-2010 et sur toute autre information d'intérêt. Ce budget comporte trois grands volets, soit affronter la récession et préparer la relance, assurer le développement social et préserver la santé des finances publiques.

Emploi-Québec

- Mise en place du *Pacte pour l'emploi Plus* (bonification de 518 M\$ du Pacte pour l'emploi), pour une période de deux ans, afin de faire face à la situation économique actuelle;
- Bonification de la mesure *Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRE)* permettant à des entreprises, qui connaissent une diminution de leur carnet de commandes, de toucher une subvention pour que la formation en entreprise devienne une alternative aux mises à pied;
- Mise en place d'un nouveau service téléphonique sans frais 1 888 EMPLOIS pour venir en aide et référer de façon accélérée les entreprises et ainsi prévenir des mises à pied (réponse à l'intérieur de 24 heures).

MDEIE

- Élargissement de la gamme des crédits d'impôts venant réduire le fardeau fiscal des entreprises;
- Par l'entremise d'Investissement-Québec, bonification du programme *Renfort* en faveur notamment des secteurs forestiers et touristiques. Ce programme répond aux besoins de liquidités à court terme des entreprises (financement du fonds de roulement, acquisition d'équipements);
- Report de deux ans du remboursement de l'enveloppe de prêts des Fonds locaux d'investissement (FLI). Les CLD pourront ainsi poursuivre l'octroi de prêts aux entrepreneurs locaux.

MELS

- Un plan d'action gouvernemental pour la lutte au décrochage scolaire serait annoncé sous peu par la ministre. Ce dernier ferait notamment suite au dépôt du Rapport Ménard portant sur la persévérance et la réussite scolaire au Québec;

- Tenue d'assises régionales sur la persévérance scolaire. Ces assises, lancées par la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), visent à dégager une vision commune de la persévérance scolaire et à sensibiliser davantage les milieux à l'importance d'agir de façon concertée. Suite aux travaux qui seront menés dans plusieurs régions, un bilan de la situation ainsi qu'un répertoire des actions porteuses de succès seront produits et mis à la disposition des commissions scolaires. De telles assises auront lieu au Centre-du-Québec au cours de l'automne.

MCCCF

- Plan québécois des infrastructures (PQI) 2007-2012 : maintien et mise en état des équipements culturels (~715 M\$ disponibles au Québec pour le secteur de la culture);
- Annonce récente d'un accord de principe de 2,4 M\$ aux Amis du Théâtre Belcourt pour la rénovation de cette salle de spectacle de Baie-du-Febvre. Cet engagement financier est octroyé en vertu du PQI - Volet culturel.
- Les besoins en matière de modernisation des infrastructures culturelles, en Mauricie et au Centre-du-Québec, sont évalués à près de 58 M\$.

MRNF

- Dépôt à venir d'un projet de loi sur l'occupation du territoire forestier. Son adoption serait prévue d'ici décembre et apporterait des changements importants en matière de gestion forestière.

MAPAQ

- Bonification et prolongation du programme Prime-Vert (2009 à 2013). Ce programme vise à aider les entreprises agricoles à relever les défis que représentent le respect de l'environnement et l'amélioration de la qualité de l'eau et la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre;
- Programme-cadre d'appui aux services-conseils aux entreprises agricoles qui vise notamment à améliorer les performances des entreprises agricoles par la diversification des services-conseils qui leur sont offerts.

MDDEP

- Grands dossiers prioritaires de la ministre : les aires protégées et les changements climatiques;
- Préoccupation en ce qui a trait à la réhabilitation de terrains contaminés.

MTQ

- Hausse du budget ministériel pour 2009-2010;
- Investissement de plus de 3,7 G\$ sur le réseau routier en 2009-2010. La moyenne annuelle des investissements routiers entre 1994 et 2002 était de 700 M\$, alors qu'elle sera de 2,2 G\$ entre 2003 et 2013;
- La règle du « un sur deux », concernant le remplacement de l'effectif ayant quitté pour la retraite, ne s'appliquera plus au MTQ compte tenu des besoins grandissants d'effectifs liés aux nombreux projets d'infrastructures en cours et à venir. Cette situation sera toutefois reconsidérée chaque année.

MAMROT

- Injection de 5 M\$ dans le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) pour la création d'un fonds de prédémarrage permettant des investissements dans des projets d'économie sociale;
- Ententes Canada-Québec sur les infrastructures municipales :

- *Programme de renouvellement des conduites d'eaux potables et d'eaux usées (PRECO)* doté d'une enveloppe de 700 M\$;
- *Fonds Chantiers Canada-Québec* doté d'une enveloppe de 400 M\$ pour le *Volet Grandes Villes* et de 420 M\$ pour le *Volet Collectivités*. Ce fonds vise soutenir des projets d'infrastructures d'eaux potables ou d'eaux usées et des projets d'infrastructures de support au développement local ou régional.

7. Divers

7.1 Programme de soutien financier aux milieux de travail en matière de conciliation travail-famille (MFA)

Suite au départ récent de la directrice, madame Rose-Mary Thonney et de la ressource dédiée à la région, madame Lucie Daigle, et en l'absence de représentants du MFA lors de la rencontre, madame Michèle Doucet (MAMROT) fait un bref survol du *Programme de soutien financier aux milieux de travail en matière de conciliation travail-famille*.

Ce programme, lancé le 24 mars 2009, vise à favoriser la mise en place de solutions en matière de conciliation travail-famille applicables dans les différents milieux de travail et à permettre aux PME de planifier, d'élaborer et d'implanter des pratiques et des mesures de conciliation travail-famille qui répondront à la fois aux besoins des employeurs et à ceux des employés.

Ce programme comporte deux volets :

- **Volet Entreprises** (PME et OBNL de 250 employés ou moins)
Aide pouvant atteindre 10 000 \$ par entreprise, par année.
- **Volet Associations** (patronale, syndicale, professionnelle sectorielle)
Aide pouvant atteindre 50 000 \$ par association, par année.

Les demandes peuvent être déposées en tout temps. Vous pouvez consulter les guides et formulaires de ce programme à l'adresse suivante : www.mfs.gouv.qc.ca/travailfamille/programme/milieux-travail.asp

7.2 Journée régionale Égalité Centre-du-Québec (MCCCF et CSF)

Mesdames Hélène McGEE (MCCCF) et Sandra Shee (CSF) mentionnent la tenue prochaine de la Journée régionale Égalité Centre-du-Québec, qui aura lieu à Victoriaville le 28 avril 2009.

En 2007, le MCCCF procédait au lancement de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait 2007-2010*. A suivi la signature d'ententes spécifiques en cette matière dans les régions du Québec afin de créer des conditions propices et faciliter la régionalisation des actions gouvernementales en matière d'égalité. Les Journées Égalité, qui se tiendront dans toutes les régions du Québec, visent ainsi poursuivre ces efforts de mobilisation et de synergie entre les acteurs impliqués dans le dossier de l'égalité, notamment par l'échange d'information sur les actions d'intérêt actuellement menées en région et le partage de réflexions et de pistes d'action à mettre en place pour les années à venir.

Près de 70 partenaires ont été invités à cette toute première Journée Égalité au Centre-du-Québec (région pilote).

7.3 Service de référence (CSPQ)

Monsieur Jacques Fugère (CSPQ) fait part aux membres de deux activités à venir, soit :

- Programme d'accueil gouvernemental
Cette journée, dédiée aux nouveaux employés réguliers ainsi qu'aux employés occasionnels réguliers de plus d'un an, se tiendra à l'École nationale de police de Nicolet le 8 mai prochain.
- Être gestionnaire, ça prend du courage!
Cet atelier de développement se tiendra à l'Auberge Godefroy le 15 mai prochain.

Monsieur Fugère fait également part aux membres d'un nouveau service offert par le CSPQ, soit le *Service de référence*. Ce dernier est destiné à l'ensemble des ministères et organismes afin de les soutenir dans le comblement de leurs emplois réguliers et occasionnels, et ce, pour l'ensemble des classes d'emploi. À cet effet, monsieur Fugère dépose aux membres une fiche d'information détaillant les paramètres de ce service.

8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors des prochaines rencontres :

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) Sujet : Les circuits courts de commercialisation	Madame Hélène McGEE (MCCCF) Sujet : Plan stratégique du MCCCF
Monsieur Jacques Fugère (CSPQ) Sujet : Gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre	Monsieur Sébastien Gingras (Villeroy) Sujet : Plan d'action local de la municipalité de Villeroy

9. Prochaine rencontre

- Vendredi, le 5 juin 2009, en avant-midi, au Moulin Michel de Bécancour.

10. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :

Céline Girard
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :

Gaétan Désilets
Directeur régional

COPIES : Monsieur Robert Sauvé, sous-ministre associé aux affaires régionales et municipales
Membres de la CAR

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser la signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/jg

2009-05-26

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 5 juin 2009, 9h00 à 12h00

Moulin Michel

675, boulevard Bécancour, Bécancour

Tél. : (819) 298-2882

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Présentation du Plan d'action local de la municipalité de Villeroy (S. Gingras)
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 24 avril 2009
5. Affaires découlant du compte rendu
 - 5.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
 - 5.2. Municipalités dévitalisées
 - 5.3. Journée régionale Égalité Centre-du-Québec
6. Période d'information et d'échanges
 - 6.1. Des suites du Rapport Pronovost – Mesure d'appui à la diversification et aux circuits courts de commercialisation (MAPAQ)
 - 6.2. Entente de partenariat touristique Centre-du-Québec (Tourisme Québec)
7. Divers
 - 7.1. Ententes spécifiques – mise à jour de l'état de situation
 - 7.2. Outil *Parcours de la candidate aux élections municipales* (CSF et MAMROT)
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU DE LA CAR CENTRE-DU-QUÉBEC

DATE : Vendredi 5 juin 2009, 9h00 à 12h00

ENDROIT : Moulin Michel, 675, boul. Bécancour, Bécancour
819 298-2882

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs : Serge Beauchamp (en remplacement de Linda Millette, ASSS)
Jean-Luc Bessette (MT)
Vincent Bourassa (MDEIE)
Yvan Bourgeois (CSST)
Luc Couture (MAPAQ)
Guy Deschênes (en remplacement de Alain Simard, MRNF)
Claude Lamarre (MELS)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
Jean-François Ruel (E-Q)
Luc St-Martin (MDDEP)

Mesdames : Anne Bourassa (OPHQ)
Line Drouin (en remplacement de Christiane Lebleu, MRQ)
Louise Dupuis (en remplacement de François Beaudoin, Services Québec)
Annie Lafrance (FAQ)
Sandra Shee (CSF)

Ministère des Affaires municipales,
des Régions et de l'Occupation du territoire :
Gaétan Désilets, président
Michèle Doucet
Chantal Duford
Miguel Herrero
Normand Bélisle, secrétaire

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs : Serge Arpin (MJQ)
Martin Bellerive (IQ)
Daniel Bertrand (CNT)
Marcel Carpentier (MTQ)
Jacques Damphousse (MSP)
Pierre Dufresne (SIQ)
Jacques Fugère (CSPQ)
Luc Martel (MICC)
Jacques Raymond (MSP-Sécurité civile)
Anacleto Santucci (RLQ)

Mesdames : Christiane Bonfanti (CSPQ)
Anne Fradette (MRI)
Nancy Hébert (Services Québec)
Hélène Leclerc (MFA)
Chantal Lussier (MICC)
Hélène McGee (MCCCF)
Isabelle Olivier (MDDEP)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 40^e rencontre de la CAR-17 et souligne la présence de nouvelles figures, soit Messieurs Serge Beauchamp (ASSS), Yvan Bourgeois (CSST) et Madame Louise Dupuis de Services Québec, en remplacement de M. François Beaudoin.

2. Présentation du Plan d'action local de la municipalité de Villeroy (S. Gingras)

Monsieur Sébastien Gingras, chargé de projet à la Coopérative de Solidarité en Développement local de Villeroy est invité à présenter le Plan d'action local de la municipalité de Villeroy réalisé dans le cadre de la démarche prévue au Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées.

M. Gingras fait part aux membres des principaux éléments méthodologiques utilisés pour la confection du plan d'action local, notamment la mise à contribution de la grille d'analyse élaborée par le MAMROT, la recherche statistique par thème, un lac-à-l'épaule mené par la Coopérative de Solidarité et un sondage auprès des commerçants et des industries.

Réalisé sur une période d'environ 30 jours, le plan d'action local prend appui sur sept grandes orientations de développement et 23 pistes d'actions prioritaires devant contribuer à la revitalisation de la municipalité de Villeroy.

Le président souligne l'importance d'assurer la mobilisation des élus et des leaders locaux dans le cadre de la démarche. À cet effet, le maire de Villeroy dresse un bilan positif de l'exercice. Par ailleurs, d'autres municipalités se sont engagées dans l'élaboration d'un plan d'action local, à Sainte-Marie-de-Blandford, notamment.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté avec l'ajout du point suivant :

8. Points d'information

4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 24 avril 2009

Le compte rendu est adopté sans modification.

5. Affaires découlant du compte rendu

5.1 Politique nationale de la ruralité 2007-2014

LABORATOIRES RURAUX

On dépose la liste des projets retenus et annoncés dans le cadre du deuxième appel de projets (2008). Aucun projet n'a été retenu en région jusqu'à maintenant. En ce qui concerne le troisième appel de projets, le processus de sélection est en cours et on s'attend à une décision finale d'ici la fin juin.

PRODUITS DE SPÉCIALITÉ

Jusqu'à présent, neuf projets bioalimentaires ont été soutenus dans le cadre de la mesure pour les années financières 2007-2008 et 2008-2009. Les contributions du MAMROT s'élèvent à 203 935 \$ et les investissements générés totalisent près de 1,7 million de dollars.

5.2 Municipalités dévitalisées

La ministre Normandeau a annoncé, le 1^{er} mai dernier, une aide financière de 38 millions de dollars dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD). Les mesures visent 62 MRC par le biais de contrats de diversification et de développement et elles bénéficieront notamment aux 152 municipalités dévitalisées du Québec.

Une brochure de présentation du FSTD est distribuée aux membres. En région, les MRC d'Arthabaska, de Bécancour et de L'Érable se partageront une enveloppe additionnelle de près de deux millions de dollars.

5.3 Journée régionale Égalité Centre-du-Québec

Madame Sandra Shee (CSF) dresse le bilan de la première Journée régionale Égalité Centre-du-Québec qui a eu lieu à Victoriaville le 28 avril dernier en présence de 35 partenaires. Les Journées Égalité, qui se tiendront dans toutes les régions du Québec, visent à poursuivre les efforts de mobilisation et de synergie entre les acteurs impliqués dans le dossier de l'égalité, notamment par l'échange d'information sur

les actions d'intérêt menées en région et le partage de réflexions et de pistes d'actions à mettre en place pour les années à venir.

La journée a débuté par la présentation d'un bilan du Plan d'action gouvernemental en matière d'égalité par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). A suivi la présentation des actions régionales et locales en matière d'égalité, dont le bilan de l'entente spécifique, les travaux de l'Observatoire en condition féminine, l'Atlas Emploi Centre-du-Québec et d'autres actions menées par les partenaires. Le CSF et le MAMROT ont ensuite divulgué un portrait statistique des centricaises. En après-midi se sont tenus des ateliers de réflexion sur quatre thématiques, soit la santé et la sécurité des femmes, l'égalité économique des femmes, le développement égalitaire et la conciliation travail-famille.

Un rapport de cette journée devrait être rédigé par le SCF.

6. Période d'information et d'échanges

6.1 Des suites du Rapport Pronovost – Mesure d'appui à la diversification et aux circuits courts de commercialisation (MAPAQ)

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) est invité à présenter le nouveau programme de « Diversification et commercialisation en circuit court en région ».

En vue de donner suite aux recommandations du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, le ministre du MAPAQ, monsieur Laurent Lessard, dévoilait, le 28 mai dernier, les mesures permettant l'attribution de 14 millions de dollars d'ici 2013 pour la réalisation de projets de diversification et de commercialisation en circuit court.

Les objectifs que poursuit ce programme sont :

- d'aider à diversifier les entreprises et les productions afin de les rendre plus concurrentielles;
- d'encourager le secteur à offrir davantage de produits différenciés et ainsi de lui permettre de s'ouvrir à de nouveaux marchés;
- de rapprocher les entreprises de production et de transformation des consommateurs et des citoyens.

Sous la responsabilité de M. Couture, un comité de travail interministériel (MAPAQ, MAMROT, MSS, MT) et un groupe aviseur ont été mis en place afin de proposer des mesures et des actions en appui au nouveau programme dans le contexte d'une intervention structurée qui tient compte des mesures et des outils existants en plus de permettre une gestion adaptée en région.

Ainsi le nouveau programme comporte trois volets :

Volet 1 : Appui aux initiatives collectives de diversification régionale et de différenciation.

Clientèles admissibles : les groupes d'entreprises, les membres, partenaires ou associés d'un groupe admissible.

Volet 2 : Appui aux initiatives individuelles de diversification des entreprises.

Clientèles admissibles : les entreprises agricoles et de transformation alimentaire de produits de la région.

Volet 3 : Appui aux initiatives collectives de commercialisation en circuit court.

Clientèles admissibles : les groupes d'au moins trois entreprises agricoles et de transformation agroalimentaire, les associés d'un groupe admissible, les coopératives et organismes sans but lucratif dont la mission, les actions et les objectifs sont liés à la commercialisation en circuit court.

La région bénéficiera d'une enveloppe annuelle d'environ 200 000 \$. Un comité régional évaluera les projets en fonction, notamment, des retombées durables sur le dynamisme du secteur et dans les communautés. Les propositions doivent être transmises à la direction régionale du MAPAQ au plus tard le 14 août 2009.

6.2 Entente de partenariat touristique Centre-du-Québec (Tourisme Québec)

Monsieur Jean-Luc Bessette (Tourisme Québec) est invité à présenter aux membres l'origine et le contenu de l'entente de partenariat régional en tourisme.

Cette entente signée en avril 2009 a fait l'objet d'une annonce officielle le 11 mai dernier. Cette entente résulte de la mise en œuvre de la Politique touristique du Québec qui a pour objectif principal de permettre au gouvernement et à l'industrie de mieux coordonner leurs efforts de concertation et de partenariat pour favoriser la consolidation et le développement de l'offre touristique régionale. Également, la mise en place d'une taxe sur l'hébergement servira à renforcer et à soutenir la promotion et le développement touristique des régions. Tourisme Centre-du-Québec pourra utiliser une partie des revenus de celle-ci comme levier au développement de l'offre touristique par le biais de l'entente.

Dotée d'une enveloppe budgétaire de quelque 1,3 M\$ pour la période 2008-2012, l'entente a pour objet d'associer les partenaires locaux, régionaux et gouvernementaux (MT, ATR, CRÉCQ, ARDECQ, MAPAQ, MAMROT, URLS, CDAFCQ, CDCCQ) à la réalisation de priorités régionales de développement de l'offre touristique.

Parmi les orientations générales retenues pour l'évaluation des projets, les signataires entendent privilégier les produits touristiques en émergence que sont l'agrotourisme, le cyclotourisme, l'écotourisme et le tourisme d'aventure, le tourisme autochtone, le tourisme culturel, le tourisme de santé et de mieux-être, le tourisme nautique et le tourisme d'affaires.

7. Divers

7.1 Ententes spécifiques – mise à jour de l'état de situation

Un état de situation des ententes spécifiques est remis aux membres. Actuellement, huit ententes sont en vigueur, une est en cours d'élaboration et finalement l'entente de régionalisation sur la consolidation et le développement des entreprises d'économie sociale chemine présentement pour signature.

7.2 Outil « Parcours de la candidate aux élections municipales » (CSF et MAMROT)

Monsieur Miguel Herrero (MAMROT) informe les membres de la réalisation d'un nouvel outil, en cette année électorale, à l'intention des candidates en politique municipale. Le guide intitulé *Parcours de la candidate* a été réalisé par la Table de concertation du mouvement des

femmes Centre-du-Québec (TCMFCQ) avec la participation financière et le soutien professionnel du MAMROT (Céline Girard). Ce guide se veut un outil de référence légal et vulgarisé afin d'aider les femmes dans leur réflexion et leur cheminement vers un poste de conseillère au sein d'une municipalité. L'outil cerne le processus de prise de décision avant de devenir candidate et sert d'aide-mémoire pendant la période électorale (cadre légal, agenda, etc.). Des exemplaires du guide seront adressés aux municipalités, MRC et candidates potentielles.

Madame Sandra Shee (CSF) ajoute que le 23 mai dernier à Princeville, s'est déroulé un colloque régional organisé par la TCMFCQ en vue des élections municipales de novembre 2009. De plus, le 11 juin prochain, à Montréal, le guide *Parcours de la candidate* sera présenté à la Table des partenaires *Femmes et politique municipale*.

8. Points d'information

Consultations sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale (Jean-François Ruel, E-Q)

Le premier plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale sera prolongé d'une année afin de permettre la tenue des consultations nationale et régionales menées par les ministres Hamad (MESS) et Thériault (MSS) d'ici la fin de l'année 2009. En plus de la consultation nationale qui aura lieu le 15 juin prochain, un Rendez-vous avec chacune des régions est prévu entre le 15 octobre et le 15 novembre prochain. La CRÉCQ, le MAMROT, l'ASSS et E-Q ont été mandatés pour dresser une liste régionale de 35 participants. Un cahier de consultation sera rendu disponible en juillet prochain. Les consultations régionales auront surtout pour objectif de prendre le pouls des intervenants en ce qui a trait à l'intervention territoriale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Reconnaissance du Centre d'innovation en agriculture (Luc Couture, MAPAQ)

Le CÉGEP de Victoriaville abritera un nouveau centre collégial de transfert de technologie (CCTT) dans le domaine des pratiques sociales novatrices, soit le Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA). La mission du centre consiste à soutenir le développement du secteur de l'agriculture par l'analyse multidisciplinaire de ses problématiques propres, notamment le phénomène de détresse psychologique chez les agriculteurs et l'accompagnement des projets d'innovation sociale en milieu agricole.

Semaine québécoise des personnes handicapées (Anne Bourassa, OPHQ)

Du 1^{er} au 7 juin 2009, c'est la Semaine québécoise des personnes handicapées. Une activité a eu lieu au centre local d'emploi (CLE) de Plessisville. La directrice ainsi que la personne handicapée qu'elle a embauchée ont témoigné de leur expérience. À Victoriaville, on célèbre le 10^e anniversaire de la Politique d'accessibilité universelle. À cette occasion, un projet théâtral regroupant des participants ayant différents types d'incapacité est présenté au pavillon du Mont-Arthabaska. Sous la forme d'un gala, le spectacle permet de mieux comprendre la réalité des personnes handicapées et de réfléchir sur nos comportements envers elles.

Plan stratégique 2010-2015 de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec (Serge Beauchamp, ASSS)

La démarche de consultation est en cours en vue de l'élaboration du Plan stratégique 2010-2015 de l'Agence. Son adoption est prévue pour le mois de décembre 2009. Le Plan fera l'objet d'une présentation à une future CAR.

Départ à la retraite de Claude Lamarre (MELS)

Le président souligne le départ à la retraite de M. Lamarre pour le 1^{er} août prochain. C'est sa dernière CAR. On lui souhaite le plus grand bonheur dans sa nouvelle vie et de bonnes joutes de golf.

9. Présentations lors de la prochaine rencontre

Les présentations suivantes seraient prévues lors des prochaines rencontres :

Madame Hélène McGee (MCCCF)
Sujet : Plan stratégique du MCCCF

Monsieur Jacques Fugère (CSPQ)
Sujet : Gestion prévisionnelle de la main-d'oeuvre

10. Prochaines rencontres

Les prochaines rencontres auront lieu les vendredis 2 octobre et 4 décembre 2009 en avant-midi. Les endroits sont à déterminer.

11. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :

Normand Bélisle
Conseiller en développement régional

APPROUVÉ PAR :

Gaétan Désilets
Directeur régional

COPIES : Madame Marie-Lise Côté, directrice générale des régions
Membres de la CAR

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser la signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

NB/jg
2009-07-16

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 2 octobre 2009, 9h00 à 12h00
Hôtel Le Victorin
Salle Bois-Francis
19, boulevard Arthabaska Est, Victoriaville
Tél. : (819) 758-0533

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 5 juin 2009
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
 - 4.2. Municipalités dévitalisées
 - 4.3. Les Rendez-vous de la solidarité 2009 (E-Q)
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. L'occupation du territoire (MAMROT)
6. Divers
 - 6.1. Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (CSPQ)
 - 6.2. Bilan évaluatif du FDR 2004-2005 à 2007-2008 (MAMROT et CRÉCQ)
 - 6.3. Assises régionales sur la persévérance scolaire au Centre-du-Québec et Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires (MELS)
 - 6.4. Engagement jeunesse du Centre-du-Québec (E-Q)
 - 6.5. Prix Égalité 2010 (CSF)
 - 6.6. Observatoire de la condition féminine du Centre-du-Québec (MAMROT)
7. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
 - 7.1. Plan stratégique 2008-2011 du MCCCCF (H. McGEE)
8. Prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU DE LA CAR CENTRE-DU-QUÉBEC

DATE : Vendredi 2 octobre 2009, 9h00 à 12h00

ENDROIT : Hôtel Le Victorin, 19, boul. Arthabaska Est, Victoriaville
819 758-0533

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs : Serge Arpin (MJQ)
François Beaudoin (Services Québec)
Michel Beaulac (en remplacement de Annie Lafrance, FAQ)
Daniel Bertrand (CNT)
Vincent Bourassa (MDEIE)
Marcel Carpentier (MTQ)
Luc Couture (MAPAQ)
Jacques Fugère (CSPQ)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
Jean-François Ruel (E-Q)
Alain Simard (MRNF)
Luc St-Martin (MDDEP)

Mesdames : Nancy Bastien (en remplacement de Nathalie Cauchon, MELS)
Anne Bourassa (OPHQ)
Line Drouin (en remplacement de Christiane Lebleu, MRQ)
Isabelle Fillion (OQLF)
Hélène Leclerc (en remplacement de Christine Phaneuf, MFA)
Sandra Shee (CSF)

Ministère des Affaires municipales,
des Régions et de l'Occupation du territoire :
Gaétan Désilets, président
Michèle Doucet
Miguel Herrero
Normand Bélisle, secrétaire

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs : Martin Bellerive (IQ)
Jean-Luc Bessette (Tourisme Québec)
Yvan Bourgeois (CSST)
Jacques Damphousse (MSP)
Pierre Dufresne (SIQ)
Gilles W. Grenier (ASSS)
Luc Martel (MICC)
Jacques Raymond (MSP-Sécurité civile)
Anacleto Santucci (RLQ)

Mesdames : Christiane Bonfanti (CSPQ)
Anne Fradette (MRI)
Nancy Hébert (Services Québec)
Chantal Lussier (MICC)
Hélène McGee (MCCCF)
Isabelle Olivier (MDDEP)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 41^e rencontre de la CAR-17 et souligne la présence d'une nouvelle figure, madame Isabelle Fillion, conseillère en francisation à l'Office québécois de la langue française (OQLF).

Le président fait également état de plusieurs changements récents dans la composition des membres de la CAR-17, notamment :

- Le D^r Gilles W. Grenier (ASSS) est nommé directeur de santé publique;
- Madame Christine Phaneuf (MFA) prend le relais de madame Rose-Mary Thonney à la Direction régionale du Centre et du Sud du Québec;
- Madame Nathalie Cauchon (MELS) devient directrice régionale par intérim à la suite du départ à la retraite de monsieur Claude Lamarre;
- Madame Isabelle Olivier (MDDEP) occupe de nouvelles fonctions dans la région de la Capitale-Nationale depuis la fin septembre 2009;
- Monsieur François Beaudoin (Services Québec) annonce son départ à la retraite aujourd'hui. Madame Patricia Rousseau le remplacera.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté avec l'ajout des points suivants :

6.7 Élections municipales (MAMROT)

6.8 Profils du marché du travail des MRC du Centre-du-Québec (E-Q)

6.9 Politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées (OPHQ)

3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 5 juin 2009

Le compte rendu est adopté avec la modification suivante :

À l'item 8 portant sur les « Consultations sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale », il faut lire que les consultations régionales sont prévues entre le 15 septembre et le 15 novembre 2009.

4. Affaires découlant du compte rendu

4.1 Politique nationale de la ruralité 2007-2014

PRODUITS DE SPÉCIALITÉ

Un état de situation des projets acceptés depuis le début de la mesure est remis aux membres. Jusqu'à présent, 11 projets bioalimentaires ont été soutenus. Les contributions du MAMROT s'élèvent à 253 935 \$ et les investissements générés totalisent plus de 2,3 millions de dollars.

LABORATOIRES RURAUX

Malgré le fait qu'aucun projet de laboratoire rural n'ait été accepté au Centre-du-Québec, certains dossiers ont reçu des appuis significatifs. Par exemple :

- La Coopérative de services de santé Robert Verrier aurait été reconnue à titre de Groupe de médecine de famille (GMF);
- Un nouveau Centre collégial de transfert de technologie (CCTT) en innovation sociale sera implanté au Cégep de Victoriaville. Les travaux porteront sur les pratiques sociales innovantes pour contrer la détresse psychologique chez les agriculteurs;
- La MRC de Bécancour a reçu un appui financier du MAPAQ pour développer un modèle d'agriculture innovante de spécialité et de proximité;
- La Coopérative de solidarité de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre a obtenu un soutien financier du gouvernement fédéral lié à la poursuite des activités de l'organisme et la réalisation de projets et outils d'accompagnement en développement durable.

Le président invite les membres à faire part au MAMROT des opportunités de soutien technique et financier pour faire avancer les dossiers jugés valables pour le développement de la région.

GROUPES DE TRAVAIL DE LA PNR 2007-2014

Un tableau descriptif des mandats et réalisations des groupes de travail mis en place dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité est remis aux membres. Actuellement, six groupes de travail sont à pied d'œuvre en vue d'explorer et d'expérimenter le transfert d'initiatives porteuses de développement pour les milieux ruraux. Les domaines explorés sont :

- Les milieux ruraux comme producteurs d'énergie;
- La complémentarité rurale-urbaine;
- La mise en marché des produits de spécialité - Emporium du Québec;
- Les collectivités rurales branchées;
- La multifonctionnalité des milieux ruraux;
- Les communautés dévitalisées.

Si des membres sont intéressés à obtenir plus d'information sur les groupes de travail, ils sont invités à communiquer avec Céline Girard à la direction régionale du MAMROT.

COMMUNAUTÉS RURALES BRANCHÉES

Ce programme vise l'accès à un service Internet à haute vitesse (IHV) pour les citoyens, les organismes et les entreprises des communautés rurales du Québec qui ne bénéficient pas encore d'un tel service. À ce jour, sept projets ont été déposés en région (MRC de L'Érable et d'Arthabaska). Les demandes d'aide financière totalisent plus de 1,5 million de dollars.

CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'OCDE À QUÉBEC

La Conférence internationale sur le développement rural de l'OCDE aura lieu du 13 au 15 octobre 2009 au Centre des congrès de Québec. Cette conférence sera axée sur l'avenir du monde rural, les mutations en cours et sur les perspectives qui s'ouvrent pour le milieu rural.

À cette fin, les objectifs proposés pour la conférence de 2009 sont les suivants :

- Explorer et discuter des démarches innovantes et des modèles de développement émergents ou déjà en place dans différents pays de l'OCDE;
- Favoriser l'échange des connaissances et des bonnes pratiques en développement rural dans les divers pays de l'OCDE;
- Faire connaître et partager l'expertise québécoise en matière de développement de sa ruralité;
- Tirer parti des résultats préliminaires de l'examen des politiques et programmes en développement rural du Canada/du Québec par l'OCDE.

Un salon interactif d'exposants (Salon de l'innovation rurale) sera mis en place lors de l'événement et des « visites de terrain » seront organisées à la suite de la conférence. À cet égard, une visite est prévue dans la MRC d'Arthabaska.

4.2 Municipalités dévitalisées

Les contrats de diversification et de développement sont en voie de signature auprès du ministre Lessard. Globalement, les MRC d'Arthabaska, de Bécancour et de L'Érable pourront se partager une enveloppe d'environ 2,5 millions de dollars d'ici l'année financière 2013-2014 dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD).

4.3 Rendez-vous de la solidarité 2009 (E-Q)

En vue de la préparation du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, monsieur Sam Hamad, a décidé de consulter, à la suite du Rendez-vous national du 15 juin dernier, les acteurs locaux et régionaux concernés dans chacune des régions administratives du Québec.

Au Centre-du-Québec, la consultation régionale a eu lieu le 25 septembre dernier et réunissait une quarantaine de participants et observateurs gouvernementaux. Selon monsieur Jean-François Ruel (E-Q), cette rencontre a permis de dégager un certain nombre de problématiques régionales (ex. : transport, sécurité alimentaire, logement abordable) en plus de faire valoir les initiatives de partenariat dans la région, notamment en matière de réussite éducative, de transport collectif et de développement social. Les pratiques envisagées en matière de coordination interministérielle n'ont pas vraiment ressorties lors de la rencontre compte tenu du statut d'observateur des participants ministériels. Enfin, on a observé la faible présence des élus à cette journée puisque l'événement coïncidait avec le congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM).

5. Période d'information et d'échanges

5.1 L'occupation du territoire (MAMROT)

Lors du dernier Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) tenu à la fin septembre 2009, le ministre Laurent Lessard a pris l'engagement de mettre en œuvre, d'ici le printemps 2010, un Plan concerté d'occupation du territoire, assorti d'un échéancier serré, notamment la présentation d'un premier bilan des travaux dès décembre 2009. Cette annonce a réjoui les représentants de la FQM puisqu'elle a déjà présenté, en février 2008, un projet de Politique d'occupation du territoire dont elle souhaite que le gouvernement s'inspire. À cet égard, la FQM promeut l'adoption d'une loi-cadre sur la décentralisation où la MRC devient le lieu à privilégier sur la question des transferts de compétences.

Par ailleurs, Solidarité rurale du Québec (SRQ) réunissait 22 organisations nationales au mois de juin dernier afin de réfléchir aux défis qui se posent, et à la nécessité de se donner une vision commune de l'occupation des territoires dans une perspective de développement durable pour le Québec et ses territoires.

Également, lors de la dernière rencontre de la Table Québec-régions (TQR), le MAMROT a soumis un certain nombre de questions à ce sujet aux présidents de CRÉ. Ceux-ci ont surtout fait valoir leurs spécificités régionales et la nécessité d'une meilleure harmonisation des interventions au sein des ministères et organismes.

Un dossier à suivre au cours des prochains mois.

6. Divers

6.1 Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (CSPQ)

Monsieur Jacques Fugère (CSPQ) distribue aux membres la documentation relative au programme de même que le formulaire de présentation de projet d'emploi. La période d'appel de projets s'échelonne jusqu'au 30 octobre 2009 en vue de l'exercice financier 2010-2011.

Le CSPQ offre un soutien professionnel à l'élaboration des projets de stage. Le CSPQ travaille également en étroite collaboration avec les services externes de main-d'œuvre (SEMO) en ce qui a trait aux références de candidatures.

6.2 Bilan évaluatif du FDR 2004-2005 à 2007-2008 (MAMROT et CRÉCQ)

Le président fait distribuer aux membres le Bilan évaluatif du Fonds de développement régional (FDR) mis à la disposition des CRÉ pour le développement des régions. Ce document a été déposé à l'Assemblée nationale au printemps 2009.

Au total, pour la période 2004-2005 à 2007-2008, 154 ententes spécifiques et 141 ententes administratives ou de partenariat ont été conclues. En moyenne, chacune des CRÉ a conclu près de 15 ententes avec ses partenaires. De plus, 1 231 projets structurants ou activités ont été financés, ce qui équivaut à une moyenne de 59 projets par CRÉ.

Une proportion de 42 % des ententes spécifiques vise à mettre en œuvre un plan d'action et des projets. Selon les informations recueillies, six ententes spécifiques sur 154 visaient plus particulièrement l'adaptation ou la modulation de programmes. C'est dans les domaines de la culture et du développement social que les ententes spécifiques ont été les plus nombreuses alors que ceux de la recherche et de l'innovation ont reçu les investissements les plus élevés.

Le nombre d'ententes administratives ou de partenariat conclues ont augmenté de façon significative pour la période 2004 à 2008, ce qui démontre leur popularité grandissante par rapport à celle des ententes spécifiques. C'est dans les domaines de la culture et du développement économique que les ententes administratives ou de partenariat sont les plus importantes, et ce, tant par leur nombre que pour leur valeur.

6.3 Assises régionales sur la persévérance scolaire et stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires (MELS)

À l'invitation de la Fédération des commissions scolaires du Québec, la Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec (TRECQ) organise, le 8 octobre prochain, à l'Hôtel et Suites Le Dauphin de Drummondville, une journée de mobilisation régionale pour la persévérance scolaire. Cette activité est présentée dans le cadre des « assises régionales sur la persévérance scolaire » et s'adresse particulièrement à tous les employeurs et organismes socioéconomiques de la région. La programmation des assises régionales est établie à partir de trois axes : l'état de la situation dans la région du Centre-du-Québec, les actions pour améliorer la réussite éducative et l'importance de miser sur la mobilisation régionale.

Madame Nancy Bastien (MELS) informe les membres qu'à ce jour, on dénombre 128 inscriptions sur une capacité maximale de 150 personnes. Les inscriptions regroupent majoritairement des représentants du milieu scolaire, du réseau de la santé, des milieux communautaires et des organismes d'employabilité. De plus, une quinzaine d'employeurs se sont inscrits dont les cinq porte-parole de l'événement (Petresa, Soucy, Cascades, Princecraft et Venmar).

La tenue des assises régionales s'inscrit dans la foulée de la « Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires » dévoilée par la ministre Courchesne le 9 septembre dernier. Cette stratégie se compose de 13 voies de réussite qui mettent l'accent sur un

accompagnement personnalisé à tous les moments cruciaux du cheminement de l'élève, à savoir : la petite enfance et l'entrée à l'école, le passage au secondaire, la quatrième et la cinquième année du secondaire et l'instant où le jeune quitte l'école sans diplôme.

Rappelons que cette stratégie d'action vise à hausser à 80 % le taux de diplomation des jeunes de moins de 20 ans d'ici 2020.

6.4 Engagement jeunesse du Centre-du-Québec (E-Q)

L'Engagement Jeunesse est une entente interministérielle conclue dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 entre le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) et certains ministères et organismes présents en région dont le MELS, le MESS, le MICC, l'ASSS04-17, le MAMROT, la CRÉCQ et le Forum jeunesse Centre-du-Québec.

Selon monsieur Jean-François Ruel (E-Q), l'entente engage les ministères et organismes à mettre en œuvre les actions en vue d'améliorer la continuité des services jeunesse ainsi que leur efficacité en région. Un premier rapport d'activités a été émis pour l'année 2008-2009.

Pour sa part, le SAJ met à la disposition de l'entente les montants nécessaires à l'embauche d'une agente de liaison régionale ou d'un agent de liaison régional, soit sous la forme d'un prêt de service d'un ministère ou organisme ou l'engagement d'une ressource occasionnelle.

Cette personne sera recrutée sous peu. Elle devra réaliser un plan stratégique régional quinquennal (2009-2014) et assurer la mise en œuvre des plans d'action annuels.

6.5 Prix Égalité 2010 (CSF)

Le Prix Égalité récompense des projets qui poursuivent l'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes. Les projets proposés doivent répondre à au moins un des objectifs de la catégorie dans laquelle ils sont présentés. Ces catégories sont :

- Modèles et comportements égalitaires;
- Égalité économique;
- Conciliation travail-famille;
- Santé;
- Prévention de la violence;
- Pouvoir et régions.

Madame Sandra Shee (CSF) fait distribuer le dépliant du concours et fait part aux membres de la date limite pour déposer un dossier de candidature, soit le 6 novembre 2009. Madame Shee ajoute qu'à ce jour, trois projets régionaux ont été soumis dans le cadre du concours, soit un projet de bande dessinée (Femmes et production industrielle), le plateau de travail Cocorica (Services intégrés pour l'emploi) et le Parcours de la candidate (Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec).

Mentionnons que le projet de Parcours extrême, déposé par Femmes et production industrielle, a gagné un prix en 2009.

6.6 Observatoire de la condition féminine du Centre-du-Québec (MAMROT)

Actuellement, 75 des 101 indicateurs et sous-indicateurs ont été mis à jour. Le MAMROT procèdera sous peu à une brève analyse des données. Le travail devrait être complété au cours des prochains mois. Le personnel professionnel des ministères et organismes sera contacté à nouveau, le cas échéant, pour valider certains contenus. Le président remercie les membres de leur soutien dans le cadre de cet exercice.

6.7 Élections municipales - site des candidatures (MAMROT)

Monsieur Miguel Herrero (MAMROT) informe les membres qu'aujourd'hui, le 2 octobre à 16 h 30, représente la date ultime pour les mises en candidature en vue des élections municipales du 1^{er} novembre prochain.

Un site internet est dédié aux élections municipales. On peut le consulter à l'adresse suivante : www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca.

6.8 Profils du marché du travail des MRC du Centre-du-Québec (E-Q)

Monsieur Jean-François Ruel (E-Q) annonce la mise en ligne, cette semaine, des cinq profils des MRC de la région. Le profil régional sera accessible la semaine prochaine. On peut consulter ou télécharger les documents à l'adresse suivante :

www.emploiQuebec.net/regions/centre-quebec/index.asp

6.9 Politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées (OPHQ)

Madame Anne Bourassa (OPHQ) informe les membres que la première présentation de la politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité* a été réalisée à Drummondville le 28 septembre dernier. La politique vise à accroître, sur une période de dix ans, la participation sociale de l'ensemble des personnes handicapées, quels que soient leur sexe, leur âge, leur déficience, leur incapacité ou leur lieu de résidence.

La politique comporte trois grands défis et plusieurs priorités d'intervention touchant l'ensemble des personnes handicapées. Le premier plan de mise en œuvre de cette politique contient plus de 400 engagements qui ont été pris par les différents ministères et organismes gouvernementaux.

Madame Bourassa présentera la politique à notre prochaine rencontre de la CAR-17.

7. Présentations lors de la prochaine rencontre

Les présentations suivantes sont prévues lors de la prochaine rencontre :

Madame Hélène McGee (MCCCCF)

Sujet : Plan stratégique 2008-2011 du MCCCCF

Madame Anne Bourassa (OPHQ)

Sujet : Politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité*

Madame Danielle Tardif (CRÉCQ)

Sujet : Outil promotionnel de la région du Centre-du-Québec

8. Prochaine rencontre

La prochaine rencontre aura lieu le vendredi 4 décembre 2009 en avant-midi. L'endroit est à déterminer.

9. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :

Normand Bélisle
Conseiller en développement régional

APPROUVÉ PAR :

Gaétan Désilets
Directeur régional

COPIES : Madame Marie-Lise Côté, directrice générale des régions
Membres de la CAR

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

NB/jg
2009-11-06

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 4 décembre 2009, 9h00 à 12h00

Hôtel Le Dauphin

Salle Couronne BC

600, boul. Saint-Joseph, Drummondville

Tél. : (819) 478-4141

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 2 octobre 2009
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Politique nationale de la ruralité 2007-2014
 - 4.2. Rendez-vous de la solidarité 2009 – les suites
 - 4.3. L'occupation du territoire
 - 4.4. Assises régionales sur la persévérance scolaire au Centre-du-Québec
 - 4.5. Élections municipales 2009 – les résultats
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Plan stratégique 2008-2011 du MCCCCF (H. McGEE)
 - 5.2. Politique *À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité* (OPHQ)
 - 5.3. Outils promotionnels de la région du Centre-du-Québec (CRÉCQ)
6. Divers
 - 6.1. État de situation des ententes spécifiques de la région
7. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
8. Prochaine rencontre
9. Fin de la rencontre

NOTE

Les comptes-rendus de la CAR du Centre-du-Québec du 4 décembre 2009 et du 12 mars 2010 ne sont pas disponibles.